

- 1 -

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

ANNALES PARLEMENTAIRES ET RAPPORTS NOMINATIFS DES COMMISSIONS

SESSION ORDINAIRE 1985-1986

(du 31 octobre 1985 au 13 octobre 1986)

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Légende

Mentions dans les colonnes « NUMEROS »

- Les Annales rapportant des discussions en séance plénière, sont indiquées par un numéro sans plus (ex. : 3, 5, ...).
- Les Annales rapportant des discussions en commission, sont indiquées par un C, suivi du numéro de l'Annale (ex. : C 3, C 5, ...).
- Les rapports des commissions sont indiqués par leur numéro en tant que document parlementaire (ex. : 220/9, ...).
- Voir par ailleurs l'article 18 du Règlement de la Chambre des Représentants relatif au fonctionnement des commissions (1).

(1) Article 18

.....

Contenu du rapport

4. Le rapport contient, outre l'analyse des délibérations de la commission, avec mention nominative des intervenants, des conclusions motivées qui proposent soit d'adopter le projet ou la proposition, soit de ne pas l'adopter, soit d'adopter les amendements qu'il formule.

Annales et CRA

7. Par dérogation aux n° 3 à 6, les débats se rapportant aux questions et interpellations, à l'exception de celles qui sont jointes à la discussion d'un budget, sont repris dans les *Annales parlementaires* et le *Compte rendu analytique*.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

ANNALES PARLEMENTAIRES

TABLEAU DE CONCORDANCE

Session ordinaire 1985-1986

SÉANCES PLENIÈRES

Annales n°	Date	Annales n°	Date
1	31-10-1985	33	14- 5-1986
2	14-11-1985	34	15- 5-1986
3	29-11-1985	35	23- 5-1986
4	4-12-1985	36	26- 5-1986
5	4-12-1985	37	27- 5-1986
6	5-12-1985	38	27- 5-1986
7	5-12-1985	39	28- 5-1986
8	6-12-1985	40	28- 5-1986
9	6-12-1985	41	2- 6-1986
10	18-12-1985	42	3- 6-1986
11	18-12-1985	43	3- 6-1986
12	19-12-1985	44	4- 6-1986
13	22- 1-1986	45	24- 6-1986
14	22- 1-1986	46	24- 6-1986
15	23- 1-1986	47	26- 6-1986
16	23- 1-1986	48	9- 7-1986
17	6- 2-1986	49	9- 7-1986
18	18- 2-1986	50	10- 7-1986
19	19- 2-1986	51	10- 7-1986
20	19- 2-1986	52	16- 7-1986
21	27- 2-1986	53	17- 7-1986
22	27- 2-1986	54	17- 7-1986
23	28- 2-1986	55	18- 7-1986
24	28- 2-1986	56	18- 7-1986
25	5- 3-1986	57	23- 7-1986
26	5- 3-1986	58	24- 7-1986
27	19- 3-1986	59	24- 7-1986
28	19- 3-1986	60	29- 7-1986
29	20- 3-1986	61	31- 7-1986
30	17- 4-1986	62	31- 7-1986
31	30- 4-1986	63	9-10-1986
32	14- 5-1986		

SÉANCES PUBLIQUES DES COMMISSIONS

Annales n°	Date
C 1	11-12-1985
C 2	19-12-1985
C 3	7- 1-1986
C 4	7- 1-1986
C 5	8- 1-1986
C 6	8- 1-1986
C 7	22- 1-1986
C 8	22- 1-1986
C 9	22- 1-1986
C 10	28- 1-1986
C 11	4- 2-1986
C 12	5- 2-1986
C 13	5- 2-1986
C 14	18- 2-1986
C 15	19- 2-1986
C 16	4- 3-1986
C 17	5- 3-1986
C 18	5- 3-1986
C 19	5- 3-1986
C 20	5- 3-1986
C 21	5- 3-1986
C 22	6- 3-1986
C 23	6- 3-1986
C 24	6- 3-1986
C 25	18- 3-1986
C 26	19- 3-1986
C 27	19- 3-1986
C 28	19- 3-1986
C 29	25- 3-1986
C 30	25- 3-1986
C 31	25- 3-1986
C 32	26- 3-1986
C 33	26- 3-1986
C 34	26- 3-1986
C 35	15- 4-1986
C 36	15- 4-1986
C 37	16- 4-1986
C 38	16- 4-1986
C 39	16- 4-1986

Annales n°	Date
C 40	29- 4-1986
C 41	30- 4-1986
C 42	30- 4-1986
C 43	30- 4-1986
C 44	30- 4-1986
C 45	13- 5-1986
C 46	13- 5-1986
C 47	14- 5-1986
C 48	14- 5-1986
C 49	29- 5-1986
C 50	3- 6-1986
C 51	4- 6-1986
C 52	4- 6-1986
C 53	10- 6-1986
C 54	10- 6-1986
C 55	10- 6-1986
C 56	11- 6-1986
C 57	24- 6-1986
C 58	25- 6-1986
C 59	25- 6-1986
C 60	25- 6-1986
C 61	25- 6-1986
C 62	25- 6-1986
C 63	1- 7-1986
C 64	2- 7-1986
C 65	2- 7-1986
C 66	2- 7-1986
C 67	9- 7-1986
C 68	10- 7-1986
C 69	15- 7-1986
C 70	16- 7-1986
C 71	16- 7-1986
C 72	16- 7-1986
C 73	28- 7-1986
C 74	29- 7-1986
C 75	30- 7-1986
C 76	31- 7-1986
C 77	25- 9-1986

A

ACHATS DE LA R.T.T. : *Voir : Communication sociale ; P.T.T. : Matériel.*

ACTIONS SANS DROIT DE VOTE : *Voir : 1° Commerce et Industrie : Politique économique; 2° Droit public : Fédéralisation : Secteurs économiques nationaux.*

ADOPTION : *Voir : Droit civil.*

AFRIQUE : *Voir : Affaires étrangères.*

AFRIQUE CENTRALE : *Voir : Affaires étrangères : Afrique.*

AFRIQUE MERIDIONALE : *Voir : Affaires étrangères : Afrique.*

AFRIQUE DU NORD : *Voir : Affaires étrangères : Afrique.*

AFRIQUE DU SUD : *Voir : Affaires étrangères : Afrique : Afrique méridionale.*

AGENCES MATRIMONIALES : *Voir : Vie sociale : Professions.*

AGGLOMERATIONS ET FEDERATIONS DE COMMUNES : *Voir : Institutions locales et provinciales : Communes.*

AGRICULTURE : *Voir aussi : Affaires étrangères : Organisations intergouvernementales : C.E.E.*

AJOURNEMENT : *Voir : Chambres législatives : Travaux parlementaires : Procédure parlementaire.*

ALCOOLISME ET DROGUES : *Voir : Vie sociale : Santé publique.*

ALESEUSE-FRAISEUSE PEGARD : *Voir : Défense nationale : Matériel.*

ALLOCATIONS FAMILIALES : *Voir : Vie sociale : Sécurité sociale.*

AMENDEMENT : *Voir : Chambres législatives : Travaux parlementaires : Procédure législative.*

AMERIQUE : *Voir : Affaires étrangères.*

AMERIQUE CENTRALE : *Voir : Affaires étrangères : Amérique.*

AMERIQUE DU NORD : *Voir : Affaires étrangères : Amérique.*

AMNISTIE : *Voir : Droit pénal : Sécurité de l'Etat : Répression et ...*

ANBEMA (dossier) : *Voir : 1° Chambres législatives : Compétence : Enquêtes parlementaires; 2° Commerce et Industrie : Crédits et investissements.*

ANDREI SAKHAROV : *Voir : Affaires étrangères : Droits de l'homme.*

ANIMAUX : *Voir : 1° Affaires étrangères; 2° Droit pénal.*

APPAREILS MENAGERS (SECURITE) : *Voir : Commerce et Industrie.*

APPEL : *Voir : Procédure judiciaire.*

ARCHIVES : *Voir : Culture et sciences : Bibliothèques et ...*

ARMES BACTERIOLOGIQUES, CHIMIQUES ET NUCLEAIRES : *Voir : Affaires étrangères : Equilibre international.*

ARMES ET MUNITIONS : *Voir : 1° Commerce et Industrie; 2° Affaires étrangères : Commerce.*

ART DE GUERIR : *Voir : Vie sociale : Santé publique.*

ASIE – OCEANIE : *Voir : Affaires étrangères.*

ASSISTANCE JUDICIAIRE : *Voir : Procédure judiciaire.*

ASSURANCES : *Voir : Finances.*

ATTENTAT A LA PUDEUR ET VIOL : *Voir : Droit pénal.*

AUDIO-VISUEL (SECTEUR) : *Voir : Communication sociale : Presse, radio, télévision.*

AUDITEUR MILITAIRE : *Voir : Défense nationale : Personnel civil.*

AUMONIER ET CONSEILLERS LAICS : *Voir : Défense nationale.*

AUTOBUS : *Voir : Transports.*

AUTRICHE : *Voir : Affaires étrangères : Europe : Europe occidentale.*

AVIS : *Voir : Droit public : Conseil d'Etat.*

AVORTEMENT : *Voir : Droit pénal.*

B

BAALHOEK (Canal de) : *Voir : Affaires étrangères : Traités.*

BAIL A FERME : *Voir : Droit civil.*

BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT : *Voir : Affaires étrangères : Coopération au développement.*

BASSINS DE RETENUE D'EAU : *Voir : Distribution d'eau.*

BAUX A LOYER : *Voir : Droit civil.*

BALANCE DES PAIEMENTS : *Voir : Affaires étrangères : Commerce.*

BANQUE DE DONNEES : *Voir : Information : Informatique.*

BANQUE FONCIERE : *Voir : Agriculture : Système d'exploitation agricole, de culture et terres : Terre agricole.*

BARREAU : *Voir : Organisation judiciaire.*

BATH (Coude de) : *Voir : Affaires étrangères : Traités.*

BELGOPROCESS : *Voir : Affaires étrangères : Energie : Energie nucléaire.*

BENELUX : *Voir : Affaires étrangères : Organisations intergouvernementales.*

BIBLIOTHEQUES ET ARCHIVES : *Voir : Culture et sciences.*

BIEN-ETRE SOCIAL : *Voir : Vie sociale : Condition socio-économique.*

BONNES MŒURS : *Voir : Droit pénal.*

BUREAU : *Voir : Chambres législatives : Composition.*

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL : *Voir : Affaires étrangères : Travail.*

BUREAU DU PLAN : *Voir : Commerce et Industrie : Politique économique.*

C

CABINETS MINISTERIELS (composition) : *Voir : Ministres.*

CADRE SPECIAL TEMPORAIRE : *Voir : Travail : Programmes d'emploi.*

CAHIER D'OBSERVATIONS : *Voir : Droit public : Cour des comptes.*

CAISSE D'AMORTISSEMENT : *Voir : Finances.*

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS : *Voir : Finances.*

CANADA : *Voir : Affaires étrangères : Amérique : Amérique du Nord.*

CANAU ET RIVIERES : *Voir : Travaux publics.*

CAPACITE JURIDIQUE : *Voir : Droit civil.*

CAPITAL-PERIODES : *Voir : Enseignement : Enseignement fondamental.*

CARAIBES : *Voir : Affaires étrangères : Amérique.*

CARTE D'IDENTITE : *Voir : Droit civil : Etat civil.*

CARTE DE SECURITE SOCIALE : *Voir : Travail : Emploi et chômage.*

CASIER JUDICIAIRE : *Voir : Procédure judiciaire.*

C.C.C. : *Voir : Droit pénal : Sécurité publique : Terrorisme.*

C.E.C.A. : *Voir : Affaires étrangères : Organisations intergouvernementales.*

C.E.E. : *Voir : Affaires étrangères : Organisations intergouvernementales.*

CENTRE D'ETUDE POUR LA REFORME DE L'ETAT : *Voir : Droit public : Conseils nationaux et régionaux.*

CENTRES DE COORDINATION : *Voir : Impôts : Politique fiscale.*

CERTIFICAT DE BONNES VIE ET MŒURS : *Voir : Droit pénal : Bonnes mœurs.*

CHAMP DE TIR MILITAIRE A HELCHTEREN : *Voir : Défense nationale : Force aérienne.*

CHARBON : *Voir :* Energie.

CHARBONNAGES : *Voir :* 1° Commerce et Industrie : Mines; 2° Droit public : Fédéralisation : *Secteurs économiques nationaux.*

CHARTRE DU CONTRIBUABLE : *Voir :* Projet de loi portant des dispositions fiscales.

CHAUFFAGE (allocation de) : *Voir :* Vie sociale : Condition socio-économique.

CHEMINS DE FER : *Voir :* Transports.

CHEMINS DE FER VICINAUX : *Voir :* Transports.

CHOMAGE : *Voir :* Travail : Emploi et ...

CHOMEURS MIS AU TRAVAIL : *Voir :* Travail : Programmes d'emploi.

CHYPRE : *Voir :* Affaires étrangères : Europe : *Europe méridionale.*

CLASSES MOYENNES ET P.M.E. : *Voir :* Commerce et Industrie.

CLE DE REPARTITION : *Voir :* Droit public : Fédéralisation.

COMITE DE CONCERTATION : *Voir :* Droit public : Conseils nationaux et régionaux.

COMITE SUPERIEUR DE CONTROLE (rapport du) : *Voir :* 1° Interpellation de M. Colla sur la situation à l'Institut national de Crédit agricole (INCA) à la suite d'événements récents concernant sa gestion et les crédits qu'il consent, et sur le contrôle de cet organisme; 2° Administrations publiques : Services publics et parastataux; 3° Interpellation de M. Féaux sur certains aspects particuliers du dossier d'acquisition des munitions de 155 mm à la firme américaine GDC, pour un montant dépassant les 6 milliards de francs belges.

COMMERCANTS (indemnisation en raison de travaux d'utilité publique) : *Voir :* Travaux publics : Politique des travaux publics.

COMMERCE : *Voir :* Affaires étrangères.

COMMISSION COMFORM : *Voir :* Commerce et Industrie : Classes moyennes et P.M.E.

COMMISSIONS PERMANENTES : *Voir :* Chambres législatives : Composition.

COMMUNES : *Voir :* Institutions locales et provinciales.

COMPENSATIONS ECONOMIQUES (achat de matériel) : *Voir :* 1° Défense nationale : Matériel; 2° Communication sociale : P.T.T. : *Matériel.*

COMPETENCE : *Voir :* Chambres législatives.

COMPOSITION (des Chambres législatives) : *Voir :* Chambres législatives.

COMPTABILITE DES ENTREPRISES : *Voir :* Droit commercial.

COMPTABILITE DE L'ETAT : *Voir :* Finances.

CONCERTATION SOCIALE : *Voir :* Travail : Syndicats et partenaires sociaux.

CONCURRENCE : *Voir :* Commerce et Industrie : Pratiques du commerce.

CONDITION SOCIO-ECONOMIQUE : *Voir :* Vie sociale.

CONFLITS : *Voir :* Droit public : Conseils nationaux et régionaux.

CONFLITS SOCIAUX : *Voir :* Travail.

CONGE POLITIQUE : *Voir :* Administrations publiques : Personnel.

CONGES : *Voir :* Travail.

CONSEIL D'ETAT : *Voir :* Droit public.

CONSEIL DE L'EUROPE : *Voir :* Affaires étrangères : Organisations intergouvernementales.

CONSEIL FISCAL : *Voir :* Vie sociale : Professions.

CONSEILLER : *Voir :* Droit public : 1° Conseil d'Etat; 2° Cour des comptes.

CONSEILLERS LAICS : *Voir :* Défense nationale : Aumoniers et ...

CONSEILS COMMUNAUX : *Voir :* Institutions locales et provinciales : Communes.

CONSEILS NATIONAUX ET REGIONAUX : *Voir :* Droit public.

CONSEILS PROVINCIAUX : *Voir :* Institutions locales et provinciales : Provinces.

CONSTITUTION : *Voir :* Droit public.

CONSTRUCTION NAVALE : *Voir* : Commerce et Industrie.

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES : *Voir* : Enseignement.

CONTINGENT : *Voir* : Défense nationale.

CONTRAT DE FRANCHISAGE : *Voir* : Commerce et Industrie : Organisation de l'économie.

CONTRATS DE TRAVAIL : *Voir* : Travail.

CONTRAVENTIONS : *Voir* : Droit pénal.

COOPERATION AU DEVELOPPEMENT : *Voir* : Affaires étrangères.

COPROMEX : *Voir* : Projet de loi ajustant le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année budgétaire 1985.

COREE RPD : *Voir* : Affaires étrangères : Asie – Océanie : *Extrême-Orient*.

COTISATION DE SOLIDARITE : *Voir* : Administrations publiques : Personnel.

COUPS ET BLESSURES : *Voir* : Droit pénal.

COUPURE D'EAU, D'ELECTRICITE ET DE GAZ : *Voir* : Energie : Gaz.

COUR D'ARBITRAGE : *Voir* : Droit public.

COUR DES COMPTES : *Voir* : Droit public.

COURS : *Voir* : Enseignement.

COURS ET TRIBUNAUX : *Voir* : Organisation judiciaire.

COUVENT DES CARMELITES (installation sur le site d'Auschwitz) : *Voir* : Affaires étrangères : Culture, sciences et sports.

C.P.A.S. : *Voir* : Vie sociale : Service social.

CREANCES ALIMENTAIRES : *Voir* : Droit civil.

CREDITS ET INVESTISSEMENTS : *Voir* : 1° Commerce et Industrie; 2° Affaires étrangères; 3° Agriculture : Politique agricole.

CREDITS PROVISOIRES : *Voir* : Budgets.

CRIMES ET DELITS : *Voir* : Droit pénal : Sécurité publique.

CULTURE, SCIENCES ET SPORTS : *Voir* : Affaires étrangères.

D

DECES : *Voir* : Chambres législatives : Membres.

DECHETS (radioactifs) : *Voir* : Energie : Energie nucléaire.

DECHETS ET IMMONDICES : *Voir* : Environnement.

DEFENSE LEGITIME : *Voir* : Droit pénal.

DEMANDE : *Voir* : Procédure judiciaire.

DEMISSION : *Voir* : Chambres législatives : Membres.

DEPENSES ELECTORALES : *Voir* : Lois électorales : Propagande électorale.

DETECTIVE-PRIVE : *Voir* : Vie sociale : Professions.

DETENTION PREVENTIVE : *Voir* : Procédure judiciaire.

DETTE PUBLIQUE ET EMPRUNTS : *Voir* : Finances.

DEUXIEME CHANCE (enseignement de la) : *Voir* : Enseignement : Enseignement de promotion sociale.

DIFFERENDS : *Voir* : Droit public : Cour des comptes.

DILLEMANS (Commission) : *Voir* : Vie sociale : Sécurité sociale : *Handicapés*.

DIPLOMES ET CERTIFICATS : *Voir* : Enseignement.

DISSOLUTION : *Voir* : Chambres législatives : Travaux parlementaires : *Procédure parlementaire*.

DIVORCE ET SEPARATION : *Voir* : Droit civil.

DOMAINES : *Voir :* Finances.

DRAGAGES : *Voir :* Travaux publics.

DROGUES : *Voir :* Vie sociale : Alcoolisme et ...

DROIT RURAL : *Voir :* Agriculture : Politique agricole.

DROITS D'AUTEUR : *Voir :* Culture et sciences.

DROITS DE L'HOMME : *Voir :* Affaires étrangères.

DROIT INTERNATIONAL PRIVE : *Voir :* Affaires étrangères.

DROITS DE SUCCESSION : *Voir :* Impôts : Impôts indirects.

DROITS DE SUCCESSION (rattachés aux Régions et Communautés) : *Voir :* Droit public : Conseils nationaux et régionaux.

DUCROIRE : *Voir :* Commerce et industrie.

DUREE DU TRAVAIL : *Voir :* Travail.

DUVALIER (dictateur haïtien) : *Voir :* Affaires étrangères : Amérique : Caraïbes.

E

ECOLE ROYALE MILITAIRE : *Voir :* Défense nationale.

ECONOMIE AGRICOLE : *Voir :* Agriculture : Politique agricole.

ECONOMIE REGIONALE : *Voir :* Commerce et industrie.

ECOUTES TELEPHONIQUES : *Voir :* Vie sociale : Vie privée (protection de la).

EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTS : *Voir :* Vie sociale : Santé publique.

EGYPTE : *Voir :* Affaires étrangères : Proche-Orient.

ELECTIONS COMMUNALES : *Voir :* Lois électorales.

ELECTIONS EUROPEENNES : *Voir :* Lois électorales.

ELECTIONS LEGISLATIVES : *Voir :* Lois électorales.

ELECTIONS PROVINCIALES : *Voir :* Lois électorales.

ELECTRICITE : *Voir :* Energie.

ELEVAGE : *Voir :* Agriculture : Production animale et végétale : Production animale.

EMPLOI ET CHOMAGE : *Voir :* Travail.

EMPRUNTS : *Voir :* Finances : Dette publique et ...

ENERGIE NUCLEAIRE : *Voir :* 1° Energie; 2° Affaires étrangères : Energie.

ENFANTS MALTRAITES : *Voir :* Droit pénal.

ENQUETES PARLEMENTAIRES : *Voir :* Chambres législatives : Compétence.

ENREGISTREMENT : *Voir :* Impôts : Impôts indirects.

ENSEIGNEMENT : *Voir aussi :* Droit public : Fédéralisation.

ENSEIGNEMENT COMMUNAL ET PROVINCIAL : *Voir :* Enseignement.

ENSEIGNEMENT DE L'ETAT : *Voir :* Enseignement.

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL : *Voir :* Enseignement.

ENSEIGNEMENT LIBRE : *Voir :* Enseignement.

ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNE : *Voir :* Enseignement.

ENSEIGNEMENT PLURALISTE : *Voir :* Enseignement.

ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE : *Voir :* Enseignement.

ENSEIGNEMENT RENOVE : *Voir :* Enseignement.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : *Voir* : Enseignement.
ENSEIGNEMENT SPECIAL : *Voir* : Enseignement.
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : *Voir* : Enseignement.
ENTREPRENEURS : *Voir* : Travaux publics.
ENTREPRISES PUBLIQUES : *Voir* : Commerce et Industrie.
ENVIRONNEMENT : *Voir aussi* : Affaires étrangères.
EPARGNE : *Voir* : Finances.
EPARGNE-PENSION : *Voir* : Projet de loi portant des dispositions fiscales.
EQUILIBRE INTERNATIONAL : *Voir* : Affaires étrangères.
EROSION DU SOL : *Voir* : Agriculture : Système d'exploitation agricole, de culture et terres : *Terre agricole*.
ESPACE : *Voir* : Affaires étrangères.
ESSENCE EXEMPTÉ DE PLOMB : *Voir* : Environnement : Pollution de la nature.
ETAT CIVIL : *Voir* : Droit civil.
EUROCHEMIC : *Voir* : Energie : Energie nucléaire : *Déchets*.
EUROPE : *Voir* : Affaires étrangères.
EUROPE OCCIDENTALE : *Voir* : Affaires étrangères : Europe.
EUROPE MERIDIONALE : *Voir* : Affaires étrangères : Europe.
EUROPE ORIENTALE : *Voir* : Affaires étrangères : Europe.
EUTHANASIE : *Voir* : Vie sociale : Santé publique : *Art de guérir*.
EXPANSION ECONOMIQUE : *Voir* : Commerce et Industrie : Crédits et investissements.
EXPLOITATION LAITIÈRE : *Voir* : Agriculture : Production animale et végétale : *Production animale*.
EXPOSITION '86 DE VANCOUVER : *Voir* : Affaires étrangères : Amérique : *Amérique du Nord*.
EXTREME-ORIENT : *Voir* : Affaires étrangères : Asie – Océanie.

F

FABRIQUES DES EGLISES : *Voir* : Cultes.
FAIT PERSONNEL : *Voir* : Chambres législatives : Membres.
FAMILLE : *Voir* : Vie sociale.
FEDERALISATION : *Voir* : Droit public.
FEDERATIONS DE COMMUNES : *Voir* : Institutions locales et provinciales : Communes : *Agglomérations et ...*
FERMETURES D'ENTREPRISES ET FAILLITES : *Voir* : Commerce et Industrie.
FINANCES : *Voir* : 1° Institutions locales et provinciales : Communes; 2° Affaires étrangères.
FISCALITE PROVINCIALE ET COMMUNALE : *Voir* : Impôts.
FONDATION EUROPEENNE : *Voir* : Affaires étrangères : Organisations intergouvernementales : *C.E.E.*
FONDS D'AIDE AU REDRESSEMENT FINANCIER DES COMMUNES : *Voir* : Institutions locales et provinciales : Communes : *Finances*.
FONDS BELGO-CONGOLAIS D'AMORTISSEMENT ET DE GESTION : *Voir* : Finances.
FONDS DES COMMUNES : *Voir* : Institutions locales et provinciales : Communes.
FONDS POUR L'EMPLOI : *Voir* : Travail : Emploi et chômage.
FONDS NATIONAL RESCUE (F.N.R.) : *Voir* : Catastrophes et accidents.
FONDS DE PARTICIPATION : *Voir* : Commerce et Industrie : Classes moyennes et P.M.E.
FONDS DE RENOVATION INDUSTRIELLE : *Voir* : Commerce et Industrie : Politique économique.

FONDS SOCIAL EUROPEEN : Voir : Affaires étrangères : Organisations intergouvernementales : C.E.E.

FORCE AERIENNE : Voir : Défense nationale.

FORCE TERRESTRE : Voir : Défense nationale.

FORCES BELGES EN ALLEMAGNE : Voir : Défense nationale.

FOURONS : Voir : 1° Administrations publiques : Langues; 2° Institutions locales et provinciales : Communes : Mandataires communaux; 3° Droit public : Conseils nationaux et régionaux : Conflits; 4° Politique du Gouvernement.

FORCES DE L'ORDRE : Voir : Droit pénal : Sécurité publique.

FRAUDE FISCALE : Voir : Impôts.

FRUITS ET LEGUMES : Voir : Agriculture : Production animale et végétale : Production végétale.

FUSIONS DE COMMUNES : Voir : Institutions locales et provinciales : Communes.

G

GARDES-CHAMPETRES : Voir : Institutions locales et provinciales : Communes.

G.A.T.T. : Voir : Affaires étrangères : Organisations internationales : Nations Unies.

GAZ : Voir : Energie.

GENDARMERIE : Voir : 1° Droit pénal : Sécurité publique : Forces de l'ordre; 2° Projet de loi portant des dispositions fiscales.

GESTION COMMUNALE : Voir : Institutions locales et provinciales : Communes.

G.I.A. : Voir : Droit pénal : Sécurité publique : Forces de l'ordre.

GREFFIER : Voir : Chambres législatives : Personnel.

GROUPES : Voir : Chambres législatives : Composition.

GUATEMALA : Voir : Affaires étrangères : Amérique : Amérique centrale.

GUERRE : Voir : Défense nationale.

H

HANDICAPES : Voir : Vie sociale : Sécurité sociale.

HAPPART (José) : Voir : 1° Administrations publiques : Langues; 2° Institutions locales et provinciales : Communes : Mandataires communaux; 3° Budgets : Voies et moyens; 4° Politique du Gouvernement.

HEYSEL : Voir : Droit pénal : Sécurité publique.

HOLDINGS : Voir : Commerce et industrie : Organisation de l'économie.

HOMMAGE : Voir : Chambres législatives : 1. Personnel; 2. Travaux parlementaires : Procédure parlementaire.

HOPITAUX : Voir : Vie sociale : Santé publique.

HORECA (secteur) : Voir : Communication sociale : Tourisme.

HOTEL ERRERA A BRUXELLES : Voir : Enseignement : Constructions scolaires.

HUISSIERS DE JUSTICE : Voir : Organisation judiciaire.

HYGIENE ET SECURITE DU TRAVAIL : Voir : Travail.

I

I.D.E. (Initiative de Défense Européenne) : Voir : Affaires étrangères : Equilibre international : Armes bactériologiques, chimiques et nucléaires.

IDENTIFICATION : Voir : Droit pénal.

IMPLANTATIONS COMMERCIALES : Voir : Commerce et industrie.

IMPOTS DIRECTS : Voir : Impôts.

IMPOTS INDIRECTS : Voir : Impôts.

INADAPTES SOCIAUX : Voir : Droit pénal.

INCENDIE (services) : Voir : Institutions locales et provinciales : Communes.

INCOMPATIBILITES : Voir : Droit public.

INCORPORES DE FORCE DANS L'ARMEE ALLEMANDE : Voir : Défense nationale : Guerre : Victimes de la guerre.

INDEX : *Voir :* Commerce et Industrie : Prix.

INDUSTRIE DU BATIMENT : *Voir :* Commerce et Industrie.

INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE, VIDEO ... : *Voir :* Commerce et Industrie.

INDUSTRIE DIAMANTAIRE : *Voir :* Commerce et Industrie.

INDUSTRIE FERROVIAIRE : *Voir :* Commerce et Industrie.

INDUSTRIE DU JOUET : *Voir :* Commerce et Industrie.

INFORMATIQUE : *Voir :* Information.

INSOLVABILITE FRAUDULEUSE : *Voir :* Droit pénal.

INSPECTION : *Voir :* Enseignement : Personnel.

INSTITUT D'EXPERTISE VETERINAIRE : *Voir :* Vie sociale : Santé publique : Viande.

INSTITUT NATIONAL DE CREDIT AGRICOLE (INCA) : *Voir :* Finances : Institutions financières.

INSTITUTIONS FINANCIERES : *Voir :* Finances.

INSTRUCTION CRIMINELLE : *Voir :* Procédure judiciaire.

INTERCOMMUNALES : *Voir :* Institutions locales et provinciales : Communes.

INTERNATS : *Voir :* Enseignement.

INVENTAIRE : *Voir :* Procédure judiciaire.

INVESTISSEMENTS : *Voir :* Commerce et Industrie : Crédits et ...

IRAK : *Voir :* Affaires étrangères : Asie : Proche-Orient.

J

JARDINS ZOOLOGIQUES : *Voir :* Culture et sciences.

JEUNESSE : *Voir :* Vie sociale.

JEUX ET PARIS : *Voir :* Communication sociale.

JOUR DE CARENCE (dans la fonction publique) : *Voir :* Administrations publiques : Personnel.

JOURNALISTE PARLEMENTAIRE : *Voir :* Chambres législatives.

JUGES ET MAGISTRATS : *Voir :* Organisation judiciaire.

JURISPRUDENCE : *Voir :* Droit public : Conseil d'Etat.

JUSTICE MILITAIRE : *Voir :* Défense nationale.

K

KALKAR : *Voir :* 1° Affaires étrangères : Energie : Energie nucléaire; 2° Energie : Energie nucléaire.

KIRSCHEN & CIE : *Voir :* Impôts : Fraude fiscale.

L

LANGUES : *Voir :* 1° Défense nationale; 2° Administrations publiques; 3° Commerce et Industrie; 4° Enseignement.

LIBERATION CONDITIONNELLE : *Voir :* Procédure judiciaire.

LITS DE SOINS : *Voir :* Vie sociale : Santé publique : Hôpitaux.

LOGEMENTS SOCIAUX : *Voir :* Aménagement du territoire : Politique du logement.

LOI COMMUNALE : *Voir :* Institutions locales et provinciales : Communes.

LOI COOREMAN-DE CLERCQ (MONORY-DE CLERCQ) : *Voir :* 1° Finances : Institutions financières; 2° Projet de loi portant un régime fiscal particulier pour le rachat d'actions privilégiées sans droit de vote émises par des sociétés anonymes relevant des secteurs nationaux.

LOIS, DECRETS ET ARRETES : *Voir :* Droit public.

LYBIE : *Voir :* Affaires étrangères : Afrique : Afrique du Nord.

M

MAGISTRATS : *Voir* : Organisation judiciaire : Juges et ...

MAIN-MORTE : *Voir* : Impôts : Fiscalité provinciale et communale.

MALADIES PROFESSIONNELLES : *Voir* : Vie sociale : Sécurité sociale.

MANDAT : *Voir* : Chambres législatives : Membres.

MANDATAIRES COMMUNAUX : *Voir* : Institutions locales et provinciales : Communes.

MARCHES PUBLICS : *Voir* : Administrations publiques.

MARIAGE : *Voir* : Droit civil.

MARIBEL (opération) : *Voir* : Interpellation de M. Colla sur les problèmes économiques et sociaux du secteur du diamant et les compétences nationales.

MATERIEL : *Voir* : 1^o Communication sociale : P.T.T.; 2^o Défense nationale.

McKINSEY-VAN DIJK (rapport) : *Voir* : 1^o Interpellation de M. Beckers sur les problèmes relatifs aux constructions scolaires et plus particulièrement en ce qui concerne l'A.R.T. de Herentals; 2^o Interpellation de M. Léonard sur les constructions scolaires communales.

MEDECINS : *Voir* : Vie sociale : Santé publique : *Art de guérir*.

MEMBRES (des Chambres législatives) : *Voir* : Chambres législatives.

MENDICITE : *Voir* : Droit pénal : Vagabondage et ...

METIERS ET NEGOCES : *Voir* : Commerce et Industrie.

MILICE : *Voir* : Défense nationale.

MILICES PRIVEES : *Voir* : Droit pénal : Sécurité de l'Etat.

MINERVAL : *Voir* : Enseignement.

MINES : *Voir* : Commerce et Industrie.

MINIMUM SOCIO-VITAL : *Voir* : Vie sociale : Sécurité sociale.

MINISTRES DES CULTES : *Voir* : Cultes.

MISSILES : *Voir* : Affaires étrangères : Equilibre international : *Armes bactériologiques, chimiques et nucléaires*.

MONNAIE : *Voir* : Finances.

MONTGOLFIERES : *Voir* : Transports : Navigation aérienne.

MONUMENTS ET SITES : *Voir* : Culture et sciences.

MOTION : *Voir* : Chambres législatives : Compétence.

N

NAMIBIE : *Voir* : Affaires étrangères : Afrique : *Afrique méridionale*.

NATIONS UNIES : *Voir* : Affaires étrangères : Organisations internationales.

NAVIGATION AERIEENNE : *Voir* : Transports.

NAVIGATION INTERIEURE : *Voir* : Affaires étrangères : Transports.

NAVIGATION MARITIME : *Voir* : Affaires étrangères : Transports.

NELSON MANDELA : *Voir* : Affaires étrangères : Droits de l'homme.

NICARAGUA : *Voir* : Affaires étrangères : Amérique : *Amérique centrale*.

NUMERUS CLAUSUS : *Voir* : Enseignement : Enseignement supérieur.

O

O.B.C.E. : *Voir* : Administrations publiques : Services publics et parastataux.

OBJECTEURS DE CONSCIENCE : *Voir* : Défense nationale.

OCASC (Office Central d'Action Sociale et Culturelle) : *Voir* : Défense nationale.

OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS : *Voir* : Défense nationale.

OPERATION 5-3-3 : *Voir :* Travail : Emploi et chômage.

ORDRE DES TRAVAUX : *Voir :* Chambres législatives : Travaux parlementaires : *Procédure parlementaire.*

ORGANES (PRELEVEMENTS ET TRANSPLANTATIONS) : *Voir :* Vie sociale : Santé publique : *Art de guérir.*

ORGANISATION DE L'ECONOMIE : *Voir :* Commerce et Industrie.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES : *Voir :* Affaires étrangères.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES : *Voir :* Affaires étrangères.

ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES : *Voir :* Affaires étrangères.

O.T.A.N. : *Voir :* Affaires étrangères : Organisations intergouvernementales.

OUVERTURE DE LA SESSION : *Voir :* Chambres législatives : Travaux parlementaires : *Session parlementaire.*

P

PACTE CULTUREL : *Voir :* Culture et sciences.

PACTE SCOLAIRE : *Voir :* Enseignement.

PARIS : *Voir :* Communication sociale : Jeux et ...

PARLEMENT EUROPEEN : *Voir :* Affaires étrangères : Organisations internationales : *C.E.E.*

PARTENAIRES SOCIAUX : *Voir :* Travail : Syndicats et ...

PATERNITE ET FILIATION : *Voir :* Droit civil.

PATERNOSTRE CHANTAL : *Voir :* Droit pénal : Sécurité publique : *Terrorisme.*

PATROUILLES SCOLAIRES : *Voir :* Transports : Roulage : *Sécurité routière.*

PAUVRETE : *Voir :* Vie sociale : Condition socio-économique.

PAYS-BAS : *Voir :* Affaires étrangères : Europe : *Europe occidentale.*

PEINE DE MORT : *Voir :* Droit pénal.

PEINES : *Voir :* Procédure judiciaire.

PENSIONS : *Voir :* Vie sociale.

PENSIONS CIVILES : *Voir :* Vie sociale : Pensions.

PENSIONS EXTRA-LEGALES : *Voir :* Vie sociale : Pensions.

PENSIONS DE GUERRE : *Voir :* Vie sociale : Pensions.

PENSIONS DE REPARATION : *Voir :* Vie sociale : Pensions : *Pensions de guerre.*

PERMIS DE BATIR : *Voir :* Aménagement du territoire : Politique du logement.

PERMIS DE CONDUIRE : *Voir :* Transports : Roulage.

PERSONNALITE CIVILE : *Voir :* Droit civil.

PERSONNEL : *Voir :* 1° Administrations publiques; 2° Organisation judiciaire; 3° Enseignement; 4° Chambres législatives; 5° Institutions locales et provinciales : Communes; 6° Communication sociale : P.T.T.; 7° Institutions locales et provinciales : Provinces.

PERSONNEL CIVIL : *Voir :* Défense nationale.

PERSONNEL FEMININ MILITAIRE : *Voir :* Défense nationale : Personnel militaire : *Volontaires.*

PERSONNEL DE MAISON : *Voir :* Projet de loi portant des dispositions fiscales.

PERSONNEL MILITAIRE : *Voir :* Défense nationale.

PETROLE : *Voir :* Commerce et Industrie.

PHENIX (surgénérateur) : *Voir :* Energie : Energie nucléaire.

PISTES CYCLABLES : *Voir :* Travaux publics : Routes.

PLAN PLUS-UN : *Voir :* Commerce et Industrie : Classes moyennes et P.M.E.

PLUIES ACIDES : *Voir :* Environnement : Pollution de la nature.

POIDS ET MESURES : *Voir :* Commerce et Industrie.

POLICE COMMUNALE : *Voir :* Droit pénal ; Sécurité publique ; *Forces de l'ordre.*

POLICE JUDICIAIRE : *Voir :* Droit pénal ; Sécurité publique ; *Forces de l'ordre.*

POLITIQUE AGRICOLE : *Voir :* Agriculture.

POLITIQUE ECONOMIQUE : *Voir :* Commerce et Industrie.

POLITIQUE ENERGETIQUE : *Voir :* Energie.

POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT : *Voir :* Enseignement.

POLITIQUE ET EQUILIBRE BUDGETAIRES : *Voir :* Finances.

POLITIQUE ETRANGERE : *Voir :* Affaires étrangères.

POLITIQUE FAMILIALE : *Voir :* Vie sociale ; Famille.

POLITIQUE FISCALE : *Voir :* Impôts.

POLITIQUE FONCIERE : *Voir :* Aménagement du territoire.

POLITIQUE DU LOGEMENT : *Voir :* Aménagement du territoire.

POLITIQUE MILITAIRE : *Voir :* Défense nationale.

POLITIQUE DE LA SANTE : *Voir :* Vie sociale ; Santé publique.

POLITIQUE SCIENTIFIQUE : *Voir :* Culture et sciences.

POLITIQUE SOCIALE : *Voir :* Vie sociale ; Sécurité sociale.

POLITIQUE DES TRANSPORTS : *Voir :* Transports.

POLITIQUE DES TRAVAUX PUBLICS : *Voir :* Travaux publics.

POLLUTION DE LA NATURE : *Voir :* Environnement.

PONTS, TUNNELS, VIADUCS : *Voir :* Travaux publics ; Routes.

POPULATION : *Voir :* Institutions locales et provinciales ; Communes.

POPULATION SCOLAIRE : *Voir :* Enseignement.

PORTS : *Voir :* Travaux publics.

POURSUITES : *Voir :* Chambres législatives ; Membres.

POURVOYEURS DE MAIN-D'ŒUVRE : *Voir :* Travail.

POUVOIRS SPECIAUX : *Voir :* Politique du Gouvernement.

PRATIQUES DU COMMERCE : *Voir :* Commerce et Industrie.

PREPENSION : *Voir :* Vie sociale ; Pensions.

PRESSE, RADIO ET TELEVISION : *Voir :* Communication sociale.

PRESTATION DE SERMENT : *Voir :* Chambres législatives ; Membres.

PRETS HYPOTHECAIRES : *Voir :* Finances.

PRISONNIERS DE GUERRE : *Voir :* Défense nationale ; Guerre ; *Reconnaissance nationale.*

PRISONS : *Voir :* Droit pénal.

PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES : *Voir :* Droit civil.

PRIX : *Voir :* Commerce et Industrie.

PROBLEMES COMMUNAUTAIRES : *Voir :* Droit public.

PROCEDURE LEGISLATIVE : *Voir :* Chambres législatives ; Travaux parlementaires.

PROCEDURE PARLEMENTAIRE : *Voir :* Chambres législatives.

PROCHE-ORIENT : *Voir :* Affaires étrangères ; Asie-Océanie.

PRODUCTION ANIMALE ET VEGETALE : *Voir :* Agriculture.

PRODUCTION VEGETALE : *Voir :* Agriculture : Production animale et ...

PRODUITS PHARMACEUTIQUES : *Voir :* Vie sociale : Santé publique.

PROFESSIONS : *Voir :* Vie sociale.

PROGRAMMES D'EMPLOI : *Voir :* Travail.

PROPAGANDE ELECTORALE : *Voir :* Lois électorales.

PROPRIETE : *Voir :* Droit civil.

PROSPECTEURS COMMERCIAUX : *Voir :* Affaires étrangères : Commerce.

PROTECTION CIVILE : *Voir :* Catastrophes et accidents.

PROTECTION DE LA NATURE : *Voir :* Environnement.

PROVINCES : *Voir :* Institutions locales et provinciales.

PSYCHOLOGUE : *Voir :* Vie sociale : Professions.

P.T.T. : *Voir :* Communication sociale.

PUBLICITE : *Voir :* Communication sociale : Presse, radio et télévision.

« PUTTERIE (LA) » : *Voir :* Culture et sciences : Monuments et sites.

Q

QUALITE DE LA VIE : *Voir :* Vie sociale : Condition socio-économique.

QUESTEURS : *Voir :* Chambres législatives : Composition.

QUESTION PREJUDICIELLE : *Voir :* Chambres législatives : Travaux parlementaires : *Procédure parlementaire.*

QUESTIONS PARLEMENTAIRES : *Voir :* Chambres législatives : Compétence.

QUOTAS LAITIERS : *Voir :* Affaires étrangères : Organisations intergouvernementales : C.E.E. : (Agriculture).

R

RADIO : *Voir :* Communication sociale : Presse et ...

RADIOS LIBRES : *Voir :* Communication sociale : Presse, radio, télévision.

RAPPEL AU REGLEMENT : *Voir :* Chambres législatives : Règlement.

RECHERCHES SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE : *Voir :* Culture et sciences.

RECONNAISSANCE NATIONALE : *Voir :* Défense nationale : Guerre.

REDEVANCES : *Voir :* Communication sociale : Presse, radio, télévision.

REFERENDUM : *Voir :* 1° Information; 2° Droit public.

REGLEMENT DE LA CHAMBRE : *Voir :* Chambres législatives.

REGLEMENT DEFINITIF : *Voir :* Budgets.

RELATIONS EST-OUEST : *Voir :* Affaires étrangères : Equilibre international.

RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES : *Voir :* Chambres législatives : Travaux parlementaires.

REPOS HEBDOMADAIRE ET FERMETURE OBLIGATOIRE DU SOIR : *Voir :* 1° Commerce et Industrie : Métiers et négoce; 2° Travail : Durée du travail.

REPRESSION ET AMNISTIE : *Voir :* Droit pénal : Sécurité de l'Etat.

REQUISITIONS : *Voir :* Défense nationale : Guerre.

RESPONSABILITE CIVILE : *Voir :* Droit civil.

RESSORTS JUDICIAIRES : *Voir :* Organisation judiciaire.

REVENUS : *Voir :* Impôts : Impôts directs.

REVISEURS D'ENTREPRISES : *Voir :* Vie sociale : Professions.

ROULAGE : *Voir :* Transports.

ROUTES : *Voir :* Travaux publics.

S

SAISIES : *Voir :* Procédure judiciaire.

SALAIRES : *Voir :* Travail.

SANTE PUBLIQUE : *Voir :* Vie sociale.

SCOLARITE OBLIGATOIRE : *Voir :* Enseignement.

S.D.I. = I.D.S. (Initiative de Défense Stratégique) : *Voir :* Affaires étrangères ; Equilibre international ; *Armes bactériologiques, chimiques et nucléaires.*

SECOURS ET SUBSIDES : *Voir :* Vie sociale ; Service social ; 2° Catastrophes et accidents.

SECRETARIAT PERMANENT AU RECRUTEMENT : *Voir :* Administrations publiques ; Services publics et parastataux.

SECTEUR PRIVE : *Voir :* Vie sociale ; Pensions.

SECTEURS ECONOMIQUES NATIONAUX : *Voir :* Droit public ; Fédéralisation.

SECTIONS PERMANENTES : *Voir :* Chambres législatives ; Composition.

SECURITE PUBLIQUE : *Voir :* Droit pénal.

SECURITE ROUTIERE : *Voir :* Transports ; Roulage.

SECURITE SOCIALE : *Voir :* 1° Vie sociale ; 2° Affaires étrangères.

SEPARATION : *Voir :* Droit civil ; Divorce et ...

SERVICE SOCIAL : *Voir :* Vie sociale.

SERVICES D'AMBULANCE : *Voir :* Vie sociale ; Santé publique.

SERVICES PUBLICS ET PARASTATAUX : *Voir :* Administrations publiques.

SERVICES 901-906 : *Voir :* Droit pénal ; Sécurité publique.

SESSION PARLEMENTAIRE : *Voir :* Chambres législatives ; Travaux parlementaires.

SIDERURGIE : *Voir :* 1° Commerce et Industrie ; 2° Droit public ; Fédéralisation ; *Secteurs économiques nationaux.*

S.N.I. : *Voir :* Commerce et Industrie ; Crédits et investissements.

SOCIETES : *Voir :* Droit commercial.

SOINS A DOMICILE : *Voir :* Vie sociale ; Santé publique.

SOJA (Importations des Etats-Unis) : *Voir :* Projet de loi ajustant le budget du Ministère de l'Agriculture de l'année budgétaire 1985.

SONDAGES D'OPINION : *Voir :* Information.

SPORTS : *Voir :* Vie sociale ; Santé publique ; *Education physique et ...*

STAGIAIRES : *Voir :* Travail ; Programmes d'emploi.

STATIONS D'EPURATION : *Voir :* Environnement ; Pollution de la nature.

STATISTIQUES : *Voir :* Information.

STATUT DE LA FEMME : *Voir :* Vie sociale.

SUPERPHENIX : *Voir :* Energie ; Energie nucléaire.

SURETE DE L'ETAT : *Voir :* Droit pénal.

SYNDICATS : *Voir :* 1° Administrations publiques ; Personnel ; 2° Défense nationale.

SYNDICATS ET PARTENAIRES SOCIAUX : *Voir :* Travail.

SYSTEME D'EXPLOITATION AGRICOLE, DE CULTURE ET TERRES : *Voir :* Agriculture.

T

TABAC : *Voir :* Vie sociale : Santé publique.

TAUX D'INTERET : *Voir :* Finances.

TAXE DE CIRCULATION : *Voir :* Impôts : Impôts directs.

TAXIS : *Voir :* Transports.

TCHERNOBYL : *Voir :* Energie : Energie nucléaire.

TELECOMMUNICATIONS : *Voir :* Affaires étrangères : Espace.

TELECOMMUNICATIONS (Industrie des) : *Voir :* Commerce et Industrie.

TELERAD : *Voir :* Energie : Energie nucléaire.

TELEVISION : *Voir :* Communication sociale : Presse, radio et ...

TERRE AGRICOLE : *Voir :* Agriculture : Système d'exploitation agricole, de culture et terres.

TERRITOIRE : *Voir :* Institutions locales et provinciales : Communes.

TERRORISME : *Voir :* 1° Droit pénal : Sécurité publique; 2° Affaires étrangères.

TEXTILE ET BONNETERIE : *Voir :* 1° Commerce et Industrie; 2° Droit public : Fédéralisation : Secteurs économiques nationaux.

T.G.V. : *Voir :* Transports : Chemins de fer.

TITRES : *Voir :* Finances.

TOURISME : *Voir :* Communication sociale.

TRAITES : *Voir :* Affaires étrangères.

TRAITES ESCAUT-MEUSE : *Voir :* Affaires étrangères : Traités.

TRANSPORTS : *Voir aussi :* Affaires étrangères.

TRANSPORTS EN COMMUN URBAINS : *Voir :* Transports.

TRANSPORTS SCOLAIRES : *Voir :* Enseignement.

TRAVAIL : *Voir aussi :* Affaires étrangères.

TRAVAIL DE LA FEMME : *Voir :* Travail.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES : *Voir :* Chambres législatives.

TRAVAUX PUBLICS : *Voir aussi :* Administrations publiques.

TRIBUNAUX : *Voir :* Organisation judiciaire : Cours et ...

TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE : *Voir :* Organisation judiciaire : Cours et tribunaux.

TRIBUNAUX DU TRAVAIL : *Voir :* Organisation judiciaire : Cours et tribunaux.

TROISIEME AGE : *Voir :* Vie sociale.

TROISIEME CIRCUIT DE TRAVAIL : *Voir :* Travail : Programmes d'emploi.

TURQUIE : *Voir :* Affaires étrangères : Europe : Europe méridionale.

TUTELLE : *Voir :* 1° Droit civil; 2° Institutions locales et provinciales : Communes.

T.V.A. : *Voir :* Impôts : Impôts indirects.

U

U.E.O. : *Voir :* Affaires étrangères : Organisations intergouvernementales.

V

VAGABONDAGE ET MENDICITE : *Voir* : Droit pénal.

VAN DEN BOGAERT : *Voir* : Affaires étrangères : Afrique : *Afrique centrale*.

VERIFICATION DES POUVOIRS : *Voir* : Chambres législatives : Membres.

VIANDE : *Voir* : Vie sociale : Santé publique.

VICTIMES DE DELITS (aide aux) : *Voir* : Droit pénal : Sécurité publique : *Crimes et délits*.

VICTIMES DE LA GUERRE : *Voir* : Défense nationale : Guerre.

VIE PRIVEE (protection de la) : *Voir* : 1° Vie sociale; 2° Information : Informatique.

VIOL : *Voir* : Droit pénal : Attentat à la pudeur et ...

« **VLAAMSE MILITANTEN ORDE** » : *Voir* : Droit pénal : Sûreté de l'Etat : *Milices privées*.

VOLAILLE : *Voir* : Agriculture : Production animale et végétale : *Production animale*.

VOLONTAIRES : *Voir* : Défense nationale : Personnel militaire.

VOLONTAIRES FEMININS : *Voir* : Défense nationale : Personnel militaire : *Volontaires*.

Z

ZAIRE : *Voir* : Affaires étrangères : Afrique : *Afrique centrale*.

ZONE DE DEVELOPPEMENT : *Voir* : Commerce et Industrie : Economie régionale.

ZONE DE RECONVERSION : *Voir* : Commerce et Industrie : Economie régionale.

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.					
Déclaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Discussion	Coëme	5			65
	Burgeon, W.	7			107
Proposition de loi portant des mesures visant à accorder un droit général à l'information aux citoyens et à instaurer une publicité de principe au niveau de l'administration centrale et des services ou organismes nationaux, qui relèvent de l'autorité ou de la tutelle d'un Ministre ou Secrétaire d'Etat. (Doc. n° 163/1.)	Ansoms				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		17			439
Proposition de loi visant à améliorer les relations entre le citoyen et l'administration. (Doc. n° 387/1.)	Colla				
Avis du Conseil d'Etat, doc. n° 733/2, 1983-1984.					
Prise en considération et renvoi à une Commission spéciale		30			851
Proposition de loi portant des mesures propres à assurer la publicité de l'administration. (Doc. n° 558/1.)	Anciaux				
Prise en considération et renvoi à la Commission spéciale chargée de l'examen des propositions de loi qui concernent les relations entre les citoyens et l'administration		59			1772
Langues.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Clerfayt	7			140
Proposition de loi relative aux connaissances linguistiques requises en vue d'exercer certains mandats politiques des pouvoirs subordonnés dans la région linguistique néerlandaise ou française. (Doc. n° 73/1.)	Galle				
Avis du Conseil d'Etat, doc. n° 712/5, 1983-1984.					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		15			395
Rapport :	De Loor				
I. Développements	Galle			73/8	1
II. Discussion générale.					
Remarques et amendements	Neyts, M ^{re}			»	5
	De Beul			»	7, 13
	Happart			»	»
	Suykerbuyk			»	8, 12, 13
	Cools			»	9
	Klein			»	»
	Anciaux			»	»
	Galle			»	10
	Tobback			»	13
	Nothomb, Min.			»	11, 13
Réponses					
III. Discussion des articles.					
Remarques	Happart			»	14
	Tant			»	14, 15
	Galle			»	14
	Anciaux			»	»
	Tobback			»	14, 15
	Temmerman			»	14
	De Beul			»	15
	Suykerbuyk			»	»
	Henry			»	»
				»	»
La proposition de loi est rejetée					
Proposition de loi portant scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde et suppression du régime spécial applicable en ce qui concerne l'emploi des langues en matière administrative dans les six communes périphériques de Bruxelles-Capitale. (Doc. n° 174/1.)	Dillen				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		17			440
Proposition de loi concernant l'emploi des langues dans les communes de la frontière linguistique. (Doc. n° 176/1.)	Perdieu				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (suite).					
Langues (suite).					
Interpellation de M. P. Peeters sur la circulaire 19 et visant à trouver une solution humaine et acceptable pour les facteurs et autres agents occupés dans l'agglomération bruxelloise qui n'ont pas encore réussi l'examen de connaissance de la seconde langue imposée par la loi.					
Discussion	Peeters, P. D'Hondt (M ^{re}), S. Et....		C 25 "		5 6
Interpellation de M. Coëme à M. le Premier Ministre sur la violation systématique des lois linguistiques dans les services centraux de l'Etat, dans la diplomatie et à la Sabena et au sujet des nouvelles revendications des mouvements flamands préjudiciables aux intérêts des Wallons et des Bruxellois.					
Demande d'interpellation	Coëme	29			739
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Clerfayt :					
Déséquilibre linguistique dans les services centraux de l'Etat, la diplomatie et à la Sabena. — Rapport de la C.P.C.L. — Violation de la législation linguistique		32			934, 940
Déséquilibre linguistique au sein de l'administration centrale de l'Etat et des parastataux (discrimination des francophones)	Clerfayt	"			936, 941
Déséquilibre linguistique au sein des services publics. — Déséquilibre dans la représentation extérieure de l'Etat	Gendebien	"			938
Equilibre linguistique au sein de l'administration centrale de l'Etat et des parastataux. — Enquête de la C.P.C.L. — Mise au point d'un programme informatique permettant de connaître la répartition des effectifs N. et F.	Nothomb, Min.	"			"
Proposition de loi modifiant l'article 49 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative. (Doc. n° 315/1.)	Vermeiren	29			750
Demande d'avis du Conseil d'Etat					
Avis au Conseil d'Etat, doc. n° 315/2.					
Interpellation de M. Sauwens à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le fait qu'il ne prend aucune mesure à l'encontre d'un bourgmestre qui est soumis à sa tutelle, qui viole manifestement la loi, qui en méprise et en contrarie l'application et qui la tourne même en dérision.					
Demande d'interpellation	Sauwens	30			852
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Comportement illégal du bourgmestre de Fourons. — Déchirement des bulletins de vote. — Répartition des subventions communales. — Annulation d'un nombre important de décisions du Conseil communal par les instances de tutelle. — Discrimination de la population flamande. — Défense de sortir le drapeau flamand. — Demande de révocation sur base de l'article 56 de la loi communale (inconduite notoire)			C 42		8
Avis du Conseil d'Etat concernant sa proposition de loi. (Doc. n° 73/1.) — Demande de l'urgence	Galle		"		9
Manque de fondement des accusations	Happart		"		10
Demande de jugement accéléré par le Conseil d'Etat dans l'affaire Happart. — Traitement privilégié du bourgmestre de Fourons	Suykerbuyk		"		"
Priorité de la procédure judiciaire sur la procédure disciplinaire (art. 56 de la loi communale). — Absence de plainte officielle sur le comportement du bourgmestre de Fourons vis-à-vis de la Commission du Pacte culturel et de la province de Limbourg. — Principe de la démocratie communale	Nothomb, Min. Sauwens		" "		" "
Rôle du bourgmestre vis-à-vis de la population flamande	Happart		"		11
Renvois des Fourons à la Communauté française					
Position du Gouvernement et du Conseil d'Etat dans l'affaire Happart	De Beul		"		"
Dépôt d'ordres du jour			"		"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (suite).					
Langues (suite).					
Motion d'ordre :					
Demande de la Commission au président de la Chambre pour qu'il insiste auprès du Conseil d'Etat afin d'obtenir une décision rapide dans l'affaire Happart	Temmerman		C 42		11
Déclarations avant le vote	Sauwens	34			978
	Happart	"			979
	Président	"			"
	Happart	"			"
Utilisation d'un terme non parlementaire (retrait)					
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 106 voix contre 34 et 30 abstentions		"			980
Interpellation de M. Clerfayt à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le déséquilibre linguistique dans la Fonction publique au détriment des francophones.					
Demande d'interpellation	Clerfayt	31			912
Discussion : voir interpellation de M. Coëme.					
Interpellation de M. Clerfayt à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la nécessité de faire respecter la Constitution et la loi quant à l'emploi des langues dans les conseils communaux des communes à régime spécial, en suivant l'interprétation donnée par la Cour d'arbitrage dans son arrêt du 26 mars 1986.					
Demande d'interpellation	"	33			962
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique). — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Effets de l'arrêt de la Cour d'arbitrage en date du 26 mars 1986 sur la jurisprudence du Conseil d'Etat. — Problème des communes à statut spécial	"		C 52		8
Compétence de la Cour d'arbitrage (pas de Cour constitutionnelle). — Portée des arrêts du Conseil d'Etat. — Question sur le maintien de la position du Ministre en matière de l'exécution des arrêts du Conseil d'Etat					
Compétences de la Cour d'arbitrage et du Conseil d'Etat. — Point de vue concernant l'interrogation sur les intentions d'un membre du Gouvernement	De Beul		"		9
Commentaire sur l'arrêt d'annulation de la Cour d'arbitrage. — Rapports avec le Conseil d'Etat	Tant		"		"
Critique de la position expectative du Ministre de l'Intérieur. — Critique sur la composition du Conseil d'Etat	Nothomb, Min.		"		10
Position future du Ministre	Clerfayt		"		"
De Beul	De Beul		"		11
Proposition de loi modifiant le Code électoral et les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966. (Doc. n° 443/1.)	Daras & Dutry				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		34			997
Proposition d'avis motivé en application de l'article 32, § 1, deuxième alinéa, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, concernant le conflit d'intérêts surgi entre le Conseil flamand et le Conseil de la Communauté française à propos d'une proposition de décret de M. Lagasse et cs. « tendant à assurer la défense de la langue française et à garantir aux mandataires publics d'expression française la liberté d'user de leur langue dans l'exercice de leurs fonctions » (Doc. C.C.F., n° 30/1, 1985-1986). (Doc. n° 553/1.)					
Rapport :					
Concertation entre le Conseil flamand et le Conseil de la communauté française sans résultat. — Deux propositions d'avis motivé déposées. — Proposition de MM. Suykerbuyk, Flamant et Van Elewyck adoptée	Hermans & Kubla	48			1372
Annales :					
Discussion :					
Raisons juridiques de son opposition au texte voté par la Commission	"			553/1	2
Frontière linguistique actuelle : frontière de l'intolérance. — Périphérie bruxelloise. — Fourons	Biefnot	"			1377
	Clerfayt	"			1378

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (suite).					
Langues (suite).					
Aucune intervention d'une Communauté dans les affaires intérieures de l'autre	Coveliers	48			1378
Nécessité de s'en tenir à une décision de la Cour d'arbitrage	Suykerbuyk	"			"
Proposition de loi Galle. — Proposition de loi Diegenant	Tobback	"			1379
Procédure (Chambre = arbitre) aboutissant exactement au résultat inverse	Président	"			"
Déclaration avant le vote	Daras	51			1501
La Chambre adopte la proposition d'avis motivé par 95 voix contre 38 et 14 abstentions .....	.....	"			"
Proposition d'avis motivé en application de l'article 32, § 1 ^{er} , deuxième alinéa, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, concernant le conflit d'intérêts surgi entre le Conseil flamand et le Conseil de la Communauté française à propos d'une proposition de décret de M. De Decker « réglant l'emploi des langues par les mandataires publics dans la région de langue française et portant application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques fait à New York en ce qui concerne la protection contre toute discrimination linguistique à l'égard de la langue française, de sa diffusion, de son usage notamment par rapport à la liberté de choix du corps électoral et assurant aux minorités culturelles francophones la protection des droits culturels et linguistiques garantis par la convention ». (Doc. CCF. n° 41/1, 1985-1986). (Doc. n° 560/1.)					
Rapport :	Hermans & Kubla	52			1509
Remarques	Kubla			560/1	3
	Verhagen			"	"
	Suykerbuyk			"	"
	Baert			"	"
	Dierickx			"	"
	Gehlen			"	"
La proposition de MM. Suykerbuyk & cs. est adoptée					
Motifs d'abstention					
Annales :					
Lecture de l'avis motivé .....	.....	"			1512
Déclarations avant le vote :					
Communes à statut linguistique spécial. — Convention internationale	De Decker	54			1560
Danger de la formule « le même contenu »	Anselme	"			"
Loyauté fédérale	Suykerbuyk	"			1561
Vexations	Tobback	"			"
Considération	Gabriels	"			"
La proposition d'avis motivé est adoptée par 91 voix contre 64 et 26 abstentions, et est transmise au Comité de concertation .....	.....	"			"
Marchés publics.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van der Biest	4			34
	Cortois	7			104
Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics des travaux, de fournitures et de services. (Doc. n° 136/1.)	Delhaye				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances .....	.....	17			437
Personnel.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Lestienne	7			115
	Derycke	8			175
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Rapport :					
Discussion générale	Verhofstadt, Min.			68/4	3
	Tobback			"	8
	Petitjean			"	10
	Colla			"	12
	Burgeon, W.			"	15
	Verhofstadt, Min.			"	24

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (suite).					
Personnel (suite).					
Discussion des articles	Colla			68/4	32
	Verhofstadt, Min.			"	"
	Burgeon, W.			"	"
<i>Annales :</i>					
Discussion générale	Wauthy	10			262
Discussion des articles	Burgeon, W.	"			274
	Colla	11			279
	Verhofstadt, Min.	"			282
Interpellation de M. Colla sur la situation à l'Institut national de Crédit agricole (INCA) à la suite d'événements récents concernant sa gestion et les crédits qu'il consent, et sur le contrôle de cet organisme.					
Discussion	Eyskens, Min.	13			359
	Happart	"			362
Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1 ^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle. (Doc. n° 158/1.)	Laridon				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		17			439
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 158/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		29			749
Proposition de loi sur le calcul du service militaire dans la carrière de l'enseignement et des agents des services publics. (Doc. n° 255/1.)	Gondry				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		21			528
Proposition de loi abrogeant l'article 18 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. (Doc. n° 14/1.)	Daras & Van Durme				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		29			746
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 14/2.)					
Proposition de loi abrogeant l'arrêté royal du 14 janvier 1969, relatif à des primes de production en faveur des ingénieurs civils du Ministère des Travaux publics. (Doc. n° 50/1.)	Dutry & Vogels (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Infra- structure		"			"
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 50/2.)					
Question de M. Ylief à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le régime des congés aux agents des services publics à la suite des mouvements de grève	Ylief	34			970
Réponse	Nothomb, Min.	"			"
Question de M. Cortois à M. le Premier Ministre sur les grèves dans le secteur public	Ylief	"			971
Réponse	Nothomb, Min.	"			"
Congé politique.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Lestienne	7			115
Projet de loi instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics. (Doc. n° 48 ^e /1.) — Farde.					
Rapport :	Tant	60			1777
I. Exposé introductif.					
Objectifs et champ d'application du projet de la loi	Nothomb, Min.			488/4	1-5
II. Discussion générale.					
Remarques	Henry			"	5, 9
	De Beul			"	6-9
	Temmerman			"	7
	De Loor			"	"
	Tant			"	"
	Daras			"	8
	Bosmans			"	"
Réponses	Nothomb, Min.			"	8, 9

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (suite).					
Personnel (suite).					
Congé politique (suite).					
III. Discussion des articles.					
Remarques et amendements	De Beul			488/4	9-12
	Tant.....			»	9, 11, 13
	Harmegnies, M.			»	10
	Henry			»	10-12
	Temmerman			»	10
	Jérôme			»	11
	Nols			»	»
	Bogaerts			»	13
	Vankeirsbilck			»	»
	Bosmans			»	»
	Nothomb, Min.			»	9, 10, 12, 13
				»	14
Réponses					
Le projet de loi est adopté					
Annales :					
Discussion générale :					
Exposé sommaire du projet	Tant.....	60			1779
Opposition au projet	Pivin	»			1780
Philosophie du projet : dangereuse pour la démocratie. —					
Incompatibilité entre carrière administrative et carrière					
politique	Hendrick	»			1780, 1784
Enseignants. — Problème des incompatibilités.....	Henry	»			1781
Aspects positifs. — Enseignants.....	Daras	»			1782
Agents de l'Etat/parlementaires.....	Bosmans	»			»
Progrès	De Loor	»			»
Œuvre de justice. — Secteur de l'enseignement. — Personnes					
issues du secteur public/parlementaires	De Beul	»			»
Portée, aspects et équilibre du projet	Nothomb, Min.	»			1783
Les articles 1 à 11 sont adoptés		»			1785
Déclarations avant le vote	Henry	62			1951
	Désir	»			»
	De Decker	»			1952
Le projet de loi est adopté par 145 voix contre 4 et 33 abstentions					
et soumis à la sanction royale		»			»
Syndicats.					
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant					
prorogation de certaines mesures temporaires.					
Rapport :					
Discussion des articles	Colla.....			68/4	32
	Verhofstadt, Min.			»	»
Annales :					
Discussion des articles	»	11			282
Interpellation de M. Hendrick à M. le Vice-Premier Ministre et					
Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la					
Décentralisation sur le régime discriminatoire qui résulte de					
la non-participation de certaines organisations syndicales du					
secteur public au Conseil national du travail.					
Demande d'interpellation	Hendrick	17			419
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et					
de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de					
M. Temmerman.					
Discussion :					
Reconnaissance de l'Union nationale des syndicats indépen-					
dants comme syndicat représentatif dans le secteur public.					
— Conditions de représentativité. — Recommandations du					
B.I.T.....	Hendrick		C 15		2, 3
	Nothomb, Min.		»		3
	Cools		»		4
Syndicats.....					
Services publics et parastataux.					
Comité supérieur de contrôle.					
Transmission du rapport concernant l'activité du collège du Comité					
supérieur de contrôle au cours de l'année 1985		29			739

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (suite).					
Services publics et parastataux (suite).					
O.B.C.E.					
Proposition de loi créant des chambres régionales au sein de l'Office belge du Commerce extérieur. (Doc. n° 258/I.)	Coëme				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		21			258
Interpellation de M. Lenaerts à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'organisation, le fonctionnement et les récentes nominations à l'O.B.C.E.	Lenaerts	27			694
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission des Relations extérieures (réunion publique) — Présidence de M. Petitjean.					
Discussion :					
Nominations à l'O.B.C.E. (présence de néerlandophones). — Calvaire des demandes introduites auprès du Fonds pour le Commerce extérieur. — Manque de personnel dans la plupart des bureaux régionaux de l'O.B.C.E. — Coopération avec les administrations régionales, les sociétés de développement régional et des managers du secteur privé. — Equipement technologique des bureaux régionaux de l'O.B.C.E. — Statut des prospecteurs commerciaux (situation pécuniaire). — P.M.E. : trop peu concernées par le commerce extérieur. — Modification dans la structure de gestion de l'O.B.C.E. — Indication précise des économies dans le commerce extérieur	Lenaerts		C 49		2
Qualité du personnel d'ambassade	Peeters, R.		"		4
Comparaisons communautaires. — Accès des P.M.E. au commerce extérieur. — Régionalisation de l'O.B.C.E.	Burgeon, W.		"		"
Point de vue en matière de la régionalisation de l'O.B.C.E. — P.M.E. (mesures administratives, simplification). — Missions sous la présidence du prince Albert et du Ministre du Commerce extérieur	le Hardy de Beaulieu		"		5
Caractéristiques du commerce extérieur belge. — Part des P.M.E. — Justification des nominations récentes. — Missions à l'étranger. — Structure nationale et efficace du commerce extérieur. — Scission de l'O.B.C.E. — Rapport entre l'aide aux pays en voie de développement et le commerce extérieur. — Représentation des P.M.E. dans les missions à l'étranger. — Mission de la diplomatie en matière de commerce extérieur. — Coopération avec le monde des affaires. — Bureaux régionaux de l'O.B.C.E. — Procédure des prêts d'Etat à Etat	De Croo, Min.		"		"
Privatisation de l'O.B.C.E.	Burgeon, W.		"		8
« Clubs d'exportateurs », relations avec l'O.B.C.E.	Président		"		9
L'O.B.C.E. à la disposition des « clubs d'exportateurs »	De Croo, Min.		"		"
Projet de loi ajustant le budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année budgétaire 1985.					
Discussion générale	Colla			5-VIII/2	3
	Knoops, S.Et.			"	5
Secrétariat permanent au recrutement.					
Question de M. Colla à M. le Premier Ministre sur la nomination du secrétaire permanent au recrutement	Colla	29			740
Réponse (donnée par M. Nothomb, Min.)	Nothomb, Min.	"			"
Interpellation de M. Colla à M. le Premier Ministre sur le fait que le secrétaire permanent au recrutement n'est pas encore nommé.					
Demande d'interpellation	Colla	34			997
Discussion : voir interpellation de M. Van Hecke.					
Interpellation de M. Van Hecke à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le fait que le secrétaire permanent au recrutement n'a pas encore été nommé.	Van Hecke	"			"
Demande d'interpellation					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (suite).					
Services publics et parastataux (suite).					
<i>Secrétariat permanent au recrutement (suite).</i>					
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Colla :					
Raison pour laquelle le titulaire actuel n'est pas nommé. — Difficultés relatives à l'A.R. du 25 septembre 1984. — Signification de la décision du Conseil des Ministres du 1 ^{er} août 1983. — Liaison avec la répartition des compétences en matière des institutions biculturelles et bicommunautaires. — Nominations politiques auprès de la Communauté française et de la Région wallonne. — Autonomie du secrétaire permanent au recrutement	Van Hecke		C 52	11	
Situation actuelle au sommet du S.P.R. — Blocage du dossier par le Ministre de la Fonction publique. — Incidence négative sur l'image du S.P.R. — Problèmes juridiques en matière de délégation de pouvoirs. — Raisons éventuelles pour l'absence de nomination. — Mérites du secrétaire permanent au recrutement actuel. — Dépolitisation et revalorisation de la fonction publique	Colla		"	12	
Le S.P.R. comme instrument de dépolitisation. — Rapport entre l'absence de nomination et les négociations de Stuyvenberg	De Beul		"	13	
Comparaison avec la nomination d'un gouverneur de province en Flandre orientale. — Veto des jeunes C.V.P. contre le retour de M. Nothomb au département de l'Intérieur	De Loor		"	14	
Retrait de la compétence en matière du S.P.R. au Ministre de la Fonction publique (A.R. du 25 septembre 1984). — Caractère partial de la campagne de presse néerlandophone. — Pas de liaison de dossiers	Nothomb, Min. Galle		" "	 15	
Remise en cause du Premier Ministre					
Pas d'attaque contre le Premier Ministre. — Problèmes de déontologie. — Exposé du problème. — Point de vue sur un statut légal. — Autonomie du S.P.R.	Nothomb, Min.		"	16	
Dépôt de motions			"	"	
Reprise de la discussion :					
Caractère personnel de la réponse. — Solution récente pour le problème de la répartition des compétences. — Comparaison avec la nomination du secrétaire permanent adjoint. — Demande de précision sur le problème déontologique	Van Hecke		"	17	
Controverse fondamentale entre le Premier Ministre et le Vice-Premier Ministre	Colla		"	"	
Condition de co-signature de l'arrêté royal par le Ministre de la Fonction publique	Nothomb, Min. Colla		" "	 18	
Problème des adjoints	De Beul		"	"	
L'A.R. du 25 septembre 1984 comme prétexte		47		1364	
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé					
Travaux publics.					
Projet de loi modifiant la loi du 1 ^{er} avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments. (Doc. n° 440/I.) — Farde.					
Rapport :	Pivin	37		1058	
But de la création de la Régie des bâtiments. — But du présent projet : redéfinir les attributions de la Régie et les étendre. — Possibilité d'étendre la mission à des logements et commerces					
Opposition au zonage. — Association des pouvoirs locaux	Olivier, L., Min. Dutry		440/4 "	 1 2	
Regroupement des administrations-services. — Insertion des bâtiments dans un quartier. — Association des pouvoirs locaux	Olivier, L., Min.		"	"	
Esthétique des constructions	Baudson		"	"	
Obligations imposées aux organismes d'intérêt public	Bosmans		"	3	
	Olivier, L., Min.		"	"	
Demandes des communautés et des régions. — Extension à des logements et commerces	Bosmans		"	"	
	Olivier, L., Min.		"	"	

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (suite).					
Services publics et parastataux (suite).					
<i>Travaux publics (suite).</i>					
Compétence pour les organismes publics qui dépendent des communautés et des régions. — Mention du pouvoir législatif.....	Van Elewycq			440/4	3
Appel aux services de la Régie par le Parlement national	Baudson			»	»
	Harmegnies, M.			»	»
	Olivier, L., Min.			»	»
	Baudson			»	»
Confier le travail à un entrepreneur wallon	Harmegnies, M.			»	»
	Olivier, L. Min.			»	»
Taudification du patrimoine immobilier privé	Bogaerts			»	4
	Olivier, L. Min.			»	»
Conservation de la façade.....	Harmegnies, M.			»	»
	Olivier, L. Min.			»	»
Chiffres pour le budget de 1985. — Bâtiments et domaines militaires. — Soumission de la Régie des bâtiments aux considérations de sécurité. — Liste annuelle des missions	Olivier, L., Min.			»	»
	Van Elewycq			»	»
	Olivier, L., Min.			»	»
Correction technique					
Discussion des articles et votes :					
Article 1 ^{er} :					
Aucune observation et adoption				»	5
Article 2 :					
Opportunité d'un arrêté royal et possibilité de blocage. — Conventions conclues par la Société nationale du logement ou ses sociétés	Van Elewycq			»	»
	Olivier, L., Min.			»	»
Les amendements du Gouvernement et l'article 2 ainsi amendé sont adoptés à l'unanimité				»	»
Article 3 :					
Fonctionnaires supérieurs de la Régie	Dutry			»	6
	Olivier, L., Min.			»	»
L'article 3 est adopté				»	»
Article 4 :					
Coordination avec les pouvoirs locaux	Dutry			»	»
	Olivier, L., Min.			»	»
	»			»	»
Commission « des bâtiments publics »	Baudson			»	7
Avis de la région et de la communauté concernées	Olivier, L., Min.			»	»
L'article 4 amendé est adopté				»	»
Article 5 à 12 :					
Aucune observation est adoptée.....				»	»
Article 12bis (nouveau) :					
Extension des missions à la restauration d'autres monuments ou bâtiments publics classés	Vermeiren			»	»
	Olivier, L., Min.			»	»
L'amendement est adopté et devient l'article 13				»	»
Articles 13 et 14 :					
Adoptés sans observation et deviennent les articles 14 et 15.....				»	»
L'ensemble du projet est adopté				»	»
Annales :					
Pas de discussion générale.					
Discussion des articles :					
L'article 1 ^{er} est adopté		41			1177
L'article 2 est adopté après une correction du texte.....		»			1178
Les articles 3 à 13 sont adoptés		»			»
L'ensemble du projet est adopté par 107 voix et 1 abstention.....		44			1263
Le projet est transmis au Sénat		»			»
AFFAIRES ETRANGERES.					
Afrique.					
Afrique centrale.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van Miert	5			52

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Afrique (suite).					
Afrique centrale (suite).					
Interpellation de M. Vanvelthoven à M. le Ministre des Relations extérieures et à M. le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement sur les relations entre la Belgique et le Zaïre.					
Demande d'interpellation	Vanvelthoven	31			912
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Simonet :					
Relations entre la Belgique et le Zaïre (difficultés). — Conférence de Bruxelles sur la relance du Zaïre. — Situation socio-économique au Zaïre. — Attitude du S.P.	"	33			943, 955
Relations belgo-zaïroises. — Etablissement de relations particulières entre la Belgique et le Zaïre (Commonwealth). — Rôle de la Belgique en Afrique.....	Simonet	"			945
Relations belgo-zaïroises. — Création d'un Commonwealth	Beysen	"			947
Relations belgo-zaïroises (causes de la crise). — Aide à la population (priorité). — Aide militaire au Zaïre.....	Van Hecke	"			948
Aide militaire au Zaïre	Vanvelthoven	"			"
Création d'un Commonwealth.....	Van Hecke	"			"
Politique zaïroise. — Politique agricole. — Néo-colonialisme	Maes (M ^{me}).....	"			949
Voyage au Zaïre (but). — Avenir de la coopération au développement au Zaïre. — Présence des P.M.E. belges. — Problèmes de la navigation aérienne.....	Kempinaire, S.Et.	"			950
Conférence de Bruxelles sur la relance du Zaïre (résultats). — Causes de la crise dans les relations belgo-zaïroises. — Navigation aérienne. — Création d'une cellule zaïroise au département des Relations extérieures. — Création d'un Commonwealth. — Article publié dans un journal contre le chef d'Etat zaïrois	Tindemans, Min.	"			951
Article publié dans un journal contre le chef d'Etat zaïrois	Tobback	"			954
Droits de l'homme. — Coopération au développement	Tindemans, Min.	"			955
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé		44			1262
Interpellation de M. Simonet à M. le Ministre des Relations extérieures sur la politique zaïroise de la Belgique.					
Demande d'interpellation	Simonet	33			962
Discussion : voir interpellation de M. Vanvelthoven.					
Projet de loi ajustant le budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année budgétaire 1985.					
Discussion générale	Colla			5-VIII/2	3
	Knoops, S.Et.			"	5
Question de M. Ylieff à M. le Ministre des Relations extérieures sur l'accueil d'une délégation officielle de la Région wallonne par l'ambassade belge à Kinshasa.					
Ordre des travaux :					
Ajournement de la question.....	Ylieff	47			1342
Question	Président	"			"
Réponse.....	Ylieff	51			1477
Interpellation de M. Vanvelthoven à M. le Ministre des Relations extérieures, à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise et à M. le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement sur les propositions visant à : 1° augmenter de 100 millions les crédits destinés à la coopération militaire avec le Zaïre; 2° conclure une alliance euro-africaine dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale; 3° augmenter d'un demi-milliard l'aide au développement en faveur du Zaïre.					
Demande d'interpellation	Vanvelthoven	49			1429
Discussion :					
Point de vue du S.P. concernant la politique à l'égard du Zaïre. — Espoir d'une fin réelle de l'époque post-coloniale. — Travaux de la grande commission mixte belgo-zaïroise. — Proposition de création d'une grande alliance eurafricaine. — Augmentation de l'aide militaire au Zaïre. — Conclusions	"	52			1514
La politique à l'égard du Zaïre : politique d'un style raboteux, qui se situe toujours dans la même ligne. — Réduction de certains crédits, augmentation d'autres montants. — Assistance technique militaire. — Questions	Maes (M ^{me}).....	"			1517

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Afrique (suite).					
Afrique centrale (suite).					
Assistance technique militaire justifiée au Zaïre et au Rwanda qui est surtout d'ordre social et humanitaire. — Vigilance requise en la matière. — Alliance eurafricaine. — Commission mixte belgo-zaïroise. — Grand nombre de visites ministérielles au Zaïre.....	Van Hecke	52			1518
Refus d'un entretien entre le président du S.P. et le ministre zaïrois des Affaires étrangères. — Déclaration du ministre de Donnée. — Montant des crédits. — Nombre de coopérants militaires.....	Tobback	»			1519
Nombre de coopérants militaires.....	de Donnée, Min.	»			1520
Aide militaire belge au Zaïre : aide technique et humanitaire. — Alliance eurafricaine. — Relance de l'U.E.O. — Unanimité au Gouvernement.....	De Decker	»			1521
Grandes lignes de la politique africaine (résolution adoptée par la Chambre). — Commission mixte belgo-zaïroise (travaux concrets). — Convention entre la R.T.T. et l'O.N.P.T.Z. — Office du Ducroire. — Crédits nouveaux (500 millions). — Nouvelles possibilités en matière de politique de développement. — Alliance eurafricaine pour la sécurité. — U.E.O. — Pas de « querelle ». — Mécanismes de prévention de malentendus éventuels. — Cellule pour le Zaïre. — Aucune contradiction entre « diversification » et « relations privilégiées ».....	Tindemans, Min.	»			»
Un demi-milliard de plus d'aide au développement au Zaïre. — Projets retirés. — P.M.E.	Kempinaire, S.Et.	»			1525
Sens de la coopération militaire belge au Zaïre. — Nombre de coopérants. — Chiffres budgétaires. — Création d'une école supérieure d'état-major au Zaïre. — U.E.O.	de Donnée, Min.	»			1526
Questions qui subsistent après les réponses.....	Tobback	»			1527
Visite au Zaïre. — Rapports d'Amnesty International. — Mobutu. — Attribution de responsabilités extra-territoriales à l'O.T.A.N. — Contradictions entre les ministres. — Questions.....	Vanvelthoven	»			1527-1529
L'Europe dans le monde	Tindemans, Min.	»			1528
Réponses	de Donnée, Min.	»			1529
« Querelle ». — Signification de notre aide militaire. — Retour à l'authenticité.....	Maes (M ^{me})	»			»
Déclaration avant le vote	Vanvelthoven	59			1771
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 102 voix contre 63 et 1 abstention .....	.....	»			»
Afrique méridionale.					
Déclaration gouvernementale.....					
Discussion	Dillen	9			208
Question de M. Vanvelthoven à M. le Ministre des Relations extérieures sur la détention d'une citoyenne belge dans une prison à l'étranger (M ^{me} Passtoors)	Vanvelthoven	15			387
Réponse.....	Tindemans, Min.	»			»
Interpellation de M. Vanvelthoven à M. le Ministre des Relations extérieures sur l'arrestation et l'emprisonnement de M ^{me} Passtoors en Afrique du Sud.....					
Demande d'interpellation	Vanvelthoven	18			454
Renvoi à la Commission des Relations extérieures (réunion publique). — Présidence de M. Defraigne.....					
Discussion :					
Circonstances de l'emprisonnement de M ^{me} Passtoors. — Comportement de la diplomatie belge. — Point de vue de la Belgique vis-à-vis de la politique de l'apartheid	»		C 17		3
Problème de la détention préventive en Afrique du Sud. — Retrait du personnel diplomatique	Van Wambeke	»			5
Résumé des interventions diplomatiques. — Amélioration de la situation de M ^{me} Passtoors. — Comportement en matière de l'« apartheid »	Tindemans, Min.	»			»
Interventions humanitaires (résultats)	Vanvelthoven	»			7
Procédure de cautionnement	Tindemans, Min.	»			8
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 104 voix contre 71 et 4 abstentions.....	.....	29			753

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Afrique (suite).					
Afrique méridionale (suite).					
Proposition de résolution relative à l'arrêt des importations de charbon sud-africain (Doc. n° 252/1).	De Batselier				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		21			527
Projet de loi ajustant le budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année budgétaire 1985.					
Discussion générale	Vanvelthoven Desaeyere			5-VIII/2 »	3 5
Interpellation de M. Vanvelthoven à M. le Ministre des Relations extérieures sur la politique de la Belgique à l'égard de l'Afrique du Sud.					
Demande d'interpellation	Vanvelthoven	46			1328
Renvoi à la Commission des Relations extérieures (réunion publique). — Présidence de M. Beysen.					
Discussion :					
Principe de la politique belge vis-à-vis de l'Afrique du Sud. — Nécessités de sanctions sévères. — Interdiction d'emprunts et d'investissements. — Violation de l'embargo sur les armes. — Les quatre piliers d'une politique nouvelle. — La Belgique en tant qu'importateur important de l'Afrique du Sud. — Volonté belge pour des sanctions unilatérales	»		C 62		41
Défaites des actions de boycottage précédentes. — Importance stratégique de l'Afrique du Sud. — Modification dans la position britannique. — Conditions pour une mission éventuelle de la C.E.E. — Critique sur l'apartheid et toute forme de violence. — Pas de sanctions unilatérales de la Belgique					
Position gouvernementale en matière de sanctions économiques. — Résultats d'une rencontre officielle à Rome de parlementaires de 14 pays de l'Europe de l'Ouest. — Problème de l'importation de charbon sud-africain. — Rôle de la Belgique en tant que membre du Conseil de l'O.N.U. pour la Namibie	Beysen		»		43
Rejet de l'état d'urgence. — Solution pacifique. — Libération de Nelson Mandela. — Suppression de l'interdiction de l'A.N.C. — Conséquences du boycottage en matière d'armes, des produits pétroliers et du sport. — Nécessité d'une attitude européenne unanime. — Les sanctions économiques comme mesure ultime. — Existence décente de la population noire. — Problème de la population blanche	Dhoore		»		44
Augmentation de la pression économique	Van Wambeke		»		45
Condamnation de l'apartheid. — Citations d'une interview avec le président de la Côte d'Ivoire, Houphouët-Boigny. — Indépendance de la Namibie. — Problème de la présence d'Européens en Afrique du Sud. — Position vis-à-vis de la suppression des vols sur l'Afrique du Sud. — Incidence des sanctions économiques sur les Etats frontaliers. — Conclusions d'une note confidentielle sur la situation actuelle en Afrique du Sud. — Mission éventuelle du Ministre britannique des Affaires étrangères. — Détournement des mesures économiques. — Nécessité d'une position unanime de l'Europe en matière de sanctions économiques. — Problème de l'importation de charbon sud-africain. — Liste des sanctions actuelles prises par la C.E.E.	Pepermans		»		46
Inefficacité de sanctions économiques. — Nécessité d'une négociation euro-africaine	Tindemans, Min.		»		»
Confrontation inévitable	du Monceau		»		49
Déclaration avant le vote	de Bergendal		»		51
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 95 voix contre 58 et 1 abstention	Tobback		»		1498
Proposition de résolution recommandant au Gouvernement belge d'œuvrer efficacement en faveur de l'indépendance de la Namibie, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'O.N.U., et de la protection des ressources naturelles du territoire. (Doc. n° 494/1.)	Vanvelthoven	51			1499
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures	Van der Biest				
		47			1367

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annuaire			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Afrique (suite).					
Afrique méridionale (suite).					
Question de M. R. Van Steenkiste à M. le Ministre des Relations extérieures sur l'arrestation du père Gérard Vandesompele en Afrique du Sud .....	.....	51		1479	
Réponse	Tindemans, Min.	"		"	
Proposition de résolution relative à la cessation immédiate de la vente de pièces d'or sud-africaines. (Doc. n° 555/1.)	Vanvelthoven				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures .....	.....	59		1772	
Afrique du Nord.					
Interpellation de M. Simonet à M. le Ministre des Relations extérieures sur l'ensemble du problème impliqué dans les événements récents qui se sont produits en Libye.					
Demande d'interpellation	Simonet	30		852	
Discussion : voir interpellation de M. Dierickx.					
Interpellation de M. Urbain à M. le Ministre des Relations extérieures sur l'attitude de la Belgique dans le conflit américano-libyen.					
Demande d'interpellation	Urbain	"		"	
Discussion : voir interpellation de M. Dierickx.					
Interpellation de M. Dierickx au Gouvernement sur les relations entre les Etats membres des Communautés européennes et les Etats-Unis d'Amérique et sur l'intervention militaire des Etats-Unis contre la Libye.					
Demande d'interpellation	Dierickx	"		"	
Discussion de cette interpellation et des interpellations jointes de MM. Simonet, Urbain et Tobback :					
Raid américain sur la Libye. — Terrorisme. — Décision des ministres de la C.E.E. — « Flexible response ». — Traité de l'O.T.A.N. — Stratégie militaire des U.S.A. — Causes du terrorisme. — Volonté de la population européenne	"	31		884	
Terrorisme international d'origine islamique. — Causes. — Raid américain. — Réponse européenne. — Relations avec les Etats-Unis. — Isolationisme européen	Simonet	"		886	
Raid américain. — « Courcircuitage » de la Communauté. — Information. — Attitude de Kadhafi. — Caractère excessif du raid américain. — Impression d'impuissance des pays européens. — Réactions des pays africains. — Terrorisme	Urbain	"		888	
Communiqué du Ministère des Relations extérieures. — Terrorisme. — Causes. — Camps de réfugiés. — Livraison de mines à la Libye. — Participation dans des centrales nucléaires libyennes. — Attitude des gouvernements européens. — Méconnaissance de la Communauté	Tobback	"		890	
Débat sur le raid américain. — Terrorisme. — Admiration pour l'audace de Kadhafi. — Méconnaissance de la prise de position des Douze. — Conséquences du raid. — Réaction des pays arabes. — Problème palestinien	Maes (M ^{me})	"		891	
Commissions publiques. — Opportunité des représailles. — Retombée de l'action militaire. — Danger de l'escalade. — « Légitime défense ». — Attitude de l'U.R.S.S. — Relations entre les Etats-Unis, les pays arabes et l'Europe. — Conséquence positive du raid	Van Wambeke	"		892	
Terrorisme international. — Attitude des européens	le Hardy de Beaulieu ...	"		894	
Attitude des Douze. — Réunion de La Haye. — Attitude des Etats-Unis. — Coopération politique européenne. — Problèmes situés hors de la zone O.T.A.N. — Divergences de vue entre l'Europe et les Etats-Unis (moyens pour faire face aux terrorismes). — Alternative de la Communauté. — Attitude de l'U.R.S.S. — Situation au Moyen-Orient. — Concertation au sein de l'Alliance atlantique	Tindemans, Min.	"		"	
Respect pour le point de vue européen	Dierickx	"		897	
Coopération politique européenne	Tindemans, Min.	"		"	
Prise de conscience des européens (situation au Moyen-Orient)	Simonet	"		898	
Relations entre les Etats-Unis et l'Europe	Tindemans, Min.	"		"	
	Simonet	"		"	

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Afrique (suite).					
<i>Afrique du Nord (suite).</i>					
Emploi d'armes nucléaires — Divergence de vue entre l'Europe et les Etats-Unis. — Politique extérieure de la Communauté.....	Tindemans, Min.	31			898
Politique européenne	Dierickx	»			899
Dépôt de motions :					
Possibilité d'amender les motions.....	Tobback	»			»
Déclaration avant le vote	Dierickx	34			977
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 47 et 18 abstentions		»			»
Motif d'abstention	Maes (M ^{me}).....	»			»
Interpellation de M. Tobback à M. le Ministre des Relations extérieures sur la situation dans la région méditerranéenne et sur l'attitude de la Belgique et de l'Europe à cet égard.					
Demande d'interpellation	Tobback	31			912
Discussion : voir interpellation de M. Dierickx.					
Projet de loi ajustant le budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année budgétaire 1985.					
Discussion générale	Colla.....			5-VIII/2	3
	Knoops, S.Et.			»	5
Amérique.					
<i>Amérique centrale.</i>					
Proposition de résolution relative à la situation du Guatemala. (Doc. n° 186/1.)	Dejardin				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		17			440
Proposition de résolution relative à l'embargo commercial décrété par les Etats-Unis contre le Nicaragua. (Doc. n° 254/1.)	Sleeckx				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		21			528
L'ambassadeur du Nicaragua transmet à la Chambre un communiqué du président de la République du Nicaragua		30			791
<i>Amérique du Nord.</i>					
Question de M. Denys à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'organisation amateuriste de la participation de la Belgique à l'Exposition 86 de Vancouver		51			1473
Réponse.....	Maystadt, Min.	»			»
<i>Caraïbes.</i>					
Interpellation de M. Eerdekens à M. le Ministre des Relations extérieures sur la présence en Belgique de l'ancien ministre des Finances et de l'Economie du dictateur haïtien, Monsieur Duvalier.					
Demande d'interpellation	Eerdekens	21			531
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique). — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Présence en Belgique d'un ancien ministre du dictateur Duvalier.....	»		C 29		4
Réponse (donnée par M. L. Olivier, Min.)	Gol, Min.		»		5
Animaux.					
Transmission, par le Parlement européen, d'une pétition concernant la « capture d'oiseaux chanteurs » dont cette assemblée a été saisie, ainsi que d'une communication de la Commission des Communautés européennes relative à cette pétition.....		3			26

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Asie-Océanie.					
Extrême-Orient.					
Proposition de résolution visant à faire reconnaître la République populaire démocratique de Corée. (Doc. n° 9/1.)	Burgeon, W.				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		12			312
Proche-Orient.					
Transmission par l'Assemblée du Peuple égyptien d'un communiqué à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de Solidarité avec le Peuple palestinien		13			343
Question de M. Verheyden au Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur la fourniture de gaz moutarde à l'Irak	Verheyden	24			628
Réponse	Smet (M ^{me}), S.Et.	"			"
Commerce.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van den Brande	4			41
	Cortois	7			104
Projet de loi portant approbation de l'accord international de 1983 sur les bois tropicaux et des annexes, faits à Genève le 18 novembre 1983. (Doc. n° 1299/1 - S. 1984-85.)					
Projet transmis par le Sénat et adopté sans rapport par la Commission des Relations extérieures		11			279
Discussion générale :					
Problème du déboisement	Deleuze	12			311
Adoption de l'article unique		"			"
L'ensemble du projet est adopté par 180 voix et 8 abstentions		"			325
Le projet est soumis à la sanction royale		"			326
Question de M. Van Rompuy à M. le Ministre des Affaires économiques sur les exportations vers l'Allemagne fédérale	Van Rompuy	17			430
Réponse	Maystadt, Min.	"			"
Interpellation de M. Van den Brande à M. le Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur sur la politique du commerce extérieur.					
Demande d'interpellation	Van den Brande	25			658
Renvoi à la Commission des Relations extérieures (réunion publique) - Présidence de M. Steverlynck.					
Discussion :					
Composition déséquilibrée d'une délégation belge en mission à l'étranger. — Qualité de membre du cabinet du Secrétaire d'Etat d'un membre du personnel d'A.C.E.C. — Composition et activités de la mission vers la Côte d'Ivoire et le Cameroun. — Manque de coopération avec les Régions et les Communautés	"		C 38		9
Critique de la dimension communautaire attachée à une mission économique. — Participation de parlementaires à une mission gouvernementale. — Part des entreprises flamandes dans les subsides à l'exportation. — Recrutement de membres d'un cabinet	Kubla		"		11
Composition du cabinet. — Composition des délégations vers l'Inde et vers la Côte d'Ivoire et le Cameroun. — Aspect de l'importation dans la politique du commerce extérieur. — Evolution de l'exportation de marchandises	Colla		"		12
Ordre des travaux :					
Demande d'un débat général sur la politique en matière de commerce extérieur. — Conséquences des réajustements monétaires sur la politique du commerce extérieur	Urbain		"		13
Reprise de la discussion :					
Situation désastreuse de notre commerce extérieur	Burgeon, W.		"		"
Diminution inquiétante des crédits-export. — Effets monétaires sur les marchés importants	Knoops, S.Et.		"		"
Nécessité de reconquérir le marché allemand	Urbain		"		14

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Commerce (suite).					
Motion d'ordre :					
Demande de réponse sur les questions posées lors de l'interpellation	Van den Brande Président		C 38 "		14 "
Droit de l'Exécutif de fixer l'ordre de réponse à un interpellateur et à des interpellateurs joints.....	Knoops, S.Et.		"		"
Référence à l'application stricte du règlement	Président		"		"
Reprise de la discussion :					
Principe de la composition de missions économiques à l'étranger. — Préparation de la mission en Inde. — Répartition des firmes représentées. — Rôle de l'O.B.C.E. et de Fabrimétal. — Données relatives au déplacement à la Côte d'Ivoire et au Cameroun. — But de la mission Côte d'Ivoire (contact avec la Banque africaine de développement). — Répartition des entreprises représentées. — Aperçu des contacts au Cameroun. — Recours au sein du Cabinet ministériel à des personnes du secteur privé.....	Knoops, S.Et.		"		"
Qualité de membre du cabinet du Secrétaire d'Etat d'un membre du personnel d'A.C.E.C. — Composition et activités de la mission vers la Côte d'Ivoire et le Cameroun	Van den Brande		"		16
Recours au sein du Cabinet ministériel à des personnes du secteur privé	Knoops, S.Et.		"		17
Armes et munitions.					
Proposition de loi interdisant certaines fournitures d'armes, ainsi que l'octroi de la garantie de l'Office national du dueroire pour certaines opérations. (Doc. n° 353/1.).....	Vanvelthoven				
Avis du Conseil d'Etat, doc. 655/2, 1982-83.					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie....		30			849
Interpellation de M. Van Elewyck au Gouvernement sur les importations d'armes de guerre de fabrication soviétique et les exportations de munitions de guerre.					
Demande d'interpellation	Van Elewyck	49			1429
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Exposé des faits (des canons et des munitions importés comme pièces de machines). — Problème de la licence d'importation. — Considérations.....	"		C 70		7
Exposé des faits. — Réponse aux considérations.....	Maystadt, Min.		"		8
Répliques	Van Elewyck		"		8-10
	Maystadt, Min.		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 105 voix contre 66		59			1769
Balance des paiements.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Martens, Min.	9			185
Prospecteurs commerciaux.					
Proposition de loi portant statut des prospecteurs commerciaux. (Doc. n° 380/1.)	Peeters, P.				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		30			850
Coopération au développement.					
Déclaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Discussion	Van den Brande	4			41
	Maes (M ^{me})	7			101
Proposition de loi sur le cofinancement par l'Etat de projets de développement réalisés par les organisations non gouvernementales. (Doc. n° 28/1.)	Petitjean				
Prise en considération et renvoi à la Commision des Relations extérieures		12			313

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Coopération au développement (suite).					
Proposition de loi créant un cadre extérieur temporaire. (Doc. n° 91/1.)	Lestienne				
Avis du Conseil d'Etat, doc. n° 973/2, 1984-85.					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		15			397
Transmission du rapport moral sur le Fonds de la coopération au développement pour l'année 1985		30			790
Interpellations de MM. Vanvelthoven et Simonet sur les relations entre la Belgique et le Zaïre.					
Discussion	Kempinaire, S.Et. Tindemans, Min.	33 »			950 955
Proposition de résolution sur la nécessité d'améliorer la position des pays européens au sein de la Banque interaméricaine de développement ainsi que sur la structure et l'utilisation des ressources financières de cette banque. (Doc. n° 479/1.)	Van den Bossche				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		47			1366
Crédits et investissements.					
Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République populaire de Chine en matière de l'encouragement et de la protection réciproques des investissements et Protocole, signés à Bruxelles le 4 juin 1984. (Doc. n° 189/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieures		13			344
Affaire sans rapport.					
Pas de discussion générale.					
Adoption de l'article unique		27			697
L'ensemble du projet est adopté par 174 voix		29			751
Le projet est transmis au Sénat		»			»
Culture, sciences et sports.					
Question de M. Degroeve à M. le Ministre des Relations extérieures sur l'installation d'un couvent de carmélites à Auschwitz et la position et le rôle du Gouvernement belge à ce sujet.		51			1477
Réponse	Tindemans, Min.	»			»
Droit international privé.					
Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Convention relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord à la Convention du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au Protocole du 3 juin 1971 concernant son interprétation par la Cour de Justice, signée à Luxembourg le 9 octobre 1978; b) Convention relative à l'adhésion de la république hellénique à la Convention du 27 septembre 1968 ainsi qu'au Protocole du 3 juin 1971, signée à Luxembourg le 25 octobre 1982. (Doc. n° 491/1.) — Farde.					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission des Relations extérieures		45			1285
Rapport :	Uyttendaele	»			1284
Origine. — Simplification des formalités. — Convention multilatérale entre les pays de la C.E.E. — Elle ne porte que sur les affaires patrimoniales. — Adhésion du Danemark, de l'Irlande et de la Grande-Bretagne. — Modifications relativement importantes apportées à la Convention mais principes fondamentaux inchangés. — Adhésion de la Grèce	Tindemans, Min.			491/2	2
L'article unique du projet est adopté à l'unanimité				»	»
Annales :					
Pas de discussion générale.					
Adoption de l'article unique		45			1293
Le projet est adopté par 107 voix et soumis à la sanction royale		47			1362

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Droits de l'homme.					
Transmission, par les co-présidents de l'Assemblée paritaire des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et de la Communauté économique européenne, du texte de trois résolutions adoptées par cette assemblée : sur la déforestation et la désertification; sur la création de réserves biogénétiques et la gestion rationnelle des stocks de matière vivante, animale et végétale, terrestre et marine; sur les droits de l'homme		3			26
Proposition de résolution relative à la situation du Guatemala. (Doc. n° 186/1.)	Dejardin				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		17			440
Proposition de résolution condamnant les innombrables violations des droits de l'homme et les exécutions sommaires de détenus pour délits d'opinion en Turquie et chargeant le Gouvernement belge de réclamer un débat au sein de l'O.T.A.N. sur le respect des droits de l'homme par chacun des pays associés à la défense du monde libre. (Doc. n° 215/1.)	Ylieff				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		17			442
Proposition de résolution relative à l'arrêt des importations de charbon sud-africain. (Doc. n° 252/1.)	De Batselier				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		21			527
Proposition de résolution relative à l'embargo commercial décrété par les Etats-Unis contre le Nicaragua. (Doc. n° 254/1.)	Sleeckx				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		"			528
Proposition de résolution relative à la libération d'Andreï Sakharov. (Doc. n° 407/1.)	Vanvelthoven et cs.				
Demande de mise à l'ordre du jour	Vanvelthoven	30			799
La demande est adoptée		"			"
Déclaration avant le vote	Coveliers	"			831
La proposition de résolution est adoptée		"			"
Proposition de résolution relative à la libération de Nelson Mandela. (Doc. n° 408/1.)	Vanvelthoven				
Demande de mise à l'ordre du jour	"	"			799
La demande est adoptée		"			"
Déclaration avant le vote	Coveliers	"			831
La proposition de résolution est adoptée		"			"
Interpellation de MM. Vanvelthoven et Simonet sur les relations entre la Belgique et le Zaïre.					
Discussion	Tindemans, Min.	33			955
Energie.					
Energie nucléaire.					
Projet de loi ajustant le budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année budgétaire 1985.					
Discussion générale	Desaeyere			5-VIII/2	8
	Tindemans, Min.			"	9
Question de M. Sleeckx à M. le Secrétaire d'Etat à l'Energie sur les négociations avec la Finlande en vue d'amener en Belgique du combustible irradié — Belgoprocess	Sleeckx	44			1240
Réponse	Aerts, S.Et.	"			"
Question de M. Dierickx à M. le Secrétaire d'Etat à l'Energie sur la situation en rapport avec la réouverture éventuelle de Belgoprocess		59			1748
Réponse	"	"			"
Question de M. Dutry à M. le Ministre des Affaires économiques sur la participation belge au surrégénérateur de Kalkar		"			1749
Réponse	Maystadt, Min.	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Environnement.					
Transmission, par les coprésidents de l'Assemblée paritaire des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et de la Communauté économique européenne du texte de trois résolutions adoptées par cette assemblée : sur la déforestation et la désertification; sur la création de réserves biogénétiques et la gestion rationnelle des stocks de matière vivante, animale et végétale, terrestre et marine; sur les droits de l'homme .....	.....	3			26
Equilibre international.					
Interpellation de M. Pepermans sur la position que la Belgique adoptera à l'Assemblée générale des Nations Unies de septembre 1986, au sujet de la deuxième conférence sur la révision du traité de 1972 relatif aux armes biologiques et toxiques.					
Discussion	Tindemans, Min.		C 62		39
Armes bactériologiques, chimiques et nucléaires.					
Transmission du texte de la déclaration des Etats signataires du Traité de Varsovie tendant à supprimer la menace nucléaire et à opérer un tournant positif dans la situation en Europe et dans le monde .....	.....	2			21
Déclaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Discussion	Van Miert	5			52
	Dierickx	7			111
	Denison	9			195
	Dillen	"			208
	Tobback	"			223
	Martens, Min.	"			232
	Deleuze	"			238
Proposition de loi instituant une consultation populaire au sujet des missiles de croisière. (Doc. n° 6/1.)	Dierickx & Deleuze				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique .....	.....	12			311
Proposition de résolution concernant la participation de la Belgique au programme « S.D.I. » proposé par les Etats-Unis. (Doc. n° 19/1.)	Pepermans & Deleuze				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures .....	.....	"			312
Proposition de loi portant dénucléarisation du territoire belge. (Doc. n° 29/1.)	"				
Prise en considération et renvoi aux Commissions réunies de la Défense nationale et des Relations extérieures .....	.....	"			313
Proposition de loi interdisant strictement l'emploi, la production, le transit et le stockage des armes chimiques et biologiques, de même que toutes les formes de recherche scientifique visant ou pouvant contribuer à la mise au point de telles armes. (Doc. n° 30/1.)	Pepermans & Brisart				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Défense nationale .....	.....	"			"
Proposition de résolution relative à l'attitude de la Belgique vis-à-vis de la militarisation de l'espace et de l'Europe de la technologie et de la recherche. (Doc. n° 116/1.)	Van der Biest				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures .....	.....	15			399
Question de M. Pepermans à M. le Ministre des Relations extérieures concernant les déclarations du général soviétique Tsjernov sur le retrait de missiles SS.20	Pepermans	24			628
Réponse	Tindemans, Min.	"			"
Question de M. Verheyden au Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur la fourniture de gaz moutarde à l'Irak	Verheyden	"			"
Réponse	Smet (M ^{me}), S.Et.	"			"
Question de M. Tobback à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur l'attitude de la Belgique lors de la concertation des ambassadeurs de l'O.T.A.N. à propos des armes chimiques	Tobback	31			883, 884
Réponse	de Donnée, Min.	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Equilibre international (suite).					
Armes bactériologiques, chimiques et nucléaires (suite).					
Interpellations de MM. Dierickx, Simonet, Urbain et Tobback sur l'intervention militaire des Etats-Unis contre la Lybie.					
Discussion	Tindemans, Min.	31			894
Interpellation de M. Chevalier à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les armes chimiques.					
Demande d'interpellation	Chevalier	"			911
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion :					
Point de vue de la Belgique en matière de l'installation et du stockage d'armes chimiques. — Rétroactes. — Procédure de la prise de décision. — Opinion publique trompée. — Comportement de la Belgique à la réunion de Halifax	"		C 47		2
Procédure en matière des interpellations	Tobback		"		4
Stockage d'armes chimiques sur notre territoire	Brisard		"		"
Utilisation d'armes chimiques. — Traités en la matière. — Point de vue américain. — Désarmement chimique. — Déclaration de M. Gorbatchev. — Armes binaires. — Plan d'installation américain. — Arguments pour et contre	Van Wambeke		"		5
Menace du Pacte de Varsovie. — Situation de l'Alliance et des Etats-Unis. — Capacité limitée de réaction dans le domaine chimique. — Position de la Belgique. — « Défense Planning Committee » du 22 mai 1986. — Réunion de Halifax. — Recherches en ce qui concerne l'Initiative de défense stratégique					
Incidence de la stratégie américaine sur l'Europe. — Accord avec le « Force goal ». — Position du chancelier Kohl	de Donnée, Min.		"		7
Consultation et accord préalable du Gouvernement belge pour un éventuel déploiement. — Point de vue des Pays-Bas	Tobback		"		8
Consultation en temps de crise	de Donnée, Min.		"		9
Dépôt d'ordres du jour	Van Wambeke		"		10
	Tobback		"		"
	Uyttendaele		"		"
	Président		"		"
	Chevalier		"		11
Déclarations du général Otis (armée américaine)					
Un amendement à l'ordre du jour pur et simple est déposé par MM. le Hardy de Beaulieu, du Monceau de Bergendal et Poswick		44			1255
Rappel au règlement :					
Priorité demandée pour la motion amendée	Van den Brande	"			"
Procédure inhabituelle	Tobback	"			1256
Priorité	"		"		1257
	Van den Brande	"			"
	Anciaux	"			"
	Van der Biest	"			"
La priorité est accordée à la motion amendée par 103 voix contre 80 et 1 abstention		"			"
Vote par division	Président	"			1258
	Van der Biest	"			"
	Tobback	"			"
	Peeters, R.	"			"
	Anciaux	"			"
	Claes	"			"
Déclarations avant le vote	Tobback	"			1259-1261
	Denison	"			"
	Anciaux	"			"
	Pepermans	"			"
	Spaak (M ^{me})	"			"
	Van Miert	"			"
L'ordre du jour amendé est adopté par 104 voix contre 73 et 6 abstentions		"			1261
Motifs d'abstention	Van der Biest	"			1262
	Tobback	"			"
Projet de loi ajustant le budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année budgétaire 1985.					
Discussion générale	Chevalier			5-VIII/2	6

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Equilibre international (suite).					
<i>Armes bactériologiques, chimiques et nucléaires (suite).</i>					
Interpellation de M ^{me} Maes sur l'évolution du coût de l'énergie et sur les conclusions qu'il convient de tirer de cette évolution en ce qui concerne le projet de constructions d'une huitieme centrale nucléaire.					
Discussion	Dierickx	41			1183
Interpellation de M. Pepermans à M. le Ministre des Relations extérieures sur la position que la Belgique adoptera à l'Assemblée générale des Nations Unies de septembre 1986, au sujet de la deuxième conférence sur la révision du traité de 1972 relatif aux armes biologiques et toxiques.					
Demande d'interpellation	Pepermans	44			1276
Renvoi à la Commission des Relations extérieures (réunion publique) — Présidence de M. Beysen.					
Discussion :					
Applications des conventions internationales sur les armes chimiques, biologiques et toxiques. — Production d'armes chimiques par les Etats-Unis. — Préparation de la conférence de contrôle. — Propositions de M. Gorbatchev. — Contrôle de la production de toxiques. — Position belge	»		C 62		37
Mode de communication de la position du Gouvernement belge. — Proposition du bloc de l'Est de créer une zone sans armes chimiques en Europe	Chevalier		»		38
Renvoi à la discussion de la Commission de la Défense nationale	le Hardy de Beaulieu ...		»		»
Critique de la méthode de travail en commission publique. — Différence entre une conférence de révision et une conférence de contrôle. — Incidence des évolutions technologiques et scientifiques. — Problème du contrôle des armes biologiques et chimiques. — Position de la délégation belge à la Conférence de désarmement à Genève. — Utilisation de moyens bactériologiques, de méthodes biologiques et de toxiques pour des objectifs pacifiques. — Rapport avec la politique de l'O.T.A.N. — Situation du côté du pacte de Varsovie. — Problème de la zone sans armes chimiques	Tindemans, Min.		»		39
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68		51			1498
Interpellation de M. Tobback à M. le Ministre de la Défense nationale sur la suite qu'il entend réserver à l'ordre du jour que la Chambre a adopté au sujet des armes chimiques.					
Discussion	Tobback		C 57		2, 6
	Martens, Min.		»		4
Question de M. Dierickx à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur le document officiel américain relatif au matériel de guerre nucléaire stocké en Europe, et notamment à Kleine-Brogel					1475
Réponse	de Donnée, Min.		»		»
Question de M. Peuskens à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la base de la force aérienne de Kleine Brogel					
Réponse	»		»		»
Question de M ^{me} Maes à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur l'installation de nouvelles armes nucléaires en Europe		62			1839
Réponse	»	»			1840
Question de M. Pepermans à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur l'installation de nouvelles armes nucléaires en Europe					
Réponse	»	»			»
Relations Est-Ouest.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van Miert	5			52
	Martens, Min.	9			232
Interpellation de M. Chevalier sur les armes chimiques.					
Discussion	Van Wambeke		C 47		5
	de Donnée, Min.		»		7

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Equilibre international (suite).					
<i>Relations Est-Ouest (suite).</i>					
Interpellation de M. Tobback à M. le Ministre de la Défense nationale sur la suite qu'il entend réserver à l'ordre du jour que la Chambre a adoptée au sujet des armes chimiques.					
Discussion	Van Wambeke		C 57		3
	Martens, Min.		"		4
	De Decker		"		8
Espace.					
<i>Télécommunications.</i>					
Projet de loi portant approbation de la Convention internationale des Télécommunications, des Annexes 1 à 3, des Protocoles additionnels I à VII, du Protocole additionnel facultatif relatif au règlement obligatoire des différends, et du Protocole final, faits à Nairobi le 6 novembre 1982 (Doc. n° 426/I.) — Farde.					
Rapport :	le Hardy de Beaulieu ...	31			859
Principe du respect du secret des communications. — Investissement en matériel et installations de télécommunications. — Différence entre la convention de Nairobi et celle de Malaga-Torremolinos. — Réception de programmes de radiodiffusion d'un autre Etat	Van Elewycck			426/2	2-4
	De Croo, Min.			"	"
Votes :					
Le projet de loi est adopté par 9 voix et 4 abstentions				"	5
Annales :					
Discussion générale :					
Piraterie sur les ondes	Van Elewycck	"			868
Réponse du Gouvernement	Coens, Min.	"			869
	Président	"			"
	Van Elewycck	"			"
		"			"
Ajournement					
Reprise de la discussion générale :					
Piraterie aérienne. — Satellite S.E.S.	Van Elewycck	32			926
Contenu de la convention. — Satellite de télécommunication. — Satellite S.E.S.	D'Hondt (M ^{re}), S.Et....	"			"
Lecture de l'article unique		"			927
L'ensemble du projet est adopté par 163 voix contre 1 et 7 abstentions		34			981
Le projet est transmis au Sénat		"			"
Europe.					
<i>Europe méridionale.</i>					
Proposition de résolution condamnant les innombrables violations des droits de l'homme et les exécutions sommaires de détenus pour délits d'opinion en Turquie et chargeant le Gouvernement belge de réclamer un débat au sein de l'O.T.A.N. sur le respect des droits de l'homme par chacun des pays associés à la défense du monde libre. (Doc. n° 215/I.)	Ylieff				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		17			442
Communication d'une résolution adoptée par la Chambre des Représentants de Chypre concernant les conditions d'existence des Chypriotes grecs vivant dans la région enclavée dans la zone occupée par les militaires turcs.					
Renvoi à la Commission des Relations extérieures		31			860

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Europe (suite).					
<i>Europe occidentale.</i>					
Interpellation de M. Van Elewyck sur l'attitude du Gouvernement belge au sujet des traités Escaut-Meuse, sur l'évolution des négociations avec les Pays-Bas et sur la sauvegarde de la liberté de la navigation sur l'Escaut.					
Discussion	Van Elewyck	41			1193
	Schiltz	"			1194, 1200
	Beysen	"			1195
	Tindemans, Min.	"			1196
Question de M. Mottard à M. le Ministre des Relations extérieures sur les élections présidentielles en Autriche	Mottard	44			1245
Réponse	Tindemans, Min.	"			"
Proposition de résolution relative aux récentes arrestations en Pologne (Doc. n° 517/1.)	Lenaerts				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		51			1480
Finances.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Lestienne	7			115
	Martens, Min.	9			185
Projet de loi portant approbation du Protocole signé à Canberra le 20 mars 1984, amendant la Convention entre le Royaume de Belgique et l'Australie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Canberra le 13 octobre 1977 (Doc. n° 127/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieures	Gouvernement	13			344
Affaires sans rapport.					
Pas de discussion générale.					
Adoption de l'article unique		27			696
L'ensemble du projet est adopté par 174 voix		29			751
Le projet est transmis au Sénat		"			"
Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) la Convention entre la Belgique et l'Italie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'impôts sur le revenu et le Protocole final signés à Rome, le 29 avril 1983; b) le Protocole additionnel modifiant ce Protocole final signé à Rome, le 19 décembre 1984. (Doc. n° 246/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieures	"	17			419
Rapport :	Van Elewyck	31			859
Règlement du transport maritime. — Clé de répartition des cargaisons. — Evolution du trafic commercial entre la Guinée et la Belgique. — Aperçu de l'ensemble des accords maritimes bilatéraux passés par la Belgique				314/2	1
	Declercq			"	"
	Tindemans, Min.			"	"
Votes :					
Le projet de loi est adopté à l'unanimité				"	3
Annales :					
Pas de discussion générale.					
Adoption des articles		"			869
L'ensemble du projet est adopté par 160 voix		"			874
Le projet est transmis au Sénat		"			"
Transmission du rapport sur les activités de l'année 1985 du Fonds des prêts à des Etats étrangers		30			790

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Organisations intergouvernementales.					
<i>Benelux.</i>					
Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux.					
Ajournement de la nomination des délégués		2			20
Nomination de délégués		9			181, 244
Nomination de M. Gondry en tant que membre effectif en remplacement de M. Anselme		25			658
Transmission par la Cour des comptes d'une copie du rapport que la Cour a rédigé en commun avec les Chambres des comptes des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg au sujet des opérations comptables du Secrétariat général de l'Union économique Benelux pour les années 1980 et 1981		2			22
Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles le 23 novembre 1984, modifiant et complétant le Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de justice Benelux. (Doc. n° 313/1) — Farde.					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission des Relations extérieures		21			531
Affaire sans rapport.					
Pas de discussion générale.					
Adoption de l'article unique		27			697
L'ensemble du projet est adopté par 174 voix		29			751
Le projet est soumis à la sanction royale		"			"
Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles le 10 novembre 1983, portant modification de la loi uniforme Benelux, annexée à la Convention Benelux en matière de marques de produits du 19 mars 1962. (Doc. n° 1276/1 — S. 1984-1985.)					
Affaire sans rapport.					
Pas de discussion générale.					
Adoption des articles		30			830
L'ensemble du projet est adopté par 184 voix		"			832
Le projet est transmis au Sénat		"			"
<i>C.E.C.A.</i>					
Projet de loi portant approbation du Protocole concernant la coopération commerciale et économique entre la Commu- nauté européenne du Charbon et de l'Acier et la Républi- que fédérative du Brésil, fait à Bruxelles le 18 septembre 1980. (Doc. n° 490/1) — Farde.					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission des Relations extérieures		45			1285
Rapport :	Uyttendacle	"			1284
Traitement de la nation la plus favorisée. — Amélioration des échanges commerciaux et de la coopération économique. — Institution d'une commission mixte. — Accord-cadre de substitution. — Entrée en vigueur	Uyttendacle			490/2	1
Entrée en vigueur	le Hardy de Beaulieu ...			"	2
	Tindemans, Min.			"	"
Votes :					
L'article unique du projet est adopté à l'unanimité				"	"
Annales :					
Pas de discussion générale.					
Adoption de l'article unique		"			1293
Le projet est adopté par 107 voix et soumis à la sanction royale		47			1362
Projet de loi portant approbation du Protocole concernant la coopération commerciale et économique entre, d'une part, la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, et, d'autre part, l'Accord de Carthagène et ses pays membres Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela, signé à Carthagène le 17 décembre 1983. (Doc. n° 561/1) — Farde.					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission des Relations extérieures		52			1511

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Organisations intergouvernementales (suite).					
C.E.E.					
Projet de loi portant approbation de la décision du 7 mai 1985 du Conseil des Ministres des Communautés européennes relative au système des ressources propres des Communautés. (Doc. n° 55/1) — (Farde).					
Ce projet déposé au cours de la législature précédente sous le n° 1346/1 est frappé de caducité par suite de la dissolution des Chambres du 3 septembre 1985		2			23
Rapport	Vanvelthoven	"			"
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieurs	Gouvernement	6			85
Projet de loi portant approbation de l'Accord intergouvernemental conclu par les représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil lors de la session du Conseil des Ministres des Communautés européennes des 23 et 24 avril 1985, relatif à la couverture du budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1985. (Doc. n° 56/1.)					
Rapport complémentaire :	Vanvelthoven	10			249
Attitude adoptée par le Gouvernement belge dans l'élaboration du budget 1986 des Communautés européennes. — Partie de l'augmentation retenue par le Conseil	Urbain			55/2	2
	Tindemans, Min.			"	"
	Colla			"	"
	Tindemans, Min.			"	"
				"	3
Prélèvements de la T.V.A. de 1 % à 1,4 %					
Les projets de loi sont adoptés à l'unanimité					
Annales :					
Discussion générale :					
Augmentation des ressources propres des Communautés européennes. — Place de la Flandre en Europe. — Politique régionale (crédits pour la Belgique, discrimination de la Flandre)	Anciaux	"			253
Augmentation des ressources propres des Communautés européennes. — Rôle des Conseils des Ministres des Communautés européennes. — Nécessité d'une collaboration européenne dans les domaines du chômage, de l'environnement, de la technologie etc... — Contribution de la Grande-Bretagne	Lenacerts	"			254
Augmentation des ressources propres des Communautés européennes. — Problèmes budgétaires. — Contribution de la Grande-Bretagne. — Impôts européens. — Politique budgétaire. — Budget de 1986 (dépenses supplémentaires pour l'accès de l'Espagne et du Portugal). — Fonds social et régional (insuffisance de crédits). — Amendements du Parlement européen	Colla	"			255
Nécessité d'un dialogue entre le Parlement, la Commission et le Conseil. — Maîtrise des dépenses agricoles. — Augmentation insuffisante des ressources propres	Spaak (M ^{me})	"			257
Ressources propres des Communautés européennes (composition). — Augmentation insuffisante. — Déficit du budget 1985. — Traité de l'Union européenne. — Place de la Flandre en Europe. — Adaptation de la législation nationale aux directives des Communautés européennes. — Réforme des finances européennes. — Conflit entre le Parlement européen et le Conseil des Ministres. — Contribution de la Grande-Bretagne. — Sommet européen de Luxembourg	Tindemans, Min.	"			"
Sous-estimation du budget de 1986 (dépenses pour l'accès de l'Espagne et du Portugal)	Colla	"			260, 261
Dépenses pour l'accès de l'Espagne et du Portugal. — Maîtrise des dépenses agricoles. — Communauté de la technologie (Eureka). — Renforcement des compétences du Parlement européen	Tindemans, Min.	"			"
Adoption de l'article unique		"			261
L'ensemble du projet est adopté par 180 voix et 7 absentions		12			325
Le projet est transmis au Sénat		"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Organisations intergouvernementales (suite).					
C.E.E. (suite).					
Projet de loi portant approbation de l'accord intergouvernemental conclu par des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du conseil lors de la session du Conseil des Ministres des Communautés européennes les 23 et 24 avril 1985, relatif à la couverture du budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1985. (Doc. n° 56/1.) - (Farde).					
Ce projet, déposé au cours de la législature précédente sous le n° 1349/1 est frappé de caducité par suite de la dissolution des Chambres du 3 septembre 1985		2			23
Rapport	Vanvelthoven	"			"
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieures	Gouvernement	6			85
Rapport complémentaire (voir doc. n° 55/2)	Vanvelthoven	10			249
Annales :					
Adoption des articles .....	.....	10			262
L'ensemble du projet est adopté par 180 voix et 7 abstentions .....	.....	12			325
Le projet est transmis au Sénat .....	.....	"			"
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Beysen	5			60
	Gendebien	7			127
	Martens, Min.	9			232
Interpellation de M. Dierickx à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre des Relations extérieures sur le Sommet européen de Luxembourg des 2 et 3 décembre 1985.					
Demande d'interpellation	Dierickx	5			82
Renvoi à la Commission des Relations extérieures (réunion publique). — Présidence de M. Defraigne .....	.....	"			"
Discussion :					
Discussion de l'interpellation en commission publique (remarques). — Intégration européenne. — Sommet européen de Luxembourg des 2 et 3 décembre (attitude du Gouvernement belge, résultats). — Parlement européen. — Démocratisation des institutions européennes. — Nécessité de la dimension européenne	Dierickx		C 1		1, 11
Communauté européenne (but). — Réalisation du marché interne (questions). — Unanimité (problème). — Coopération politique. — Parlement européen	Van Miert		"		3
Evaluation du sommet européen à Luxembourg (attitude du Gouvernement belge). — Mécanisme de décision	Beysen		"		4
Intégration européenne. — Union économique et monétaire. — Coopération politique. — Parlement européen. — Union européenne	Van Wambeke		"		"
Résultats du sommet de Luxembourg. — Intégration européenne	Baert		"		5
Résultats du sommet de Luxembourg. — Règle du vote à la majorité qualifiée. — Coopération politique	Urbain		"		"
Résultats du sommet européen des 2 et 3 décembre à Luxembourg. — Union européenne (coopération politique). — Marché interne. — Système monétaire européen. — Union économique et monétaire. — Parlement européen (compétences). — Eureka (technologie européenne). — Système du vote à la majorité qualifiée	Tindemans, Min.		"		6, 11
Déclaration avant le vote	Dierickx	12			319
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 107 voix contre 79 et 1 abstention .....	.....	"			320
Communication d'une lettre de M. Felipe González Márquez, président du Gouvernement espagnol, par laquelle celui-ci fait part de sa profonde satisfaction concernant l'aboutissement rapide de la procédure parlementaire belge relative au processus d'approbation d'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux Communautés européennes .....	.....	"			305
Interpellations de MM. Vandenbroucke et Vanhorenbeek sur la décision de la Commission européenne de ne plus reconnaître la région dite « Noord-Hageland » comme zone de développement.					
Discussion	Vandenbroucke		C 4		2
	Vanhorenbeek		"		3
	Maystadt, Min.		"		4

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Organisations intergouvernementales (suite).					
C.E.E. (suite).					
Question de M. Dierickx à M. le Ministre des Relations extérieures sur l'intérêt du Parlement belge pour la problématique européenne	Dierickx	15			386
Réponse	Tindemans, Min.	"			387
Question de M. De Roo à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur le mandat de la Commission de la C.E. et la position belge concernant un nouvel accord multifibres	De Roo	29			742
Réponse	De Croo, Min.				"
Question de M ^{me} Spaak à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan sur la convocation urgente des ministres du Budget de la C.E.E.	Spaak (M ^{me})	30			791
Réponse	Verhofstadt, Min.	"			"
Question de M. Breyne à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur le « Fonds social européen » et le champ d'application des programmes prioritaires	Breyne	"			795
Réponse	Hansenne, Min.	"			"
Interpellation de M. Caudron à M. le Ministre des Relations extérieures et à M. le Ministre des Travaux publics sur la carence du Gouvernement au sujet d'une infraction aux règles de concurrence de la C.E.E. (construction du Pont-Canal à La Louvière).					
Demande d'interpellation	Caudron				
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique). — Présidence de M. Baudson.					
Discussion : Position protectionniste et raciste wallonne vis-à-vis d'entreprises de construction flamandes constatée lors d'adjudications publiques importantes (Viaduc de l'Eau Rouge et le Pont-Canal à La Louvière). — Argument des aspects esthétiques. — Non-respect des directives C.E.E. en matière de concurrence. — Réponse insatisfaisante du Gouvernement belge à la Commission européenne	Caudron		C 45		6
Chronologie des faits en matière du dossier d'adjudication des travaux sur le Canal du Centre (Pont-Canal à La Louvière). — Problème de la compétence régionale en matière d'aménagement du territoire	Olivier, L., Min.		"		8
Non-respect des directives C.E.E. en matière de concurrence. — Argument des aspects esthétiques	Caudron		"		"
Déclaration avant le vote : Ordre du jour pur et simple : approbation d'une politique de compensations qui absorbe des milliards	"	44			1253
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 107 voix contre 76 et 2 abstentions		"			1254
Projet de loi portant approbation du Protocole sur les privilèges de la Fondation européenne et du Protocole sur les immunités de la Fondation européenne, signés à Bruxelles le 24 juillet 1984. (Doc. n° 434/I.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieures	Gouvernement	31			858
Rapport :	Van Wambeke	54			1551
Remarques	Baert			434/2	3
	Spaak, M ^{me}			"	"
	Simonet			"	"
	Van Wambeke			"	"
	le Hardy de Beaulieu			"	"
	Tindemans, Min.			"	"
Réponses				"	4
Le projet de loi est adopté					
Annales : Discussion générale : Appel aux responsables des deux Communautés	Van Wambeke	59			1751
Critique de l'évolution des faits	Dierickx	"			"
Approbation prématurée	Baert	"			1752
Réponse aux remarques de MM. Dierickx et Baert	Tindemans, Min.	"			"
Les articles 1 et 2 sont adoptés		"			"
L'ensemble du projet est adopté par 150 voix et 17 abstentions et transmis au Sénat		"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Organisations Intergouvernementales (suite).					
C.E.E. (suite).					
Proposition de résolution relative à l'Acte unique européen et au soutien au projet d'Union européenne. (Doc. n° 428/1.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures	Dierickx	34			996
Discussion générale : voir Projet de loi portant approbation de l'Acte unique européen, fait à Luxembourg le 17 février 1986, et à La Haye le 28 février 1986 (doc. n° 550/1).					
Projet de loi portant approbation de l'Acte unique européen, fait à Luxembourg le 17 février 1986, et à La Haye le 28 février 1986. (Doc. n° 550/1.)					
Dépôt	Gouvernement	48			1372
Proposition de résolution adoptée par le Comité d'avis chargé des questions européennes. (Doc. n° 500/1 (EUR)/1.)					
Proposition de résolution relative à l'Acte unique européen et au soutien au projet d'Union européenne. (Doc. n° 428/1.)					
Discussion générale :					
Nouveauté : rapport fait par parlementaire européen	Président	"			1379
Approbation de l'Acte unique européen : modification sensible du Traité de Rome. — Portée. — Historique. — Réponse partielle et insatisfaisante à l'exigence de progrès substantiels. — Coopération européenne dans le domaine de la politique. — Base juridique d'une réalisation ultérieure de l'Union économique et monétaire. — Confirmation des compétences de la Communauté dans le domaine social. — Cohésion économique et sociale. — Centenaire de la naissance de Robert Schumann	Tindemans, Min.	"			"
Pas de large réforme quant au fond. — Un pas en avant en ce qui concerne la prise de décisions. — Minimum de mesures. — Contribution à l'intégration européenne	Sprockeels	"			1382
Dimension européenne indispensable. — Nécessité de démocratiser les institutions européennes. — Spinelli : Manifeste de Ventotene. — Approbation du contenu de la résolution in fine du rapport Croux. — Idée d'un référendum ou d'une consultation populaire	Dierickx	"			"
Satisfaction pour procédure de ratification rapide de l'Acte unique européen. — Eléments positifs. — Rejet de l'amendement de M. Dierickx	Van Wambeke	"			1384
Modèle de bon rapport (Croux). — L'Acte unique européen : un maigre résultat. — Ventilation de l'action et des procédures : aucun avantage pour l'unification européenne. — Euréka. — Le Parlement européen : de plus en plus inopérant. — Spinelli. — Compétences exécutives (art. 155 du Traité de la C.E.E.). — Réserves en ce qui concerne l'amendement Dierickx	Van Miert	"			1385
Document positif et nécessaire mais présente de nombreuses lacunes. — Amendement Dierickx : formule peu idéale. — Comité d'avis chargé des questions européennes : réalisation d'une coopération structurelle entre le Parlement européen et le Parlement national. — Coopération politique européenne. — Marché intérieur. — Coopération dans le domaine de la technologie. — Euréka. — Prochaines élections directes pour le Parlement européen	Lenaerts	49			1387
Vœux (débat sur l'Europe, initiatives du ministre)	Dhoore	"			1389
Point principal : création d'un seul espace économique européen. — Pas de « compromis de Luxembourg ». — Révision de la procédure en matière de la prise des décisions. — L'amendement Dierickx n'apporte aucune contribution au progrès de l'idée européenne. — L'Acte unique, amorce d'un progrès. — Marché intérieur. — Euréka. — Compétences exécutives de la Commission. — Coopération européenne dans le domaine de la politique. — Amérique latine. — Loi électorale pour le Parlement européen. — L'unification de l'Europe, une nécessité absolue	Tindemans, Min.	"			"
Idee et structure. — Interaction psychologique. — Amendement. — Rejet d'une Europe unitaire. — Référendum	Dierickx	"			1392
Lecture de l'article unique (doc. n° 550/1)	.....	"			1393
Lecture de la proposition de résolution (doc. n° 500/1 (EUR)/1)	.....	"			"
La proposition de résolution et l'amendement sont réservés	.....	"			1394

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Organisations intergouvernementales (suite).					
<i>C.E.E. (suite).</i>					
Votes :					
L'amendement Dierickx est rejeté par 100 voix contre 22 et 54 abstentions		51			1481
Motif d'abstention	Hendrick	"			1482
Le projet de loi portant approbation de l'Acte unique européen est adopté par 180 voix et transmis au Sénat		"			"
Déclaration avant le vote	Dierickx	"			"
La Chambre adopte la proposition de résolution (500/I (EUR)/I) par 178 voix. Elle sera transmise au Sénat, au Parlement européen et aux Parlements nationaux de la Communauté ainsi qu'au Conseil européen, au Conseil des Ministres et à la Commission des Communautés européennes		"			"
Question de M. Gehlen à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur la prime octroyée par la C.E.E. aux régions défavorisées		"			1474
Réponse	De Keersmaecker, S.Et.	"			"
Question de M. Gabriels à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les projets américains visant à construire un silo nucléaire à la base de la force aérienne de Kleine-Brogel		"			1475
Réponse	de Donnée, Min.	"			"
Projet de loi portant exécution des règlements et directives pris en application de l'article 87 du Traité instituant la Communauté économique européenne. (Doc. n° 566/I.)					
Dépôt et renvoi à la Commission de l'Economie	Gouvernement	52			1509
L'utilisation par la Belgique des Fonds structurels et des facilités d'emprunt de la Communauté européenne. (Doc. n° 500-II (EUR)/I.)					
Rapport :	Van Miert	53			1536
Discussion en Comité d'avis.					
A. Considérants du projet de résolution de M. Van Miert.					
Amendements et remarques	Marck (*)			500-II (EUR)/I	88-91
	Croux (*)			"	"
	Herman (*)			"	88, 91
	Van Wambeke			"	89-91
	Lenaerts			"	"
	Gendebien			"	90
	Roelants				
	du Vivier (*)			"	91, 92
	De Gucht (*)			"	91
	Van Miert			"	"
B. Dispositif du projet de résolution de M. Van Miert.					
Amendements et remarques	Marck (*)			"	92-95
	Croux (*)			"	"
	Herman (*)			"	92-96
	Van Wambeke			"	93-97
	Lenaerts			"	"
	Van Miert			"	94, 96
	Gendebien			"	94
	Dejardin			"	"
	Remacle (*)			"	"
	De Gucht (*)			"	"
	Vernimmen (*)			"	95
	Roelants				
	du Vivier (*)			"	95, 97
La proposition de résolution est adoptée				"	97
<i>C.E.E. — Agriculture.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Gehlen	7			121
	Happart	"			126
Projet de loi portant approbation de la décision du 7 mai 1985 du Conseil des Ministres des Communautés européennes relative au système des ressources propres des Communautés.					
Discussion générale	Spaak (M ^{me})	10			257
	Tindemans, Min.	"			260, 261

(*) Membre du Parlement européen (voir art. 25 du Règlement de la Chambre des Représentants).

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Organisations intergouvernementales (suite).					
<i>C.E.E. — Agriculture (suite).</i>					
Projet de loi sanctionnant les infractions aux règlements de la Communauté économique européenne en matière de marché viti-vinicole. (Doc. n° 191/1.) — (Farde).					
Rapport :	Sprockeels.....	13			345
Dans la législation pas de sanctions pour toutes les obligations et interdictions en matière de marché viti-vinicole. — Application des lois du 28 mars 1975 et du 24 janvier 1977. — Modalités dans les règlements. — Répression des infractions.....	Maystadt, Min.....			191/2	1
Les articles et l'ensemble du projet sont adoptés à l'unanimité .....	.....			"	2
Annales : .....	.....				
Adoption des articles .....	.....	"			352
L'ensemble du projet est adopté par 184 voix .....	.....	15			404
Le projet est soumis à la sanction royale .....	.....	"			"
Question de M. Gehlen à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur les quotas laitiers.....	Gehlen	30			797
Réponse	De Keersmaecker, S.Et.	"			"
Projet de loi ajustant le budget du Ministère de l'Agriculture de l'année budgétaire 1985.					
Discussion générale	De Keersmaecker, S.Et. le Hardy de Beaulieu ...			5-XI/2 "	2 3
<i>C.E.E. — Parlement européen.</i>					
Nomination de M. Fonny Boesmans et de M ^{me} Anne-Marie André-Léonard en remplacement de MM. Karel Van Miert et Daniel Ducarme, démissionnaires.....	.....	2			20
Transmission de textes de résolutions adoptées par le Parlement européen.....	.....	"			21
.....	.....	4			32
.....	.....	10			247
.....	.....	13			343
.....	.....	17			418
.....	.....	27			695
.....	.....	30			791
.....	.....	32			920
.....	.....	45			1286
Interpellation de M. Dierickx à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre des Relations extérieures sur le Sommet européen de Luxembourg des 2 et 3 décembre 1985.					
Demande d'interpellation	Dierickx	5			82
Renvoi à la Commission des Relations extérieures (réunion publique) — Présidence de M. Defraigne.....	.....	"			"
Discussion :					
Discussion de l'interpellation en commission publique (remarques). — Intégration européenne. — Sommet européen de Luxembourg des 2 et 3 décembre (attitude du Gouvernement belge, résultats). — Parlement européen. — Démocratisation des institutions européennes. — Nécessité de la dimension européenne	"		C 1		1, 11
Communauté européenne (but). — Réalisation du marché interne (questions). — Unanimité (problème). — Coopération politique. — Parlement européen.....	Van Miert		"		3
Evaluation du sommet européen à Luxembourg (attitude du Gouvernement belge). — Mécanisme de décision.....	Beysen		"		4
Intégration européenne. — Union économique et monétaire. — Coopération politique. — Parlement européen. — Union européenne	Van Wambeke		"		"
Résultats du sommet de Luxembourg. — Intégration européenne	Baert		"		5
Résultats du sommet de Luxembourg. — Règle du vote à la majorité qualifiée. — Coopération politique.....	Urbain		"		"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Organisations Intergouvernementales (suite).					
C.E.E. — Parlement européen (suite).					
Résultats du sommet européen des 2 et 3 décembre à Luxembourg. — Union européenne (coopération politique). — Marché interne. — Système monétaire européen. — Union économique et monétaire. — Parlement européen (compétences). — Eureka (technologie européenne). — Système du vote à majorité qualifiée	Tindemans, Min.		C 1		6, 11
Déclaration avant le vote	Dierickx	12			319
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 107 voix contre 79 et 1 abstention .....	.....	»			320
Projet de loi portant approbation de la décision du 7 mai 1985 du Conseil des Ministres des Communautés européennes relative au système des ressources propres des Communautés.					
Discussion générale	Colla.....	10			255, 260, 261
	Spaak (M ^{me}).....	»			257
	Tindemans, Min.	»			257, 260, 261
Projet de loi portant approbation de l'Acte unique européen, fait à Luxembourg le 17 février 1986, et à La Haye le 28 février 1986.					
Discussion générale	Van Miert	48			1385
Conseil de l'Europe.					
Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.					
Ajournement de la nomination des délégués .....	.....	2			20
Nomination de délégués .....	.....	9			181, 244
Conseil de l'Europe.					
Transmission du texte de deux recommandations et d'une résolution adoptées par cette assemblée .....	.....	17			418
Transmission du texte de trois recommandations et d'un rapport adoptés par cette assemblée .....	.....	45			1286
O.T.A.N.					
Transmission de textes des recommandations et résolutions adoptées par l'Assemblée de l'Atlantique Nord au cours de sa trente et unième session annuelle à San Francisco .....	.....	2			21
Déclaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Discussion	le Hardy de Beaulieu ...	5			63
	Martens, Min.	9			232
Projet de loi fixant pour l'année 1986 le contingent de l'armée.					
Discussion générale	du Monceau de Bergendal	11			287
Questions de MM. Wauthy et Deleuze à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les expropriations de terres agricoles à Florennes pour la construction des habitations pour les militaires américains	Wauthy & Deleuze	15			392, 393
Réponse	de Donnée, Min.	»			393
Question de M. Cornet d'Elzies à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur l'importation de maisons préfabriquées des Etats-Unis à Florennes	Cornet d'Elzies	30			794
Réponse	de Donnée, Min.	»			»
Proposition de résolution concernant l'implantation des Euromissiles en Belgique. (Doc. n° 385/1.)					
Proposition de résolution initialement déposée par M. Deleuze.					
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures	Preumont	34			996
Interpellation de M. Vanvelthoven sur les propositions visant à : 1° augmenter de 100 millions les crédits destinés à la coopération militaire avec le Zaïre; 2° conclure une alliance euro-africaine dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale; 3° augmenter d'un demi-milliard l'aide au développement en faveur du Zaïre.					
Discussion	Vanvelthoven	52			1527-1529
U.E.O.					
Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale.					
Ajournement de la nomination des délégués .....	.....	2			20
Nomination de délégués .....	.....	9			181-244

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Organisations intergouvernementales (suite).					
<i>U.E.O. (suite).</i>					
Union de l'Europe occidentale.					
Transmission du texte de quatre recommandations adoptées par cette assemblée lors de sa trente et unième session ordinaire		10			248
Transmission du texte de deux recommandations adoptées par cette assemblée lors de la première partie de sa trente-deuxième session ordinaire		45			1287
Interpellation de M. Vanvelthoven sur les propositions visant à : 1 ^o augmenter de 100 millions les crédits destinés à la coopération militaire avec le Zaïre; 2 ^o conclure une alliance euro-africaine dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale; 3 ^o augmenter d'un demi-milliard l'aide au développement en faveur du Zaïre.					
Discussion	De Decker	52			1521
	Tindemans, Min.	"			"
	de Donnée, Min.	"			1526
Organisations internationales.					
<i>Nations Unies.</i>					
Transmission de la déclaration de l'assemblée de la République socialiste fédérale de Yougoslavie adoptée le 2 octobre 1985 à l'occasion du quarantième anniversaire de la fondation des Nations Unies		2			21
<i>Nations Unies — G.A.T.T.</i>					
Interpellation de M ^{me} Vogels sur les perspectives d'avenir de la construction navale en Belgique.					
Discussion	De Croo, Min.		C 54		8
Organisations non-gouvernementales.					
Proposition de loi sur le co-financement par l'Etat de projets de développement réalisés par les organisations non gouvernementales. (Doc. n° 28/1)					
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures	Petitjean	12			313
Politique étrangère.					
Déclaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Discussion	Van Miert	5			52
	Tobback	9			223
	Martens, Min.	"			232
Projet de loi portant approbation de la Convention-cadre sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales, et de l'Annexe, faites à Madrid le 21 mai 1980. (Doc. n° 492/1.) — Farde.					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission des Relations extérieures		45			1285
Rapport :	Uyttendaele	"			1284
Encouragement de la conclusion d'accords entre collectivités ou autorités territoriales, de part et d'autre d'une frontière. — Secteurs concernés. — Gamme d'accords modèles. — Effort des Etats pour éliminer les difficultés. — Retrouver des bases juridiques générales communes	"			492/2	1
Pas de coopération transfrontalière entre organismes de droit privé mais entre intercommunales	Declercq, T.			"	2
	Tindemans, Min.			"	"
	Gendebien			"	"
Compétences des collectivités ou autorités régionales	Tindemans, Min.			"	"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Politique étrangère (suite).					
Votes : Les articles 1 et 2 ainsi que l'ensemble du projet sont adoptés à l'unanimité				492/2	3
<i>Annales :</i> Pas de discussion générale.					
Adoption des articles		45			1293
Le projet est adopté par 107 voix et soumis à la sanction royale		47			1362
Sécurité sociale.					
Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité sociale entre la Belgique et le Canada, signé à Bruxelles le 10 mai 1984. (Doc. n° 219/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieures	Gouvernement	13			344
Affaire sans rapport.					
Pas de discussion générale.					
Adoption de l'article unique		27			697
L'ensemble du projet est adopté par 174 voix		29			751
Le projet est transmis au Sénat		"			"
Projet de loi portant approbation de l'Accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans, et des annexes I à VIII, faits à Genève le 30 novembre 1979. (Doc. n° 296/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieures	"	18			453
<i>Rapport :</i> Accord révisé du 13 février 1961. — Etats qui peuvent adhérer. — Troisième accord. — Sous-commission tripartite de la navigation rhénane. — Le premier Accord est entré en vigueur le 1 ^{er} juin 1953. — Un accord révisé est entré en vigueur le 1 ^{er} février 1970. — La seconde révision a abouti à l'Accord du 30 novembre 1979. — Difficultés rencontrées par la Belgique	Uyttendaele	45			1284
Régime de chômage	Tindemans, Min.			296/2	1
	Declercq			"	3
	Tindemans, Min.			"	"
Votes : L'article unique est adopté à l'unanimité				"	"
<i>Annales :</i> Pas de discussion générale.					
L'article unique est adopté		"			1294
Le projet est adopté par 107 voix et transmis au Sénat		47			1362
Terrorisme.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Gol, Min.	7			142
Interpellation de M. Pepermans à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur les problèmes relatifs à la coopération entre la Belgique et les Etats-Unis sur le plan de la lutte contre le terrorisme.					
Demande d'interpellation	Pepermans	—			—
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion : Coopération anti-terroriste entre les Etats-Unis et la Belgique. — Précédents. — Autonomie de la Belgique	"		C 18		17, 18
Problème de la drogue. — Infiltrations	Van den Bossche		"		18
Absence d'une unité anti-terroriste américaine en Belgique. — Promesse d'information supplémentaire de la part du Ministre de la Justice concernant le problème de la drogue (réponse donnée par M. Mundeeler, S.Et.)	Gol, Min.		"		"
Promesse d'information supplémentaire de la part du Ministre de la Justice concernant le problème de la drogue	Moureaux		"		"
<i>Annales :</i> L'ordre du jour pur et simple est adopté par 100 voix contre 69 et 4 abstentions		29			754

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Terrorisme (suite).					
Interpellations de MM. Dierickx, Simonet, Urbain et Tobback sur l'intervention militaire des Etats-Unis contre la Libye.					
Discussion	Dierickx	31			884
	Simonet	"			886
	Urbain	"			888
	Tobback	"			890
	Maes (M ^{me})	"			891
	le Hardy de Beaulieu ...	"			894
	Tindemans, Min.	"			"
Projet de loi ajustant le budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développe- ment de l'année budgétaire 1985.					
Rapport :					
Discussion générale	Declercq			5-VIII/2	6
	Tindemans, Min.			"	7
Traités.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Schiltz	9			218
Acte unique européen portant modification des Traités européens. (Doc. n° 500-I (EUR)/I.)					
Rapport :	Croux*	31			859
Discussion.	Croux (*)			500-I (EUR)/I	42
Remarques	Van Miert			"	"
	De Gucht (*)			"	42, 43
	Herman (*)			"	43, 45
	Dejardin			"	43
	De Backer, M ^{me} (*)			"	"
	Dierickx			"	"
Remarques et amendements	Roelants du Vivier (*)			"	43-45
La proposition de résolution amendée est adoptée				"	45
Annales :					
Discussion générale : voir : Projet de loi portant approbation de l'Acte unique européen, fait à Luxembourg le 17 février 1986, et à La Haye le 28 février 1986 (doc. n° 550/I), p. 50.					
Question de M. Beysen à M. le Ministre des Relations extérieures sur le dragage de l'Escaut occidental	Beysen	"			863
Réponse	Olivier, L., Min.	"			"
Interpellation de M. Van Elewyck au Gouvernement sur l'attitude du Gouvernement belge au sujet des traités Escaut-Meuse, sur l'évolution des négociations avec les Pays-Bas et sur la sauvegarde de la liberté de la navigation sur l'Escaut.					
Demande d'interpellation	Van Elewyck	35			1005
Discussion :					
Traités Escaut-Meuse (négociations, impasse, erreurs). — Coude de Bath. — Canal de Baalhoek. — Approfondisse- ment de l'Escaut occidental. — Fourniture d'eau de la Meuse. — Qualité de l'eau de l'Escaut. — Stations d'épura- tion des eaux. — Liste des priorités du Gouvernement	"	41			1193
Investissements portuaires. — Traités Escaut-Meuse. — Traité de Londres. — Promesses aux Pays-Bas. — Qualité et quantité de l'eau. — Système institutionnel	Schiltz	"			1194
Traités Escaut-Meuse. — Situation à Anvers. — Contentieux belgo-néerlandais en la matière. — Déclaration d'intention du 7 octobre 1985. — Programme d'approfondissement de l'Escaut occidental	Beysen	"			1195
Intérêt pour les problèmes. — Confiance au Gouvernement	Van den Brande	"			1196
Non-signature du projet-traité de 1975. — Commission por- tuaire nationale. — Chooz. — Barrage de la Houille. — Liberté de la navigation. — Statut de l'Escaut. — Conflit juridique. — Programme d'approfondissement de l'Escaut occidental. — Renégociation des Traités Escaut-Meuse. — Aspect technique de l'eau de la Meuse. — Programme d'assainissement des eaux de l'Escaut et de la Meuse. — Résolution concernant les Traités Escaut-Meuse. — Concertation avec les Pays-Bas et la France	Tindemans, Min.	"			"

(*) Membre du Parlement européen (voir art. 25 du Règlement de la Chambre des Représentants).

* Discussion générale : voir : Projet de loi portant approbation de l'Acte unique européen, fait à Luxembourg le 17 février 1986, et à La Haye le 28 février 1986 (doc. n° 550/I).

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Traités (suite).					
Chooz. — Barrage de la Houille. — Stations d'épuration des eaux. — Concertation avec la Région wallonne. — Problématique communautaire. — Région de la Rive gauche de l'Escaut. — Plan d'austérité. — Réalisation de la phase 2 de l'avant-port de Zeebrugge	Van Elewycq	41			1199
Négociations avec les Pays-Bas	Schiltz	"			1200
Déclaration avant le vote	Gabriels	47			1363
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé .....	.....	"			"
Transports.					
<i>Navigation intérieure.</i>					
Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas modifiant le Traité conclu le 20 juin 1960 à Bruxelles au sujet de l'amélioration du canal de Terneuzen à Gand et du règlement de quelques questions connexes, et réglant la mise à disposition d'eau douce aux Pays-Bas par la Belgique suite à cette modification, signée à La Haye le 5 février 1985. (Doc. n° 438/I.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieures	Gouvernement	31			858
Affaire sans rapport.					
Pas de discussion générale.					
L'article unique est adopté .....	.....	45			1294
Le projet de loi est adopté par 107 voix et transmis au Sénat .....	.....	47			1362
<i>Navigation maritime.</i>					
Projet de loi portant approbation de l'Accord maritime entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Guinée, signé à Bruxelles le 14 juin 1984. (Doc. n° 314/I.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieures	"	21			525
Rapport :	Dejardin	31			859
Prévention des doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu. — Principales caractéristiques de la nouvelle convention. — Droits des travailleurs retraités	Dejardin			246/2	2
	Tindemans, Min.				"
Votes :					
Les deux articles et l'ensemble du projet sont adoptés à l'unanimité, moins une abstention .....	.....			"	4
Annales :					
Pas de discussion générale.					
Adoption de l'article unique .....	.....	"			870
L'ensemble du projet est adopté par 160 voix .....	.....	"			874
Le projet est transmis au Sénat .....	.....	"			"
Projet de loi portant approbation de l'Accord maritime entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République du Mali, signé à Bamako le 7 août 1984. (Doc. n° 364/I.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieures	Gouvernement	27			696
Affaire sans rapport.					
Pas de discussion générale.					
L'article unique est adopté .....	.....	45			1294
Le projet de loi est adopté par 107 voix et transmis au Sénat .....	.....	47			1362
Projet de loi portant approbation de l'accord maritime entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République populaire d'Angola, signé à Bruxelles le 24 avril 1985. (Doc. n° 373/I.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieures	"	27			696
Affaire sans rapport.					
Pas de discussion générale.					
L'article unique est adopté .....	.....	45			1294
Le projet est adopté par 107 voix et transmis au Sénat .....	.....	47			1362
Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de Malaisie en matière de transport maritime. (Doc. n° 567/I.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieures	"	52			1509

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AFFAIRES ETRANGERES (suite).					
Travail.					
Interpellation de M. Hendrick à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur l'avis du Bureau International du Travail concernant la représentativité des organisations de travailleurs indépendantes des trois syndicats politisés, rendu suite à la plainte de l'Union nationale des Syndicats indépendants.					
Demande d'interpellation	Hendrick	13			344
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique) — Présidence de M. M. Olivier .....	.....	"			"
Discussion :					
Reconnaissance de la représentativité de l'Union nationale des syndicats indépendants (avis du B.I.T.). — Attitude du Ministre de l'Emploi et du Travail. — Participation de l'UNSI au Conseil national du Travail. — Traitement discriminatoire	"		C 9		11, 13
Représentation des organisations syndicales au sein du Conseil national du Travail (condition de représentativité). — Cas UNSI. — Avis du B.I.T. — Distinction entre le secteur public et le secteur privé	Hansenne, Min.		"		12, 13, 14
Représentation des organisations syndicales au sein du C.N.T. (conditions, représentation des syndicats politiques)	Coveliers		"		13
Notion « organisation représentative » (notion légale)	Leclercq		"		14
Interpellation de M. Hendrick sur le régime discriminatoire qui résulte de la non-participation de certaines organisations syndicales du secteur public au Conseil national du Travail.					
Discussion	Hendrick		C 15		2, 3
	Nothomb, Min.		"		3
Projet de loi portant approbation de la Convention n° 154 concernant la promotion de la négociation collective adoptée à Genève, le 19 juin 1981, par la Conférence internationale du travail lors de sa soixante-septième session. (Doc. n° 600/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieures	Gouvernement	63			1959
Projet de loi portant approbation de la Convention n° 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi, adoptée à Genève, le 26 juin 1973, par la Conférence internationale du travail lors de sa cinquante-huitième session. (Doc. n° 601/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieures	"	"			"
Projet de loi portant approbation de la Convention n° 156 concernant l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes, travailleurs ayant des responsabilités familiales, adoptée à Genève, le 23 juin 1981, par la Conférence internationale du travail lors de sa soixante-septième session. (Doc. n° 604/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Relations extérieures	"	"			"
AGRICULTURE.					
Politique agricole.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Happart	7			126
	Baldewijns	"			136
Fonds agricole.					
Transmission du rapport sur l'activité de ce Fonds pour l'exercice 1985		31			860
Fonds d'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture.					
Transmission du rapport sur l'activité de ce Fonds pour l'année 1985		"			"
Crédits et investissements.					
Projet de loi portant modification de l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création d'un Institut national de Crédit agricole. (Doc. n° 356/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes	Gouvernement	27			696
Renvoi à la Commission des Finances		30			789
Rapport :	Diegenant	32			919

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
AGRICULTURE (suite).					
Politique agricole (suite).					
Crédits et investissements (suite).					
Discussion :					
Augmentation du plafond des engagements de l'I.N.C.A. — Mesures d'assainissement pour l'I.N.C.A.	Eyskens, Min.			356/2	1
Importance du dépassement du plafond. — Garantie de l'Etat. — Coût budgétaire de l'emprunt de 2 milliards.....	Defosset			»	2
Contrôle par la Commission bancaire. — Identité du bureau de consultation. — Composition du Conseil d'administration	Schiltz			»	3
Incidence de la restructuration	Diegenant			»	»
Evolution des engagements de l'I.N.C.A. — Maintien de la garantie de l'Etat. — Incidence budgétaire de l'emprunt de consolidation. — Contrôle sur les organismes d'intérêt public. — Composition du Conseil d'administration	Eyskens, Min.			»	»
Contrôle par la Commission bancaire	Schiltz			»	5
L'article unique est adopté par 10 voix et 3 abstentions.....	.....			»	6
Annales :					
Adoption de l'article unique .....	.....	32			932
Déclaration avant le vote	Defosset	34			981
L'ensemble du projet est adopté par 97 voix contre 27 et 39 abstentions .....	.....	»			»
Déclaration après le vote	Schiltz	»			982
Le projet est transmis au Sénat .....	.....	»			»
Projet de loi modifiant la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole. (Doc. n° 427/I.) — Farde.	Bocraeve (M ^{me})	31			859
Rapport :					
Augmentation du montant de la garantie du Fonds d'investissement agricole. — Activités du Fonds depuis 1961 jusqu'au 31 décembre 1985.....	De Keersmacker, S.Et.			427/2	1
Secteurs auxquels s'adresse le F.I.A.	Baldewijns			»	2
Incidence des modifications à la législation sur les baux à ferme	Cornet d'Elzjus			»	3
Retard dans le traitement des dossiers. — Nouvelle réglementation en matière d'aide aux exploitations agricoles. — Conditions de diplôme. — Problème de l'éligibilité à l'aide du F.I.A. — Problème des permis de bâtir (conditions en matière d'élimination du purin)	Peeters, R.			»	»
Incidence de la nouvelle réglementation relative aux baux à ferme. — Concertation entre les conseillers agricoles. — Brochure d'information sur le F.I.A.	Antoine			»	4
Circulaire relative aux normes urbanistiques.....	Beerden.....			»	»
Quotas laitiers	Happart.....			»	»
Contradictions dans les interventions des pouvoirs publics	Verberckmoes.....			»	»
Evolution des aides du F.I.A. aux divers secteurs d'activité. — Brochure d'information sur le F.I.A. (nouvelle édition). — Négociations sur les normes d'éligibilité au niveau de la Communauté européenne. — Régime transitoire. — Notion d'éligibilité de l'exploitation. — Instructions en matière d'urbanisme et d'environnement. — Régime des quotas laitiers. — Réduction annuelle de la superficie agricole	De Keersmacker, S.Et.			»	»
L'article unique est adopté à l'unanimité .....	.....			»	6
Annales :					
Discussion générale :					
Utilité du Fonds d'investissement agricole	Boeraeve (M ^{me})	»			870
Lecture de l'article unique .....	.....	»			»
L'ensemble du projet est adopté par 160 voix .....	.....	»			874
Le projet est transmis au Sénat .....	.....	»			»
Fonds d'investissement agricole.					
Transmission du rapport sur l'activité de ce fonds pour l'année 1985 .....	.....	36			1008

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AGRICULTURE (suite).					
Politique agricole (suite).					
<i>Droit rural.</i>					
Proposition de loi créant la banque foncière, la chambre foncière et l'exploitation de propriété. (Doc. n° 77/1.)	Baldewijns, Van den Bossche & Bogaerts				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes .....	.....	15			396
<i>Economie agricole.</i>					
Transmission, en exécution de l'article 1 ^{er} de la loi du 29 mars 1963, tendant à promouvoir la rentabilité de l'agriculture et son équivalence avec les autres secteurs de l'économie, du rapport sur l'évolution de l'économie agricole et horticole pour l'année 1984-1985 .....	.....	13			343
Production animale et végétale.					
<i>Production animale – Elevage.</i>					
Projet de loi relatif à l'établissement d'élevages industriels. (Doc. n° 543/1.)					
Projet amendé par le Sénat et renvoyé à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes .....	.....	48			1373
<i>Production animale – Exploitation laitière.</i>					
Question de M. Happart à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur le sort des fermes en Fagnes.....	Happart.....	24			631
Réponse.....	De Keersmaecker, S.Et.	»			»
<i>Production animale – Volaille.</i>					
Interpellation de M. Tant à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur la crise grave qui frappe actuellement les producteurs d'œufs.					
Demande d'interpellation	Tant.....	46			1329
Renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes (réunion publique) — Présidence de M. Leclercq.					
Discussion :					
Ecrroulement du prix des œufs (causes et problèmes connexes).....	»		C 68		2
Réponse aux différentes remarques	De Keersmaecker, S.Et.		»		3
Répliques	Tant.....		»		4
	Denys		»		5
	Verberckmoes.....		»		»
	De Keersmaecker, S.Et.		»		»
<i>Production végétale – Fruits et légumes.</i>					
Question de M. Depré à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'approvisionnement défectueux en charbon approprié pour la culture du raisin	Depré	15			391
Réponse.....	Maystadt, Min.....	»			»
Système d'exploitation agricole, de culture et terres.					
<i>Terre agricole – Banque foncière.</i>					
Proposition de loi créant une banque foncière. (Doc. n° 502/1.)	Lenaerts				
Demande d'avis du Conseil d'Etat .....	.....	47			1342

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AGRICULTURE (suite).					
Système d'exploitation agricole, de culture et terres (suite).					
<i>Terre agricole – Erosion du sol.</i>					
Interpellation de M. Van Durme à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur l'érosion du sol en Belgique.	Van Durme	31			911
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes (réunion publique) — Présidence de M. Decoster.					
Discussion :					
Importance des causes et effets de l'érosion du sol. — Solutions possibles : la méthode « no-till »	Van Durme		C 40		2
	Baldewijns		»		3
Responsabilité de l'agriculteur. — Etudes scientifiques (subventionnement par l'I.R.S.I.A.). — Conséquences négatives de la méthode « no-till ». — Incidence des décisions européennes. — Responsabilité des Régions	De Keersmacker, S.Et.		»		»
	Dierickx		»		4
Aspects économiques généraux du problème					
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.					
Politique foncière.					
Transmission du bilan de la Société nationale terrienne pour l'exercice 1984 et du rapport du conseil d'administration sur l'activité de ladite société		63			1960
Politique du logement.					
Question de M. Van Elewyck à M. le Ministre des Travaux publics sur le fonctionnement des comités régionaux du logement		47			1338
Réponse	Olivier, L., Min.	»			»
Transmission du bilan de la Société nationale du logement pour l'exercice 1985 et du rapport du conseil d'administration sur l'activité de ladite société		52			1510
Logements sociaux.					
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Discussion des articles	Defosset			68/4	31
	Eyskens, Min.			»	»
Interpellation de M. Deleuze à M. le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sur la politique menée en matière de logements sociaux.					
Demande d'interpellation	Deleuze	12			303
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique) — Présidence de M. M. Olivier.					
Discussion :					
Problèmes des locataires de logements sociaux (augmentation des charges locatives). — Logements sociaux non occupés à Bruxelles. — Situation financière catastrophique du logement social (part de la Région bruxelloise). — Affectation des droits de succession (perçus à Bruxelles)	»		C 9		9, 11
	Bascour, S.Et.		»		»
Transmission par la Cour des comptes, conformément à la procédure exposée dans l'introduction à son 119 ^e Cahier d'observations, fascicule 1 ^{er} , d'une communication spéciale relative à quatre avances de Trésorerie, d'un montant total de 7,2 milliards de francs, accordées au cours du deuxième semestre 1985 par le Ministre des Finances à la Société nationale du logement.					
Renvoi à la sous-commission de la Commission des Finances		13			342

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (suite).					
Politique du logement (suite).					
<i>Permis de bâtir.</i>					
Proposition de loi modifiant la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. (Doc. n° 196/1.)	Gabriels	17			441
Demande d'avis du Conseil d'Etat					
Avis du Conseil d'Etat, doc. n° 196/2.					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Infrastruc- ture.		29			746
BUDGETS.					
Affaires culturelles.					
Transmission par la Cour des comptes du rapport sur le compte d'exécution du budget des Affaires culturelles de la Commu- nauté culturelle allemande pour l'année 1981		10			247
Crédits provisoires.					
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
<i>Rapport :</i>					
Discussion générale	Verhofstadt, Min.			68/4	3
	Tobback			»	8
	Defosset			»	9
	Willockx			»	10
	Burgeon, W.			»	15
	Eyskens, Min.			»	18
	Verhofstadt, Min.			»	23
	Burgeon, W.			»	28
	Leclercq			»	29
	Verhofstadt, Min.			»	30
	Defosset			»	»
<i>Annales :</i>					
Discussion générale	Wauthy	»			262
Discussion des articles	Van Rompuy	»			273
	Verhofstadt, Min.	11			282
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois d'avril, mai et juin. (Doc. n° 346/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Finances	Gouvernement				
<i>Rapport :</i>					
Commentaire sur le projet de loi	Wauthy	27		346/4	696
Critique sur la technique des crédits provisoires. — Objectifs budgétaires du Gouvernement	Verhofstadt, Min.				1
Incidence du budget national sur le budget des Communautés et des Régions. — Ralentissement de l'inflation, du cours du dollar et du prix des produits énergétiques. — Perspectives. — Mesures de faveur accordées dans le secteur de la construction et mesures De Clercq-Monory. — Rôle du Comité consultatif pour la Dette publique	Coëme			»	2
Importance de la partie compressible du budget. — Décompte final de 1985. — Situation financière exacte. — Evolution des finances publiques en 1986 (premier trimestre). — Financement des secteurs nationaux. — Fixation des ris- tourne. — Concertation avec les Exécutifs. — Crédits dont l'administration demande l'inscription au budget des Voies et Moyens 1986. — Prorogation des mesures en faveur de la construction	Defosset			»	4
Commentaire de sa proposition de loi relative au recours aux crédits provisoires. — Mise en œuvre rapide des mesures d'assainissement des finances publiques.	Schiltz			»	»
	Wauthy			»	5

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Crédits provisoires (suite).					
Critique sur la technique des crédits provisoires. — Références à la doctrine. — Rapport du Service du contrôle des engagements. — Budget de 1985. — Crédits supplémentaires. — Accroissement de la dette publique. — Report de crédits inutilisés. — Difficultés monétaires	Tobback			346/4	6
Montant exact du déficit des finances publiques. — Critère de 8 % du P.N.B. — Economies nécessaires dans le secteur de la sécurité sociale	Simonet			»	8
Prévisions du Gouvernement relatives au budget de 1986	Dupré			»	9
Point de vue en matière des douzièmes provisoires. — Programme gouvernemental relatif au budget des Voies et Moyens 1986	Verhofstadt, Min.			»	»
Moment d'introduction du Budget des Voies et Moyens et des arrêtés de pouvoirs spéciaux	Van den Brande			»	11
Objectifs budgétaires pour 1987 et 1989. — Mesures conservatoires pour 1986. — Fixation des dotations pour les Communautés et les Régions. — Incidence du cours du dollar, de la diminution de l'inflation et des prix des produits énergétiques. — Situation des Ordonnancements par département (fin février 1986). — Transferts budgétaires de 1985 à 1986. — Résultat du blocage des engagements. — Dérégations autorisées	Verhofstadt, Min.			»	12
Modernisation des émissions d'emprunts. — Commission de consultation. — Position extérieure à la suite des fluctuations du cours du dollar et des prix pétroliers (estimation chiffrée). — Réalignement des monnaies. — Importance des dettes des secteurs nationaux. — Intentions du Gouvernement en ce qui concerne les mesures fiscales dans le secteur de la construction	Eyskens, Min.			»	15
Dérapage des finances publiques. — Causes fondamentales du déficit. — Composition de la Commission royale de simplification de la fiscalité. — Sélectivité dans les tentatives d'assainissement. — Valorisation de la baisse du prix du pétrole pour la situation de l'emploi	Willockx			»	17
	Defosset			»	19
Conclusions politiques. — Caractère unilatéral de la politique d'austérité du Gouvernement	Schiltz			»	20
Moment d'introduction des arrêtés de pouvoirs spéciaux	Van den Brande			»	21
	Simonet			»	»
	Tobback			»	»
	Schiltz			»	»
	Denys			»	»
				»	»
Rejet de la proposition de M. Tobback de suspendre la réunion					
Discussion des articles :					
Article 1 ^{er} :					
Augmentation 1 ^{re} de la part du Fonds des communes et du Fonds des provinces; 2 ^o des crédits pour le Fonds de rénovation industrielle; 3 ^o des crédits portuaires; 4 ^o des investissements dans le secteur de la construction et 5 ^o des crédits pour les programmes pour l'emploi. — Avis négatif du Ministre du Budget	Vandenbroucke			»	»
Article 5 :					
Augmentation des autorisations d'engagement pour les dépenses de capital. — Nouvelles autorisations (projets de reconversion en Flandre). — Remboursements effectués par les sociétés régionales d'investissement	»			»	23
Produit des remboursements	Verhofstadt, Min.			»	24
Votes :					
Adoption des articles 1 à 22 .....	.....			»	»
L'ensemble du projet est adopté par 12 voix contre 4 .....	.....			»	»
Annales :					
Ordre des travaux :					
Dépôt du Budget des Voies et Moyens	Président	27			701
	Verhofstadt, Min.	»			»
Dépôt du Budget des Voies et Moyens. — Demande d'interpellation (urgence)	Tobback	»			702
Convocation de la conférence des présidents	Wauthy	»			»
	Président	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Crédits provisoires (suite).					
Discussion des articles :					
Article 1 ^{er} :					
Technique des crédits provisoires (rôle du Parlement).....	Tobback	27			706
	Wauthy	»			»
Dépôt du Budget des Voies et Moyens. — Amendement de M. Vandembroucke. — Système des crédits provisoires.....	Eyskens, Min.	»			»
L'article et l'amendement sont réservés .....	.....	»			»
L'article 2 est adopté .....	.....	»			707
Article 2bis (nouveau) :					
Nécessité d'une réglementation plus stricte en matière de crédits provisoires. — Dépôt du Budget des Voies et Moyens.....	Coëme	»			»
	Eyskens, Min.	»			»
L'article 2bis (nouveau) est réservé .....	.....	»			»
Les articles 3 et 4 sont adoptés .....	.....	»			»
L'article 5 et les amendements sont réservés .....	.....	»			708
Les articles 6 à 23 sont adoptés .....	.....	»			»
Proposition de reporter le vote final.....	Tobback	29			757
La proposition est rejetée par 107 voix contre 72 et 1 abstention ....	.....	»			760
Vote des articles réservés .....	.....	»			759
Déclaration avant le vote sur l'ensemble du projet	Schiltz	»			760
L'ensemble du projet est adopté par 107 voix contre 65 et 5 abstentions.....	.....	»			761
Déclaration après le vote.....	Lestienne	»			»
Le projet est transmis au Sénat .....	.....	»			»
Proposition de loi portant réglementation des crédits provisoires. (Doc. n° 371/I.)	Wauthy, Van Rompuy, Denys & Petitjean				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances .....	.....	30			850
Rapport :	Declercq, T.	35			1000
Commentaire de la proposition. — Limitation de l'usage des crédits provisoires	Wauthy			371/3	1
	Van Rompuy			»	»
Réforme du système de budgets multiples par un régime unique	Verhofstadt, Min.			»	2
Prolongation du délai de 3 à 4 mois. — Renvoi de la proposition au Groupe de travail mixte Gouvernement- Parlement	Detière (M ^{re})			»	»
	Willockx			»	»
	Dupré			»	»
La proposition de renvoyer la présente proposition de loi au Groupe de travail mixte est rejetée par 8 voix contre 5 et 1 abstention.....	.....			»	4
Votes :					
Les articles 1 à 3 sont adoptés .....	.....			»	»
L'ensemble de la proposition est adopté par 10 voix et 5 absten- tions.....	.....			»	5
Annales :					
Adoption des articles .....	.....	41			1176
L'ensemble de la proposition est adopté par 107 voix et 1 absten- tion.....	.....	44			1263
Le projet est transmis au Sénat .....	.....	»			»
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois de juillet, août, septembre et octobre, et portant diverses dispositions. (Doc. n° 522/I.)	Gouvernement	45			1283
Dépôt et renvoi à la Commission des Finances	Wauthy	47			1335
Rapport :	Verhofstadt, Min.			522/2	1
Exposé introductif	Burgeon, W.			»	4
Anticipation sur les budgets de dépenses pour 1986	Verhofstadt, Min.			»	»
	Wauthy			»	»
	Busquin			»	»
	Burgeon, W.			»	»
	Verhofstadt, Min.			»	»
Crédits supplémentaires d'un milliard pour la gendarmerie					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Crédits provisoires (suite).					
Dépôt tardif des budgets. — Nouveaux pouvoirs spéciaux concernant des matières fiscales. — Répercussion du plan de Val-Duchesse sur les crédits provisoires. — Création d'un Fonds par l'article 3 du projet	Tobback			522/2	4
Création d'un Fonds par l'article 3 du projet	Verhofstadt, Min.			»	5
Blocage des engagements. — Problème des factures impayées. — Groupe de travail mixte pour la réforme des méthodes budgétaires. — Evolution du déficit des finances publiques	Willockx			»	»
Déficit des finances publiques	Verhofstadt, Min.			»	6
Produit du plan d'assainissement. — Incidence de la réduction de la charge d'intérêt	Willockx			»	»
Dépôt tardif des budgets	Schiltz			»	7
Subventions de fonctionnement aux internats de l'enseignement subventionné francophone. — Evolution des dépenses budgétaires pour 1986 vis-à-vis de 1985	Wauthy			»	»
Incidence du plan de Val-Duchesse. — Dette publique	Vandenbroucke			»	8
Dépassement des 10 douzièmes provisoires. — Crédits pour le maintien de l'ordre et la défense nationale. — Arrêté royal n° 403	Desaeyere			»	»
Problèmes de trésorerie de l'Office national de l'emploi	Colla			»	9
Intérêts moratoires pour le département des Travaux publics	Verhofstadt, Min.			»	»
Recours aux crédits provisoires (précédents). — Dépôt tardif du budget des Voies et Moyens. — Exécution du plan de Val-Duchesse. — Solde net à financer	Colla			»	»
Solde net à financer	Verhofstadt, Min.			»	»
Evolution des recettes, des dépenses courantes et des dépenses de capital	Van Rompuy			»	10
Rapport des crédits provisoires au budget initial de 1985. — Calcul du déficit budgétaire de 640 milliards	Eyskens, Min.			»	»
Prévisions quant au solde net à financer	Verhofstadt, Min.			»	11
Application anticipée des mesures d'économie prévues pour 1987. — Réduction des investissements publics à 64 %. — « Fonds des gouverneurs ». — Réforme générale des méthodes budgétaires	Willockx			»	»
Dépôt tardif du budget des Voies et Moyens. — Plan d'assainissement de mars 1984	Verhofstadt, Min.			»	»
Exécution du plan d'austérité de mars 1984	Vandenbroucke			»	12
Réduction des charges d'intérêt de l'Etat	Eyskens, Min.			»	13
Votes :	Willockx			»	»
Les articles et l'ensemble du projet sont adoptés par 12 voix contre 6				»	14
Annales :					
Ordre des travaux	Tobback	47			1343
Par 103 voix contre 76 et 1 abstention la Chambre décide de mettre le projet à l'ordre du jour	Van der Biest	»			»
Adoption des articles		»			1344
Le projet est adopté par 103 voix contre 74 et 2 abstentions et est transmis au Sénat		»			1345
Motif d'abstention	Tobback	»			1351
					»
Crédits supplémentaires.					
Affaires économiques.					
Transmission, par la Cour des comptes, des remarques au sujet du projet de loi ajustant le budget du ministère des Affaires économiques pour l'année 1985.					
Renvoi à la Commission des Finances		63			1961

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Crédits supplémentaires (suite).					
<i>Affaires étrangères, Commerce extérieur & Coopération au Développement.</i>					
Projet de loi ajustant le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année budgétaire 1985. (Doc. n° 5-VIII/1.)					
Rapport :	le Hardy de Beaulieu ...	35			1000
Discussion générale en réunion publique de la Commission du Budget :					
Crédits afférents au Commerce extérieur :					
Justification des crédits supplémentaires demandés	Knoops, S.Et.			5-VIII/2	1
Problèmes divers relatifs à l'Afrique du Sud	Vanvelthoven			"	3
Dépenses de cabinet. — Crédits destinés au Fonds du Commerce extérieur. — Crédits destinés au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale. — Prêts d'Etat à Etat (part du Zaïre). — Relations commerciales avec la Libye. — Politique du personnel à l'O.B.C.E. — Composition du cabinet	Colla			"	"
Absence de budget pour 1986. — Hausse du dollar. — Crédit supplémentaire pour « COPROMEX »	Defosset			"	5
Importation de charbon sud-africain	Desaeyere			"	"
Fonds du Commerce extérieur. — Prêts d'Etat à Etat. — Relations économiques avec la Libye. — Politique du personnel à l'O.B.C.E. — Crédit supplémentaire pour COPROMEX. — Prix du charbon	Knoops, S.Et.			"	"
Crédits afférents aux Affaires étrangères :					
Position de la Belgique en matière d'une Europe dénucléarisée. — SALT-II. — Problème du stockage des armes chimiques	Chevalier			"	6
Problème du terrorisme	Declercq			"	"
Initiatives belges pour une politique de paix. — Attitude des Etats-Unis à l'égard de l'Europe. — Lutte antiterroriste européenne	Tindemans, Min.			"	7
Catastrophe de Tchernobyl	Desaeyere			"	8
Questions sur certains crédits supplémentaires	Lenaerts			"	"
Tchernobyl. — Nécessité d'une réglementation et d'un contrôle européens en matière de centrales nucléaires. — Rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique. — Attitude de l'U.R.S.S.	Tindemans, Min.			"	9
Votes :					
Les articles 1 à 4 et l'ensemble du projet sont adoptés par 10 voix contre 2				"	10
Annales :					
Adoption des articles		41			1175
L'ensemble du projet est adopté par 107 voix et 1 abstention		44			1263
Le projet est transmis au Sénat		"			"
<i>Agriculture.</i>					
Projet de loi ajustant le budget du Ministère de l'Agriculture de l'année budgétaire 1985. (Doc. n° 5-XI/1.)					
Rapport :	le Hardy de Beaulieu ...	32			919
Discussion générale en réunion publique de la Commission du Budget :					
Aperçu des ajustements demandés	De Keersmaecker, S.Et.			5-XI/2	1
Gel des prix. — Répartition des crédits pour l'Office national des débouchés agricoles et horticoles	Baldewijns			"	2
Décision de la C.E.E. en matière du gel des prix. — Quotas laitiers nationaux. — Diminution du cheptel laitier. — Résultats. — Crédits pour l'Office national des débouchés agricoles et horticoles	De Keersmaecker, S.Et.			"	"
Incidence des primes versées en cas d'arrêt de la production laitière. — Importations de soja des Etats-Unis. — Différend	le Hardy de Beaulieu ...			"	3
Exposé relatif au problème du soja	De Keersmaecker, S.Et.			"	"
Votes :					
Les articles 1 à 6 et l'ensemble du projet sont adoptés par 11 voix contre 6				"	4

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Crédits supplémentaires (suite).					
<i>Agriculture (suite).</i>					
<i>Annales :</i>					
Adoption des articles		32			930
Déclaration avant le vote	Vandenbroucke	34			982
L'ensemble du projet est adopté par 102 voix contre 63 et 6 abstentions.....	.....	"			"
Le projet est transmis au Sénat .....	.....	"			"
<i>Classes moyennes.</i>					
Projet de loi ajustant le budget du Ministère des Classes moyennes de l'année budgétaire 1985. (Doc. n° 5-XIII/1.)					
<i>Rapport :</i>	le Hardy de Beaulieu ...	32			919
Discussion générale en réunion publique de la Commission du Budget :					
Précisions à propos des crédits supplémentaires	Buchmann, Min.....			5-XIII/4	1
Cadre du personnel et taux d'occupation du département. — Caisse nationale de crédit professionnel. — Baisse des taux d'intérêt de prêts en cours. — Création d'une troisième chambre francophone de la Commission de dispense de cotisations	Lenaerts			"	2
Situation actuelle des allocations familiales des travailleurs indépendants	Petitjean			"	"
P.M.E. (subvention en intérêts, retard)	De Roo			"	"
	Dupré			"	3
Fonds de garantie (évolution alarmante). — Fonds de partici- pation (évaluation)	Buchmann, Min.....			"	"
Résultat de la modération. — A.R. n° 289. — Débat général concernant le statut social des indépendants	Peuskens.....			"	4
Création d'une troisième chambre francophone à la Commis- sion de dispense de cotisations (amendement).....	Desaeyere			"	"
Secteur du textile et de la confection. — Crédits	Buchmann, Min.....			"	"
<i>Votes :</i>					
L'amendement de M. Desaeyere est rejeté par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.....	.....			"	"
Les articles 1 à 4 et l'ensemble du projet sont adoptés par 10 voix contre 6 .....	.....			"	"
<i>Annales :</i>					
Adoption des articles		32			928
Déclaration avant le vote	Vandenbroucke	34			982
L'ensemble du projet est adopté par 102 voix contre 63 et 6 abstentions.....	.....	"			"
Le projet est transmis au Sénat .....	.....	"			"
<i>Communications.</i>					
Projet de loi ajustant le budget du Ministère des Communications de l'année budgétaire 1985. (Doc. n° 5-XIV/1.)					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission du Budget		45			1285
<i>Rapport :</i>	Van Rompuy	"			1284
Discussion générale en réunion publique de la Commission du Budget :					
Importance des économies imposées à la Société nationale des chemins de fer vicinaux et aux six sociétés de transports intercommunaux.....	Colla.....			5-XIV/2	1
Incidence de l'application de l'arrêté royal n° 140 du 30 décem- bre 1982 relatif aux mesures d'assainissement applicables à certains organismes d'intérêt public. — Suppression de l'intervention de l'Etat dans les charges d'intérêts de cer- tains emprunts contractés par les sociétés de transports intercommunaux. — Résultat des économies (1,479 milliard de francs). — Concertation avec les organes de gestion des sociétés concernées et avec les commissions paritaires. — Mesures d'économies envisagées	De Croo, Min.			"	2
Non-application du paiement à terme échu des traitements	Desaeyere			"	3
Référence au protocole conclu en 1983 entre le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et les organisations syndicales du secteur des Communications. — Paiement à terme échu plus cher que le système de paiement actuel (dépense supplémentaire de 291.176.458 F pour la prime de décalage)	De Croo, Min.			"	"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Crédits supplémentaires (suite).					
<i>Communications (suite).</i>					
Conséquences d'une augmentation éventuelle du prix des produits pétroliers	Colla			5-XIV/2	4
Investissements pour 1986 et 1987 (évaluation)	Harmegnies, M.			"	"
	De Croo, Min.			"	"
Votes :					
Les articles et l'ensemble du projet sont adoptés par 10 voix contre 5				"	"
<i>Annales :</i>					
Discussion et adoption des articles		45			1288
Le projet de loi est adopté par 105 voix et 3 abstentions et soumis à la sanction royale		47			1360
Défense nationale.					
Projet de loi ajustant le budget du Ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1985. (Doc. n° 5-IX/1.) — Farde.					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission du Budget		52			1511
<i>Rapport :</i>	Petitjean	63			1959
Discussion générale en réunion publique de la Commission du Budget :					
Remarques et questions	Tobback			5-IX/2	1, 3-5
	Denys			"	3
	Vanvelthoven			"	4
	de Donnée, Min.			"	2-5
				"	5
Réponses					
Le projet de loi est adopté					
Dette publique.					
Projet de loi ajustant le budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1985. (Doc. n° 5-II/1.)					
<i>Rapport :</i>	le Hardy de Beaulieu ...	32			919
Discussion générale en réunion publique de la Commission du Budget :					
Réductions de crédits. — Baisse des taux d'intérêt et réaménagements de la Dette	Eyskens, Min.			5-II/3	1
Critique sur la conversion de certificats de trésorerie. — Préjudice financier pour l'Etat (tableaux). — Composition du Comité consultatif pour la dette publique. — Obligation à coupon zéro en D.M. — Evolution du budget de l'Etat en 1986	Vandenbroucke			"	2
Questions sur certains crédits supplémentaires et réductions de crédit. — Evolution des taux d'intérêt. — Obligation à coupon zéro en D.M.	Burgeon, W.			"	5
Dépenses dans les secteurs économiques nationaux. — Utilisation des crédits de la Section particulière	Schiltz			"	6
Point de vue en matière des obligations à coupon zéro et de la conversion des certificats de trésorerie. — Données relatives aux taux d'intérêt. — Réponse en matière des crédits supplémentaires et des réductions de crédit	Eyskens, Min.			"	7
Critique sur la technique budgétaire utilisée	Desacyere			"	9
Votes :					
Les articles 1 à 5 et l'ensemble du projet sont adoptés par 11 voix contre 6				"	"
<i>Annales :</i>					
Adoption des articles		"			929
Déclaration avant le vote	Vandenbroucke	34			982
L'ensemble du projet est adopté par 102 voix contre 63 et 6 abstentions		"			"
Le projet est transmis au Sénat		"			"
Dotations aux Communautés et aux Régions.					
Communication par la Cour des comptes d'observations au sujet du projet de loi ajustant le budget des Dotations aux Communautés et aux Régions de l'année budgétaire 1985.					
Renvoi à la Commission des Finances		37			1058
Projet de loi ajustant le budget des Dotations aux Communautés et aux Régions de l'année budgétaire 1985. (Doc. n° 5-IVbis/1.)					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission du Budget		48			1373
<i>Rapport :</i>	Petitjean	63			1959

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Crédits supplémentaires (suite).					
<i>Dotations aux Communautés et aux Régions (suite).</i>					
Discussion générale en réunion publique de la Commission du Budget :					
Commentaire	Eyskens, Min.			5-IVbis/2	1
Le projet de loi est adopté .....	.....			"	2
<i>Emploi et Travail.</i>					
Transmission par la Cour des comptes d'observations au sujet du projet de loi ajustant le budget du ministère de l'Emploi et du Travail pour l'année budgétaire 1985 .....	.....	52			1511
<i>Finances.</i>					
Projet de loi ajustant le budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1985. (Doc. n° 5-XXII/1.)					
Rapport :	Petitjean	63			1959
Discussion générale en réunion publique de la Commission du Budget :					
Questions	Burgeon, W.			5-XXII/3	1, 2
Réponses	Eyskens, Min.			"	"
Le projet de loi est adopté .....	.....			"	2
<i>Gendarmerie.</i>					
Projet de loi ajustant le budget de la Gendarmerie de l'année budgétaire 1985. (Doc. n° 5-X/1.) — Farde.					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission du Budget .....	.....	52			1511
Rapport :	Petitjean	63			1959
Discussion générale en réunion publique de la Commission du Budget :					
Question	Tobback			5-X/2	1
Réponse	de Donnée, Min.			"	2
Le projet de loi est adopté .....	.....			"	"
<i>Pensions.</i>					
Projet de loi ajustant le budget des Pensions de l'année budgétaire 1985. (Doc. n° 5-III/1.)					
Rapport	le Hardy de Beaulieu ...	32			919
Discussion générale en réunion publique de la Commission du Budget :					
Justification des crédits supplémentaires	Mainil, S.Et			5-III/2	1
Demande d'une discussion globale sur les mesures d'assainissement	Derycke			"	2
Incidence budgétaire de la loi du 15 mai 1984	Desacyere			"	"
Réduction de 250 millions	Mainil, S.Et			"	"
<i>Annales :</i>					
Votes :					
Adoption des articles .....	.....	"			932
Déclaration avant le vote	Vandenbroucke	34			982
L'ensemble du projet est adopté par 102 contre 63 et 6 abstentions .....	.....	"			"
Le projet est transmis au Sénat .....	.....	"			"
<i>Prévoyance sociale.</i>					
Projet de loi ajustant le budget du Ministère de la Prévoyance sociale de l'année budgétaire 1985. (Doc. n° 5-XVIII/1.)					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission du Budget .....	.....	35			1000
Rapport :	Van Rompuy	45			1284
Discussion générale en réunion publique de la Commission du Budget :					
Crédit supplémentaire aux handicapés	Denys			5-XVIII/2	1
Justification de cette dépense supplémentaire. — Nouveau régime pour les handicapés survenant après l'âge de 65 ans	Dehaene, Min.			"	"
Votes :					
Les articles et l'ensemble du projet sont adoptés par 10 voix contre 5 .....	.....			"	2

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Crédits supplémentaires (suite).					
Prévoyance sociale (suite).					
Discussion et adoption des articles.....		45			1290
Le projet est adopté par 105 voix et 3 abstentions et soumis à la sanction royale		47			1361
Santé publique et Famille.					
Projet de loi ajustant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1985. (Doc. n° 5-XXI/1.)					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission du Budget		35			1000
Rapport :	Van Rompuy	45			1284
Discussion générale en réunion publique de la Commission du Budget :					
Répartition par région de la diminution du nombre de lits d'hôpitaux	Harmegnies, M.			5-XXI/2	1
Exposé sur la programmation de la réduction du nombre de lits	Dehaene, Min.			"	2
Préjudice pour la province du Limbourg (lits d'hôpitaux).....	Desaeyere			"	"
Effet négatif sur la surcapacité dans le Limbourg. — Nécessité de créer un pool de lits M.R.S. en accord avec le ministre communautaire. — Différence entre la surconsommation et l'excédent de lits d'hôpitaux.....	Dehaene, Min.			"	"
Expériences réalisées dans le domaine des soins à domicile	Petitjean			"	"
Développement des soins à domicile. — Problèmes techniques relatifs au remboursement des prestations. — Problèmes relatifs à la coordination des prestataires de soins. — Collaboration de l'entourage du malade	Dehaene, Min.			"	3
Votes :					
Les articles et l'ensemble du projet sont adoptés par 10 voix contre 5				"	"
Annales :					
Discussion et adoption des articles.....		"			1289
Le projet est adopté par 105 voix et 3 abstentions et soumis à la sanction royale		47			1361
Services du Premier Ministre.					
Projet de loi ajustant le budget des services du Premier Ministre de l'année budgétaire 1985. (Doc. n° 5-V/1.)					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission du Budget		45			1285
Rapport (crédits afférents au Secteur Premier Ministre) :	Petitjean	63			1959
Rapport (crédits afférents au secteur politique et programmation scientifique) :	"	"			"
Discussion générale en réunion publique de la Commission du Budget :					
Crédits afférents au Secteur Premier Ministre.					
Questions et réponses.....	Olivier, M.			5-V/2	1
	Declercq			"	2
	Defosset			"	"
	Burgeon, W.			"	"
	Denys			"	3
	Dupré			"	"
	Busquin			"	"
	Lutgen, S. Et.			"	2, 3
Réponses				"	3
Le projet de loi est adopté					
Crédits afférents au Secteur politique et programmation scientifique.					
Exposé	Bril, S. Et.			5-V/3	1
Questions	Olivier, M.			"	2
	Declercq			"	3
Réponses	Bril, S. Et.			"	"
Le projet de loi est adopté				"	"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Dette publique.					
Budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1986. (Doc. n° 4-II/1.)					
Rapport (voir doc. n° 4-I/6).....	Diegenant & Lenaerts	52			1510
Discussion générale : voir Budget des Voies et Moyens pour 1986.					
Règlement définitif.					
Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat et d'organismes d'intérêt public pour l'année 1981 ou pour des années antérieures. (Doc. n° 384/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Finances	Gouvernement	29			739
Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat, des entreprises d'Etat et d'organismes d'intérêt public pour l'année 1979 ou pour des années antérieures. (Doc. n° 395/1.) — Farde.					
Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat et d'organismes d'intérêt public pour l'année 1980 ou des années antérieures. (Doc. n° 396/1.)					
Rapport :	Petitjean	30			789
Discussion générale en réunion publique de la Commission des Finances :					
Portée du projet	Verhofstadt, Min.			395/2	2
Retard dans le dépôt des projets	Burgeon, W.			»	3
	Michel, J.			»	»
	(Président)			»	»
	Verhofstadt, Min.			»	»
. Votes :					
Les articles et l'ensemble des deux projets de loi sont adoptés à l'unanimité				»	4
Annales :					
Adoption des articles		»			799
Déclaration avant le vote	Willockx				831
L'ensemble du projet est adopté par 169 voix contre 15		»			»
Le projet est transmis au Sénat		»			»
Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat, et d'organismes d'intérêt public pour l'année 1980 ou des années antérieures. (Doc. n° 396/1.) — Farde.					
Rapport (voir doc. n° 395/2)	Petitjean	»			789
Adoption des articles		»			812
Déclaration avant le vote	Willockx				831
L'ensemble du projet est adopté par 169 voix contre 15		»			»
Le projet est transmis au Sénat		»			»
Voies et moyens.					
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois d'avril, mai et juin.					
Rapport :					
Discussion générale	Van den Brande			346/4	11
Annales :					
Ordre des travaux	Président	27			701
	Verhofstadt, Min.	»			»
	Tobback	»			702
	Eyskens, Min.	»			706
	Coëme	»			707
	Eyskens, Min.	»			»
Discussion des articles					
Interpellation de M. Clerfayt à M. le Premier Ministre et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget sur le retard mis par le Gouvernement à déposer le budget des Voies et Moyens pour 1986 et ses conséquences pour le Parlement ainsi que pour l'application des pouvoirs spéciaux.					
Demande d'interpellation	Clerfayt	—			—
Discussion : voir interpellation de M. Tobback.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Voies et moyens (suite).					
Interpellation de M. Schiltz à M. le Premier Ministre et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget sur les déclarations contradictoires concernant la période au cours de laquelle le budget des Voies et Moyens pour 1986 sera déposé, sur le parallélisme entre le dépôt de ce budget et l'utilisation des pouvoirs spéciaux et sur l'atteinte inadmissible qui est ainsi portée aux prérogatives budgétaires du Parlement.					
Demande d'interpellation	Schiltz	27			694
Discussion : voir interpellation de M. Tobback.					
Interpellation de M. Van der Biest à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre des Finances sur l'absence de dépôt du Budget des Voies et Moyens.					
Demande d'interpellation	Van der Biest	"			"
Discussion : voir interpellation de M. Tobback.					
Interpellation de M. Tobback à M. le Premier Ministre sur le fait que le budget des Voies et Moyens pour 1986 n'a toujours pas été déposé.					
Demande d'interpellation	Tobback	"			"
Discussion de cette interpellation et des interpellations jointes de MM. Van der Biest, Schiltz et Clerfayt :					
Absence du Premier Ministre. — Dépôt tardif du Budget des Voies et Moyens. — Nouveaux crédits provisoires en juillet 1986. — Moment et procédure de promulgation des arrêtés de pouvoirs spéciaux. — Position du groupe C.V.P. — Critique de la politique gouvernementale. — Affaiblissement du système parlementaire	"	29			762
Absence du Premier Ministre	Willockx	"			763
Question préjudicielle :					
Motion déposée par MM. Baert et Willockx requérant la présence du Premier Ministre :					
Application de la Constitution (art. 88, 3 ^e alinéa)	Baert	"			764
Représentation du Gouvernement devant le Parlement. — Principe de la collégialité	Kubla	"			765
	Van den Brande	"			"
Prise de position différente de membres du Gouvernement en matière du Budget des Voies et Moyens	Willockx	"			"
Demande de vote nominatif		"			"
La demande est appuyée		"			"
La motion est repoussée par 45 voix contre 41		"			766
Reprise de la discussion :					
Absence du Premier Ministre. — Dépôt tardif du Budget des Voies et Moyens	Van der Biest	"			"
Dépôt tardif du Budget des Voies et Moyens. — Causes du dépôt tardif. — Raisons politiques. — Risque d'une modification du régime	Schiltz	"			767
Position du groupe C.V.P. en matière du Budget des Voies et Moyens et de la promulgation des arrêtés de pouvoirs spéciaux	Van den Brande	"			769
Nuance du point de vue du C.V.P. après la réunion en commission	Schiltz	"			"
Point de vue du C.V.P. en commission	Tobback	"			"
Référence au rapport de la commission	Van den Brande	"			"
Incapacité du Gouvernement à définir une politique. — Attitude du Gouvernement vis-à-vis de la baisse de la facture pétrolière. — Dépôt tardif du Budget des Voies et Moyens. — Risque d'une modification du régime. — Nuance du point de vue du C.V.P. après la réunion en commission	Clerfayt	"			770
Aperçu des activités gouvernementales en matière budgétaire. — Nouvelle communication du Gouvernement. — Introduction de l'Exposé général après cette déclaration (délai). — Raisons du retard en matière du dépôt du Budget des Voies et Moyens. — Intérêt et importance de l'opération d'assainissement — Nécessité d'un budget réaliste. — Mesures conservatoires relatives aux dépenses en cours. — Prévisions de trésorerie pour janvier et février 1986. — Montant du solde net à financier 1986 (624 milliards). — Absence de déraillement supplémentaire des finances publiques à la suite du non-dépôt du budget	Verhofstadt, Min.	"			771

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Voies et moyens (suite).					
Absence de la majorité des parlementaires dans ce débat. — Discussion du rapport de la Commission des Finances de la Chambre.....	Tobback	29			774
Fait personnel : Accusation de falsification du rapport de la Commission (projet de loi concernant les crédits provisoires)	Van den Brande	"			775
	Tobback	"			"
	Président	"			"
	Schiltz	"			"
Déclarations avant le vote	Tobback	30			835
	Van der Biest	"			"
	Schiltz	"			"
	Clerfayt	"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 74 et 3 abstentions .....	.....	"			"
Question de M. Tobback à M. le Premier Ministre sur le dépôt du budget des Voies et Moyens.....	Tobback	31			862
Réponse.....	Verhofstadt, Min.	"			"
Interpellation de M. Tobback à M. le Premier Ministre sur l'incapacité du Gouvernement de déposer le budget des Voies et Moyens pour 1986 au Parlement.					
Demande d'interpellation	Tobback	33			962
Discussion : Dépôt du budget des Voies et Moyens. — Communication du Gouvernement. — Rôle du Parlement. — Absence de décision du Gouvernement.....	"	34			983
Absence de décision du Gouvernement. — Problèmes des K.S. — Dépôt du budget des Voies et Moyens.....	Gabriels	"			984
Dépôt du budget des Voies et Moyens. — Rôle du Parlement. — Assainissement budgétaire. — Conclave de Val-Du- chesse.....	Van der Biest	"			985
Mesures d'assainissement (communication du Gouvernement). — Dépôt du budget des Voies et Moyens (causes du retard). — Concertation avec les partenaires sociaux.....	Martens, Min.	"			987
Conclave de Val-Duchesse (rapport de synthèse du 5 mai 1986).....	Tobback	"			989
Conclave de Val-Duchesse (suites)	Van der Biest	"			990
Affaire Kirschen	Tobback	"			991
Fait personnel : Propos de M. Tobback concernant l'affaire Kirschen	Gol, Min.	"			"
Affaire Kirschen	Tobback	"			"
Reprise de la discussion : Politique du Gouvernement (résultats). — Rôle du Parle- ment	Schiltz	"			992
K.S. — Conclave de Val-Duchesse (publication d'un document de travail).....	Martens, Min.	"			994
K.S.	Claes	"			"
Politique injuste envers Bruxelles.....	Clerfayt	"			995
Budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1986. (4-I/1.) Budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1986. (4-II/1.) Rapport :	Diegenant & Lenaerts	52			1510
Discussion générale en la réunion publique de la Commission du Budget : Exposé introductif : Dépôt tardif du budget. — Objectif budgétaire. — Méthode budgétaire. — Modifications ap- portées aux instruments budgétaires. — Le budget 1985 et les résultats des quatre premiers mois 1986.....	Verhofstadt, Min.			4-1/6	3
Exposé introductif : Deficit spending. — Augmentation des dépenses publiques. — Le super-cas belge. — Politique à deux voies. — Politique budgétaire. — Le contexte interna- tional économique. — Situation économique de la Belgique. — Les recettes. — Solde net à financer.....	Eyskens, Min.			"	8

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Voies et moyens (suite).					
Ordre des travaux :					
Proposition concernant l'examen simultané du budget des Voies et Moyens et du projet de loi portant des dispositions fiscales.....	Tobback			4-1/6	23
	Busquin			»	»
	Schiltz			»	»
	Coëme			»	»
	Desaeyere			»	»
	Petitjean			»	»
	Wauthy			»	»
	Kubla			»	»
	Van den Brande			»	»
	Michel, J.			»	24
La proposition tendant à discuter simultanément les deux projets est rejetée par 11 voix contre 8 .....	.....			»	»
Distribution des annexes de l'Exposé général	Tobback			»	»
	Verhofstadt, Min.			»	»
				»	»
La proposition de M. Tobback est rejetée par 12 voix contre 10					
Reprise de la discussion générale :					
Politique budgétaire. — Solde net à financer. — Gestion de la dette publique	Van Rompuy			»	25
Solde net à financer	Eyskens, Min.			»	27
Evolution de la compétitivité et de la balance commerciale. — Politique monétaire. — Assainissement des finances publiques (raisons, normes et méthodes). — Incidence de la baisse des prix pétroliers sur le budget	Dupré			»	28
Dépôt tardif du budget 1986. — Arrêts de pouvoirs spéciaux. — Solde net à financer (S.N.F.). — Plan de Val-Duchesse	Busquin			»	34
Budgets-programmes. — Plan de Val-Duchesse. — Effet déflationniste du plan d'assainissement. — Politique industrielle. — Lois d'expansion économique. — Réforme de l'Etat. — Fédéralisation. — Compétitivité	Schiltz			»	37
Aspects positifs du plan d'assainissement	Wauthy			»	40
Dérapiage des finances publiques. — Augmentation de la pression fiscale. — Réforme institutionnelle. — Plan de Val-Duchesse. — Enseignement	Denys			»	41
Résultats de la politique gouvernementale. — Position économique de la Belgique au sein de la C.E.E. — Exécution du budget 1985. — Assainissement des finances publiques. — Enseignement. — Chiffres budgétaires pour 1986. — Plan de Val-Duchesse et ses incidences. — Concertation sociale. — Propositions du S.P. pour une politique alternative	Willockx			»	43
Déficit budgétaire 1986. — Indexation des barèmes fiscaux. — Communes. — Communes bruxelloises : droits de succession. — Budget de législature	Petitjean			»	50
Fonds des communes	Tobback			»	52
Dépôt tardif du budget. — Assainissement des finances publiques. — Investissements publics (questions concrètes)	Coëme			»	»
Effet cumulatif du déficit budgétaire	Desaeyere			»	53
Crédits provisoires. — Solde net à financer. — Normes budgétaires. — Epargne. — Taux d'intérêt. — Politiques monétaire, industrielle et de l'emploi. — Plan d'assainissement du 16 mars 1984	Vandenbroucke			»	55, 59
Chômage des jeunes	Verhofstadt, Min.			»	59
Données budgétaires relatives au budget 1986. — Influence des « pactes »	Diegenant			»	60
Groupes les plus vulnérables et les moins influents. — Interdépendance mondiale. — Redistribution du travail et des revenus. — Banques. — Perception des impôts	Dierickx			»	61
Déficits budgétaires. — Caractéristiques du plan d'assainissement (questions et observations)	Vermeiren			»	63
Programme national des investissements publics (cadre général et évaluation)	Anselme			»	65
Investissements publics. — Cotisations de sécurité sociale. — Cumul des revenus des cohabitants. — Femmes	Dictiège (M ^{me})			»	70
Retard dans la procédure budgétaire. — Contexte économique international. — Analyse de la situation économique belge (prix, balance des paiements, croissance et emploi)	Burgeon, W.			»	73

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Voies et moyens (suite).					
Enseignement. — Arrêtés royaux n° 15 et 150 (Cooreman-De Clercq). — Problèmes divers en matière de l'impôt des sociétés. — Inflation sur base annuelle. — Politique des prix. — Investissements publics (Investissements portuaires).....	Colla.....			4-1/6	78
Secteur agricole. — Fourons.....	Happart.....			"	84
Indicateurs directs et indirects de la « nouvelle pauvreté ».....	De Weirdt.....			"	86
Enseignement. — Assainissement des finances publiques. — Politique structurelle. — Investissements publics. — Concertation sociale (questions).....	De Batselier.....			"	88
Budget communal. — Finances publiques. — Contrôle du Parlement. — Débudgétisation. — « Planning, Programming, Budgeting System ». — Dépolitisation de la Fonction publique. — Construction navale.....	Lenaerts.....			"	90
Dépenses publiques. — Investissements créateurs d'emploi. — O.B.C.E. — Demande intérieure. — Prévisions. — Epargne-pension. — Autres mesures envisagées par le plan de Val-Duchesse.....	Féaux.....			"	93
Recettes fiscales. — Plan de Val-Duchesse. — Moyens d'assainissements. — Investissements. — Epargne-pension. — Emploi des jeunes. — Communes. — Part de la Région bruxelloise dans les droits de succession.....	Clerfayt.....			"	96
Méthodes budgétaires.....	Defosset.....			"	101
Méthodes budgétaires.....	Verhofstadt, Min.			"	"
Système comptable du budget. — Débudgétisations « dissimulées ». — Bâtiments scolaires.....	Vandenbroucke.....			"	102
Etablissement du budget pour 1986 et élaboration du document budgétaire. — Politique et objectif budgétaires : évaluation de la politique budgétaire des législatures précédentes. — Résultats de caisse de 1985. — Elabration du budget. — Objectif budgétaire 1986-1987 (solde net à financer, assainissement des finances publiques, politique de relance). — Eléments ayant servi de base à l'élaboration du budget. — Caractéristiques du budget de 1986. — Principales composantes du budget 1986. — Application du plan d'assainissement de Val-Duchesse 1986-1987. — Anticipation du plan de Val-Duchesse. — Investissements. — Justification de la réduction des dépenses publiques. — Principes et méthodes de travail en matière de détermination des investissements publics (réduction des programmes d'investissements, association des départements à l'établissement d'un programme d'investissements fixé à 64 % pour 1986). — Données spécifiques concernant les investissements. — Opérations de trésorerie. — Répartition Trésorerie nationale. — Trésorerie régionale. — Comparaison des charges d'intérêts S.N.S.N. 1986 et 1985. — Chômage.....	Verhofstadt, Min.			"	105
Compétitivité de l'économie belge. — Politique active de la dette. — Financement des Communautés et des Régions. — Situation de trésorerie des Régions et des Communautés. — Logement social.....	Eyskens, Min.			"	125
Retard dans la procédure budgétaire. — Mécanismes budgétaires de report.....	Willockx.....			"	129
Plan de Val-Duchesse.....	Verhofstadt, Min.			"	130
Solde net à financer à politique constante. — Programme national des investissements publics. — Plan de Val-Duchesse. — Infrastructure portuaire.....	Willockx.....			"	"
Approche purement mathématique du problème budgétaire.....	Dierickx.....			"	131
Solde net à financer. — Recettes fiscales. — Incidence déflationniste de la limitation des investissements publics. — T.V.A. dans le secteur de la construction. — Charges du logement.....	Busquin.....			"	132
Plan d'assainissement. — Méthodes budgétaires. — Besoins de financement des Communautés et des Régions. — Modifications au plan de Val-Duchesse.....	Schiltz.....			"	134
<i>Evaluation des pouvoirs spéciaux.</i>					
Relevé des arrêtés publiés (mai 1986). — Relevé des arrêtés soumis à l'avis du Conseil d'Etat (juillet 1986).....	Martens, Min.			"	135
Information du Parlement. — Circulaires aux écoles. — Concertation sociale.....	Tobback.....			"	140
Négociations avec les groupes de pression sur le plan d'assainissement.....	Schiltz.....			"	141

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Voies et moyens (suite).					
Conditions de travail du Parlement	Mottard			4-1/6	141
Exécution des lois	Denison			"	142
Imprécision des textes qui accordent des pouvoirs spéciaux. — Valeur des garanties contenues dans la loi du 27 mars 1986	Van den Bossche			"	"
Attitude vis-à-vis du Parlement. — Réponses aux différents orateurs	Martens, Min.			"	143
<i>Fiscalité et dette publique.</i>					
Pression fiscale	Van Rompuy			"	145
Questions	Denys			"	"
Législation fiscale	Wauthy			"	"
Pression fiscale. — Emprise publique. — Pression fiscale directe	Desaeyere			"	"
Législation fiscale	Coëme			"	147
Lignes de force de la politique fiscale. — Réponses aux diverses questions	Eyskens, Min.			"	"
Dette publique. — Précompte mobilier. — Mesures d'assainis- sement. — Centres de coordination	Coëme			"	150
Centres de coordination	Eyskens, Min.			"	153
	Vandenbroucke			"	"
	Coëme			"	154
	Detière (M ^{me})			"	"
Fraude fiscale. — Epargne-pension. — Revenus mobiliers					
Revenus des ménages	Desaeyere			"	155
Augmentation de la pression fiscale. — Déficit budgétaire. — Relations entre les impôts directs et les impôts indirects. — Contenu de la politique fiscale du Gouvernement. — Harmonisation de la T.V.A. — Fiscalité des Communautés et Régions	Defosset			"	157
Recettes fiscales. — Réforme fiscale. — Fraude fiscale. — Problème des droits de Bruxelles	Van den Brande			"	159
Réduction de la dotation de la Chambre					
Contradiction dans la politique fiscale. — Impôt sur la fortune. — Inspection spéciale des impôts. — Principes du S.P. en matière de politique fiscale	Willockx			"	"
Etat de la dette publique. — Situation de notre commerce extérieur. — Questions	Urbain			"	161
Projet de loi (doc. n° 372) portant un régime fiscal pour le rachat d'actions privilégiées. — Lutte contre la fraude fiscale. — « Deficit spending »	Burgeon, W.			"	164
Réduction des dépenses afférentes aux charges d'intérêt	Van Rompuy			"	166
Restructuration de la dette publique. — Problèmes communau- taires. — Recouvrement de droits déjà enrôlés. — Epargne- pension	Dierickx			"	167
Remarques. — Caractère de la dette publique. — Possibilités (notamment : « deep discount »). — Politique à suivre. — Impôt sur la fortune	Vandenbroucke			"	"
Constatations. — Efforts à demander aux banques et aux institutions financières. — Fiscalité. — Impôt des sociétés	Colla			"	170
Réponses du Ministre des Finances :					
Emprunt à « coupon zéro ». — Taux d'intérêt. — Fiscalité. — Banques et dette publique. — S.N.I. et C.N.C.P. — Epargne-pension. — Note concernant l'évolution des reve- nus mobiliers et des intérêts de la dette publique. — Application du décumul et du fractionnement. — Indexa- tion complète des barèmes fiscaux. — Risques de déflation. — Financement des Régions et des Communautés. — Conseillers fiscaux. — I.S.I. — Politique d'exportation. — Emprunts d'Etat à Etat. — Elaboration du budget de la Dette publique pour 1986	Eyskens, Min.			"	172
Répliques	Willockx			"	185
	Burgeon, W.			"	186
	Coëme			"	"
Continuation de la discussion générale :					
<i>Départements d'autorité, fonction publique, provinces et communes.</i>					
Diminution de la dotation du Fonds des Communes. — Accroissement des charges des communes. — Accroisse- ment de la fiscalité communale. — Informatisation des services publics	Harmegnies, M.			"	187
Cotisation de solidarité. — Statuts des personnels de la fonction publique. — Modernisation des services publics	Derycke			"	191

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Voies et moyens (suite).					
Difficultés dans la gestion d'une commune. — Mesures et conséquences du plan de Val-Duchesse. — Défense du secteur public.....	Tasset			4-1/6	192
Communes et C.P.A.S.....	Walry			"	198
Fonds des communes. — Fédéralisation du département de l'Intérieur. — Gendarmerie. — Statut de l'objecteur de conscience. — Affaire Happart	Baert			"	199
Problèmes en matière de régionalisation. — Place des provinces dans la structure de l'Etat. — Histoire du Fonds des communes	Galle			"	201
Critique de diverses mesures gouvernementales	Cools			"	204
Politisation de la Fonction publique. — Objecteurs de conscience. — Services publics. — Questions concernant le plan de Val-Duchesse.....	Colla			"	205
Objecteurs de conscience. — Sécurité publique. — Déversement industriels illégaux. — Police communale	Pepermans			"	208
Provinces. — Enseignement. — Soins de santé. — Secteur agricole.....	Albert			"	209
Problématique des grandes villes (notamment Anvers). — Fonction publique	Van Elewyck			"	211
Fonds des communes. — Fonds d'aide au redressement financier des communes. — Plans d'assainissement communaux. — Subvention exceptionnelle de 21 milliards aux pouvoirs locaux. — Programme de mise au travail	Temmerman			"	213
Politique du personnel dans les services de la politique scientifique	Van Elewyck			"	219
Mesures qui touchent les communes. — Réduction du nombre de lits d'hôpitaux.....	Eerdekens			"	"
Police, gendarmerie (incidence des récentes décisions en la matière). — Magistrature.....	Van den Bossche			"	221
Finances communales.....	Henry			"	225
Fonction publique : politisation et dépolitisation, revalorisation, privatisation, modernisation	Dicrickx			"	226
Observations générales concernant les départements d'autorité. — Questions budgétaires concrètes	Tobback			"	227
Défense nationale. — Fonction publique. — Commission spéciale pour la problématique en matière de police. — Incidence des mesures prévues sur les finances communales	Nothomb, Min.			"	229
Actions prioritaires de modernisation des services publics. — Informatisation des services publics	Lutgen, S. Et.			"	230
Services publics.....	Bril, S. Et.			"	232
Répliques.....	Harmegnies, M.			"	233
	Temmerman			"	234
	Pepermans			"	"
Continuation de la discussion générale :					
Education nationale.					
Engagements pris par le Premier Ministre. — Subventions de fonctionnement aux internats de l'enseignement subventionné francophone	Wauthy			"	235
Economies. — Capital-périodes.....	Burgeon, C. (M ^{re})			"	"
Sacrifices dans l'enseignement. — Questions. — Suppression du transport scolaire gratuit. — Enseignement rénové. — Stagiaires. — Directeurs sans classe. — Encadrement. — Enseignement supérieur non universitaire et de promotion sociale. — Universités. — Crédits de fonctionnement. — Recherche scientifique et cas du Limbourg. — Ecoles normales	Baldewijns			"	236
Questions et observations.....	Moors			"	240
Dépôt tardif du budget. — Economies dans l'enseignement. — Comparaison entre le coût de l'enseignement dans les deux parties du pays. — Démocratisation des études	Maes (M ^{me}).....			"	241
Economies dans l'enseignement. — Congés de maladie de fin de carrière	Walry			"	244
Mesures d'économies dans l'enseignement : conditions et alternatives.....	Wauthy			"	245
Enseignement rénové. — Pacte scolaire. — « Guerre scolaire froide ». — Nouvelle forme d'enseignement professionnel.....	Ramackers			"	246

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Voies et moyens (suite).					
Remarques et questions concernant les budgets de l'enseigne- ment. — Economies. — Emploi. — Internats du réseau libre. — Normes d'agrégation applicables aux écoles néerland- ophones de Bruxelles et aux écoles rurales. — Problèmes relatifs à l'enseignement universitaire. — Mesures de ratio- nalisation. — Enseignement pluraliste	Ylieff			4-1/6	247
Ecole pluraliste. — Rentabilité de l'enseignement	Galle			»	251
Economies dans l'enseignement universitaire	Degroeve			»	252
Financement de l'enseignement. — Transport des élèves. — Rapport McKinsey. — Fonds des bâtiments scolaires. — Démantèlement pédagogique du rénové	Laridon			»	254
Economies dans l'enseignement secondaire rénové. — Ense- ignement professionnel. — Discrimination de la population scolaire francophone	Delizée			»	257
Problèmes des bâtiments scolaires	Beckers			»	259
Priorités dans les économies de l'enseignement. — Economies pour les universités. — Réforme de l'enseignement secon- daire. — Communautarisation de l'enseignement. — Ense- ignement pluraliste. — Financement de l'enseignement de l'Etat. — Normes d'encadrement. — Ecole rurale	Coens, Min.			»	260
Allocations de fonctionnement pour l'enseignement fondamen- tal. — Transports scolaires. — Capital-périodes. — Inci- dence des économies sur l'emploi. — Concertation. — Internats libres (F.). — Fonds de garantie. — Fonds des bâtiments scolaires. — Mesures concernant l'enseignement universitaire	Damseaux, Min.			»	263
Répliques	Baldewijns			»	267
	Coens, Min.			»	»
	Ylieff			»	268
Continuation de la discussion générale : <i>Cellule sociale.</i> Participation des travailleurs aux bénéfices des entreprises	Denys			»	269
	Eyskens, Min.			»	»
Chômage. — Subventions de l'Etat à la sécurité sociale. — Pauvreté. — Age de la pension. — Travail au noir et heures supplémentaires. — V.I.P.O. (ticket modérateur). — Lits d'hôpitaux. — Thermalisme social. — Allocations diverses. — Primes de rattrapage	Bossuyt			»	»
Fraude sociale. — Solde positif pour la sécurité sociale. — Economies dans le secteur des soins de santé	Delhayé			»	273
Critiques de la Ligue des Familles. — Pensions. — Déficit en matière de soins de santé	Gondry			»	275
« Cohabitants » (chômage). — Relèvement de l'âge de la pension pour les femmes. — Prolongation du repos d'accou- chement	Maes (M ^{re})			»	276
Réduction des lits d'hôpitaux. — Thermalisme. — Assurance maladie-invalidité. — Financement de la sécurité sociale par la fiscalité	Delhayé			»	277
Mesures « positives » en faveur des ménages	Burgeon, C. (M ^{re})			»	278
Financement de la sécurité sociale. — Evolution des cotisations de sécurité sociale et des subventions de l'Etat. — Protec- tion des plus démunis. — Questions et remarques	Leclercq			»	279
Pertes d'emplois dans le secteur public. — Problèmes concer- nant le chômage	Sleeckx			»	282, 284
Programmes de mise au travail	Dchaene, Min.			»	284
Protection des plus démunis. — Valeurs sous-jacentes de la politique du Gouvernement	Vogels (M ^{re})			»	285
Hôpitaux. — Thermalisme. — Problème de la surconsomma- tion médicale	Bondroit			»	286
Emploi. — Equilibre financier de la sécurité sociale	Olivier, M.			»	287
Emploi et chômage	Harmegnies, M.			»	288
Nouvelle pauvreté. — Arrêté royal n° 244. — Soins de santé. — Ticket modérateur. — Lits d'hôpitaux. — Impact des mesures budgétaires. — Thermalisme. — Scanners	Hancké			»	290
Crédits destinés à la cellule sociale. — Politique en matière de soins de santé (suppression de lits d'hôpitaux, ticket modé- rateur, « tiers payant », thermalisme). — Vieillesse de la population	Collart			»	294
Protection de l'environnement	Lefebvre (M ^{re})			»	299
Chômage (notamment : rapport Hansenne). — Programmes spécifiques de mise au travail. — Femmes	Detiège (M ^{re})			»	300
Pensions	Derycke			»	303

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Voies et moyens (suite).					
Réponse du Ministre des Affaires sociales : Chômage et emploi. — Assurance invalidité. — Pensions et prépensions. — Assurance maladie	Dehaene, Min. Bossuyt			4-1/6 "	304 308
Réplique					
Continuation de la discussion générale : <i>Cellule économique.</i> Baisse du prix des articles énergétiques et ses incidences	Tasset			"	309
Chômage. — Inflation. — Expansion économique. — K.S. — Questions concrètes relatives à l'énergie nucléaire	De Batselier			"	311
Prix énergétiques et leurs effets sur notre économie. — Energie nucléaire. — Régionalisation des dépenses fiscales	Desacyere			"	313
Enquête	Dierickx			"	315
R.T.T., Postes et Chèques postaux	Baudson			"	"
Programmation des investissements publics	Detiège (M ^{me})			"	316
Amélioration du climat industriel et économique	Lenaerts			"	317
Politique énergétique, politique en matière d'investissements industriels et politique scientifique	Tomas			"	"
Prix. — Secteurs nationaux. — Entreprises. — Investissements portuaires. — Politique industrielle	Schiltz			"	320
Problème des mines de Campines	De Weirdt			"	322
Entreprises. — S.N.C.B.	Bossuyt			"	324
Régime fiscal particulier	Burgeon, W.			"	324
Comité de concertation	Maystadt, Min.			"	325
Construction	De Loor			"	"
Construction navale	Willockx			"	326
Chantiers Boel	Lenaerts			"	"
	Maystadt, Min.			"	"
	Willockx			"	"
	Happart			"	"
Agriculture					
Politique économique. — Construction navale. — Politique alternative. — Transports (T.G.V.)	Vogels (M ^{me})			"	328
Secteur des communications. — S.N.C.B.	Féaux			"	329
O.B.C.E.	Galle			"	332
Zones d'emploi. — Fonds de rénovation industrielle	Coëme			"	333
Communications. — Travaux publics	Van Elewycck			"	334
R.T.T. — Postes	Derycke			"	335
Réponses du Ministre des Affaires économiques : Prix. — Secteurs nationaux. — Aides octroyées aux entre- prises. — Zones d'emploi. — Energie	Maystadt, Min.			"	336
Continuation de la discussion générale : <i>Communautés et Régions.</i> Communautés et Régions : autonomie financière. — Enseigne- ment	Van Miert			"	343
Application des lois d'août 1980. — Val-Duchesse. — Pro- blèmes spécifiques	Biefnot			"	344
Logement. — Contractuels subventionnés. — Financement des Communautés et des Régions	Olivier, M.			"	349
Réforme de l'Etat	Schiltz			"	351
Financement des Communautés et des Régions	Galle			"	352
Région bruxelloise	Tomas			"	355
	Gol, Min.			"	356, 357
Lacunes du système institutionnel belge. — Région bruxel- loise	Clerfayt			"	"
Bruxelles	Diegenant			"	358
Réformes institutionnelles	Gol, Min.			"	"
	Schiltz			"	359
	Van Miert			"	"
Financement des Communautés et des Régions. — Secteurs nationaux	Moureaux			"	"
Bruxelles	Diegenant			"	361, 362
	Van Rompuy			"	361
Questions	Busquin			"	362
Communautés et Régions	Denys			"	"
Remarques	Defosset			"	363
Région bruxelloise	Simonet			"	"
Réponse du Ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles : Ristournes. — Logement. — Redevance radio-T.V. — Institu- tions bi-communautaires	Dehaene, Min.			"	364

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Voies et moyens (suite).					
Répliques	Moureaux			4-I/6	365
	Van Miert			»	»
	Clerfayt			»	»
				»	366
Discussion et votes des articles					
Votes :					
Les articles et l'ensemble du Budget des Voies et Moyens sont adoptés par 13 voix contre 10				»	370
Les articles et l'ensemble du Budget de la Dette publique sont adoptés par 13 voix contre 10				»	»
Annales :					
Discussion générale de ces projets et des interpellations jointes de MM. 1 ^{er} M. Harmegnies « sur les conséquences pour les villes et communes des accords de Val-Duchesse » et 2 ^e Désir « concernant les finances communales » :					
Dépôt tardif du budget	Président	53			1536
Situation inhabituelle (nouveau : discussion publique en commission, dépôt tardif). — Cadre de la discussion en commission : accord sur certains points, controverses sur d'autres points. — Chiffres. — Durée de la discussion	Diegenant	»			»
Objectifs majeurs de la politique budgétaire. — Plan de Val- Duchesse. — Estimation des recettes. — Discussion des dépenses par département. — Mécanisme des dépenses	Lenaerts	»			1538
Budget déposé tardivement et néanmoins bouclé dans la précipitation. — Erreurs grossières. — Chiffres trop opti- mistes. — Plan de Val-Duchesse. — Effets sociaux de la politique gouvernementale. — Mesures concernant les entreprises publiques. — Enseignement. — Atteintes pro- gressives à l'institution parlementaire	Van der Biest	»			1539
Rétablissement de la position concurrentielle (réalisé en 1982 ; conséquences). — Arrêt de la dégradation de l'emploi. — Limitation du déficit budgétaire et assainissement des finan- ces publiques. — Transparence et contrôle des finances de l'Etat. — Emballlement des charges d'intérêt	Dupré	»			1543
Dépôt tardif. — Charte du contribuable. — Discussion en commission. — Proposition du S.P. concernant la réforme des travaux budgétaires. — Piètres résultats de la politique de Martens V. — Manque de sérieux dans les calculs des économies (v. enseignement). — Plan de Val-Duchesse (âge de la pension, prépensions, menaces sur l'emploi). — Meilleur contexte pour l'assainissement mais diminution du pouvoir d'achat. — Loi fiscale : provocation. — Réactions. — Dévaluation de la concertation sociale. — Interview avec « Vrij Nederland ». — Alternative socialiste	Willockx	»			1545
Dépôt tardif des budgets. — L'austérité : prix à payer pour anciennes erreurs mais ayant donné des résultats. — Cir- constances favorables mais pas de relâche. — Hausse salariale en valeur réelle. — Le budget de 1986 : instrument transitoire. — Adhésion du groupe libéral	Petitjean	54			1552
Procédure suivie et rapports Gouvernement-Parlement. — Division interne de la coalition. — Budget partiellement fictif. — Positions politiques de la V.U. vis-à-vis des options essentiels de la politique gouvernementale. — Déficit budgétaire admissible. — Plan de Val-Duchesse. — La deuxième voie : promotion de l'accroissement économique et de l'emploi. — Rapport entre l'assainissement budgétaire et la fédéralisation. — Politique du « gaufrier ». — Politique néo-unitaire et antifédéraliste. — Election directe des Conseils. — Amendement	Schiltz	»			1554
Dépôt tardif : conséquence du fait que le budget a été traité à fond. — Budget pour 1987. — Norme budgétaire. — Oppo- sition socialiste : pas d'alternative concrète et cohérente. — Problème principal : l'emploi. — Réduction de la charge salariale indirecte. — Flexibilité du marché de l'emploi. — Allègement de la charge fiscale. — Enseignement. — Nouvelle politique industrielle. — Régionalisation	Denys	»			1562
Dépôt tardif du budget. — Plan d'économies : résultat d'une négociation et équilibré. — Efforts demandés par le plan d'assainissement du Gouvernement. — Méthodes de gestion budgétaire. — Augmentation des dépenses publiques. — Emploi (notamment les « statuts précaires »). — Enseigne- ment. — Val-Duchesse	Wauthy	»			1565

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commissi- ons		
BUDGETS (suite).					
Voies et moyens (suite).					
Plan bien élaboré du Gouvernement. — Mesures désagréables à l'égard des chômeurs. — Prise des décisions. — Style comptable. — Pas de vision de la société. — Institutions d'enseignement et organismes financiers. — Editorial de l'organe du K.W.B.	Dierickx	54			1568
Dette publique. — Plan de Val-Duchesse (aspects déflationnistes). — Politique budgétaire. — Fiscalité. — Zones d'emploi. — Sociétés multinationales. — Epargne-pension. — Inégalités supplémentaires. — Victimes de la guerre	Coëme	"			1570
Emploi et chômage. — Analyse du chômage structurel. — Evolution inquiétante. — Rapport entre le coût du travail et le coût du capital. — Degré de scolarité. — Programmes spécifiques d'emploi. — Concertation sociale	Olivier, M.	"			1574
Opération choc. — Pas de véritable contribution ni des banques ni des investisseurs institutionnels. — Accroissement de la pauvreté. — Clarification du processus politique. — Schéma libéral. — Possibilité d'une politique d'assainissement. — Questions et remarques	De Batselier	"			1576
Dépôt tardif. — Chômage. — Dette publique (facteurs de son accroissement). — Suggestions au Gouvernement (négociations avec les banques, emprunt indexé)	Daras	"			1578
Organisation et rythme de travail absurdes. — Accroissement des privilèges. — Relance. — Emploi et chômage. — Fraude fiscale. — Déséquilibre entre les Régions. — Gaspillages et contradictions	Burgeon, W.	"			1580
Problèmes de la sécurité sociale (évolution financière et financement). — Emploi. — Opération Maribel	De Roo	"			1582
Questions restées sans réponse. — Emploi des jeunes. — Rapport Hansenne. — Concertation sociale	Vandenbroucke	"			1583, 1585
Concertation sociale	Martens, Min.	"			1584
	De Roo	"			1585
Programmes d'emploi. — Economies dans le domaine des charges d'intérêt de la dette publique. — Le Gouvernement et les banques. — Constatations	Vandenbroucke	"			1586
Politique économique sans véritable fondement (exemple : aide des pouvoirs publics au secteur de la construction navale). — Politique en matière de transports : économies à brève échéance. — T.G.V. — Atteintes au travail parlementaire. — Minimex. — Statistique des causes de décès. — Rétablissement des valeurs anciennes	Vogels (M ^{me})	"			1588
Educational nationale (dépenses). — Chiffres contradictoires. — Chiffres communiqués par l'inspection des finances	Ylieff	"			1590
Situation financière de la Région flamande. — Sécurité juridique. — Dotations et ristournes. — Situation conflictuelle	Verhaegen	"			1592
Sort des communes bruxelloises. — Efforts récents réalisés par les communes. — Restrictions imposées. — Diminution des possibilités financières des communes. — Fusion des communes bruxelloises. — Discours de M. Tobback	Désir	"			1593, 1600
Diminution du Fonds des communes. — Résultats du conclave de Val-Duchesse. — Informatisation des services publics	Harmegnies, M.	"			1595
Bicaméralisme. — Priorité des assainissements budgétaires. — Brutalité de l'action d'assainissement (carcan des 195 milliards). — Manière d'affronter la crise (défauts). — Pression fiscale (prix de l'essence). — Croissance et investissements. — Surestimation des recettes fiscales. — Droits de succession pour Bruxelles (conditions à remplir). — Paille institutionnelle	Clerfayt	"			1596
Fonds des communes. — Contractuels subsidiés. — Région bruxelloise (droits de succession). — Informatique	Nothomb, Min.	"			1599, 1600
Financement des Communautés et des Régions. — Libération des droits de succession en faveur du budget de la Région bruxelloise. — Négociation générale souhaitée	Moureaux	55			1605
Charge de la dette. — Budget de transition. — Critique des positions du S.P. — Assainissement du budget et emploi. — Flandre et Wallonie. — Bruxelles (garanties pour les Flamands)	Van Rompuy	"			1607
Atteintes dont sont victimes l'ensemble des travailleurs et des allocataires sociaux. — Augmentation de la charge fiscale. — Pensions. — Chômage. — Privatisation. — Epargne-pension. — Avantages fiscaux supplémentaires	Perdieu	"			1608

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Voies et moyens (suite).					
Statut de la Région bruxelloise et financement de celle-ci. — Plans d'assainissement financier rigoureux : démantèlement du personnel et des services communaux. — Restructuration des communes	Winkel	55			1611
Estimation globale. — Recettes. — Dépenses. — Contrôle budgétaire. — Communautarisation	Busquin	"			1612
Depuis les élections : un grand conclave interminable. — Inertie politique. — Façon de travailler du Parlement. — Augmentation de la pression fiscale et parafiscale. — Inventarisation des dépenses fiscales. — Paiement double par une partie de la population. — Impôt des sociétés. — Prix des produits pétroliers. — Sauts d'index. — Mise à contribution des institutions financières. — Investissements dans les ports d'Anvers et de Gand. — Prépensionnés. — Alternatives	Colla	"			1613
Transformation et évolution du régime parlementaire. — Avis des économistes. — Evolution du modèle familial. — Enseignement. — Droits de succession dus à Bruxelles. — Accords Egmont et Stuyvenberg. — Bruxelles	Spaak M ^{me})	"			1618
Enseignement (secondaire, rénové). — Crédit d'heures. — Amélioration du système (exemples). — Elitisme	Neven	56			1621
Problèmes de la fonction publique. — Atteintes structurelles aux traitements, aux avantages sociaux et aux régimes des pensions. — Démotivation et découragement. — Contrats de progrès. — Contrôle médical. — R.T.T. — Postes. — S.N.C.B.	Derycke	"			1623
Enseignement. — Confusion au sujet du début de l'année scolaire 1986-1987. — Questions. — Façon de procéder à des économies. — Transport des élèves. — Enseignement pédagogique supérieur. — Decloisonnement idéologique. — Communautarisation de l'enseignement	Baldewijns	"			1625
Communes (évolution). — Finances (aspect du plan gouvernemental). — Enseignement. — C.P.A.S. — Hôpitaux. — Crédit communal. — Privatisation des institutions publiques de crédit. — Rapports entre les citoyens et l'administration	Walry	"			1628
Problèmes de l'enseignement : économies dans ce secteur (notamment en matière de personnel). — Enseignement pluraliste. — Communautarisation de l'enseignement	Moors	"			1630
Libération des droits de succession en faveur de la Région bruxelloise	Simonet	"			1632
Pluralisme positif. — Manque de crédibilité du Parlement. — Questions. — Pensions. — Situation de crise démographique. — Sécurité. — Considérations générales. — Formation d'un Etat flamand et d'un Etat wallon	Anciaux	"			"
Injustice de l'opération d'assainissement. — Nouvelle pauvreté (indice). — Demandes d'obtention du minimex. — A.R. n° 244. — Plan de Val-Duchesse : frappe les pauvres. — Prix des produits pétroliers	De Weirdt	"			1635
Secteur de l'enseignement : situation chaotique. — Cloisonnement idéologique très coûteux (p.ex. le transport des élèves). — Enseignement pluraliste. — Enseignement technique et enseignement professionnel. — Formation technologique de pointe. — Aspects humains et culturels à mettre en valeur. — Enseignants : liquidation massive d'emplois	Van Durme	"			1636
Secteur des soins de santé. — Evolution et politique rénovée. — Rationalisation en matière du nombre de lits d'hôpital. — Médecine de première ligne. — Hôpitaux universitaires (notamment l'A.Z. à Gand)	Van Hecke	"			1638
Saccage de la sécurité sociale. — Emploi. — Mesures contre le « social », protection du capital. — Femmes. — Pensions. — Mesures contre la santé de la population. — Considérations	Gondry	"			1640
Fonds des communes. — Effets négatifs du plan de Val-Duchesse pour les communes. — Crédits pour des travaux dans les ports d'Anvers et de Gand. — L'A.Z. à Gand (situation, causes)	Temmerman	"			1642
Inaction gouvernementale (citations d'articles parus dans la presse). — Manque de concertation avec les Régions et les Communautés. — Publicité commerciale à la R.T.B.F.	Mottard	"			1644

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
BUDGETS (suite).					
Voies et moyens (suite).					
Droits de succession revenant à la Région bruxelloise (notamment les conditions de libération).....	Goor (M ^{me}).....	56			1646
Secteur de la construction (évolution inquiétante). — Construction d'habitations (sociales). — Mesures d'encouragement. — Investissements publics.....	De Loor.....	»			1647
Commandes publiques au sens large du terme. — Commission d'orientation des commandes publiques. — Questions. — Effets du relachement des pouvoirs publics. — Financements alternatifs. — Budget idéologique.....	Anselme.....	»			1649
Chiffres significatifs. — Questions sur les méthodes de travail budgétaire. — Consolidation de la dette publique. — Droits de succession pour la Région bruxelloise.....	Defosset.....	»			1650
« Budget rétréci ». — Défense de la politique menée. — Considérations d'ordre général. — Politique en matière d'enseignement.....	Diegenant.....	»			1652
Dépôt tardif du budget (raisons). — Budget de transition. — Dérogations possibles d'ordre technique au plan de Val-Duchesse. — Budget réaliste (recettes, dépenses). — Réponse à certaines critiques et questions.....	Verhofstadt, Min.	»			1653
Budget des Voies et Moyens : résultat d'un long processus. — Opération d'assainissement sans précédent. — Pas de mesures linéaires. — Compétitivité de notre économie. — Emploi. — Réponse à diverses questions et remarques (concernant notamment les droits de succession pour Bruxelles, l'enseignement et l'A.Z. à Gand).....	Martens, Min.	»			1658
Discussion des articles (budget des Voies et Moyens) : Article 1 ^{er} :					
Remarques et critiques diverses.....	Van der Biest.....	»			1662
	Tobback.....	»			1663
	Gabriels.....	»			1665
	Dierickx.....	»			1666
	Clerfayt.....	»			1668
		»			1669
L'article 1 ^{er} et les amendements sont réservés.....		»			»
Les articles 2 à 4 sont adoptés.....		»			»
L'article 5 et les amendements sont réservés.....		»			1670
Les articles 6 et 7 sont adoptés.....		»			»
L'article 6bis (nouveau) (amendement) est réservé.....		»			»
Les articles du Budget de la Dette publique sont adoptés.....		»			»
Vote des articles réservés :					
Les articles réservés à l'exception de l'article 6bis (nouveau) (amendement) sont adoptés.....		»			1671
Raisons d'abstention.....	Gabriels.....	»			»
	Moureaux.....	»			1673
Le Budget des Voies et Moyens et le Budget de la Dette publique sont adoptés par 113 voix contre 83 et 1 abstention et transmis au Sénat.....		»			1673
CATASTROPHES ET ACCIDENTS.					
Proposition de loi réglant le fonctionnement de l'A.S.B.L. « Fonds National Rescue » F.N.R. (Doc. n° 87/1.).....	Lestienne et cs.....				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....		15			396
Interpellation de M. Coëme à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la non-reconnaissance de la tempête du 14 juillet 1985 comme calamité publique.....	Coëme.....	40			1172
Demande d'interpellation.....					
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Non-intervention du Fonds des Calamités. — Avis de l'Institut Royal de Météorologie.....	»		C 67		2
Caractère exceptionnel et imprévisible de l'événement. — Jurisprudence du département. — Relèvement des montants.....	Nothomb, Min.		»		»
Réplique.....	Coëme.....		»		3

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
CATASTROPHES ET ACCIDENTS (suite).					
Interpellation de M ^{me} Merckx à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les inondations et leur prévention dans diverses communes situées entre Bruxelles et la région de Louvain qui ont subi à plusieurs reprises les effets de violents orages.					
Demande d'interpellation	Merckx (M ^{me})	49			1429
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Inondations dans la région de Bruxelles et de Louvain. — Commission de coordination pour l'étude des problèmes concernant l'eau. — Reconnaissance de la région comme zone de calamité	"		C 67		5
Situation dans la Vallée de la Woluwe. — Création d'un bassin d'orage	Désir		"		"
Considérations. — Reconnaissance comme zone de calamité	Vanhorenbeek		"		6
Qualification comme calamité naturelle. — Effet négatif des remaniements parcellaires	Tobback		"		"
Situation dans la région de la Senne (Soignies)	Jérôme		"		7
Reconnaissance comme zone de calamité. — Travaux d'infrastructure	Neyts (M ^{me})		"		"
Réponse aux différentes remarques	Nothomb, Min.		"		8
Répliques	Merckx (M ^{me})		"		9
	Tobback		"		"
	Vanhorenbeek		"		10
	Désir		"		"
Protection civile.					
Proposition de loi relative à la traduction des rapports des Services de Protection incendie et de protection civile. (Doc. n° 432/I.)	Happart				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		34			996
Secours et subsides.					
Projet de loi modifiant l'article 35, § 1 ^{er} , de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles. (Doc. n° 445/I.) — Farde.					
Rapport :	Bosmans	32			919
Réunion de la Commission de l'Infrastructure.					
Dommages causés par des calamités naturelles. — Mode de financement. — Dommages aux bâtiments publics	Olivier, Min.			445/3	1
Dommages aux routes du domaine public	Vankeirsbilck			"	2
Implications financières vis-à-vis du Fonds des Calamités. — Amendement : dommages aux biens des Régions et Communautés	Baudson			"	"
Votes :					
L'article 1 ^{er} , tel qu'amendé par l'amendement de M. Baudson, est adopté à l'unanimité, ainsi que l'article 2 et l'ensemble du projet de loi				"	"
Annales :					
Discussion générale :					
Corrections du texte	Président	32			927
Adoption des articles		"			"
L'ensemble du projet est adopté par 163 voix contre 1 et 7 abstentions		34			981
Le projet est transmis au Sénat		"			"
Question de M. Depré à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les inondations dans le Brabant flamand		47			1335
Réponse	Nothomb, Min.	"			1336

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
CHAMBRES LEGISLATIVES.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Sauwens	9			183
Interpellation de M. Tobback à M. le Premier Ministre sur l'incapacité du Gouvernement de déposer le budget des Voies et Moyens pour 1986 au Parlement.					
Discussion	Tobback	34			983
	Van der Biest	»			985
	Schiltz	»			992
Projet de loi sur le prélèvement et la transplantation d'organes.					
Discussion générale	Van den Bossche	42			1208
	Demeester (M ^{me}), S. Et.	43			1226
Discussion des articles	Hancké	»			1229
Projet de loi portant des dispositions fiscales.					
Constitution d'une commission spéciale	Van der Biest	48			1374
	Schiltz	»			1376
Compétence.					
<i>Enquêtes parlementaires.</i>					
Proposition visant à instituer une commission chargée d'enquêter sur les carences constatées dans la lutte contre le terrorisme et le banditisme. (Doc. n° 34/1.)	Van den Bossche				
Prise en considération et renvoi à une Commission spéciale		12			313
Demande d'examen d'urgence		»			311
L'urgence n'est pas adoptée		»			319
Renvoi à la Commission de la Justice		13			345
Proposition instituant une Commission d'enquête chargée d'exami- ner les raisons pour lesquelles les enquêtes concernant les actes terroristes et les actes « de grand banditisme » n'ont donné aucun résultat tangible. (Doc. n° 38/1.)	Winkel				
Prise en considération et renvoi à une Commission spéciale		12			314
Demande d'examen d'urgence		»			311
L'urgence n'est pas adoptée		»			319
Renvoi à la Commission de la Justice		13			345
Proposition de loi portant des mesures tendant à promouvoir l'exercice du droit d'enquête parlementaire. (Doc. n° 172/ 1.)	De Beul				
Prise en considération et renvoi à la Commission spéciale du Règlement et de la Réforme du travail parlementaire		17			440
Interpellation de M. Hancké sur l'impact de l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983 sur le redressement des finances publi- ques.					
Discussion	Hancké		C 46		17
Proposition visant à instituer une commission d'enquête chargée d'étudier les causes et les conséquences de la pauvreté en Belgique ainsi que les moyens de la combattre. (Doc. n° 420/1.)	»				
Prise en considération et renvoi aux Commissions réunies de l'Emploi et de la Politique sociale et de la Justice		34			996
Proposition instaurant une commission d'enquête chargée d'évaluer les dispositions relatives à la sécurité dans les centrales nucléaires et les mesures de protection et d'information de la population vis-à-vis des radiations ionisantes. (Doc. n° 499/1.)	Winkel				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Energie		47			1367
Proposition visant à instituer une commission d'enquête chargée de l'évaluation économique, financière, fiscale et déontologi- que de la participation de la Société nationale d'investisse- ment dans le dossier Anbema. (Doc. n° 547/1.)	De Batselier				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		51			1480
Proposition instituant une commission d'enquête chargée d'exami- ner l'organisation, les méthodes et les moyens mis en œuvre par l'Inspection Spéciale des Impôts dans le dépistage de la fraude fiscale. (Doc. n° 565/1.)	Hendrick				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		59			1772

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
CHAMBRES LEGISLATIVES (suite).					
Compétence (suite).					
Motion.					
Interpellation de M. Van den Brande sur la politique du commerce extérieur.					
Motion d'ordre :					
Demande de réponse sur les questions posées lors de l'interpellation	Van den Brande		C 38		14
Droit de l'Exécutif de fixer l'ordre de réponse à un interpellateur et à des interpellateurs adjoints	Président		»		»
Référence à l'application stricte du Règlement	Knoops, S.Et.		»		»
Interpellation de M. Chevalier sur les armes chimiques.	Président		»		»
Un amendement à l'ordre du jour pur et simple est déposé par MM. le Hardy de Beaulieu, du Monceau de Bergendal et Poswick		44			1255
La priorité est accordée à la motion amendée par 103 voix contre 80 et l'abstention		»			1257
Interpellation de M. Tobback à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la suite qu'il entend réserver à l'ordre du jour que la Chambre a adoptée au sujet des armes chimiques.					
Demande d'interpellation	Tobback	»			1276
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion :					
Conséquences de la motion votée à la Chambre en matière d'armes chimiques sur la position du Gouvernement	»		C 57		2
Prépondérance conventionnelle et nucléaire de l'Union soviétique. — Protection insuffisante des troupes de l'O.T.A.N. — Notion « temps de crise ». — Portée de l'article 68 de la Constitution. — Action du Ministre des Affaires étrangères auprès de la Conférence N.U. à Genève	Van Wambeke		»		3
Aspects constitutionnels du problème. — Prérogatives de l'Exécutif en matière de la sécurité extérieure du pays. — Incidence des traités internationaux. — Protocol de Genève de 1925. — Réactions des partenaires de l'O.T.A.N. sur les intentions américaines de modernisation des armes chimiques. — Caractéristiques de la motion du 4 juin 1986. — Portée de l'arrêté ministériel du 20 juin 1984 imposant une autorisation d'exportation pour certains biens. — Initiatives belges tendant à une interdiction mondiale d'armes chimiques. — Travaux de la Conférence sur le désarmement à Genève	Martens, Min.		»		4
Notion « en temps de crise ». — Pas de modification de la position gouvernementale. — Point de vue du Ministre américain Perle. — Equipement avec des armes chimiques de troupes américaines sur le territoire européen. — Nécessité d'une solution légale. — Arrangements secrets	Tobback		»		6
Modalités de communication aux alliés	Uyttendaele		»		8
Concordance entre les points de vue du Gouvernement et de la majorité parlementaire. — Surarmement des pays du Pacte de Varsovie	De Decker		»		»
Déclarations avant le vote	Tobback	51			1495
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 65	Uyttendaele	»			»
Raison d'abstention	Anciaux	»			»
Interpellation de M. De Batselier sur les options politiques qui ont été prises dans le cadre des accords de Val-Duchesse en matière de recherche scientifique.	Tobback	»			1496
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Motion d'ordre	De Batselier		C 65		15
	Bril, S.Et.		»		»
	Président		»		»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
CHAMBRES LEGISLATIVES (suite).					
Compétence (suite).					
Questions parlementaires.					
Question de M. Schiltz à M. le Premier Ministre sur les déclarations fallacieuses du Premier Ministre concernant les compensations pour les achats de l'armée.					
Procédure du « question time » au Parlement anglais.....	Tobback	17			429
	Président	»			»
Questions orales :					
Irrecevabilité de la question de M. Dejardin « sur l'état d'information du Gouvernement belge quant à l'opération qui a eu lieu en Libye ».....	Van der Biest	30			791
	Président	»			»
Composition.					
Bureau.					
Nomination du bureau définitif.					
Ajournement	Poswick	1			1
	Baert	»			»
	Van der Biest	»			»
	Tobback	»			»
	Président	»			»
Rappel de la composition du bureau sortant		2			15
Rappel de la procédure de nomination des membres du bureau		»			»
Nomination du Président :					
Indépendance du Pouvoir législatif. — Caractère inacceptable d'une liaison de la nomination du bureau définitif à la formation du Gouvernement	Van der Biest	»			16
	Tobback	»			»
	Deleuze	»			»
M. Defraigne est proclamé président de la Chambre des Représentants		»			»
Nomination du premier vice-président :					
M. Temmerman est proclamé premier vice-président de la Chambre des Représentants		»			»
Nomination du deuxième vice-président :					
M. R. Peeters est proclamé deuxième vice-président de la Chambre des Représentants		»			»
Nomination des vice-présidents :					
MM. Baudson, Vankeirsbilck et J. Michel sont proclamés vice-présidents de la Chambre des Représentants		»			»
Nomination des secrétaires :					
Election du bureau. — Application du système Dhondt. — Exclusion de la V.U. et d'Ecolo-Agalev	Gabriels.....	»			17
	Deleuze	»			»
	Van den Brande	»			»
Résultat du scrutin :					
MM. Baldewijns, Bossuyt, Bourgeois, Dewael, Ducarme, Gondry, Liénard et M ^{me} Smet sont proclamés secrétaires de la Chambre des Représentants		»			»
Démission et remplacement de secrétaires de la Chambre.					
Nomination de MM. De Decker, Verberckmoes et de M ^{le} Hanquet en qualité de secrétaires de la Chambre des Représentants en remplacement de MM. Ducarme, Dewael et Liénard, démissionnaires		7			101
Démission et nomination d'un secrétaire de la Chambre.					
Nomination de M. Breyne en qualité de secrétaire de la Chambre des Représentants en remplacement de M ^{me} Smet, démissionnaire.....		10			247
Commissions permanentes.					
Composition des commissions permanentes :					
Ajournement de la composition des commissions permanentes et reconduction provisoire de la Commission des Naturalisations telle qu'elle l'était sous la législature précédente	Président	2			20
	Tobback	»			»
	Van den Brande	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
CHAMBRES LEGISLATIVES (suite).					
Composition (suite).					
<i>Commissions permanentes (suite).</i>					
Composition des commissions permanentes.....	.....	9			181, 241
Composition des commissions permanentes (représentation des groupes P.R.L. et V.U.) .....	.....	17			420
Modifications dans la composition des commissions.....	.....	30, 31 33, 57			789, 849, 911, 962, 1682
Interpellations de MM. Dierickx, Simonet, Urbain et Tobback sur l'intervention militaire des Etats-Unis contre la Libye.					
Discussion	Van Wambeke	31			892
Interpellation de M. Pepermans sur la position que la Belgique adoptera à l'Assemblée générale des Nations Unies de septembre 1986, au sujet de la deuxième conférence sur la révision du traité de 1972 relatif aux armes biologiques et toxiques.					
Discussion	Tindemans, Min.		C 62		39
<i>Commissions spéciales.</i>					
Proposition de formation de Commissions spéciales : a) chargée d'examiner le projet de loi attribuant des pouvoirs spéciaux; b) chargée notamment de l'examen du projet de loi modi- fiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales; c) chargée de l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation et à l'adoption .....	.....	12			305
Compositions des Commissions b) et c) .....	.....	13			349
Commission ad hoc chargée d'examiner deux arrêts de la Cour de Cassation cassant des arrêts de la Cour des comptes relatifs à la responsabilité de comptables publics.					
Composition de la commission .....	.....	"			349, 350
Commission spéciale chargée de l'examen des propositions de loi qui concernent les relations entre les citoyens et l'adminis- tration.					
Composition de la commission .....	.....	34			967
Commission spéciale chargée de l'examen des problèmes posés par l'énergie nucléaire.					
Proposition de constitution d'une commission spéciale .....	.....	45			1283
Composition .....	.....	52			1510
Projet de loi portant des dispositions fiscales.					
Constitution d'une commission spéciale	Président	48			1374
	Van der Biest	"			"
	Tobback	"			1375
	Van den Brande	"			"
Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi portant des dispositions fiscales.					
Composition .....	.....	51			1481
<i>Groupes.</i>					
Adhésion de M. Nols au groupe P.R.L. ....	.....	13			342
Groupe Ecolo-Agalev.					
Retrait de M. Jacques Preumont comme membre du groupe Ecolo-Agalev. Il siègera dorénavant comme indépendant .....	.....	63			1959
<i>Questeurs.</i>					
Nomination des questeurs.					
Nomination des secrétaires. — Application du système Dhondt. — Exclusion de la V.U. et d'Ecolo-Agalev	Gabriels.....	2			18
	Deleuze	"			19
	De Beul	"			"
	Président	"			"
Résultat du scrutin : MM. Delhayé, Denison, M ^{re} Detaille, MM. Devolder, Dhoore, Dupré, le Hardy de Beaulieu et Vanvelthoven sont proclamés Questeurs de la Chambre des Représentants .....	.....	"			20

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
CHAMBRES LEGISLATIVES (suite).					
Composition (suite).					
<i>Questeurs (suite).</i>					
Démission et élection de questeurs. Nomination de MM. Klein et Vreven en qualité de questeurs en remplacement de M ^{re} Detaille et de M. Devolder, démis- sionnaires.....	.....	4			33
<i>Sections permanentes.</i>					
Composition des six sections permanentes.....	.....	12			304
Journaliste parlementaire.					
Annonce du décès de M. Jacques Van Hoorebeke, journaliste parlementaire accrédité à la Chambre. Eloge funèbre.....	Président	57	^		1681
Membres.					
Proposition de loi relative aux modalités de paiement de l'indemnité parlementaire. (Doc. n° 467/1.)	Michel, L.				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des Conflits et des Réformes institutionnelles .....	.....	44			1276
Membres.					
Souhaits de bon anniversaire à un membre .....	.....	62			1949
Décès.					
Annonce du décès de M. Edmond Rigo, ancien représentant de l'arrondissement de Liège. Eloge funèbre.....	Président	2			18
	Martens, Min.	»			»
Annonce du décès de MM. Lucien Radoux et Armand Moock, anciens membres de la Chambre des Représentants. Eloge funèbre.....	Président	15			399
	Gol, Min.	»			400
Annonce du décès de M ^{re} Boniface-Delobe, ancien représentant de l'arrondissement de Nivelles .....	.....	21			525
Annonce du décès de M. Arthur De Sweemer, ancien représentant de l'arrondissement Gand-Eeklo .....	.....	30			788
Annonce du décès de M. Marcel Collart, ancien représentant de l'arrondissement de Soignies .....	.....	47			1335
Annonce du décès de M. Hubert de Groote, ancien représentant de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende; de M. Mar- tin Boutet, ancien représentant de l'arrondissement de Verviers et de M. Jos Posson, ancien représentant de l'arrondissement d'Anvers .....	.....	48			1372
Annonce du décès de M. Louis Rombaut, ancien représentant de l'arrondissement d'Anvers .....	.....	60			1776
Annonce du décès de M. Jean Bonn, ancien représentant de l'arrondissement de Bruxelles .....	.....	61			1793
Démission.					
Démission de M. Olivier Deleuze, représentant de l'arrondissement de Bruxelles.....	.....	30			789
Faits personnels.					
Interpellation de M. Tobback à M. le Premier Ministre sur le fait que le budget des Voies et Moyens pour 1986 n'a toujours pas été déposé. Faits personnels : Accusation de falsification du rapport de la Commission (projet de loi concernant les crédits provisoires)	Van den Brande	29			775
	Tobback	»			»
	Président	»			»
	Schiltz	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
CHAMBRES LEGISLATIVES (suite).					
Membres (suite).					
Faits personnels (suite).					
Interpellation de M. Tobback à M. le Premier Ministre sur l'incapacité du Gouvernement de déposer le budget des Voies et Moyens pour 1986 au Parlement.					
Fait personnel :					
Propos de M. Tobback concernant l'affaire Kirschen	Gol, Min.	34			991
Affaire Kirschen	Tobback	»			»
Mandat.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van den Brande	4			41
Proposition de loi visant à renforcer l'éthique parlementaire par la publication annuelle de la liste des mandats, fonctions ou professions exercés en Belgique ou à l'étranger par les Ministres, les membres du Parlement national, les députés permanents et conseillers provinciaux, les bourgmestres et les échevins. (Doc. n° 268/1.)	du Monceau de Bergendal & Tilquin				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique .....	.....	21			528
Proposition de loi établissant un inventaire des mandats publics et privés détenus par les membres des Chambres législatives. (Doc. n° 468/1.)	Michel, L.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique .....	.....	44			1276
Poursuites.					
Poursuites à charge d'un membre de la Chambre des Représentants (M. Anciaux). (Doc. n° 265/1.)					
Conformément à l'article 93 du règlement, le dossier est renvoyé à la Commission des Poursuites .....	.....	10			248
Rapport	Van de Velde	17			436
Les conclusions de la commission sont adoptées .....	.....	»			»
Poursuites à charge d'un membre de la Chambre des Représentants (M. De Weirdt). (Doc. n° 581/1.)					
Rapport	»	60			1787
Les conclusions de la commission sont adoptées à l'unanimité .....	.....	»			»
Prestations de serment.					
Prestation de serment des membres absents à la séance du 31 octobre	Simonet	2			15
Prestation de serment de membres excusés lors de la séance du 31 octobre	Van Renterghem	3			28
Vérification des pouvoirs.					
Répartition des procès-verbaux des élections législatives du 13 octobre 1985 entre six commissions de sept membres chacune, désignés par la voie du sort, chargées de la vérification des pouvoirs des membres élus .....	.....	1			4
Réclamations .....	.....	»			5
Tirage au sort des six commissions chargées de procéder à la vérification des pouvoirs .....	.....	»			»
Rapports des commissions de vérification des pouvoirs :					
Provinces d'Anvers et de Limbourg :					
Rapport	Kempinaire	»			»
Les membres effectifs prêtent le serment constitutionnel .....	.....	»			6
Nomination des membres suppléants élus dont l'admission est proposée en cette qualité .....	.....	»			»
Province de Brabant :					
Rapport	Tant	»			»
Les membres effectifs, à l'exception de M. Simonet, prêtent le serment constitutionnel .....	.....	»			7

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
CHAMBRES LEGISLATIVES (suite).					
Membres (suite).					
Vérification des pouvoirs (suite).					
Nomination des membres suppléants élus dont l'admission est proposée en cette qualité et ajournement des membres suppléants qui n'ont pas, à ce jour, justifié des conditions d'éligibilité		1			7
Provinces de Luxembourg et de Flandre occidentale :					
Rapport	Derycke	»			»
Les membres effectifs prêtent le serment constitutionnel		»			8
Nomination des membres suppléants élus dont l'admission est proposée en cette qualité et ajournement des membres suppléants qui n'ont pas, à ce jour, justifié des conditions d'éligibilité		»			»
Province de Hainaut :					
Rapport	Burgeon	1			»
Les membres effectifs prêtent le serment constitutionnel		»			9
Nomination des membres suppléants élus dont l'admission est proposée en cette qualité et ajournement des membres suppléants qui n'ont pas, à ce jour, justifié des conditions d'éligibilité		»			»
Province de Flandre occidentale :					
Rapport	Bourgeois	»			»
Les membres effectifs, à l'exception de M. Van Renterghem, prêtent le serment constitutionnel		»			10
Nomination des membres suppléants élus dont l'admission est proposée en cette qualité et ajournement des membres suppléants qui n'ont pas, à ce jour, justifié des conditions d'éligibilité		»			»
Provinces de Namur et de Liège :					
Rapport	Walry	»			»
Les membres effectifs prêtent le serment constitutionnel		»			11
Nomination des membres suppléants élus dont l'admission est proposée en cette qualité et ajournement des membres suppléants qui n'ont pas, à ce jour, justifié des conditions d'éligibilité		»			»
Vérification des pouvoirs des membres suppléants dont l'admission a été ajournée		2			15
Vérification des pouvoirs de quatre membres suppléants dont l'admission avait été ajournée		11			279
Rapport complémentaire de la 6 ^e Commission de Vérification des pouvoirs		15			386
Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Jacques Preumont, suppléant de M. Deleuze, démissionnaire		30			789
M. Preumont est nommé membre de la Chambre des Représentants et prête le serment constitutionnel		»			»
Personnel.					
Greffier.					
Mise à la retraite de M. Ph. Deneulin, greffier de la Chambre.					
Hommage	Président	12			316
Hommage.					
Mise à la retraite de M. E. Eemans, directeur du Compte rendu analytique (F.), M. R. Huart, directeur du Service d'Etude et de Documentation et de M ^{re} G. Vermaelen, premier sténographe bilingue.					
Hommage	»	»			318
Règlement.					
Proposition de modification de l'article 1 ^{er} du Règlement de la Chambre. (Doc. n° 63/1.)	Diegenant				
Prise en considération et renvoi à la Commission spéciale du Règlement et de la Réforme du travail parlementaire		12			315
Proposition de modification de l'article 69 du Règlement de la Chambre des Représentants. (Doc. n° 277/1.)	Wauthy, Van den Brande, Kubla & Beysen				
Prise en considération et renvoi à la Commission spéciale du Règlement et de la Réforme du travail parlementaire		21			529

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
CHAMBRES LEGISLATIVES (suite).					
Règlement (suite).					
Proposition de modification de l'article 65 du Règlement de la Chambre des Représentants. (Doc. n° 350/1.)	Beysen & Kubla				
Prise en considération et renvoi à la Commission spéciale du Règlement et de la Réforme du travail parlementaire		30			849
Rappel au règlement.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van der Biest	9			193, 194
	Président	»			»
Question de M. Busquin à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'octroi par la S.N.C.I. d'une ligne de crédit de 2,5 mil- liards à la société K.S.					
Rappel au règlement :					
Dépôt de questions orales et d'interpellations sur le même sujet	Gabriels	31			867
	Président	»			»
Interpellation de M. Chevalier sur les armes chimiques.					
Rappel au règlement :					
Priorité demandée pour la motion amendée	Van den Brande	44			1255
Procédure inhabituelle	Tobback	»			1256
Priorité	»	»			1257
	Van den Brande	»			»
	Anciaux	»			»
	Van der Biest	»			»
Travaux parlementaires.					
Transmission des vœux de Sa Majesté le Roi pour le succès des travaux de l'assemblée		3			26
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van den Brande	4			41
	Eerdekens	8			172
	Martens, Min.	9			188
	Schiltz	»			218
Procédure législative — Amendement.					
Projet de loi portant des dispositions fiscales.					
Vote des articles réservés :					
Procédure du vote des amendements	Baert	62			1927
	Président	»			»
Procédure parlementaire.					
Interpellation de M. Laridon sur la décision du Ministre de transférer la « Rijksmiddleschool III » de Kortrijk-Wevel- gem dans les bâtiments du « Koninklijk Technisch Athe- neum » de Heule.					
Procédure parlementaire :					
Objet de l'interpellation	Président		C 10		4
	Laridon		»		»
	Baldewijns		»		»
	Coens, Min.		»		5
Demandes d'avis au Conseil d'Etat pour des propositions de loi (report de la prise en considération)	Anciaux	30			798
	Président	»			»
Procédure parlementaire — Ajournement.					
Ajournement de la Chambre et vœux de vacances	»	62			1955
	Martens, Min.	»			»
	Wauthy	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
CHAMBRES LEGISLATIVES (suite).					
Travaux parlementaires (suite).					
<i>Procédure parlementaire — Dissolution.</i>					
Projet de loi portant diverses dérogations à l'article 1 ^{er} de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés. (Doc. n° 245/I.) — Farde.					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission de la Justice		17			418
<i>Rapport</i> :	Poswick	"			419
Réimpression de propositions de loi	Brisart			245/2	1
Les articles et l'ensemble du projet sont adoptés à l'unanimité				"	2
<i>Annales</i> :					
Pas de discussion générale.					
Adoption des articles		"			434
L'ensemble du projet est adopté par 170 voix contre 1 et 1 abstention		"			448
Le projet est soumis à la sanction royale		"			"
<i>Procédure parlementaire — Hommage.</i>					
Hommage de la Chambre à M. P. Vanden Boeynants à l'occasion de ses trente-cinq années de mandat parlementaire, à M ^{lle} G. Devos et à MM. L. Kelchtermans, L. Tindemans, J. Michel, A. d'Alcantara, G. Mundeleer, F. Colla, L. Remacle, L. Olivier, Ch. Poswick, L. Defosset, R. Peeters, G. Sprockeels, H. Schiltz, J. Defraigne et V. Anciaux, qui comptent plus de vingt années de mandat parlementaire.					
Télégramme d'hommage de S.M. le Roi		16			407
Télégramme du Sénat		"			"
Allocution de M. Temmerman, président	Président	"			"
	Martens, Min.	"			412
	Vanden Boeynants	"			"
<i>Procédure parlementaire — Ordre des travaux.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van den Brande	9			182
	Claes	"			"
	Wauthy	"			"
	Gabriels	"			"
	Van der Biest	"			"
	Beysen	"			"
	Burgeon, W.	"			"
	Tobback	"			194
	Van den Brande	"			"
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
<i>Rapport</i> :					
Ordre des travaux	Tobback			68/4	2
	Busquin			"	"
	Coëme			"	"
	Verhofstadt, Min.			"	"
	Michel, J.			"	"
	Wauthy			"	"
	Dupré			"	"
	Burgeon, W.			"	"
	Petitjean			"	3
<i>Annales</i> :					
Ordre des travaux	Wauthy	10			252
Ordre des travaux :					
Demande d'inscription d'interpellations à l'ordre du jour	Tobback	"			"
	Van den Brande	"			"
	Président	"			"
Interpellation de M. Caudron à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la décision d'instaurer, dans certaines écoles, des cours d'informatique au détriment des cours d'éducation physique.					
Ordre des travaux :					
Temps de parole	"		C 3		2

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
CHAMBRES LEGISLATIVES (suite).					
Travaux parlementaires (suite).					
<i>Procédure parlementaire — Ordre des travaux (suite)</i>					
Interpellations de MM. Vandenbroucke et Vanhorenbeek sur la décision de la Commission européenne de ne plus reconnaître la région dite « Noord-Hageland » comme zone de développement.					
Ordre des travaux :					
Temps de parole	Président		C 4		2
Ordre des travaux	Tobback	21			531
	Président	»			»
	Martens, Min.	»			»
Interpellation de M. Claes à M. le Premier Ministre sur la partie du communiqué gouvernemental du 30 janvier 1986, selon lequel le déficit d'exploitation des charbonnages de Campine sera ramené à un montant dont le financement permanent sera assuré et sur la déclaration du Premier Ministre, selon laquelle la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux sera appliquée intégralement.					
Ordre des travaux	Président	25			658
	Van den Brande	»			»
	Claes	»			659
	Gabriels	»			»
	Président	»			»
	Van den Brande	»			»
Interpellation de M. Gabriels à M. le Premier Ministre sur les déclarations de M. le Secrétaire d'Etat Aerts concernant le financement des charbonnages de Campine par le Gouvernement national.					
Ordre des travaux	Président	»			658, 659
	Van den Brande	»			»
	Claes	»			659
	Gabriels	»			»
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois d'avril, mai et juin.					
Ordre des travaux	Président	27			701, 702
	Verhofstadt, Min.	»			701
	Tobback	»			702
	Wauthy	»			»
Interpellation de M. Van den Brande sur la politique du commerce extérieur.					
Ordre des travaux	Urbain		C 38		13
Questions orales :					
Irrecevabilité de la question de M. Dejardin « sur l'état d'information du Gouvernement belge quant à l'opération qui a eu lieu en Libye »	Van der Biest	30			791
	Président	»			»
Interpellation de M. Clerfayt à M. le Premier Ministre sur le respect des règles démocratiques et du suffrage universel, à la suite de l'arrêt du Conseil d'Etat concernant l'emploi des langues par les mandataires en région flamande.					
Interpellation de M. Gabriels à M. le Premier Ministre et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les implications de l'arrêt du Conseil d'Etat concernant M. Happart et sur la responsabilité politique de la nomination de M. Happart en tant que bourgmestre de la commune flamande de Fourons.					
Interpellation de M. Tobback au Gouvernement sur les conclusions politiques qu'il tirera des arrêts rendus par le Conseil d'Etat dans les affaires Happart, Thiery et de Grunne.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
CHAMBRES LEGISLATIVES (suite).					
Travaux parlementaires (suite).					
<i>Procédure parlementaire — Ordre des travaux (suite)</i>					
Interpellation de M. Van der Biest à M. le Premier Ministre sur les conséquences suite à l'arrêt de la quatrième chambre flamande du Conseil d'Etat rendu à propos de M. José Happart, bourgmestre de Fourons.					
Ordre des travaux :					
Lettre du Premier Ministre demandant de remettre les interpellations	Président	63			1961
Demande de requérir la présence du Premier Ministre	Van der Biest	»			1962
Commentaire de la situation	Tobback	»			»
	Gabriels	»			1963
Appui à la demande du Premier Ministre	Van den Brande	»			1962
Considérations sur le fait que la Chambre se réunit pour le problème en question (don d'une pipe au Ministre Coens)	Vogels (M ^{me})	»			1963
Soutien à la demande de requérir la présence du Premier Ministre	Clerfayt	»			»
Déclarations avant le vote	Tobback	»			1964
	Van der Biest	»			»
	Coveliers	»			»
	Wauthy	»			»
	Van den Brande	»			»
Le projet d'ordre du jour est rejeté par 96 voix contre 88 .....	.....	»			1965
<i>Procédure parlementaire — Question préjudicielle.</i>					
Interpellation de M. Tobback à M. le Premier Ministre sur le fait que le budget des Voies et Moyens pour 1986 n'a toujours pas été déposé.					
Question préjudicielle :					
Motion déposée par MM. Baert et Willockx requérant la présence du Premier Ministre :					
Application de la Constitution (art. 88, 3 ^e alinéa)	Baert	29			764
Représentation du Gouvernement devant le Parlement. — Principe de la collégialité	Kubla	»			765
	Van den Brande	»			»
Prise de position différente de membres du Gouvernement en matière du Budget des Voies et Moyens	Willockx	»			»
<i>Relations interparlementaires.</i>					
Projet de loi portant approbation de l'Acte unique européen, fait à Luxembourg le 17 février 1986, et à La Haye le 28 février 1986.					
Discussion générale	Président	48			1379
<i>Session parlementaire : Ouverture de la session.</i>					
Ouverture de la session ordinaire 1985-1986 .....	.....	1			4
COMMERCE ET INDUSTRIE.					
Appareils ménagers (sécurité).					
Proposition de loi portant mesures de sécurité en faveur des enfants. (Doc. n° 88/1.)	Lestienne				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie ....	.....	15			397
Armes et munitions.					
Proposition de loi sur les armes et munitions. (Doc. n° 244/1.)	Vandenbossche & Vanvelthoven				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	21			527

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Armes et munitions (suite).					
Interpellation de M. Féaux à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise et à M. le Ministre des Affaires économiques sur certains aspects particuliers du dossier d'acquisition des munitions de 155 mm à la firme américaine GDC, pour un montant dépassant les 6 milliards de francs belges.					
Demande d'interpellation	Féaux	27			695
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion :					
Achat des obus 155 mm. — Procédure. — Aspect financier de ce dossier	"		C 34		16
Acquisition des munitions 155 mm. — Enquête au Comité supérieur de contrôle	de Donnée, Min.		"		17
Achat de munitions. — Comité supérieur de contrôle	Tobback		"		18
	Sauwens		"		"
Proposition de loi modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions. (Doc. n° 332/1.)	Peeters, P.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		29			748
Classes moyennes et P.M.E.					
Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifiée par les lois du 22 février 1977 et du 4 août 1978. (Doc. n° 1348/1 — S. 1984-1985).					
Ce projet, déposé au cours de la législature précédente, est frappé de caducité par suite de la dissolution des Chambres du 3 septembre 1985		2			23
Projet de loi portant modification de l'arrêté royal n° 123 du 30 décembre 1982, relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'expansion économique au bénéfice de petites et moyennes entreprises. (Doc. n° 1351/1 — S. 1984-1985.)					
Ce projet, déposé au cours de la législature précédente, est frappé de caducité par suite de la dissolution des Chambres du 3 septembre 1985		"			"
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Kubla	5			54
	le Hardy de Beaulieu ...	"			63
	Cortois	7			104
	Burgeon, W.	"			107
	Peuskens	"			155
	Coëme	9			234
Question de M. Denys à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'ouverture de grandes surfaces et de magasins le dimanche 15 décembre 1985 et la réaction des syndicats	Denys	12			310
Réponse	Maystadt, Min.	"			"
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Rapport :					
Discussion générale	Verhofstadt, Min.			68/4	3
Discussion des articles	Defosset			"	33
	Eyskens, Min.			"	"
	Leclercq			"	"
Annales :					
Discussion des articles	Burgeon, W.	10			274
Proposition de loi modifiant l'article 9, § 3, de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat. (Doc. n° 206/1.)	Desutter				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes		17			442
Rapport (voir doc. n° 379/7)	Lenaerts	48			1372
Interpellation de M. Lenaerts sur l'organisation, le fonctionnement et les récentes nominations à l'O.B.C.E.					
Discussion	Lenaerts		C 49		2
	Burgeon, W.		"		4
	le Hardy de Beaulieu ...		"		5
	De Croo, Min.		"		"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMÉROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Classes moyennes et P.M.E. (suite).					
Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 fixant le statut de création et de fonctionnement de centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des diverses branches de l'économie nationale par la recherche scientifique. (Doc. n° 469/1.)	Steverlynck				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie		44			1276
Question de M. Peuskens à M. le Ministre des Classes moyennes sur la Commission Conform		47			1341
Réponse	Buchmann, Min.	"			"
Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifiée par les lois du 22 février 1977 et du 4 août 1978. (Doc. n° 379/1.) — Farde.					
Proposition de loi modifiant l'article 9, § 3, de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat. (Doc. n° 206/1.)					
Rapport :	Lenaerts	48			1372
Exposé introductif	Mundeleer, S. Et.			379/7	2
Exposé de la proposition de loi jointe au projet	Desutter			"	4
Discussion générale :					
Remarques	Steverlynck			"	5
	Lenaerts			"	"
	Cornet d'Elzjus			"	6
	Antoine			"	"
	Mundeleer, S. Et.			"	"
Réponse aux diverses interventions					
Discussion des articles :					
Remarques, amendements, réponses	"			"	8-10, 13-20
	Desutter			"	8, 9
	Steverlynck			"	8
	Cornet d'Elzjus			"	"
	Lenaerts			"	8-14, 16, 18-20
	Leclercq			"	8-10, 16
	Peuskens			"	9, 13, 16
	Verberckmoes			"	"
	Boeraeve (M ^{re})			"	12
	Pillaert			"	12, 15, 17
	Coppens			"	13, 17
	Baldewijns			"	15
	Desutter			"	20
				"	21
				"	22
Retrait de la proposition de loi jointe au projet					
Adoption des articles					
Le projet est adopté					
Annales :					
Discussion générale :					
Deux thèses : Assouplissement de l'accès aux professions réglementées; former le mieux possible ceux qui veulent exercer une profession libre ou une activité indépendante de ce genre. — Pas de compromis idéal, mais néanmoins un bon texte. — Amendement redéposé	Lenaerts	49			1395
Professions auxquelles il faut accorder des encouragements. — Amélioration de la situation des concessionnaires. — Stratégie de l'innovation et aide technologique efficace. — Importance des travailleurs indépendants et des petites et moyennes entreprises					
Nouvelle loi justifiée. — Amendements (notamment amendement repris de M. Lenaerts)	Delhay	"			"
Intérêt pour les connaissances de gestion. — Appui à l'amendement de M. Peuskens	Peuskens	"			1396
Projet de loi : modeste mais bien équilibré. — Connaissances de gestion. — Réglementation des activités indépendantes. — Amendements qui ont perdu leur raison d'être	Pillaert	"			1397
Adoption des articles :	Mundeleer, S. Et.	"			1398
Les articles 1, 2 et 3 et les amendements sont réservés		"			"
Les articles 4 à 7 sont adoptés		"			1400
Les articles 1 à 3 réservés sont adoptés		51			1483
L'ensemble du projet de loi est adopté par 119 voix contre 65 et transmis au Sénat		"			1484

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Classes moyennes et P.M.E. (suite).					
Proposition de loi assouplissant les conditions d'octroi de l'intervention en faveur des chômeurs complets indemnisés désireux de s'établir comme indépendants ou de créer une entreprise. (Doc. n° 534/1.)	Denys				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		51			1480
Projet de loi portant modification de l'arrêté royal n° 123 du 30 décembre 1982 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'expansion économique au bénéfice de petites et moyennes entreprises. (Doc. n° 579/1.) — Farde.					
Rapport :	Lenaerts	63			1959
I. Exposé introductif	Mundeleer, S. Et.			579/4	3
II. Discussion générale.					
Commentaires	Maes (M ^{me})			»	»
	Antoine			»	4
	Denys			»	»
	Steverlynck			»	4, 5
	De Roo			»	4
	Olivier, M.			»	4, 5
	Lenaerts			»	»
	Peuskens			»	»
	Pillaert			»	4
Réponses	Mundeleer, S. Et.			»	5, 10
	Hansenne, Min.			»	6
III. Discussion des articles.					
Remarques et amendements	Detaille (M ^{me})			»	10
	Antoine			»	»
	Happart			»	»
	Harmegnies, Y.			»	»
Réponses	Mundeleer, S. Et.			»	»
	Hansenne, Min.			»	»
Le projet de loi modifié est adopté				»	11
Construction navale.					
Interpellation de M. Willockx à M. le Ministre des Affaires économiques et à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'évolution récente enregistrée dans le secteur de la construction navale en générale, et au sein de la n.v. Boelwerf en particulier, et la manière dont le gouvernement envisage de réagir face à cette situation.					
Demande d'interpellation	Willockx	18			454
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M ^{me} Maes :					
Problème de la construction navale. — Aspects subrégionaux, nationaux et internationaux. — Politique des armateurs. — Problème de la réduction du niveau d'emploi aux chantiers Boel. — Etat d'avancement des travaux gouvernementaux. — Répartition du travail disponible. — Demande d'une conférence de la table ronde. — Commande de bateaux pour la R.T.M. — Achat par l'armateur Exmar d'un bateau-citerne L.N.G. construit à l'étranger	»		C 23		18
Responsabilité des armateurs. — Perte d'emplois. — Point de vue du Gouvernement belge. — Demande d'assouplissement des procédures. — Comparaison avec les mesures sociales pour la sidérurgie wallonne. — Problèmes de financement	Maes (M ^{me})		»		20
Exposé du système des interventions de l'Etat dans le secteur naval. — Exécution d'un plan d'alarme. — Renouvellement de la flotte belge. — Incidence du coût salarial belge. — Manque de commandes de construction. — Position concurrentielle vis-à-vis de la Corée. — Extension éventuelle de la flotte de la R.T.M.	De Croo, Min.		»		21
Possibilités légales actuelles. — Intervention plus directe en cas de perspectives réelles de commandes. — Rôle du secteur privé. — Enveloppe sociale à charge du budget national	Maystadt, Min.		»		24

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Construction navale (suite).					
Déclarations avant le vote	Willockx	29			757
	Maes (M ^{me})	"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 107 voix contre 68 et 4 abstentions .....	.....	"			758
Interpellation de M ^{me} Maes à M. le Ministre des Affaires économiques sur les menaces qui pèsent sur l'avenir de la construction navale et sur les implications de cette situation sur l'emploi au chantier naval Boel à Tamise.					
Demande d'interpellation	Maes (M ^{me})	20			499
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique).					
Discussion : voir interpellation de M. Willockx.					
Interpellation de M ^{me} Maes à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'absence de mesures concernant la construction maritime.					
Demande d'interpellation	"	30			852
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion : voir interpellation de M. Willockx.					
Interpellation de M. Willockx à M. le Ministre des Affaires économiques et à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur, sur les altermoiments en ce qui concerne le traitement du dossier de la construction navale et les menaces qui pèsent sur l'existence de la S.A. Boelwerven.					
Demande d'interpellation	Willockx	"			"
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M ^{me} Maes :					
Nombre de dossiers approuvés par le Comité technique pour la Construction navale. — Extension de la flotte de la R.T.M. — Fixation de l'enveloppe sociale. — Résultats de la concertation avec les armateurs. — Prévisions en matière de la conférence de la table ronde promise. — Etat d'avancement pour deux bateaux-citerne commandés	"		C 36		10
Question de maintien de la construction navale lourde. — Prévisions en matière de la conférence de la table ronde promise. — Etat d'avancement pour deux bateaux-citerne commandés					
Incidence des directives européennes. — Solution dans un contexte européen. — Affaire de la commande égyptienne	Maes (M ^{me})		"		11
Relèvement des crédits navals. — Résultats. — Position concurrentielle des chantiers belges vis-à-vis de l'étranger (la Corée e.a.). — Explication sur la nature et la situation du Fonds des crédits navals. — Explication relative aux déclarations sur la R.T.M. — Incidence de l'accord conclu avec Townsend Thoresen. — Etat d'avancement des dossiers en suspens (le Pacific, les bateaux-citerne). — Evolution sur l'échelle mondiale. — Perspectives d'avenir. — Problème de la réparation de bateaux. — Incertitude relative aux crédits budgétaires pour 1986-1987	Lenaerts		"		12
Extension de la flotte de la R.T.M. — Résultats de la concertation avec les armateurs. — Etat d'avancement pour deux bateaux-citerne commandés	De Croo, Min.		"		13
Responsabilité des actionnaires privés	Willockx		"		16
Déclarations avant le vote	De Croo, Min.		"		17
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 93 voix contre 58 et 9 abstentions	Willockx	31			872
Interpellation de M ^{me} Vogels à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur et à M. le Ministre des Affaires économiques sur les perspectives d'avenir de la construction navale en Belgique.	Maes (M ^{me})	"			"
Demande d'interpellation .....	.....	"			"
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) -- Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Difficultés dans la construction navale en Belgique. — Attitude des actionnaires privés. — Comportement du Gouvernement. — Développement des voiliers commerciaux	Vogels (M ^{me})	35			1005
	"		C 54		6

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Construction navale (suite).					
Caractère « self-supporting » du Fonds pour la construction navale. — Limitation des autorisations d'investissement. — Incidence des nouvelles directives européennes. — Dégraissage des s.a. Boelwerven	Willockx		C 54		8
Crises catastrophiques au sein des armateurs. — Négociations prochaines dans le cadre du G.A.T.T. — Absence de commandes. — Mesures prises par le Gouvernement français. — Problème de la flotte grecque	De Croo, Min. Willockx		» »		» 9
Importance des difficultés de remboursement					
Situation financière du Fonds pour la construction navale. — Commande d'un nouveau navire par Flamar. — Pas d'encouragement de la technique des voiliers pour la marine marchande	De Croo, Min.		»		»
Crédit naval pour le financement de deux bateaux-citerne. — Perspectives favorables dans ce domaine. — Démantèlement de l'emploi chez Boelwerf. — Réduction structurelle de la capacité de 40 %	Maystadt, Min. Willockx		» »		» 10
Accompagnement social de la réduction structurelle en cause					
Chances d'avenir de la construction navale en Belgique. — Nécessité de mesures sur le plan européen	De Croo, Min. Vogels (M ^{me})		» »		» 11
Développement des voiliers commerciaux		47			1364
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé					
Question de M ^{me} Maes à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'emploi au chantier naval Boel à Tamise			»		1339
Réponse	De Croo, Min.		»		1340
Interpellation de M. Willockx à M. le Ministre des Affaires économiques sur la signification de la filialisation de la s.a. Boelwerven et la comparaison avec Tubemeuse en ce qui concerne l'enveloppe sociale.					
Demande d'interpellation	Willockx	52			1530
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Boelwerf : passage des activités de construction navale à celles de l'armement maritime. — Précédent de Nobels-Peelman	»		C 70		10
Conversion de la construction navale. — Accompagnement social	Maes (M ^{me})		»		11
Aide des pouvoirs publics	De Batselier		»		12
Réponse aux différentes remarques. — Reconversion. — Compétence régionale. — Développements au niveau de la Communauté européenne	Maystadt, Min. Willockx		» »		» 13
Répliques	Maystadt, Min. Maes (M ^{me})		» »		» »
	De Batselier		»		14
Filialisation. — Problème de la réparation navale	Lenaerts		»		»
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 105 voix contre 66		59			1771
Crédits et investissements.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van der Biest	4			34
	Claes	6			93
	Lestienne	7			115
	De Batselier	»			117
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Discussion générale	Vandenbroucke			68/4	27
	Wauthy	10			262
Discussion des articles	Burgeon, W. Verhofstadt, Min.	» 11			274 282
Proposition de loi visant à atténuer les effets néfastes de l'endettement excessif des consommateurs. (Doc. n° 278/1.)	Hanquet (M ^{re})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		21			529

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Crédits et investissements (suite).					
Interpellation de M. Eerdekens à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'absence d'invest dans la province de Namur.	Eerdekens.....	24			627
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Origine des invests. — Absence d'invest dans la province de Namur. — Zone de développement. — Zones de reconversion. — Situation économique de la province de Namur. — Evolution de la notion de l'invest. — Proposition de M. Dalem	"		C 27		7, 9
Zones de développement. — Instruments de stimulation des investissements. — Création d'un invest dans la province de Namur. — Historique de la création des invests. — Proposition de M. Dalem					
Investissement dans la région namuroise	Maystadt, Min.....		"		8
Question de M. Santkin à M. le Ministre des Affaires économiques sur le « holding Investsud »	Gendebien		"		10
Réponse.....	Santkin.....	29			744
Interpellation de M. De Batselier à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre des Affaires économiques sur la participation de la S.N.I. dans le dossier Anbema.	Maystadt, Min.....	"			745
Demande d'interpellation	De Batselier	31			912
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Motif de l'interpellation. — Sens de l'opération financière. — Part de la S.N.I. après la restructuration. — Absence d'initiative économique publique dans la participation de la S.N.I. dans la s.a. Mabeco et la s.a. Anbema. — Raison pour laquelle les ministres des Affaires économiques et des Finances n'ont pas posé leur veto. — Période de référence pour les cours du change utilisés. — Critique de la gestion de la S.N.I. — Aspects fiscaux de l'opération financière. — Exonération du droit d'enregistrement. — Exonération des droits de succession	"		C 51		2
Statut juridique de la S.N.I. — Opération non-contraire à l'intérêt général et celui de la S.N.I. — Arguments.....	Maystadt, Min.....		"		5
Amendement fiscal du Gouvernement sur la proposition de loi en matière d'expansion économique	De Batselier		"		"
Incidence du point de vue de la Région bruxelloise en matière d'aide conjoncturelle. — Aucune liaison du dossier Anbema avec la modification en matière de droits d'enregistrement. — Mentalité schizophrénique de milieux patronaux en matière des finances publiques	Eyskens, Min.....		"		"
Maintien de la critique sur la non-utilisation du veto. — Absence d'une approche industrie-économique	De Batselier		"		6
Commentaire sur l'attitude du Commissaire du Gouvernement	Eyskens, Min.....		"		7
Renseignements concernant l'évolution des droits d'enregistrement	Watteyne, Inspecteur général au ministère des Finances		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé		47			1364
Proposition visant à instituer une commission d'enquête chargée de l'évaluation économique, financière, fiscale et déontologique de la participation de la Société nationale d'investissement dans le dossier Anbema. (Doc. De Batselier	n° 547/1.)				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		51			1480
Expansion économique.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Claes.....	6			93
	De Batselier	7			117
Transmission du rapport sur l'application en 1984 pour les secteurs nationaux des dispositions des lois des : — 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles; — 30 décembre 1970 sur l'expansion économique.....		18			453

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Crédits et investissements (suite).					
Expansion économique (suite).					
Interpellation de M. Steverlynck sur le retard dans l'application des lois d'expansion économique en faveur du secteur textile.	Steverlynck	33			956, 960
Discussion	Denys	»			957, 960
	Mundeleer, S.Et.	»			959, 961
	De Roo	»			960
Ducroire.					
Office national du Ducroire.					
Transmission du rapport annuel de cet office au cours de l'année 1985 .....	.....	47			1335
Economie régionale.					
Déclaration gouvernementale.	Van den Brande	4			41
Discussion	Desaeyere	5			74
	Moureaux	6			86
	Burgeon, W.	7			107
	Gehlen	»			121
Interpellation de M. Vandembroucke à M. le Ministre des Affaires économiques sur la décision de la Commission européenne de ne plus reconnaître la région dite « Noord-Hageland » comme zone de développement.					
Demande d'interpellation	Vandembroucke	5			82
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Vanhorenbeek :					
Ordre des travaux :					
Temps de parole	Président		C 4		2
Discussion :					
Non-prorogation du statut de zone de développement dont bénéficiait le « Noord-Hageland » (décision de la Commission européenne, conséquences pour la région en question)	Vandembroucke		»		»
Non-prorogation du statut de zone de développement dont bénéficiait le « Noord-Hageland » (décision de la Commission européenne, conséquences pour la région en question). — Répartition de l'aide du Fonds européen pour le développement régional (discrimination de la Flandre)	Vanhorenbeek		»		3
Non-prorogation du statut de zone de développement dont bénéficiait le « Noord-Hageland » (décision de la Commission européenne, conséquences pour la région en question). — Causes de la décision de la Commission européenne (diminution du taux de chômage, etc.)	Maystadt, Min.		»		4
Attitude du Ministre des Affaires économiques. — Chômage dans le « Noord-Hageland »	Vandembroucke		»		5
Rôle du Gouvernement	Vanhorenbeek		»		6
Zones de développement en Wallonie	Coëme		»		»
Zones de développement (fixation de la circonscription géographique). — Zones d'emploi	Dupré		»		»
Vote (séance plénière) :					
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 77 et 3 abstentions .....	.....	15			402
Interpellation de M. Vanhorenbeek à M. le Ministre des Affaires économiques sur la non-prorogation du statut de zone de développement dont bénéficiait le Hageland.					
Demande d'interpellation	Vanhorenbeek	12			303
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion : voir interpellation de M. Vandembroucke.					
Interpellation de M. Desseyn à M. le Ministre des Affaires économiques sur les problèmes économiques et sociaux du Westhoek en tant que région défavorisée.					
Demande d'interpellation	Desseyn	13			345

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Economie régionale (suite).					
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Problèmes économiques et sociaux du Westhoek en tant que région défavorisée (chômage, infrastructure routière, acti- vité industrielle). — Aide européenne (accès aux fonds européens, attitude laxiste du Gouvernement). — Rapport de la S.D.R.	Desseyn		C 12		2
Problèmes socio-économiques du Westhoek (mesures prises)	Marchand		"		4
Reconnaissance du Westhoek comme zone de développement. — Problème de l'accès aux différents fonds européens. — Compétences des Régions	Maystadt, Min.		"		5
Manque de concertation et de coordination entre les Régions et le Gouvernement	Desseyn		"		"
Interpellation de M. Gabriels sur les déclarations du Ministre Maystadt concernant les charbonnages de Campine et sur la question de savoir si le Premier Ministre et le Gouverne- ment approuvent lesdites déclarations.					
Discussion	Vanvelthoven	14			370
Interpellation de M ^{me} Maes à M. le Ministre des Affaires économi- ques sur la situation catastrophique de l'emploi et de la structure économique dans la région de Lokeren.					
Demande d'interpellation	Maes (M ^{me})	17			419
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion : voir interpellation de M. Willockx.					
Interpellation de M. Willockx à M. le Ministre des Affaires économiques sur la situation économique et sociale dans le canton de Lokeren à la suite de l'hémorragie d'emplois provoquée par une série de faillites, de fermeture d'entre- prises et de licenciements et les initiatives politiques qui s'imposent à cet égard.					
Demande d'interpellation	Willockx	"			"
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M ^{me} Maes :					
Situation socio-économique dans le canton de Lokeren (ferme- tures d'entreprises, diminution de l'emploi). — Reconnaiss- ance comme zone de développement. — Situation dans l'arrondissement de Sint-Niklaas. — Problèmes du secteur textile. — Nécessité d'initiatives politiques	"		C 12		6
Définition des zones de développement en Belgique (discrimi- nation de la Flandre). — Problèmes du secteur textile. — Problèmes socio-économiques du canton de Lokeren	Maes (M ^{me})		"		7, 11
Problèmes socio-économiques du canton de Lokeren. — Zones de développement (critères de reconnaissance)	Lenaerts		"		9
Problème de la délimitation des zones de développement (attitude de la C.E.E.). — Problèmes socio-économiques du canton de Lokeren. — Zones d'emploi. — Problème du textile	Maystadt, Min.		"		"
Question de M. Van den Brande à M. le Ministre des Affaires économiques et à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur la problématique de la région de Willebroek	Van den Brande	"			426
Réponses	Maystadt, Min.	"			"
	Hansenne, Min.	"			"
Proposition de résolution demandant la revision de la décision relative à la prorogation du statut de zone de développe- ment du Hageland. (Doc. n° 157/1.)	Vanhorenbeek				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie		"			439
Interpellation de M. W. Burgeon à M. le Ministre des Affaires économiques sur la situation économique et sociale de la Région du Centre qui se dégrade et des mesures à prendre pour lutter contre la crise dans cette sous-région.					
Demande d'interpellation	Burgeon, W.	18			454
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Economie régionale (suite).					
Discussion :					
Disparition d'emplois. — Groupe de travail interministériel. — Relance de la construction publique. — Préservation du tissu industriel. — Erreurs de gestion. — Rôle de Boël-invest	Burgeon, W.		C 23		16
Risque d'une évolution micro-industrielle. — Accord pour une concertation spécifique	Maystadt, Min.		"		17
Interpellation de M. Eerdekens sur l'absence d'invest dans la province de Namur.	Eerdekens		C 27		7, 9
Discussion	Maystadt, Min.		"		8
Proposition de résolution visant à accorder la priorité au Limbourg. (Doc. n° 357/1.)	Gabriels	30			850
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie					
Interpellation de M. Gabriels sur le cadre et les orientations politiques des travaux concernant les charbonnages de Campine et sur la désignation d'un manager chargé de la mise en œuvre de la politique prévue.					
Discussion	"		C 70		3, 6
	Maystadt, Min.		"		5
Entreprises publiques.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Claes	6			93
	Cortois	7			104
	Derycke	8			175
	Nols	9			199
Fermetures d'entreprises et faillites.					
Interpellation de M. Bosmans à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur la fermeture de l'usine Michelin à Sint-Pieters-Leeuw.					
Demande d'interpellation	Bosmans	60			1788
Discussion : voir interpellation de M. Tomas.					
Interpellation de M. Tomas à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur la fermeture de l'usine Michelin à Sint-Pieters-Leeuw.					
Demande d'interpellation	Tomas	"			"
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique) — Présidence de M. M. Olivier.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Bosmans :					
Non-respect des dispositions légales et sociales. — Raisons économiques pour la fermeture. — Volet social. — Viabilité du secteur du pneumatique. — Aspect multinational (« code de bonne conduite » élaboré au sein de l'O.C.D.E.)	"		C 75		2
Sous-capitalisation du siège belge. — Continuation de l'activité industrielle de Michelin et suspension de la fermeture envisagée	Bosmans		"		3
Remarques et questions	Anciaux		"		4
	Van Miert		"		5
	Cortois		"		6
	Hansenne, Min.		"		7
	Tomas		"		8
	Bosmans		"		"
Réponse aux différentes remarques. — Considérations					
Répliques	Van Miert		"		9
Dépôt de deux motions :	Président		"		"
Fusion des deux motions	Anciaux		"		"
		62			1954
L'ordre du jour motivé est adopté par 182 voix					
Interpellation de M. Vandenbroucke à M. le Ministre des Affaires économiques sur la manière dont a été réglé le dossier « De Demer n.v. », et notamment la constitution des sociétés Bellnorma, CAT et ICP à Aarschot, la faillite de Bellnorma et les perspectives pour CAT n.v. et ICP n.v.					
Demande d'interpellation	Vandenbroucke	—			—

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Fermeture d'entreprises et faillites (suite).					
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Faillite de l'entreprise de confection « De Demer ». — Trans- actions frauduleuses. — Participation du secteur public dans Bellnorma, ICP et CAT. — Situations sociales intoléra- bles.....	Vandenbroucke.....		C 77		2
Païement de l'allocation de fermeture	Dupré		»		4
Réponse aux différentes remarques	Maystadt, Min.....		»		»
Répliques	Vandenbroucke.....		»		5
	Dupré		»		6
	Maystadt, Min.....		»		»
Vote sur l'ordre du jour pur et simple : V. Session 1986-1987.					
Implantations commerciales.					
Proposition de loi modifiant la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales. (Doc. n° 49/1.).....	Suykerbuyk	12			314
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie.....					
Industrie du bâtiment.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van der Biest	4			34
	Burgeon, W.....	7			107
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Discussion générale	Verhofstadt, Min.			68/4	3
	Petitjean			»	10
	Burgeon, W.....			»	15
	Eyskens, Min.....			»	18
	De Loor.....			»	33
	Eyskens, Min.....			»	34
	Denys			»	»
	Burgeon, W.....			»	»
	Clerfayt			»	»
	Defosset			»	»
	Willockx			»	»
	Burgeon, W.....	10			274
	De Loor.....	11			281
	Eyskens, Min.....	»			285
Proposition de loi tendant à relancer la construction par la révision de certaines dispositions fiscales. (Doc. n° 129/1.)	Olivier, M. & Lestienne	17			436
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois d'avril, mai et juin.					
Discussion générale	Defosset			346/4	4
	Schiltz			»	»
	Eyskens, Min.....			»	15
Question de M. Cornet d'Elzïus à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur l'importation de maisons préfabriquées des Etats-Unis à Florennes	Cornet d'Elzïus	30			794
Réponse.....	de Donnée, Min.	»			»
Interpellation de M. Beckers sur les problèmes relatifs aux construc- tions scolaires et plus particulièrement en ce qui concerne l'A.R.T. de Herentals.					
Discussion	Beckers		C 48		12
	Coens, Min.....		»		14
Question de M. Tant à M. le Ministre des Finances sur l'augmenta- tion de la T.V.A. dans la construction de 6 à 17 %		47			1337
Réponse.....	Eyskens, Min.....	»			1338

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Industrie cinématographique, vidéo...					
Proposition de loi tendant à stimuler l'industrie cinématographique en Belgique. (Doc. n° 132/1.)	Van der Biest	17			437
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Proposition de loi réglementant la vente et la location de films cinématographiques ou de films enregistrés sur support magnétique. (Doc. n° 563/1.)	De Roo & Merckx (M ^{me})	59			1772
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Industrie diamantaire.					
Interpellation de MM. W. Burgeon, Hendrick et Van den Bossche sur le problème de la fraude fiscale (industrie diamantaire).	Burgeon, W.	28			719, 730
Discussion	Hendrick	»			721, 730
	Beysen	»			726
	Coveliers	»			»
	Eyskens, Min.	»			727
Interpellation de M. Colla à M. le Ministre des Classes moyennes sur les problèmes économiques et sociaux du secteur du diamant et les compétences nationales.					
Demande d'interpellation	Colla	34			997
Renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes (réunion publique) — Présidence de M. Leclercq.					
Discussion :					
Importance du secteur diamantaire. — Problèmes en matière de l'emploi. — Concurrence croissante d'autres pays. — Attitude du Gouvernement à l'égard du plan du Conseil supérieur pour le diamant. — Circuit complémentaire d'approvisionnement. — Stimulation des accords d'échanges. — Demande de bonification d'intérêt (objections). — Réduction de la prime de risque. — Problème relatif à la carte de sécurité sociale. — Opération Maribel. — Objections de principe contre le système de taxation forfaitaire	»		C 53		3
Caractère ouvert du secteur diamantaire. — Travaux de la Commission interministérielle	Buchmann, Min.		»		5
Industrie ferroviaire.					
Interpellation de M. Leclercq à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur la restructuration de la société « Matériel ferroviaire et construction métalliques BN ».	Leclercq	46			1328
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Situation actuelle de l'entreprise B.N. — Causes. — Perspectives d'avenir. — Questions	»		C 64		8
Siège de Nivelles. — Bombardier. — Commandes publiques	Féaux		»		9
Emploi. — Bombardier. — Plan de restructuration	Desutter		»		»
Conventions, commandes et contacts divers. — Subsidés. — Bombardier. — Crédits d'Etat à Etat. — Personnel des secteurs nationaux	De Croo, Min.		»		10
Réplique	Leclercq		»		12
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68		51			1498
Industrie du jouet.					
Proposition de loi relative à la commercialisation de jouets et d'objets usuels pour enfants. (Doc. n° 342/1.)	Lefebver (M ^{me})	29			749
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie		»			750
Demande d'avis du Conseil d'Etat					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Langues.					
Proposition de loi imposant l'obligation de fournir, au moins dans la ou les langues de la région linguistique, les indications essentielles relatives aux produits mis en vente. (Doc. n° 330/1.).....	Peeters, P.	29			748
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie....					
Métliers et négoce.					
Proposition de loi abrogeant la loi du 22 juin 1960 instaurant le repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce et la loi du 24 juillet 1973 instaurant la fermeture obligatoire du soir dans le commerce, l'artisanat et les services. (Doc. n° 202/1.)	Nols	17			441
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes					
Proposition de loi modifiant l'article 1 ^{er} des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, et visant à créer dans la province de Brabant une chambre française et une chambre néerlandaise des métiers et négoce. (Doc. n° 331/1.)	Peeters, P.	29			748
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes					
Mines.					
Charbonnages.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van den Brande	4			41
	Gabriels.....	5			57
	Desaeyere	"			74
	Claes.....	6			93
	Dierickx	7			111
	De Batselier	"			117
	Vanvelthoven	9			196
	Onkelinx.....	"			216
	Schiltz	"			218
	Tobback	"			223
	Coëme	"			234
Interpellation de M. Gabriels à M. le Premier Ministre sur les déclarations du Ministre Maystadt concernant les charbonnages de Campine et sur la question de savoir si le Premier Ministre et le Gouvernement approuvent lesdites déclarations.					
Demande d'interpellation	Gabriels.....	13			344
Discussion :					
Situation des K.S. (historique). — Fermeture (conséquences sociales et financières, influence sur le budget de l'Etat). — Transfert complet des compétences et des moyens à la Région flamande. — Nécessité de nouvelles initiatives (construction d'une fosse d'air, d'une centrale au charbon, etc...). — Plan du Front du charbon de Beringen. — Attitude et déclarations du Ministre des Affaires économiques	"	14			367, 373
Avenir des mines du Limbourg (déclarations contradictoires de certains ministres). — Constitution de groupes de travail (propositions sur l'exploitation et le financement dans l'avenir). — Surcoût du charbon (subsidiarité indirecte)	Tomas	"			369, 375
Déclarations de ministres sur l'avenir des K.S. — Fusion des mines de Waterschei et Winterslag. — Non-respect des accords légaux (indexation de l'enveloppe, construction d'une fosse d'air, etc...). — Financement dans l'avenir. — Déclarations du Ministre des Affaires économiques. — Causes des pertes des K.S. — Fermeture des K.S. (conséquences). — Plan d'assainissement. — Problèmes du Limbourg	Vanvelthoven	"			370

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Mines (suite).					
Charbonnages (suite).					
Déclarations du Ministre des Affaires économiques sur les K.S. (contenu des déclarations faites à la presse). — Politique gouvernementale envers les K.S. — Concertation entre l'Exécutif flamand, la direction des K.S., les syndicats et le Gouvernement. — Constitution de groupes de travail (mission). — Construction d'une centrale à lit fluidisé (implantation).....	Martens, Min.	14			371
Situation énergétique internationale (influence du dollar et du prix du pétrole sur la perte des K.S.). — Constitution de groupes de travail. — Fusion entre Winterslag et Waterschei	Dhoore	»			374
Déclarations avant le vote	Gabriels	17			445
	De Batselier	»			»
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 66 et 4 abstentions		»			»
Question de M. Vanvelthoven à M. le Premier Ministre sur l'accord de principe entre le Gouvernement, la direction des K.S. et les syndicats	Vanvelthoven	»			428
Réponse	Martens, Min.	»			»
Question de M. Gabriels à M. le Ministre des Affaires économiques sur la recherche dans le secteur charbonnier par l'Iniex et sur l'aide européenne en question	Gabriels	24			630
Réponse	Maystadt, Min.	»			»
Interpellation de M. Claes à M. le Premier Ministre sur la partie du communiqué gouvernemental du 30 janvier 1986, selon lequel le déficit d'exploitation des charbonnages de Campine sera ramené à un montant dont le financement permanent sera assuré et sur la déclaration du Premier Ministre, selon laquelle la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux sera appliquée intégralement.					
Demande d'interpellation	Claes	—			—
Ordre des travaux	Président	25			658
	Van den Brande	»			»
	Claes	»			659
	Gabriels	»			»
	Président	»			»
	Van den Brande	»			»
Discussion : voir interpellation de M. Gabriels.					
Interpellation de M. Gabriels à M. le Premier Ministre sur les déclarations de M. le Secrétaire d'Etat Aerts concernant le financement des charbonnages de Campine par le Gouvernement national.					
Demande d'interpellation	Gabriels	—			—
Ordre des travaux	Président	25			658
	Van den Brande	»			»
	Claes	»			659
	Gabriels	»			»
	Président	»			»
	Van den Brande	»			»
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Claes :					
Problème des K.S. — Déclarations de Ministres et Secrétaires d'Etat à ce sujet (manque de cohésion au sein du Gouvernement). — Création de groupes de travail. — Utilisation de charbon pour la production d'électricité. — Aide européenne	Gabriels	27			711, 716
Financement des K.S. (déclaration du Secrétaire d'Etat à l'Energie). — Construction de centrales au charbon. — Restructuration des K.S. — Plan pour le Limbourg. — Rôle du secteur du charbon dans l'avenir	Claes	»			712, 716
Problèmes des K.S. — Loi du 5 mars 1984. — Evolution du prix des combustibles. — Analyse coût/bénéfice	Dhoore	»			714
K.S. (déclarations de certains membres du Gouvernement). — Exécution de la loi du 5 mars 1984. — Constitution de groupes de travail. — Restructuration des K.S. (diminution du déficit d'exploitation)	Martens, Min.	»			715

RUBRIQUÉS ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Mines (suite).					
Charbonnages (suite).					
Déclarations avant le vote	Claes.....	30			833
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 105 voix contre 73 et 5 abstentions	Gabriels.....	"			"
Interpellation de M. Gabriels à M. le Ministre des Affaires économiques sur la politique en matière d'exploitation souterraine des charbonnages de Campine de 1963 à 1985 et sur l'exécution silencieuse et dissimulée d'un plan de fusion dont M. Dhoore avait révélé la teneur dans « Het Belang van Limburg » du 18 mai 1983.		"			"
Demande d'interpellation	"	"			852
Discussion : voir son interpellation concernant les travaux des cinq groupes de travail concernant les K.S. et sur les intentions réelles du Gouvernement en la matière.					
Interpellation de M. Gabriels à M. le Premier Ministre sur les travaux des cinq groupes de travail concernant les K.S. et sur les intentions réelles du Gouvernement en la matière.					
Demande d'interpellation	"	"			"
Discussion de cette interpellation et de son interpellation jointe concernant la politique en matière d'exploitation souterraine des charbonnages de Campine de 1963 à 1985 et sur l'exécution silencieuse et dissimulée d'un plan de fusion dont M. Dhoore avait révélé la teneur dans « Het Belang van Limburg » du 18 mai 1983 :					
Charbonnages campinois. — Grève. — Groupes de travail chargés d'étudier les problèmes charbonniers. — Reconversion. — Fonds publics accordés (comparaison avec le secteur de l'acier). — Exploitation minière entre 1963 et 1985. — Etudes confiées aux universités. — Livraisons aux K.S. — Fermeture du puit de Houthalen. — Fusion Winter-slag-Waterschei. — Plan Dhoore. — Jonction Waterschei-Eisden. — Plan de restructuration. — Point de vue de la V.U.	"	31			899
Avenir des K.S. — Planning	Dhoore.....	"			903
Problème des mines limbourgeoises. — Licenciements	Vanvelthoven	"			904
Licenciements	Martens, Min.	"			"
Problème de financement. — Absence de prise de position du Gouvernement. — Licenciements	Vanvelthoven	"			"
Regroupement des charbonnages. — Jonction entre les exploitations. — Travaux des groupes de travail. — Reconversion. — Volet social. — Inquiétudes des mineurs. — Maintien de l'exploitation. — Décision du 18 avril 1986. — Restructuration. — Conséquences sociales. — Déficit d'exploitation. — Dialogue avec les syndicats	Martens, Min.	"			905
Déclarations avant le vote	Gabriels.....	34			977
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 105 voix contre 61 et 7 abstentions	Claes.....	"			978
Question de M. Busquin à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'octroi par la S.N.C.I. d'une ligne de crédit de 2,5 milliards à la société K.S.		"			"
Réponse.....	Busquin	31			866
Rappel au règlement :	Maystadt, Min.	"			867
Dépôt de questions orales et d'interpellations sur le même sujet					
Interpellation de M. Steverlynck sur le retard dans l'application des lois d'expansion économique en faveur du secteur textile.	Gabriels.....	"			"
Discussion	Président	"			"
Interpellation de M. Tobback à M. le Premier Ministre sur l'incapacité du Gouvernement de déposer le budget des Voies et Moyens pour 1986 au Parlement.	Steverlynck	33			956, 960
Discussion	Denys	"			957, 960
	Bossuyt	"			958
Interpellation de M. Tobback à M. le Premier Ministre sur l'incapacité du Gouvernement de déposer le budget des Voies et Moyens pour 1986 au Parlement.					
Discussion	Gabriels.....	34			984
	Martens, Min.	"			994
	Claes.....	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Mines (suite).					
Charbonnages (suite).					
Interpellation de M. Gabriels à M. le Ministre des Affaires économiques sur le cadre et les orientations politiques des travaux concernant les charbonnages de Campine et sur la désignation d'un manager chargé de la mise en œuvre de la politique prévue.					
Demande d'interpellation	Gabriels.....	49			1429
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Financement des K.S. — Structure et effectifs du personnel. — Le nouveau manager.....	"		C 70		3
Maintien d'une activité minière au Limbourg. — Désignation du nouveau manager. — Objectif général de restructuration. — Financement	Maystadt, Min.....		"		5
Réplique	Gabriels.....		"		6
Motion d'ordre	Tomas.....		"		"
	Président		"		"
	Dupré		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 105 voix contre 67		59			1768
Question de M. Vanvelthoven à M. le Ministre des Affaires économiques sur la situation financière des charbonnages de Campine		51			1474
Réponse.....	Maystadt, Min.....	"			"
Organisation de l'économie.					
Proposition de loi visant la protection de la sous-traitance. (Doc. n° 138/1.).....	Delhayé				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie		17			437
Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et de l'article 1 ^{er} de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, tels qu'ils ont été modifiés par l'arrêté royal n° 4 du 11 octobre 1978. (Doc. n° 284/1.)	Spaak (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		21			529
Proposition de loi visant à modifier la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail. (Doc. n° 344/1.)	Michel, L. & Denys				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale.....		29			749
Proposition de loi portant réforme de la concertation dans l'entreprise en introduisant la participation des travailleurs et des cadres dans la gestion de la grande entreprise. (Doc. n° 424/1.)	Michel, L. & Neyts (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		34			996
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale, pour ce qui concerne les articles 1 ^{er} à 33, 43, 45 à 47 de la proposition et renvoi à la Commission chargée des problèmes de droit commercial et économique, pour ce qui concerne les articles 34 à 42 et 44 de la proposition		52			1511
Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. (Doc. n° 531/1.)	Gouvernement				
Dépôt et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		45			1284
Rapport :	Vangronsveld.....	53			1536
Observations	Hansenne, Min.....			531/2	1, 2
	Perdieu.....			"	2
	Vanderheyden			"	"
	Dhoore.....			"	"
Le projet de loi est adopté				"	"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances comimis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Organisation de l'économie (suite).					
Annales :					
Discussion générale :					
Rapport oral — But : résoudre certaines difficultés d'interprétation	Vangronsvelt.....	52			1514
Les articles 1 et 2 sont adoptés .....	.....	»			»
Le projet de loi est adopté par 181 voix et transmis au Sénat .....	.....	54			1561
Contrat de franchissage.					
Proposition de loi réglementant le contrat de franchissage. (Doc. n° 144/1.).....	Delhaye				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie ....	.....	17			438
Holdings.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	De Batselier	7			117
Pétrole.					
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Discussion des articles	Burgeon, W. Eyskens, Min.			68/4 »	31 »
Question de M. Coëme à M. le Ministre des Affaires économiques sur le contrat pétrolier et les conditions d'obtention de réductions	Coëme	17			430, 431
Réponse	Aerts, S.ét.....	»			430
Question de M. Hendrick à M. le Ministre des Affaires économiques sur les conséquences de la chute des prix de l'essence pour les pompistes revendeurs.....	Hendrick	24			630
Réponse	Maystadt, Min.	»			»
Interpellation de M. Colla sur la politique des prix et, en particulier, sur l'incidence de la baisse des prix pétroliers et du recul du dollar sur les prix; sur la politique de libéralisation des prix et sur l'évolution de l'inflation.					
Discussion	Colla		C 60		20
	Maystadt, Min.		»		22
Poids et mesures.					
Projet de loi modifiant l'article 30 de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure. (Doc. n° 190/1.) — Farde.					
Rapport	Sprockeels.....	13			345
Réunion de la Commission de l'Economie du 7 janvier 1986.					
Rapport :					
Instruments de mesure utilisés dans l'industrie soumis à un contrôle métrologique insuffisant. — Améliorer la qualité en établissant l'identité et les tâches du service. — Prestations d'étalonnage. — Agrément de laboratoires de mesure publics et privés	Maystadt, Min.			190/2	1
Statut du Service de la métrologie. — Critères d'agrément de ces laboratoires. — Financement de l'Organisation belge d'étalonnage	De Batselier			»	2
	Maystadt, Min.			»	»
	»			»	»
Fonds spécial pour l'autofinancement				»	3
L'article unique et l'ensemble du projet sont adoptés à l'unanimité					
Annales :					
Adoption de l'article unique (séance plénière) .....	.....	13			351
L'ensemble du projet est adopté par 184 voix .....	.....	15			404
Le projet est soumis à la sanction royale .....	.....	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Politique économique.					
Déclaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Discussion	Van den Brande	4			41
	Kubla	5			54
	le Hardy de Beaulieu ...	»			63
	Coëme	»			65
	Olivier, M.	»			69
	Claes	6			93
	Cortois	7			104
	Burgeon, W.	»			107
	Dierickx	»			111
	Lestienne	»			115
	De Batselier	»			117
	Martens, Min.	9			185
	Nols	»			199
	Dillen	»			208
	Onkelinx	»			216
	Schiltz	»			218
	Tobback	»			223
	Martens, Min.	»			232
	Deleuze	»			238
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Rapport :					
Discussion générale	Desaeyere			68/4	7
Question de M. Bossuyt à M. le Premier Ministre sur l'affectation du produit des actions sans droit de vote		34			969
Réponse	Maystadt, Min.	»			»
Transmission du texte du vingt-deuxième rapport sur l'application de la loi sur la protection contre l'abus de puissance économique		63			1960
Pratiques du commerce.					
Concurrence.					
Transmission, conformément à l'article 26 de la loi du 27 mai 1960 sur la protection contre l'abus de puissance économique, du texte du vingt et unième rapport sur l'application de la loi susvisée		2			23
Projet de loi portant exécution des règlements et directives pris en application de l'article 87 du Traité instituant la Commu- nauté économique européenne. (Doc. n° 566/1.)	Gouvernement				
Dépôt et renvoi à la Commission de l'Economie		52			1509
Prix.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Sleeckx	7			160
Interpellation de M. Colla à M. le Ministre des Affaires économi- ques sur la politique des prix et, en particulier, sur l'inci- dence de la baisse des prix pétroliers et du recul du dollar sur les prix; sur la politique de libéralisation des prix et sur l'évolution de l'inflation.					
Demande d'interpellation	Colla	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Prix maxima trop élevés pour les produits pétroliers. — Calcul du coût du stockage. — Marges de distribution trop élevées. — Cadeau de 1,2 milliard aux sociétés pétrolières. — Incidence de la baisse du dollar. — Politique en matière de la réglementation des prix. — Libération des prix de la viande. — Relèvement de la limite en matière de déclara- tion d'augmentation du prix. — Libération des prix des eaux minérales. — Situation en ce qui concerne les prix du pain	*		C 60		20

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Prix (suite).					
Chiffres de l'inflation. — Adaptations du contrat-programme des produits pétroliers. — Nécessité d'une politique des prix. — Avis de la Commission pour la régulation des prix. — Diminution de certains prix. — Problème de libération d'un certain nombre de prix. — Examen dans le secteur de la viande concernant un éventuel abus de puissance économique. — Situation dans le secteur de l'alimentation. — Relèvement du plafond en matière de la demande de hausse	Maystadt, Min.	51	C 60		22 1498
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68 .....	.....				
Index.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Martens, Min.	9			185, 230
Sidérurgie.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Gabriels.....	5			57
	Onkelinx.....	9			216
	Tobback	»			223
Interpellation de M. De Weirdt à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'incidence éventuelle pour Sidmar du recyclage de moyens qui étaient alloués précédemment aux entreprises des secteurs nationaux et à certains invests.					
Demande d'interpellation	De Weirdt	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Valeur des actions de Sidmar. — Conséquences de la vente envisagée. — Risque pour l'emploi futur	»		»		18
Restructuration d'entreprises déficitaires dans les secteurs nationaux. — Obligation de rachat. — Opportunité du maintien des participations. — Pas de transfert de capital d'entreprises belges aux concurrents ou à des groupes étrangers.....	Maystadt, Min.		»		19
Rejet du principe des actions sans droit de vote dans de grandes entreprises. — Philosophie libérale du capital à risque dans le secteur privé	De Batselier		»		»
Caractère volontaire du rachat accéléré	De Roo		»		20
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68 .....	.....	51			1498
Interpellation de M. Willockx à M. le Ministre des Affaires économiques sur la signification de la filialisation de la s.a. Boelwerven et la comparaison avec Tubemeuse en ce qui concerne l'enveloppe sociale.					
Demande d'interpellation	Willockx	52			1530
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Boelwerf : passage des activités de construction navale à celles de l'armement maritime. — Précédent de Nobels-Peelman	»		C 70		10
Conversion de la construction navale. — Accompagnement social.....	Maes (M ^{me}).....		»		11
Aide des pouvoirs publics	De Batselier		»		12
Réponse aux différentes remarques. — Reconversion. — Compétence régionale. — Développements au niveau de la Communauté européenne	Maystadt, Min.		»		»
Répliques	Willockx		»		13
	Maystadt, Min.		»		»
	Maes (M ^{me}).....		»		»
	De Batselier		»		14
Filialisation. — Problème de la réparation navale	Lenaerts		»		»
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 105 voix contre 66 .....	.....	59			1771

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMERCE ET INDUSTRIE (suite).					
Télécommunications (Industries des).					
Interpellation de M. Gabriels à M. le Premier Ministre sur la commande de 3.000 télé-imprimeurs aux A.C.E.C.	Gabriels.....	30			852
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Répartition de la commande de télex pour la R.T.T. entre Siemens-Lanklaar et A.C.E.C. (octobre 1983). — Commande supplémentaire de gré à gré de 3.000 appareils chez A.C.E.C. (novembre 1985). — Nouveau monopole pour A.C.E.C. dû aux décisions gouvernementales. — Manque de mise au travail compensatoire chez A.C.E.C. — Préjudice des entreprises flamandes. — Lieu de production des appareils A.C.E.C.	"		C 45		2
Répartition de la commande en trois lots (appareils normaux, appareils sophistiqués sans écran et un type avancé). — Commande supplémentaire de gré à gré de 3.000 appareils chez A.C.E.C. (novembre 1985). — Absence du troisième appareil chez Siemens. — Philosophie de la décision gouvernementale en 1983. — Exposé relatif aux décisions récentes du Conseil des Ministres. — Démonopolisation éventuelle en matière de télex. — Renseignements sur l'assemblage des appareils A.C.E.C. — Effets sur l'emploi chez Siemens et A.C.E.C.	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....		"		4
Lieu de production des appareils A.C.E.C. — Préjudice des entreprises flamandes.....	Gabriels.....		"		5
Déclaration avant le vote :					
Perturbation du compromis atteint	"	44			1253
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 110 voix contre 69 et 5 abstentions		"			"
Textile et bonneterie.					
Question de M. Willockx à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'application du volet social du plan textile.		15			391
Question posée par M. Bossuyt					
Réponse.....	Maystadt, Min.....	"			"
Interpellations de M. Willockx et de M ^{me} Maes sur la situation catastrophique de l'emploi et de la structure économique dans la région de Lokeren.					
Discussion	Willockx		C 12		6
	Maes (M ^{me}).....		"		7, 11
	Maystadt, Min.....		"		9
Question de M. De Roo à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur le mandat de la Commission de la C.E. et la position belge concernant un nouvel accord multifibres.....	De Roo	29			742
Réponse.....	De Croo, Min.	"			"
Interpellation de M. Steverlynck à M. le Ministre des Affaires économiques et à M. le Secrétaire d'Etat à la Justice et aux Classes moyennes sur le retard dans l'application des lois d'expansion économique en faveur du secteur textile.					
Demande d'interpellation	Steverlynck	30			851
Discussion :					
Importance du secteur textile. — Accord multifibres. — Application des lois sur l'expansion économique. — Rachat des actions sans droit de vote (destination du résultat, K.S.).....	"	33			956, 960
Financement des dossiers du secteur textile. — Recyclage des actions sans droit de vote (K.S.). — Application de la législation sur l'expansion économique.....	Denys	"			957, 960
Plan textile (financement). — Rachat des actions sans droit de vote (K.S.)	Bossuyt	"			958
Prorogation de l'accord multifibres. — Examen des dossiers introduits par les entreprises du textile (financement). — Application de la législation sur l'expansion économique.....	Mundeleer, S.Et.	"			959
Application de la législation sur l'expansion économique sur les P.M.E. (dans le secteur textile)	De Roo	"			960
	Mundeleer, S.Et.	"			961

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMUNICATION SOCIALE.					
Jeux et paris.					
Proposition de loi tendant à réglementer l'exploitation des jeux de hasard dans les casinos agréés. (Doc. n° 54/1.)	Désir	12			314
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Presse, radio et télévision.					
Déclaration gouvernementale.	Van Miert	5			47
Discussion	Dierickx	7			111
	Coëme	9			234
Question de M. Devolder à M ^{me} le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sur la disparition du réseau belge de l'« Independent Television Services »	Devolder	17			433
Réponse	D'Hondt (M ^{me}), S.Et...	"			"
Proposition de résolution relative à la protection internationale du journaliste dans l'exercice de son devoir d'information. (Doc. n° 260/1.)	Coëme				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		21			528
Proposition de loi relative à la protection des sources d'information du journaliste. (Doc. n° 261/1.)	"	"			530
Demande d'avis du Conseil d'Etat					
Question de M. Beysen à M. le Premier Ministre sur la fuite inacceptable de documents confidentiels.	Beysen	30			793
Réponse	Martens, Min.	"			"
Question de M. Brisart à M. le Premier Ministre sur l'opportunité et le coût de la déclaration gouvernementale du 6 avril 1986 à la R.T.B.F. et à la B.R.T.	Brisart	"			"
Réponse	Martens, Min.	"			"
Audio-visuel (secteur).					
Proposition de loi favorisant le développement de la création de programmes audio-visuels et de l'industrie de l'audio-visuel en Belgique. (Doc. n° 112/1.)	Grafé				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		15			398
Publicité.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Mottard	9			213
Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. (Doc. n° 93/1.)	"				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des Conflits et des Réformes institutionnelles		15			397
Proposition de loi relative à la publicité commerciale radiodiffusée et télévisée. (Doc. n° 94/1.)	"				"
Demande d'avis du Conseil d'Etat		"			"
Avis du Conseil d'Etat (doc. n° 94/2)		"			"
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Infrastructure.		31			912
Rapport (voir doc. n° 536/8)	De Decker	63			1960
	Piot	"			"
Interpellation de M. Mottard à M. le Premier Ministre sur les conséquences à retirer du sondage de l'enquête INUSOP réalisée à la demande du secteur culturel de la C.S.C. et dont il résulte que en Wallonie et à Bruxelles 77 % des personnes interrogées estiment que la RTBF devrait comme RTL bénéficier de la publicité commerciale.					
Demande d'interpellation	Mottard	41			1202
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMUNICATION SOCIALE (suite).					
Presse, radio et télévision (suite).					
Discussion :					
Résultats du sondage réalisé par l'INUSOP. — Opinion du public concernant la publicité commerciale. — Chiffre publicitaire réalisé par R.T.L. en 1984-1985. — Autorisation pour la R.T.B.F. à faire de la publicité commerciale. — Importance du problème de l'audio-visuel. — Cadre juridique en Belgique (partage des compétences). — Transfert de la compétence complète en matière de publicité commerciale aux Communautés. — Situation dans la Communauté européenne. — Problème des redevances. — Création d'une commission d'enquête parlementaire	Mottard		C 59		8
Autonomie des Communautés en matière de publicité par les ondes. — Situation financière de la presse écrite. — Revenu des redevances radio et T.V.	Sauwens		"		11
Portée de l'article 12 du projet de loi relatif aux réseaux de la radiodistribution et de la télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision. — Fonction du service public. — Répartition des compétences. — Financement de l'audiovisuel	D'Hondt (M ^{re}), S.Et....		"		12
Principes de la législation en voie d'élaboration. — Remplacement du système d'interdiction par celui de l'autorisation. — Problème pour la presse écrite	Martens, Min.		"		13
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 103 voix contre 68		51			1497
Projet de loi relatif aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision. (Doc. n° 536/1.) — Farde.					
Proposition de loi relative à la publicité commerciale radiodiffusée et télévisée. (Doc. n° 94/1.)					
Avis du Conseil d'Etat (doc. n° 536/5).					
Rapport :	De Decker	63			1959
	Piot	"			"
I. Procédure	Desutter			536/8	2
	Grafé			"	2, 3
	Baudson			"	"
	Mottard			"	"
	Van Elewyck			"	"
	D'Hondt (M ^{re}), S.Et....			"	3
	Van den Bossche			"	3, 4
	De Decker			"	3
	Sauwens			"	"
	Biefnot			"	"
	Moureaux			"	3, 4
	Van Rompaey			"	4
	Spaak (M ^{re})			"	"
	D'Hondt (M ^{re}), S.Et....			"	"
II. Exposé introductif					
III. Exposé sur la proposition de loi jointe à la discussion du projet	Mottard			"	7-12
IV. Discussion générale.					
Questions et observations	Van Elewyck			"	12-15, 22-25
	Harmegnies, M.			"	15-17
	Féaux			"	17-19
	Van den Bossche			"	19-21
	De Beul			"	21
	Mottard			"	21-25
	Biefnot			"	23, 26-28
	De Decker			"	23, 24
	Grafé			"	23
	Desutter			"	"
	Baudson			"	"
Réponses	D'Hondt (M ^{re}), S.Et....			"	14-21, 24-26
	Martens, Min.			"	23, 28-35
Répliques	Mottard			"	35
	Harmegnies, M.			"	36
	De Beul			"	37, 38
	Van Elewyck			"	38
	Martens, Min.			"	38, 39

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMUNICATION SOCIALE (suite).					
Presse, radio et télévision (suite).					
Auditions	Fauconnier (*)			536/8	39, 42, 43
	Ramaekers			»	40-43
	Mottard			»	41, 43
	Van Elewyck			»	41, 42
	Van Rompaey			»	42
	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....			»	42, 43
	De Decker			»	42-44
V. Discussion des articles.					
Remarques et amendements	Van Elewyck			»	44-50, 53-62, 64, 65, 70, 77
	Piot			»	45
	Harmegnies, M.			»	46-51, 54, 57-60, 69, 77-83
	Mottard			»	46, 49-58, 67, 68, 76-82
	Anselme			»	48-50, 54, 57, 58, 69, 77-83
	Van Rompaey			»	48, 61
	Vankeirsbilck			»	49, 61
	Chevalier			»	49, 53-56, 61, 62, 77-84
	Féaux			»	50-54
	De Decker			»	51, 52, 83
	Grafé			»	51, 55, 56
	De Beul			»	51, 62, 66
	Biefnot			»	52-54, 71, 77, 79, 82
	Baudson			»	59, 60
	Désir			»	68, 83
	Desutter			»	78, 80
Réponses	Martens, Min.			»	44-57, 63-68, 71-76, 81-83
	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....			»	57-62, 78-80, 84 84
Le projet de loi est adopté					
Radios libres.					
Interpellation de M. Willockx à M ^{me} le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sur la situation chaotique que peuvent engendrer dans le monde des radios libres, les récentes décisions d'acquiescement rendues par un tribunal anversoï, aux termes desquelles les pouvoirs publics sont accusés de mener une politique incohérente en cette matière.					
Demande d'interpellation	Willockx	13			344
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson		»			»
Discussion :					
Politique incohérente concernant les radios libres. — Politique nationale concernant les radios libres (contrôle insuffisant sur l'application de la législation, modification concernant la bande de fréquence, lenteur de la R.T.T.). — Signification et but des radios libres	»		C 11		2
Politique en matière de radios libres. — Législation en matière des radios libres (aspect institutionnel, répartition des compétences entre les Communautés et le Gouvernement national). — Reconnaissance des radios libres (procédure). — Publicité. — Délivrance de fréquences	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....		»		4
Question de M. Gabriels à M. le Ministre des Finances concernant la T.V.A. sur la publicité des radios libres	Gabriels	15			388
Réponse	Eyskens, Min.	»			»
Question de M. Cortois à M ^{me} le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sur l'autorisation d'émission pour les radios privées	Cortois	17			432
Réponse	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....	»			»
Question de M. Cortois au Secrétaire d'Etat aux P.T.T. sur l'octroi d'une autorisation d'émission accordée à l'a.s.b.l. Radio Contact à Bruxelles.	Cortois	51			1476
Réponse	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....	»			»

(*) Collaborateur extra-parlementaire (voir art. 23 du Règlement de la Chambre des Représentants).

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMUNICATION SOCIALE (suite).					
Presse, radio et télévision (suite).					
Redevances.					
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.*					
Discussion des articles	Defosset			68/4	32
	Eyskens, Min.			»	»
Proposition de loi modifiant la loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion. (Doc. n° 392/I.)	Lenaerts				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Infrastruc- ture		30			851
Interpellation de M. Mottard sur les conséquences à retirer du sondage de l'enquête INUSOP réalisée à la demande du secteur culturel de la C.S.C. et dont il résulte que en Wallonie et à Bruxelles 77 % des personnes interrogées estiment que la RTBF devrait comme RTL bénéficier de la publicité commerciale.					
Discussion	Mottard		C 59		8
	Sauwens		»		11
P.T.T.					
Question de M. Vermeiren à M ^{me} le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sur l'installation de vitres pare- balles dans les bureaux de poste	Vermeiren	15			393
Réponse	D'Hondt (M ^{me}), S. Et....	»			»
Interpellation de M. Willockx au Secrétaire d'Etat aux P.T.T. sur le retard injustifié de la mise en œuvre des mesures de sécurité à la Régie des Postes depuis 1981 et plus particulièrement sur la suppression, fin 1985, d'un crédit de 350 millions destinés à la réalisation du plan d'urgence.					
Demande d'interpellation	Willockx	17			419
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Historique de la protection de la Poste. — Demande d'augmen- tation des investissements de sécurité dans le budget 1986.....	»		C 25		2
Exécution de la décision de principe pour la sécurité des voitures postales. — Protection des guichets de poste. — Accord du Ministre du Budget pour l'utilisation en 1986 des crédits d'investissement bloqués. — Transport d'argent par les facteurs	D'Hondt (M ^{me}), S. Et....		»		2, 4
Nécessité de la procédure de gré à gré. — Risque de la privatisation de paiements postaux	Willockx		»		4
Dépôt de motions	»		»		4-5
	Van Elewycck		»		»
	Président		»		»
	Cauwenberghs		»		»
Déclaration avant le vote	Willockx	30			832
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 103 voix contre 79 et 3 abstentions.....		»			»
Question de M. Suykerbuyk au Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sur les problèmes récents dans le secteur des Postes.....	Suykerbuyk	29			745
Réponse	D'Hondt (M ^{me}), S. Et....	»			»
Question de M. Perdieu au Secrétaire d'Etat aux Postes, Télé- graphes et Téléphones sur les aménagements de certains services de Bruxelles X à l'aéroport de Zaventem	Perdieu	»			746
Réponse	D'Hondt (M ^{me}), S. Et....	»			»
Question de M. Santkin au Secrétaire d'Etat aux Postes, Télé- graphes et Téléphones concernant le travail des étudiants à la Régie des Postes		47			1341
Réponse	»	»			1342
Matériel.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Schiltz	9			218
	Anciaux	»			236

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMUNICATION SOCIALE (suite).					
P.T.T. (suite).					
Matériel (suite).					
Interpellation de M. Tobback à M. le Premier Ministre sur les déclarations de M. Maystadt concernant le contrat de la R.T.T. et la globalisation des commandes de l'armée.					
Demande d'interpellation	Tobback	13			345
Discussion : voir interpellation de M. Schiltz.					
Interpellation de M. Schiltz à M. le Premier Ministre sur les déclarations du Ministre Maystadt concernant le contrat de la R.T.T. et les commandes de l'armée et sur la question de savoir si lesdites déclarations sont conformes à la déclaration gouvernementale et au point de vue du Premier Ministre.					
Demande d'interpellation	Schiltz	"			"
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Tobback :					
Déclarations du Ministre des Affaires économiques sur le contrat de la R.T.T. et les commandes de l'armée (répartition régionale, compensations)	"	14			375, 380
Accord de globalisation pour les achats de l'armée (répartition régionale, compensations économiques). — Contrat de la R.T.T. (liaison avec les achats de matériel pour l'armée)	Tobback	"			377, 380
	Martens, Min.	"			378
Déclarations avant le vote	Tobback	17			446
	Beysen	"			"
	Van den Brande	"			"
	Schiltz	"			"
	Clerfayt	"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 103 voix contre 66 et 6 abstentions		"			447
Interpellation de M. Willockx à M. le Premier Ministre sur les altermoiments en ce qui concerne le contrat de la R.T.T. et sur les répercussions de cette situation sur la position des pouvoirs publics sur le plan des négociations.					
Demande d'interpellation	Willockx	18			454
Discussion :					
Livraison de matériel à la R.T.T. — Procédure pour l'acquisition. — Méconnaissance des intérêts de la R.T.T. — Matériel I.S.D.N. — Désavantages. — Privatisation. — Solution proposée. — Globalisation au sein de la R.T.T. (protocole). — Durée du contrat. — Rythme de la digitalisation. — Financement	"	26			673, 677
Contrat de la R.T.T.	D'Hondt (M ^{me}), S. Et....	"			676
Politique du Gouvernement	Willockx	"			"
Commandes pour la R.T.T. — Procédure. — Investissements. — Financement	D'Hondt (M ^{me}), S. Et....	"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 71 et 4 abstentions		29			752
Interpellation de M. Gabriels à M. le Premier Ministre sur la commande de 3.000 télé-imprimeurs aux A.C.E.C.					
Discussion	Gabriels		C 45		2, 5
	D'Hondt (M ^{me}), S. Et....		"		4
Interpellation de M. Vermeiren au Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sur la R.T.T. et les nouvelles techniques de communication.					
Demande d'interpellation	Vermeiren	43			1236
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Ignorance et négligence de la R.T.T., exemples. — Absence de management	"		C 63		2
Digitalisation. — Comparaison avec les pays voisins. — Recrutement d'ingénieurs. — Position de monopole. — Autonomie financière de la R.T.T. — Pas de retard technologique de la R.T.T.	D'Hondt (M ^{me}), S. Et....		"		3
Position de monopole. — Fonctionnement imparfait de la R.T.T.	Vermeiren		"		5, 6
Tutelle trop lourde	D'Hondt (M ^{me}), S. Et....		"		6
Motion d'ordre	Van Elewyck		"		"
Déclarations avant le vote	Tobback	51			1499
	Harmegnies, M.	"			"
	Vermeiren	"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 61		"			1500

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
COMMUNICATION SOCIALE (suite).					
P.T.T. (suite).					
Personnel.					
Interpellation de M. P. Peeters à M ^{me} le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sur la circulaire 19 et visant à trouver une solution humaine et acceptable pour les facteurs et autres agents occupés dans l'agglomération bruxelloise qui n'ont pas encore réussi l'examen de connaissance de la seconde langue imposée par la loi.	Peeters, P.....	18			454
Demande d'interpellation	"		C 25		5
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....		"		6
Discussion :					
Inquiétude causée par la circulaire. — Proposition pour un régime transitoire.....					
Manque de personnel bilingue dans la Région bruxelloise. — Affectation provisoire d'unilingues. — Suspension provisoire de la mise aux choix des services. — Illégalité d'une régularisation unilingue. — Possibilités d'instruction					
Tourisme.					
Question de M. Wauthy à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail concernant l'admission des travailleurs saisonniers du secteur Horeca .....	.....	34			970
Réponse.....	Hansenne, Min.....	"			"
CULTES.					
Fabriques des églises.					
Proposition de loi relative à l'organisation des fabriques des églises et à la gestion de leurs biens et revenus. (Doc. n° 194/1.).....	Moureaux et c.s.				
Demande d'avis du Conseil d'Etat .....	.....	17			441
Avis du Conseil d'Etat (doc. n° 194/2).	.....				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	44			1276
Proposition de loi organisant les fabriques des églises. (Doc. n° 423/1.)	Michel, J. & Verhaegen				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	34			996
Ministres des cultes.					
Proposition de loi modifiant la loi du 2 août 1974 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes, modifiée par la loi du 23 janvier 1981. (Doc. n° 461/1.).....	Verhaegen & Michel, J.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	44			1275
CULTURE ET SCIENCES.					
Bibliothèques et archives.					
Proposition de loi abrogeant la loi du 24 juin 1955 relative aux archives et portant organisation des archives belges. (Doc. n° 188/1.).....	Hancké				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture .....	.....	17			441
Droits d'auteur.					
Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur. (Doc. n° 17/1.)	Petitjean				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	12			312

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales :		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
CULTURE ET SCIENCES (suite).					
Droits d'auteur (suite).					
Proposition de loi relative à la sauvegarde des intérêts moraux et patrimoniaux des auteurs concernés par une faillite. (Doc. n° 62/1.)	De Loore (M ^{me})	12			315
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Jardins zoologiques.					
Question de M. Sauwens à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur le jardin zoologique de Zwartberg	Sauwens	44			1242
Réponse	De Keersmaecker, S.Et.	»			»
Monuments et sites.					
Questions de MM. Beysen, Suykerbuyk et Van Elewyck à MM. les Ministres des Communications et des Travaux publics concernant la fermeture de la gare centrale d'Anvers	Beysen, Suykerbuyk & Van Elewyck	12			306
Réponses	De Croo, Min.	»			»
	Olivier, L., Min.	»			307
Interpellation de M. Hendrick à M. le Ministre des Travaux publics sur la mise à disposition de la « Société Foncière du Carrefour de l'Europe », pour la construction de deux hôtels-tours, des terrains dénommés « La Putterie », appartenant à l'Etat et situés face à la Gare centrale.					
Demande d'interpellation	Hendrick	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Clauses du bail emphytéotique. — Absence d'un plan d'aménagement. — Permis de bâtir. — Présomptions de négligence coupable et de combinaison douteuse	»		C 63		8
Incompétence matérielle du département des Travaux publics, compétence du Ministre des Finances	Olivier, L., Min.		»		10
Pacte culturel.					
Transmission par les présidents de la Commission nationale permanente du Pacte culturel, en exécution de l'article 26 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, du rapport d'activité pour les années 1982, 1983 et 1984		15			386
Politique scientifique.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Tomas	9			198
Recherches scientifique et technologique.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	De Batselier	7			117
Interpellation de M. Tomas à M. le Vice-Premier Ministre, Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan sur le retard de la Belgique en matière de recherche scientifique appliquée et fondamentale, et les moyens d'y remédier.					
Demande d'interpellation	Tomas	34			997

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
CULTURE ET SCIENCES (suite).					
Recherches scientifique et technologique (suite).					
Discussion : Budget de la Recherche scientifique (conclave de Val-Duchesse). — Unanimité des critiques. — Recherche scientifique en Belgique : manque de continuité, manque de moyens. — Plans d'expansion de la recherche remis en question. — Retard par rapport à tous nos concurrents industriels. — La privatisation de la recherche scientifique : une fausse solution (incitants fiscaux peu efficaces). — Statut du chercheur. — Superphénix. — Questions. — Après les promesses : le démantèlement.....	Tomas	44		1269	
Critiques à relativiser. — Importance d'investir dans la recherche-développement. — Plus d'injection systématique et graduelle d'argent public. — Argent de l'Etat employé de façon sélective. — Lignes de force. — Augmentation des moyens du F.N.R.S. — Création de pôles d'attraction universitaires en technologie de pointe. — Incitants (déductibilité fiscale). — Superphénix. — Budget en croissance	Verhofstadt, Min.	»		1271	
Président du Conseil d'administration de l'U.L.B.	Tomas	»		1273	
Dépôt de motions : Recevabilité de l'ordre du jour pur et simple	Harmegnies, M.	»		1274	
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé .....	.....	47		1364	
DECES.					
Condoléances à la suite de l'assassinat du Premier Ministre suédois.....	.....	25		657	
Annonce du décès de M. De Boodt, ancien sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout et Ministre de la Reconstruction dans le gouvernement Pholien de 1950 à 1952.					
Eloge funèbre.....	Président	30		788	
	Verhofstadt, Min.	»		»	
DEFENSE NATIONALE.					
Interpellation de M. Denison à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la suite que M. le Ministre de la Défense nationale envisage de donner à la décision de son prédécesseur d'organiser une fonction de contrôle relevant directement du ministre et indépendante des états-majors.					
Demande d'interpellation	Denison	17		419	
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.	.....		C 14	7	
Ajournement de la discussion.....					
Discussion : Rapport de la commission ad hoc. — Conditions pour un contrôle efficace et indépendant. — Suppression des contrôles internes existants. — Information du Parlement	»		C 24	26	
Travaux de la Commission d'étude. — Situation dans les pays voisins. — Difficultés pratiques, sociologiques et politiques en matière d'une réforme du système de contrôle.....	de Donnée, Min.		»	27	
Situation dans les pays voisins	»		»	28	
Interpellation de M. Chevalier à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la visite que le sous-marin « Ballistic missile submarine 622 James Monroe » rend au port de Zeebrugge du 14 juillet au 17 juillet 1986.					
Demande d'interpellation	Chevalier	54		1601	
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Pepermans :					
Faits et questions.....	»		C 74	5	
Responsabilité. — Risques. — Questions.....	Pepermans		»	»	
Remarques	Van Wambeke		»	6	
	Vanhorenbeek		»	»	
	le Hardy de Beaulieu ...		»	7	

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DEFENSE NATIONALE (suite).					
Régime applicable en cas de visite d'un navire de guerre étranger. — Rôle du département des Relations extérieures.	Tindemans, Min.		C 74		7
— Parapluie nucléaire américain, implications	de Donnée, Min.		"		8
Caractère de routine. — Avertissements	Chevalier		"		"
Répliques	Devolder		"		9
	Vanhorenbeek		"		"
	Pepermans		"		"
Interpellation de M. Pepermans à M. le Ministre des Relations extérieures et à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la visite du sous-marin nucléaire SSBN 622 James Monroe.					
Demande d'interpellation	"	57			1709
Discussion : voir interpellation de M. Chevalier.					
Aumoniers et conseillers laïcs.					
Projet de loi fixant pour l'année 1986 le contingent de l'armée.					
Discussion générale	Lefebver (M ^{me})	11			294
	de Donnée, Min.	"			296
Proposition de loi relative aux conseillers spirituels auprès des forces armées. (Doc. n° 78/1.)	Lefebver (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Défense nationale		15			396
Proposition de loi instituant un service de conseillers spirituels non confessionnels à l'armée. (Doc. n° 535/1.)	Cortois				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Défense nationale		51			1480
Contingent.					
Projet de loi fixant pour l'année 1986 le contingent de l'armée. (Doc. n° 69/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission de la Défense nationale	Gouvernement	10			249
Rapport :	du Monceau de Bergendal	"			"
Réunions de la Commission de la Défense nationale.					
Ordre des travaux : Projet de loi non encore distribué à tous les membres	Tobback			69/2	1
	Denison			"	"
	Van Wambeke			"	"
Contingent de l'armée limité en 1986. — Contingent 1986 des miliciens. — Déficit compensé par la prolongation volontaire du terme de milice. — Avantages de la prolongation. — 12 % du contingent ont souscrit à une prolongation de trois mois en 1985. — Solution très coûteuse. — Trois possibilités pour faire face au manque	de Donnée, Min.			"	2
Taux d'exemptions aboutissant à l'actuelle fixation du contingent. — Rappel	le Hardy de Beaulieu ...			"	"
	de Donnée, Min.			"	"
Fluctuations du contingent	Tobback			"	4
	Willems			"	"
	de Donnée, Min.			"	"
Militaires de carrière à la disposition de la gendarmerie. — Effectifs de la gendarmerie qui n'ont jamais été repris dans la loi sur le contingent. — Personnel émergeant au budget de la gendarmerie	Tobback			"	"
	de Donnée, Min.			"	"
Volontaires temporaires de carrière arrivant au terme de leur contrat	Tobback			"	5
	de Donnée, Min.			"	"
Normalisation des prestations à l'armée (38 heures). — Semaine de 40 heures d'application. — Compensation des prestations supplémentaires de courte durée	Tobback			"	6
	de Donnée, Min.			"	"
Volontaire temporaire dès l'âge de 17 ans. — Scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans	Tobback			"	7
	de Donnée, Min.			"	"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DEFENSE NATIONALE (suite).					
Contingent (suite).					
Prolongation du service militaire comme un instrument d'économies.....	Tobback de Donnée, Min.			69/2 "	7 "
Fonctions remplies en vertu des normes de l'OTAN. — « Tableaux organiques ».....	Willems de Donnée, Min.			" "	" "
Fonctions occupées par des miliciens et par les volontaires de carrière. — Utilité de prolonger la durée du service.....	Willems			"	8
Introduction d'un nouveau coefficient dans la méthode de calcul	de Donnée, Min. Willems			" "	" 9
De quelle manière leur nombre est-il calculé?	Tobback			"	"
Les effectifs sont déterminés le premier de chaque mois. — Un nombre maximum de rappels est déterminé.....	de Donnée, Min. Uyttendaele.....			" "	" "
Revalorisation qualitative du service militaire	de Donnée, Min. Van Wambeke			" "	" "
Glissements dans les limites du budget prévu	Tobback			"	"
Missions imposées par l'OTAN	Denison de Donnée, Min.			" "	10 "
Soumission de l'armée à un « audit » privé	Denison de Donnée, Min.			" "	" "
Augmentation du service militaire. — Professionnalisation. — Renforcement de la gendarmerie	Denison de Donnée, Min.			" "	" "
Réduction du budget de la Défense nationale. — Prolongation de la durée du service militaire. — Manque d'hommes.....	De Decker			"	"
Minimum de volontaires de carrière. — Prolongation du service militaire	de Donnée, Min.			"	"
Mise à la disposition du Ministre de la Défense nationale de jeunes par le Ministre de l'Intérieur. — Commission mixte Intérieur et Défense nationale.....	du Monceau de Bergendal			"	11
Révision des lois sur la milice	de Donnée, Min.			"	"
Critères actuels d'exemption	Petitjean			"	"
Libérations du service actif	de Donnée, Min. Van Wambeke			" "	" "
Votes :					
Les articles et l'ensemble du projet sont adoptés par 12 voix contre 6 et 2 abstentions.....				"	12
Annales :					
Discussion générale :					
Exposé du Ministre en Commission. — Manque de miliciens (solutions). — Mise à la disposition de la gendarmerie de militaires pour des fonctions administratives. — Volontaires de carrière. — Durée du travail. — Revalorisation du service militaire. — O.T.A.N. — Révision des lois sur la milice. — Prolongation volontaire du service militaire (coût). — Echec de la professionnalisation. — Consé- quences du service militaire (discriminations). — Problème des dépenses.....	du Monceau de Bergendal	11			287
Problème de la constitutionnalité du projet. — Contingent. — Nombre de militaires mis à la disposition de la gendarmerie. — But de la prolongation du service militaire. — Limitation du nombre de dépenses. — Objecteurs de conscience. — Echec de la professionnalisation	Chevalier	"			289
Formation postscolaire des miliciens. — Mesures d'exemption du service militaire (discrimination des médecins, pharma- ciens, etc.). — Suppression de bataillons antichars (dispari- tion éventuelle du 2 ^e Chasseurs).....	Petitjean	"			290

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DEFENSE NATIONALE (suite).					
Contingent (suite).					
Contingent de l'armée. — Nombre de miliciens (problème démographique). — Système des dispenses. — Motivation des miliciens (statut social, délai d'attente pour l'accès au chômage)	Van Wambeke	11			291
Prolongation du service militaire. — Réarmement moral de l'armée	Lestienne	"			293
Prolongation du service militaire. — Formation des miliciens. — Organisation de défense nationale. — Problème des dispenses. — Forces belges en Allemagne	Sauwens	"			"
Problématique du personnel (durée du travail). — Personnel civil. — Prolongation volontaire du service militaire (échec). — Prolongation du service militaire. — Situation financière et sociale des miliciens. — Conseillers laïcs. — Règlement de discipline militaire. — Personnel féminin	Lefebver (M ^{me})	"			294
Contingent de l'armée. — Milice (problème démographique). — Prolongation du service militaire. — Exemptions	Willems	"			295
Nombre de miliciens. — Problèmes démographiques. — Discriminations (problème des exemptions et des libérations). — Réforme des lois sur la milice. — Valorisation du service militaire (collaboration avec les Ministres de l'Education nationale). — Durée du temps de travail à l'armée. — Mise à la disposition de la gendarmerie de militaires. — Prolongation du service militaire. — Harmonisation des temps d'attente pour l'accès aux allocations de chômage. — Militaires féminins. — Augmentation de la solde. — Forces belges en Allemagne. — Conseillers laïcs. — Révision du Règlement de discipline militaire	de Donnée, Min.	"			296
Adoption des articles	"	"			299
Déclarations avant le vote sur l'ensemble du projet	Denison	12			326
	Sauwens	"			"
	Tobback	"			"
	De Decker	"			"
L'ensemble du projet est adopté par 107 voix contre 60 et 18 abstentions	"	"			327
Le projet est transmis au Sénat	"	"			"
Ecole Royale Militaire.					
Interpellation de M. Van Miert à M. le Ministre de la Défense nationale sur la désignation d'un chargé de cours de sociologie à l'Ecole Royale Militaire.					
Demande d'interpellation	Van Miert	51			1502
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion :					
Les faits. — Fortes objections de la part du commandement militaire. — Egalité de chances pour les femmes	"		C 74		2
Remise d'une motion au Ministre	Detière (M ^{me})	"	"		3
Appui à l'interpellateur	Vanhorenbeek	"	"		"
	Pepermans	"	"		"
	de Donnée, Min.	"	"		"
Réponse aux observations	Van Miert	"	"		4
Répliques	Detière (M ^{me})	"	"		"
	Vanhorenbeek	"	"		"
Déclaration avant le vote	Tobback	62			1953
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 110 voix contre 69 et 1 abstention	"	"			1954
Force aérienne.					
Question de M. Sauwens à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur « le champ de tir militaire à Helchteren »		34			974
Réponse	de Donnée, Min.	"			"
Question de M. Depré à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur l'accident du Fuga-Magister à Overijse		59			1749
Réponse	"	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DEFENSE NATIONALE (suite).					
Force terrestre.					
Projet de loi fixant pour l'année 1986 le contingent de l'armée. Discussion générale	Petitjean	11			290
Forces belges en Allemagne.					
Projet de loi fixant pour l'année 1986 le contingent de l'armée. Discussion générale	Sauwens de Donnée, Min.	11 »			293 296
Guerre.					
Reconnaissance nationale.					
Proposition de loi modifiant les lois relatives au statut des prison- niers politiques et de leurs ayants droit, coordonnées par l'arrêté royal du 16 octobre 1954. (Doc. n° 35/I.)	Spaak (M ^{re})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement .....	.....	12			313
Interpellation de M. Coëme à M. le Secrétaire d'Etat à la Justice sur le sort réservé aux anciens prisonniers de guerre. Demande d'interpellation	Coëme	33			962
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux. Discussion :					
Assouplissement dans l'octroi des distinctions honorifiques. — Réductions tarifaires. — Non-indexation des pensions des invalides de la guerre. — Problèmes en matière de pensions de réversion pour les veuves. — Soins aux prisonniers de guerre de six à douze mois. — Val-Duchesse : 170 millions d'assainissement supplémentaire. — Réouverture des délais et le problème de l'amnistie	»		C 56		2
Statut des anciens de Grande-Bretagne et des volontaires de guerre	De Decker		»		4
Problème de l'amnistie	Coveliers		»		»
Position du Conseil flamand concernant le cahier des revendica- tions des victimes de la guerre. — Critique sur la politique des Fédérations des associations patriotiques. — Réouver- ture des délais	Bourgeois		»		5
Décision de principe de prolonger le protocole de 1975. — Réductions tarifaires à la S.N.C.B. — Non-indexation des pensions de guerre. — Réversibilité intégrale en faveur des veuves d'invalides de guerre. — Reconstitution de la Commission permanente chargée du contentieux des vic- times de la guerre. — Economies de 170 millions sur le budget de l'INIG. — Revendications morales des associa- tions patriotiques. — Bénéficiaires du statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande. — Point de vue en ce qui concerne la réouverture des délais. — Position vis-à-vis de l'opération d'amnistie. — Statut des forces combattantes.....	Mundeleer, S.Et.		»		»
Critique sur le point de vue du Gouvernement en matière d'amnistie	Coveliers		»		8
Proposition de loi créant le statut de l'interné-résistant 1940-1945. (Doc. n° 523/I.)	Ylieff, Van Wambeke & Gondry				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Défense nationale .....	.....	51			1480
Réquisitions.					
Projet de loi concernant les contrats différés. (Doc. n° 485/I.) Dépôt et renvoi à la Commission de la Justice	Gouvernement	42			1204
Victimes de la guerre.					
Déclaration gouvernementale. Discussion	Gehlen Gondry Martens, Min.	7 9 »			121 206 232

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DEFENSE NATIONALE (suite).					
Guerre (suite).					
<i>Victimes de la guerre (suite).</i>					
Interpellation de M. Coëme sur le sort réservé aux anciens prisonniers de guerre.					
Discussion	Mundeleer, S. Et.		C 56		5
Proposition de loi modifiant l'article 33, § 2, de la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre et étendant le bénéfice des soins de santé aux frais de l'Etat. (Doc. n° 519/1.)	Detremmerie				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement .....	.....	51			1480
Justice militaire.					
Projet de loi fixant pour l'année 1986 le contingent de l'armée.					
Discussion générale	Lefebver (M ^{me})	11			294
	de Donnée, Min.	"			296
Proposition de loi modifiant l'article 81quinquies du Code de procédure pénale militaire et insérant un article 96ter dans le même code. (Doc. n° 58/1.)	Suykerbuyk				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	12			315
Proposition de loi visant à aligner la procédure d'appel militaire sur la procédure d'appel ordinaire en matière pénale. (Doc. n° 60/1.)	"				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	"			"
Proposition de loi limitant la compétence de la juridiction militaire. (Doc. n° 61/1.)	"				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	"			"
Proposition de loi modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées. (Doc. n° 79/1.)	Lefebver (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Défense nationale .....	.....	15			396
Proposition de loi modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées et instituant un Conseil d'appel. (Doc. n° 96/1.)	Van Steenkiste, R.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Défense nationale .....	.....	"			397
Langues.					
Transmission en exécution de l'article 32 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, du rapport pour l'année 1984 sur l'application de cette loi .....	.....	2			22
Interpellation de M. Denison à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les déséquilibres linguistiques existant au niveau des officiers supérieurs des différentes forces et catégories et dans les différents grades.					
Demande d'interpellation	Denison	33			963
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion :					
Déclarations dans la presse flamande. — Situation dans la force navale. — Déséquilibre en faveur des néerlandophones aux grades de major et de lieutenant-colonel. — Nécessité d'un cadre linguistique	"		C 55		26
Principe de la parité au niveau des lieutenants-généraux et généraux-majors. — Proportion globale 60/40 pour les autres grades. — Problème de recrutement de francophones à la force navale. — Problème au niveau des officiers à la gendarmerie. — Commissionnement de colonels	de Donnée, Min.		"		27
Justification du critère de 60/40	Denison		"		"
Article 19 de la loi sur l'emploi des langues à l'armée	de Donnée, Min.		"		28

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DEFENSE NATIONALE (suite).					
Matériel.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Denison	9			195
	Tobback	"			223
Interpellation de M. Tobback à M. le Premier Ministre sur les déclarations de M. Maystadt concernant le contrat de la R.T.T. et la globalisation des commandes de l'armée.					
Demande d'interpellation	"	13			345
Discussion : voir interpellation de M. Schiltz.					
Interpellation de M. Schiltz à M. le Premier Ministre sur les déclarations du Ministre Maystadt concernant le contrat de la R.T.T. et les commandes de l'armée et sur la question de savoir si lesdites déclarations sont conformes à la déclaration gouvernementale et au point de vue du Premier Ministre.					
Demande d'interpellation	Schiltz	"			"
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Tobback :					
Déclarations du Ministre des Affaires économiques sur le contrat de la R.T.T. et les commandes de l'armée (répartition régionale, compensations)	"	14			375, 380
Accord de globalisation pour les achats de l'armée (répartition régionale, compensations économiques). — Contrat de la R.T.T. (liaison avec les achats de matériel pour l'armée)	Tobback	"			377, 380
	Martens, Min.	"			378
	Tobback	17			446
Déclarations avant le vote	Beysen	"			"
	Van den Brande	"			"
	Schiltz	"			"
	Clerfayt	"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 103 voix contre 66 et 6 abstentions.		"			447
Interpellation de M. Tobback à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur le financement et sur la prétendue participation des Etats-Unis au financement de l'aléseuse-fraiseuse Pégard.					
Demande d'interpellation	Tobback	"			419
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion :					
Achat de l'aléseuse-fraiseuse Pégard par l'armée (coût). — Intervention financière des Etats-Unis. — Attitude de l'ancien ministre de la Défense nationale	"		C 14		2-7
Achat de l'aléuse-fraiseuse Pégard par l'armée (coût). — Intervention financière des Etats-Unis	de Donnée, Min.		"		3-7
Déclaration avant le vote	Tobback	24			653
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 112 voix contre 78		"			"
Interpellation de M. Tobback à M. le Ministre des Affaires économiques et à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur l'état d'exécution du programme dit de « globalisation », les déclarations qu'ils ont faites à ce sujet et la liaison inadmissible qu'ils établissent avec le contrat R.T.T.					
Demande d'interpellation	"	17			420
Renvoi aux Commissions réunies de la Défense nationale et de l'Economie (réunion publique) — Présidence de MM. Poswick et Vankeirsbilck.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation de M. Schiltz	"		C 22		5
Préjudice de la Flandre au niveau des achats militaires. — Nouvelles négociations de la clé de répartition. — Déclarations du Premier Ministre. — Révision du programme de globalisation. — Suppression de travaux publics dans la Région wallonne. — Nature des compensations pour la Flandre	"		"		3, 13
Manque d'information correcte du Parlement. — Déclarations contradictoires de Ministres. — Incidence sur la politique industrielle du Gouvernement flamand	Schiltz		"		5
Etat d'exécution du programme de globalisation et des compensations. — Pourcentage réel de 30 % (au lieu de 55 % promis)	Van Rompuy		"		7
Contrat d'achat de 44 avions type F-16	Denison		"		"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Anglais		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DEFENSE NATIONALE (suite).					
Matériel (suite).					
Maintien de la clé de répartition convenue. — Considération sur la technique des compensations	Dupré		C 22		8
	Denys		"		9
Données relatives aux compensations directes et indirectes. — Avis négatifs de la « V.E.V. » concernant les compensations de haute technologie. — Contrôle de la Cour des comptes. — Précisions des déclarations ministérielles devant la presse	Maystadt, Min.		"		"
Données relatives aux compensations directes et indirectes	"		"		11
Précision des déclarations du Ministre au congrès P.R.L. — Incidences des économies sur le budget de la Défense nationale	de Donnée, Min.		"		12
Déclarations contradictoires de Ministres	Schiltz		"		14
Maintien de la clé de répartition convenue	Dupré		"		14, 15
Incidence des économies sur le budget de la Défense nationale	de Donnée, Min.		"		15
Déclarations avant le vote	Denison	29			756
	De Weirdt	"			"
	Gabriels	"			"
	Van den Brande	"			"
	Deleuze	"			"
	Tobback	"			"
	Schiltz	"			757
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 106 voix contre 44 et 30 abstentions			"		"
Question de M. Schiltz à M. le Premier Ministre sur les déclarations fallacieuses du Premier Ministre concernant les compensations pour les achats de l'armée	"	17			429
Réponse	Martens, Min.	"			"
Procédure du « question time » au Parlement anglais	Tobback	"			"
	Président	"			"
Interpellation de M. Schiltz à M. le Ministre des Affaires économiques sur la contradiction entre les déclarations faites, d'une part, par le Ministre des Affaires économiques à la presse écrite et à la R.T.B.F. et, d'autre part, par le Premier Ministre à la Chambre des Représentants, en ce qui concerne le maintien de l'accord conclu au cours de la précédente législature au sujet des compensations relatives aux commandes militaires et sur les conclusions qu'il faut tirer de cette contradiction.					
Demande d'interpellation	Schiltz	20			499
Renvoi aux Commissions réunies de la Défense nationale et de l'Economie (réunion publique).					
Discussion : voir interpellation de M. Tobback.					
Interpellation de M. Féaux sur certains aspects particuliers du dossier d'acquisition des munitions de 155 mm à la firme américaine GDC, pour un montant dépassant les 6 milliards de francs belges.					
Discussion	Féaux		C 34		16
	de Donnée, Min.		"		17
	Tobback		"		18
	Sauwens		"		"
Interpellation de M. Lenaerts à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur le plan de globalisation en matière de compensations pour six programmes d'achats prévus dans le cadre du plan décennal (1982-1991) — achat d'hélicoptères.					
Demande d'interpellation	Lenaerts	33			962
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion :					
Répartition régionale des compensations. — Position préjudicielle de la Flandre. — Option du commandement de l'armée en matière d'hélicoptères. — Planning de l'achat	"		C 55		22
Dessous politiques et portée du problème. — Confirmation et précision de la globalisation initiale	Belmans		"		"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DEFENSE NATIONALE (suite).					
Matériel (suite).					
Achat des nouveaux F-16 en 1982. — Non-respect de la globalisation. — Déséquilibre communautaire flagrant. — Compensation en matière du contrat des jeeps et des camions. — Mode de comptabilisation. — Incidence du plan de Val-Duchesse. — Rapports entre les forces	Tobback		C 55		23
Qualifications des entreprises concernées.....	le Hardy de Beaulieu ...		"		24
Besoins opérationnels de l'armée. — Répartitions régionales des compensations. — Incidence des décisions du conclave de Val-Duchesse sur le budget de l'armée. — Nouveau plan décennal en matière d'équipement et d'investissement	de Donnée, Min.		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé.....	.....	47			1364
Milice.					
Déclaration gouvernementale.	Van den Brande	4			41
Discussion	Beysen	5			60
	Deleuze	"			62
	du Monceau				
	de Bergendal	6			99
	Lestienne	7			115
	Albert	"			153
	Temmerman	8			169
	Denison	9			195
	Tobback	"			223
	Martens, Min.	"			232
Projet de loi fixant pour l'année 1986 le contingent de l'armée.					
Discussion générale	du Monceau				
	de Bergendal	11			287
	Chevalier	"			289
	Petitjean	"			290
	Van Wambeke	"			291
	Lestienne	"			293
	Sauwens	"			"
	Lefeber (M ^{re})	"			294
	Willems	"			295
	de Donnée, Min.	"			296
Proposition de loi insérant un article 16bis dans le Chapitre IV, Section 7, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962. (Doc. n° 13/1.)	Désir				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....	.....	12			312
Proposition de loi accordant les mêmes mesures d'exemption du service militaire aux diplômés dans des disciplines médicales qu'aux autres appelés. (Doc. n° 36/1.)	Petitjean				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....	.....	"			313
Interpellation de M. Pepermans à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les problèmes concernant la milice et les objecteurs de conscience.					
Demande d'interpellation	Pepermans	13			344
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.....	.....	"			"
Discussion :					
Service militaire et service civil. — Résolutions du Parlement européen et du Conseil de l'Europe (égalité entre service militaire et service civil, respect pour l'opinion de l'objecteur de conscience). — Prolongation du service militaire (durée du service civil). — Affectation d'objecteurs de conscience à des institutions. — Statut pécuniaire des objecteurs de conscience	"		C 8		7
	Nothomb, Min.		"		8

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DEFENSE NATIONALE (suite).					
Milice (suite).					
Proposition de loi modifiant la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. (Doc. n° 80/1.)	Lefebver (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Défense nationale		15			396
Proposition de loi instaurant un congé afin de permettre aux miliciens effectuant leur service militaire ou un service de remplacement de rechercher un emploi. (Doc. n° 142/1.)	Ansoms				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Défense nationale		17			437
Proposition de loi abrogeant l'article 99 des lois sur la milice coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1962. (Doc. n° 205/1.)	Desutter				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		"			442
Rapport :	Vankeirsbilck	31			859
Réunion de la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.					
Interdiction de contracter mariage, prévue à l'article 99 des lois sur la milice coordonnées. — Amendement du Gouvernement abrogeant l'article 264, dernier alinéa, du Code pénal	Desutter			205/3	2
	De Beul			"	"
	Nothomb, Min.			"	"
Votes :					
L'article unique de la proposition de loi, l'amendement du gouvernement visant à ajouter un article 2 (nouveau) et l'ensemble de la proposition de loi sont adoptés à l'unanimité				"	"
Nouvel intitulé :					
« Proposition de loi abrogeant l'article 99 des lois sur la milice coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1962 et l'article 264, dernier alinéa, du Code pénal ».					
Annales :					
Discussion générale :					
Article 99 des lois sur la milice (interdiction de contracter mariage)	Vankeirsbilck	"			871
Adoption des articles		"			"
L'ensemble de la proposition est adopté par 160 voix		"			874
Le projet est transmis au Sénat		"			"
Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 avril 1962 portant coordination des lois sur la milice. (Doc. n° 250/1.)	De Batselier				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		21			527
Interpellation de M ^{lle} C. Burgeon à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise et à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur les prolongements du stage d'attente et du service militaire.	Burgeon, C. (M ^{lle})	27			695
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique) — Présidence de M. M. Olivier.					
Discussion :					
Allongement du stage des jeunes chômeurs. — Allongement du service militaire	"		C 32		3
Inquiétude des jeunes	Sauwens		"		"
Service militaire. — Stage d'attente	Hansenne, Min.		"		4
Jeunes demandeurs d'emploi	Burgeon, C. (M ^{lle})		"		"
Stage d'attente. — Service militaire. — Discriminations	Ansoms		"		"
Discriminations. — Service civil. — Stage d'attente	Vogels (M ^{me})		"		5
T.C.T. — C.S.T.	Walry		"		"
Chômage. — Stage d'attente. — Service militaire	Antoine		"		"
Allongement du stage d'attente. — Politique de l'emploi	Hansenne, Min.		"		"
Question de M. Van Wambeke à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur l'application de l'article 87 des lois sur la milice et l'exemption de service pour les moniteurs	Van Wambeke	30			794
Réponse	de Donnée, Min.	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DEFENSE NATIONALE (suite).					
Milice (suite).					
Interpellation de M. Féaux à M. le Ministre de la Défense nationale sur les raisons avancées pour justifier l'allongement du temps de service alors que la nécessité de cet allongement n'est pas démontrée.					
Demande d'interpellation	Féaux.....	31			912
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion :					
Nombre et définition d'une « fonction troupe ». — Abandon du plan de professionnalisation. — Diminution du nombre de volontaires de carrière. — Raisons du ralentissement de la procédure de recrutement. — Equilibre linguistique. — Conséquences du remplacement des volontaires par des miliciens sur des frais de fonctionnement. — Calcul du coefficient de disponibilité. — Répartition linguistique actuelle des volontaires de carrière et des miliciens. — Limitation des exemptions. — Revalorisation du service militaire	»		C 55		14
Les jeunes comme des travailleurs à bon marché. — Incidence sur les statistiques officielles en matière de chômage	Van Steenkiste, R.		»		16
Fin de la professionnalisation de l'armée. — Affectation de jeunes comme auxiliaire de police, de gendarmerie ou de la protection civile	du Monceau de Bergendal		»		»
Contenu du plan de revalorisation de l'armée. — Incidence budgétaire. — Limitation du nombre d'exemptions. — Mesures de rationalisation en matière de la présence des forces armées dans la République fédérale	Tobback		»		»
Répercussion de l'allongement du service militaire sur la position des jeunes et sur l'emploi des jeunes. — Prise en considération du temps de milice pour la période d'attente en matière de chômage	Pepermans		»		17
Nécessité de législation. — Rejet d'une armée professionnelle. — Incidence des mesures sur les statistiques du chômage	Van Wambeke		»		»
Problème de l'évolution démographique. — Les besoins en hommes. — Problèmes d'engagement de volontaires de carrière. — Réduction du nombre des volontaires et rallongement du service militaire. — Comparaison avec d'autres pays européens. — Problème de la motivation des miliciens et des cadres d'active. — Incidence budgétaire du plan de revalorisation. — Augmentation des activités d'entraînement dans les différentes forces. — Augmentation du nombre de sous-officiers et officiers de réserve. — Recrutement de 200 miliciens, licenciés et régents en éducation physique. — Répartition entre le personnel civil et militaire. — Réexamen fondamental des missions de l'armée. — Répartition linguistique des volontaires de carrière. — Modification de la loi sur la milice. — Question des coefficients de conversion	de Donnée, Min. Féaux		» »		18 21
Diminution du nombre de volontaires de carrière		47			1364
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé					
Proposition de résolution concernant la position des jeunes au sujet de la prolongation éventuelle de la durée du service militaire. (Doc. n° 431/I.)	Vogels (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Défense nationale		34			996
Question de M ^{me} Lefebver à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur le fait que l'on porte atteinte aux facilités de congés pour les miliciens moniteurs de jeunes		47			1340
Réponse	de Donnée, Min.	»			»
Question de M. Sauwens à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les congés d'urgence des moniteurs de jeunesse brevetés		»			»
Réponse	»	»			»
Objecteurs de conscience.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Pepermans	7			142
	Temmerman	8			169

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DEFENSE NATIONALE (suite).					
Objecteurs de conscience (suite).					
Projet de loi fixant pour l'année 1986 le contingent de l'armée. Discussion générale	Chevalier	11			289
Interpellation de M. Pepermans à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les problèmes concernant la milice et les objecteurs de conscience.	Pepermans	13			344
Demande d'interpellation .....	.....	"			"
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman .....	.....				
Discussion : Service militaire et service civil. — Résolutions du Parlement européen et du Conseil de l'Europe (égalité entre service militaire et service civil, respect pour l'opinion de l'objec- teur de conscience). — Prolongation du service militaire (durée du service civil). — Affectation d'objecteurs de conscience à des institutions. — Statut pécuniaire des objecteurs de conscience	" Nothomb, Min.		C 8 "		7 8
Proposition de loi modifiant les lois portant le statut des objecteurs de conscience coordonnées le 20 février 1980. (Doc. n° 110/1.)	Vanvelthoven & Temmerman				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique .....	.....	15			398
Question de M. Pepermans à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la commission consultative d'agrégation des organismes susceptibles d'occuper des objecteurs de conscience	Pepermans	29			739, 740
Réponse	Nothomb, Min.	"			740
Interpellation de M. Pepermans à M. le Ministre de la Défense nationale et Ministre de la Région bruxelloise sur l'image qui est donnée des objecteurs de conscience dans une publi- cation officielle du ministère de la Défense nationale et sur les implications de la mentalité qu'elle dénote, en ce qui concerne les initiatives éducatives prévues à l'intention des miliciens.	.....				
Demande d'interpellation	Pepermans	31			911
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.	.....				
Discussion : Langage offensant dans une brochure émanant du Ministère de la Défense nationale. — Cours d'instruction civile pour miliciens	"		C 55		12
Respect pour le statut des objecteurs de conscience. — Risque d'un certain pacifisme naïf. — Renouveau de la brochure « Bienvenue aux miliciens ». — Directives en matière des cours d'éducation civile	de Donnée, Min.		"		13
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé .....	.....	47			1364
Interpellation de M. Harmegnies à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les conséquences pour les objecteurs de conscience de l'augmentation de la durée du service mili- taire, et l'application des accords de Val-Duchesse.	.....				
Demande d'interpellation	Harmegnies, M.	40			1172
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman .....	.....				
Discussion : Durée du service civil. — Problème de la rémunération de l'objecteur. — Affectation des objecteurs dans des orga- nismes. — Composition du Comité d'avis. — Refus de l'agrément de certains organismes	"		C 61		26
Objecteurs de conscience comme des citoyens de second rang. — Incidence de la prolongation sur les chances de mise au travail. — Exclusion d'organisations socio-culturelles. — Choix arbitraire et même illégal	Van Steenkiste, R.		"		28
Critère d'exclusion d'organismes socio-culturels. — Concerta- tion avec les Exécutifs flamand et wallon	Vogels (M ^{me})		"		29
Principe d'un coefficient multiplicateur. — Aspects idéologi- ques	Daras		"		"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DEFENSE NATIONALE (suite).					
Objecteurs de conscience (suite).					
Réduction d'un nombre d'institutions. — Situation des maisons de jeunes et du voisinage. — Incidence sur la politique culturelle flamande.....	De Beul		C 61		30
Problème de la durée du service civil. — Discriminations. — Caractère politique des critères d'exclusion d'organismes. — Délais d'attente pour la reconnaissance et l'affectation des objecteurs de conscience.....	Temmerman		»		»
Incidence du service civil sur la carrière future.....	Galle.....		»		31
Position vis-à-vis de la durée du service. — Conditions matérielles des objecteurs. — Agréation d'organismes. — Pouvoir d'appréciation du conseil des ministres. — Rôle du comité d'avis. — Classement des organismes du point de vue de leur utilité publique. — Maintien provisoire des organismes ayant un objecteur en service avant août 1984. — Agréation officielle de 544 organismes par le gouvernement précédent. — Raccourcissement des délais dans la procédure. — Circulaire de 1983 relative aux conditions de travail des objecteurs.....	Nothomb, Min.		»		32
Logement et séjour dans les casernes (objecteurs de conscience). — Etat actuel de la composition de la liste des organismes.....	Temmerman		»		35
Exclusion définitive de 23 organismes.....	Nothomb, Min.		»		36
Preuve que le gouvernement utilise des critères subjectifs.....	De Beul		»		»
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 104 voix contre 68 et 1 abstention		51			1496
OCASC.					
Question de M. Tobback à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les difficultés à l'OCASC.....	Tobback	17			431, 432
Réponse.....	de Donnée, Min.	»			432
Officiers et sous-officiers.					
Interpellation de M. Denison à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les déséquilibres linguistiques existant au niveau des officiers supérieurs des différentes forces et catégories et dans les différents grades.	Denison	33			963
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion :					
Déclarations dans la presse flamande. — Situation dans la force navale. — Déséquilibre en faveur des néerlandophones aux grades de major et de lieutenant colonel. — Nécessité d'un cadre linguistique.....	»		C 55		26
Principe de la parité au niveau des lieutenants généraux et généraux majors. — Proportion globale 60/40 pour les autres grades. — Problème de recrutement de francophones à la force navale. — Problème au niveau des officiers à la gendarmerie. — Commissionnement de colonels.....	de Donnée, Min.		»		27
Justification du critère de 60/40.....	Denison		»		»
Article 19 de la loi sur l'emploi des langues à l'armée	de Donnée, Min.		»		28
Personnel civil.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Tobback	9			223
Projet de loi fixant pour l'année 1986 le contingent de l'armée.					
Discussion générale	Lefebvre (M ^{me})	11			294
Interpellation de M. Chevalier à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur la nomination d'auditeurs militaires unilingues dans les conseils de guerre.					
Demande d'interpellation	Chevalier	13			345
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux		»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DEFENSE NATIONALE (suite).					
Personnel civil (suite).					
Discussion : Nomination d'auditeurs militaires unilingues dans les conseils de guerre.....	Chevalier Coveliers Gol, Min.....		C 13 » »		17 » 18
Personnel militaire.					
Déclaration gouvernementale. Discussion	Denison.....	9			195
Projet de loi fixant pour l'année 1986 le contingent de l'armée. Discussion générale	Lefebvre (M ^{me}) de Donnée, Min.	11 »			294 296
Volontaires.					
Projet de loi fixant pour l'année 1986 le contingent de l'armée. Discussion générale	du Monceau de Bergendal Lefebvre (M ^{me}) de Donnée, Min.	» » »			287 294 296
Proposition de loi modifiant la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées. (Doc. n° 234/1.)	Denison				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Défense nationale.....		21			527
Proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées. (Doc. n° 367/1.)	Vermeiren				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Défense nationale.....		30			850
Interpellation de M. Féaux sur les raisons avancées pour justifier l'allongement du temps de service alors que la nécessité de cet allongement n'est pas démontrée. Discussion	Féaux de Donnée, Min.		C 55 »		14, 21 18
Déclaration gouvernementale. Discussion	Van den Brande Deleuze Denison.....	4 5 9			41 62 195
Projet de loi fixant pour l'année 1986 le contingent de l'armée. Discussion générale	Sauwens	11			293
Syndicats.					
Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du cadre actif de la gendarmerie. (Doc. n° 285/1.)	Van den Bossche				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Défense nationale.....		21			529
DISTRIBUTION D'EAU.					
Proposition de loi relative à la fourniture de prestations en matière de distribution par réseau public d'eau, de gaz et d'électri- cité à usages domestiques et artisanaux. (Doc. n° 31/1.)	Deleuze, Dierickx & Daras				
Prise en considération et renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et de la Politique sociale		12			313
Avis du Conseil d'Etat (doc. n° 31/2). Proposition de loi relative à la fourniture d'eau, de gaz et d'électricité. (Doc. n° 221/1.)	Wauthy & Liénard				
Prise en considération et renvoi aux Commissions réunies de l'Emploi et de la Politique sociale et de la Justice		21			526
Avis du Conseil d'Etat (doc. n° 221/2).					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DISTRIBUTION D'EAU <i>(suite)</i> .					
Interpellation de M. Pepermans sur l'aménagement d'un bassin de retenue à Notmeir-Rumst/Duffel.					
Discussion	Smet (M ^{me}), S.Et.....		C 72		26
Bassins de retenue d'eau.					
Interpellation de M. Pepermans à M. le Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur l'aménagement d'un bassin de retenue à Notmeir-Rumst/Duffel.					
Demande d'interpellation	Pepermans	49			1429
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Décision judiciaire ordonnant l'arrêt des travaux. — Politique caduque en matière d'environnement. — Nécessité d'une politique au niveau européen. — Tarifs de faveur pour l'industrie. — Inepties administratives .....	.....	»			24
Compétence de l'Exécutif flamand en matière de politique de l'eau. — Réponse aux différentes remarques	Smet (M ^{me}), S.Et.....		»		26
Réplique	Pepermans		»		27
DROIT CIVIL.					
Adoption.					
Proposition de loi contenant des mesures en faveur de l'adoption. (Doc. n° 152/1.)	Hanquet (M ^{re})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale .....	.....	17			438
Projet de loi relatif à l'abandon d'enfants mineurs. (Doc. n° 583/1.)					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation et à l'adoption .....	.....	60			1776
Projet de loi modifiant l'article 358 du Code civil. (Doc. n° 585/1.)					
Projet amendé par le Sénat et renvoyé à la Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation et à l'adoption .....	.....	»			1777
Ball à ferme.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Baldewijns	7			136
Proposition de loi adaptant les fermages en matière de baux à ferme. (Doc. n° 104/1.)	le Hardy de Beaulieu				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes .....	.....	15			398
Baux à loyer.					
Question de M. Anselme à M. le Ministre de la Justice sur l'absence de parallélisme entre la modération des loyers et la modération salariale	Anselme	»			389
Réponse	Gol, Min.	»			»
Proposition de loi rétablissant le parallélisme entre la modération des loyers et la modération des salaires. (Doc. n° 82/1.)	Van den Bossche				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	»			396
Proposition de loi relative aux contrats de louage. (Doc. n° 199/1.) .....	.....	»			
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	17			441
Proposition de loi rectifiant certaines erreurs manifestes dans la législation sur les contrats de louage. (Doc. n° 273/1.) .....	.....	»			
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	21			528
Proposition de loi réglant certains problèmes urgents relatifs aux contrats de louage. (Doc. n° 275/1.) .....	.....	»			
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	»			529
Proposition de loi relative à la modération des loyers. (Doc. n° 366/1.)	Anselme				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	30			850

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commissi- ons		
DROIT CIVIL (suite).					
Capacité juridique.					
Proposition de loi relative à la capacité juridique des mineurs d'âge en droit social. (Doc. n° 10/1.)	Breyne				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		12			312
Proposition de loi modifiant le Code civil de manière à abaisser à dix-huit ans l'âge de la majorité civile. (Doc. n° 193/1.)	Moureaux				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		17			441
Créances alimentaires.					
Proposition de loi organisant le règlement des créances alimentaires par l'intermédiaire d'un Office national des créances alimentaires. (Doc. n° 269/1.)	Hanquet (M ^{re}) et cs.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		21			528
Interpellation de M. Eerdekens au gouvernement sur la création d'une allocation de substitution au bénéfice des enfants lorsque le conjoint divorcé ne paie pas la pension alimentaire : allocation payable par le C.P.A.S.	Eerdekens	27			695
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique) — Présidence de M. De Groot.					
Discussion :					
Inconvénients du système envisagé par le gouvernement. — Garanties actuelles en droit civil et pénal. — Objections juridiques contre le rôle proposé pour les C.P.A.S. — Incidence sur la situation financière des C.P.A.S. — Contre-propositions (via l'ONAFIS ou le Ministère de la Justice)	"		C 35		2
Données statistiques sur le problème. — Situation sociale de la femme isolée avec enfants. — Situation dans d'autres pays (caractère de droit public de la pension alimentaire)	Caudron		"		4
Désavantages de la mise en circuit des C.P.A.S. (compétence territoriale e.a.). — Précisions sur sa proposition de loi	Hanquet (M ^{re})		"		5
Etat d'avancement du projet de loi concernant les créances alimentaires. — Solutions dans d'autres pays (le Danemark, la Norvège, la Suède, l'Autriche, le Luxembourg, la France). — Solution préconisée dans le projet de loi. — Difficultés au niveau de la répartition des compétences entre l'Etat et les Communautés. — Aspects budgétaires. — Droit d'information du C.P.A.S. auprès d'autres instances. — Droits actuels de la femme isolée avec enfants (minimum de moyens d'existence). — Comparaison avec « l'allocation socio-pédagogique ». — Image du C.P.A.S.	Smet (M ^{re}), S. Et		"		"
Objections juridiques contre le rôle proposé pour des C.P.A.S.	Eerdekens		"		7, 8
Droits actuels de la femme isolée avec enfants (minimum de moyens d'existence). — Comparaison avec « l'allocation socio-pédagogique »	Smet (M ^{re}), S. Et		"		8
Définition de l'état de besoin	Hanquet (M ^{re})		"		"
Situation du mari abandonné	De Groot		"		9
Problème du droit de visite et de l'obligation de visite	Smet (M ^{re}), S. Et		"		"
Divorce et séparation.					
Interpellation de M. Hendrick à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur l'inefficacité de la loi Gol, pour protéger les enfants issus de mariages mixtes.					
Demande d'interpellation	Hendrick	17			419
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M ^{re} Maes :					
Lutte contre le « legal kidnapping ». — Octroi de la nationalité. — Recherche d'accords bilatéraux	"		C 18		8, 14
Rôle des instances judiciaires (divorce et droit de garde). — Portée des conventions internationales. — Négociations bilatérales avec le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et la France	Maes (M ^{re})		"		9

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT CIVIL (suite).					
Divorce et séparation (suite).					
Rôle des ambassades	Detiège (M ^{me})		C 18	10, 14	
Problèmes pratiques en matière de l'obtention d'un exequatur dans les pays du Maghreb	Bourgeois		"	11	
Problème du droit de garde de l'enfant. — Obtention d'un exequatur (création d'un fonds d'aide)	Derycke		"	"	
Problème de l'intégration des étrangers	Président		"	12	
Données statistiques. — Compétences des instances judiciaires. — Convention de La Haye. — Etat d'avancement des négociations bilatérales. — Exception de l'ordre public international dans les pays islamiques. — Code de la nationalité belge. — Problème de la double nationalité (réponse donnée par M. Mundeeler, S.ét.)	Gol, Min.		"	12, 14	
Interpellation de M ^{me} Maes à M. le Ministre des Relations extérieures et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur l'enlèvement d'enfants dont la garde avait été confiée à l'un des parents résidant en Belgique.					
Demande d'interpellation	Maes (M ^{me})		"	420	
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion : voir interpellation de M. Hendrick.					
Proposition de loi visant à permettre le divorce pour cause de séparation de fait d'un an. (Doc. n° 450/1.)	Van den Bossche	44		1275	
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice	"			"	
Proposition de loi modifiant l'article 223 du Code civil. (Doc. n° 451/1.)	"			"	
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice	"			"	
Proposition de loi assouplissant les conditions et simplifiant la procédure du divorce par consentement mutuel. (Doc. n° 453/1.)	"			"	
Demande d'avis du Conseil d'Etat	"			"	
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice	"			"	
Proposition de loi simplifiant la procédure en divorce pour cause déterminée. (Doc. n° 454/1.)	"			"	
Demande d'avis du Conseil d'Etat	"			"	
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice	"			"	
Proposition de loi insérant un article 1268bis et un article 1307bis dans le Code judiciaire. (Doc. n° 512/1.)	Vansteenkiste, F.	51		1480	
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Proposition de loi complétant l'article 223 du Code civil et les articles 1271 et 1280 du Code judiciaire. (Doc. n° 562/1.)	Van den Bossche	59		1772	
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Etat civil.					
Interpellation de M. Eerdekens à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation et à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail, sur 1. les nouvelles cartes d'identité; 2. les cartes de sécurité sociale.					
Demande d'interpellation	Eerdekens	7		101	
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. De Weirdt :					
Création des nouvelles cartes d'identité et des cartes de sécurité sociale (confection; création de la S.A. Idoc, questions). — Coût pour la population des mesures envisagées. — Inconvénients pour les administrations communales (personnel complémentaire)	"		C 5	11	
Instauration des nouvelles cartes d'identité. — Format. — Protection de la vie privée. — Problème de la falsification. — Coût de l'opération. — Problèmes du personnel pour les communes	De Weirdt		"	13, 17	
Instauration des nouvelles cartes d'identité. — Problème de sécurité. — Coût. — Cartes de sécurité sociale. — Affectation de C.M.T. aux services communaux. — Confection des cartes par la S.A. Idoc. — Format des cartes d'identité. — Protection de la vie privée. — Falsification des cartes d'identité. — Coût	Nothomb, Min.		"	14, 17	

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances comis- sions		
DROIT CIVIL (suite).					
Etat civil (suite).					
Problème de la falsification des cartes d'identité. — Mentions à inscrire sur les cartes d'identité. — Coût	Cools		C 5		17
Délivrance des cartes d'identité par les communes	De Loor		»		»
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Eerdekens	8			172
Interpellation de M. De Weirdt à M. le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique sur l'instauration des nouvelles cartes d'identité.					
Demande d'interpellation	De Weirdt	12			303
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion : voir interpellation de M. Eerdekens.					
Proposition de loi modifiant l'article 55 du Code civil. (Doc. n° 134.)	Féaux				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	17			437
Interpellation de M. Clerfayt à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les procédures discriminatoires envers les francophones adoptées par la commune de Rhode-St-Genèse dans le processus de délivrance des nouvelles cartes d'identité européennes.					
Demande d'interpellation	Clerfayt	27			694
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Discrimination à l'égard de la partie francophone de la population. — Non-respect des instructions ministérielles par Rhode-St-Genèse. — Objection du recensement linguistique déguisé. — Echec des facilités linguistiques. — Mesures envisagées par le gouvernement	»		C 37		5, 8
Caractère transitoire du régime des facilités	Tant		»		6
Exposé des instructions particulières adressées aux communes à régime linguistique spécial et aux communes bilingues. — Problème de la facturation supplémentaire résultant de la façon d'agir de Rhode-St-Genèse. — Situation dans les autres communes à régime linguistique particulier. — Avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique sur les circulaires ministérielles. — Suppression éventuelle de l'inscription du groupe sanguin	Nothomb, Min.		»		»
Caractère transitoire du régime des facilités	Qerfayt		»		8
Question de M. Léonard à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le renouvellement des cartes d'identité — Forces belges en Allemagne	Léonard	31			861
Réponse	Nothomb, Min.	»			»
Question de M. Hendrick à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la mention « incapable » sur les nouvelles cartes d'identité	Hendrick	44			1240
Réponse	Nothomb, Min.	»			1241
Interpellation de M. Desutter à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur les mesures urgentes qu'il y a lieu de prendre en vue de généraliser pour les ressortissants belges la possibilité de déposer ou de faire enregistrer sur le plan central des actes et les décisions judiciaires établis et prononcés à l'étranger, concernant leur état civil.					
Demande d'interpellation	Desutter	49			1429
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Possibilités diverses de transcription dans les registres belges d'état civil. — Réduction de ces possibilités et des services compétents du ministère des Relations extérieures	»		C 73		2
Compétence du ministre des Relations extérieures. — Eléments réunis par le Secrétaire d'Etat. — Considérations budgétaires	Mundeleer, S. Et.		»		»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT CIVIL (suite).					
Mariage.					
Proposition de loi complétant l'article 161 du Code civil par un second alinéa. (Doc. n° 59/1.)	Suykerhuyk	12			315
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Paternité et filiation.					
Proposition de loi relative au patronyme. (Doc. n° 272/1.)	Van den Bossche	21			528
Prise en considération et renvoi à la Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation et à l'adoption					
Projet de loi modifiant diverses dispositions légales relatives à l'adoption. (Doc. n° 489/1.)					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation et à l'adoption		45			1285
Rapport	Merckx (M ^{re})	57			1682
Ordre des travaux	Van den Bossche	56			1674
	Président	"			"
Rapport :					
I. Exposé introductif	Mundeleer, S. Et.			489/3	1
II. Discussion générale.					
Remarques	Bourgeois			"	3
	Spaak (M ^{re})			"	4
	Mottard			"	"
	Van den Bossche			"	"
	Goor (M ^{re})			"	5
Réponse	Mundeleer, S. Et.			"	4
III. Discussion des articles.					
Remarques et amendements	Bourgeois			"	5, 9
	Chevalier			"	6
	Mottard			"	6, 9
	Van de Velde			"	8
	Goor (M ^{re})			"	9
	Merckx (M ^{re})			"	10
Réponses	Mundeleer, S. Et.			"	5-11
Le projet de loi est adopté				"	11
Annales :					
Discussion générale :					
Historique. — Modifications de la législation actuelle tant en ce qui concerne la forme qu'en ce qui concerne le fond (notamment l'âge et le consentement)	Merckx (M ^{re})	60			1777
Demande de renvoi en commission	Detiège (M ^{re})	"			1779
	Mottard	"			"
	Bourgeois	"			"
	Président	"			"
	Gol, Min.	"			"
	Goor (M ^{re})	"			"
		"			"
Le projet est renvoyé en commission					
Projet de loi modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation. (Doc. n° 378/1.) — Farde.					
Rapport :	Hermans	48			1372
I. Exposé introductif	Gol, Min.			378/16	5
II. Discussion générale.					
Question préalable	"			"	8
	Mottard			"	"
Organisation des travaux et procédure	Gol, Min.			"	9
	Mottard			"	"
	Detiège (M ^{re})			"	"
	Bourgeois			"	"
Opportunité de modifier le projet transmis par le Sénat	Mundeleer, S. Et.			"	10, 17
	Mottard			"	12, 17, 18
	Moureaux			"	13, 18
	Detiège (M ^{re})			"	13, 15, 18
	Spaak (M ^{re})			"	13, 18
	Brisart			"	13, 15
	Bourgeois			"	13, 17
	Merckx (M ^{re})			"	14, 15
	Van de Velde			"	14, 18
	Chevalier			"	15, 18
	Goor (M ^{re})			"	15
	Detaille (M ^{re})			"	"
	Vieujean (*)			"	16

) Collaborateur extra-parlementaire (voir art. 23 du Règlement Chambre des Représentants).

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT CIVIL (suite).					
Paternité et filiation (suite).					
III. Discussion des articles. Remarques, amendements, réponses	Bourgeois			378/16	18-20, 25, 30, 31, 34, 39-48, 51, 53, 57-61, 65-67, 72-76, 80
	Van de Velde			»	18-23, 27, 35, 37, 40, 42, 45, 54, 58, 61, 69, 73, 75, 81
	Gol, Min.			»	18, 44, 47, 63-66
	Mundeleer, S. Et.			»	19-30, 38, 50-57, 59, 62-64, 68-73, 76, 81
	Goor (M ^{me})			»	20, 23-33, 41, 47-53, 58-61, 66, 73-75, 81
	Mottard			»	22-25, 31, 35, 37, 40, 41, 49-52, 58, 60, 62, 68, 69, 74, 80, 82
	Belmans			»	22, 24, 29, 41, 46
	Detiège (M ^{me})			»	23-26, 32, 53, 58, 59, 63, 65, 73
	Vieujean (*)			»	23-26, 31-38, 41, 42, 45, 47-54, 57-75, 79-83
	Merckx (M ^{me})			»	24-27, 39-41, 49, 58-64, 67, 73-76, 81, 82
	Hermans			»	24, 26-30, 32, 39, 42-47, 53, 59, 62, 67-70, 73
	Spaak (M ^{me})			»	28, 60, 66, 74
	Moureaux			»	35, 37, 40, 41, 51, 59-62, 66, 74, 78, 81, 82
	Chevalier			»	40, 48-52, 60, 62
	Detaille (M ^{re})			»	58, 61
	Derycke			»	73
	Moureaux			»	84
	Mottard			»	»
	Bourgeois			»	»
	Goor (M ^{me})			»	»
				»	»
Le projet de loi est adopté					
Annales :					
Discussion générale :					
Historique. — Filiation maternelle. — Filiation paternelle	Hermans	50			1434
Innovations importantes dans le droit familial (égalité de tous les enfants nés dans ou hors mariage). — Filiation adulté- rine : recherche d'un équilibre	Goor (M ^{me})	»			1435
Arrêt Marckx. — Différences à l'égard des enfants incestueux et des enfants adultérins. — Pas en arrière vis-à-vis de l'accord conclu au Sénat	Detiège (M ^{me})	»			1436
Suppression de toutes discriminations entre enfants du fait de leur naissance : progrès social indéniable. — Texte proposé par la commission : en retrait sur plusieurs points par rapport au texte initial	Detaille (M ^{re})	»			1437
Condamnation par la Cour européenne des Droits de l'homme (13-6-'79). — Engagement du gouvernement. — Navette. — Amertume. — Article 319bis (nouveau) : procédure inac- ceptable. — Disposition relative au partage : nouvelle forme de discrimination. — Rétroactivité	Mottard	»			1438
Article 319bis : minimum minimorum	Bourgeois	»			1439
Avis partagés (notamment à la commission du Sénat au sujet des articles 319 et 319bis). — Article 319bis : compromis opportun et harmonieux	Van de Velde	»			»
Critiques surtout au sujet des articles 319 et 319bis. — Arrêt de la Cour de Cassation (3-10-'82). — Discrimination en fonction d'une certaine morale. — Articles 345bis et 345ter : sanction à l'égard du conjoint qui reconnaît un enfant	Chevalier	»			1440
Considérations générales	Brisart	»			1441
Article 319. — Rétroactivité. — Arrêt Marckx	Merckx (M ^{me})	»			1442

(*) Collaborateur extra-parlementaire (voir art. 23 du Règlement Chambre des Représentants).

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT CIVIL (suite).					
Paternité et filiation (suite).					
Divergences d'opinion lors de la discussion au Sénat. — Amendements (importants). — Article 334bis. — Article 334ter. — Article 70. — Article 319bis. — Eventuelle création d'un registre central et national des filiations	Mundeleer, S.Et.	50			1443
Discussion des articles :					
Les articles 1 à 37 sont adoptés .....	.....	»			1444
Article 38 :					
Formulation	Mottard	»			1457
	Président	»			»
	Mundeleer, S.Et.	»			»
Amendement à l'article 319	Mottard	»			1458
	Mundeleer, S.Et.	»			»
	Bourgeois	»			1459
Amendement à l'article 319bis	Mottard	»			»
	Bourgeois	»			»
	Chevalier	»			1460
	Mundeleer, S.Et.	»			»
Corrections du texte	Président	»			1461
Amendement à l'article 335	Mottard	»			»
	Président	»			»
	Mundeleer, S.Et.	»			»
L'article 38 et les amendements sont réservés .....	.....	»			»
Les articles 39 à 73 sont adoptés .....	.....	»			»
Article 74 :					
La suppression de l'article (amendement de M. Mottard) peut être envisagé	»	»			1465
Les articles 75 à 106 sont adoptés .....	.....	»			1466
Les articles 107 et 108 et les amendements sont réservés .....	.....	»			1470
Les articles 109 et 110 sont adoptés .....	.....	»			»
L'article 111 et l'amendement sont réservés .....	.....	»			»
Les articles 112 à 120 sont adoptés .....	.....	»			»
Vote des articles réservés :					
Les articles 38, 74, 107, 108 et 111 sont adoptés .....	.....	51			1491
Déclarations avant le vote	Mottard	»			1492
	Detaille (M ^{re})	»			»
	Chevalier	»			»
	Goor (M ^{me})	»			»
	Brisart	»			»
	Van de Velde	»			»
L'ensemble du projet est adopté par 178 voix contre 8 et 2 abstentions et transmis au Sénat .....	.....	»			1493
Motif d'abstention	Van den Bossche	»			»
Personnalité civile.					
Proposition de loi portant les conditions de représentation dans les conseils de gestion et d'administration des organismes et institutions de droit public. (Doc. n° 301/1.)	Michel, L.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique .....	.....	29			747
Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique. (Doc. n° 267/1.)	Detremmerie				
Avis du Conseil d'Etat (doc. n° 267/2.) .....	.....				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	51			1480
Privilèges et hypothèques.					
Proposition de loi modifiant la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques. (Doc. n° 271/1.)	Van den Bossche				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	21			528
Proposition de loi insérant un article 25ter dans la loi hypothécaire du 16 décembre 1851. (Doc. n° 338/1.)	Leclercq				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	29			749
Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851. (Doc. n° 452/1.)	Baudson				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	44			1275

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT CIVIL (suite).					
Propriété.					
Proposition de loi complétant l'article 544 du Code civil. (Doc. n° 240/I.).....	Leclercq et es.	21			527
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Responsabilité civile.					
Proposition de loi sur la réparation des dommages résultant de lésions corporelles dans les accidents de roulage provoqués par le gibier. (Doc. n° 393/I.)	Michel, J.	30			851
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Tutelle.					
Proposition de loi ramenant l'âge de la majorité civile à dix-huit ans. (Doc. n° 53/I.)	Van den Bossche & Vandembroucke	12			314
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Proposition de loi modifiant l'article 388 du Chapitre I ^{er} du Titre X du Code civil, relatif à la minorité. (Doc. n° 64/I.)	Coveliers	"			315
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Proposition de loi modifiant l'article 29 de la loi du 18 juin 1850 en vue de protéger le patrimoine des patients décollés. (Doc. n° 121/I.)	Denys & Van de Velde	15			399
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
DROIT COMMERCIAL.					
Comptabilité des entreprises.					
Proposition de loi modifiant la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises. (Doc. n° 74/I.)	Galle & De Batselier	"			396
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie					
Sociétés.					
Proposition de loi relative à l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée. (Doc. n° 436/I.)	Van den Bossche				
Prise en considération et renvoi à la Commission chargée des problèmes de droit commercial et économique		34			997
Rapport (voir doc. n° 539/4)	Verhaegen	54			1551
Proposition de loi instituant la société d'une personne. (Doc. n° 473/I.)	Van den Bossche				
Prise en considération et renvoi à la Commission chargée des problèmes de droit commercial et économique		47			1366
Rapport (voir doc. n° 539/4)	Verhaegen	54			1551
Projet de loi relatif à l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée. (Doc. n° 539/I.) — Farde.					
Proposition de loi relative à l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée. (Doc. n° 436/I.)					
Proposition de loi instituant la société d'une personne. (Doc. n° 473/I.)					
Rapport :	"	"			"
Discussion générale.					
Remarques	"			539/4	8, 9
	Van den Bossche			"	8
	Verberckmoes			"	"
	Stevelynck			"	9
	Baert			"	"
	Mundeleer, S. Et			"	"
Exposé et réponses					
Discussion des articles.					
Remarques et réponses	"			"	10-19
Remarques et amendements	Van den Bossche			"	11, 14-19
	Verhaegen			"	12, 14, 15
	le Hardy de Beaulieu ...			"	14
	Baert			"	14-19

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT COMMERCIAL (suite).					
Le projet de loi amendé est adopté				539/4	19
Annales :					
Discussion générale :					
Portée et commentaire des articles du projet	Verhaegen	57			1689
Historique, portée et importance du projet	Gol, Min.	"			"
Importance pour les travailleurs indépendants et futurs travail- leurs indépendants. — Petit commerce. — Faillites	Delhaye	"			1690
Historique. — Projet positif	le Hardy de Beaulieu ...	"			1691
Considérations diverses. — Remplacement du projet Mam- mouth original par un projet de loi de 14 articles sommaires et bien lisibles	Baert	"			"
Projet de loi : réforme importante et salutaire. — Amende- ment de M. le Hardy de Beaulieu. — Article 11. — Questions. — Article 14	Clerfayt	"			1692
Solution issue du Parlement. — Remarques. — Amendement de l'auteur. — Amendement de M. le Hardy de Beaulieu. — Article 1832	Van den Bossche	"			1694, 1696
Objectif et grandes lignes du projet. — Réponse à certaines questions	Mundeleer, S.Et.	"			"
Les articles 1 à 14 sont adoptés		"			1696
Le projet de loi est adopté par 161 voix et transmis au Sénat		59			1767
DROIT PENAL.					
Proposition de résolution relative à la création d'une commission pour l'adaptation du Code pénal. (Doc. n° 165/1.)	Coveliers				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		17			439
Animaux.					
Projet de loi relatif à la protection et au bien-être des animaux. (Doc. n° 264/1.) — Farde.					
Rapport	Piot	57			1681
I. Exposé introductif.					
Philosophie du projet de loi. — Historique de la protection animale. — Contenu du projet	De Keersmaecker. S.Et.			264/10	2
II. Discussion générale.	Lenaerts			"	7
Remarques	Piot			"	8
	Chevalier			"	9
	Antoine			"	"
	Brisart			"	"
	Eerdekens			"	10
	Mottard			"	"
	Gol, Min.			"	7-10
	De Keersmaecker, S.Et.			"	8, 9
III. Discussion des articles.					
Remarques et amendements	Van Miert			"	10, 11, 17, 18, 21-34
	Moureaux			"	10-17, 21, 22, 30-37
	Piot			"	10, 16, 30, 35, 37
	Boeraeve (M ^{me})			"	10
	Brisart			"	10-17, 21, 22, 25-37
	Laridon			"	11-37
	Coppens			"	11-15, 21-28, 31-34
	Baldewijns			"	11-13, 17, 18, 21-37
	Clerfayt			"	11, 15-19, 22, 26, 33
	Pepermans			"	11-17, 26-30, 36
	Verberckmoes			"	11, 13
	Leclercq			"	11, 15, 16, 22, 33
	Happart			"	12

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PENAL (suite).					
Animaux (suite).					
Remarques et amendements (suite)	Cornet d'Elzcius			264/10	12, 14, 18, 27, 30, 36
	Peeters, R.			»	13, 15
	Antoine			»	13, 23, 32-34
	Van Durme			»	15, 24, 25, 28
	le Hardy de Beaulieu ...			»	16-19, 23, 32
	Mottard			»	18
	Eerdekens			»	18, 19, 31, 32, 36
	Coveliers			»	18, 34-37
	Goor (M ^{me})			»	19, 34
	Defosset			»	22
Réponses	De Keersmaecker, S.Et.			»	11-33, 36
	Gol, Min.			»	12, 13, 15, 18, 21, 22, 32-37
Le projet de loi est adopté				»	38
Annales :					
Discussion générale :					
Discussion en commission. — Commentaire du texte	Piot	58			1719
Compétence du Conseil du bien-être des animaux	Moureaux	»			1721
Bien-être des animaux : approche plus positive que « protec- tion des animaux ». — Consultation du conseil. — Animaux d'expérience	De Keersmaecker, S.Et.	»			1722
Le projet de loi : un pas en avant. — Points positifs mais également des lacunes (abattages rituels, vivisection)	Laridon	»			»
Projet contenant certaines imperfections mais présentant des acquis. — Engraissement en batterie	Cornet d'Elzcius	»			1724
Projet de loi : amélioration incontestable mais insuffisances et lacunes. — Vivisection. — Elevage en batterie	Clerfayt	»			1725
Remarques générales. — Amendements. — Projet qui prend une orientation positive, mais ne va pas assez loin	Brisart	»			1726
Aspects positifs et inconvénients du projet. — Vivisection	Eerdekens	»			1727
Opposition à toute expérience sur animaux	Van Durme	»			»
Réserve	Maes (M ^{me})	»			1728
Réponse à différentes remarques	De Keersmaecker, S.Et.	»			»
Discussion des articles :					
Les articles 1 à 10 et les amendements sont réservés		»			1729
L'article 11 est adopté		»			1733
Les articles 12 à 14 et les amendements sont réservés		»			»
L'article 15 est adopté		»			1734
Article 16 :					
Abattages rituels	Leclercq	»			»
L'article 16 et l'amendement sont réservés		»			»
L'article 17 est adopté		»			»
Les articles 18 à 21 et les amendements sont réservés		»			»
L'article 22 est adopté		»			1735
Les articles 23 et 24 et les amendements sont réservés		»			»
Les articles 25 et 26 sont adoptés		»			»
Les articles 27 à 30 et les amendements sont réservés		»			1736
L'article 31 est adopté		»			»
Les articles 32 à 36 et les amendements sont réservés		»			1737
Les articles 37 à 46 sont adoptés et l'article 37bis (nouveau) (amendement) est réservé		»			1739
Les articles réservés à l'exception de l'article 37bis (nouveau) (amendement) sont adoptés		59			1755
Déclarations avant le vote	Van Miert	»			1765
	Féaux	»			1766
	Brisart	»			»
	le Hardy de Beaulieu ...	»			»
	Cornet d'Elzcius	»			»
	Maes (M ^{me})	»			»
	Clerfayt	»			»
L'ensemble du projet de loi est adopté par 91 voix contre 11 et 59 abstentions et soumis à la sanction royale		»			1767

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PENAL (suite).					
Attentat à la pudeur et viol.					
Proposition de loi modifiant le titre VII, Chapitre V — « De l'attentat à la pudeur et du viol » — du Code pénal. (Doc. n° 496/1.)	Dillen	47			1367
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Avortement.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Burgeon, C. (M ^{le})	7			162
	Detiège (M ^{me})	8			166
Proposition de loi sur l'interruption de grossesse. (Doc. n° 527/1.)	Detiège (M ^{me}) & Moureaux	51			1480
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Bonnes mœurs.					
Proposition de loi supprimant le terme « débauche » du Code pénal. (Doc. n° 146/1.)	Deleuze	17			438
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Question de M. Gabriels à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur le paiement des allocations de chômage aux allocataires par les syndicats	Gabriels	29			743
Réponse	Hansenne, Min	"			"
Proposition de loi complétant l'article 383, alinéa 3, du Code pénal. (Doc. n° 516/1.)	Belmans	51			1480
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Contraventions.					
Proposition de loi attribuant la moitié des recettes provenant des procès-verbaux dressés pour contravention au règlement général sur la police de la circulation routière aux communes dans lesquelles ces procès-verbaux ont été dressés. (Doc. n° 409/1.)	Gabriels	31			913
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique	Breyne	54			1551
Rapport (voir doc. n° 568/2)					
Projet de loi relatif à la perception, au profit des communes, des amendes pour contravention. (Doc. n° 568/1.) — Farde.					
Proposition de loi attribuant la moitié des recettes provenant des procès-verbaux dressés pour contravention au règlement général sur la police de la circulation routière aux communes dans lesquelles ces procès-verbaux ont été dressés. (Doc. n° 409/1.)					
Rapport :	"	"			"
Discussion générale	Cools			568/2	2, 3, 7
	Tant			"	2, 7
	Nothomb, Min.			"	2, 8
	Eyskens, Min.			"	2
	Nols			"	3
	Gol, Min.			"	"
	Temmerman			"	3, 4, 7, 8
	Detremmerie			"	7
	Vankeirsbilck			"	7, 8
	De Loor			"	7
	Gabriels			"	8
	Desseyn			"	"
Il est décidé de rejeter le projet de loi et de prendre la proposition de loi comme base pour la discussion des articles				"	"
Discussion des articles	"			"	"
	Gabriels			"	8, 9
	Tant			"	9, 10
	Breyne			"	"
	Temmerman			"	"
	Harmegnies, M.			"	10
	De Beul			"	"
La proposition de loi modifiée est adoptée				"	11

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PENAL (suite).					
Contraventions (suite).					
<i>Annales :</i>					
Discussion générale :					
Rapport sur la discussion en commission	Breyne	57			1698
Proposition d'ajournement de la discussion	Nothomb, Min.	»			»
La discussion est ajournée à une date ultérieure .....	.....	»			»
Coups et blessures.					
Proposition de loi complétant l'article 401bis du Code pénal en vue de réprimer les mutilations sexuelles. (Doc. n° 388/1.)	Petitjean	30			851
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....				
Défense légitime.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van den Bossche	7			151
	Gol, Min.	»			152
Enfants maltraités.					
Proposition de loi modifiant l'article 458 du Code pénal en vue de protéger les enfants maltraités. (Doc. n° 85/1.)	Grafé	15			396
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....				
Identification.					
Question de M. Deleuze à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur la prise forcée des empreintes de manifestants à Bruxelles le 31 jan- vier dernier	Deleuze	17			427
Réponse	Gol, Min.	»			»
Inadaptés sociaux.					
Proposition de loi abrogeant la loi du 9 avril 1930, modifiée par la loi du 1 ^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude. (Doc. n° 8/1.)	Dierickx & Daras	12			312
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....				
Interpellation de M. Pepermans à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur les problèmes de la loi du 1 ^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude ainsi que les anomalies constatées à la prison de Merksplas à l'occasion de la grève de la faim pratiquée par un interné.					
Demande d'interpellation	Pepermans	21			531
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Application de la loi du 1 ^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude. —					
Expertises psychiatriques. — Commissions psychiatriques.					
— Absence de thérapie. — Libération conditionnelle. —					
Statut juridique des internés et incarcérés	»		C 29		5, 8
Internement. — Conditions de libération. — Expertise. —					
Traitement thérapeutique	Van den Bossche		»		7, 8
Problème de l'internement. — Assistance médicale. —					
Commission de défense sociale (réponse donnée par M. L. Olivier, Min.)	Gol, Min.		»		7
Insolvabilité frauduleuse.					
Proposition de loi complétant l'article 490bis du Code pénal. (Doc. n° 474/1.)	Derycke	47			1366
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....				

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PENAL (suite).					
Peine de mort.					
Déclaration gouvernementale.	Dierickx				
Discussion .....	.....	7			111
Proposition de loi abolissant la peine de mort. (Doc. n° 33/1.)	»				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	12			313
Prisons.					
Transmission des documents relatifs à l'activité de la Régie du travail pénitentiaire au cours de l'exercice 1983 : le rapport sur l'activité de l'institution; le bilan général et le compte général de profits et pertes; les bilans et les comptes de profits et pertes particuliers des ateliers de la Régie, disposant de 25.000 F et plus de capital immobilisé en machines et outils .....	.....	30			790
Sécurité publique.					
Déclaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Discussion	Van der Biest	4			34
	Van den Brande	»			41
	Van Miert	5			52
	Ramackers	»			71
	Moureaux	6			86
	de Monceau	»			99
	de Bergendal	»			111
	Dierickx	7			121
	Gehlen	»			122
	Coveliers	»			141
	Pepermans	»			147
	Van den Bossche	»			167
	Collart	8			172
	Eerdekens	»			208
	Dillen	9			232
	Martens, Min.	»			238
	Deleuze	»			
Interpellation de M. Van den Bossche à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) et à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les implications des mesures prises par le gouvernement en vue d'accroître la sécurité, en ce qui concerne le rassemblement et le traitement de données par les services de police.					
Demande d'interpellation	Van den Bossche	25			657
Discussion de cette interpellation : voir interpellation de M. Van den Bossche « sur la politique du gouvernement en ce qui concerne la sécurité du citoyen et la structure des services de police ».					
Interpellation de M. Van den Bossche à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) et à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la politique du gouvernement en ce qui concerne la sécurité du citoyen et la structure des services de police.					
Demande d'interpellation	»	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PENAL (suite).					
Sécurité publique (suite).					
Discussion de cette interpellation et de son interpellation jointe « sur les implications des mesures prises par le gouverne- ment en vue d'accroître la sécurité, en ce qui concerne le rassemblement et le traitement de données par les services de police » :					
Privatisation de la fonction policière. — Modalités de rembour- sement d'un certain nombre de prestations de la gendar- merie. — Déséquilibre entre les grands corps de police et centralisation de la politique policière (effectifs, investisse- ments et dépenses budgétaires). — Incorporation de mili- taires dans la gendarmerie. — Financement des mesures annoncées et économies en découlant. — Existence d'ordi- nateurs illégaux au sein de la gendarmerie. — Automatisa- tion de la Sûreté de l'Etat. — Problème du double emploi. — Incidence des mesures gouvernementales sur l'audit des services policiers. — Nécessité d'un seul ordinateur judi- ciaire sous le contrôle du Ministre de la Justice	Van den Bossche	29			776, 782
Absence de compétences policières pour les services privés de sûreté. — Portée du projet gouvernemental portant diverses mesures visant à renforcer la sécurité des citoyens. — Justification du remboursement de certaines prestations de la gendarmerie. — Efforts gouvernementaux en faveur de la police communale. — Chômeurs mis à la disposition pour les tâches administratives. — Incidence des mesures gouver- nementales sur le budget de la gendarmerie. — Données relatives à l'emploi de militaires à la gendarmerie. — Modalités de financement des dépenses supplémentaires. — Suppression des éventuels doubles emplois entre l'informa- tique « justice » et « gendarmerie ». — Résultats du Comité de coordination de l'utilisation de l'informatique policière (C.C.U.I.P.). — Création d'un comité mixte de communi- cation. — Achat d'appareils de cryptophonie pour la police judiciaire. — Liste des éléments contenus dans les banques de données. — Résultats de l'étude ordonnée par le commandant de la gendarmerie sur le phénomène des micro-ordinateurs « sauvages ». — Etablissement d'un plan bureautique pour la gendarmerie (1987). — Motifs pour l'audit commandé par le Gouvernement	Nothomb, Min. Van den Bossche	» 30			779 836
Déclaration avant le vote					»
L'ordre du jour motivé est repoussé par 107 voix contre 77 et 3 abstentions					»
Interpellation de M. Pepermans à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les faits auxquels ont donné lieu le maintien de l'ordre ainsi que la garde de la base de Florennes le samedi 15 mars 1986.					
Demande d'interpellation	Pepermans	27			695
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Evacuation brutale par la gendarmerie. — Emprisonnement dans des locaux non-chauffés. — Base légale de l'interdic- tion de rassemblement. — Application abusive de la procé- dure de l'arrestation administrative	»		C 37		2, 4
Interdiction de rassemblement. — Evacuation au local de garde « La Clairière ». — Portée de l'arrestation administrative. — Circonstances d'emprisonnement. — Dénonciation d'un certain nombre de faits cités par l'interpellateur. — Réponse à des questions écrites posées par l'interpellateur	Nothomb, Min.		»		3
Interpellation de M. Nols à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisa- tion sur la manifestation qui s'est déroulée à Bruxelles, le dimanche 20 avril 1986.					
Demande d'interpellation	Nols	31			911
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion : voir interpellation de M. Eerdekens.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PENAL (suite).					
Sécurité publique (suite).					
Interpellation de M. Hendrick à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le caractère raciste et xénophobe de la manifestation anti-américaine du 20 avril à Bruxelles, et des mesures qu'il y a lieu de prendre pour lutter contre le fanatisme et la violence que veulent développer chez nous les mouvements intégristes musulmans.					
Demande d'interpellation	Hendrick	31			911
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion : voir interpellation de M. Eerdekens.					
Interpellation de M. Eerdekens au Gouvernement sur la présence de manifestants musulmans intégristes à la manifestation anti-américaine de Bruxelles le dimanche 20 avril 1986.					
Demande d'interpellation	Eerdekens	"			"
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion de cette interpellation et des interpellations jointes de MM. Nols et Hendrick :					
Nécessité de sanctionner le comportement abusif constaté lors de la manifestation anti-américaine. — Extension des mesures prises par la Belgique contre la Libie à la Syrie et à l'Iran. — Fermeture d'un centre islamique à Bruxelles. — Application éventuelle de l'article 114 du Code pénal. — Contrôle de l'arrivée de certains religieux musulmans. — Revision de la loi sur le Pacte scolaire (système de dérogation de la condition de nationalité belge). — Nécessité d'expulser les meneurs de la manifestation du 20 avril 1986. — Compatibilité avec les conventions internationales (Traité de Rome et la Convention sur les droits de l'homme	"		C 42		14
Critique sur l'autorisation de manifester. — Compatibilité avec les conventions internationales (Traité de Rome et la Convention sur les droits de l'homme). — Conduite passive des forces de l'ordre. — Criminalité plus grande chez les immigrés. — Ecllosion du mouvement islamique intégriste. — Nécessité d'arrêter l'immigration	Nols		"		15
Evolution du mouvement islamique intégriste. — Critique sur le comportement du Ministre de la Justice. — Démantèlement des organisations musulmanes extrémistes. — Arrestation des meneurs. — Nécessité d'expulser les meneurs de la manifestation du 20 avril 1986	Hendrick		"		17
Chronologie des faits et réaction des autorités. — Absence de procès-verbal dans le cadre de l'application de la loi du 30 juillet 1981 (racisme et xénophobie). — Possibilités légales d'éloigner des étrangers. — Examen de conscience dans la communauté islamique. — Conditions plus strictes pour les futures autorisations de manifester. — Expulsion de personnel diplomatique libyen. — Problème de l'enseignement de la religion islamique	Nothomb, Min.		"		18
Nécessité de sanctionner le comportement abusif constaté lors de la manifestation anti-américaine. — Revision de la loi sur le Pacte scolaire (système de dérogation de la condition de nationalité belge)	Eerdekens		"		20
Problème des radios libres arabes	Nols		"		"
Question de M. Klein à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la suite donnée aux conclusions de la commission d'enquête sur les événements du Heysel		59			1747
Réponse	Nothomb, Min.	"			"
Crimes et délits.					
Tragédie d'Alost : attaque armée du supermarché « Delhaize »	Président	2			18
	Martens, Min.	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PENAL (suite).					
Sécurité publique (suite).					
<i>Crimes et délits (suite).</i>					
Interpellation de M. Van den Bossche à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, sur la surveillance du supermarché Delhaize d'Alost le samedi 9 novembre 1985.	Van den Bossche	3			26
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Événements d'Alost du 9 novembre 1985 (attaque par la bande de Nivelles). — Coordination entre la gendarmerie et la police (mesures prises par le gouvernement). — Accord entre la gendarmerie et la police d'Alost	»		C 5		2, 5-7
Lutte contre le terrorisme et le banditisme (coordination entre la gendarmerie, la police judiciaire et la police communale). — Accord entre la police communale d'Alost et la gendarmerie (surveillance des grandes surfaces). — Événements d'Alost du 9 novembre 1985 (attaque par la bande de Nivelles)	Nothomb, Min.		»		4, 5-7
Déclaration gouvernementale.	Van den Bossche	7			147
Discussion					
Proposition visant à instituer une commission chargée d'enquêter sur les carences constatées dans la lutte contre le terrorisme et le banditisme. (Doc. n° 34/1.)	»				
Prise en considération et renvoi à une Commission spéciale		12			313
Demande d'examen d'urgence		»			311
L'urgence n'est pas adoptée		»			319
Renvoi à la Commission de la Justice		13			345
Proposition instituant une Commission d'enquête chargée d'examiner les raisons pour lesquelles les enquêtes concernant les actes terroristes et les actes « de grand banditisme » n'ont donné aucun résultat tangible. (Doc. n° 38/1.)	Winkel				
Prise en considération et renvoi à une Commission spéciale		12			314
Demande d'examen d'urgence		»			311
L'urgence n'est pas adoptée		»			319
Renvoi à la Commission de la Justice		13			345
Interpellation de M. Willockx au Secrétaire d'Etat aux P.T.T. sur le retard injustifié de la mise en œuvre des mesures de sécurité à la Régie des postes depuis 1981 et plus particulièrement sur la suppression, fin 1985, d'un crédit de 350 millions destiné à la réalisation du plan d'urgence.	Willockx	17			419
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Historique de la protection de la Poste. — Demande d'augmentation des investissements de sécurité dans le budget 1986	»		C 25		2
Exécution de la décision de principe pour la sécurité des voitures postales. — Protection des guichets de poste. — Accord du Ministre du Budget pour l'utilisation en 1986 des crédits d'investissement bloqués. — Transport d'argent par les facteurs	D'Hondt (M ^{me}). S.Et....		»		2, 4
Nécessité de la procédure de gré à gré. — Risque de la privatisation de paiements postaux	Willockx		»		4
Dépôt des motions	»		»		4-5
	Van Elewyck		»		»
	Président		»		»
	Cauwenberghs		»		»
Déclaration avant le vote	Willockx	30			832
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 103 voix contre 79 et 3 abstentions		»			»
Question de M. Coveliers à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur les techniques d'infiltration dans la lutte contre le crime organisé	Coveliers	»			793
Réponse	Gol, Min.	»			794

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PENAL (suite).					
Sécurité publique (suite).					
<i>Crimes et délits (suite).</i>					
Interpellation de M. Chevalier à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur le retard avec lequel l'alerte de police a été donnée lors du drame de Zwijnaarde du 13 juillet dernier.					
Demande d'interpellation Discussion : voir interpellation de M. Van den Bossche.	Chevalier	54			1601
Interpellation de M. Van den Bossche à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le fonctionnement déficient de l'alerte nationale de police au cours de la nuit du 13 au 14 juillet 1986, lors des faits qui se sont produits à l'échangeur de Zwijnaarde et qui ont coûté la vie à un gendarme.					
Demande d'interpellation Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.	Van den Bossche	"			"
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation de M. Chevalier : Questions concernant les faits Se joint à l'interpellation de M. Van den Bossche. — Considérations générales	"		C 73		3
Description de l'état d'alerte de police. — Evaluation. — Application dans l'affaire du meurtre d'un gendarme à Zwijnaarde. — Emploi des patrouilles renforcées	Chevalier		"		4
Répliques	Gol, Min. Van den Bossche Chevalier		" " "		" 6 "
<i>Crimes et délits — Victimes de délits (aide aux).</i>					
Proposition de loi modifiant l'article 42 de la loi du 1 ^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres. (Doc. n° 248/1.) Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances	Marchand	21			527
Forces de l'ordre.					
Déclaration gouvernementale. Discussion	Van Miert Kubla Degroeve Pepermans Van den Bossche Gol, Min. Martens, Min.	5 " 7 " " " 9			52 54 135 142 147, 150 150, 151 232
Interpellation de M. Van den Bossche à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) et à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la politique du gouvernement en ce qui concerne la sécurité du citoyen et la structure des services de police.					
Demande d'interpellation Discussion de cette interpellation et de son interpellation jointe « sur les implications des mesures prises par le gouvernement en vue d'accroître la sécurité, en ce qui concerne le rassemblement et le traitement de données par les services de police » : Privatisation de la fonction policière. — Modalités de remboursement d'un certain nombre de prestations de la gendarmerie. — Déséquilibre entre les grands corps de police et centralisation de la politique policière (effectifs, investissements et dépenses budgétaires). — Incorporation de militaires dans la gendarmerie. — Financement des mesures annoncées et économies en découlant. — Existence d'ordinateurs illégaux au sein de la gendarmerie. — Automatisation de la Sûreté de l'Etat. — Problème du double emploi. — Incidence des mesures gouvernementales sur l'audit des services policiers. — Nécessité d'un seul ordinateur judiciaire sous le contrôle du Ministre de la Justice	Van den Bossche	25			657
	"	29			776, 782

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PENAL (suite).					
Sécurité publique (suite).					
Forces de l'ordre (suite).					
Absence de compétences policières pour les services privés de sûreté. — Portée du projet gouvernemental portant diverses mesures visant à renforcer la sécurité des citoyens. — Justification du remboursement de certaines prestations de la gendarmerie. — Efforts gouvernementaux en faveur de la police communale. — Chômeurs mis à la disposition pour les tâches administratives. — Incidence des mesures gouvernementales sur le budget de la gendarmerie. — Données relatives à l'emploi de militaires à la gendarmerie. — Modalités de financement des dépenses supplémentaires. — Suppression des éventuels doubles emplois entre l'informatique « justice » et « gendarmerie ». — Résultats du Comité de coordination de l'utilisation de l'informatique policière (C.C.U.I.P.). — Création d'un comité mixte de communication. — Achat d'appareils de cryptophonie pour la police judiciaire. — Liste des éléments contenus dans les banques de données. — Résultats de l'étude ordonnée par le commandant de la gendarmerie sur le phénomène des micro-ordinateurs « sauvages ». — Etablissement d'un plan bureautique pour la gendarmerie (1987). — Motifs pour l'audit commandé par le gouvernement	Nothomb, Min.	29			779
Déclaration avant le vote	Van den Bossche	30			836
L'ordre du jour motivé est repoussé par 107 voix contre 77 et 3 abstentions.....	.....	»			»
Forces de l'ordre — Gendarmerie.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Ramaekers	5			71
	Moureaux	6			86
	du Monceau	»			99
	de Bergendal	7			122
	Coveliers	»			142
	Pepermans	»			147
	Van den Bossche	8			167
	Collart	9			232
	Martens, Min.				
Interpellation de M. Hendrick sur le rôle de la Sûreté de l'Etat dans la prévention du terrorisme.					
Discussion	Hendrick		C 7		2, 5
	Gol, Min.		»		4
	Bourgeois		»		6
Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie. (Doc. n° 286/1.)	Van den Bossche				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....	.....	21			529
Proposition de loi modifiant la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie. (Doc. n° 298/1.)	Moureaux				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....	.....	29			746
Proposition de loi sur l'inspection générale de la gendarmerie. (Doc. n° 299/1.)	»				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....	.....	»			»
Proposition de loi supprimant l'obligation imposée aux gendarmes de demander l'autorisation de contracter mariage. (Doc. n° 309/1.)	Van den Bossche				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Défense nationale.....	.....	»			747
Interpellation de M^{me} Vogels à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le comportement inadmissible de la gendarmerie dans le Limbourg.					
Demande d'interpellation	Vogels (M ^{me})	35			1005

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PENAL (suite).					
Sécurité publique (suite).					
<i>Forces de l'ordre — Gendarmerie (suite).</i>					
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Maintien de l'ordre lors de la grève des mineurs au Limbourg. — Comportement provocateur, d'intimidation, arbitraire et raciste : exemples. — Demande d'un examen par le Ministre	Vogels (M ^{me})		C 52	19	
Autorité ayant demandé l'intervention de la gendarmerie. — Signification du moment du déploiement de force. — Abus de pouvoir réfléchi. — Systématique dans l'agression. — Usage abusif de menottes. — Contre-action de la gendarmerie comme déclaration calomnieuse. — Consommation d'alcool au cours du service. — Légion mobile d'Anvers : mesures d'examen. — Lettre du groupe S.P. au président de la commission (interrogation des officiers)	Van den Bossche		»	20	
Protection insuffisante des non-grévistes. — Abus importants par la gendarmerie et la police. — Deuxième groupe mobile à Anvers : gendarmes trop jeunes pour des conflits sociaux. — Escalade dans la semaine du 12 au 16 mai. — Formation des jeunes gendarmes	De Beul		»	21	
Dépôt de motions .....	.....		»	»	
Reprise du débat :					
Lecture de la lettre remise par MM. Vanvelthoven et Vandembroucke. — Concertation avec le président de la Chambre. — Lettre de la Ligue des droits de l'homme adressée au Ministre de l'Intérieur : conséquences	Président		»	»	
Aucun ordre particulier de la part du Ministre de l'Intérieur. — Comportement répressif de la gendarmerie à l'égard des étrangers. — Rapport de l'inspecteur-général De Vos. — Nouvel examen. — Réquisition de la gendarmerie par la police de Genk. — Examen sur les actions de la légion mobile d'Anvers. — Absence de comportement excessivement répressif ou raciste. — Nombre d'arrestations administratives et judiciaires. — Comportement de la gendarmerie dans la soirée du 14 mai au café « Mijnsicht »	Nothomb, Min. Vogels (M ^{me})		» »	» 22	
Réponse incomplète du Ministre	Van den Bossche		»	»	
Réponse insuffisante. — La chasse aux étrangers. — Réaction de panique au sein de la gendarmerie	De Beul		»	23	
Demande d'un examen sérieux .....	.....	47		1364	
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé					
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois de juillet, août, septembre et octobre, et portant diverses dispositions.					
Discussion générale	Burgeon, W. Verhofstadt, Min. Desaeyere			522/2 » » 4 » 8	
Interpellations de MM. Van den Bossche et Chevalier sur le fonctionnement déficient de l'alerte nationale de police au cours de la nuit du 13 au 14 juillet 1986 (drame de Zwijnaarde).					
Discussion	Van den Bossche		C 73	3, 6	
	Chevalier		»	4, 6	
	Gol, Min.		»	4	
<i>Forces de l'ordre — Police communale.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Ramaekers	5		71	
	Moureaux	6		86	
	Coveliers	7		122	
	Degroeve	»		135	
	Pepermans	»		142	
	Van den Bossche	»		147	
	Collart	8		167	
	Eerdekens	»		172, 173	
	Nothomb, Min.	»		173	
	Nols	9		199	
	Martens, Min.	»		232	

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PENAL (suite).					
Sécurité publique (suite).					
<i>Forces de l'ordre — Police judiciaire.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Pepermans	7			142
	Van den Bossche	"			147
	Martens, Min.	9			232
Interpellation de M. Hendrick sur le rôle de la sûreté de l'Etat dans la prévention du terrorisme.					
Discussion	Hendrick		C 7		2, 5
	Gol, Min.		"		4
	Bourgeois		"		6
<i>Services 901-906.</i>					
Interpellation de M. Van Parys à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la discrimination qui résulte pour certains services de police communale de la fusion des systèmes d'appel 901 et 906.					
Demande d'interpellation	Van Parys	30			852
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Situation dans la zone Gand-Ecklo (communes sans service de garde permanent). — Elimination de fait des petits corps de police communale	"		C 42		12
Problèmes identiques dans la province d'Anvers	Suykerbuyk		"		"
Modalités d'exécution de l'intégration des systèmes d'appel. — Possibilité de collaboration pour les petites communes (art. 128 de la loi communale). — Promesse d'évaluer le nouveau système après six mois d'application	Nothomb, Min.		"		"
<i>Terrorisme.</i>					
Interpellation de M. Van den Bossche à M. le Premier Ministre sur le fondement juridique de la décision prise par le gouvernement de mettre en œuvre des unités de l'armée.					
Demande d'interpellation	Van den Bossche	3			26
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Missions de surveillance (mise en œuvre des unités de l'armée). — Base juridique	"		C 5		7, 10
Missions de surveillance exécutées par des militaires (compétences)	Suykerbuyk		"		9
Missions de surveillance (mise en œuvre de militaires, nécessité, base légale). — Compétence des militaires mis à la disposition de la gendarmerie	Nothomb, Min.		"		"
Vote :					
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 103 voix contre 73 et 3 abstentions		15			403
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Dierickx	7			111
	Van den Bossche	"			147
	Ylief	9			200
	Dillen	"			208
	Mottard	"			212
Communication du Ministre de la Justice :					
Attentat contre le réseau d'oléoducs de l'O.T.A.N. (C.C.C.). — Explosion au Palais de Justice de Liège (attentat à la bombe, cérémonie du Jeune Barreau de Liège)	Gol, Min.	"			211
Interpellation de M. Hendrick à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.), sur le rôle de la Sûreté de l'Etat dans la prévention du terrorisme.					
Demande d'interpellation	Hendrick	10			248
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PENAL (suite).					
Sécurité publique (suite).					
Terrorisme (suite).					
Discussion :					
Sûreté de l'Etat (mission, rôle). — Attentats terroristes (rôle et carence de la Sûreté de l'Etat). — Cas Carette (C.C.C.).....	Hendrick		C 7		2, 5
Soi-disant carence de la Sûreté de l'Etat. — Lutte contre les C.C.C. — Cas Carette. — Police judiciaire à compétence nationale.....	Gol, Min.....		»		4
Problématique de l'insécurité suite aux attentats des C.C.C. — Respect pour la liberté de la personne. — Rôle de la presse. — Coordination entre les forces de l'ordre	Bourgeois		»		6
Proposition visant à instituer une commission chargée d'enquêter sur les carences constatées dans la lutte contre le terrorisme et le banditisme. (Doc. n° 34/1.).....	Van den Bossche	12			313
Prise en considération et renvoi à une commission spéciale.....	.....	»			311
Demande d'examen d'urgence .....	.....	»			319
L'urgence n'est pas adoptée .....	.....	13			345
Renvoi à la Commission de la Justice					
Proposition instituant une commission d'enquête chargée d'exami- ner les raisons pour lesquelles les enquêtes concernant les actes terroristes et les actes « de grand banditisme » n'ont donné aucun résultat tangible. (Doc. n° 38/1.).....	Winkel	12			314
Prise en considération et renvoi à une commission spéciale.....	.....	»			311
Demande d'examen d'urgence .....	.....	»			319
L'urgence n'est pas adoptée .....	.....	13			345
Renvoi à la Commission de la Justice					
Interpellation de M. Preumont à M. le Ministre de la Justice sur les conditions particulières de détention de Chantal Paternostre et les mesures spéciales d'isolement.	Preumont	56			1675
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Condamnation du terrorisme. — Conditions de détention de Chantal Paternostre.....	»		C 73		7
Historique. — Explications et justification	Gol, Min.....		»		»
Répliques	Preumont		»		9
	Président		»		»
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 111 voix contre 65 et 3 abstentions.....	.....	62			1953
Sûreté de l'Etat.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van den Bossche	7			151
	Gol, Min.....	»			152
	Collart.....	8			167
Interpellation de M. Hendrick à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur le rôle de la Sûreté de l'Etat dans la prévention du terrorisme.					
Demande d'interpellation	Hendrick	10			248
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Sûreté de l'Etat (mission, rôle). — Attentats terroristes (rôle et carence de la Sûreté de l'Etat). — Cas Carette (C.C.C.).....	»		C 7		2, 5
Soi-disant carence de la Sûreté de l'Etat. — Lutte contre les C.C.C. — Cas Carette. — Police judiciaire à compétence nationale.....	Gol, Min.....		»		4
Problématique de l'insécurité suite aux attentats des C.C.C. — Respect pour la liberté de la personne. — Rôle de la presse. — Coordination entre les forces de l'ordre	Bourgeois		»		6
Question de M. Deleuze à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur la surveillance des députés et sénateurs écologistes par la Sûreté de l'Etat.....	Deleuze	12			308
Réponse.....	Gol, Min.....	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PENAL (suite).					
Sûreté de l'Etat (suite).					
<i>Milices privées.</i>					
Question de M. Happart à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la renaissance du « Vlaamse Militanten Orde ».....	Happart.....	30			795
Réponse.....	Nothomb, Min.	»			»
<i>Répression et amnistie.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Coveliers	7			122
	Dillen.....	9			208
Proposition de loi accordant l'amnistie pour certaines infractions commises contre la sûreté extérieure de l'Etat. (Doc. n° 217/I.)	Coveliers				
Discussion sur la prise en considération :					
Amnistie (conditions, indemnisation totale des victimes de la collaboration)	Gondry.....	17			443
Procédure d'urgence. — Nécessité de l'amnistie	Coveliers	»			»
Attitude des écologistes	Deleuze	»			»
Demande de vote nominatif sur la prise en considération .....	.....	»			»
La proposition de loi est prise en considération par 96 voix contre 71 et 2 abstentions.....	.....	»			444
Demande d'urgence pour l'examen de la proposition de loi :					
La demande d'urgence est rejetée et la proposition est renvoyée à la Commission de la Justice .....	.....	»			»
Projet de loi abrogeant l'arrêté-loi du 26 mai 1944 relatif à la compétence et à la procédure en matière de crimes et délits contre la Sûreté de l'Etat. (Doc. n° 394/I.)					
Dépôt et renvoi à la Commission de la Justice	Gouvernement	30			789
Rapport :	Van Parys	53			1536
Discussion	Gol, Min.			394/4	1, 3
	Baert			»	2
	Coveliers			»	2-4
	Bourgeois			»	»
	De Decker			»	2
	Mottard			»	3
	Van den Bossche			»	»
	Defosset			»	4
				»	»
Le projet de loi est adopté					
<i>Annales :</i>					
Discussion générale :					
Rapport sur la discussion en commission	Van Parys	57			1682
Répression et amnistie. — Dialogue possible	Coveliers	»			1683, 1685
Projet sage. — Amendement relatif à l'amnistie : pas à sa place dans le cadre du projet	Mottard	»			1685
Evolution au groupe S.P. en ce qui concerne la recevabilité des propositions de loi tendant à accorder l'amnistie. — Amnistie, répression, collaboration	Van den Bossche	»			1685, 1686
Critique des tribunaux d'exception. — Amendement Coveliers	Bourgeois	»			1686
Epreuves subies suite à l'occupation	le Hardy de Beaulieu ..	»			1687
Projet de loi d'ordre technique. — Amendement Coveliers : débat fondamentalement politique. — Proposition d'amnistie générale : inacceptable.....	Gol, Min.	»			»
Discussion des articles :					
L'article 1 ^{er} est adopté .....	.....	»			1688
Article 2 :					
Amendement technique.....	Coveliers	»			»
L'article 2 ainsi que l'article 3 (nouveau) (amendement) sont réservés .....	.....	»			»
Vote des articles réservés :					
L'article 2 est adopté .....	.....	59			1753
L'amendement ajoutant un article 3 (nouveau) est rejeté .....	.....	»			»
Motif d'abstention	Bourgeois	»			1754
Déclaration avant le vote	Coveliers	»			»
L'ensemble du projet est adopté par 170 voix et 9 abstentions et transmis au Sénat .....	.....	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PENAL. (suite).					
Sûreté de l'Etat (suite).					
<i>Répression et amnistie (suite).</i>					
Interpellation de M. Coëme sur le sort réservé aux anciens prisonniers de guerre.	Coëme		C 56		2
Discussion	Coveliers		"		4, 8
	Mundeleer, S. Et.		"		5
Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 30 juin 1961 relative à l'épuration civique. (Doc. n° 548/1.)	Bourgeois				
Discussion sur la prise en considération	Coveliers	51			1480
Vote sur la prise en considération :					
La proposition de loi est prise en considération par 97 voix contre 59 et 3 abstentions .....	.....	"			1481
La proposition de loi est renvoyée à la Commission de la Justice .....	.....	"			"
Vagabondage et mendicité.					
Proposition de loi abrogeant la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité. (Doc. n° 15/1.)	Brisart				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	12			312
DROIT PUBLIC.					
Conseil d'Etat.					
<i>Avis.</i>					
Interpellations de MM. Tobback et Gabriels sur les conditions discutables dans lesquelles a eu lieu la prestation de serment du président de l'Exécutif régional wallon.					
Discussion	Wauthy	"			330
	Martens, Min.	"			333, 335
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
<i>Rapport :</i>					
Discussion générale	Tobback			68/4	8
	Eyskens, Min.			"	18
Prise en considération de propositions de résolution et de loi :					
Demande d'avis du Conseil d'Etat avant la prise en considération de propositions (danger)	Gabriels	17			443
	Président	"			"
Propositions de loi (avis du Conseil d'Etat)	Gabriels	34			975
	Président	"			"
Prise en considération de propositions de loi. — Avis du Conseil d'Etat :					
Retard du Conseil d'Etat en matière d'avis sur des propositions de loi. — Atteinte aux compétences du législateur	Gabriels	47			1342
Entretien à la conférence des présidents	Président	"			1343
Projet de loi portant des dispositions fiscales.					
Consultation du Conseil d'Etat	"	58			1718, 1719
	Tobback	"			"
<i>Conseiller.</i>					
Présentation de candidats néerlandophones en vue de la nomination d'un Conseiller d'Etat (N.) (Doc. n° 70.)		6			85
Candidatures		10			248
Présentation de candidats néerlandophones en vue de la nomination d'un conseiller d'Etat		12			315
Scrutin pour la nomination du premier candidat et résultat du scrutin		"			316, 319
Scrutin pour la nomination du deuxième candidat et résultat du scrutin		"			319, 323
Scrutin pour la nomination du troisième candidat et résultat du scrutin		"			323, 327

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PUBLIC (suite).					
Conseil d'Etat (suite).					
<i>Jurisprudence.</i>					
Interpellation de M. Laridon à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la circulaire du 26 juillet relative à l'arrêt du Conseil d'Etat — cours de morale non confessionnelle.	Laridon		C 3		9, 14
Discussion	Coens, Min.		»		12
Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. (Doc. n° 204/1.)	Desutter	17			442
Demande d'avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 204/2.) .....	.....	51			1480
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 204/2.) .....	.....				
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique .....	.....				
Interpellation de M. Clerfayt sur la nécessité de faire respecter la Constitution et la loi quant à l'emploi des langues dans les conseils communaux des communes à régime spécial, en suivant l'interprétation donnée par la Cour d'arbitrage dans son arrêt du 26 mars 1986.	Clerfayt		C 52		8, 10
Discussion	De Beul		»		9
	Tant		»		»
	Nothomb, Min.		»		10
Conseils nationaux et régionaux.					
Déclaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Discussion	Van der Biest	4			34
	Van Miert	5			52
	Gabriels	5			57
	Beysen	»			60
	le Hardy de Beaulieu ...	»			63
	Suykerbuyk	»			73
	Moureaux	6			86
	du Monceau	»			98
	de Bergendal	»			104
	Cortois	7			124
	Spaak (M ^{me})	»			127
	Gendebien	»			140
	Clerfayt	»			199
	Nols	9			212, 213
	Mottard	»			230, 231
	Martens, Min.	»			231
	Schiltz	»			»
	Moureaux	»			232
	Martens, Min.	»			234
	Coëme	»			236
	Anciaux	»			
Interpellation de M. Tobback à M. le Premier Ministre sur les conditions discutables dans lesquelles a eu lieu la prestation de serment du président de l'Exécutif régional wallon.	Tobback	10			248
Demande d'interpellation .....	.....				
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Gabriels :	.....				
Prestation de serment du président de l'Exécutif wallon (ratification par le Roi, responsabilité du Gouvernement). — Composition du Conseil régional wallon (nombre de membres, quorum)	»	12			328, 335
Illégalité de l'exclusion de M. Van Overstraeten du Conseil régional wallon. — Attitude du P.S.C. et du P.R.L. — Prestation de serment du président de l'Exécutif wallon (ratification par le Roi, responsabilité du Premier Ministre, interprétation de la loi spéciale du 8 août 1980). — Problème du quorum	Gabriels	»			329, 336
Validation des pouvoirs (autonomie de l'Assemblée). — Fixation du quorum au sein d'une assemblée. — Problème de l'apparement. — Election de l'Exécutif wallon (art. 60 de la loi du 8 août 1980). — Prestation de serment du président de l'Exécutif wallon (ratification par le Roi, avis du Conseil d'Etat)	Wauthy	»			330

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PUBLIC (suite).					
Conseils nationaux et régionaux (suite).					
Fixation du nombre de membres d'une assemblée (problème de la majorité, fixation du quorum). — Prestation de serment du président de l'Exécutif wallon (ratification par le Roi, responsabilité du Premier Ministre).....	Van der Biest	12			331, 337
Pseudo-majorité P.S.C. — P.R.L. au Conseil régional wallon. — Problème du quorum.....	Ylief	"			332
Interprétation de la loi spéciale du 8 août 1980 (composition des Conseils régionaux et des Communautés). — Election de l'Exécutif et désignation du président (système prévu par la loi du 8 août 1980, rôle et responsabilité du président du Conseil). — Ratification par le Roi de la désignation du président de l'Exécutif (signification, exposé des motifs de la loi du 8 août 1980, avis du Conseil d'Etat). — Déclaration de M. Moureaux	Martens, Min.	"			333, 335
Déclaration de M. Moureaux	Busquin	12			335
Déclaration avant le vote	Gabriels	15			400
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 107 voix contre 78 et 2 abstentions .....	.....	"			"
Interpellation de M. Gabriels à M. le Premier Ministre sur la prestation de serment du président de l'Exécutif wallon. Demande d'interpellation	"	10			276
Discussion : voir interpellation de M. Tobback.					
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
<i>Rapport :</i>					
Discussion générale	Eyskens, Min.			68/4	5
	Desaeyere			"	7
	Eyskens, Min.			"	18
<i>Annales :</i>					
Discussion générale	Wauthy	10			262
Interpellation de M. Gabriels sur les déclarations du Ministre Maystadt concernant les charbonnages de Campine et sur la question de savoir si le Premier Ministre et le Gouvernement approuvent lesdites déclarations.					
Discussion	Gabriels	14			367, 373
Proposition de loi modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. (Doc. n° 117/1.)	Van der Biest				
Demande d'avis du Conseil d'Etat .....	.....	15			399
Proposition de loi modifiant la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires coordonnée par l'arrêté royal du 20 juillet 1979 et la loi de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone du 31 décembre 1983. (Doc. n° 122/1.)	Galle				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des Conflits et des Réformes institutionnelles .....	.....	15			399
Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. (Doc. n° 140/1.)	Baudson				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des conflits et des Réformes institutionnelles .....	.....	17			437
Proposition de loi modifiant l'article 1 ^{er} de la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux conseils culturels pour la Communauté culturelle française et pour la Communauté culturelle néerlandaise. (Doc. n° 154/1.)	Hendrick	17			438
Demande d'avis du Conseil d'Etat					
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 154/2.)	Moureaux	17			440
Proposition de loi spéciale relative à la Région bruxelloise. (Doc. n° 178/1.)					
Demande d'avis du Conseil d'Etat					
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 178/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des conflits et des Réformes institutionnelles		59			1772
Interpellation de M. Busquin sur les aspects institutionnels liés à un Conseil autonome de l'Enseignement de l'Etat.	Busquin	17			448
Discussion	Martens, Min.	"			"
Proposition de loi modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. (Doc. n° 283/1.)	Gabriels				
Demande d'avis du Conseil d'Etat .....	.....	21			530

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PUBLIC (suite).					
Conseils nationaux et régionaux (suite).					
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois d'avril, mai et juin.					
Rapport :					
Discussion générale	Defosset			346/4	4
	Schiltz			"	"
	Verhofstadt, Min.			"	12
Interpellation de M. Moureaux à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la passivité du Gouvernement à réaliser les quelques points de la déclaration gouvernementale qui étaient sensés être favorables à Bruxelles.					
Demande d'interpellation	Moureaux	27			695
Discussion de cette interpellation et des interpellation jointes de MM. Clerfayt et Tomas :					
Problématique bruxelloise (objectifs du Gouvernement). — Travaux du Comité de concertation (association des représentants de l'Exécutif bruxellois). — Congrès des flamands de Bruxelles (prises de position). — Institutions bicommunautaires et biculturelles. — Problème de l'agglomération bruxelloise. — Produit des droits de succession dus à la Région bruxelloise. — Problèmes des communes bruxelloises (plans d'assainissement, exemple de la commune de Schaerbeek)	"	30			837, 846
Avenir de la Région bruxelloise. — Congrès des flamands de Bruxelles. — Limites de la Région. — Sort réservé aux diverses institutions bruxelloises (communes, agglomération, etc.). — Dégraissage des communes et de l'agglomération. — Tutelle sur le secteur bicommunautaire. — Région bruxelloise (application de l'article 107 ^{quater} de la Constitution)	Clerfayt	"			840, 847
Remboursement des emprunts octroyés pour le rétablissement des finances communales dans la Région bruxelloise (emprunts Hatry I et II). — Problèmes financiers des communes bruxelloises. — Part de la Région bruxelloise dans le Fonds des communes. — Octroi des droits de succession dus à la Région bruxelloise	Tomas	"			841, 847
Droits de succession dus à la Région bruxelloise. — Avenir de Bruxelles	Simonet	"			842
Problème bruxellois. — Comité de concertation (présence d'un membre de l'Exécutif bruxellois). — Finances communales. — Droits de succession dus à la Région bruxelloise. — Plans d'assainissement des communes bruxelloises. — Accès au Fonds Nothomb. — Restructuration des communes bruxelloises. — Fusion de communes. — Soi-disant dégraissage des communes. — Problèmes de l'agglomération de Bruxelles. — Avenir institutionnel de Bruxelles (réalisation de l'article 107 ^{quater} de la Constitution)	de Donnée, Min.	"			843
Déclarations avant le vote	Anciaux	31			872
	Tobback	"			873
	Moureaux	"			"
	Clerfayt	"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 95 voix contre 45 et 22 abstentions		"			"
Déclaration après le vote	Tobback	"			"
Proposition de loi insérant un article 30 ^{bis} dans la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. (Doc. n° 304/1.)	Suykerbuyk & Wauthy				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des Conflits et des Réformes institutionnelles		29			747
Proposition de loi complétant certaines dispositions de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. (Doc. n° 308/1.)	De Beul				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des Conflits et des Réformes institutionnelles		"			"
Interpellation de M. Léonard sur les constructions scolaires communales.					
Discussion	Léonard		C 48		15
Question de M. Van Rompuy à M. le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sur l'octroi de droits de succession à la Région bruxelloise		34			974
Réponse	Bascour, S. Et.	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PUBLIC (suite).					
Conseils nationaux et régionaux (suite).					
Interpellation de M. Caudron sur la carence du Gouvernement au sujet d'une infraction aux règles de concurrence de la C.E.E. (construction du Pont-Canal à La Louvière).					
Discussion	Olivier, L., Min.		C 45		8
Interpellation de M. Van Elewyck sur l'attitude du Gouvernement belge au sujet des traités Escaut-Meuse, sur l'évolution des négociations avec les Pays-Bas et sur la sauvegarde de la liberté de la navigation sur l'Escaut.					
Discussion	Schiltz	41			1194
	Van Elewyck	"			1199
Proposition de loi modifiant les articles 6, § 1 ^{er} , VIII, et 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. (Doc. n° 470/1.)	Desseyn				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des Conflits et des Réformes institutionnelles		44			1276
Proposition de loi visant à compléter la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux. (Doc. n° 478/1.)	Clerfayt				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des conflits et des Réformes institutionnelles		47			1366
Proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. (Doc. n° 442/1.)	Coveliers				
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 442/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des Conflits et des Réformes institutionnelles		51			1480
Conflits.					
Transmission de la notification de la réunion du Comité de Concertation du 30 août 1985 au sujet du conflit d'intérêts surgi entre le Conseil flamand et le Conseil régional wallon concernant le projet de décret sur la protection des eaux de surface contre la pollution (Doc. Conseil régional wallon n° 107, 1983-1984.)		2			21
Proposition d'avis motivé en application de l'article 32, § 1 ^{er} , deuxième alinéa, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, concernant le conflit d'intérêts surgi entre le Conseil flamand et le Conseil de la Communauté française à propos d'une proposition de décret de M. Lagasse et cs. « tendant à assurer la défense de la langue française et à garantir aux mandataires publics d'expression française la liberté d'user de leur langue dans l'exercice de leurs fonctions » (Doc. C.C.F., n° 30/1, 1985-1986). (Doc. n° 553/1.)					
Rapport :	Hermans & Kubla	48			1372
Concertation entre le Conseil flamand et le Conseil de la communauté française sans résultat. — Deux propositions d'avis motivé déposées. — Proposition de MM. Suykerbuyk, Flamant et Van Elewyck adoptée.....	Hermans..... Kubla.....			553/1 "	2 "
Annales :					
Discussion :					
Raisons juridiques de son opposition au texte voté par la Commission	Biefnot	"			1377
Frontière linguistique actuelle : frontière de l'intolérance. — Périphérie bruxelloise. — Fourons	Clerfayt	"			1378
Aucune intervention d'une Communauté dans les affaires intérieures de l'autre	Coveliers	"			"
Nécessité de s'en tenir à une décision de la Cour d'arbitrage	Suykerbuyk	"			"
Proposition de loi Galle. — Proposition de loi Diegenant	Tobback	"			1379
Procédure (Chambre = arbitre) aboutissant exactement au résultat inverse	Président	"			"
Déclaration avant le vote	Daras	51			1501
La Chambre adopte la proposition d'avis motivé par 95 voix contre 38 et 14 abstentions.....		"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PUBLIC (suite).					
Conseils nationaux et régionaux (suite).					
<i>Conflits (suite).</i>					
Proposition d'avis motivé en application de l'article 32, § 1 ^{er} , deuxième alinéa, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, concernant deux conflits d'intérêts surgis entre le Conseil de la Communauté française et le Conseil flamand à propos de : 1 ^{er} la proposition de décret de M. Suykerbuyk et c.s. « houdende wijziging van artikel 2 van de Gemeentewet » (Doc. VI. R., n ^o 129/1 et 2, 1985-1986); 2 ^o la proposition de décret de M. Coveliers et c.s. « houdende regeling van de voordracht van burgemeesters in het Vlaamse Gewest » (Doc. VI. R., n ^o 130/1 et 2, 1985-1986). (Doc. n ^o 559/1.)					
Rapport (non nominatif)	Hermans & Kubla	52			1509
Lecture de l'avis motivé .....	.....	»			1512
Déclarations avant le vote	Anselme	54			1558
	Dierickx	»			»
	Clerfayt	»			1559
	Coveliers	»			»
Vote sur la proposition d'avis motivé à propos de la proposition de décret de M. Suykerbuyk :					
La proposition d'avis motivé est adoptée par 93 voix contre 64 et 24 abstentions .....	.....	»			»
Motifs d'abstention	Président	»			»
	Martens, Min.	»			»
	Gehlen	»			1560
Vote sur la proposition d'avis motivé à propos de la proposition de décret de M. Coveliers :					
La proposition d'avis motivé est adoptée par 91 voix contre 62 et 27 abstentions et transmise au Comité de concertation .....	.....	»			»
Proposition d'avis motivé en application de l'article 32, § 1 ^{er} , deuxième alinéa, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, concernant le conflit d'intérêts surgi entre le Conseil flamand et le Conseil de la Communauté française à propos d'une proposition de décret de M. De Decker « réglant l'emploi des langues par les mandataires publics dans la région de langue française et portant application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques fait à New York en ce qui concerne la protection contre toute discrimination linguistique à l'égard de la langue française, de sa diffusion, de son usage notamment par rapport à la liberté de choix du corps électoral et assurant aux minorités culturelles francophones la protection des droits culturels et linguistiques garantis par la convention » (Doc. CCF n ^o 41/1, 1985-1986). (Doc. n ^o 560/1.)					
Rapport :	Hermans & Kubla	52			1509
Remarques	Kubla			560/1	3
	Verhaegen			»	»
	Suykerbuyk			»	»
	Baert			»	»
La proposition de MM. Suykerbuyk & cs. est adoptée.					
Motifs d'abstention	Dierickx			»	»
	Gehlen			»	»
<i>Annales :</i>					
Lecture de l'avis motivé .....	.....	52			1512
Déclarations avant le vote :					
Communes à statut linguistique spécial. — Convention internationale	De Decker	54			1560
Danger de la formule : « le même contenu »	Anselme	»			»
Loyauté fédérale	Suykerbuyk	»			1561
Vexations	Tobback	»			»
Considération	Gabriels	»			»
La proposition d'avis motivé est adoptée par 91 voix contre 64 et 26 abstentions et transmise au Comité de concertation .....	.....	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PUBLIC (suite).					
Conseils nationaux et régionaux (suite).					
<i>Conflits (suite).</i>					
Transmission de deux notifications de la réunion du Comité de concertation du 1 ^{er} août 1986 qui a statué selon la procédure du consensus prévue par l'article 32, § 1 ^{er} , de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles. Le Comité de concertation est d'avis que la proposition de décret « houdende wijziging van artikel 2 van de gemeentewet » (Doc. parl. VI. R., 1985-1986, n° 129) et la proposition de décret « houdende regeling van de voordracht van burgemeesters in het Vlaamse Gewest » (Doc. parl. VI. R., 1985-1986, n° 130) sont de nature à léser gravement la Communauté française. ....	.....	63			1961
Constitution.					
Projet de loi fixant pour l'année 1986 le contingent de l'armée. Discussion générale	Chevalier	11			289
Proposition de déclaration de révision des articles 26 et 27 de la Constitution, et de révision de la Constitution par l'insertion en son titre III d'un ou plusieurs articles relatifs au référendum. (Doc. n° 374/1.)	Vermeiren				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des Conflits et des Réformes institutionnelles .....	.....	30			850
Proposition de déclaration de révision de la Constitution par l'insertion d'un article 7bis tendant à reconnaître le droit à la vie dès la conception. (Doc. n° 377/1.)	Wauthy et cs.				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des conflits et des Réformes institutionnelles .....	.....	"			"
Proposition de déclaration de révision des articles 21 et 43 de la Constitution. (Doc. n° 456/1.)	Vermeiren				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des Conflits et des Réformes institutionnelles .....	.....	44			1275
Cour d'arbitrage.					
En application de l'article 96 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, la Cour d'arbitrage notifie trois arrêts rendus le 25 octobre 1985 se rapportant à sa composition .....	.....	2			23
Notification par la Cour d'arbitrage de l'arrêt rendu le 20 décembre 1985 décidant que l'article 8, b, du décret du Conseil de la Communauté française du 8 septembre 1981 « fixant les conditions de reconnaissance des radios locales », publié au <i>Moniteur belge</i> du 21 octobre 1981, est annulé .....	.....	13			349
En application de l'article 96 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, la Cour d'arbitrage notifie : 1 ^{er} l'arrêt n° 9 rendu le 22 janvier 1986 annulant le décret de la Communauté française du 2 décembre 1982 « relatif aux institutions françaises d'enseignement qui dispensent un enseignement en dehors des limites territoriales de la Communauté française »; 2 ^{er} l'arrêt n° 8 rendu le 30 janvier 1986 annulant une disposition du décret de la Communauté française du 30 juin 1982 « relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements »; 3 ^{er} l'arrêt n° 24 rendu le 30 janvier 1986 annulant plusieurs dispositions du décret du 19 juillet 1973 du Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise « tot regeling van het gebruik van de talen voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers, alsmede van de door wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ordeningen » (« réglant l'emploi des langues en matière de relations sociales entre employeurs et travailleurs, ainsi qu'en matière d'actes et de documents d'entreprise prescrits par la loi et les règlements ) .....	.....	17			418

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PUBLIC (suite).					
Cour d'arbitrage (suite).					
Notification par la Cour d'arbitrage de l'arrêt n° 12 rendu le 25 février 1986 rejetant le recours en annulation de la loi du 13 juillet 1983 « portant adaptation de la mission légale de la Caisse nationale de crédit professionnel et du Fonds de participation créé en son sein par la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, en vue de favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises et des travailleurs indépendants au capital à risques », introduit par l'Exécutif flamand.....	.....	25			658
En application de l'article 96 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, la Cour d'arbitrage notifie : 1. l'arrêt n° 2 rendu le 25 mars 1986 concernant la question préjudicielle posée par la Cour de travail d'Anvers par arrêt du 10 décembre 1979, en cause de la s.p.r.l. Tôleries de Sclessin (actuellement s.a. T.D.S.-ACIOR) contre Renée Goethals; 2. l'arrêt n° 3 rendu le 25 mars 1986 concernant la question préjudicielle posée par la Cour de travail de Gand, par arrêt du 12 décembre 1979, en cause de la s.p.r.l. « Brassotex » contre Louis Leclair; 3. l'arrêt n° 6 rendu le 25 mars 1986 concernant la question préjudicielle posée par la Cour de travail d'Anvers par arrêt du 16 juin 1980, dans l'affaire s.a. Lips-Fraigneux contre Engelborghs Marcel; 4° l'arrêt n° 10 rendu le 25 mars 1986 concernant la question préjudicielle posée par la Cour de travail de Gand par arrêt du 22 février 1984, en cause de la s.a. Vermeire contre Bérénice Hoef; 5. l'arrêt n° 11 rendu le 25 mars 1986 concernant la question préjudicielle posée par la Cour de travail de Bruxelles par arrêt du 10 janvier 1984, dans l'affaire de la s.a. Ets Havelange contre Van Gemert Alfons; 6 l'arrêt n° 13 rendu le 26 mars 1986 annulant le décret de la Communauté française du 26 juin 1984 assurant la protection de l'usage de la langue française pour les mandataires publics d'expression française .....	.....	30			790
Notification par la Cour d'arbitrage de l'arrêt n° 14 rendu le 20 mai 1986 concernant la question préjudicielle posée par la Cour du travail de Gand, par arrêt du 24 octobre 1984, en cause de Monsieur Cravillon Pieter contre la s.p.r.l. « Dyna Plast Belgium » .....	.....	39			1129
Interpellation de M. Clerfayt sur la nécessité de faire respecter la Constitution et la loi quant à l'emploi des langues dans les conseils communaux des communes à régime spécial, en suivant l'interprétation donnée par la Cour d'arbitrage dans son arrêt du 26 mars 1986.					
Discussion	Clerfayt		C 52		8, 10
	De Beul		»		9
	Tant		»		»
	Nothomb, Min.		»		10
En application de l'article 96 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, la Cour d'arbitrage notifie l'arrêt n° 15 rendu le 12 juin 1986 concernant la question préjudicielle posée par la Cour de cassation, par arrêt du 14 mai 1984, en cause de Desmet Jacques contre la s.a. Isohelec .....	.....	45			1286

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PUBLIC (suite).					
Cour d'arbitrage (suite).					
En application de l'article 96 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, la Cour d'arbitrage notifie : 1. l'arrêt n° 20 rendu le 25 juin 1986 concernant la question préjudicielle posée par la cour du travail d'Anvers, par arrêt du 26 septembre 1985, en cause de la s.a. Trenal contre De Busschere Paul; 2. l'arrêt n° 21 rendu le 25 juin 1986 concernant la question préjudicielle posée par la Cour de cassation, par arrêt du 6 mai 1985, en cause de Polleunis Odilon contre la s.a. Bragard; 3. l'arrêt n° 22 rendu le 25 juin 1986 concernant la question préjudicielle posée par la Cour de cassation, par arrêt du 2 décembre 1985, en cause de la société anonyme de droit français Coopération pharmaceutique française contre Adam Jacques-Jean; 4. l'arrêt n° 23 rendu le 25 juin 1986 concernant la question préjudicielle posée par le tribunal du travail d'Anvers, par jugement du 20 juin 1985, en cause de Lambert Jean-Marie contre la s.a. Lumoprint Zindler; 5. l'arrêt n° 24 rendu le 26 juin 1986 concernant le recours en annulation totale ou partielle du décret de la Région wallonne du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un conseil économique et social de la Région wallonne, introduit par le conseil des ministres le 12 mars 1985; 6. l'arrêt n° 25 rendu le 26 juin 1986 concernant le recours en annulation partielle du décret de la Communauté flamande du 20 mars 1984 « portant statut des entreprises d'hébergement », introduit par le conseil des ministres le 12 février 1985		48			1373
Cour des Comptes.					
Proposition de loi portant extension des compétences de la Cour des comptes. (Doc. n° 369/1.)	Gabriels				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		30			798
Proposition de loi modifiant la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes. (Doc. n° 351/1.)	Beysen & Kubla				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		"			849
Mise à la retrait de M. Defoy, premier président de la Cour des comptes		48			1374
Cahier d'observations.					
Transmission par la Cour des comptes de deux exemplaires des comptes des organismes d'intérêt public pour l'année 1981 (139 ^e Cahier d'observations)		2			22
Transmission du 142 ^e Cahier d'observations		10			247
Transmission de deux exemplaires des comptes des organismes d'intérêt public pour l'année 1982 (140 ^e Cahier d'observations)		45			1286
Conseiller.					
Annonce du décès de M. Urbain Flamand, conseiller	Président	30			788
Introduction de candidatures à la fonction de conseiller		31, 32			868, 920
Retrait et introduction de candidatures à la fonction de conseiller		35			1000
Retrait de candidature à la fonction de conseiller		44			1240
Scrutin : M. Dumasy est nommé conseiller à la Cour des comptes		"			1257
Différends.					
Transmission, en exécution de l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846, modifié par l'article 7 de celle du 20 juillet 1921, des exposés ainsi que des ampliatiions des délibérations du Conseil des Ministres au sujet des différends survenus entre son collègue et le Ministre des Affaires économiques		2			22
Transmission, en exécution de l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846, modifié par l'article 7 de celle du 20 juillet 1921, des exposés ainsi que des ampliatiions des délibérations du Conseil des Ministres au sujet du différend survenu entre son collègue et le Ministre des Communications		6			85

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PUBLIC (suite).					
Cour des comptes (suite).					
<i>Différends (suite).</i>					
Transmission, en exécution de l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846, modifié par l'article 7 de celle du 20 juillet 1921, des exposés ainsi que des ampliations des délibérations du Conseil des Ministres au sujet des différends survenus entre son collège et le Secrétaire d'Etat aux Pensions		29			739
Transmission, en exécution de l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846, modifié par l'article 7 de celle du 20 juillet 1921, des exposés ainsi que des ampliations des délibérations du Conseil des Ministres au sujet du différend survenu entre son collège et le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise		31			859
Transmission, en exécution de l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846, modifié par l'article 7 de celle du 20 juillet 1921, des exposés ainsi que des ampliations des délibérations du Conseil des Ministres au sujet du différend survenu entre son collège et le Secrétaire d'Etat aux Pensions		45			1286
Transmission, en exécution de l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846, modifié par l'article 7 de celle du 20 juillet 1921, des exposés ainsi que des ampliations des délibérations du Conseil des Ministres au sujet du différend survenu entre son collège et le Ministre des Finances		63			1961
Transmission, en exécution de l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846, modifié par l'article 7 de celle du 20 juillet 1921, des exposés ainsi que des ampliations des délibérations du Conseil des Ministres au sujet du différend survenu entre son collège et le Ministre des Travaux publics		"			"
Fédéralisation.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Sauwens	9			183
	Dillen	"			208
Interpellations de MM. Gabriels et W. Burgeon sur le plan général de transport de la SNCB.					
Discussion	Gabriels	25			665
Interpellation de M ^{me} Spaak à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les services bruxellois relevant du secteur bicommunautaire (matières personnalisables).					
Demande d'interpellation	Spaak (M ^{me})	30			852
Discussion :					
Secteurs des matières bicommunautaires sociales (tutelle, problèmes). — Secteur biculturel bruxellois. — (Intervention développée par M. Clerfayt)	"	32			921, 924
Secteur bicommunautaire personnalisable à Bruxelles (tutelle, problèmes)	Simonet	"			922, 925
	Moureaux	"			"
Gestion du secteur bicommunautaire à Bruxelles. — Distinction entre les matières culturelles et les matières personnalisables	Martens, Min.	"			923
<i>Clé de répartition.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Schiltz	9			218
Interpellation de M. Devolder à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur sur la nouvelle clé de répartition qui sera utilisée à partir de 1986 pour l'octroi de subsides pour l'achat de matériel d'incendie par les administrations communales.					
Demande d'interpellation	Devolder	21			531
Discussion de l'interpellation sous l'intitulé suivant :					
« Interpellation au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la discrimination financière dont les provinces et les communes flamandes sont victimes sur le plan de l'octroi des subsides pour l'acquisition de matériel d'incendie en 1986 ».					
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PUBLIC (suite).					
Fédéralisation (suite).					
<i>Clé de répartition (suite).</i>					
Discussion :					
Subsides attribués aux pouvoirs subordonnés pour l'achat de matériel. — Clé de répartition. — Préjudice des provinces flamandes.....	Devolder		C 26		2, 6
	Pillaert		"		3, 6
	Vankeirsbilck		"		"
Matériel d'incendie. — Notion des besoins	Cools		"		"
Critères pour la répartition des crédits	Van Steenkiste, R.		"		4
Inventaire du matériel. — Bâtiment	Detremmerie		"		4, 6
Création de nouveaux corps de pompiers	Suykerbuyk		"		4
Achat de matériel d'incendie. — Aides de l'Etat. — Clé de répartition. — Enveloppe supplémentaire. — Inventaire du matériel. — Comparaisons	Nothomb, Min.		"		5
Interpellation de M. Devolder sur la discrimination financière dont les provinces et les communes flamandes sont victimes sur le plan de l'octroi des subsides pour l'acquisition de matériel d'incendie en 1986.					
Discussion	Devolder		"		2, 6
	Pillaert		"		3, 6
	Vankeirsbilck		"		"
	Nothomb, Min.		"		5
<i>Enseignement.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van der Biest	4			34
	Van den Brande	"			41
	Van Miert	5			52
	le Hardy de Beaulieu ...	"			63
	Maes (M ^{re})	7			101
	Gehlen	"			121
	Baldewijns	"			136
	Schiltz	9			218
	Tobback	"			223
	Anciaux	"			236
Proposition de loi portant exécution de l'article 59bis, § 2, 2 ^e , de la Constitution. (Doc. n° 231/1.)	Ylief				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		21			530
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des Conflits et des Réformes institutionnelles		29			746
Interpellation de M. Baldewijns sur l'administration de l'enseignement de l'Etat.					
Discussion	Maes (M ^{re})		C 66		24, 27
<i>Secteurs économiques nationaux.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Kubla	5			54
	Gabriels	"			57
	De Bastelier	7			117
	Martens, Min.	9			188
	Coëme	"			234
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Discussion générale	Desacyere			68/4	7
	Willockx			"	10
	Burgeon, W.			"	15
	Eyskens, Min.			"	18
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois d'avril, mai et juin.					
Discussion générale	Schiltz			346/4	4
	Eyskens, Min.			"	15
Interpellation de M. Steverlynck sur le retard dans l'application des lois d'expansion économique en faveur du secteur textile.					
Discussion	Steverlynck	33			956, 960
	Denys	"			957, 960
	Bossuyt	"			958
Question de M. Bossuyt à M. le Premier Ministre sur l'affectation du produit des actions sans droit de vote		34			969
Réponse	Maystadt, Min.	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PUBLIC (suite).					
Fédéralisation (suite).					
<i>Secteurs économiques nationaux (suite).</i>					
Projet de loi portant un régime fiscal particulier pour le rachat d'actions privilégiées sans droit de vote émises par des sociétés anonymes relevant des secteurs nationaux. (Doc. n° 372/1.) — Farde.	De Roo	45			1284
Rapport :					
Discussion générale en réunion publique de la Commission des Finances :					
Aperçu du déroulement des travaux	"			372/5	1
Ratio legis du projet de loi. — Incitant fiscal du rachat. — Réduction des charges financières découlant pour l'Etat de la restructuration des secteurs nationaux. — Transfert des entreprises rentables aux mains du secteur privé	Eyskens, Min.			"	2
1. Montants non remboursés des actions privilégiées sans droit de vote des secteurs nationaux.					
Montant des actions privilégiées sans droit de vote	Bossuyt			"	3
Ventilation des montants par Région	Eyskens, Min.			"	"
2. Extension du projet de loi aux actions avec droit de vote.					
Rachat des actions avec droit de vote	Dupré			"	4
Montant non remboursé des actions avec droit de vote, avec répartition régionale. — Limitation de l'avantage fiscal aux actions sans droit de vote	Eyskens, Min.			"	"
3. Modalités du rachat.					
Discrimination à l'égard des entreprises textiles que les pouvoirs publics ont aidées d'une autre manière	De Roo			"	5
Exclusion du rachat pour les autres entreprises	Eyskens, Min.			"	"
Exclusion des entreprises de textile ayant reçu des primes en capital	Bossuyt			"	"
Falsification de la concurrence	Denys			"	"
Exposé sur le comportement de l'I.T.C.B.	Eyskens, Min.			"	"
4. Incidence budgétaire du projet.					
Avantage pour les holdings au détriment des investissements productifs et de l'emploi	Schiltz			"	6
Remboursement des aides consenties par les pouvoirs publics	Denys			"	"
Incidence sur la loi Monory-De Clercq. — Bilan de toutes les mesures d'aides aux entreprises (coût et résultats)	Burgeon, W.			"	"
Philosophie du projet. — Portée de la convention avec Arbed-Sidmar. — Aspect de l'emploi. — Résultat du système « Monory-De Clercq »	Eyskens, Min.			"	"
Incidence budgétaire limitée pour la plupart des entreprises textiles	Bossuyt			"	7
Observations éventuelles de la Commission de la C.E.E.	Simonet			"	"
Aide camouflée à certaines entreprises	Vandenbroucke			"	"
Transfert des recettes courantes aux recettes de capital. — Incidence de l'évolution des taux d'intérêt	Desaeyere			"	8
Avantage financier pour l'Etat par une anticipation des remboursements de cinq ans. — Données techniques concernant le calcul de l'incidence budgétaire du projet de loi. — Avantage budgétaire pour l'ensemble de la période : 1,6 milliard pour l'industrie textile et 11,4 milliards pour l'industrie sidérurgique	Eyskens, Min.			"	"
Rythme des rachats en cas d'octroi d'un avantage fiscal	Vandenbroucke			"	10
Utilisation utile, suite au projet, de l'excédent de liquidités	Schiltz			"	"
Hypothèse erronée des notes techniques fournies par le Ministère	Vandenbroucke			"	11
Possibilité que l'objectif poursuivi ne soit entièrement réalisé. — Autres raisons pour anticiper le rachat	Eyskens, Min.			"	"
Produit maximal escompté du rachat	Van Rompuy			"	"
Bénéfices escomptés dans le textile et pour la sidérurgie. — Commentaire de l'amendement déposé par le Gouvernement (Doc. n° 372/3, n° 5.)	Eyskens, Min.			"	"
Assouplissement du rachat et possibilité d'étalement dans le temps par secteur	Dupré			"	12
Accord sur les sous-amendements proposés	De Roo			"	"
Limitation de l'avantage aux entreprises lucratives	Eyskens, Min.			"	"
Rapport entre le projet de loi et le plan de Val-Duchesse	Bossuyt			"	"
5. Destination du produit des rachats.	Vandenbroucke			"	"
Nécessité d'un rattrapage en faveur de la Flandre. — Intentions du Gouvernement sur l'affectation du produit des rachats	Schiltz			"	13
Avantage pour des entreprises flamandes. — Principe de l'égalité devant l'impôt	Burgeon, W.			"	"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PUBLIC (suite).					
Fédéralisation (suite).					
Secteurs économiques nationaux (suite).					
Comparaison des subsides de l'Etat à Cockerill-Sambre et aux charbonnages de Campine (à partir de 1977).....	Eyskens, Min.			372/5	13
Base de comparaison, à savoir 1977, contestable. — Actualisation du rapport établi en 1980 par le groupe de travail Heremans-Verstraeten-Van Rompuy	Schiltz			"	14
Résultat des rapports du groupe Matthijs. — Caractère international de beaucoup d'entreprises du secteur textile.....	Eyskens, Min.			"	"
Rapport entre le projet et le système prévu dans la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux. — Incidence de la « régionalisation de fait » des secteurs économiques nationaux	Schiltz			"	"
Commentaire des options possibles (recyclage direct ou indirect).....	Eyskens, Min.			"	15
Opposition au transfert d'un secteur à l'autre	Schiltz			"	"
Proposition de suspension de séance (garanties gouvernementales en matière de l'affectation régionale)	Dupré			"	"
Déclaration selon laquelle, conformément à la lettre et à l'esprit de la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux, les fonds remboursés par des entreprises situées dans une certaine région seront réaffectés à cette même région lors d'un recyclage éventuel	Eyskens, Min.			"	"
	Maystadt, Min.			"	"
Le produit du rachat d'actions sans droit de vote reviendra directement au F.N.S.W. ou au F.N.S.V. selon que la société qui procède au rachat est située dans la Région wallonne ou dans la Région flamande	Eyskens, Min.			"	"
6. Affectation du produit des rachats à la prorogation du plan textile.					
Déclaration contradictoire du Ministre des Affaires économiques et celui des Finances. — Dépôt d'un amendement (Doc. n° 373/2, n° 1) afin que le produit des rachats soit affecté à la prorogation du plan textile.....	Bossuyt			"	16
Situation future du textile	Schiltz			"	"
Pas de prorogation du Plan textile	Denys			"	"
Résultats positifs du Plan textile. — Dépôt d'un amendement (n° 4, Doc. n° 372/2) visant à supprimer le § 3 de l'article unique	De Roo			"	"
Objectif initial du Plan textile. — Position de la Commission européenne en matière du Plan textile.....	Eyskens, Min.			"	17
Effet de falsification de la concurrence du projet soumis	Bossuyt			"	"
Assainissement du secteur textile. — Tendance à la surcapacité. — Effets négatifs de la chute du dollar	De Roo			"	18
	Eyskens, Min.			"	"
	Simonet			"	"
Pas d'accord avec un nouveau plan textile	Schiltz			"	"
Réinvestissement du produit des rachats dans le secteur textile	Eyskens, Min.			"	19
Plus d'objection à la suppression du § 3 de l'article unique du projet. — Affectations possibles du produit des rachats.....	Maystadt, Min.			"	"
7. Affectation du produit des rachats au financement des charbonnages de Campine.					
Caractère insuffisant du produit du rachat des actions pour le financement des déficits des K.S.	Van Rompuy			"	"
Absence totale de planification à moyen terme pour les K.S. — Nécessité de nouveaux investissements. — Prêt de la S.N.C.I.....	Desaeyere			"	"
Référence au plan de Val-Duchesse. — Modes de financement des K.S. au cours des années 1986 et 1987	Eyskens, Min.			"	"
8. Intentions du Gouvernement en ce qui concerne les sociétés d'investissement. Aide à l'expansion des P.M.E. du secteur textile.					
Référence au plan d'assainissement de Val-Duchesse	Denys			"	20
Invitation au secteur privé à augmenter progressivement son apport dans les invests. — Réduction de moitié, des crédits d'aide à l'expansion économique. — Situation des dossiers non encore traités.....	Eyskens, Min.			"	"
Votes :					
L'article unique, tel qu'il a été modifié, est adopté par 10 voix contre 5				"	21

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PUBLIC (suite).					
Fédéralisation (suite).					
<i>Secteurs économiques nationaux (suite).</i>					
<i>Annales :</i>					
Discussion de l'article unique :					
Portée de l'amendement : compléter le texte de la loi et le clarifier au joint de vue de la légistique	De Roo	45			1291
Bon amendement (de M. De Roo)	Eyskens, Min.	»			1292
L'amendement de M. De Roo est adopté .....	.....	»			»
L'amendement de M. Bossuyt et l'article unique sont réservés .....	.....	»			»
Déclarations avant le vote sur l'amendement :					
Procédure. — Résolution du Conseil régional wallon. —					
Demande d'une suspension de séance	Ylieff	47			1352
Suspension de la séance	Van den Brande	»			»
La séance est suspendue .....	.....	»			»
Ajournement du vote	Burgeon, W.	»			»
	Kubla	»			»
	Wauthy	»			1353
	Schiltz	»			»
	Van den Brande	»			»
	Tobback	»			1354
Renvoi en commission .....	.....	»			»
Le renvoi en commission est rejeté par 105 voix contre 77 et 5 abstentions	Ylieff	»			1355
Raisons d'abstention	Moureaux	»			»
L'amendement de M. Bossuyt est rejeté par 107 voix contre 72 et 6 abstentions .....	.....	»			1356
Déclarations avant le vote sur l'ensemble du projet	Burgeon, W.	»			»
	Schiltz	»			»
	Van der Biest	»			»
	Bossuyt	»			1357
	Busquin	»			»
	Wathelet	»			»
	Tobback	»			1358
	Moureaux	»			»
	Van den Brande	»			»
Le projet est adopté par 116 voix contre 56 et 3 abstentions et transmis au Sénat .....	.....	»			»
Motif d'abstention	Delhayc	»			1359
Interpellation de M. De Weirdt sur l'incidence éventuelle pour Sidmar du recyclage des moyens qui étaient alloués précédemment aux entreprises des secteurs nationaux et à certains invests.					
Discussion	Maystadt, Min.		C 60		19
	De Batselier		»		»
Proposition de loi visant à compléter la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux. (Doc. n° 478/1.)	Clerfayt				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des conflits et des Réformes institutionnelles .....	.....	47			1366
Interpellation de M. Gabriels sur le cadre et les orientations politiques des travaux concernant les charbonnages de Campine et sur la désignation d'un manager chargé de la mise en œuvre de la politique prévue.					
Discussion	Gabriels		C 70		3, 6
	Maystadt, Min.		»		5
Incompatibilités.					
Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives. (Doc. n° 375/1.)	Van den Brande & Wauthy				
Demande d'avis du Conseil d'Etat .....	.....	30			798
Proposition de loi modifiant l'article 1 ^{er} de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives. (Doc. n° 418/1.)	Daras				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique .....	.....	34			996

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
DROIT PUBLIC (suite).					
Lois, décrets et arrêtés.					
Proposition de loi modifiant la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. (Doc. n° 347/1.)	De Beul				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des Conflits et des Réformes institutionnelles		30			849
Problèmes communautaires.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van der Biest	4			34
	Gabriels	5			57
	Coëme	»			65
	Burgeon, W.	7			107
	Happart	»			126
	Gendebien	»			127
	Mottard	9			213
	Schiltz	»			218
	Tobback	»			223
	Coëme	»			234
Interpellation de M. Clerfayt à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les procédures discriminatoires envers les francophones adoptées par la commune de Rhode-Saint-Genèse dans le processus de délivrance des nouvelles cartes d'identité européennes.					
Demande d'interpellation	Clerfayt	27			694
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Discrimination à l'égard de la partie francophone de la population. — Non-respect des instructions ministérielles par Rhode-Saint-Genèse. — Objection du recensement linguistique déguisé. — Echec des facilités linguistiques. — Mesures envisagées par le Gouvernement	»		C 37		5, 8
Caractère transitoire du régime des facilités	Tant		»		6
Exposé des instructions particulières adressées aux communes à régime linguistique spécial et aux communes bilingues. — Problème de la facturation supplémentaire résultant de la façon d'agir de Rhode-Saint-Genèse. — Situation dans les autres communes à régime linguistique particulier. — Avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique sur les circulaires ministérielles. — Suppression éventuelle de l'inscription du groupe sanguin	Nothomb, Min.		»		»
Caractère transitoire du régime des facilités	Clerfayt		»		8
Référendum.					
Proposition de loi instituant la consultation populaire. (Doc. n° 300/1.)	Michel, L. & Petitjean				
Avis du Conseil d'Etat, doc. n° 578/2, 1984-1985.					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		29			746
ENERGIE.					
Charbon.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van den Brande	4			41
	Claes	6			93
	De Batselier	7			117
	Eerdekens	8			173
	Martens, Min.	9			188

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENERGIE (suite).					
Charbon (suite).					
Interpellation de M. Gabriels sur les déclarations du Ministre Maystadt concernant les charbonnages de Campine et sur la question de savoir si le Premier Ministre et le Gouvernement approuvent lesdites déclarations.	Gabriels.....	14			367, 373
Discussion	Tomas.....	»			369, 375
	Martens, Min.....	»			371
Electricité.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Tomas.....	9			198
Proposition de loi relative à la fourniture de prestations en matière de distribution par réseau public d'eau, de gaz et d'électricité à usages domestiques et artisanaux. (Doc. n° 31/1.)	Deleuze, Dierickx & Daras				
Prise en considération et renvoi aux Commission réunies de la Justice et de l'Emploi et de la Politique sociale		12			313
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 31/2.)					
Proposition de loi relative à la fourniture d'eau, de gaz et d'électricité. (Doc. n° 221/1.)	Wauthy & Liénard				
Prise en considération et renvoi aux Commissions réunies de l'Emploi et de la Politique sociale et de la Justice		21			526
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 221/2.)					
Proposition de résolution relative au plan d'équipement du secteur de l'électricité pour les années 1985-1986. (Doc. n° 251/1.)	De Batselier				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie		»			527
Interpellation de M ^{me} Maes sur l'évolution du coût de l'énergie et sur les conclusions qu'il convient de tirer de cette évolution en ce qui concerne le projet de constructions d'une huitième centrale nucléaire.					
Discussion	Maes (M ^{me}).....	41			1179
	Daras.....	»			1182
	Aerts, S.Et.....	»			1183
Proposition de loi-cadre visant à instaurer une tarification progressive de la consommation privée d'électricité. (Doc. n° 458/1.)	Dutry & Dierickx				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie		44			1275
Proposition de résolution visant à différer l'exécution du plan national d'équipement en moyens de production et de grand transport d'énergie électrique 1985-1986. (Doc. n° 495/1.)	Denys				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie		47			1367
Energie nucléaire.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	De Batselier	7			117
	Eerdekens.....	8			173
	Martens, Min.....	9			188
Question de M ^{me} Maes à M. le Secrétaire d'Etat à l'Energie concernant la cinquième centrale nucléaire à Doel	Maes (M ^{me}).....	17			433
Réponse.....	Aerts, S.Et.....	»			434
Proposition de loi créant un fonds de démantèlement des installations nucléaires. (Doc. n° 281/1.)	Coëme				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie		21			529
Interpellation de M. Van Durme à M. le Ministre des Affaires économiques et au Secrétaire d'Etat à l'Energie sur l'étude du sol à Ostende-Middelkerke.					
Demande d'interpellation	Van Durme	30			852
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Caractère mystérieux des sondages du sol à Ostende-Middelkerke. — Caractère rural de la région. — Intervention d'Electrobel (centrales nucléaires). — Manque d'information à la population locale	»		C 41		3
Aperçu des précédents. — Position du Ministère des Affaires économiques. — Conformité avec le plan de secteur. — Installation éventuelle d'un stockage de déchets nucléaires	Desseyn.....		»		4

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENERGIE (suite).					
Energie nucléaire (suite).					
Caractère mystérieux des sondages du sol à Ostende-Middelkerke. — But des sondages du sol	Laridon		C 41		4
Rôle du Ministère des Affaires économiques. — Procédure d'implantation d'une centrale nucléaire. — Compétence des administrations communales. — Communication préalable des sondages aux communes concernées. — Etat de la situation en matière de la huitième centrale nucléaire. — Contrôle des centrales nucléaires. — Système du « Telerad »	Aerts, S.Et. Van Durme		» »		5 6
Intervention d'Electrobel (centrales nucléaires)	Desseyn		»		»
Compétences des administrations communales	Laridon		»		7
Manque d'information de la population locale	Aerts, S.Et.		»		»
Contrôle des centrales nucléaires. — Système du « Telerad »					
Interpellation de M. Dierickx à M. le Premier Ministre ainsi qu'à M. le Secrétaire d'Etat à l'Energie et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur l'accident survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl et sur la politique de l'énergie et les mesures de sécurité dans le secteur nucléaire en Belgique.					
Demande d'interpellation	Dierickx	31			912
Motion d'ordre :					
Mise à l'ordre du jour de l'interpellation	»	»			860
	Président	»			»
	Van den Brande	»			»
	Maes (P. ^{re} M ^{re})	»			»
Discussion :					
Catastrophe de Kiev. — Information. — Plan de secours américain. — Zones d'urgence. — Délimitation. — Plans de secours belges. — Distribution d'iode. — Contrats d'assurances	Dierickx	»			874
Accident nucléaire. — Doel IV. — Danger pour Anvers. — Plans de secours. — Doel V	Maes (M ^{re})	»			876
Risques du nucléaire. — Conséquences de la catastrophe en Belgique. — Sécurité des installations belges	Desaeyere	»			»
Sécurité du secteur nucléaire. — Plans de secours belges. — Information. — Doel V	De Batselier	»			877
Catastrophe de Kiev. — Responsabilité de l'Union soviétique. — Information. — Contrôle	Beysen	»			878
Risques de contamination radioactive transfrontalières. — Contrôle international. — Sécurité des centrales en Belgique	Diegenant	»			»
Risques d'un incendie nucléaire	Desaeyere	»			879
Information internationale automatique	Diegenant	»			»
Inquiétudes des gens vivant à proximité des centrales. — Contrôle scientifique des installations nucléaires. — Information. — Plans d'évacuation. — Contrôle public des installations nucléaires	Tomas	»			»
Contrôles	Diegenant	31			880
Lobby nucléaire	Tomas	»			»
Information venant du gouvernement soviétique. — Attitude de la Belgique. — Dommages et intérêts. — Obligation internationale d'information. — Obligation nationale d'information. — Sécurité des centrales belges. — Plans de secours. — Assurance des centrales nucléaires. — Matériel de prévention et de détection. — Information de la population	Nothomb, Min.	»			»
Risques des centrales nucléaires. — Mesures de sécurité. — Plans de secours	Vogels (M ^{re})	»			882
Sécurité des centrales	Desaeyere	»			»
Intervention auprès du gouvernement soviétique	Diegenant	»			»
	Tindemans, Min.	»			»
Contrôle des activités nucléaires	Tomas	»			»
Couverture des dommages. — Formes alternatives d'énergie	Dierickx	»			883
Déclarations avant le vote	»	34			976
	De Batselier	»			»
	Maes (M ^{re})	»			»
	Tomas	»			»
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 102 voix contre 62 et 6 abstentions	»	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENERGIE (suite).					
Energie nucléaire (suite).					
Interpellation de M ^{me} Maes à M. le Secrétaire d'Etat à l'Energie sur l'évolution du coût de l'énergie et sur les conclusions qu'il convient de tirer de cette évolution en ce qui concerne le projet de construction d'une huitième centrale nucléaire.					
Demande d'interpellation	Maes (M ^{me})	31			912
Discussion :					
Permis de bâtir pour Doel V. — Avis favorable. — Réponse insuffisante du Secrétaire d'Etat aux questions du 6-2-1986. — Catastrophe de Tchernobyl. — Incidents mineurs à Doel et à Hamm. — Attirer l'attention sur les risques et semer la panique sont des choses différentes. — Questions au sujet de la centrale nucléaire supplémentaire (N 8.). — Production d'électricité sur base de combustibles fossiles. (possibilités). — Prix de revient de l'énergie nucléaire (influence sur le prix de revient de l'électricité en Belgique, comparaison à l'étranger). — Bénéfices des sociétés d'électricité belges. — Doel V (problèmes de sécurité). — Plan des calamités (impossibilité d'évacuation des grands centres). — Point de vue du Gouvernement concernant les centrales nucléaires supplémentaires.....	»	41			1179
Aspects économiques du problème. — N 8. — Plan d'équipement des électriciens 1985-1995. — Bilan du nucléaire en termes économiques (coûts d'investissements, durée de vie des réacteurs). — Incertitudes (retraitement des combustibles irradiés, coût de démantèlement)	Daras	»			1182
Catastrophe de Tchernobyl. — Referendum en Autriche (centrale nucléaire de Zwentendorf). — Mesures en Allemagne (légumes). — Armes chimiques	Dierickx	»			1183
Intentions des producteurs d'électricité. — Permis de bâtir. — « Telerad ». — N 8. — Plan d'équipement. — Elément économique. — Evolution du prix du fuel. — Autriche	Aerts, S. Et. Dhoore	» »			» 1185
Report au sujet du N 8	Maes (M ^{me})	»			»
Compétences en matière de programme nucléaire. — Système de surveillance. — Tihange. — Doel. — Capacité. — Prix de revient					
Eparpillement en matière de compétences. — Implantation d'une nouvelle centrale nucléaire. — Débat consacré aux problèmes énergétiques	Denys	41			1185
Proposition de loi concernant la construction de centrales nucléaires	Dierickx	»			1186
Tchernobyl. — « Telerad ». — Mesures de protection	Aerts, S. Et.	»			»
La motion pure et simple est adoptée par assis et levé		47			1363
Interpellation de M. Coëme à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le caractère inapplicable du plan d'évacuation des populations proches des centrales nucléaires.					
Demande d'interpellation	Coëme	33			962
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. De Decker :					
Plan de secours en cas d'accident nucléaire. — Tchernobyl. — Possibilité d'un accident nucléaire en Belgique. — Coordination des secours. — Financement. — Décisions à prendre	»	41			1188
Plans d'évacuation. — Rapport dit « Rasmussen » ou « Wash 1400 ». — Stade de confinement. — Rayon d'évacuation. — Doses d'iode de potassium. — Décontamination. — Construction de centrales nucléaires	Daras	»			1189
Plan de calamité (évacuation, communications téléphoniques, contexte international). — Tchernobyl. — Doel	Maes (M ^{me})	»			1190
Tchernobyl (rapport). — Aspects internationaux. — Dispositifs d'alerte. — Plans d'évacuation et de confinement. — Tihange (démarche des bourgmestres des communes aux alentours de la centrale). — Réunions de prise de contact. — Plan d'organisation des secours. — Fonctionnement des communications. — Distribution de pastilles d'iode de potassium. — Equipement des corps de sécurité. — Mise en place d'une cellule permanente. — Fonds de financement	Nothomb, Min. Coëme	» »			» 1192
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 105 voix contre 9 et 3 abstentions		47			1363

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENERGIE (suite).					
Energie nucléaire (suite).					
Question de M. De Batselier à M. le Premier Ministre sur le projet Kalkar		34			967, 968
Réponse.....	Maystadt, Min.....	»			968
Question de M. Gabriels à M. le Ministre des Relations extérieures sur le projet Kalkar.....		34			968
Réponse.....	»	»			»
Question de M. Tomas à M. le Ministre des Affaires économiques sur les informations parues dans la presse quant à l'inscription d'un crédit nouveau de 250 millions aux Affaires économiques pour le surrégénérateur Phénix		»			969
Réponse.....	»	»			»
Interpellation de M. De Decker à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur sur les conséquences et les enseignements qu'il convient de tirer du drame de Tchernobyl au niveau de l'organisation de notre protection civile et des moyens dont dispose notre pays pour faire face aux grandes catastrophes et assurer la protection de notre population.					
Demande d'interpellation	De Decker	»			997
Discussion : voir interpellation de M. Coëme.					
Interpellation de M. Gabriels à M. le Premier Ministre sur la portée et l'exécution du programme nucléaire civil et militaire de la Belgique.					
Demande d'interpellation	Gabriels.....	»			»
Discussion : « Het Gevaar » (Jos Vandelloo). — Tchernobyl. — Lobby nucléaire. — Argument du prix de revient : discutable (frais de démantèlement). — Indépendance prétendue de la production d'énergie (influence des holdings multinationaux). — Caractère totalitaire de la technique nucléaire. — Favorable à l'environnement? — Utilisations militaires. — Surrégénérateur de Kalkar. — Surrégénérateur de Tricastin (Eurodif). — Réacteur Superphénix. — Choix d'un système. — Exigences de la V.U.	»	44			1264
Tchernobyl. — Suppression du crédit pour Superphénix. — Dotation supplémentaire au Centre d'Etudes nucléaires. — Surrégénérateur de Kalkar (aucune dépense supplémentaire pour l'Etat belge)	Maystadt, Min.....	»			1266
Réponse incomplète à des questions fondamentales	Gabriels.....	»			»
Déclaration avant le vote : Commentaires auprès de la motion motivée.....	»	47			1363
L'ordre du jour motivé est rejeté par 104 voix contre 12 et 3 abstentions.....		»			1364
Interpellation de M. Tomas sur le retard de la Belgique en matière de recherche scientifique appliquée et fondamentale, et les moyens d'y remédier.					
Discussion	Tomas	44			1269
	Verhofstadt, Min.	»			1271
Question de M. Preumont à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la protection des centrales nucléaires.....		47			1336
Réponse.....	Nothomb, Min.	»			»
Proposition de loi interdisant la construction de centrales nucléaires, d'usines de retraitement et de surrégénérateurs à neutrons rapides. (Doc. n° 472/1.).....	Dierickx				
Prise en considération et renvoi à la Commission spéciale de l'Energie		»			1366
Proposition instaurant une commission d'enquête chargée d'évaluer les dispositions relatives à la sécurité dans les centrales nucléaires et les mesures de protection et d'information de la population vis-à-vis des radiations ionisantes. (Doc. n° 499/1.).....	Winkel				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Energie		»			1367
Proposition de résolution visant à imposer un moratoire en ce qui concerne la construction de centrales nucléaires. (Doc. n° 503/1.).....	De Batselier				
Prise en considération et renvoi à la Commission spéciale chargée de l'examen des problèmes posés par l'énergie nucléaire		51			1480

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENERGIE (suite).					
Energie nucléaire (suite).					
<i>Déchets.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Tomas	9			198
Proposition de résolution relative à l'immersion de déchets radio-actifs en mer. (Doc. n° 44/1.)	Dutry & Vogels (M ^{re})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie		12			314
Question de M. Tomas à M. le Ministre des Affaires économiques sur le sort d'Eurochemie	Tomas	15			392
Réponse	Maystadt, Min.	"			"
Gaz.					
Proposition de loi concernant l'aide à apporter aux consommateurs d'eau, de gaz et d'électricité en situation de détresse. (Doc. n° 18/1.)	Spaak (M ^{re})				
Prise en considération et renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et de la Politique sociale		12			312
Avis du Conseil d'Etat (Doc. n° 18/2.)					
Proposition de loi relative à la fourniture de prestations en matière de distribution par réseau public d'eau, de gaz et d'électri- cité à usages domestiques et artisanaux. (Doc. n° 31/1.)	Deleuze, Dierickx & Daras				
Prise en considération et renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et de la Politique sociale		"			313
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 31/2.)					
Proposition de loi relative à la fourniture d'eau, de gaz et d'électricité. (Doc. n° 221/1.)	Wauthy & Liénard				
Prise en considération et renvoi aux Commissions réunies de l'Emploi et de la Politique sociale et de la Justice		21			526
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 221/2.)					
Interpellation de M. Busquin à M. le Ministre des Affaires économiques sur la révision du contrat gazier.					
Demande d'interpellation	Busquin	46			1328
Discussion :					
Contrat entre la Sonatrach et Distrigaz. — Négociation concer- nant le gaz algérien. — Sursis de la distribution des dividendes de Distrigaz. — Contrat gazier. — Questions. — Terminal gazier. — Prix du gasoil. — Lobbies. — Abandon d'une politique qui favorise les économies d'énergie	"	49			1421, 1425
Dividendes de Distrigaz. — Contrat conclu par Distrigaz avec la Sonatrach. — Historique. — Accord négocié par la seule direction de la s.a. Distrigaz. — Résultats hypothétiques d'un arbitrage. — Terminal gazier de Zeebrugge. — Prix au consommateur. — Poursuite d'une économie et utilisation rationnelle de l'énergie	Maystadt, Min.	"			1423
Politique énergétique.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van den Brande	4			41
	Deleuze	5			62
	De Batselier	7			117
	Eerdekens	8			173
	Martens, Min.	9			188
	Tomas	"			198
	Delcuze	"			238
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois d'avril, mai et juin.					
Discussion générale	Defosset			346/4	4
	Verhofstadt, Min.			"	12
	Willoekx			"	17
	Defosset			"	19

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENERGIE (suite).					
Politique énergétique (suite).					
Interpellation de M. De Batselier à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan sur les options politiques qui ont été prises dans le cadre des accords de Val-Duchesse en matière de recherche énergétique.					
Demande d'interpellation	De Batselier	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Motion d'ordre	Bril, S. Et.		C 65		15
	Président		"		"
Discussion :					
Utilisation rationnelle de l'énergie. — Débat sur l'énergie (1982). — Superphenix. — Apport des services de la programmation et de la politique scientifique. — Collaborateurs de cabinet issus du secteur nucléaire	De Batselier		"		"
Incohérence entre la politique menée et l'accord du Gouvernement. — Programme de « recherche-développement énergie ». — Engagements internationaux. — Présence de membres du privé dans les cabinets ministériels	Tomas		"		17
Réponse aux différentes remarques	Bril, S. Et.		"		18, 20
Répliques	De Batselier		"		19
	Tomas		"		20
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68		51			1498
ENSEIGNEMENT.					
Constructions scolaires.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van der Biest	4			34
	Van den Brande	"			41
	Maes (M ^{me})	7			101
	Baldewijns	"			136
	Martens, Min.	9			232
Interpellation de M. Laridon à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur sa décision de transférer la « Rijksmidschool III » de Kortrijk-Wevelgem dans les bâtiments du « Koninklijk Technisch Atheneum » de Heule.					
Demande d'interpellation	Laridon	13			344
Renvoi à la Commission de l'Education de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique). — Présidence de M. R. Peeters		"			"
Discussion :					
Transfert de la « Rijksmidschool III » de Kortrijk-Wevelgem dans les bâtiments du « Koninklijk Technisch Atheneum » de Heule (décision irrationnelle, conséquences, problèmes)	"		C 10		2, 3
Transfert de la « Rijksmidschool III » de Kortrijk-Wevelgem dans les bâtiments du « Koninklijk Technisch Atheneum » de Heule	Coens, Min.		"		3, 4
Procédure parlementaire :					
Objet de l'interpellation	Président		"		4
	Laridon		"		"
	Baldewijns		"		"
	Coens, Min.		"		5
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 100 voix contre 66 et 4 abstentions		17			447
Interpellation de M. Beckers à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur les problèmes relatifs aux constructions scolaires et plus particulièrement en ce qui concerne l'A.R.T. de Herentals.					
Demande d'interpellation	Beckers	29			739
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique). — Présidence de M. Peeters.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Constructions scolaires (suite).					
Discussion :					
Economies draconiennes dans la construction d'écoles de l'Etat. — Effet négatif sur l'emploi dans le secteur de la construction. — Rapport McKinsey-Van Dijk. — Problèmes pour l'A.R.T. de Herentals et celui de Turnhout	Beckers		C 48		12
Priorités de l'opération d'assainissement. — Surcapacité en matière de nouvelles constructions. — Etude des besoins (rapport provisoire). — Situation dans l'arrondissement de Turnhout	Coens, Min.....		"		13
Coût du rapport McKinsey-Van Dijk	Ylieff		"		14
Traitement inégal des différents réseaux. — Critique de l'appel à des bureaux d'études	Beckers		"		"
Nouvelle construction pour l'A.R.T. à Herentals	Taelman		"		"
Problème des nécessités directes en matière de sécurité et d'hygiène	Baldewijns		"		"
Priorité pour les travaux de sécurité. — Pas de nouvelles constructions en 1986 aux athénées de Herentals et de Turnhout. — Transfert de locaux. — Incidence des économies sur la construction	Coens, Min.....		"		"
Déclarations avant le vote	Claes.....	44			1262
	Ylieff	"			"
	Gabriels.....	"			"
		"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé					
Transmission du rapport d'activité du Fonds national de garantie des bâtiments scolaires pour l'année 1985.....	.....	30			789
Transmission du rapport annuel sur l'utilisation des crédits du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat et du Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux pour l'année 1985 .....	.....	"			790
Interpellation de M. Léonard à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur les constructions scolaires communales. Demande d'interpellation	Léonard.....	"			852
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique). — Présidence de M. Peeters.					
Discussion :					
Limitation des dotations pour les Fonds des bâtiments scolaires. — Exemple de la commune de Ferrières. — Effets des accords de principe préalablement octroyés. — Demandes de principe de subvention en 1986 et en 1987. — Critères d'examen par l'administration du Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux. — Nomenclature des postes subventionnables et non subventionnables. — Modules de psycho-motricité. — Concertation avec les Communautés. — Evaluation pédagogique des écoles construites depuis 1975	"		"		15
Effets du blocage du Fonds des bâtiments des écoles communales. — Possibilité de transfert de locaux entre les différents pouvoirs organisateurs	Baldewijns		"		16
Recommandations de l'O.C.D.E. relative à la norme budgétaire en matière d'enseignement. — Politique socialiste en France. — Augmentation de la capacité d'emprunt du Fonds national de garantie. — Déséquilibre pour l'enseignement de l'Etat et de l'enseignement communal et provincial. — Fusion des fonds des constructions scolaires. — Achat d'une piscine communale à Jodoigne. — Contrats d'honoraires conclus par le prédécesseur. — Coût de l'étude McKinsey-Van Dijk.....	Ylieff		"		17
Mesures d'économies décidées dans le secteur des constructions scolaires. — Limite de 23 à 24.000 francs le mètre carré. — Priorité à la restauration des bâtiments et à des travaux de sécurité. — Procédure d'établissement des nouvelles normes. — Liberté pédagogique des communes. — Nomenclature des postes subventionnables actuellement en réexamen. — Concertation entre les différents niveaux de pouvoir. — Evaluation pédagogique des écoles construites depuis 1975	Damseaux, Min.		"		18
Critère des 24.000 francs le m ² . — Priorité pour la restauration. — Fixation des nouvelles normes	Baldewijns		"		19
Recommandations de l'O.C.D.E. relative à la norme budgétaire en matière d'enseignement	Ylieff		"		"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Constructions scolaires (suite).					
Subventions des internats de l'enseignement libre. — Prix de 24.000 francs comme chiffre moyen. — Problème des frais d'honoraires	Damseaux, Min.		C 48		20
Réserve suffisante pour la construction d'écoles communales et provinciales. — Problématique du transfert de propriétés.....	Coens, Min.		"		"
Projet de loi réglant la mise à la retraite des membres du personnel enseignant de l'enseignement universitaire et modifiant d'autres dispositions de la législation de l'enseignement.	Piot	45			1295
Discussion générale	Baldewijns	"			1296, 1298
	Ylieff	"			1298, 1301
	Moors	"			1299
	Coens, Min.	"			1300
	Damseaux, Min.	"			1302, 1303
	Baldewijns	"			1303
	Coens, Min.		"		"
Question de M. De Decker à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la dégradation de l'hôtel Errera à Bruxelles.....	De Decker	59			1747
Réponse.....	Coens, Min.	"			"
Interpellation de M. Laridon à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la circulaire du 26 juillet relative à l'arrêt du Conseil d'Etat — cours de morale non confessionnelle.	Laridon	4			33
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique). — Présidence de M. R. Peeters.					
Discussion :					
Cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement de l'Etat. — Arrêt du Conseil d'Etat du 14 mai 1985. — Circulaire du ministre. — Traité européen des Droits de l'Homme (articles 9 et 10). — Article 6 de la loi sur le Pacte scolaire.....	"		C 3		9, 14
Cours de morale non confessionnelle (problèmes).....	Moors		"		11
Cours de morale non confessionnelle (définition, but). — Circulaire du ministre (conséquences).....	Ramaekers		"		12
Cours de morale non confessionnelle. — Article 8 de la loi sur le Pacte scolaire. — Arrêt du Conseil d'Etat. — Résolution de la Commission du Pacte scolaire de 1963. — Circulaire du 26 juillet.....	Coens, Min.		"		"
Cours de morale non confessionnelle (définition).....	Ramaekers		"		14
	Coens, Min.		"		"
Vote :					
Déclaration avant le vote	Ramaekers	15			402
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 106 voix contre 75 et 3 abstentions		"			"
Déclaration gouvernementale.	Baldewijns	7			136
Discussion	Henry	"			145
Interpellation de M. Caudron à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la décision d'instaurer, dans certaines écoles, des cours d'informatique au détriment des cours d'éducation physique.	Caudron	—			—
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M.R. Peeters.					
Ordre des travaux :					
Temps de parole	Président		"		2
Discussion :					
Instauration dans certaines écoles de cours d'informatique au détriment des cours d'éducation physique. — Attitude du Ministre. — Danger pour une « débilite motrice »	Caudron		"		"
Achat de matériel informatique pour l'enseignement de l'Etat. — Instauration du cours d'informatique (problèmes concernant les horaires). — Cours d'éducation physique.....	Baldewijns		"		3
Utilité du cours d'éducation physique pour la formation intellectuelle. — Revalorisation de la journée sportive à l'école	Diegenant		"		"
Importance de l'informatique dans l'enseignement. — Nécessité du cours d'éducation physique	Maes (M ^{me})		"		4

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Constructions scolaires (suite).					
Importance de la santé physique. — Instauration de l'informatique dans l'enseignement	Van Rompaey		C 3		5
Instauration du cours d'informatique au détriment du cours d'éducation physique. — Valorisation de l'éducation physique. — Cours d'informatique (enseignants compétents)	Beysen		"		"
Instauration de l'informatique dans l'enseignement. — Expériences dans l'enseignement de l'Etat. — Cours d'éducation physique. — Nombre de jours scolaires par année. — Journée nationale du sport	Coens, Min.		"		"
Journée du sport à l'école. — Importance du cours d'éducation physique	Caudron		"		8
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 104 voix contre 78 et 3 abstentions		15			401
Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. (Doc. n° 211/I.)	Ylieff				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		17			442
Interpellation de M. Laridon à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur le cours de morale non confessionnelle et l'homologation des diplômes de l'enseignement secondaire. Demande d'interpellation	Laridon	31			912
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters.					
Discussion :					
Prise en considération par la Commission d'homologation des exemptions pour les cours de religion/morale, caractère légal	"		C 66		21
Arrêt du Conseil d'Etat. — Dispositions coercitive du Traité européen. — Régime provisoire	Coens, Min.		"		22
Répliques	Laridon		"		"
	Coens, Min.		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68		51			1498
Diplômes et certificats.					
Proposition de loi relative aux possibilités pour les adultes d'obtenir un certificat d'études primaires par les examens cantonaux. (Doc. n° 37/I.)	Petitjean				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		12			314
Interpellation de M. Daras à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur le diplôme de maturité. Demande d'interpellation	Daras	18			454
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters.					
Discussion :					
Suppression de l'examen de maturité. — Critère utilisés par le Conseil de classe	"		C 21		33, 37
Portée de la circulaire ministérielle pris en exécution de la loi du 1 ^{er} août 1985	Ylieff		"		34
Explication sur l'exécution tardive de la loi. — Possibilité de rattrapage devant le jury central. — Critères du conseil de classe : résultats scolaires, maîtrise de la langue maternelle et qualités non cognitives. — Critique de l'ancien système de l'examen de maturité. — Suppression éventuelle de l'épreuve au niveau secondaire	Damseaux, Min.		"		34-37
Suppression de toute épreuve de maturité. — Examen d'accès au niveau des écoles supérieures	Neven		"		37
	Moors		"		38
	Ylieff		"		37
Composition du conseil de classe					
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 71 et 4 abstentions		29			755

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Diplômes et certificats (suite).					
Proposition de loi relative à la création du titre légal de licencié en sciences, groupe des sciences biologiques. (Doc. n° 358/1.)	du Monceau de Bergendal				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		30			850
Interpellation de M. Laridon à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur le cours de morale non confessionnelle et l'homologation des diplômes de l'enseignement secondaire.					
Demande d'interpellation	Laridon	31			912
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique). — Présidence de M.R. Peeters.					
Discussion :					
Prise en considération par la Commission d'homologation des exemptions pour les cours de religion/morale. — Caractère légal	"		C 66		21
Arrêt du Conseil d'Etat. — Dispositions coercitives du Traité européen. — Régime provisoire	Coens, Min.		"		22
Répliques	Laridon		"		"
	Coens, Min.		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68		51			1498
Enseignement communal et provincial.					
Interpellation de M. Colla à M. le Ministre de l'Education nationale sur le paiement direct par l'Etat et à la fin du mois des subventions-traitements au personnel de l'enseignement communal subventionné.					
Demande d'interpellation	Colla	9			181
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique). — Présidence de M.R. Peeters.					
Discussion :					
Paiement direct par l'Etat des traitements du personnel de l'enseignement communal. — Paiement à terme échü. — Manque de base légale. — Problèmes d'Anvers et de Gand. — Autonomie communale	"		C 2		2,4
Paiement direct par l'Etat à la fin du mois des traitements du personnel de l'enseignement communal (base légale)	Coens, Min.		"		3
Paiement à terme échü des traitements du personnel enseignant de la Ville de Gand (problèmes, conséquences financières pour le personnel en question)	Temmerman		"		5
	Coens, Min.		"		5,6
Enseignement de l'Etat.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van Miert	5			52
	Beysen	"			60
	Maes (M ^{me})	7			101
	Cortois	"			104
	Baldewijns	"			136
	Henry	"			144
	Martens, Min.	9			231
	Van Miert	"			232
	Maes (M ^{me})	"			"
	Anciaux	"			236
Question de M ^{me} Maes à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la composition du comité de gestion provisoire pour l'enseignement de l'Etat	Maes (M ^{me})	12			308
Réponse	Coens, Min.	"			309
Question de M. Van Miert à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la gestion de l'enseignement de l'Etat	Van Miert	12			308
Réponse	Coens, Min.	"			309
Interpellation de M. Busquin à M. le Premier Ministre sur les aspects institutionnels liés à un Conseil autonome de l'Enseignement de l'Etat.					
Demande d'interpellation	Busquin	13			345

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commissi- ons		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Enseignement de l'Etat (suite).					
Discussion :					
Création de Conseils autonomes de l'enseignement de l'Etat dans chaque Communauté. — Gestion pédagogique et administrative de l'enseignement de l'Etat. — Compétences des Communautés. — Enseignement de l'Etat dans la Communauté de langue allemande.....	Busquin	17			448
	Martens, Min.	"			"
	Maes (M ^{me})	"			449
Conseil autonome de l'enseignement de l'Etat	Baldewijns				
Proposition de loi relative à la gestion de l'enseignement de l'Etat. (Doc. n° 287/1.)		21			530
Demande d'avis du Conseil d'Etat					
Proposition de loi portant définition de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre. (Doc. n° 333/1.)	Klein & D'hondt				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		29			748
Question de M. Albert à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur la politisation de l'enseignement de l'Etat	Albert	44			1241
Réponse	Damseaux, Min.	"			"
Interpellation de M. Baldewijns à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur l'administration de l'enseignement de l'Etat					
Demande d'interpellation	Baldewijns	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique). — Présidence de M.R. Pecters.					
Discussion :					
Conseil autonome pour l'enseignement de l'Etat. — Statut de la Commission provisoire. — Financement sur base des besoins de l'enseignement de l'Etat	"		C 66		23, 26
Conseil autonome pour l'enseignement de l'Etat. — Financement. — Fédéralisation	Maes (M ^{me})		"		24, 27
Réponse aux différentes observations	Coens, Min.		"		25, 28
Considération	Beysen		"		27
Déclarations avant le vote	Baldewijns	51			1500
	Maes (M ^{me})	"			"
		"			1501
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 97 voix contre 57					
Question de M. Busquin à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur l'utilisation des subventions de fonctionnement par les chefs d'établissements de l'enseignement de l'Etat auprès d'organismes bancaires de crédit		47			1339
Réponse	Damseaux, Min.	"			"
Enseignement fondamental.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Maes (M ^{me})	7			101
	Henry	"			145
Proposition de loi modifiant les lois sur l'enseignement primaire coordonnées le 20 août 1957. (Doc. n° 326/1.)	Daras et cs.				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		29			750
Avis du Conseil d'Etat (Doc. n° 326/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		47			1367
Capital-périodes.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Baldewijns	7			136
	Henry	"			145
Proposition de loi modifiant les articles 3, 7 et 17 de l'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur base d'un capital périodes. (Doc. n° 171/1.)	Perdieu & Ylieff				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		17			440
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 171/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		29			750
Proposition de loi modifiant les articles 3 et 16 de l'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur base d'un capital périodes. (Doc. n° 209/1.)	Ylieff & Perdieu				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		17			442

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Enseignement fondamental (suite).					
Capital-périodes (suite).					
Proposition de loi modifiant les articles 3 et 23 de l'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur base d'un capital-périodes. (Doc. n° 334/L.)	Laridon				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		29			748
Proposition de loi modifiant les articles 2, 9, 13, 16 et 17 de l'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur base d'un capital-périodes. (Doc. n° 335/L.)	"				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		29			749
Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur base d'un capital-périodes. (Doc. n° 336/L.)	"				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		"			"
Enseignement libre.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Henry	7			145
Proposition de loi portant définition de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre. (Doc. n° 333/L.)	Klein & D'hondt				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		29			748
Enseignement officiel subventionné.					
Question de M. Busquin, remplacé par M. Ylieff, à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur la suspension des subventions de traitement et de fonctionnement dans les établissements de l'enseignement subventionné	Ylieff	59			1750
Réponse	Damseaux, Min.	"			"
Enseignement pluraliste.					
Question de M. Dierickx à MM. les Ministres de l'Education nationale sur la nomination de membres au Conseil de l'enseignement pluraliste	Dierickx	34			972
Réponses	Coens, Min.	"			"
	Damseaux, Min.	"			"
Enseignement de promotion sociale.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Henry	7			144
	Michel, L.	"			145
Proposition de loi portant les dispositions nationales réglant l'enseignement de promotion sociale. (oc. n° 214/L.)	Ylieff				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		17			442
Question de M. Sleetckx à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur l'enseignement de la deuxième chance	Sleetckx	59			1746
Réponse	Coens, Min.	"			1747
Enseignement rénové.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Baldewijns	7			136
	Henry	"			144
	Martens, Min.	9			232

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Enseignement secondaire.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Maes (M ^{me})	7			101
	Baldewijns	"			136
	Martens, Min.	9			232
Proposition de loi modifiant les articles 19 et 23 de l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice. (Doc. n° 75/1.)	Laridon				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		15			396
Question de M. Baldewijns à M. le Ministre de l'Education nationale sur la modification des types d'enseignement dans le secondaire	Baldewijns	34			973
Réponse	Coens, Min.	"			"
Enseignement spécial.					
Proposition de loi portant rationalisation et programmation de l'enseignement spécial. (Doc. n° 208/1.)	Ylief				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		17			442
Avis du Conseil d'Etat (Doc. n° 208/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		51			1480
Proposition de loi relative au statut des éducateurs sociaux spécialisés. (Doc. n° 280/1.)	Léonard et es.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		21			529
Enseignement supérieur.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Dierickx	7			111
	Baldewijns	"			136
	Hancké	9			203
	Martens, Min.	"			232
Proposition de loi relative au Centre universitaire de Charleroi. (Doc. n° 130/1.)	le Hardy de Beaulieu, Busquin & Petitjean				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		17			436
Proposition de loi modifiant l'article 1 ^{er} , § 2, 2, a, de la loi du 12 août 1911 accordant la personnalité civile à l'« Université Catholique de Louvain — Katholieke Universiteit te Leuven », à l'« Université libre de Bruxelles » et à la « Vrije Universiteit Brussel », et autorisant l'« Université Catholique de Louvain — Katholieke Universiteit te Leuven » à créer une université de langue française et une université de langue néerlandaise, modifiée par les lois du 9 avril 1965, du 28 mai 1970 et du 28 mai 1971. (Doc. n° 155/1.)	Olivier, M.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		17			438
Proposition de loi modifiant l'article 14, § 2, de la loi du 9 avril 1965 portant diverses mesures en faveur de l'expansion universitaire. (Doc. n° 247/1.)	Detiège (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		21			527
Proposition de loi complétant, en vue de la reconnaissance de certains titres d'enseignement supérieur, la loi du 11 septembre 1933 et la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires (Doc. n° 329/1.)	Hanquet (M ^{lr})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		29			748
Interpellation de M. Mottard à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur l'article 27, § 7 (refus d'inscription d'étudiants à l'université et leur droit d'appel), de la loi du 27 juillet 1971, inséré par la loi du 21 juin 1985.					
Demande d'interpellation	Mottard	30			852

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Enseignement supérieur (suite).					
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifi- que et de la Culture (réunion publique). — Présidence de M. Peeters.					
Discussion :					
Refus d'inscription à l'université — Base légale. — Absence d'obligation pour le ministre de statuer. — Nombre de cas dans lesquels le ministre de l'Education nationale a statué sur le droit d'appel. — Droit à l'information	Mottard		C 48		21
Contenu du texte de notification du refus rectoral adressé à l'étudiant. — Interprétation de l'article 27 de la loi du 27 juillet 1971 (procédure d'appel)	Damseaux, Min.		"		22
Incidence du droit européen (libre parcours de personnes). — Autonomie des institutions universitaires.....	Coens, Min.....		"		"
Projet de loi réglant la mise à la retraite des membres du personnel enseignant de l'enseignement universitaire et modifiant d'autres dispositions de la législation de l'enseignement.					
Discussion générale	Piot	45			1295
	Baldewijns	"			1296, 1298
	Ylief	"			1298, 1301
	Moors	"			1299
	Coens, Min.....	"			1300
	Damseaux, Min.	"			1302, 1303
	Baldewijns	"			1303
	Coens, Min.....	"			"
	Ylief	"			1305
	Damseaux, Min.	"			"
Discussion des articles					
Proposition de loi modifiant l'article 27 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions financières. (Doc. n° 525/I.)	Mottard				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		51			1480
Proposition de loi modifiant l'article 5 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universi- taires, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949. (Doc. n° 564/I.)	Van Miert & Baldewijns				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		59			1772
Internats.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Henry ...	7			145
Proposition de loi étendant le subventionnement des internats annexés aux écoles primaires et secondaires spéciales. (Doc. n° 381/I.)	Lestienne				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		30			851
Interpellation de M. Léonard sur les constructions scolaires commu- nales.					
Discussion	Damseaux, Min.		C 48		20
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois de juillet, août, septembre et octobre, et portant diverses dispositions.					
Discussion générale	Wauthy			522/2	7
Langues.					
Question de M ^{me} Maes à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur l'enseignement et la connaissance des langues en Flandre.....	Maes (M ^{me}).....	44			1243
Réponse.....	Coens, Min.....	"			"
Question de M. Albert à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur l'apprentissage des langues étrangères dans l'ensei- gnement libre	Albert	59			1751
Réponse.....	Damseaux, Min.	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Langues (suite).					
Question de M. Coveliers à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur l'enseignement de l'allemand dans les cantons de l'Est.....	Coveliers	59			1750
Réponse.....	Damseaux, Min.	"			"
Minerval.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Dierickx	7			111
Interpellation de M. Mottard à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur l'absence totale de base légale pour la perception du minerval à la rentrée académique de septembre 1986.					
Demande d'interpellation	Mottard	49			1429
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters.					
Discussion :					
Base légale pour la perception du minerval. — Historique. —	"		C 71		20
Abrogation tacite de la loi du 21 juin 1985.....	Damseaux, Min.		"		21
Loi du 21 juin 1985 : base légale	Mottard		"		"
Réplique					
Pacte scolaire.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van der Biest	4			34
	Van Miert	5			52
	Maes (M ^{me})	7			101
	Baldewijns	"			136
	Yliefé	9			202
	Martens, Min.	"			232
	Coëme	"			234
Interpellation de M. Laridon à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la circulaire du 26 juillet relative à l'arrêt du Conseil d'Etat — cours de morale non confessionnelle.					
Discussion	Laridon		C 3		9, 14
	Coens, Min.		"		12
Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. (Doc. n° 229/1.)	Yliefé				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		21			526
Projet de loi réglant la mise à la retraite des membres du personnel enseignant de l'enseignement universitaire et modifiant d'autres dispositions de la législation de l'enseignement.					
Discussion générale	Baldewijns	45			1296, 1298, 1303
	Yliefé	"			1298, 1301
	Damseaux, Min.	"			1302, 1303
	Coens, Min.	"			1303
Personnel.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van den Brande	4			41
	Van Miert	5			47, 51
	Van den Brande	"			51
	Baldewijns	7			136
	Henry	"			144
Interpellation de M. Colla à M. le Ministre de l'Education nationale sur le paiement direct par l'Etat et à la fin du mois des subventions-traitements au personnel de l'enseignement communal subventionné.					
Demande d'interpellation	Colla	9			181
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Personnel (suite).					
Discussion :					
Paiement direct par l'Etat des traitements du personnel de l'enseignement communal. — Paiement à terme échu. — Manque de base légale. — Problèmes d'Anvers et de Gand. — Autonomie communale	Colla		C 2		2, 4
Paiement direct par l'Etat à la fin du mois des traitements du personnel de l'enseignement communal (base légale)	Coens, Min.		"		3
Paiement à terme échu des traitements du personnel enseignant de la ville de Gand (problèmes, conséquences financières pour le personnel en question)	Temmerman		"		5
	Coens, Min.		"		5, 6
Question de M ^{me} Maes à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) concernant les prélèvements sur les traitements de professeurs qui exercent la fonction de bourgmestre, échevin ou président d'un C.P.A.S.	Maes (M ^{me})	15			390
Réponse	Coens, Min.	"			"
Proposition de loi abrogeant l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984 relatif aux membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement de l'Etat. (Doc. n° 124/I.)	Baldewijns				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		"			399
Proposition de loi abrogeant les articles 18 et 19 de la loi du 11 juillet 1973 modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement (Doc. n° 210/I.)	Ylieff				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		17			442
Interpellation de M. Ylieff à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur sa politique à l'égard de l'Université de Liège, et plus particulièrement sur la suite réservée aux recours introduits par le délégué du ministre du Budget et le commissaire du gouvernement auprès de l'Université de Liège contre des décisions du conseil d'administration de cette dernière relatives aux personnels académique, administratif et ouvrier, et à la sauvegarde de leurs statuts administratif et précaire	Ylieff	18			454
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters.					
Discussion :					
Eléments ayant justifié les recours. — Validité juridique. — Procédure prévue par l'arrêté royal n° 82 du 31 juillet 1982. — Versement des cotisations O.N.S.S. — Passage sous un régime statutaire du personnel du patrimoine. — Créance vis-à-vis du C.P.A.S. de Liège	"		C 21		38-40, 42
Justification de la décision ministérielle. — Non-respect du plan d'assainissement. — Incertitude du remboursement O.N.S.S. et de la créance sur le C.P.A.S. — Impossibilité d'exécution forcée entre pouvoirs publics. — Retard dans la préparation du budget 1986	Damseaux, Min.		"		40-42
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 104 voix contre 70 et 4 abstentions		29			755
Proposition de loi modifiant l'article 12bis, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. (Doc. n° 230/I.)	Ylieff				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		21			526
Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 16 janvier 1970 accordant un supplément de traitement à certains membres du personnel enseignant porteurs de diplômes spéciaux. (Doc. n° 266/I.)	Laridon				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		"			528
Proposition de loi sur le calcul du service militaire dans la carrière de l'enseignement et des agents des services publics. (Doc. n° 255/I.)	Gondry				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Personnel (suite).					
Projet de loi réglant la mise à la retraite des membres du personnel enseignant de l'enseignement universitaire et modifiant d'autres dispositions de la législation de l'enseignement (Doc. n° 464/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture	Gouvernement	35			1000
Rapport :	Piot	45			1284
Exposé introductif :					
Modification du régime de pension des professeurs d'université. — Annulation par le Conseil d'Etat de l'arrêté royal n° 81 du 31 juillet 1982 et de l'arrêté royal n° 127 du 30 décembre 1982. — Fixation de la limite d'âge des professeurs d'université et de la pension d'éméritat : est de la compétence exclusive du législateur. — Dispense d'examen dans l'enseignement universitaire. — Financement des investissements universitaires. — Crédits et subventions déduits du montant des investissements des Travaux publics. — Nouveau système de financement des bâtiments scolaires. — Fonctionnement du Fonds national de garantie des bâtiments scolaires	Damseaux, Min.			464/5	2
Discussion générale :					
Une même réglementation pour les professeurs de l'enseignement supérieur serait souhaitable	Maes (M ^{me})			"	3
	Laridon			"	"
	Damseaux, Min.			"	"
	Galle			"	"
Privilège des professeurs	Breyne			"	"
Encouragement de l'emploi des jeunes et généralisation de l'âge de la retraite	Laridon			"	"
Rétroactivité du projet de loi et sécurité juridique	Vanhorenbeek			"	"
	Coens, Min.			"	"
Prestations ultérieures d'enseignement, de recherche et de services mais plus titulaires de cours	Breyne			"	4
Incompatibilité avec l'avancement accéléré de jeunes cadres. — Cumul d'une activité professionnelle : discrimination par rapport aux autres pensionnés	Baldewijns			464/5	"
	Breyne			"	"
	Klein			"	"
	Galle			"	"
	Laridon			"	"
	Coens, Min.			"	"
Risque d'arbitraire au cas de la prolongation de la charge d'enseignement jusqu'à 70 ans	Breyne			"	5
Incidence sociale et budgétaire du système proposé en matière de mise à la retraite des professeurs	Beysen			"	"
	Maes (M ^{me})			"	"
	Baldewijns			"	"
	Gehlen			"	"
	Vanhorenbeek			"	"
Discussion des articles :					
Article 2 :					
Carrière jusqu'à la fin de l'année académique. — Le texte modifié tient compte de l'avis du Conseil d'Etat. — Examens passés devant le professeur	Klein			"	6
	Coens, Min.			"	"
	"			"	"
Possibilité de cumul dans les limites du montant maximum	Damseaux, Min.			"	"
Enseignants universitaires admis à la retraite remplissant des fonctions académiques. — Exceptions au sein de l'administration des ministères de l'Education nationale. — Base des textes	Baldewijns			"	7
	Coens, Min.			"	"
	Damseaux, Min.			"	"
Poursuite des activités académiques après la mise à la retraite	Baldewijns			"	8
	Ylief			"	"
Remplacement des membres du personnel enseignant	Coens, Min.			"	"
	Damseaux, Min.			"	"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Personnel (suite).					
Egalité pour tous les membres du personnel enseignant des universités	Klein			464/5	8
	Coens, Min.			»	»
	Moors			»	»
	Baldewijns			»	»
Indemnités de séjour ou de déplacement	Vanhorenbeek			»	9
	Coens, Min.			»	»
Limitation des prestations d'enseignement	Tomas			»	»
	Coens, Min.			»	»
	Baldewijns			»	»
	Moors			»	»
	Ylieff			»	»
	Léonard			»	»
L'amendement n° 8 du Gouvernement est adopté				»	10
Article 3 : Admission à la retraite pour cause d'infirmité grave et permanente	Ylieff			»	11
	Coens, Min.			»	»
Article 7 : Pension de l'état, pension de retraite et de survie et assurances de groupe	Baldewijns			»	»
	Coens, Min.			»	»
Article 9 : L'article vise le comblement d'un vide légal	Damseaux, Min.			»	12
Article 10 : Régime de pension des commissaires et délégués de gouvernement auprès des institutions universitaires	Klein			»	»
	Baldewijns			»	»
	Coens, Min.			»	»
	Ylieff			»	»
Statut des commissaires du gouvernement dans d'autres institutions	Moors			»	»
	Coens, Min.			»	»
Article 11 : Effet rétroactif du projet de loi	Moors			»	13
	Coens, Min.			»	»
Article 12 : Dispenses d'examens. — Projet élaboré par le Conseil interuniversitaire de la Communauté française et le « VLIR ». — Système de l'année académique 1985-1986 maintenu pour l'année académique 1986-1987. — Réformes à l'étude	»			»	»
Réglementation similaire pour l'enseignement supérieur non universitaire	Baldewijns			»	14
	Moors			»	»
	Coens, Min.			»	»
	Maes (M ^{me})			»	»
Article 13 : Investissements de 1961 à 1971. — Réduction pour les années 1980. — Répartition des étudiants entre les divers réseaux	Coens, Min.			»	15
	Moors			»	»
	Damseaux, Min.			»	»
Article 14 : Continuation des travaux en cours. — Montants alloués	Baldewijns			»	»
	Coens, Min.			»	»
	Tomas			»	»
Article 16 : Instance qui déterminera les « besoins financiers »	Baldewijns			»	»
	Coens, Min.			»	»
Article 17 : Evaluation des dossiers par le Comité ministériel de la politique scientifique	Tomas			»	16
	Coens, Min.			»	»
	Damseaux, Min.			»	»
Article 18 : Crédits inscrits par région au budget du ministère des Travaux publics	Baldewijns			»	»
Transfert de l'Université de Liège au Sart Tilman. — Répartition communautaire des crédits et subventions alloués	Moors			»	»
Répartition régionale des crédits d'investissement. — Dépassement de la surface globale brute.	Tomas			»	17
	Ylieff			»	»
Montant des crédits libérés	Vanhorenbeek			»	»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Personnel (suite).					
La réglementation ne porte que sur les années 1986 et 1987. — Chaque dossier sera traité séparément. — Dépassement de la surface globale brute. — Inscription par région au budget des Travaux publics	Coens, Min.			464/5	17
Transfert, désaffectation et nouvelle implantation. — Transfert de l'université de Liège	Damseaux, Min.			"	18
Amélioration des textes	Breyne			"	"
Article 19 : Modification dans le financement des constructions scolaires. — Violation du Pacte scolaire. — Motion visant à suspendre la discussion	Tomas			"	19
	Ylieff			"	"
	Delizée			"	"
	Baldewijns			"	"
	Coens, Min.			"	"
Article 20 : Accroissement de la capacité d'emprunt. — Inégalité entre les réseaux	Baldewijns			"	20
	Moors			"	"
	Ylieff			"	"
	Coens, Min.			"	"
Note établie par le ministère des Finances	"			"	"
Réserves des fonds	Damseaux, Min.			"	21
	Baldewijns			"	"
Egalité entre les réseaux et Pacte scolaire	Tomas			"	21
	Delizée			"	"
Votes : L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été modifié, est adopté par 11 voix contre 3 et une abstention				"	22
Annales :					
Discussion générale :					
Matières fort différentes. — Chapitre I : modification du régime de pension des professeurs d'université (âge de la retraite, activité professionnelle après la retraite). — Chapitre II : prolongation du régime provisoire des exemptions d'examens dans l'enseignement universitaire. — Chapitre III : financement des investissements universitaires. — Chapitre IV : financement des bâtiments scolaires, montant maximum des prêts du Fonds national de garantie	Piot	45			1295
Projet de loi qui semble anodin mais est en fait important. — Questions concernant l'âge de la retraite. — Redépôt de l'amendement Klein. — Exemptions d'examens. — Financement des investissements universitaires pendant les années 1986 et 1987. — Atteinte aux accords du Pacte scolaire. — Cadeau au Fonds de garantie. — Discrimination	Baldewijns	"			1296, 1298
Dispositions disparates. — Age de la retraite. — Commissaires ou délégués du Gouvernement. — Administrateurs dans les universités de l'Etat. — Report des quotes et dispenses d'examens. — Clé de répartition pour les investissements universitaires. — Etudiants étrangers. — Financement de certaines constructions à partir du ministère des Travaux publics. — Absence d'avis préalable de la Commission du Pacte scolaire	Ylieff	"			1298, 1301
Mise à la retraite de professeurs à l'âge de 65 ans. — Règlement des examens. — Numerus clausus. — Financement des établissements universitaires (répartition 55/45). — Université de Liège. — Surcapacités. — Petites institutions (U.L.C. et U.F.S.I.A.). — Fonds de garantie	Moors	"			1299
Régime des pensions. — Régime des examens. — Critères de quotations des étudiants. — Investissements universitaires : traitement égal. — Soi-disant transfert de crédits de Travaux publics à l'Education nationale. — Financement du Fonds national de garantie	Coens, Min.	"			1300
Pas de gérontocratie en vue. — Souplesse. — Pension des commissaires du Gouvernement. — Reports de cotes. — Clé de répartition des investissements. — Etudiants étrangers. — Financement basé sur la répartition du budget des Travaux publics. — Sart-Tilman. — Pacte scolaire	Damseaux, Min.	"			1302, 1303
Démagogie? — Problèmes concernant le Pacte scolaire. — Rétroactivité en matière de pensions. — Besoins de l'enseignement libre en matière de constructions	Baldewijns	"			1303

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Personnel (suite).					
Approche démagogique. — Commission du Pacte scolaire. — Besoins de l'enseignement libre en matière de construc- tions.....	Coens, Min.....	45			1303
Discussion des articles :					
Article 1 :					
Amendement concernant le régime des pensions des adminis- trateurs.....	Ylieff	»			1305
Pas de dissension au sein du Gouvernement.....	Damseaux, Min.	»			»
L'article 1 et l'amendement sont réservés .....	.....	»			»
L'article 2 et les amendements sont réservés .....	.....	»			»
Les articles 3 à 10 sont adoptés .....	.....	»			»
Les articles 10bis (nouveau) et 11bis (nouveau) (amendements) sont réservés .....	.....	»			1307
Les articles 11 à 17 sont adoptés .....	.....	»			»
Les articles 18 à 20 et les amendements sont réservés .....	.....	»			1309
Votes sur les articles et amendements réservés :					
Les articles 10bis (nouveau) et 11bis (nouveau) (amendements) sont rejetés.....	.....	47			1359
Les articles réservés sont adoptés .....	.....	»			»
Le projet est adopté par 104 voix et 3 abstentions et transmis au Sénat.....	.....	»			»
Interpellation de M. Ylieff à M. le Premier Ministre sur les stupéfiantes déclarations de M. André Damseaux, ministre de l'Education nationale, selon lesquelles plusieurs cen- taines d'enseignants seront recrutés dès septembre prochain malgré le maintien des 21 milliards de restrictions budgé- taires imposés à l'enseignement par le conclave de Val- Duchesse.					
Demande d'interpellation	Ylieff	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifi- que et de la Culture (réunion publique). — Présidence de M.R. Peeters.					
Discussion :					
Impact des mesures de Val-Duchesse sur l'emploi des ensei- gnants. — Discordance des chiffres. — Ecoles rurales. — Communautarisation de l'enseignement	»		C 71		15
Nombre de charge perdues. — Avis de l'Inspection des Finances. — Estimation de la population scolaire	Damseaux, Min.		»		17
Répliques	Ylieff		»		18
	Moors		»		18, 19
	Damseaux, Min.		»		»
	Neven		»		19
	Klein		»		»
	Neyts (M ^{re})		»		»
	Gehlen		»		»
Déclarations avant le vote	Ylieff	59			1769
	Baldewijns	»			1770
	Maes (M ^{re})	»			»
		»			»
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 106 voix contre 68					
Proposition de loi relative au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur et de l'enseignement supérieur de type court. (Doc. n° 556/1.)	Baldewijns				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture .....	.....	»			1772
Proposition de loi uniformisant les échelles de traitements du personnel de l'Etat chargé de l'inspection de l'enseignement fondamental subventionné. (Doc. n° 106/1.)	Laridon				
Demande d'avis du Conseil d'Etat .....	.....	15			398
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 106/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture .....	.....	29			749

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Politique de l'enseignement.					
Déclaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Discussion	Van der Biest	4			34
	Van den Brande	»			41
	Van Miert	5			47
	Beysen	»			60
	Maes (M ^{me})	7			101
	Dierickx	»			111
	Lestienne	»			115
	Baldewijns	»			136
	Henry	»			144
	Albert	»			153
	Collart	8			167
	Walry	»			178
	Ylief	9			202
	Martens, Min.	»			231
	Coëme	»			234
Proposition de loi modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. (Doc. n° 76/1.)	Baldewijns				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		15			396
Interpellation de M. Laridon sur la décision du Ministre de transférer la « Rijksmiddenschool III » de Kortrijk-Wevel- gem dans les bâtiments du « Koninklijk Technisch Athe- neum » de Heule.	Laridon		C 10		2, 3
Discussion	Coens, Min.		»		3, 4
Proposition de loi fixant par année scolaire le nombre de jours de fréquentation scolaire. (Doc. n° 232/1.)	Ylief				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		21			526
Question de M. Coveliers à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur l'émission « Service-Telefoon » du 16 avril 1986 à la B.R.T. 2. — Présence d'écoliers lors de visites de chefs d'Etat	Coveliers	30			792
Réponse	Coens, Min.	»			»
Question de M. Anciaux à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur les arrêtés de pouvoirs spéciaux qui entraînent des économies dans l'enseignement	Anciaux	31			865
Réponse	Coens, Min.	»			»
Question de M. Lestienne à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur les problèmes des fraudes dans l'enseignement	Lestienne	34			973
Réponse	Damseaux, Min.	»			»
Question de M. Gabriels à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur les économies dans l'enseignement	Gabriels	44			1244
Réponse	Coens, Min.	»			»
Proposition de loi militant les dépenses de fonctionnement à charge du budget de l'Education nationale. (Doc. n° 530/1.)	Lestienne				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		51			1480
Question de M. Baldewijns à M. le Premier Ministre sur les économies dans l'enseignement	Baldewijns	59			1743
Réponse	Coens, Min.	»			1744
Question de M ^{me} Maes à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) concernant les économies dans l'enseignement	Maes (M ^{me})	»			1743
Réponse	Coens, Min.	»			1744
Population scolaire.					
Proposition de loi visant à l'établissement de normes préférentielles de population scolaire dans les écoles qui accueillent un grand nombre d'enfants de travailleurs immigrés. (Doc n° 327/1.)	Daras				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		29			748
Scolarité obligatoire.					
Déclaration gouvernementale	Baldewijns	7			136
Discussion					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENSEIGNEMENT (suite).					
Transports scolaires.					
Proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national de Transport scolaire. (Doc. n° 213/1.)	Ylieff				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture		17			442
ENVIRONNEMENT.					
Déchets et immondices.					
Interpellation de M ^{me} Vogels à M ^{me} le Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur les autorisations de déverser des déchets gypseux dans l'Escaut.	Vogels (M ^{me})	18			454
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique). — Présidence de M. De Groot.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M ^{me} Maes :					
Cadre légal des autorisations de déversement. — Avis de la Société flamande d'épuration des eaux. — Qualité des examens officiels. — Examen de la sédimentation dans la tourbe. — Incidence sur la santé publique	Maes (M ^{me})		C 19		19, 20, 21 20, 21, 22
Exposé du système légal en matière de déversements. — Délimitation des compétences. — Nécessité d'une politique d'émission et d'immission. — Proposition d'un programme plus rigoureux. — Problème du déversement par BAFS de déchets gypseux (absences de conséquences écologiques à court et à moyen terme, projet d'arrêté royal portant adaptation des conditions sectorielles, examen supplémentaire de la radioactivité du milieu de l'Escaut)	Smet (M ^{me}), S.Et.		"		21-24
Interpellation de M ^{me} Maes au Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur le déversement de déchets gypseux dans l'Escaut.	Maes (M ^{me})	21			531
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique)		"			"
Discussion : voir interpellation de M ^{me} Vogels.					
Interpellation de M. Brisart au Secrétaire d'Etat à l'Environnement sur le projet d'implantation d'un dépôt d'immondices que la Communauté urbaine de Lille envisage de réaliser sur la commune de Deulémont, et ce, eu égard à sa proximité de la frontière belge.	Brisart	34			997
Demande d'interpellation					
Discussion :					
Implantation d'un dépôt d'immondices énorme en zone rurale et à proximité de rivières. — Incidence sur l'environnement. — Réactions toutes tendances politiques confondues	"	44			1267
Existence du projet d'implantation appris par la presse. — Echange d'informations. — Commune de Comines-Warnton (enquête publique, motion d'opposition du Collège ratifiée par le Conseil communal). — Temps de réagir	Smet (M ^{me}), S.Et.	"			1268
Lettres reçues	Brisart	"			1269
Pollution de la nature.					
Transmission de la notification de la réunion du Comité de Concertation du 30 août 1985 au sujet du conflit d'intérêts surgi entre le Conseil flamand et le Conseil régional wallon concernant le projet de décret sur la protection des eaux de surface contre la pollution (Doc. Conseil régional wallon n° 107, 1983-1984)		2			21
Déclaration gouvernementale.	Dierickx	7			111
Discussion					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENVIRONNEMENT (suite).					
Pollution de la nature (suite).					
Proposition de résolution sur la lutte contre le phénomène de pollution atmosphérique dénommé « pluies acides ». (Doc. n° 83/1.)	Winkel & Van Durme				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		15			396
Interpellation de M ^{me} Vogels à M ^{re} le Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur les autorisations de déverser des déchets gypseux dans l'Escaut.	Vogels (M ^{me})	18			454
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique). — Présidence de M. De Groot.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M ^{me} Maes :					
Cadre légal des autorisations de déversement. — Avis de la Société flamande d'épuration des eaux. — Qualité des examens officiels. — Examen de la sédimentation dans la tourbe. — Incidence sur la santé publique	Maes (M ^{me})		C 19		19, 20, 23 20, 21, 23
Exposé du système légal en matière de déversements. — Délimitation des compétences. — Nécessité d'une politique d'émission et d'immission. — Proposition d'un programme plus rigoureux. — Problème du déversement par BAFS de déchets gypseux (absences de conséquences écologiques à court et à moyen terme, projet d'arrêté royal portant adaptation des conditions sectorielles, examen supplémentaire de la radioactivité du milieu de l'Escaut)	Smet (M ^{re}), S. Et.		"		21-24
Proposition de résolution sur la lutte contre la pollution atmosphérique et en particulier contre les pluies acides. (Doc. n° 293/1.)	Lefebver (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		21			530
Interpellation de M ^{me} Maes au Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur le déversement de déchets gypseux dans l'Escaut.					
Demande d'interpellation	Maes (M ^{me})	"			531
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique)		"			"
Discussion : voir interpellation de M ^{me} Vogels.					
Interpellation de M ^{me} Lefebver sur la réalisation du projet de liaison routière portuaire (Berendrecht-Zandvliet) sur le territoire d'Anvers et de Stabroek.					
Discussion	Lefebver (M ^{me}) Olivier, L., Min. Vogels, (M ^{me})		C 16 " "		8, 11 10 11
Proposition de loi relative à l'utilisation d'essence exempte de plomb dans les véhicules automobiles. (Doc. n° 402/1.)	Gabriels				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		31			913
Interpellation de M. Gabriels à M. le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés et à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'extension de la limite des eaux territoriales à 12 milles sur la mise en œuvre des moyens effectifs de contrôle de la mer du Nord.					
Demande d'interpellation	"	33			962
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique). — Présidence de M. De Groot.					
Discussion :					
Lutte contre la pollution de la Mer du Nord par la Belgique. — Dispersion de compétences. — Accord de Bonn de 1969 sur la collaboration dans la lutte contre la pollution de la Mer du Nord par le pétrole. — Convention Marpol de 1973-1978. — Contrôle dans les eaux territoriales. — Problème des décharges pendant la nuit. — Comportement laxiste de la Belgique en matière de prévention de la pollution. — Rôle passif en matière de ratification de conventions internationales. — Moyens limités (absence de contrôle aérien permanent). — Système préventif en matière de pollution pétrolière par le système « SLAR »	"		C 58		3

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ENVIRONNEMENT (suite).					
Pollution de la nature (suite).					
Qualité de l'eau de la mer. — Accident avec le Mont-Louis. — Prescriptions en matière de signalisation et d'arrimage de la charge. — Problème des décharges en mer. — Interdiction concernant la décharge de la dioxyde de titane. — Examen par le nouveau navire océanographique le Belgica. — Raisons de l'absence d'un contrôle aérien permanent. — Contrôle de la pollution des eaux territoriales. — La lutte contre la pollution en plein mer. — Pas de nécessité pour un système de contrôle permanent de la pollution pétrolière. — Contrôle périodique des installations des navires. — Examen pour une meilleure coordination. — Position en matière du système « SLAR »	Smet (M ^{me}) S.Et.....		C 58		5
Proposition de loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique et en particulier contre les pluies acides. (Doc. n° 493/1.)	Lefebver (M ^{me})	47			1367
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement .....	.....				
Projet de loi concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles. (Doc. n° 542/1.) .....	.....				
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement .....	.....	48			1373
Proposition de loi portant des mesures fiscales visant à encourager l'utilisation d'essence sans plomb et de véhicules équipés à cette fin. (Doc. n° 528/1.)	Vanvelthoven				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et l'Environnement .....	.....	51			1480
Stations d'épuration.					
Interpellation de M. Van Elewyck sur l'attitude du Gouvernement belge au sujet des traités Escaut-Meuse, sur l'évolution des négociations avec les Pays-Bas et sur la sauvegarde de la liberté de la navigation sur l'Escaut.	Van Elewyck	41			1193, 1199
Discussion	Tindemans, Min.	"			1196
Proposition de résolution relative à l'immersion de déchets radioactifs en mer. (Doc. n° 44/1.)	Dutry & Vogels (M ^{me})	12			314
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie ....	.....				
Interpellation de M. Van Durme à M. le Ministre des Travaux publics sur la route de liaison qu'il est prévu d'aménager entre Ypres et Roulers sur l'ancien tracé de la ligne ferroviaire désaffectée.	Van Durme		C 16		6, 8
Discussion	Breyne		"		7
	Olivier, L. Min.		"		"
Proposition de loi sur la protection collective de l'environnement. (Doc. n° 354/1.)	Vanvelthoven et cs.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement .....	.....	30			849
Proposition de loi visant à protéger l'environnement en encourageant une diminution de la pollution provoquée par les gaz d'échappement des véhicules équipés d'un moteur à essence. (Doc. n° 383/1.)	Van Durme				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement .....	.....	"			851
Interpellation de M. Daras à M. le Ministre des Travaux publics sur l'aménagement des berges de la Meuse à Bas-Oha et des îles du Bosquet et de la Sucrerie à Ben-Ahin. — Protection de la faune et de la flore.	Daras	46			1328
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique). — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Conséquence des travaux sur la faune et la flore. — Coût des travaux. — Programmation	"		C 63		7
Coût des travaux. — Adjudication. — Importance des travaux	Olivier, L., Min.		"		"
Statistiques	Daras		"		8

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ETRANGERS.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Deleuze	5			62
	Simonet	6			90
	Hendrick	7			133
	Nols	9			199
	Dillen	»			208
Interpellation de M. Hendrick à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur les risques de voir les communautés musulmanes de Belgique noyautées par des fanatiques de la Djihad islami- que, dont l'objectif serait de constituer chez nous des foyers subversifs capables de servir de relais au terrorisme interna- tional, et sur les mesures de prévention à mettre en œuvre pour éviter le développement d'une telle situation.					
Demande d'interpellation	Hendrick	13			344
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique). — Présidence de M. Moureaux .....	.....	»			»
Discussion :					
Risque de pénétration des communautés musulmanes par des fanatiques de la Djihad islamique (conséquences, dangers, mesures à prendre)	»		C 13		12, 16
Djihad islamique (définition)	Coveliers		»		14
« Djihad » (définition). — Activité politique développée par les milieux extrémistes au sein des communautés musul- manes. — Rôle de la sûreté de l'Etat. — Fermeture de l'immeuble occupé par le Centre culturel iranien dans la commune de Saint-Gilles. — Problème de l'organisation du culte islamique					
Problème de l'organisation du culte islamique	Gol, Min.		»		»
Interpellation de M. Hendrick à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur l'inefficacité de la loi Gol, pour protéger les enfants issus de mariages mixtes.	Président		»		16
Demande d'interpellation	Hendrick	17			419
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique). — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M ^{me} Maes :					
Lutte contre le « legal kidnapping ». — Octroi de la nationa- lité. — Recherche d'accords bilatéraux	»		C 18		8, 14
Rôle des instances judiciaires (divorce et droit de garde). — Portée des conventions internationales. — Négociations bilatérales avec le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et la France					
Rôle des ambassades	Maes (M ^{me})		»		9
Problèmes pratiques en matière de l'obtention d'un exequatur dans les pays du Maghreb	Detiège (M ^{me})		»		10, 14
Problème du droit de garde de l'enfant. — Obtention d'un exequatur (création d'un fonds d'aide)	Bourgeois		»		11
Problème de l'intégration des étrangers	Derycke		»		»
Données statistiques. — Compétences des instances judi- ciaires. — Convention de La Haye. — Etat d'avancement des négociations bilatérales. — Exception de l'ordre public international dans les pays islamiques. — Code de la nationalité belge. — Problème de la double nationalité. — (réponse donnée par M. Mundeeler, S.Et.)	Président		»		12
Interpellation de M. Hendrick à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes Institutionnelles sur le manque de résultats des travaux de la « Commission d'études de l'immigration », instituée par l'article 12 de la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers, et instituant le Code de la nationalité belge.	Gol, Min.		»		12, 14
Demande d'interpellation	Hendrick	»			419
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique). — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Résultats de la Commission d'études de l'immigration. — Problème de l'intégration dans la Région bruxelloise. — Non-introduction du rapport	»		»		15, 16
Travaux de la Commission d'études de l'immigration	Président		»		15
Aperçu des travaux de la Commission. — Compétences des Communautés. — (réponse donnée par M. Mundeeler, S.Et.)	Gol, Min.		»		15, 16

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ETRANGERS (suite).					
Demande de réunion de la Commission de la Justice.....	Eerdekens.....		C 18		16
Interpellation de M ^{me} Maes à M. le Ministre des Relations extérieures et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur l'enlèvement d'enfants dont la garde avait été confiée à l'un des parents résidant en Belgique.					
Demande d'interpellation	Maes (M ^{me}).....	17			420
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique). — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion : voir interpellation de M. Hendrick.					
Proposition de loi accordant une subvention de l'Etat aux communes en raison des étrangers inscrits dans le registre de la population et dans le registre des étrangers. (Doc. n° 131/1.).....	Moureaux				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique .....	.....	"			436
Interpellation de M. Mottard à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur la pratique du Haut commissariat pour les réfugiés refusant de motiver ses décisions sur les demandes de reconnaissance et les conséquences qu'en tirent les cours et tribunaux.					
Demande d'interpellation	Mottard	18			454
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique). — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Demande de reconnaissance de réfugiés politiques. — Décision du Haut commissariat pour les réfugiés. — Motivation. — Expulsions. — Illégalité.....	"		C 29		8, 9, 10
Motivation de la décision du Haut commissariat pour les réfugiés.....	Eerdekens.....		"		9
Décision du Haut commissariat pour les réfugiés. — Motivation. — Reprise par le Gouvernement belge des attributions du Haut commissariat. — (réponse donnée par M. L. Olivier, Min.)	Gol, Min.....		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 106 voix contre 76 et 3 abstentions		30			837
Proposition de loi accordant aux étrangers qui résident en Belgique depuis plus de 5 ans le droit de vote aux élections communales ainsi qu'aux élections des conseils d'agglomération et de fédération. (Doc. n° 262/1.).....	Sleeckx				
Demande d'avis du Conseil d'Etat.....	.....	21			530
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 262/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique .....	.....	44			1275
Interpellations de MM. Eerdekens, Nols et Hendrick sur la présence de manifestants musulmans intégristes à la manifestation anti-américaine de Bruxelles le dimanche 20 avril 1986.					
Discussion	Eerdekens.....		C 42		14
	Nols.....		"		15
	Hendrick		"		17
	Nothomb, Min.		"		18
Interpellation de M ^{me} Vogels sur le comportement inadmissible de la gendarmerie dans le Limbourg.					
Discussion	Vogels (M ^{me}).....		C 52		19
	Nothomb, Min.		"		21
	Van den Bossche		"		22
Interpellation de M. Winkel à M. le Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale concernant la lettre circulaire du 26 mars sur l'aide aux étrangers en situation irrégulière.					
Demande d'interpellation	Winkel	49			1429
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique). — Présidence de M. De Groot.					
Discussion :					
Contenu et incidences de la circulaire	"		C 69		2
Nécessité et aspects positifs de la circulaire. — Difficultés avec les candidats réfugiés politiques	Smet (M ^{me}), S. Et.....		"		2, 4
Répliques	Winkel		"		3, 4

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
FINANCES.					
Projet de loi portant des dispositions fiscales. (Doc. n° 576/1.)					
Constitution d'une Commission spéciale :					
Publicité des commissions	Président	48		1374	
Prérogatives de la Chambre. — Parallélisme entre deux pro- jets. — Bicaméralisme. — Refus d'adhésion au principe même de la commission spéciale	Van der Biest	"		"	
Matière de la compétence de la Commission des Finances. — Alibi (réunions simultanées en séance publique sur le Budget des Voies et Moyens et de la Commission spéciale). — Système « de la cravache »	Tobback	"		1375	
Partisan de la création d'une Commission spéciale	Van den Brande	"		"	
Qualité du travail législatif. — Accord politique. — Réunions publiques de commission	Schiltz	"		1376	
Volonté de la majorité politique. — Efficience	Beysen	"		"	
Plan bien élaboré de M. Martens	Dierickx	"		"	
La Chambre adopte le principe de la création d'une Commission spéciale par 112 voix contre 53 et 5 abstentions		"		1377	
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi portant des dispositions fiscales		57		1709	
Rapport	Sprockeels & du Monceau de Bergendal	60		1777	
Avis du Conseil d'Etat (Doc. n° 576/10.)					
Demande d'urgence	Martens, Min.	56		1673-1674	
	Tobback	"		"	
	Van der Biest	"		"	
	Gabriels	"		"	
	Schiltz	"		"	
	Van den Brande	"		"	
	Moureaux	"		"	
		"		1674	
L'urgence est adoptée					
Rapport :					
Discussion générale en réunion publique de la Commission spéciale :					
Ordre des travaux	Toback		576/7	1-3	
	Van der Biest		"	"	
	Président		"	"	
	(M. Defraigne)		"	"	
	Van den Brande		"	"	
	Eyskens, Min.		"	3	
Exposé du projet					
Discussion générale					
Philosophie générale du projet. — Fiscalité. — Epargne- pension. — Grande fraude (I.S.I.)	Van der Biest		"	9	
Grande fraude fiscale. — Charte du contribuable	Willockx		"	11	
Fiscalité. — Consolidation de la dette publique	Kubla		"	13	
Fiscalité. — Epargne-pension. — Charte du contribuable	Beysen		"	14	
Aspects positifs du projet	le Hardy de Beaulieu		"	15	
Commentaire de certaines mesures et procédures fiscales. — Profession de conseiller fiscal	Defosset		"	"	
Répression de la fraude fiscale	Chevalier		"	17	
Aspects positifs du projet. — Epargne-pension	Van den Brande		"	18	
Zones de développement et zones d'emploi (résultats). — Centres de coordination. — Fiscalité	Coëme		"	19	
Pensions (épargne-pension)	Derycke		"	22	
Aspects positifs et négatifs du projet	Eerdekens		"	23	
Pression fiscale. — Fraude fiscale. — Rééchelonnement de la dette publique	Vandenbroucke		"	25	
Construction. — Epargne-pension. — Impôt des sociétés. — Mines du Limbourg	Burgeon, W.		"	26	
Secteur de la construction	De Loor		"	28	
Fiscalité. — Epargne-pension. — Rémunération des gen- darmes	Coveliers		"	29	
Cumul des revenus. — Familles nombreuses	Detière (M ^{me})		"	30	
Fiscalité. — Incitants fiscaux	De Batselier		"	31	
Fiscalité. — Epargne-pension. — Construction	Van Rompuy		"	32	
Centres de coordination	Albert		"	33	
Epargne-pension	Leclercq		"	34	
Familles. — Impôt des sociétés. — Allocations de chômage. — Fraude	Bossuyt		"	35	
Fiscalité. — Centres de coordination. — Epargne-pension. — Logement. — Epargne	Busquin		"	36	
Prépensions. — Emploi des jeunes	Beckers		"	39	
Fiscalité (sociétés)	Colla		"	"	
Information du contribuable. — Fraude fiscale (répression)	Mottard		"	40	

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
FINANCES (suite).					
Finances communales.....	Temmerman.....			576/7	43
Délégation de compétences fiscales au Gouvernement. — Suppression de la déduction des avantages fiscaux. — Critique et questions diverses.....	Baert.....			»	44
Ménages à deux revenus. — Crèches. — Travail au noir.....	Maes (M ^{me}).....			»	45
Réponse : Répression des infractions fiscales.....	Gol, Min.....			»	46
Réponses aux différentes remarques (concernant entre autre : secteur de la construction, lutte contre la fraude, fiscalité des intercommunales, pression fiscale, épargne-pension, effet redistributeur des mesures). — Mesures visant à stimuler la construction. — Simplification des déclarations d'impôt. — Résultats de l'I.S.I. — Profession de conseiller fiscal. — T.V.A. — Incitants fiscaux applicables aux P.M.E.	Eyskens, Min.....			»	51
Répliques.....	Defosset.....			»	61
	Tobback.....			»	62
	Maes (M ^{me}).....			»	63
	Busquin.....			»	»
	Willockx.....			»	64
	Anselme.....			»	65
	Vandenbroucke.....			»	66
	Eerdekens.....			»	67
	Colla.....			»	68
	Van der Biest.....			»	69
	Temmerman.....			»	»
	Eyskens, Min.....			»	70
Discussion des articles : Chapitre I : Dispositions fiscales diverses (articles 1 à 51.) Remarques et amendements.....	Van der Biest.....			»	70, 84
	Eerdekens.....			»	»
	Detière (M ^{me}).....			»	71-76
	Willockx.....			»	71-75, 77, 81
	Colla.....			»	71-75, 83-87
	Eyskens, Min.....			»	72-83, 89-99
	Vandenbroucke.....			»	73, 76
	Dierickx.....			»	73
	Defosset.....			»	74, 84
	Burgeon, W.....			»	76
	De Roo.....			»	80, 90, 95-98
	Leclercq.....			»	81
	Coëme.....			»	82, 84, 87
	Busquin.....			»	84
	Anselme.....			»	»
Motion d'ordre.....	Tobback.....			»	88
	Van der Biest.....			»	»
	Coveliers.....			»	»
	Dierickx.....			»	»
	Wauthy.....			»	»
Absence des groupes de l'opposition.....				»	»
Remarques et amendements.....	le Hardy de Beaulieu ...			»	88, 94, 98
	Président.....			»	89, 90, 93, 94, 98
	Kubla.....			»	90, 93, 95
	Olivier, M.....			»	91
	Van Rompuy.....			»	92
	du Mouccau de Bergendal.....			»	93
Chapitre II : Epargne-pension (article 52.) Remarques et amendements.....	Eyskens, Min.....			»	99, 100
	Olivier, M.....			»	99
	Bourgeois.....			»	»
	Sprockeels.....			»	»
	Petitjean.....			»	100
	le Hardy de Beaulieu ...			»	»
Chapitre III — Section I : Sécurité juridique du contribuable (articles 53 à 109.) Remarques et amendements.....	Cortois.....			»	»
	Hendrick.....			»	101-107
	Eyskens, Min.....			»	»
	Merckx (M ^{me}).....			»	102, 104
	Van den Brande.....			»	102-104
	Président.....			»	»
	Hermans.....			»	103
	le Hardy de Beaulieu ...			»	104

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
FINANCES (suite).					
Chapitre III — Section II : Création de la fonction de substitut du procureur du Roi spécialisé en matière fiscale; Chapitre IV : Cotisations spéciales de sécurité sociale; Chapitre V : Prestations de services particulières de la gendarmerie (article 110 à 118.)					
Remarques et amendements	Hendrick			576/7	107
	Eyskens, Min.			»	»
	Merckx (M ^{me})			»	»
	Van den Brande			»	108
Motion d'ordre	»			»	»
	Beysen			»	»
	Président			»	»
	»			»	»
Déclarations avant les votes	Tobback			»	»
	Coëme			»	»
	Van den Brande			»	109
	Coveliers			»	»
	Daras			»	»
	»			»	»
Les articles sont adoptés	»			»	»
L'ensemble du projet est adopté	»			»	112
Annales :					
Consultation du Conseil d'Etat	Président	58			1718, 1719
	Tobback	»			»
La demande de consultation du Conseil d'Etat est faite par 73 membres	»	»			1719
Déclaration après le vote	Coveliers	»			»
Ordre des travaux	Président	60			1778
Discussion par chapitre :					
Organisation des débats	»	61			1793, 1794
	Willockx	»			1794
	Peeters, R.	»			»
I. Dispositions fiscales/Limitation des dépenses fiscales.					
Pas d'impôts nouveaux : formule quelque peu erronée. — Critique de divers points du chapitre en discussion. — Amendements	Van der Biest	»			1809
Dépenses fiscales. — Principes généraux et objectifs en ce qui concerne leur assainissement. — Aspects positifs et négatifs. — Taxation très linéaire des avantages sociaux	Willockx	»			1811
Nécessité urgente de simplification du droit fiscal. — Amendements	Coveliers	»			1812
Evasion fiscale. — Amendements	Dierickx	»			1813
Centres de coordination	Vandenbroucke	»			1814
Finances communales. — Privilèges fiscaux des grandes sociétés d'électricité. — Amendements	Temmerman	»			1815, 1819
Réponse aux remarques de MM. Van der Biest, Willockx, Vandenbroucke, Coveliers, Dierickx et Temmerman	Eyskens, Min.	»			1816
Répliques à la réponse du Ministre	Willockx	»			1819
	Coveliers	»			1820
	Dierickx	»			»
	»	»			»
Les articles 20, 21, 23, 31, 32, 34, 36 et 37 sont adoptés. Les autres articles du point I. et les amendements sont réservés	»	»			»
II. Autres dispositions fiscales.					
Impôt des sociétés. — Secteur de la construction. — Perception des impôts	Coëme	»			1833
Absurdités (notamment en ce qui concerne les voitures d'écologie). — Indemnités de chômage. — Dépenses fiscales. — Personnel de maison	Detiège (M ^{me})	»			1834
Amendements. — Commentaire de diverses mesures (notamment concernant le personnel de maison)	Maes (M ^{me})	62			1838, 1843
Amendements	Brisart	»			1841
Secteur de la construction	De Loor	»			»
Droits de donation et de succession	Dierickx	»			1842
Réponse aux remarques et questions de M. Coëme, M ^{me} Detiège et Maes, MM. Brisart, De Loor et Dierickx	Eyskens, Min.	»			1842-1844
Puéricultrices	Baert	»			1844
Les articles 16, 17, 35 et 40 sont adoptés. Les autres articles du point II et les amendements sont réservés	»	»			»
III. Emprunts/Logement social.					
Emprunts conclus par la Société nationale du Logement et la Société nationale terrienne. — Création d'une société nationale. — Mesures prises par le Gouvernement	Albert	»			»
Dettes des sociétés de logement. — Charges budgétaires des articles 48 et 49	Vandenbroucke	»			1845, 1848
Emprunts pour les sociétés de logement. — Pouvoirs spéciaux. — Epargne-pension. — Réorganisation de la dette	Coveliers	»			1846

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
FINANCES (suite).					
Réponse aux remarques de MM. Albert, Vandembroucke et Coveliers.....	Eyskens, Min.	62			1847
Les articles 48 et 49 et les amendements sont réservés		»			1848
IV. Emprunts/Dette publique.					
Dette publique. — Justice sociale et justice fiscale. — Aspects juridiques et constitutionnels. — Amendements.....	Defosset	»			1850, 1853, 1854
Réorganisation de la dette : aucune économie mais une série d'opérations dilatoires (forme de capitalisation). — Impôt sur la fortune.....	Vandembroucke.....	»			1851
L'article 50 = demande tardive de pouvoirs spéciaux. — Principe d'une conversion volontaire de la dette : acceptable.....	Clerfayt	»			1853
Réponse aux remarques de MM. Defosset, Vandembroucke et Clerfayt	Eyskens, Min.	»			»
Réplique au Ministre.....	Willockx	»			1854
L'article 50 et les amendements sont réservés		»			»
V. Epargne-pension.					
Questions et remarques diverses au sujet de l'épargne-pension.....	Burgeon, W.	»			1858
Approche du problème de l'épargne-pension d'un double point de vue : le contexte « placement » et le régime de sécurité sociale.....	Willockx	»			1859
L'article 52 : nouvelle attribution de pouvoirs spéciaux. — Remarques diverses au sujet de l'épargne-pension	Clerfayt	»			1860
Réponse aux remarques et questions de MM. Burgeon, Willockx et Clerfayt	Eyskens, Min.	»			»
Répliques à la réponse du Ministre	Bossuyt	»			1861
	Baert	»			1862
		»			»
L'article 52 et les amendements sont réservés					
VI. Sécurité juridique du contribuable.					
VII. Création de la fonction de substitut du procureur du Roi, spécialisé en matière fiscale.					
Magna carta et charte du contribuable. — Détention préventive. — Article 62 : commentaire et questions. — Maniabilité du P.S.C.	Mottard	»			1888, 1904
Historique. — Amélioration des rapports entre l'administration et le contribuable. — Limitation de la lutte contre la grande fraude fiscale.....	Willockx	»			1891
Objections surtout au sujet des mesures en matière de procédure (article 62). — Questions à ce sujet. — Mesures qui protègent les fraudeurs. — Substituts fiscaux. — Amendements.....	Baert	»			1893, 1904
Article 107 : création d'un filtre hiérarchique. — Amendements.....	Daras	»			1895
Considérations générales concernant le projet de loi. — Lutte contre la fraude. — I.S.I.	Van den Brande	»			1896
Texte positif mais ni simple ni clair. — Fraude fiscale. — Charte du contribuable.....	Clerfayt	»			1898
Charte du contribuable : sur le fond, rien de changé. — Certaines mesures positives, mais trop timides et trop superficielles. — Amendements. — Incitants fiscaux	Hendrick	»			»
Création de la fonction de substitut du procureur du Roi spécialisé dans les matières fiscales. — Questions. — Personnel des greffes	Eerdekens.....	»			1900
Charte du contribuable. — Constatations. — Droit pénal fiscal et droit pénal ordinaire. — Rapports entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. — Substitut spécialisé en affaires fiscales	Chevalier	»			1901
Sécurité juridique. — Amendements	Bossuyt	»			1902
Réponse aux remarques et questions de MM. Mottard, Chevalier, Baert, Willockx, Hendrick, Eerdekens, Van den Brande	Gol, Min.	»			1890, 1903
Répliques au Ministre	Willockx	»			1905
	Mottard	»			1906
	Baert	»			»
		»			1907
Les articles 53 à 116 et les amendements sont réservés					
VIII. Cotisations spéciales de sécurité sociale.					
Indexation du montant de 3 millions à partir duquel certaines personnes sont tenues de verser une cotisation de sécurité sociale. — Dualisation de la société	Perdieu.....	»			»
Remarques	Willockx	»			1908
Prestations de services particuliers de la gendarmerie.....	Coveliers	»			»
Réponse à MM. Perdieu, Willockx et Coveliers.....	Eyskens, Min.	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
FINANCES (suite).					
L'article 117 est adopté.....	.....	62			1908
IX. Prestations de services particuliers de la gendarmerie.					
Considérations diverses au sujet de la gendarmerie	Féaux.....	»			1909
L'article 118 et l'amendement sont réservés.....	.....	»			»
Les articles réservés à l'exception des articles « bis » sont adoptés.....	.....	»			1910-1949
Procédure du vote des amendements	Baert	»			1927
	Président	»			»
Déclarations avant le vote	Van der Biest	»			1949
	Willockx	»			1949, 1950
	Van den Brande	»			1950
	Coveliers	»			»
	Spaak (M ^{me}).....	»			1951
L'ensemble du projet est adopté par 109 voix contre 75 et 2 abstentions et soumis à la sanction royale.					
Motif d'abstention	Dillen.....	»			»
Assurances.					
Transmission, conformément à l'article 30 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, du rapport concernant l'exécution de cette loi pendant l'année 1984 .....	.....	2			23
Projet de loi portant confirmation de certains arrêtés royaux pris en exécution de l'article 67, alinéa 1 ^{er} , de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances. (Doc. n° 1204/1 — S. 1984-1985.)					
Retrait du projet de loi .....	.....	»			»
Transmission, conformément à l'article 30 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, du rapport concernant l'exécution de cette loi pendant l'année 1985 .....	.....	48			1373
Caisse d'amortissement.					
Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement.					
Ajournement de la nomination d'un membre .....	.....	44			1240
M. Lestienne est réélu en qualité de membre de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement .....	.....	47			1344
Transmission du compte de la gestion de la Caisse d'amortissement pour l'année 1985 .....	.....	45			1286
Caisse des dépôts et consignations.					
Transmission du rapport sur les opérations de la Caisse des dépôts et consignations pendant l'année 1985 .....	.....	35			1001
Comptabilité de l'Etat.					
Transmission, en exécution de l'article 24, alinéa 2, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comp- tabilité de l'Etat, des exemplaires des délibérations prises par le Conseil des Ministres relatives à des dépenses faites en marge du budget .....	.....	2			22
	.....	10			247
	.....	13			343
	.....	31			859
	.....	45			1285
	.....	63			1960
Proposition de loi portant réglementation des délibérations du Conseil des Ministres autorisant des dépenses nouvelles ou des dépenses au-delà des crédits budgétaires. (Doc. n° 348/ 1.)	Wauthy, Van Rompuy, Denys & Petitjean				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances .....	.....	30			849
Projet de loi relatif à l'établissement d'un inventaire décennal du patrimoine de l'Etat. (Doc. n° 549/1.)					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission des Finances .....	.....	48			1373

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
FINANCES (suite).					
Dettes publique et emprunts.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Coëme	5			65
	Burgeon, W.	7			107
	Tobback	9			223
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Rapport :					
Discussion générale	Desacyere			68/4	7
	Defosset			"	9
	Willockx			"	10
	Burgeon, W.			"	15
	Eyskens, Min.			"	18
	Verhofstadt, Min.			"	24
	Defosset			"	31
	Eyskens, Min.			"	32
Discussion des articles					
Annales :					
Discussion générale	Wauthy	10			262
	Van Rompuy	"			273
	Eyskens, Min.	11			284
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois d'avril, mai et juin.					
Discussion générale	Eyskens, Min.			346/4	15
Question de M. Dierickx à M. le Ministre des Finances sur la déclaration du monde bancaire sur la diminution de la dette publique		47			1337
Réponse	Eyskens, Min.	"			"
Domaines.					
Projet de loi habilitant l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines à réaliser certaines opérations patrimoniales pour le compte des institutions communautaires et régionales. (Doc. n° 439/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Finances	Gouvernement	31			858
Rapport :	De Roo	45			1284
Discussion générale en réunion publique de la Commission des Finances :					
Compétence de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines en matière de certaines opérations patrimoniales pour le compte des institutions communautaires et régionales	Eyskens, Min.			439/2	1
	Petitjean			"	2
	Burgeon, W.			"	"
Votes :					
Les 2 articles et l'ensemble du projet sont adoptés à l'unanimité				"	"
Annales :					
Adoption des articles		"			1292
Le projet est adopté par 105 voix et 3 abstentions et transmis au Sénat		47			1361
Epargne.					
Proposition de loi instituant un compte-épargne ou assurance- épargne. (Doc. n° 168/1.)	Dupré				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		17			439
Fonds belgo-congolais d'Amortissement et de Gestion.					
Transmission par le Fonds belgo-congolais d'Amortissement et de Gestion du rapport annuel 1984-1985 de ce fonds		4			33

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
FINANCES (suite).					
Institutions financières.					
Interpellation de M. Colla à M. le Ministre des Finances et à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur la situation à l'Institut national de Crédit agricole (INCA) à la suite d'événements récents concernant sa gestion et les crédits qu'il consent, et sur le contrôle de cet organisme.					
Demande d'interpellation	Colla	7		101	
Discussion :					
Situation financière difficile de l'INCA (causes). — Responsabilités (rôle du directeur-général, du conseil d'administration, des réviseurs et des commissaires du Gouvernement). — Responsabilité et attitude du Gouvernement. — Rapport du Comité supérieur de Contrôle	Colla	13		356, 361	
Rôle du Secrétaire-général de l'Administration de l'Agriculture. — Nombre de débiteurs insolvables. — Rôle du Davidsfonds et du Boerenbond. — Equilibre linguistique au sein de l'INCA	Happart	"		358	
Gestion de l'INCA. — Pertes financières (causes, solution). — Rapport du Comité supérieur de contrôle. — Responsabilité des membres du Conseil d'administration (poursuites)	Eerdekens	"		358, 362	
INCA (situation financière, opération d'assainissement). — Renouvellement du Conseil d'administration. — Problème de l'appartenance politique des fonctionnaires. — Rapport du Comité supérieur de contrôle. — Problème de la responsabilité des membres du Conseil d'administration	Eyskens, Min.	"		359	
Rôle de l'INCA. — Imputation du déficit sur le budget de l'agriculture	De Keersmaecker, S.Et.	"		360	
Appartenance politique du directeur-général de l'INCA. — Rôle du Boerenbond	Happart	"		362	
	De Keersmaecker, S.Et	"		"	
Institutions financières.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Burgeon, W.	7		107	
	Dierickx	"		111	
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Discussion générale	Willockx			68/4 10	
	Colla			" 12	
	Burgeon, W.			" 15	
	Eyskens, Min.			" 18	
	Burgeon, W.			" 28	
	Colla			" 32	
	Eyskens, Min.			" "	
Discussion des articles					
Question de M. Colla à M. le Ministre des Finances sur la composition du nouveau conseil d'administration de l'I.N.C.A.	Colla	17		427, 428	
Réponse	Eyskens, Min.	"		428	
Interpellation de M. Albert à M. le Ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles sur le projet d'instauration d'un système prolongeant les arrêtés royaux Monory De Clercq.					
Demande d'interpellation	Albert	25		657	
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique). — Présidence de M. M. Olivier.					
Ordre des travaux :					
Proposition de renvoi de l'interpellation à la Commission des Finances	Président		C 28	10	
Renvoi à la Commission des Finances (réunion publique). — Présidence de M. J. Michel.					
Discussion :					
Arrêté royal n° 15. — Conséquences et impact de l'arrêté royal du 28 décembre 1983. — Epargne-pension	Albert		C 30	10, 14	
Projet concernant l'épargne-pension. — Arrêté royal n° 15. — Stimulation du capital à risques. — Progrès technologique. — Rapports facteur « travail » — facteur « capital ». — Epargne. — Pression fiscale	Eyskens, Min.		"	12	
Pression fiscale. — Système fiscal	Vandenbroucke		"	13	
Pression fiscale. — But de Monory-bis. — Epargne-pension	Eyskens, Min.		"	"	

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
FINANCES (suite).					
Monnaie.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Coëme	5			65
	Claes	6			93
	Martens, Min.	9			185
Question de M. Desaeysere à M. le Ministre des Finances concernant la réaction du Franc belge à la diminution des taux d'intérêt	Desaeysere	12			305
Réponse	Eyskens, Min.	»			»
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Rapport :					
Discussion générale	Burgeon, W.			68/4	15
	Eyskens, Min.			»	18
	Vandenbroucke			»	27
	Burgeon, W.			»	28
	»			»	31, 32
	Eyskens, Min.			»	»
Discussion des articles					
Annales :					
Discussion générale	»	11			284
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois d'avril, mai et juin.					
Discussion générale	Defosset			346/4	4
	Tobback			»	6
	Verhofstadt, Min.			»	12
	Eyskens, Min.			»	15
Interpellation de M. Colla à M. le Ministre des Affaires économiques sur la politique des prix et, en particulier, sur l'incidence de la baisse des prix pétroliers et du recul du dollar sur les prix; sur la politique de libéralisation des prix et sur l'évolution de l'inflation.					
Demande d'interpellation	Colla	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique). — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Prix maxima trop élevés pour les produits pétroliers. — Calcul du coût du stockage. — Marges de distribution trop élevées. — Cadeau de 1, 2 milliard aux sociétés pétrolières. — Incidence de la baisse du dollar. — Politique en matière de la réglementation des prix. — Libération des prix de la viande. — Relèvement de la limite en matière de déclaration d'augmentation du prix. — Libération des prix des eaux minérales. — Situation en ce qui concerne les prix du pain	»		C 60		20
Chiffres de l'inflation. — Adaptations du contrat-programme des produits pétroliers. — Nécessité d'une politique des prix. — Avis de la Commission pour la régulation des prix. — Diminution de certains prix. — Problème de libération d'un certain nombre de prix. — Examen dans le secteur de la viande concernant un éventuel abus de puissance économique. — Situation dans le secteur de l'alimentation. — Relèvement du plafond en matière de la demande de hausse	Maystadt, Min.		»		22
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68		51			1498
Politique et équilibre budgétaires.					
Déclaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Discussion	Van der Biest	4			34
	Van den Brande	»			41
	Kubla	5			54
	Beysen	»			60
	le Hardy de Beaulieu ...	»			63
	Coëme	»			65
	Simonet	6			90
	Claes	»			93
	Cortois	7			104
	Burgeon, W.	»			107
	Lestienne	»			115
	Hendrick	»			133
	Clerfayt	»			140
	Martens, Min.	9			185, 188

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
FINANCES (suite).					
Politique et équilibre budgétaires (suite).					
Discussion (suite)	Claes.....	9			188
	Schiltz	»			218
	Tobback	»			223
	Coëme	»			234
	Anciaux	»			236
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires. (Doc. n° 68/ I.)					
Dépôt et renvoi à la Commission des Finances	Gouvernement	10			248
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 68/2.)					
Rapport :	Wauthy			68/4	
Discussion générale en réunions publiques de la Commission des Finances :					
Ordre des travaux :					
Proposition d'ajournement de la réunion du jeudi 12 décem- bre	Tobback			»	2
	Busquin			»	»
	Coëme			»	»
	Verhofstadt, Min.			»	»
	Michel, J.			»	»
	Wauthy			»	»
	Dupré			»	»
	Burgeon, W.			»	»
	Petitjean			»	3
Discussion générale :					
Crédits provisoires. — Cotisation de solidarité à charge des fonctionnaires. — Prépension de retraite. — Modération à charge des indépendants. — Secteur de la construction	Verhofstadt, Min.			»	»
Mesures fiscales. — Remboursement d'emprunts. — Finance- ment du budget des Communautés et des Régions. — Article 37 (reconduction de la déduction des intérêts hy- pothécaires)	Eyskens, Min.			»	5
Exécution du budget de 1985 (solde net à financer)	Willuckx			»	6
	Eyskens, Min.			»	»
Prorogation des lois existantes en matière d'impôts directs et indirects. — « Blocage fiscal » (signification micro-économi- que et macro-économique). — Article 33. — Ristournes d'impôts aux Communautés et aux Régions. — Finance- ment des secteurs économiques nationaux. — Fonds de Rénovation industrielle. — Emprunts étrangers	Desaeyere			»	7
Utilisation des crédits provisoires. — Avis du Conseil d'Etat. — Article 34. — Cotisation de solidarité à charge des fonctionnaires	Tobback			»	8
Cavaliers budgétaires. — Transparence budgétaire. — Procédé des crédits provisoires (limitation du contrôle du Parle- ment). — Dette publique. — Solde net à financer (évolu- tion, objectifs du Gouvernement)	Defosset			»	9
Assainissement des finances publiques. — Cotisation de solida- rité. — Article 37 (mesures en faveur du secteur de la construction)	Petitjean			»	10
Crédits provisoires (besoins réels). — Secteurs économiques nationaux. — Incidence budgétaire du nouveau mode de paiement des pensions. — Article 27. — Mise en œuvre des nouvelles techniques budgétaires. — Situation budgétaire au début du mandat du nouveau Gouvernement. — Pré- compte mobilier. — Dérogations à l'arrêté royal n° 15. — Moins-value de recettes en 1985. — Evolution de la dette publique. — Solde net à financer. — Assainissement des finances publiques	Willuckx			»	»
Blocage des crédits d'engagement pour le programme d'investis- sement de 1985. — Diminution des taux d'intérêt sur les livrets d'épargne. — Rentabilité des institutions financières. — Rapport entre les taux d'intérêt à court et à long terme. — Cotisation de solidarité à charge des fonctionnaires	Colla			»	12

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
FINANCES (suite).					
Politique et équilibre budgétaires (suite).					
Pratiques des crédits provisoires. — Octroi de crédits au Département des Affaires économiques et dans les secteurs de l'Emploi et du Travail ainsi que de l'Agriculture. — Besoins des secteurs nationaux pour 1986. — Estimations de l'O.N.Em quant à l'évolution du chômage pendant les quatre premiers mois de 1986. — Article 25. — Article 26 (exonération fiscale d'emprunts que l'Etat émettrait à l'étranger). — Remboursement anticipatif d'emprunts. — Baisse des taux d'intérêt. — Faiblesse du franc belge. — Réalisation du budget 1985. — Prévisions budgétaires pour 1986. — Solde net à financer. — Arrêté royal n° 15. — Article 34. — Cotisation de solidarité. — Perte d'emplois dans le secteur public. — Financement des pensions. — Secteur de la construction	Burgeon, W.			68/4	15
Solde net à financer. — Risques de déflation. — Pression fiscale. — Diminution de la pression fiscale macro-économique. — Article 33. — Impôts ristournés. — Financement national des secteurs nationaux. — Crédits provisoires. — Secteur de la construction. — Exportations de capitaux privés en 1985. — Arrêté royal n° 15. — Produit de précompte mobilier (Pr. M.) en 1985. — Moins-value de recettes en 1985. — Paiement des pensions par le truchement des banques. — Dernière projection du Bureau du Plan. — Article 26. — Emprunt en devises étrangères (exonération d'impôt). — Charge des intérêts des prêts étrangers. — Baisse des taux d'intérêt pour les livrets d'épargne. — Observations du Conseil d'Etat. — Dévaluation éventuelle du franc	Eyskens, Min.			"	18
Procédure suivie. — Remarques générales sur les crédits provisoires. — « Cavaliers budgétaires ». — Débudgétisation	Verhofstadt, Min.			"	23
Débudgétisation	Dupré			"	24
Crédits pour la dette publique. — Dépenses de personnel. — Maîtrise des dépenses. — Blocage des engagements. — Procédure pour l'établissement du budget pour 1986. — Réforme des méthodes budgétaires. — Instauration des budgets par programme à partir de 1986. — Groupe de travail mixte Parlement-Gouvernement	Verhofstadt, Min.			"	"
Procédure pour l'établissement du budget pour 1986. — Réforme des méthodes budgétaires. — Instauration des budgets par programme à partir de 1986. — Groupe de travail mixte Parlement-Gouvernement	Dupré			"	27
	Willockx			"	"
Chiffres budgétaires. — Déficit budgétaire. — Baisse des taux d'intérêt et de l'inflation. — Pouvoir d'achat. — Investissements publics. — Pression fiscale	Vandenbroucke			"	"
Crédits provisoires. — Produit de la loi Monory-De Clercq. — Dévaluation éventuelle. — Baisse éventuelle des taux d'intérêt des prêts	Burgeon, W.			"	28
Discussion des articles :					
Article premier :					
Crédits prévus pour les Ministères des Classes moyennes, de l'Emploi et du Travail et de la Prévoyance sociale. — Pensions. — Chômage. — Programmes de résorption du chômage. — Harmonisation du statut social des chômeurs mis au travail. — Fonds pour l'Emploi. — Résultats de « l'opération 5-3-3 »	Leclercq			"	29
Crédits provisoires destinés au secteur social. — Allocations de chômage. — Résultats de « l'opération 5-3-3 ». — Recettes du Fonds pour l'Emploi en 1985	Verhofstadt, Min.			"	30
Cavaliers budgétaires. — Abus en matière de crédits provisoires. — Réduction du solde net à financer. — Assainissement des finances publiques	Defosset			"	"
Article 21 et 22.					
Politique vis-à-vis du logement social dans la Région bruxelloise	Eyskens, Min.			"	31
				"	"
Article 24 :					
Fluctuation de prix des produits pétroliers. — Impôts pour les prépensionnés	Burgeon, W.			"	"
	Eyskens, Min.			"	"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
FINANCES (suite).					
Politique et équilibre budgétaires (suite).					
Article 26 : Fuite des capitaux.....	Burgeon, W. Eyskens, Min.			68/4 »	31 »
Article 27 : Etalement des remboursements des emprunts	Defosset Eyskens, Min.			» »	» 32
Baisse du dollar. — Influence	Burgeon, W. Eyskens, Min.			» »	» »
Article 27, § 2, 2 : Renégociation de la dette extérieure	»			»	»
Article 33 : Taux de ristourne de la redevance radio et télévision pour la Communauté française.....	Defosset Eyskens, Min.			» »	» »
Article 34 : Amendements. — Cotisation de solidarité à charge des fon- ctionnaires. — Consultation des syndicats de la fonction publique	Colla Verhofstadt, Min.			» »	» »
Régime spécial pour les travailleurs des institutions finan- cières	Colla Eyskens, Min.			» »	» »
Amendement. — Technique du cavalier budgétaire	Defosset Burgeon, W.			» »	» »
Amendement. — Cotisation de solidarité à charge des fon- ctionnaires	Burgeon, W.			»	»
Article 35 : Amendements. — Préension de retraite	Leclercq Burgeon, W.			» »	33 »
Article 36 : Modération salariale des indépendants	Defosset Eyskens, Min. Leclercq			» » »	» » »
Article 37 : Construction (mauvaise situation). — Mesures fiscales	De Loor Eyskens, Min. Denys Burgeon, W. Clerfayt			» » » » »	» 34 » » »
Article 37bis (nouveau) : Création d'un Fonds pour la relance de la construction	Burgeon, W. Eyskens, Min. Defosset Willockx			» » » »	» » » »
Votes des articles : Articles modifiés par la Commission : 34, 36				»	36
Annales : Ordre des travaux : Demande d'urgence	Wauthy	10			252
L'urgence est adoptée		»			»
Discussion générale : Travaux en commission. — Crédits provisoires (calcul). — Crédits d'engagement pour les investissements (blocage). — Financement des budgets des Communautés et des Régions. — Exécution du budget de 1985 (dette publique). — Situation des finances publiques. — Groupe de travail parlementaire mixte pour la réforme des méthodes budgé- taires. — Présentation des budgets à partir de 1986. — Pratique des cavaliers budgétaires. — Cotisation de solida- rité des fonctionnaires	»	»			262
Discussion des articles : L'article premier est réservé.....		»			266
Les articles 2 à 23 sont adoptés		»			266-270
L'article 24 est réservé		»			270
Les articles 25 à 33 sont adoptés		»			270-272
Article 34 : Pratique des cavaliers budgétaires. — Déficit du budget de 1985	Defosset	»			272

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
FINANCES (suite).					
Politique et équilibre budgétaires (suite).					
Solde net à financer pour 1985. — Surestimation des revenus. — Orthodoxie budgétaire. — Système des crédits provisoires. — Charge de la dette (conséquences pour les jeunes générations). — Taux d'intérêt. — Attitude des socialistes...	Van Rompuy	10			273
Budget des Voies et Moyens de 1986. — Vacuum budgétaire à cause de la date des élections. — Economies en 1986-1987. — Relance sélective	Willockx	"			274
Politique du Gouvernement. — Politique gouvernementale envers les services publics. — Cotisation de solidarité des fonctionnaires. — Article 35 (financement des prépensions, augmentation des impôts). — Article 36 (politique envers les indépendants). — Article 37 (secteur de la construction, Table ronde de la construction, mesures en matière fiscale). — Réduction du programme des investissements publics. — Article 37bis (création d'un fonds budgétaire pour l'aide à la construction).....	Burgeon, W.	"			"
Article 34. — Cotisation de solidarité des fonctionnaires. — Concertation avec les organisations syndicales	Colla	11			279
« Arrêt fiscal ». — Diminution de la pression fiscale macro-économique. — Indexation des barèmes fiscaux	Desaeyere	"			"
L'article 34 est réservé .....	.....	"			"
Article 35 : Prépension de retraite (limitation de l'intervention de l'Etat). — Subsidés de l'Etat pour le secteur du chômage. — « Opération 5-3-3 ». — Fonds pour l'Emploi	Leclercq	"			280
Les articles 35 et 36 sont réservés .....	.....	"			"
Article 37 : Prolongation de la déduction des intérêts de prêts hypothécaires. — Diminution de la T.V.A. dans le secteur de la construction	De Loor	"			281
L'article 37 est réservé .....	.....	"			"
Situation budgétaire. — Budget de 1985 (déficit). — Limitation du solde net à financer en 1987. — Elections dans la deuxième moitié de l'année (problèmes pour la confection du budget). — Limitation des crédits d'engagement pour les investissements. — Crédits provisoires pour 1986. — Cavaliers budgétaires. — Prolongation de la cotisation de solidarité des fonctionnaires (concertation avec les organisations syndicales représentatives). — Intervention financière de l'Etat dans les secteurs des pensions et du chômage	Verhofstadt, Min.	"			282
Déficit budgétaire (consensus entre la majorité et l'opposition). — Problème de la dette publique. — Déflation. — Evolution du revenu familial disponible	Eyskens, Min.	"			284
Evolution du revenu familial disponible	Willockx	"			285
Moins-value des revenus fiscaux. — Problèmes du secteur de la construction (diminution de la fiscalité, création d'un fonds).....	Eyskens, Min.	"			"
Blocage de la pression fiscale et parafiscale. — Pression macro-économique. — Etude du Bureau du Plan	Desaeyere	"			286
	Eyskens, Min.	"			"
	Verhofstadt, Min.	"			"
L'article 37bis (nouveau) est réservé .....	.....	"			"
L'article 38 est adopté .....	.....	"			287
Votes des articles réservés : Déclarations avant le vote	Willockx	12			320, 322
	Desaeyere	"			322
Déclarations avant le vote sur l'ensemble du projet	Burgeon, W.	"			323
	Willockx	"			"
	Desaeyere	"			324
	Petitjean	"			"
	Clerfayt	"			"
L'ensemble du projet est adopté par 107 voix contre 79 et 3 abstentions.....	.....	"			"
Le projet est transmis au Sénat .....	.....	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
FINANCES (suite).					
Politique et équilibre budgétaires (suite).					
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois d'avril, mai et juin.					
Discussion générale	Schiltz			346/4	4
	Wauthy			"	5
	Tobback			"	6
	Simonet			"	8
	Dupré			"	9
	Verhofstadt, Min.			"	"
	Van den Brande			"	11
	Verhofstadt, Min.			"	12
	Willockx			"	17
	Defosset			"	19
Prêts hypothécaires.					
Proposition de loi insérant un chapitre IIbis dans l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle sur les entreprises de prêts hypothécaires. (Doc. n° 156/I.)	Derycke				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		17			438
Taux d'intérêt.					
Question de M. Desaeysere à M. le Ministre des Finances concernant la réaction du Franc belge à la diminution des taux d'intérêt	Desaeysere	12			305
Réponse	Eyskens, Min.	"			"
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Rapport :					
Discussion générale	Burgeon, W.			68/4	15
	Vandenbroucke			"	27
	Burgeon, W.			"	28
Annales :					
Discussion des articles	Van Rompuy	10			273
Proposition de loi modifiant le taux de l'intérêt légal. (Doc. n° 412/I.)	Michel, J.				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		31			913
Titres.					
Proposition de loi relative au plan de participation du personnel au capital de son entreprise. (Doc. n° 95/I.)	Lestienne				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		15			397
IMPOTS.					
Fiscalité provinciale et communale.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Spaak (M ^{me})	7			124
	Clerfayt	"			140
Projet de loi relatif au recouvrement et au contentieux en matière de taxes provinciales et locales. (Doc. n° 1243/I — S. 1984-1985) — Projet transmis par le Sénat.					
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique. Ce projet de loi avait précédemment été renvoyé à la Commission des Finances		13			343
Projet de loi relatif au recouvrement et au contentieux en matière de taxes provinciales et locales. (Doc. n° 446/I) — Farde.					
Rapport :	Snykerbuyk	54			1551
I. Exposé introductif	Nothomb, Min.			446/5	1

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
IMPOTS (suite).					
Fiscalité provinciale et communale (suite).					
II. Discussion générale.					
Remarques et amendements	Nols			446/5	2
	Vankeirsbilck			»	3
	De Beul			»	»
	Desseyn			»	4
	Suykerbuyk			»	»
III. Discussion des articles.					
Remarques et amendements	Nols			»	4, 8
	De Beul			»	5, 6
	Suykerbuyk			»	5
	Galle			»	»
	Tant			»	5, 6
	Daras			»	5-7
	Devolder			»	6
	Vangronsveld			»	»
	Temmerman			»	»
	.....			»	7
Le projet amendé est adopté					
Annales :					
Discussion générale :					
Avantage du projet. — Amendement adopté en commission	Suykerbuyk	57			1699
Projet de loi constituant un progres mais présentant des défauts	Daras	»			»
Conclusion	Nothomb, Min.	»			»
Les articles 1 à 11 sont adoptés .....	.....	»			»
Le projet est adopté par 163 voix et 10 abstentions et transmis au Sénat		59			1768
Fraude fiscale.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Claes	6			93
	Burgeon, W.	7			107
	Willockx	»			129, 132
	Van den Brande	»			132
	Martens, Min.	9			188
	Mottard	»			213
	Coëme	»			234
Interpellation de M. Burgeon à M. le Premier Ministre, à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail, sur le scandale survenu au sein du secteur diamantaire à Anvers, révélateur d'une fiscalité à deux vitesses dans ce pays et de l'attitude de ce Gouvernement à l'égard de la fraude fiscale.					
Demande d'interpellation	Burgeon, W.	25			657
Discussion de cette interpellation et des interpellations jointes de MM. Hendrick et Van den Bossche :					
Fraude fiscale. — Bureau Kirschen & Cie. — Climat de tolérance. — Fiscalité à deux vitesses dans le pays. — Secteur diamantaire. — Laxisme du Gouvernement à l'égard de la lutte contre la fraude fiscale. — Charte du contribuable. — Aspect politico-financier du problème	»	28			719, 730
Fraude fiscale (causes). — Manœuvres politiciennes créant un climat de suspicion et d'insécurité. — Secteur du diamant	Hendrick	»			721, 730
Secret de l'instruction (conférence de presse organisée par le Procureur du Roi de Bruxelles). — A.S.B.L. L'Entraide (lien avec le Ministre de la Justice, problème déontologique). — Affaire Kirschen	Van den Bossche	»			722, 731
Fraude fiscale (attitude du P.R.L.). — Déclarations démagogiques. — Secret de l'instruction (violation par le parquet)	De Decker	»			724
Secret de l'instruction. — Problème de l'attitude des parquets. — Conférence de presse du Procureur du Roi de Bruxelles. — Problème de la participation de ministres à des A.S.B.L.	Moureaux	»			725
Fraude fiscale. — Secret de l'instruction. — Secteur du diamant (importance économique)	Beysen	»			726
Fraude fiscale (causes). — Nécessité d'objectivité et de sérénité. — Secteur du diamant. — Secret de l'instruction (problème des conférences de presse des parquets)	Coveliers	»			»
Fraude fiscale. — Nécessité de sérénité et d'objectivité. — Soit-disant fiscalité à deux vitesses dans le pays. — Rôle de l'I.S.I. — Pression fiscale en Belgique. — Avenir du secteur du diamant (problème structurel)	Eyskens, Min.	»			727

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
IMPOTS (suite).					
Fraude fiscale (suite).					
Secret de l'instruction (indiscrétions). — Fraude fiscale. — Incorruptibilité et indépendance du Ministre de la Justice. — Affaire Kirschen. — A.S.B.L. L'Entraide. — Problème de la participation de ministres à des A.S.B.L. et des sociétés commerciales	Martens, Min.	28			728
Problème de la participation de ministres à des A.S.B.L. et des sociétés commerciales	Tobback	"			"
	Van den Bossche	"			730
	"	30			834
Déclaration avant le vote					
L'ordre du jour pur et simple (interpellation Van den Bossche) est adopté par 107 voix contre 76 et 3 abstentions		"			"
L'ordre du jour pur et simple (interpellation Burgeon) est adopté par 104 voix contre 76 et 3 abstentions		"			"
Interpellation de M. Tobback à M. le Premier Ministre sur l'incapacité du Gouvernement de déposer le budget des Voies et Moyens pour 1986 au Parlement.					
Discussion	Tobback	34			991
Fait personnel	Gol, Min.	"			"
	Tobback	"			"
Interpellation de M. Van den Bossche à M. le Premier Ministre sur les déclarations qu'il a faites au sujet du scandale des fraudes et sur l'attitude du Gouvernement.					
Demande d'interpellation	Van den Bossche	27			695
Discussion : voir interpellation de M. W. Burgeon.					
Interpellation de M. Hendrick à M. le Ministre des Finances sur les effets économiques et politiques désastreux consécutifs aux amalgames élaborés à partir de certaines enquêtes sur la fraude fiscale, et à propos de la politique menée en matière de répression de la fraude fiscale.					
Demande d'interpellation	Hendrick	"			"
Discussion : voir interpellation de M. W. Burgeon.					
Proposition instituant une commission d'enquête chargée d'exami- ner l'organisation, les méthodes et les moyens mis en œuvre par l'Inspection Spéciale des Impôts dans le dépistage de la fraude fiscale. (Doc. n° 565/1.)	Hendrick				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		59			1772
Impôts directs.					
Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus en vue de simplifier l'ensemble des dispositions relatives à l'impôt des sociétés. (Doc. n° 39/1.)	Burgeon, W. et es.				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		12			314
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Discussion générale	Eyskens, Min.			68/4	5
	Willockx			"	10
	Eyskens, Min.			"	18
Question de M. Cortois à M. le Ministre des Finances sur la déduction d'impôts sur les allocations de chômage	Cortois	29			743
Réponse	Eyskens, Min.	"			"
Revenus.					
Proposition de loi modifiant l'article 137, § 2, du Code des impôts sur les revenus. (Doc. n° 11/1.)	Breyne				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		12			312
Proposition de loi modifiant l'article 355 du Code des impôts sur les revenus. (Doc. n° 25/1.)	Petitjean				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		"			313
Rapport :	Vermeiren	27			696
Discussion générale en réunion publique de la Commission des Finances :					
Fixation du pourcentage des additionnels communaux. — Possibilité d'un pourcentage comportant des décimales	Neven			25/3	1-3
	Defosset			"	"
	Schiltz			"	"
	Olivier, M.			"	"
	Michel, J.			"	"
	Eyskens, Min.			"	"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
IMPOTS (suite).					
Impôts directs (suite).					
Discussion des articles : Dépôt d'un amendement gouvernemental élaboré de commun accord avec l'auteur de la proposition	Eyskens, Min.			25/3	3
Votes : La proposition ainsi amendée est adoptée par 11 voix et 1 abstention.					
Annales : Votes : Adoption des articles		27			699
L'ensemble de la proposition est adopté par 174 voix		29			751
Le projet est transmis au Sénat		"			"
Proposition de loi modifiant l'article 81 du Code des impôts sur les revenus. (Doc. n° 27/1.)	Petitjean				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		12			313
Rapport : Discussion générale en réunion publique de la Commission des Finances :	Detière (M ^{me})	30			789
Historique de la proposition de loi. — Problème de l'interprétation de la notion de « père ou mère célibataire » (art. 81, § 2, 2 ^e Code Impôts sur les revenus)	"			27/2	1
Commentaire sur la proposition de loi. — Discrimination fiscale à l'égard de certains pères ou mères de famille divorcés	Neven			"	3
Remarques à caractère légistique	Olivier, M.			"	4
	Defosset			"	"
Critique sur le texte actuel. — Condition nouvelle d'absence de tout partenaire contribuant à l'entretien des enfants	"			"	"
Promesse de régler le problème par une circulaire ministérielle	Eyskens, Min.			"	"
Retrait de sa proposition	Petitjean			"	"
Nécessité d'une modification légale. — Reprise de la proposition de M. Petitjean	Desaeyere			"	"
Vote : L'article 1 est rejeté par 10 voix contre 1 et 1 abstention. Par conséquent, la proposition de loi n'est pas adoptée.				"	"
Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus, dans le but de créer un Fonds des impôts pour la paix et un Institut belge pour les projets de paix et de développement. (Doc. n° 43/1.)	Dutry et es.				
Prise en considération et renvoi aux Commissions réunies des Finances et des Relations extérieures		12			314
Proposition de loi portant immunisation des indemnités modestes accordées à certains volontaires travaillant dans des associations sportives ou culturelles et modifiant l'article 41, § 2, du Code des impôts sur les revenus. (Doc. n° 100/1.)	Diegenant				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		15			397
Proposition de loi accordant une réduction d'impôt en cas d'engagement de personnel supplémentaire. (Doc. n° 164/1.)	Dupré				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		17			439
Proposition de loi adaptant les stimulants fiscaux à la recherche scientifique. (Doc. n° 167/1.)	Dupré				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		17			439
Proposition de loi modifiant l'article 42ter, § 6, 6 ^e , du Code des impôts sur les revenus. (Doc. n° 305/1.)	Taelman				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		29			747
Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus. (Doc. n° 318/1.)	Lestienne				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		"			"
Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne l'autorisation de calculer les amortissements sur la valeur actualisée des biens corporels ou incorporels affectés à l'exercice de l'activité professionnelle. (Doc. n° 319/1.)	Pecters, P.				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		"			"
Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne les personnes assujetties à l'impôt des personnes physiques et les personnes assujetties à l'impôt des non-résidents ainsi que l'assiette et le calcul de cet impôt. (Doc. n° 365/1.)	Willoekx et es.				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		30			850
Proposition de loi modifiant les articles 305 et 308 du Code des impôts sur les revenus. (Doc. n° 447/1.)	Vermeiren				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		44			1275

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
IMPOTS (suite).					
Impôts directs (suite).					
Proposition de loi relative à l'imposition de revenus produits ou recueillis à l'étranger et aux imputations d'impôts en géné- ral. (Doc. n° 457/1.)	Colla et es.	44			1275
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Proposition de loi organisant le transfert de pertes entre sociétés apparentées. (Doc. n° 546/1.)	Dupré	51			1480
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Taxe de circulation.					
Proposition de loi exonérant les handicapés de la taxe de circulation complémentaire sur le L.P.G. (Doc. n° 52/1.)	Lestienne	12			314
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Proposition de loi complétant l'article 59/1 du Code des droits de timbre relatif aux exemptions du droit de timbre. (Doc. n° 120/1.)	Sleeckx	15			399
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Droits de succession.					
Proposition de loi modifiant le Code des droits de succession en ce qui concerne les assurances de groupe. (Doc. n° 169/1.)	Dupré	17			439
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Proposition de loi relative à la réduction des droits de succession pour des personnes handicapées. (Doc. n° 279/1.)	Wauthy	21			529
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Proposition de loi organisant certaines mesures fiscales en faveur de la production forestière à long terme. (Doc. n° 419/1.)	Wathelet, le Hardy de Beaulieu & Verhaegen	34			996
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Enregistrement.					
Proposition de loi insérant un article 142bis dans le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. (Doc. n° 135/ 1.)	Baudson	17			437
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Rapport :	le Hardy de Beaulieu	27			696
Discussion générale en réunion publique de la Commission des Finances :					
Perception anticipée du droit d'enregistrement sur les décisions de justice. — Aspects juridiques, sociaux et financiers	Baudson			135/3	2-6
Accord de principe sur la proposition. — Amendement pré- senté par le Gouvernement. — Droit d'enregistrement dû par la partie défenderesse. — Rôle des greffiers des cours et tribunaux. — Augmentation du montant minimum. — Privilège en faveur de l'Etat	Eyskens, Min.			"	6-8
Votes :					
Les articles ainsi que l'ensemble de la proposition de loi ainsi amendée sont adoptés à l'unanimité				"	8
Nouvel intitulé : « Proposition de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe »				"	9
Annales :					
Votes :					
Adoption des articles		"			699
L'ensemble de la proposition est adopté par 174 voix		29			751
Le projet est transmis au Sénat		"			"
Proposition de loi modifiant l'article 83 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. (Doc. n° 263/ 1.)	Van Elewyck	21			528
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Proposition de loi complétant l'article 212, alinéa 1 ^{er} , du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. (Doc. n° 352/1.)	Ghesquière	30			849
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
T. V. A.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Gehlen	7			121

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
IMPOTS (suite).					
Impôts directs (suite).					
<i>T.V.A. (suite).</i>					
Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, et portant diminution du taux de la T.V.A. applicable aux services fournis habituellement par les coiffeurs et coiffeuses. (Doc. n° 57/1.)	Suykerbuyk	12			314
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Question de M. Gabriels à M. le Ministre des Finances concernant la T.V.A. sur la publicité des radios libres	Gabriels	15			388
Réponse	Eyskens, Min.	"			"
Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, modifiée par l'arrêté royal du 23 décembre 1983. (Doc. n° 102/1.)	Diegenant	"			398
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 en vue de réduire temporairement à 6 % les taux de la taxe sur la valeur ajoutée pour certains biens acquis ou importés par les exploitants agricoles. (Doc. n° 341/1.)	Wauthy, Ducarme et cs.	29			749
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Projet de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée. (Doc. n° 425/1.)	Gouvernement	31			858
Dépôt et renvoi à la Commission des Finances	Lenaerts	32			919
Rapport :					
Discussion générale en réunion publique de la Commission des Finances :					
Dix-septième directive du Conseil des Communautés européennes du 16 juillet 1985 (mise en conformité). — Importations temporaires de biens autres que les moyens de transport (exonération de la T.V.A.)	Eyskens, Min.			425/2	1
Votes :					
Les articles 1 à 3 et l'ensemble du projet de loi sont adoptés à l'unanimité				"	3
Annales :					
Adoption des articles		"			933
L'ensemble du projet est adopté par 163 voix contre 1 et 7 abstentions		34			981
Le projet est transmis au Sénat		"			"
Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux. (Doc. n° 410/1.)	Gabriels	31			913
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Question de M. Tant à M. le Ministre des Finances sur l'augmentation de la T.V.A. dans la construction de 6 à 17 %		47			1337
Réponse	Eyskens, Min.	"			1338
Proposition de loi modifiant l'article 44, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée. (Doc. n° 487/1.)	Lenaerts	"			1366
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Politique fiscale.					
Projet de loi portant un régime fiscal particulier pour le rachat d'actions privilégiées sans droit de vote émises par des sociétés anonymes relevant des secteurs nationaux. (Doc. n° 1347/1 — S. 1984-1985.)					
Ce projet, déposé au cours de la législature précédente, est frappé de caducité par suite de la dissolution des Chambres du 3 septembre 1985		2			23

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
IMPOTS (suite).					
Politique fiscale (suite).					
Déclaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Discussion	Van den Brande	4			41
	Van Miert	5			47
	Kubla	»			54
	Beysen	»			60
	le Hardy de Beaulieu ...	»			63
	Coëme	»			65
	Claes	6			93
	Cortois	7			104
	Burgeon, W.	»			107
	Lestienne	»			115
	Willockx	»			129
	Hendrick	»			133
	Sleeckx	»			160
	Van den Brande	»			»
	Martens, Min.	9			188
	Mottard	»			213
	Schiltz	»			218
	Tobback	»			223
Proposition de loi modifiant l'article 8 de la loi du 5 juillet 1871 qui apporte des modifications aux lois d'impôts. (Doc. n° 51/1.)	Daras & Dutry				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		12			314
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Rapport :					
Discussion générale	Eyskens, Min.			68/4	5
	Desaeyere			»	7
	Eyskens, Min.			»	18
	Vandenbroucke			»	27
Annales :					
Discussion des articles	Desaeyere	11			279
	De Loor	»			281
	Eyskens, Min.	»			285, 286
	Desaeyere	»			286
	Verhofstadt, Min.	»			»
Proposition de loi tendant à promouvoir l'emploi. (Doc. n° 89/1.)	Lestienne				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		15			397
Proposition de loi tendant à relancer la construction par la révision de certaines dispositions fiscales. (Doc. n° 129/1.)	Olivier, M. & Lestienne				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		17			436
Proposition de loi portant des dispositions complémentaires relatives à la possibilité d'achat par les travailleurs d'actions ou de parts du capital social de leur entreprise. (Doc. n° 166/1.)	Denys, Dupré, Kubla, & Wauthy	»			439
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois d'avril, mai et juin.					
Discussion générale	Willockx			346/4	17
	Defosset			»	19
Proposition de loi portant immunisation fiscale de la valeur des stocks de marchandises ayant fait l'objet d'un don aux populations de régions sinistrées ou de pays du tiers monde. (Doc. n° 322/1.)	Peeters, P.				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		29			748
Interpellation de M. Albert sur le projet d'instauration d'un système prolongeant les arrêtés royaux Monory-De Clercq.					
Discussion	Albert		C 30		10, 14
	Eyskens, Min.		»		12, 13
	Vandenbroucke		»		13
Proposition de loi modifiant l'article 244 du Code des impôts sur les revenus. (Doc. n° 416/1.)	Eerdekens				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		31			913

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
IMPOTS (suite).					
Politique fiscale (suite).					
Interpellation de M. Coëme à M. le Ministre des Finances sur l'application de la législation sur les centres de coordination.					
Demande d'interpellation	Coëme	30			852
Renvoi à la Commission des Finances (réunion publique). — Présidence de M. Michel.					
Discussion :					
Type de contrôle exercé sur les centres de coordination. — Distorsion de concurrence découlant des avantages fiscaux. — Estimation du rendement fiscal de la modification apportée en décembre 1984 et du coût du système pour l'Etat. — Restriction éventuelle du système actuel. — Condition pour le centre d'avoir un établissement à l'étranger (contrôle). — Répartition régionale des centres.....	"		C 43		22
Portée des modifications envisagées par le Gouvernement	Dupré		"		23
Succès des centres de coordination belges. — Répartition régionale des centres reconnus. — Données chiffrées. — Modalités du système de contrôle. — Caractère dérisoire et symbolique du rendement fiscal. — Problème de l'évasion fiscale. — Précompte mobilier fictif en matière des dividendes. — Importance des bénéfices réalisés par les centres. — Problèmes de l'établissement à l'étranger. — Effets sur le chiffre de l'emploi. — Nécessité de résultats structurels. — Mesures touchant les P.M.E.	Eyskens, Min.		"		"
Estimation du rendement fiscal de la modification apportée en décembre 1984 et du coût du système pour l'Etat. — Modalités d'application du nouveau régime envisagé (effet rétroactif)	Coëme		"		25
Situation des groupes financiers belges	Dupré		"		26
Problème des dépenses fiscales. — Méthode de calcul	Desaeyere		"		"
Information au Parlement du coût fiscal dès que les données seront disponibles. — Problème de l'application dans le temps des nouvelles mesures.....	Eyskens, Min.		"		"
Projet de loi portant un régime fiscal particulier pour le rachat d'actions privilégiées sans droit de vote émises par des sociétés anonymes relevant des secteurs nationaux. (Doc. n° 372/1.) — Farde.					
Rapport :	De Roo	45			1284
Discussion générale en réunion publique de la Commission des Finances :					
Aperçu du déroulement des travaux	"			372/5	1
Ratio légis du projet de loi. — Incitant fiscal du rachat. — Réduction des charges financières découlant pour l'Etat de la restructuration des secteurs nationaux. — Transfert des entreprises rentables aux mains du secteur privé	Eyskens, Min.			"	2
1. Montants non remboursés des actions privilégiées sans droit de vote des secteurs nationaux.	Bossuyt			"	3
Montant des actions privilégiées sans droit de vote	Eyskens, Min.			"	"
Ventilation des montants par Région	Dupré			"	4
2. Extension du projet de loi aux actions avec droit de vote.					
Rachat des actions avec droit de vote	Eyskens, Min.			"	"
Montant non remboursé des actions avec droit de vote, avec répartition régionale. — Limitation de l'avantage fiscal aux actions sans droit de vote					
3. Modalités du rachat.	De Roo			"	5
Discrimination à l'égard des entreprises textiles que les pouvoirs publics ont aidées d'une autre manière	Eyskens, Min.			"	"
Exclusion du rachat pour les autres entreprises	Bossuyt			"	"
Exclusion des entreprises de textile ayant reçu des primes en capital	Denys			"	"
Falsification de la concurrence.....	Eyskens, Min.			"	"
Exposé sur le comportement de l'I.T.C.B.					
4. Incidence budgétaire du projet.	Schiltz			"	6
Avantage pour les holdings au détriment des investissements productifs et de l'emploi	Denys			"	"
Remboursement des aides consenties par les pouvoirs publics	Burgeon, W.			"	"
Incidence sur la loi Monory-De Clercq. — Bilan de toutes les mesures d'aides aux entreprises (coût et résultats).....	Eyskens, Min.			"	"
Philosophie du projet. — Portée de la convention avec Arbed-Sidmar. — Aspect de l'emploi. — Résultat du système « Monory-De Clercq »					
Incidence budgétaire limitée pour la plupart des entreprises textiles.....	Bossuyt			"	7

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
IMPOTS (suite).					
Politique fiscale (suite).					
Observations éventuelles de la Commission de la C.E.E.	Simonet			372/5	7
Aide camouflée à certaines entreprises	Vandenbroucke			"	"
Transfert des recettes courantes aux recettes de capital. — Incidence de l'évolution des taux d'intérêt	Desaeyere			"	8
Avantage financier pour l'Etat par une anticipation des rem- boursements de cinq ans. — Données techniques concer- nant le calcul de l'incidence budgétaire du projet de loi. — Avantage budgétaire pour l'ensemble de la période : 1,6 milliard pour l'industrie textile et 11,4 milliards pour l'indus- trie sidérurgique	Eyskens, Min. Vandenbroucke			"	"
Rythme des rachats en cas d'octroi d'un avantage fiscal	Schiltz			"	10
Utilisation utile suite au projet, de l'excédent de liquidités	Vandenbroucke			"	11
Hypothèse erronée des notes techniques fournies par le Minis- tre	Eyskens, Min. Van Rompuy			"	"
Possibilité que l'objectif poursuivi ne soit entièrement réalisé. — Autres raisons pour anticiper le rachat	Eyskens, Min. Van Rompuy			"	"
Produit maximal escompté du rachat	Eyskens, Min.			"	"
Bénéfices escomptés dans le textile et pour la sidérurgie. — Commentaire sur l'amendement déposé par le Gouverne- ment (Doc. n° 372/3, n° 5.)	Dupré			"	12
Assouplissement du rachat et possibilité d'étalement dans le temps par secteur	De Roo			"	"
Accord sur les sous-amendements proposés	Eyskens, Min.			"	"
Limitation de l'avantage aux entreprises lucratives	Bossuyt			"	"
Rapport entre le projet de loi et le plan de Val-Duchesse	Vandenbroucke			"	"
5. Destination du produit des rachats.					
Nécessité d'un rattrapage en faveur de la Flandre. — Intentions du Gouvernement sur l'affectation du produit des rachats	Schiltz			"	13
Avantage pour des entreprises flamandes. — Principe de l'égalité devant l'impôt	Burgeon, W.			"	"
Comparaison des subsides de l'Etat à Cockerill-Sambre et aux charbonnages de Campine (à partir de 1977)	Eyskens, Min.			"	"
Base de comparaison, à savoir 1977, est contestable. — Actualisation du rapport établi en 1980 par le groupe de travail Heremans-Verstraeten-Van Rompuy	Schiltz			"	14
Résultat des rapports du groupe Matthijs. — Caractère interna- tional de beaucoup d'entreprises du secteur textile	Eyskens, Min.			"	"
Rapport entre le projet et le système prévu dans la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux. — Incidence de la « régionalisation de fait » des secteurs économiques nationaux	Schiltz			"	"
Commentaire sur les options possibles (recyclage direct ou indirect)	Eyskens, Min. Schiltz			"	15
Opposition au transfert d'un secteur à l'autre	Schiltz			"	"
Proposition de suspension de séance (garanties gouvernementales en matière de l'affectation régionale)	Dupré			"	"
Déclaration selon laquelle, conformément à la lettre et à l'esprit de la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux, les fonds remboursés par des entreprises situées dans une certaine Région seront réaf- fectés à cette même Région lors d'un recyclage éventuel	Eyskens, Min. Maystadt, Min.			"	"
Le produit de rachat d'actions sans droit de vote reviendra directement au F.N.S.W. ou au F.N.S.V. selon que la société qui procède au rachat est située dans la Région wallonne ou dans la Région flamande	Eyskens, Min.			"	"
6. Affectation du produit des rachats à la prorogation du plan textile.					
Déclaration contradictoire du Ministre des Affaires Economi- ques et celui des Finances. — Dépôt d'un amendement (Doc. n° 373/2, n° 1) afin que le produit des rachats soit affecté à la prorogation du plan textile	Bossuyt			"	16
Situation future du textile	Schiltz			"	"
Pas de prorogation du Plan textile	Denys			"	"
Résultats positifs du Plan textile. — Dépôt d'un amendement (N° 4, Doc. n° 372/2) visant à supprimer le § 3 de l'article unique	De Roo			"	"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
IMPOTS (suite).					
Politique fiscale (suite).					
Objectif initial du Plan textile. — Position de la Commission européenne en matière du Plan textile.....	Eyskens, Min.			372/5	17
Effet de falsification de la concurrence du projet soumis.....	Bossuyt			"	"
Assainissement du secteur textile. — Tendance à la surcapacité. — Effets négatifs de la chute du dollar.....	De Roo			"	18
	Eyskens, Min.			"	"
	Simonet			"	"
Pas d'accord avec un nouveau plan textile					
Réinvestissement du produit des rachats dans le secteur textile.....	Schiltz			"	"
Plus d'objection à la suppression du § 3 de l'article unique du projet. — Affectations possibles du produit des rachats.....	Eyskens, Min.			"	19
	Maystadt, Min.			"	"
7. Affectation du produit des rachats au financement des charbonnages de Campine.					
Caractère insuffisant du produit du rachat des actions pour le financement des déficits des K.S.	Van Rompuy			"	"
Absence totale de planification à moyen terme pour les K.S. — Nécessité de nouveaux investissements. — Prêt de la S.N.C.I.	Desaeyere			"	"
Référence au plan de Val-Duchesse. — Modes de financement des K.S. au cours des années 1986 et 1987	Eyskens, Min.			"	"
8. Intentions du Gouvernement en ce qui concerne les sociétés d'investissement. Aide à l'expansion des P.M.E. du secteur textile.					
Référence au plan d'assainissement de Val-Duchesse	Denys			"	20
Invitation au secteur privé à augmenter progressivement son apport dans les invests. — Réduction de moitié, des crédits d'aide à l'expansion économique. — Situation des dossiers non encore traités.....	Eyskens, Min.			"	"
Votes :					
L'article unique, tel qu'il a été modifié, est adopté par 10 voix contre 5				"	21
Annales :					
Discussion de l'article unique :					
Portée de l'amendement : compléter le texte de la loi et le clarifier du point de vue de la légistique	De Roo	45			1291
Bon amendement (de M. De Roo)	Eyskens, Min.	"			1292
L'amendement de M. De Roo est adopté		"			"
L'amendement de M. Bossuyt et l'article unique sont réservés		"			"
Déclarations avant le vote sur l'amendement :					
Procédure. — Résolution du Conseil régional wallon. — Demande d'une suspension de séance	Ylief	47			1352
Suspension de la séance	Van den Brande	"			"
La séance est suspendue.....		"			"
Ajourneement du vote	Burgeon, W.	"			"
	Kubla	"			"
	Wauthy	"			1353
	Schiltz	"			"
	Van den Brande	"			"
	Tobback	"			1354
Renvoi en commission.....					
Le renvoi en commission est rejeté par 105 voix contre 77 et 5 abstentions.....		"			"
Raisons d'abstention	Ylief	"			1355
	Moureaux	"			"
L'amendement de M. Bossuyt est rejeté par 107 voix contre 72 et 6 abstentions.....		"			1356
Déclarations avant le vote sur l'ensemble du projet	Burgeon, W.	"			1356-1358
	Schiltz	"			"
	Van der Biest	"			"
	Bossuyt	"			"
	Busquin	"			"
	Wathelet	"			"
	Tobback	"			"
	Moureaux	"			"
	Van den Brande	"			"
Le projet est adopté par 116 voix contre 56 et 3 abstentions et transmis au Sénat		"			1358
Motif d'abstention	Delhay	"			1359

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INFORMATION.					
Déclaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Proposition de loi portant des mesures visant à accorder un droit général à l'information aux citoyens et à instaurer une publicité de principe au niveau de l'administration centrale et des services ou organismes nationaux, qui relèvent de l'autorité ou de la tutelle d'un Ministre ou Secrétaire d'Etat. (Doc. n° 163/1.)	Ansoms				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique .....	.....	17			439
Informatique.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Dierickx	7			111
Interpellations de M. Van de Bossche sur 1° la sécurité du citoyen et la structure des services de police et 2° sur les mesures prises en vue d'accroître la sécurité en ce qui concerne le rassem- blement et le traitement de données par les services de police.					
Discussion	Van den Bossche	29			776, 782
	Nothomb, Min.	"			779
Banque de données.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van den Bossche	7			151
	Gol, Min.	"			152
Vie privée.					
Proposition de résolution relative à la création d'une commission pour l'adaptation du Code pénal. (Doc. n° 165/1.)	Coveliers				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....	17			439
Proposition de loi relative à l'informatique et à la protection de la vie privée. (Doc. n° 274/1.)	Van den Bossche				
Demande d'avis du Conseil d'Etat .....	.....	21			529
Référendum.					
Proposition de loi instituant une consultation populaire au sujet des missiles de croisière. (Doc. n° 6/1.)	Dierickx & Deleuze				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique .....	.....	12			311
Proposition de loi érigeant la consultation populaire en institution. (Doc. n° 224/1.)	Petitjean				
Avis du Conseil d'Etat, doc. n° 783/2- S. 1983-1984.					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique .....	.....	21			526
Proposition de déclaration tendant à insérer un article 26bis (nouveau) dans la Constitution en vue de permettre l'instau- ration du referendum d'avis. (Doc. n° 225/1.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des conflits et des Réformes institutionnelles .....	.....	"			"
Projet de loi portant approbation de l'Acte unique européen, fait à Luxembourg le 17 février 1986, et à La Haye le 28 février 1986.					
Discussion générale	Dierickx	48			1382, 1392
Sondages d'opinion.					
Proposition de loi modifiant la loi du 18 juillet 1985 relative à la publication des sondages d'opinion. (Doc. n° 455/1.)	Colla				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique .....	.....	44			1275

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INFORMATION (suite).					
Statistiques.					
Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 4 juillet 1962 autorisant le Gouvernement à procéder à des investigations statistiques et autres sur la situation démographique, économique et sociale du pays. (Doc. n° 237/1.)	Anselme, Baudson et Coëme	29			750
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 237/2.)					
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES.					
Déclaration gouvernementale	Martens, Min	3			28
Discussion	Ramaekers	5			71
Communes.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Hendrick	7			133
Proposition de loi accordant le titre de ville à la commune de Dilsen-Stokkem. (Doc. n° 201/1.)	Beerden & Kelchtermans				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		17			441
Interpellation de M. Clerfayt à M. le Ministre de la Région bruxelloise sur ses projets relatifs à l'avenir des communes bruxelloises et de la Région bruxelloise tels qu'ils résultent de ses déclarations récentes, à la tribune de l'Union des entreprises de Bruxelles.					
Demande d'interpellation	Clerfayt	21			531
Discussion : voir interpellation de M. Moureaux.					
Proposition de loi accordant le titre de ville aux communes d'Asse, Aubange, Avelgem, Aywaille, Bertrix, Beveren, Boom, Bourg-Léopold (Leopoldsborg), Braine-l'Alleud (Eigenbrakel), Brakel, Dour, Erquelines, Esneux, Florennes, Florenville, Gedinne, Genk, Heist-op-den-Berg, Knokke-Heist, La Calamine (Kelmis), Libramont-Chevigny, Lommel, Maasmechelen, Maldegem, Mol, Neerpelt, Overpelt, Pepinster, Quiévrain, Spa, Tamise (Temse), Tubize (Tubek), Vielsalm, Waregem, Welkenraedt, Wetteren, Willebroek et Zelzate. (Doc. n° 486/1.)	Desutter				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		47			1366
Proposition de loi accordant le titre de ville à la commune de Boussu. (Doc. n° 524/1.)	Urbain				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		51			1480
Agglomérations et fédérations.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Moureaux	6			86
	Spaak (M ^{me})	7			124
	Clerfayt	"			140
Proposition de loi ordinaire établissant le statut de Bruxelles-Capitale par la modification de la loi du 26 juillet 1971, organisant les agglomérations et les fédérations de communes. (Doc. n° 370/1.)	Anciaux				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		30			798
Interpellation de M. Galle à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le fait que le Conseil de l'agglomération bruxelloise n'est plus compétent pour prendre des décisions juridiquement valables.					
Demande d'interpellation	Galle	56			1675

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES (suite).					
Communes (suite).					
<i>Agglomérations et fédérations (suite).</i>					
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique). — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Ajournement des élections pour le Conseil de l'agglomération.					
— Charges de la dette. — Situation du personnel.....	Galle.....		C 76		2
Non-renouvellement du Conseil de l'agglomération. — Raisons du retard. — Application de l'article 107 ^{quater}	Clerfayt.....		"		"
Argument de la continuité de la gestion. — Nouveau statut pour Bruxelles.....	De Beul.....		"		3
Conseil régional de Bruxelles. — Elections.....	Klein.....		"		4
Rôle de Bruxelles comme capitale.....	Suykerbuyk.....		"		"
Réponse aux différentes remarques. — Accord du Gouvernement du 24 novembre 1985.....	Nothomb, Min.		"		5
Réplique.....	Galle.....		"		6
	De Beul.....		"		"
<i>Conseils communaux.</i>					
Proposition de loi revalorisant le conseil communal et la fonction de conseiller communal. (Doc. n° 162/1.)	Ansoms.....				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....		17			439
Proposition de loi modifiant les articles 89 et 107 de la loi communale. (Doc. n° 306/1.)	Desseyn.....				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....		29			747
<i>Finances.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Suykerbuyk.....	5			73
	Moureaux.....	6			86
	Simonet.....	"			90
	Burgeon, W.....	7			107
	Spaak (M ^{me}).....	"			124
	Temmerman.....	8			169
	Eerdekens.....	"			172
	Nols.....	9			199
Interpellation de M. Eerdekens à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation à M. le Ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles (N.) concernant l'impact sur les finances communales de la circulaire du 13 novembre 1985 de l'Office national de Sécurité sociale des Administrations provinciales et locales modifiant le régime des allocations familiales des agents des administrations locales et provinciales à dater du 1 ^{er} janvier 1986.					
Demande d'interpellation	Eedeckens.....	10			248
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique). — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Perception des cotisations de sécurité sociale pour le personnel communal ou provincial. — Cotisations pour le secteur des allocations familiales (modification du système, augmentation des cotisations, charges financières pour les pouvoirs locaux)	"		C 6		19, 22
	De Loor.....		"		20
	Desseyn.....		"		"
	Nothomb, Min.		"		21
Proposition de loi accordant une aide exceptionnelle aux communes en grande difficulté financière suite au déficit des hôpitaux publics. (Doc. n° 26/1.)	Petitjean.....				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....		12			313
Retrait de la proposition de loi		24			627

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES (suite).					
Communes (suite).					
Finances (suite).					
Proposition de loi modifiant l'article 2 de l'arrêté royal n° 110 du 13 décembre 1982 imposant l'équilibre budgétaire aux provinces, aux communes et aux agglomérations et fédérations de communes. (Doc. n° 212/1.)	Ylieff				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		17			442
Interpellation de M. Tomas à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur le remboursement des emprunts octroyés pour le rétablissement des finances communales.					
Demande d'interpellation	Tomas	27			695
Discussion : voir interpellation de M. Moureaux.					
Interpellation de M. Désir à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les implications des mesures annoncées par le Gouvernement lors de sa récente déclaration en ce qui concerne les finances communales, le respect par les communes des plans d'austérité qui leur avaient déjà précédemment été imposés et le coût social de ces mesures.					
Demande d'interpellation	Désir	46			1328
Discussion : voir Budget des Voies et Moyens pour 1986.					
Proposition de loi visant à mettre fin à l'imposition de charges nouvelles pour les villes et communes. (Doc. n° 476/1.)	Eerdekens				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		47			1366
Fonds des communes.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Nols	9			199
Interpellation de M. M. Harmegnies à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les conséquences, pour les villes et communes, faisant l'objet d'un plan d'assainissement, de la diminution du Fonds des communes, en application des accords de Val-Duchesse.					
Demande d'interpellation	Harmegnies, M.	40			1172
Discussion : voir Budget des Voies et Moyens pour 1986.					
Proposition de loi réformant le Fonds des communes. (Doc. n° 518/1.)	Desseyn & Maes (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		51			1480
Fusions de communes.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Spaak (M ^{me})	7			124
	Nols	9			199
	Martens, Min.	»			231
Proposition de loi modifiant l'article 1 ^{er} de la loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion des communes et la modification de leurs limites. (Doc. n° 115/1.)	Michel, J.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		15			399
Gardes-champêtres.					
Proposition de loi modifiant l'article 65 du Code rural. (Doc. n° 323/1.)	Eerdekens				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		29			748

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES (suite).					
Communes (suite).					
Gestion communale.					
Proposition de loi renforçant le caractère démocratique de la gestion communale. (Doc. n° 147/1.)	Ansoms				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		17			438
Proposition de loi relative à la participation des citoyens à la vie communale. (Doc. n° 177/1.)	Jérôme				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		"			440
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 177/3.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		47			1367
Proposition de loi instaurant un véritable droit de consultation de tous les documents de l'administration communale ainsi que des procès-verbaux du conseil communal et du collège des échevins. (Doc. n° 533/1.)	Denys				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		51			1480
Incendie (services).					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Ramaekers	5			71
Proposition de loi portant création d'un fonds d'intervention en matière de lutte contre les incendies. (Doc. n° 233/1.)	Denison & Gondry				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		21			526
Interpellation de M. Devolder à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur sur la nouvelle clé de répartition qui sera utilisée à partir de 1986 pour l'octroi de subsides pour l'achat de matériel d'incendie par les administrations communales.	Devolder	21			531
Demande d'interpellation					
Discussion de l'interpellation sous l'intitulé suivant :					
« Interpellation au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la discrimination financière dont les provinces et les communes flamandes sont victimes sur le plan de l'octroi des subsides pour l'acquisition de matériel d'incendie en 1986 ».					
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique). — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Subsides attribués aux pouvoirs subordonnés pour l'achat de matériel. — Clé de répartition. — Préjudice des provinces flamandes.	"		C 26		2, 6
	Pillaert		"		3, 6
	Vankeirsbilck		"		"
	Cools		"		"
	Van Steenkiste, R.		"		4
	Detremmerie		"		4, 6
	Suykerbuyk		"		4
	Nothomb, Min.		"		5
Proposition de loi relative à la traduction des rapports des Services de Protection incendie et de protection civile. (Doc. n° 432/1.)	Happart				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		34			996
Proposition de loi modifiant l'article 33 de l'annexe 3 de l'arrêté royal du 6 mai 1971 fixant les types de règlements communaux relatifs à l'organisation des services communaux d'incendie. (Doc. n° 355/1.)	Delhayé				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		44			1275
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 355/2.)					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES (suite).					
Communes (suite).					
Intercommunales.					
Projet de loi relatif aux intercommunales. (Doc. n° 125/1.) — Farde.	Van der Biest	32			918
Demande d'avis du Conseil d'Etat sur des amendements .....	.....	33			943
La demande est adoptée	Tant & Henry	32			919
Rapport					
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 125/13.)					
Avis motivé du Comité de concertation. (Doc. n° 125/14.)					
Rapport :					
Exposé introductif :					
Adaptation de la loi du 1 ^{er} mars 1922 relative à l'association de communes dans un but d'utilité publique. — Objectifs. — Autonomie communale et prépondérance des communes dans les intercommunales. — Système de double majorité. — Position majoritaire de la province. — Renforcement du caractère démocratique. — Représentation prépondérante de conseillers communaux. — Tutelle sur les intercommunales. — Transparence des intercommunales au niveau de la gestion comptable. — Commissaire membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises. — Comptes et rapport détaillé annuels. — Possibilités de se retirer d'une intercommunale. — Dispositions diverses	Nothomb, Min.			125/11	3
Question préjudicielle :					
Demande de l'avis du Conseil d'Etat. — Compétence normative des Régions	Onkelinx			"	5
Conformité à la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et à la législation sur les comptes annuels et aux directives européennes	Galle			"	"
Arrêt de la Cour d'arbitrage. — Avis du Conseil d'Etat. — Comité de concertation saisi de ce problème. — Renvoi du projet au Conseil d'Etat s'impose	Coëme			"	7
Compétence normative concernant les intercommunales. — Mention de l'autorité de tutelle. — Concertation entre le Gouvernement et les Exécutifs	De Beul			"	9
Une compétence normative est plus qu'une compétence d'exécution. — Fixation du ressort des intercommunales. — Autorité de tutelle	Tant			"	10
Compétence réglementaire des Régions	De Beul			"	"
	Tant			"	"
La législation organique relève de la compétence nationale. — Pas de dispositions du domaine d'activité des intercommunales. — Autorité de tutelle compétente. — Conformité aux lois sur les sociétés commerciales et aux directives européennes	Nothomb, Min.			"	11
Un nouvel avis du Conseil d'Etat s'impose	Coëme			"	13
Besoin d'une législation de base moderne	Nothomb, Min.			"	"
Concertation entre le Gouvernement et les Exécutifs. — Des points de vue différents du Conseil d'Etat et de la Cour d'arbitrage	Coëme			"	"
Discussion générale :					
Possibilité de confier à une seule intercommunale une activité déterminée sur le territoire d'une même commune. — Les représentants seront des mandataires élus. — Compétence et pouvoir de décision élargis des administrations communales. — Informations suffisantes	Vankeirsbilck			"	14
Besoin d'une plus grande cohérence politique et géographique. — Une réglementation distincte pour chaque secteur serait souhaitable. — La participation des personnes de droit privé est institutionnalisée. — Principes perdus de vue, à savoir : le renforcement du secteur public, l'intérêt financier des communes et une cohérence accrue sur le plan administratif, géographique et quasi-politique. — Un nouvel équilibre entre les intérêts des secteurs public et privé est prôné. — Interdiction de l'exercice de plus de deux mandats non électifs	Henry			"	"
Autonomie communale et prépondérance des communes dans les associations intercommunales. — Renforcement du caractère démocratique. — Allègement de la tutelle. — Plus grande transparence. — Possibilités de retrait et solution. — Un nouveau niveau intermédiaire est préférable	De Beul			"	16

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commissi- ons		
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES (suite).					
Communes (suite).					
Intercommunales (suite).					
Interdiction d'exercer plus de deux mandats non électifs. — Influence prépondérante de certaines grandes villes. — Impuissance face à certaines mesures des intercommunales. — Participation du secteur public plus importante chez nos voisins : en Angleterre, au Danemark, au Groenland, en Allemagne et en France.....	Harmegnies, M.			125/11	17
Rôle utile des organes de coordination et des provinces. — Reprise du personnel en cas de dissolution, de non-prorogation ou de retrait	Temmerman			"	18
Pouvoir de nos communes en matière économique. — Entreprises publiques dépendant des pouvoirs publics subordonnés. — Régies communales. — Circonstances en 1922. — Intercommunales pures et mixtes. — Situation dans d'autres pays : en Allemagne, en Autriche, en France, en Grande-Bretagne, en Grèce, en Italie, aux Pays-Bas, au Portugal, en Suisse et en Belgique. — Rationalisation du secteur de la distribution de l'électricité et de la distribution publique du gaz. — Restructuration du secteur de l'électricité et du gaz. — Reprise du personnel. — Valorisation des installations échangées. — Fiscalité en matière d'intercommunales	Coëme			"	19
Importance du secteur de l'énergie. — Coût de l'électricité plus élevé chez nous. — Les charges d'intérêts pour régler les factures énergétiques sont la cause de nombreuses faillites....	Cools			"	29
Secteur de l'énergie : chiffres d'affaires et bénéfices des intercommunales pures et chiffres d'affaires et dividendes des intercommunales mixtes	Nols			"	30
Application de la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels. — Forme d'une A.S.B.L. — Publications des comptes annuels. — Participation de partenaires privés. — Droit de veto du partenaire privé. — Organes de coordination. — Critique des importants avantages fiscaux. — Autorité de tutelle. — Reprise du personnel. — Unification de la distribution sur un même territoire	De Loor			"	"
Investissements et apports de capitaux par le secteur public et par le secteur privé dans les intercommunales pures et les intercommunales mixtes du secteur de l'énergie	Vankeirsbilck			"	33
Autonomie communale et prépondérance des communes. — Renforcement du caractère démocratique. — Allègement de la tutelle. — Transparence des intercommunales. — Problèmes à la suite des fusions de communes. — Cumul des mandats. — Fiscalité. — Personnel. — Comptabilité des entreprises. — A.S.B.L. — Comptes annuels. — Participation de partenaires privés. — Existence d'associations d'intercommunales. — Tutelle au niveau provincial. — Reprise du personnel	Nothomb, Min.			"	"
La possibilité de prévoir aux statuts des dérogations aux règles du droit des sociétés paraît contraire au droit communautaire. — Caractère de personnes morales de droit public.....	Galle			"	37
Participation du secteur privé institutionnalisé. — Des situations existantes risquent de se perpétuer. — Cumul des mandats	Henry			"	38
Interdiction de cumul. — Démocratisation des intercommunales	Colla			"	39
Prix de l'électricité	Cools			"	40
Concertation préalable	Coëme			"	"
	Nothomb, Min.			"	"
Nombre de personnes travaillant dans une entreprise privée concernées par la distribution d'électricité dans une intercommunale mixte	Coëme			"	41
Avantages fiscaux accordés aux partenaires privés	Temmerman			"	"
Intercommunales mixtes	Nols			"	"
	Temmerman			"	"
Discussion des articles :					
Article 1 ^{er} :					
Création d'associations d'intercommunales	Coëme			"	42
Des associations intercommunales réunissant deux communes resteront possibles	De Beul			"	"
	Nothomb, Min.			"	"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES (suite).					
Communes (suite).					
<i>Intercommunales (suite).</i>					
Organes de coordination. — Intercommunales « multirégionales »	Temmerman			125/11	42
Possibilité pour les intercommunales d'adhérer à des intercommunales (exemple CIBE)	Nols			»	»
Efficacité du fonctionnement des organes de coordination	Cools			»	43
Sauvegarde de l'autonomie communale c'est-à-dire les communes peuvent s'associer librement, prépondérance des communes dans les organes de cette intercommunale et pas de contraintes d'adhérer à des intercommunales	Nothomb, Min			»	»
Possibilité de transformer les intercommunales en échelon intermédiaire	De Beul			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Droit de veto. — Possibilité de s'opposer à une décision de la majorité	Temmerman			»	44
L'intérêt commun des communes peut primer l'intérêt particulier	Tant			»	»
Interdiction du droit de veto ou d'un système de majorités qualifiées	De Beul			»	»
La majorité des communes dans chaque intercommunale associée. — Disposition statutaire de cette prépondérance	Nothomb, Min.			»	»
Droit de veto retenu dans les statuts	Temmerman			»	45
Article 2 :					
Participations dans des intercommunales par les communautés et les régions	Vankeirsbilck			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Organisation de la tutelle par les régions	De Beul			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Participation des provinces	Coëme			»	46
	Temmerman			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
	Henry			»	»
Participation de personnes de droit privé	Vankeirsbilck			»	47
Philosophie du projet et forme juridique de l'intercommunale					
Position dominante des communes. — Bénéfices sur la fourniture de services indispensables à la population. — Distinction des barèmes du personnel des régies et du personnel des intercommunales	Temmerman			»	»
Equilibre du pouvoir de décision. — Les bénéfices ne peuvent être le critère justifiant la création d'une intercommunale	Tant			»	48
Privatisation de la fourniture de services indispensables à la population	Delhayé			»	49
Les communes décident de la participation des personnes de droit privé. — Le droit de veto peut être prévu par les statuts	Nothomb, Min.			»	»
Partenaires privés offrant des conditions plus intéressantes	Nols			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Article 3 :					
Personne morale de droit public	»			»	50
Caractère non commercial imposé	De Beul			»	»
	Temmerman			»	»
	Coëme			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Trois types d'actes peuvent être accomplis par les intercommunales	»			»	51
Article 4 :					
Dispositions statutaires à reprendre	Henry			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Mode de calcul de l'indemnité de retrait défini dans les statuts	Temmerman			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Article 5 :					
Conflit entre la législation nationale et le droit communautaire	Galle			»	52
	Delhayé			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Article 6 :					
Siège social à Bruxelles des intercommunales coordinatrices	Temmerman			»	53
	Nothomb, Min.			»	»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES (suite).					
Communes (suite).					
Intercommunales (suite).					
Article 7 :					
Durée d'une intercommunale	Daras			125/11	54
	Temmerman			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Possibilité de retrait des intercommunales	Temmerman			»	»
Article 8 :					
Retrait sans condition d'un associé	Daras			»	55
	Nothomb, Min.			»	»
Correction technique du texte néerlandais	Desseyn			»	»
	Galle			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Retrait moyennant l'accord et retrait unilatéral	Temmerman			»	»
	Coëme			»	»
Retrait après la prorogation	»			»	56
	Tant			»	»
	Temmerman			»	»
Conception du manque à gagner pour fixer le montant du dédommagement	Coëme			»	57
Retrait à l'expiration du terme et retrait avant terme	Temmerman			»	»
	Detremmerie			»	»
Manque à gagner pour la détermination du dommage	Tant			»	»
	Temmerman			»	»
Domage évalué par des experts	Desseyn			»	58
Correction technique du texte français	Coëme			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Cas dans lesquels une commune peut se retirer	Temmerman			»	59
	Nothomb, Min.			»	»
Délai de 15 ans. — Manque à gagner	»			»	»
Prorogation d'une intercommunale et possibilités de retrait	Coëme			»	60
	Tant			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
	Detremmerie			»	»
	Temmerman			»	»
	Nothomb, Min.			»	62
Conditions strictes du retrait anticipé					
Notion du « dommage ». — Principes du droit commun des obligations. — Indemnisation de la perte et du manque à gagner	Coëme			»	»
La loi ne peut donner une définition restrictive de la notion de « dommage »	Nothomb, Min.			»	64
Article 8bis à 8quinquies (nouveaux) :					
Réglementation générale en ce qui concerne les indemnités à payer en cas de retrait. — Installations mises à disposition. — Valeur de reprise des installations	Temmerman			»	65
	De Loor			»	»
	Bogaerts			»	»
	Temmerman			»	66
Amendement retiré					
Article 9 :					
Vote unanime dans l'intercommunale	Henry			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Article 11 :					
Responsables provinciaux	Coëme			»	67
	Nothomb, Min.			»	»
Article 12 :					
Communes représentées par les membres du conseil de l'aide sociale	Coëme			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Représentation à l'assemblée générale de l'intercommunale	Temmerman			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Vote proportionnel	»			»	»
	Daras			»	»
Article 13 :					
Multiplicité de mandats et interdiction de cumul	Vankeirsbilck			»	68
	Nothomb, Min.			»	»
Personnel au conseil d'administration avec voix délibérative	Colla			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Membres du conseil d'administration ne siégeant pas à l'assemblée générale	De Beul			»	69
	Suykerbuyk			»	»
	Nothomb, Min.			»	»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES (suite).					
Communes (suite).					
Intercommunales (suite).					
Délégués d'une association de consommateurs	Colla			125/11	69
Autres délégués	Suykerbuyk			"	"
	De Beul			"	"
	Jérôme			"	"
	Nothomb, Min.			"	"
Autres personnes représentant les communes. — Cumul de mandats. — Délégation d'experts. — Minimum de dispositions régissant la représentation. — Délégation d'une tierce personne	Colla			"	70
Problèmes dans les grandes villes. — Tâche alourdie des conseillers communaux. — Concentration du pouvoir. — Réunion annuelle avec possibilité d'interpeller directement les administrateurs concernés	Hancké			"	71
Délégation aux intercommunales	Suykerbuyk			"	72
	Temmerman			"	"
Eviter une distanciation. — Cadre légal assez souple. — Experts techniques	Nothomb, Min.			"	"
Article 16 : Assemblée générale extraordinaire dans un délai de trois mois après renouvellement d'un conseil communal	Désir			"	73
Article 17 : Intérêts des associés minoritaires. — Position majoritaire des provinces. — Modification des statuts	Coëme			"	74
	Nothomb, Min.			"	"
Application de l'article à tous les conseillers communaux y compris le bourgmestre et les échevins	Temmerman			"	"
	Desseyn			"	"
	Nothomb, Min.			"	"
Article 18 : Correction technique	Temmerman			"	75
	Nothomb, Min.			"	"
Article 19 : Un conseiller provincial comme président du comité de direction	Coëme			"	"
Le président du conseil d'administration préside aussi le comité de direction	De Beul			"	76
	Cools			"	"
	Temmerman			"	"
La présidence du comité de direction confiée à un conseiller provincial	Nothomb, Min.			"	"
	Coëme			"	"
	Nols			"	"
	Daras			"	"
Article 20 : L'approbation de l'autorité de tutelle a été restreinte. — Contrôle interne des intercommunales	De Beul			"	"
	Nothomb, Min.			"	"
	Temmerman			"	"
Compétences en matière de tutelle aux Régions ou à l'autorité nationale	Desseyn			"	77
	Nothomb, Min.			"	"
	Coëme			"	"
	Nothomb, Min.			"	"
Autorisation par l'autorité compétente					
Articles 20bis à 20novies (nouveaux) : Amendement retiré	Coëme			"	78
Article 21 : Correction technique	Nothomb, Min.			"	"
Article 23 : Reprise des installations ou établissements à dire d'experts ou gratuitement	Temmerman			"	"
	Nothomb, Min.			"	"
Reprise du personnel	Coëme			"	79
	Tant			"	"
	Temmerman			"	"
Répartition des charges entre le cédant et le cessionnaire	Coëme			"	"
	Temmerman			"	"
	Nothomb, Min.			"	"
Continuation de l'activité	Coëme			"	80
	Nothomb, Min.			"	"
	Temmerman			"	"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES (suite).					
Communes (suite).					
Intercommunales (suite).					
Article 23bis (nouveau) : Obligation pour les conseils communaux de se prononcer sur toutes les dispositions statutaires.....	Desseyn Nothomb, Min.			125/11 » »	81 » »
Amendement rejeté.....					
Article 24 : Envoi à tous les conseillers communaux des comptes annuels, du rapport du collège des commissaires, de celui du commis- saire-réviseur et du rapport détaillé sur les activités de l'intercommunale.....	Temmerman Daras.....			» »	» 82
Envoi aux membres des conseils régionaux.....					
Article 26 : Intercommunales exemptes des impositions établies par les régions.....	Vankeirshilck Nothomb, Min. Nols.....			» » »	» » »
Article 28 : Application de la loi aux associations d'intercommunales.....	Temmerman			»	83
Correction technique dans le texte néerlandais du projet.....				»	»
Votes : L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été modifié, est adopté par 13 voix contre 3.....				»	»
Proposition de loi modifiant la loi du 1 ^{er} mars 1922 relative à l'association de communes dans un but d'utilité publique. (Doc. n° 270/1.).....	Petitjean et cs.	21			530
Demande d'avis du Conseil d'Etat.....					
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 270/2.)					
Loi communale.					
Proposition de loi insérant un article 147quinquies dans la loi communale. (Doc. n° 46/1.).....	Suykerbuyk				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....		12			314
Rapport :	Bosmans	52			1510
I. Discussion générale.					
Remarques.....	Breyne Temmerman Tant..... Cools..... Nols..... Nothomb, Min. Daras..... Vankeirshilck Desseyn..... Suykerbuyk De Beul..... De Loor.....			46/6 » » » » » » » » » » »	1-3, 7 1-7 2, 3, 5 2, 4, 6 2, 4 2-8 4 5 » 5, 8 6-8 7
II. Votes.					
L'amendement Suykerbuyk est adopté.....				»	8
L'article unique amendé est adopté.....				»	»
Pas de discussion générale.					
Lecture de l'article unique.....		52			1513
La proposition de loi est adoptée par 170 voix et 8 abstentions.					
Transmis au Sénat.....		54			1562
Proposition de loi modifiant l'article 84, § 2, 2 ^e , de la loi communale du 30 mars 1836. (Doc. n° 228/1.).....	Ylief				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....		21			526

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES (suite).					
Communes (suite).					
<i>Loi communale (suite).</i>					
Projet de loi modifiant l'article 101 de la loi communale. (Doc. n° 463/1.)					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		35			1000
Rapport :	Bosmans	52			1510
I. Discussion générale.					
Remarques	De Beul			463/3	1-3
	Temmerman			»	2
	De Loor			»	»
	Ansoms			»	»
	Pivin			»	3
	Devolder			»	»
	Klein			»	»
	Tant			»	»
	Nothomb, Min.			»	»
Réponse					
II. Votes.					
Le projet de loi est adopté				»	4
Annales :					
Discussion générale :					
Consensus quasi général. — Délégation de signature de documents	Bosmans	52			1513
Lecture de l'article unique		»			»
Le projet de loi est adopté par 181 voix et est soumis à la sanction royale		54			1561
Projet de loi habilitant le Roi à accorder les dispositions de la loi communale et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées. (Doc. n° 514/1) — Farde.					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		45			1285
Discussion générale :					
Rapport oral : projet purement technique	Breyne	62			1838
Lecture de l'article unique		»			»
Le projet est adopté par 185 voix et 1 abstention et soumis à la sanction royale		»			1952
Mandataires communaux.					
Proposition de loi relative aux connaissances linguistiques requises en vue d'exercer certains mandats politiques des pouvoirs subordonnés dans la région linguistique néerlandaise ou française. (Doc. n° 73/1.)	Galle				
Avis du Conseil d'Etat, doc. n° 712/5, 1983-1984.					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		15			395
Rapport :	De Loor	»			»
I. Développements	Galle			73/8	1
II. Discussion générale.					
Remarques et amendements	Neyts, M ^{me}			»	5
	De Beul			»	7, 13
	Happart			»	»
	Suykerbuyk			»	8, 12, 13
	Cools			»	9
	Klein			»	»
	Anciaux			»	»
	Galle			»	10
	Tobback			»	13
	Nothomb, Min.			»	11, 13
Réponses					
III. Discussion des articles.					
Remarques	Happart			»	14
	Tant			»	14, 15
	Galle			»	14
	Anciaux			»	»
	Tobback			»	14, 15
	Temmerman			»	14
	De Beul			»	15
	Suykerbuyk			»	»
	Henry			»	»
La proposition de loi est rejetée				»	»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES (suite).					
Communes (suite).					
Mandataires communaux (suite).					
Proposition de loi instaurant le système de la représentation proportionnelle pour l'élection des membres du collège échevinal au sein de la majorité. (Doc. n° 98/1.)	Diegenant	15			397
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.					
Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi communale et complétant l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. (Doc. n° 101/1.)	Diegenant				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des Conflits et des Réformes institutionnelles		"			"
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 101/4.)					
Proposition de loi visant à renforcer l'éthique parlementaire par la publication annuelle de la liste des mandats, fonctions ou professions exercés en Belgique ou à l'étranger par les Ministres, les membres du Parlement national, les députés permanents et conseillers provinciaux, les bourgmestres et les échevins. (Doc. n° 268/1.)	du Monceau de Bergendal & Tilquin				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.		21			528
Proposition de loi réglant l'assistance aux membres des conseils provinciaux, communaux et d'agglomération qui, en raison d'un handicap physique, se trouvent dans l'impossibilité d'exercer pleinement leur mandat. (Doc. n° 22/1.)	Pepermans				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.		"			529
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 22/2.)					
Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi communale et l'article 80 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. (Doc. n° 288/1.)	De Beul				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des conflits et des Réformes institutionnelles		"			530
Avis du Conseil (Doc. n° 288/2.)					
Interpellation de M. Sauwens à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le fait qu'il ne prend aucune mesure à l'encontre d'un bourgmestre qui est soumis à sa tutelle, qui viole manifestement la loi, qui en méprise et en contrarie l'application et qui la tourne même en dérision.	Sauwens	30			852
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique). — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Comportement illégal du bourgmestre de Fourons. — Déchirement des bulletins de vote. — Répartition des subventions communales. — Annulation d'un nombre important de décisions du Conseil communal par les instances de tutelle. — Discrimination de la population flamande. — Défense de sortir le drapeau flamand. — Demande de révocation sur base de l'article 56 de la loi communale (inconduite notoire).	"		C 42		8
Avis du Conseil d'Etat concernant sa proposition de loi (doc. n° 73/1). — Demande de l'urgence	Galle		"		9
Manque de fondement des accusations	Happart		"		10
Demande de jugement accéléré par le Conseil d'Etat dans l'affaire Happart. — Traitement privilégié du bourgmestre de Fourons	Suykerbuyk		"		"
Priorité de la procédure judiciaire sur la procédure disciplinaire (art. 56 de la loi communale). — Absence de plainte officielle sur le comportement du bourgmestre de Fourons vis-à-vis de la Commission du Pacte culturel et de la Province de Limbourg. — Principe de la démocratie communale	Nothomb, Min.		"		"
Rôle du bourgmestre vis-à-vis de la population flamande	Sauwens		"		"
Renvoi des Fourons à la Communauté française	Happart		"		11
Position du Gouvernement et du Conseil d'Etat dans l'affaire Happart	De Beul		"		"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES (suite).					
Communes (suite).					
Mandataires communaux (suite).					
Dépôt d'ordres du jour			C 42		11
Motion d'ordre :					
Demande de la Commission au Président de la Chambre pour qu'il insiste auprès du Conseil d'Etat afin d'obtenir une décision rapide dans l'affaire Happart	Président		"		"
Déclarations avant le vote	Sauwens	34			978
	Happart	"			979
	Président	"			"
	Happart	"			"
Utilisation d'un terme non parlementaire (retrait)					
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 106 voix contre 34 et 30 abstentions			"		980
Proposition de loi modifiant la loi communale. (Doc. n° 441/1.)	Coveliers				
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des Conflits et des Réformes institutionnelles		34			997
Proposition de loi modifiant les articles 2 et 56 de la loi communale du 30 mars 1836. (Doc. n° 460/1.)	Desseyn				
Discussion sur la prise en considération :					
Sort de l'initiative parlementaire. — Demande de l'urgence	Anciaux	44			1246
L'urgence est rejetée		"			"
La proposition est prise en considération et renvoyée à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		"			"
Proposition d'avis motivé en application de l'article 32, § 1, deuxième alinéa, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, concernant deux conflits d'inté- rêts surgis entre le Conseil de la Communauté française et le Conseil flamand à propos de : 1° la proposition de décret de M. Suykerbuyk et c.s. « houdende wijziging van artikel 2 van de Gemeentewet » (Doc. VI. R., n° 129/1 et 2, 1985- 1986); 2° la proposition de décret de M. Coveliers et c.s. « houdende regeling van de voordracht van burgemeesters in het Vlaamse Gewest » (Doc. VI. R., n° 130/1 et 2, 1985- 1986). (Doc. n° 559/1.)					
Rapport (non nominatif)	Hermans & Kubla	52			1509
Lecture de l'avis motivé		"			1512
Déclarations avant le vote	Anselme	54			1558
	Dierickx	"			"
	Clerfayt	"			1559
	Coveliers	"			"
Vote sur la proposition d'avis motivé à propos de la proposition de décret de M. Suykerbuyk :					
La proposition d'avis motivé est adoptée par 93 voix contre 64 et 24 abstentions		"			"
Motifs d'abstention	Président	"			"
	Martens, Min.	"			"
	Gehlen	"			1560
Vote sur la proposition d'avis motivé à propos de la proposition de décret de M. Coveliers :					
La proposition d'avis motivé est adoptée par 91 voix contre 62 et 27 abstentions		"			"
Elle est transmise au Comité de concertation.					
Transmission de deux notifications de la réunion du Comité de concertation du 1 ^{er} août 1986 qui a statué selon la procédure du consensus prévue par l'article 32, § 1, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles. Le Comité de concertation est d'avis que la proposition de décret « hou- dende wijziging van artikel 2 van de gemeentewet » (Doc. parl. VI. R., 1985-1986, n° 129) et la proposition de décret « houdende regeling van de voordracht van burgemeesters in het Vlaamse Gewest » (Doc. parl. VI. R., 1985-1986, n° 130) sont de nature à léser gravement la Communauté française		63			1961
Personnel.					
Proposition de loi modifiant l'article 93 de la loi communale. (Doc. n° 203/1.)	Desutter				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		17			441

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES (suite).					
Communes (suite).					
Population.					
Proposition de loi accordant une subvention de l'Etat aux communes en raison des étrangers inscrits dans le registre de la population et dans le registre des étrangers. (Doc. n° 131/1.)	Moureaux				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		17			436
Territoire.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Moureaux	6			86
Proposition de loi modifiant les limites des provinces de Flandre occidentale, de Flandre orientale, de Hainaut et de Brabant ainsi que de certaines communes. (Doc. n° 173/1.)	Dillen				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		17			440
Avis du Conseil d'Etat (voir doc. n° 175/2) (Doc. n° 173/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des conflits et des Réformes institutionnelles		59			1772
Proposition de loi modifiant les limites des provinces de Limbourg, de Liège et de Brabant, ainsi que de certaines communes. (Doc. n° 175/1.)	"				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		"			440
Proposition de loi modifiant les limites des provinces de Flandre occidentale, de Flandre orientale, de Hainaut et de Brabant, ainsi que de certaines communes.					
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 175/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des conflits et des Réformes institutionnelles		"			1772
Proposition de résolution visant à empêcher le passage de la presqu'île de l'Isal (commune de Visé) en territoire néerlandais. (Doc. n° 435/1.)	Daras				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		34			997
Tutelle.					
Proposition de loi modifiant l'article 77 de la loi communale en vue d'instaurer un délai pour l'approbation par l'autorité de tutelle des budgets communaux et des délibérations relatives aux moyens d'y pourvoir. (Doc. n° 71/1.)	Petitjean				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		15			395
Avis du Conseil d'Etat (Doc. n° 71/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		30			849
Provinces.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Suykerbuyk	5			73
Proposition de loi adaptant l'administration de la province de Brabant à la réforme institutionnelle et modifiant le régime linguistique applicable à des services de cette administration. (Doc. n° 133/1.)	Féaux				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		17			437
Proposition de loi renforçant le caractère démocratique de la gestion provinciale. (Doc. n° 160/1.)	Ansoms				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		"			439
Proposition de loi modifiant les limites des provinces de Flandre occidentale, de Flandre orientale, de Hainaut et de Brabant ainsi que de certaines communes. (Doc. n° 173/1.)	Dillen				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		"			440
Avis du Conseil d'Etat (voir doc. n° 175/2) (Doc. n° 173/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des conflits et des Réformes institutionnelles		59			1772

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES (suite).					
Provinces (suite).					
Proposition de loi modifiant les limites des provinces de Limbourg, de Liège et de Brabant, ainsi que de certaines communes. (Doc. n° 175/1.)	Dillen	17			440
Demande d'avis du Conseil d'Etat					
Proposition de loi modifiant les limites des provinces de Flandre occidentale, de Flandre orientale, de Hainaut et de Brabant, ainsi que de certaines communes.					
Avis du Conseil d'Etat (Doc. n° 175/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission du Règlement des conflits et des Réformes institutionnelles		59			1772
Proposition de loi réorganisant le territoire belge en provinces et en un territoire de Bruxelles-Capitale. (Doc. n° 206/1.)	Anciaux				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		17			441
Proposition de loi modifiant l'article 2 de l'arrêté royal n° 110 du 13 décembre 1982, imposant l'équilibre budgétaire aux provinces, aux communes et aux agglomérations et fédérations de communes. (Doc. n° 212/1.)	Ylieff				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		"			442
Proposition de loi réglant l'assistance aux membres des conseils provinciaux, communaux et d'agglomération qui, en raison d'un handicap physique, se trouvent dans l'impossibilité d'exercer pleinement leur mandat. (Doc. n° 22/1.)	Pepermans				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		21			529
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 22/2.)					
Proposition de loi créant une province de Brabant wallon. (Doc. n° 471/1.)	du Monceau de Bergendal				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		44			1276
Conseils provinciaux.					
Proposition de loi revalorisant le conseil provincial et la fonction de conseiller provincial. (Doc. n° 161/1.)	Ansoms				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		17			439
Personnel.					
Proposition de loi modifiant l'article 126, 2 ^{me} alinéa de la loi provinciale. (Doc. n° 405/1.)	Detremmerie				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		31			913
Rapport :	Jérôme	57			1681
Exposé	Detremmerie			405/3	1
Remarques	Tant			"	2, 3
	Suykerbuyk			"	2
	De Loor			"	2, 3
	De Beul			"	2-5
	Pivin			"	3
	Jérôme			"	"
	Cools			"	3, 4
	Detremmerie			"	"
	Breyne			"	4
	Temmerman			"	"
Réponses	Nothomb, Min.			"	2-5
L'amendement visant à remplacer l'article unique est adopté				"	5

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INSTITUTIONS LOCALES ET PROVINCIALES (suite).					
Provinces (suite).					
Personnel (suite).					
Annales :					
Discussion générale :	Jérôme	57			1701
Discussion en commission	De Loor	"			1702
Travail législatif dangereux. — Amendement	Tant	"			"
Remarques d'ordre légistique	De Beul	"			"
Procédure. — Opposition au projet	Nothomb, Min.	"			1703
Réponse à différentes remarques	Président	"			1703, 1704
Difficulté légistique	Nothomb, Min.	"			"
	Temmerman	"			1704
	De Loor	"			"
	De Beul	"			"
	Tant	"			"
		"			"
Lecture de l'article unique		"			"
L'amendement et l'article sont réservés		"			1705
L'amendement est rejeté		59			1754
Déclarations avant le vote	Suykerbuyk	"			1755
	Temmerman	"			"
La proposition de loi est rejetée par 98 voix contre 69 et 13 abstentions		"			"
Raison d'abstention	Tant	"			"
INTERPELLATIONS.					
M. Albert.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Communications sur le démantèlement de la ligne de chemin de fer n° 43 Liège- Marloie.					
Demande d'interpellation	Albert	21			531
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique). — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Ligne de chemin de fer n° 43 Liège-Marloie. — Démantèle- ment	"		C 33		14, 16
Chemins de fer. — Modernisation de la ligne n° 43	De Croo, Min.		"		15
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles sur le projet d'instauration d'un système prolongeant les arrêtés royaux Monory-De Clercq.					
Demande d'interpellation	Albert	25			657
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique) — Présidence de M. M. Olivier.					
Ordre des travaux :					
Proposition de renvoi de l'interpellation à la Commission des Finances	Président	"	C 28		10
Renvoi à la Commission des Finances (réunion publique) — Présidence de M. J. Michel.					
Discussion :					
Arrêté royal n° 15. — Conséquences et impact de l'arrêté royal du 28 décembre 1983. — Epargne-pension	Albert		C 30		10, 14
Projet concernant l'épargne-pension. — Arrêté royal n° 15. — Stimulation du capital à risques. — Progrès technologique. — Rapports facteur « travail » — facteur « capital ». — Epargne. — Pression fiscale	Eyskens, Min.		"		12
Pression fiscale. — Système fiscal	Vandenbroucke		"		13
Pression fiscale. — But de Monory-bis. — Epargne-pension	Eyskens, Min.		"		"
M. Baldewijns.					
Interpellation adressée à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur le manque de nourriture au Zoo du Limbourg.					
Demande d'interpellation	Baldewijns	46			1328
Retrait de l'interpellation		"			1324

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Baldewijns (suite).					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur l'administration de l'enseignement de l'Etat.	Baldewijns	46			1328
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters					
Discussion :					
Conseil autonome pour l'enseignement de l'Etat. — Statut de la Commission provisoire. — Financement sur base des besoins de l'enseignement de l'Etat	»		C 66		23, 26
Conseil autonome pour l'enseignement de l'Etat. — Financement. — Fédéralisation	Maes (M ^{me})		»		24, 27
Réponse aux différentes observations	Coens, Min.		»		25, 28
Considérations	Beysen		»		27
Déclarations avant le vote	Baldewijns	51			1500
	Maes (M ^{me})	»			»
	.....	»			1501
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 97 voix contre 57					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la politique de l'enseignement universitaire.	Baldewijns	46			1328
Demande d'interpellation					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur l'arrêté royal n° 411 portant limitation des dotations pour le Fonds des bâtiments scolaires.					
Demande d'interpellation	»	»			»
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur l'arrêté royal n° 413 portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement de l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné.					
Demande d'interpellation	»	»			»
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la part du Limbourg dans la recherche scientifique.					
Demande d'interpellation	»	»			»
Retrait de l'interpellation	»		»		28
M. Beckers.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur les problèmes relatifs aux constructions scolaires et plus particulièrement en ce qui concerne l'A.R.T. de Herentals.	Beckers	29			739
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique). — Présidence de M. Peeters.					
Discussion :					
Economies drastiques dans la construction d'écoles de l'Etat. — Effet négatif sur l'emploi dans le secteur de la construction. — Rapport McKinsey-Van Dijk. — Problèmes pour l'A.R.T. de Herentals et celui de Turnhout	»		C 48		12
Priorités de l'opération d'assainissement. — Surcapacité en matière de nouvelles constructions. — Etudes des besoins (rapport provisoire). — Situation dans l'arrondissement de Turnhout					
Coût du rapport McKinsey-Van Dijk	Coens, Min.		»		13
Traitement inégal des différents réseaux. — Critique de l'appel à des bureaux d'études	Ylieff		»		14
Nouvelle construction pour l'A.R.T. à Herentals	Beckers		»		»
Problème des nécessités directes en matière de sécurité et d'hygiène	Taelman		»		»
Priorité pour les travaux de sécurité. — Pas de nouvelles constructions en 1986 aux athénées de Herentals et de Turnhout. — Transfert de locaux. — Incidence des économies sur la construction	Baldewijns		»		»
Déclarations avant le vote	Coens, Min.		»		»
	Claes	44			1262
	Ylieff	»			»
	Gabriels	»			»
		»			»
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Beckers (suite).					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur les problèmes de l'A.R.T. de Turnhout après l'incendie de l'école maternelle libre de Rijkevorsel. Demande d'interpellation	Beckers	46			1329
M. Belmans.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur le projet de T.G.V., ses avantages et ses inconvénients pour la Région flamande et la menace qu'il fait peser sur la Campine anversoise. Demande d'interpellation	Belmans	40			1172
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M.R. Peeters : Projet T.G.V. : projet de prestige français. — Injustifiable et non réalisable dans un pays à forte densité de population. — Détérioration de l'environnement. — Participation. — La Campine ne veut pas du T.G.V. — Questions	"	46			1311
Historique. — Importance d'un réseau ferroviaire moderne et fonctionnant bien. — Opposition non limitée localement. — Tracé inacceptable. — Effets secondaires (espaces ouverts, climat de l'habitat). — Problème spécifiquement écologique. — Questions	Peeters, R.	"			1312
Campine : ravage qui serait causé au paysage par le projet en question. — Projet de prestige coûteux. — Mauvaise affaire pour la Belgique. — Modernisation de l'infrastructure existante	Sleeckx	"			1314
Appréciation de la gestion du Ministre. — Questions pressantes. — Rationalisation et modernisation de l'infrastructure existante	Taelman	"			1315
Rejet du T.G.V. dans son ensemble. — Démantèlement des transports publics. — Le T.G.V. : dévorateur d'espaces. — Prise de décision	Van Durme	"			"
Déclarations quasi unanimes des membres de la Chambre. — Questions. — Plateforme du « Bond Beter Leefmilieu »	Vanvelthoven	"			1316
Réduction des espaces ouverts et de l'agriculture. — Inquiétudes suite à l'information déficiente et au manque de participation. — (arrondissement de Louvain, Hageland). — Questions	Merckx (M ^{me})	"			1317
Impossibilité de la réalisation d'un T.G.V. à travers la Campine. — Interpellation sur l'infrastructure ferroviaire de la Campine	Van Rompaey	"			"
Information donnée chaque fois dans la mesure du possible. — Analyse macroéconomique. — Plus grande mobilité des personnes et des biens. — T.G.V. et L.G.V. — Liaison ferroviaire Trans-Manche. (historique). — Rapport de la C.E. sur les liaisons ferroviaires européennes à grande vitesse. — Intérêt d'avenir. — Avantages du T.G.V. (points de liaison sans dommages pour les bâtiments, économie en matière de terrains, utilisation d'énergie modérée). — Impact du tunnel sous la Manche. — Fuites. — Comité supérieur de Contrôle. — Alternatives. — Aucune objection contre l'étude des effets sur l'environnement. — Réflexe de peur	De Croo, Min.	"			1318
Foi dans la fonction des chemins de fer. — Le trajet du T.G.V. : inacceptable	Peeters, R.	"			1321
Compensations	De Croo, Min.	"			1322
	Peeters, R.	"			"
Questions. — Arrêts. — Rentabilité. — Expropriations. — Consultation des Régions. — Effets secondaires. — Plans	Van Elewycx	"			1322, 1324
Vol de plans	De Croo, Min.	"			1324
Déclarations avant le vote	Van den Brande	51			1494
	Gabriels	"			"
	Beckers	"			"
	Van der Biest	"			"
	Dierickx	"			"
		"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 99 voix contre 69					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Bosmans.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur la fermeture de l'usine Michelin à Sint-Pieters-Leeuw.					
Demande d'interpellation	Bosmans	60			1788
Discussion : voir interpellation de M. Tomas.					
M. Brisart.					
Interpellation adressée au Secrétaire d'Etat à l'Environnement sur le projet d'implantation d'un dépôt d'immondices que la Communauté urbaine de Lille envisage de réaliser sur la commune de Deulémont, et ce, eu égard à sa proximité de la frontière belge.					
Demande d'interpellation	Brisart	34			997
Discussion :					
Implantation d'un dépôt d'immondices énorme en zone rurale et à proximité de rivières. — Incidence sur l'environnement.					
— Réactions toutes tendances politiques confondues	"	44			1267
Existence du projet d'implantation appris par la presse. — Echange d'informations. — Commune de Comines-Warnton (enquête publique, motion d'opposition du Collège ratifiée par le Conseil communal). — Temps de réagir	Smet (M ^{me}) S.Et	"			1268
Lettres reçues	Brisart	"			1269
M^{me} C. Burgeon.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise et à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur les prolongements du stage d'attente et du service militaire.					
Demande d'interpellation	C. Burgeon (M ^{me})	27			695
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique). — Présidence de M. M. Olivier.					
Discussion :					
Allongement du stage des jeunes chômeurs. — Allongement du service militaire	"		C 32		3
Inquiétude des jeunes	Sauwens		"		"
Service militaire. — Stage d'attente	Hansenne, Min.		"		4
Jeunes demandeurs d'emploi	Burgeon, C., (M ^{me})		"		"
Stage d'attente. — Service militaire. — Discriminations	Ansoms		"		"
Discriminations. — Service civil. — Stage d'attente	Vogels, (M ^{me})		"		5
T.C.T. — C.S.T.	Walry		"		"
Chômage. — Stage d'attente. — Service militaire	Antoine		"		"
Allongement du stage d'attente. — Politique de l'emploi	Hansenne, Min.		"		"
M. W. Burgeon.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur le Plan Général de Transport de la S.N.C.B.					
Demande d'interpellation	Burgeon, W.	17			420
Discussion : voir interpellation de M. Gabriels.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur la situation économique et sociale de la Région du Centre qui se dégrade et des mesures à prendre pour lutter contre la crise dans cette sous-région.					
Demande d'interpellation	"	18			454
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique). — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Disparition d'emplois. — Groupe de travail interministériel. — Relance de la construction publique. — Préservation du tissu industriel. — Erreurs de gestion. — Rôle de Boel-invest	"		C 23		16
Risque d'une évolution micro-industrielle. — Accord pour une concertation spécifique	Maystadt, Min.		"		17

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. W. Burgeon (suite).					
Interpellation à M. le Premier Ministre, à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail, sur le scandale survenu au sein du secteur diamantaire à Anvers, révélateur d'une fiscalité à deux vitesses dans ce pays et de l'attitude de ce Gouvernement à l'égard de la fraude fiscale.					
Demande d'interpellation	Burgeon, W.	25			657
Discussion de cette interpellation et des interpellations jointes de MM. Hendrick et Van den Bossche :					
Fraude fiscale. — Bureau Kirschen & Cie. — Climat de tolérance. — Fiscalité à deux vitesses dans le pays. — Secteur diamantaire. — Laxisme du Gouvernement à l'égard de la lutte contre la fraude fiscale. — Charte du contribuable. — Aspect politico-financier du problème	"	28			719, 730
Fraude fiscale (causes). — Manœuvres politiciennes créant un climat de suspicion et d'insécurité. — Secteur du diamant	Hendrick	"			721, 730
Secret de l'instruction (conférence de presse organisée par le Procureur du Roi de Bruxelles). — A.S.B.L. L'Entraide (lien avec le Ministre de la Justice, problème déontologique). — Affaire Kirschen	Van den Bossche	"			722, 731
Fraude fiscale (attitude du P.R.L.). — Déclarations démagogiques. — Secret de l'instruction (violation par le parquet)	De Decker	"			724
Secret de l'instruction. — Problème de l'attitude des parquets. — Conférence de presse du Procureur du Roi de Bruxelles. — Problème de la participation de ministres à des A.S.B.L.	Moureaux	"			725
Fraude fiscale. — Secret de l'instruction. — Secteur du diamant (importance économique)	Beysen	"			726
Fraude fiscale (causes). — Nécessité d'objectivité et de sérénité. — Secteur du diamant. — Secret de l'instruction (problème des conférences de presse des parquets)	Coveliers	"			"
Fraude fiscale. — Nécessité de sérénité et d'objectivité. — Soit-disant fiscalité à deux vitesses dans le pays	"	"			"
Rôle de l'I.S.I. — Pression fiscale en Belgique. — Avenir du secteur du diamant (problème structurel)	Eyskens, Min.	"			727
Secret de l'instruction (indiscrétions). — Fraude fiscale. — Incorruptibilité et indépendance du Ministre de la Justice. — Affaire Kirschen — A.S.B.L. L'Entraide. — Problème de la participation de ministres à des A.S.B.L. et des sociétés commerciales	Martens, Min.	"			728
Problème de la participation de ministres à des A.S.B.L. et des sociétés commerciales	Tobback	"			"
	Van den Bossche	"			730
Dépôt de deux ordres du jour :					
Déclaration avant le vote	"	30			834
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 107 voix contre 76 et 3 abstentions	"	"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 104 voix contre 76 et 3 abstentions	"	"			"
M. Busquin.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur les aspects institutionnels liés à un Conseil autonome de l'Enseignement de l'Etat.					
Demande d'interpellation	Busquin	13			345
Discussion :					
Création de Conseils autonomes de l'enseignement de l'Etat dans chaque Communauté. — Gestion pédagogique et administrative de l'enseignement de l'Etat. — Compétences des Communautés. — Enseignement de l'Etat dans la Communauté de langue allemande	"	17			448
	Martens, Min.	"			"
Conseil autonome de l'enseignement de l'Etat	Maes (M ^{me})	"			449

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Busquin (suite).					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur la révision du contrat gazier.					
Demande d'interpellation	Busquin	46			1328
Discussion :					
Contrat entre la Sonatrach et Distrigaz. — Négociation concernant le gaz algérien. — Sursis de la distribution des dividendes de Distrigaz. — Contrat gazier. — Questions. — Terminal gazier. — Prix du gasoil. — Lobbies. — Abandon d'une politique qui favorise les économies d'énergie	"	49			1421, 1425
Dividendes de Distrigaz. — Contrat conclu par Distrigaz avec la Sonatrach. — Historique. — Accord négocié par la seule direction de la s.a. Distrigaz. — Résultats hypothétiques d'un arbitrage. — Terminal gazier de Zeebrugge. — Prix au consommateur. — Poursuite d'une économie et utilisation rationnelle de l'énergie	Maystadt, Min.	"			1423
M. Caudron.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la décision d'instaurer, dans certaines écoles, des cours d'informatique au détriment des cours d'éducation physique.					
Demande d'interpellation	Caudron	—			—
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters.					
Ordre des travaux :					
Temps de parole	Président		C 3		2
Discussion :					
Instauration dans certaines écoles de cours d'informatique au détriment des cours d'éducation physique. — Attitude du Ministre. — Danger pour une « débilite motrice »	Caudron		"		"
Achat de matériel informatique pour l'enseignement de l'Etat. — Instauration du cours d'informatique (problèmes concernant les horaires). — Cours d'éducation physique	Baldewijns		"		3
Utilité du cours d'éducation physique pour la formation intellectuelle. — Revalorisation de la journée sportive à l'école	Diegenant		"		"
Importance de l'informatique dans l'enseignement. — Nécessité du cours d'éducation physique	Maes (M ^{me})		"		4
Importance de la santé physique. — Instauration de l'informatique dans l'enseignement	Van Rompaey		"		5
Instauration du cours d'informatique au détriment du cours d'éducation physique. — Valorisation de l'éducation physique. — Cours d'informatique (enseignants compétents)	Beysen		"		"
Instauration de l'informatique dans l'enseignement. — Expériences dans l'enseignement de l'Etat. — Cours d'éducation physique. — Nombre de jours scolaires par année. — Journée nationale du sport	Coens, Min.		"		"
Journée du sport à l'école. — Importance du cours d'éducation physique	Caudron		"		8
Vote (séance plénière) :					
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 104 voix contre 78 et 3 abstentions		15			401
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures et à M. le Ministre des Travaux publics sur la carence du Gouvernement au sujet d'une infraction aux règles de concurrence de la C.E.E. (construction du Pont-Canal à La Louvière).					
Demande d'interpellation	Caudron	—			—
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Caudron (suite).					
Discussion :					
Position protectionniste et raciste wallonne vis-à-vis d'entre- prises de construction flamandes constatée lors d'adjudica- tions publiques importantes (Viaduc de l'Eau Rouge et le Pont-Canal à La Louvière). — Argument des aspects esthétiques. — Non-respect des directives C.E.E. en ma- tière de concurrence. — Réponse insatisfaisante du Gouver- nement belge à la Commission européenne	Caudron		C 45		6
Chronologie des faits en matière du dossier d'adjudication des travaux sur le Canal du Centre (Pont-Canal à La Louvière). — Problème de la compétence régionale en matière d'amé- nagement du territoire.....	Olivier, L. Min.		"		8
Non-respect des directives C.E.E. en matière de concurrence. — Argument des aspects esthétiques	Caudron		"		"
Déclaration avant le vote :					
Ordre du jour pur et simple : approbation d'une politique de compensations qui absorbe des milliards	"	44			1253
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 107 voix contre 76 et 2 abstentions		"			1254
M. Chevallier.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur la nomination d'auditeurs militaires unilingues dans les conseils de guerre.					
Demande d'interpellation	Chevallier	13			345
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux		"			"
Discussion :					
Nomination d'auditeurs militaires unilingues dans les conseils de guerre.....	"		C 13		17
	Coveliers		"		"
	Gol, Min.		"		18
Interpellation adressée à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les armes chimiques.					
Demande d'interpellation	Chevallier	31			911
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique). — Présidence de M. Poswick.					
Discussion :					
Point de vue de la Belgique en matière de l'installation et du stockage d'armes chimiques. — Rétroactes. — Procédure de la prise de décision. — Opinion publique trompée. — Comportement de la Belgique à la réunion de Halifax.....	"		C 47		2
Procédure en matière des interpellations.....	Tobback		"		4
Stockage d'armes chimiques sur notre territoire.....	Brisart.....		"		"
Utilisation d'armes chimiques. — Traités en la matière. — Point de vue américain. — Désarmement chimique. — Déclaration de M. Gorbatchev. — Armes binaires. — Plan d'installation américain. — Arguments pour et contre	Van Wambeke		"		5
Menace du Pacte de Varsovie. — Situation de l'Alliance et des Etats-Unis. — Capacité limitée de réaction dans le domaine chimique. — Position de la Belgique. — « Defense Planning Committee » du 22 mai 1986. — Réunion de Halifax. — Recherches en ce qui concerne l'Initiative de défense stratégique	de Donnée, Min.		"		7
Incidence de la stratégie américaine sur l'Europe. — Accord avec le « Force goal ». — Position du Chancelier Kohl.....	Tobback		"		8
Consultation et accord préalable du Gouvernement belge pour un éventuel déploiement. — Point de vue des Pays-Bas.....	de Donnée, Min.		"		9
Consultation en temps de crise	Van Wambeke		"		10
Dépôt d'ordres du jour	Tobback		"		"
	Uyttendaele		"		"
	Président		"		"
Déclarations du Général Otis (armée américaine).....	Chevallier		"		11

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commissi- ons		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Chevallier (suite).					
Un amendement à l'ordre du jour-pur et simple est déposé par MM. le Hardy de Beaulieu, du Monceau de Bergendal et Poswick .....	.....	44			1255
Rappel au règlement :					
Priorité demandée pour la motion amendée.....	Van den Brande	»			»
Procédure inhabituelle	Tobback	»			1256
Priorité	Tobback	»			1257
	Van den Brande	»			»
	Anciaux	»			»
	Van der Biest	»			»
La priorité est accordée à la motion amendée par 103 voix contre 80 et 1 abstention .....	.....	»			»
Vote par division	Président	»			1258
	Van der Biest	»			»
	Tobback	»			»
	Peeters, R.	»			»
	Anciaux	»			»
	Claes	»			»
Déclarations avant le vote	Tobback	»			1259-1261
	Denison	»			»
	Anciaux	»			»
	Pepermans	»			»
	Spaak (M ^{me})	»			»
	Van Miert	»			»
L'ordre du jour amendé est adopté par 104 voix contre 73 et 6 abstentions.....	.....	»			1261
Motifs d'abstention	Van der Biest	»			1262
	Tobback	»			»
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur le retard avec lequel l'alerte de police a été donnée lors du drame de Zwijnaarde du 13 juillet dernier.					
Demande d'interpellation	Chevallier	54			1601
Discussion : voir interpellation de M. Van den Bossche.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la visite que le sous-marin « Ballistic missile submarine 622 James Monroe » rend au port de Zeebrugge du 14 juillet au 17 juillet 1986.					
Demande d'interpellation	»	»			»
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Pepermans :					
Faits et questions.....	»		C 74		5
Responsabilité. — Risques. — Questions.....	Pepermans		»		»
Remarques	Van Wambeke		»		6
	Vanhorenbeek		»		»
	le Hardy de Beaulieu ..		»		7
Régime applicable en cas de visite d'un navire de guerre étranger. — Rôle du département des Relations extérieures.					
— Parapluie nucléaire américain, implications	Tindemans, Min.		»		»
Caractère de routine. — Avertissements	de Donnée, Min.		»		8
Répliques	Chevallier		»		»
	Devolder		»		9
	Vanhorenbeek		»		»
	Pepermans		»		»
M. Claes.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur la partie du communiqué gouvernemental du 30 janvier 1986, selon lequel le déficit d'exploitation des charbonnages de Campi- ne sera ramené à un montant dont le financement permanent sera assuré et sur la déclaration du Premier Ministre, selon laquelle la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux sera appli- quée intégralement.					
Demande d'interpellation	Claes.....	—			—

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Claes (suite).					
Ordre des travaux	Président	25			658
	Van den Brande	»			»
	Claes	»			659
	Gabriels	»			»
	Président	»			»
	Van den Brande	»			»
M. Clerfayt.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget sur le retard mis par le Gouvernement à déposer le budget des Voies et Moyens pour 1986 et ses conséquences pour le Parlement ainsi que pour l'application des pouvoirs spéciaux.					
Demande d'interpellation	Clerfayt	—			—
Discussion : voir interpellation de M. Tobback.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de la Région bruxelloise sur ses projets relatifs à l'avenir des communes bruxelloises et de la Région bruxelloise tels qu'ils résultent de ses déclarations récentes, à la tribune de l'Union des entreprises de Bruxelles.					
Demande d'interpellation	»	21			531
Discussion : voir interpellation de M. Moureaux.					
Interpellation à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les procédures discriminatoires envers les francophones adoptées par la commune de Rhode-Saint-Genèse dans le processus de délivrance des nouvelles cartes d'identité européennes.					
Demande d'interpellation	»	27			694
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Discrimination à l'égard de la partie francophone de la population. — Non-respect des instructions ministérielles par Rhode-Saint-Genèse. — Objection du recensement linguistique déguisé. — Echec des facilités linguistiques. — Mesures envisagées par le Gouvernement	»		C 37		5, 8
Caractère transitoire du régime des facilités	Tant		»		6
Exposé des instructions particulières adressées aux communes à régime linguistique spécial et aux communes bilingues. — Problème de la facturation supplémentaire résultant de la façon d'agir de Rhode-Saint-Genèse. — Situation dans les autres communes à régime linguistique particulier. — Avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique sur les circulaires ministérielles. — Suppression éventuelle de l'inscription du groupe sanguin	Nothomb, Min.		»		»
Caractère transitoire du régime des facilités	Clerfayt		»		8
Interpellation à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le déséquilibre linguistique dans la fonction publique au détriment des francophones.					
Demande d'interpellation	»	31			912
Discussion : voir interpellation de M. Coëme.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la nécessité de faire respecter la Constitution et la loi quant à l'emploi des langues dans les conseils communaux des communes à régime spécial, en suivant l'interprétation donnée par la Cour d'arbitrage dans son arrêt du 26 mars 1986.					
Demande d'interpellation	»	33			962
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Clerfayt (suite).					
Discussion : Effets de l'arrêt de la Cour d'arbitrage en date du 26 mars 1986 sur la jurisprudence du Conseil d'Etat. — Problème des communes à statut spécial	Clerfayt		C 52		8
Compétence de la Cour d'arbitrage (pas de Cour constitutionnelle). — Portée des arrêts du Conseil d'Etat. — Question sur le maintien de la position du Ministre en matière de l'exécution des arrêts du Conseil d'Etat	De Beul		»		9
Compétences de la Cour d'Arbitrage et du Conseil d'Etat. — Point de vue concernant l'interrogation sur les intentions d'un membre du Gouvernement	Tant		»		»
Commentaire sur l'arrêt d'annulation de la Cour d'arbitrage. — Rapports avec le Conseil d'Etat	Nothomb, Min.		»		10
Critique de la position expectative du Ministre de l'Intérieur. — Critique sur la composition du Conseil d'Etat	Clerfayt		»		»
Position future du Ministre	De Beul		»		11
Interpellation adressée à M. le Ministre de la Région bruxelloise sur l'absence d'inscription des droits de succession pour Bruxelles dans le budget des Voies et Moyens de 1986, malgré les promesses formelles à ce sujet.					
Demande d'interpellation	Clerfayt	47			1368
Retrait de l'interpellation		54			1601
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles (N.), à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise ainsi qu'à M. le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sur le plan concernant Bruxelles, dévoilé par le Ministre Dehaene, dans son discours du 10 septembre 1986, et sa volonté de subordonner la libération des droits de succession au vote d'amendements à la loi sur l'agglomération.					
Demande d'interpellation	»	63			1965
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur le respect des règles démocratiques et du suffrage universel, à la suite de l'arrêt du Conseil d'Etat concernant l'emploi des langues par les mandataires en région flamande.					
Demande d'interpellation	»	»			»
Ajournement de l'interpellation (V. rubrique : Ordre des travaux)		»			»
Discussion : voir Session 1986-1987.					
M. Coëme.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur la violation systématique des lois linguistiques dans les services centraux de l'Etat, dans la diplomatie et à la Sabena et au sujet des nouvelles revendications des mouvements flamands préjudiciables aux intérêts des Wallons et des Bruxellois.					
Demande d'interpellation	Coëme	29			739
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Clerfayt : Déséquilibre linguistique dans les services centraux de l'Etat, la diplomatie et à la Sabena. — Rapport de la C.P.C.L. — Violation de la législation linguistique	»	32			934, 940
Déséquilibre linguistique au sein de l'administration centrale de l'Etat et des parastataux (discrimination des francophones)	Clerfayt	»			936, 941
Déséquilibre linguistique au sein des services publics. — Déséquilibre dans la représentation extérieure de l'Etat	Gendebien	»			938
Equilibre linguistique au sein de l'administration centrale de l'Etat et des parastataux. — Enquête de la C.P.C.L. — Mise au point d'un programme informatique permettant de connaître la répartition des effectifs N. et F.	Nothomb, Min.	»			»
Interpellation adressée à M. le Ministre des Finances sur l'application de la législation sur les centres de coordination.					
Demande d'interpellation	Coëme	30			852
Renvoi à la Commission des Finances (réunion publique). — Présidence de M. Michel.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Coëme (suite).					
Discussion :					
Type de contrôle exercé sur les centres de coordination. — Distorsion de concurrence découlant des avantages fiscaux. — Estimation du rendement fiscal de la modification apportée en décembre 1984 et du coût du système pour l'Etat. — Restriction éventuelle du système actuel. — Condition pour le centre d'avoir un établissement à l'étranger (contrôle). — Répartition régionale des centres.....	Coëme		C 43		22
Portée des modifications envisagées par le Gouvernement	Dupré		»		23
Succès des centres de coordination belges. — Répartition régionale des centres reconnus. — Données chiffrées. — Modalités du système de contrôle. — Caractère dérisoire et symbolique du rendement fiscal. — Problème de l'évasion fiscale. — Précompte mobilier fictif en matière des dividendes. — Importance des bénéfices réalisés par les centres. — Problème de l'établissement à l'étranger. — Effets sur le chiffre de l'emploi. — Nécessité de résultats structurels. — Mesures touchant les P.M.E.	Eyskens, Min.		»		»
Estimation du rendement fiscal de la modification apportée en décembre 1984 et du coût du système pour l'Etat. — Modalités d'application du nouveau régime envisagé (effet rétroactif).....	Coëme		»		25
Situation des groupes financiers belges	Dupré		»		26
Problème des dépenses fiscales. — Méthode de calcul	Desaeyere		»		»
Information au Parlement du coût fiscal dès que les données seront disponibles. — Problème de l'application dans le temps des nouvelles mesures	Eyskens, Min.		»		»
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le caractère inapplicable du plan d'évacuation des populations proches des centrales nucléaires.					
Demande d'interpellation	Coëme	33			962
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. De Decker :					
Plan de secours en cas d'accident nucléaire. — Tchernobyl. — Possibilité d'un accident nucléaire en Belgique. — Coordination des secours. — Financement. — Décisions à prendre.....	»	41			1188
Plans d'évacuation. — Rapport dit « Rasmussen » ou « Wash 1400 ». — Stade de confinement. — Rayon d'évacuation. — Doses d'iodure de potassium. — Décontamination. — Erection de centrales nucléaires.....	Daras	»			1189
Plan de calamité (évacuation, communications téléphoniques, contexte international). — Tchernobyl. — Doel	Maes (M ^{me}).....	»			1190
Tchernobyl (rapport). — Aspects internationaux. — Dispositifs d'alerte. — Plans d'évacuation et de confinement. — Tihange (démarche des bourgmestres des communes aux alentours de la centrale). — Réunions de prise de contact. — Plan d'organisation des secours. — Fonctionnement des communications. — Distribution de pastilles d'iodure de potassium. — Equipement des corps de sécurité. — Mise en place d'une cellule permanente. — Fonds de financement.....	Nothomb, Min.	»			»
Evacuation. — Financement	Coëme	»			1192
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 105 voix contre 9 et 3 abstentions.....		47			1363
Interpellation adressée à M. le Secrétaire d'Etat à la Justice sur le sort réservé aux anciens prisonniers de guerre.					
Demande d'interpellation	»	33			962
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique). — Présidence de M. Moureaux.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Coëme (suite).					
Discussion :					
Assouplissement dans l'octroi des distinctions honorifiques. — Réductions tarifaires. — Non-indexation des pensions des invalides de la guerre. — Problèmes en matière de pensions de réversion pour les veuves. — Soins aux prisonniers de guerre de six à douze mois. — Val-Duchesse : 170 millions d'assainissement supplémentaire. — Réouverture des délais et le problème de l'amnistie	Coëme		C 56		2
Statut des anciens de Grande-Bretagne et des volontaires de guerre	De Decker		"		4
Problème de l'amnistie	Coveliers		"		"
Position du Conseil flamand concernant le cahier des revendications des victimes de la guerre. — Critique sur la politique des Fédérations des associations patriotiques. — Réouverture des délais	Bourgeois		"		5
Décision de principe de prolonger le protocole de 1975. — Réductions tarifaires à la S.N.C.B. — Non-indexation des pensions de guerre. — Réversibilité intégrale en faveur des veuves d'invalides de guerre. — Reconstitution de la Commission permanente chargée du contentieux des victimes de la guerre. — Economies de 170 millions sur le budget de l'INIG. — Revendications morales des associations patriotiques. — Bénéficiaires du statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande. — Point de vue en ce qui concerne la réouverture des délais. — Position vis-à-vis de l'opération d'amnistie. — Statut de forces combattantes	Mundeleer, S. Et.		"		"
Critique sur le point de vue du Gouvernement en matière d'amnistie	Coveliers		"		8
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la non-reconnaissance de la tempête du 14 juillet 1985 comme calamité publique.					
Demande d'interpellation	Coëme	40			1172
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique). — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Non-intervention du Fonds des Calamités. — Avis de l'Institut Royal de Météorologie	"		C 67		2
Caractère exceptionnel et imprévisible de l'événement. — Jurisprudence du département. — Relèvement des montants	Nothomb, Min.		"		"
Réplique	Coëme		"		3
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur la suppression des centres de formation continue de Huy et de Charleroi.					
Demande d'interpellation	"	63			1965
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur les mesures d'exécution de Val-Duchesse.	"	"			"
Demande d'interpellation	"	"			"
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur la fusion des écoles normales de Huy et de Verviers.	"	"			"
Demande d'interpellation	"	"			"
M. Colla.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Finances et à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur la situation à l'Institut national de Crédit agricole (INCA) à la suite d'événements récents concernant sa gestion et les crédits qu'il consent, et sur le contrôle de cet organisme.					
Demande d'interpellation	Colla	7			101

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Colla (suite).					
Discussion :					
Situation financière difficile de l'INCA (causes). — Responsabilités (rôle du directeur-général, du conseil d'administration, des réviseurs et des commissaires du Gouvernement). — Responsabilité et attitude du Gouvernement. — Rapport du Comité supérieur de Contrôle	Colla	13			356, 361
Rôle du Secrétaire-général de l'Administration de l'Agriculture. — Nombre de débiteurs insolubles. — Rôle du Davidsfonds et du Boerenbond. — Equilibre linguistique au sein de l'INCA	Happart	"			358
Gestion de l'INCA. — Pertes financières (causes, solution). — Rapport du Comité supérieur de contrôle. — Responsabilité des membres du Conseil d'administration (poursuites)	Eerdekens	"			358, 362
INCA (situation financière, opération d'assainissement). — Renouvellement du Conseil d'administration. — Problème de l'appartenance politique des fonctionnaires. — Rapport du Comité supérieur de contrôle. — Problème de la responsabilité des membres du Conseil d'administration	Eyskens, Min.	"			359
Rôle de l'INCA. — Imputation du déficit sur le budget de l'agriculture	De Keersmaecker, S.Et.	"			360
Appartenance politique du directeur-général de l'INCA. — Rôle du Boerenbond	Happart	"			362
	De Keersmaecker, S.Et.	"			"
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale sur le paiement direct par l'Etat et à la fin du mois des subventions-traitements au personnel de l'enseignement communal subventionné.					
Demande d'interpellation	Colla	9			181
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters.					
Discussion :					
Paiement direct par l'Etat des traitements du personnel de l'enseignement communal. — Paiement à terme échoué. — Manque de base légale. — Problèmes d'Anvers et de Gand. — Autonomie communale	"		C 2		2, 4
Paiement direct par l'Etat à la fin du mois des traitements du personnel de l'enseignement communal (base légale)	Coens, Min.		"		3
Paiement à terme échoué des traitements du personnel enseignant de la Ville de Gand (problèmes, conséquences financières pour le personnel en question)	Temmerman		"		5
	Coens, Min.		"		5, 6
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan sur les crédits destinés aux investissements portuaires et, plus particulièrement, sur la réduction radicale de ces crédits et la privatisation du financement.					
Demande d'interpellation	Colla	27			694
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Financement des investissements portuaires. — Financement alternatif. — Port d'Anvers. — Objections. — Crédits d'investissement primaires. — Rendement pour l'Etat. — Signification économique pour le port d'Anvers. — Terminal pour containers. — Travaux de dragage. — Berendrechtshuis	"		C 33		6, 10
Compétence du Ministre du Budget. — Problématique des investissements publics. — Terminal pour containers. — Mode de financement. — Financements privés. — Volume des investissements. — Problématique des finances publiques	Verhofstadt, Min.		"		9
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur le fait que le secrétaire permanent au recrutement n'est pas encore nommé.					
Demande d'interpellation	"	34			997
Discussion : voir interpellation de M. Van Hecke.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Colla (suite).					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Classes moyennes sur les problèmes économiques et sociaux du secteur du diamant et les compétences nationales.					
Demande d'interpellation	Verhofstadt, Min.	34			997
Renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes (réunion publique) — Présidence de M. Leclercq.					
Discussion :					
Importance du secteur diamantaire. — Problèmes en matière de l'emploi. — Concurrence croissante d'autres pays. — Attitude du Gouvernement à l'égard du plan du Conseil supérieur pour le diamant. — Circuit complémentaire d'approvisionnement. — Stimulation des accords d'échanges. — Demande de bonification d'intérêt (objections). — Réduction de la prime de risque. — Problème relatif à la carte de sécurité sociale. — Opération Maribel. — Objections de principe contre le système de taxation forfaitaire	"		C 53		3
Caractère ouvert du secteur diamantaire. — Travaux de la Commission interministérielle	Buchman, Min.		"		5
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur la politique des prix et, en particulier, sur l'incidence de la baisse des prix pétroliers et du recul du dollar sur les prix, sur la politique de libération des prix et sur l'évolution de l'inflation.					
Demande d'interpellation	Colla	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Prix maxima trop élevés pour les produits pétroliers. — Calcul du coût du stockage. — Marges de distribution trop élevées. — Cadeau de 12 milliards aux sociétés pétrolières. — Incidence de la baisse du dollar. — Politique en matière de la réglementation des prix. — Libération des prix de la viande. — Relèvement de la limite en matière de déclaration d'augmentation du prix. — Libération des prix des eaux minérales. — Situation en ce qui concerne les prix du pain	"		C 60		20
Chiffres de l'inflation. — Adaptations du contrat-programme des produits pétroliers. — Nécessité d'une politique des prix. — Avis de la Commission pour la régulation des prix. — Diminution de certains prix. — Problème de libération d'un certain nombre de prix. — Examen dans le secteur de la viande concernant un éventuel abus de puissance économique. — Situation dans le secteur de l'alimentation. — Relèvement du plafond en matière de la demande de hausse	Maystadt, Min.		"		22
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68		51			1498
Interpellation adressée à M. le Ministre des Travaux publics sur la politique portuaire et, en particulier, sur l'incidence du plan de Val-Duchesse sur cette politique.					
Demande d'interpellation	Colla	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Crédits d'investissements pour le secteur portuaire. — Position concurrentielle des ports belges. — Plan de Val-Duchesse (conséquences). — Port d'Anvers	"		C 63		11
Priorités pour le port de Gand	Flamant		"		12
Financement. — Traitement des ports sur pied d'égalité	Suykerbuyk		"		13
Port de Gand. — Discriminations	Van Hecke		"		"
Port de Gand. — Nouvelle écluse à Terneuzen	De Weirdt		"		14
Contrat « Sealand »	Van Elewycck		"		15
Port de Zeebrugge	Desutter		"		"
Aperçu des restrictions budgétaires. — Réforme de la politique de subventionnement. — Participation des entreprises privées dans les investissements portuaires. — Problèmes des différents ports	Olivier, L., Min.		"		"
Répliques	Colla		"		18
	Van Elewycck		"		19
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68		51			1498

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Covellers.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur l'application de la loi du 25 juillet 1985 concernant les chambres à juge unique.					
Demande d'interpellation	Covellers	17			419
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Application de la loi du 25 juillet 1985 concernant les chambres à juge unique (critiques). — Recyclage des magistrats. — Nominations politiques.....	"		C 13		19, 24
Application de la loi du 25 juillet 1985 concernant les chambres à juge unique. — Nomination de magistrats.....	Van den Bossche		"		21
Loi concernant les chambres à juge unique (application)	Chevalier		"		22
	Mottard		"		"
	Brisart		"		"
Nominations politiques					
Efficacité du système de chambres à juge unique. — Problème de recrutement à la magistrature.....	Bourgeois		"		"
Propos de M. Van den Bossche à l'égard du Professeur Storme	Van Parys		"		23
Application de la loi du 25 juillet 1985. — Formation et recrutement des magistrats. — Introduction de l'informatique					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) ainsi qu'à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la lutte contre la criminalité.	Gol, Min.		"		"
Demande d'interpellation	Covellers	63			1965
M. Daras.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur le diplôme de maturité.					
Demande d'interpellation	Daras	18			454
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique). — Présidence de M.R. Peeters.					
Discussion :					
Suppression de l'examen de maturité. — Critères utilisés par le Conseil de classe	"		C 21		33, 37
Portée de la circulaire ministérielle prise en exécution de la loi du 1 ^{er} août 1985.....	Yliff		"		34
Explication sur l'exécution tardive de la loi. — Possibilité de rattrapage devant le jury central. — Critères du conseil de classe : résultats scolaires, maîtrise de la langue maternelle et qualités non cognitives. — Critique de l'ancien système de l'examen de maturité. — Suppression éventuelle de l'épreuve au niveau secondaire					
Suppression de toute épreuve de maturité. — Examen d'accès au niveau des écoles supérieures	Damseaux, Min.		"		34-37
	Neven		"		37
	Moors		"		38
	Yliff		"		37
Composition du conseil de classe.....					
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 71 et 4 abstentions		29			755
Interpellation adressée à M. le Ministre des Travaux publics sur l'aménagement des berges de la Meuse à Bas-Oha et des îles du Bosquet et de la Sucrerie à Ben-Ahin. — Protection de la faune et de la flore.					
Demande d'interpellation	Daras	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Conséquence des travaux sur la faune et la flore. — Coût des travaux. — Programmation	"		C 63		7
Coût des travaux. — Adjudication. — Importance des travaux.....	Olivier, L. Min.		"		"
Statistiques	Daras		"		8

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. De Batselier.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre des Affaires économiques sur la participation de la S.N.I. dans le dossier Anbema.					
Demande d'interpellation	De Batselier	31			912
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Motif de l'interpellation. — Sens de l'opération financière. — Part de la S.N.I. après la restructuration. — Absence d'initiative économique publique dans la participation de la S.N.I. dans la s.a. MABECO et la s.a. ANBEMA. — Raison pour laquelle les ministres des Affaires économiques et des Finances n'ont pas posé leur veto. — Période de référence pour les cours du change utilisés. — Critique de la gestion de la S.N.I. — Aspects fiscaux de l'opération financière. — Exonération du droit d'enregistrement. — Exonération des droits de succession	"		C 51		2
Statut juridique de la S.N.I. — Opération non-contraire à l'intérêt général et celui de la S.N.I. — Arguments	Maystadt, Min.		"		5
Amendement fiscal du Gouvernement sur la proposition de loi en matière d'expansion économique	De Batselier		"		"
Incidence du point de vue de la Région bruxelloise en matière d'aide conjoncturelle. — Aucune liaison du dossier ANBEMA avec la modification en matière de droits d'enregistrement. — Mentalité schizophrénique de milieux patronaux en matière des finances publiques	Eyskens, Min.		"		"
Maintien de la critique sur la non-utilisation du veto. — Absence d'une approche industrie-économique	De Batselier		"		6
Commentaire sur l'attitude du Commissaire du Gouvernement	Eyskens, Min.		"		7
Renseignements concernant l'évolution des droits d'enregistrement	Watteyne (*), Inspecteur général au ministère des Finances		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé		47	"		1364
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan sur les options politiques qui ont été prises dans le cadre des accords de Val-Duchesse en matière de recherche énergétique.					
Demande d'interpellation	De Batselier	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Motion d'ordre	"		C 65		15
	Bril, S. Et.		"		"
	Président		"		"
Discussion :					
Utilisation rationnelle de l'énergie. — Débat sur l'énergie (1982). — « Superphenix ». — Apport des services de la programmation et de la politique scientifique. — Collaborateur de Cabinet issu du secteur nucléaire	De Batselier		"		"
Incohérence entre la politique menée et l'accord du Gouvernement. — Programme de « recherche-développement énergie ». — Engagements internationaux. — Présence de membres du privé dans les Cabinets ministériels	Tomas		"		17
Réponse aux différentes remarques	Bril, S. Et.		"		18, 20
Répliques	De Batselier		"		19
	Tomas		"		20
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68		51			1498
M. De Decker.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur sur les conséquences et les enseignements qu'il convient de tirer du drame de Tchernobyl au niveau de l'organisation de notre protection civile et des moyens dont dispose notre pays pour faire face aux grandes catastrophes et assurer la protection de notre population.					
Demande d'interpellation	De Decker	34			997
Discussion : voir interpellation de M. Coëme.					

(*) Collaborateur extra-parlementaire (voir art. 23 du Règlement de la Chambre des Représentants).

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Deleuze.					
Interpellation adressée à M. le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sur la politique menée en matière de logements sociaux.					
Demande d'interpellation	Deleuze	12			303
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique) — Présidence de M. M. Olivier.					
Discussion :					
Problèmes des locataires de logements sociaux (augmentation des charges locatives). — Logements sociaux non occupés à Bruxelles. — Situation financière catastrophique du loge- ment social (part de la Région bruxelloise). — Affectation des droits de succession perçus à Bruxelles					
»	Bascour, S.Et.....		C 9		9, 11
»			»		»
M. Denison.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la suite que Monsieur le Ministre de la Défense nationale envisage de donner à la décision de son prédécesseur d'organiser une fonction de contrôle relevant directement du ministre et indépendante des états-majors.					
Demande d'interpellation	Denison	17			419
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Ajournement de la discussion			C 14		7
Discussion :					
Rapport de la Commission ad hoc. — Conditions pour un contrôle efficace et indépendant. — Suppression des contrôles internes existant. — Information du Parlement.....	»		C 24		26
Travaux de la Commission d'étude. — Situation dans les pays voisins. — Difficultés pratiques, sociologiques et politiques en matière d'une réforme du système de contrôle.....	de Donnée, Min.		»		27
Situation dans les pays voisins	»		»		28
Interpellation adressée à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les déséquilibres linguistiques existant au niveau des officiers supérieurs des différentes forces et catégories et dans les différents grades.					
Demande d'interpellation	Denison	33			963
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion :					
Déclarations dans la presse flamande. — Situation dans la force navale. — Déséquilibre en faveur des néerlandophones aux grades de major et de lieutenant colonel. — Nécessité d'un cadre linguistique	»		C 55		26
Principe de la parité au niveau des lieutenants généraux et généraux majors. — Proportion globale 60/40 pour les autres grades. — Problème de recrutement de francophones à la force navale. — Problème au niveau des officiers à la gendarmerie. — Commissionnement de colonels	de Donnée, Min.		»		27
Justification du critère de 60/40	Denison		»		»
Article 19 de la loi sur l'emploi des langues à l'armée	de Donnée, Min.		»		28
M. Denys.					
Interpellation adressée au Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sur les perspectives d'avenir de la société Independent Television Services.					
Demande d'interpellation	Denys	27			695
M. Depré.					
Interpellation adressée à M. le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés sur divers aspects de la politique des handicapés.					
Demande d'interpellation	Depré	47			1367

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Désir.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les implications des mesures annoncées par le Gouvernement lors de sa récente déclaration en ce qui concerne les finances communales, le respect par les communes des plans d'austérité qui leur avaient déjà précédemment été imposés et le coût social de ces mesures.					
Demande d'interpellation	Désir	46			1328
Discussion : voir Budget des Voies et Moyens pour 1986.					
M. Desseyn.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur les problèmes économiques et sociaux du Westhoek en tant que région défavorisée.					
Demande d'interpellation	Desseyn	13			345
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck .....	.....	"			"
Discussion :					
Problèmes économiques et sociaux du Westhoek en tant que région défavorisée (chômage, infrastructure routière, activité industrielle). — Aide européenne (accès aux fonds européens, attitude laxiste du Gouvernement). — Rapport de la S.D.R.	"		C 12		2
Problèmes socio-économiques du Westhoek (mesures prises)	Marchand		"		4
Reconnaissance du Westhoek comme zone de développement. — Problème de l'accès aux différents fonds européens. — Compétences des Régions	Maystadt, Min.		"		5
Manque de concertation et de coordination entre les Régions et le Gouvernement	Desseyn		"		"
M. Desutter.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur les mesures urgentes qu'il y a lieu de prendre en vue de généraliser pour les ressortissants belges la possibilité de déposer ou de faire enregistrer sur le plan central les actes et les décisions judiciaires établis et prononcés à l'étranger, concernant leur état civil.					
Demande d'interpellation	Desutter	49			1429
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Possibilités diverses de transcription dans les registres belges d'état civil. — Réduction de ces possibilités et des services compétents du ministère des Relations extérieures	"		C 73		2
Compétence du Ministre des Relations extérieures. — Eléments réunis par le Secrétaire d'Etat. — Considérations budgétaires	Mundeleer, S.Et.		"		"
M. Devolder.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur sur la nouvelle clé de répartition qui sera utilisée à partir de 1986 pour l'octroi de subsides pour l'achat de matériel d'incendie par les administrations communales.					
Demande d'interpellation	Devolder	21			531
Discussion de l'interpellation sous l'intitulé suivant :					
« Interpellation au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la discrimination financière dont les provinces et les communes flamandes sont victimes sur le plan de l'octroi des subsides pour l'acquisition de matériel d'incendie en 1986. »					
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Devolder (suite).					
Discussion : Subsides attribués aux pouvoirs subordonnés pour l'achat de matériel. — Clé de répartition. — Préjudice des provinces flamandes.....	Devolder		C 26		2, 6
	Pillaert		"		3, 6
	Vankeirsbilck		"		"
	Cools		"		"
	Van Steenkiste, R.		"		4
	Detremmerie		"		4, 6
	Suykerbuyk		"		4
	Nothomb, Min.		"		5
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires sociales sur les problèmes relatifs à la publicité concernant les spécialités pharmaceutiques et plus particulièrement le nouveau médicament générique Amoxi (Journal télévisé du 2 mars 1986).					
Demande d'interpellation	Devolder	25			658
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique) — Présidence de M. Degroeve.					
Discussion : Spécialités pharmaceutiques. — Publicité (émission de télévision). — Produits génériques. — « Amixi ». — Ticket modérateur.....	"		C 31		15, 16
Spécialités pharmaceutiques. — Produits génériques. — Publicité. — Émission télévisée. — Préparation magistrale	Dehaene, Min.		"		16, 17
M. De Weirdt.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique sur l'instauration des nouvelles cartes d'identité.					
Demande d'interpellation	De Weirdt	12			303
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion : voir interpellation de M. Eerdekens.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'incidence éventuelle pour Sidmar du recyclage des moyens qui étaient alloués précédemment aux entreprises des secteurs nationaux et à certains invests.					
Demande d'interpellation	"	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion : Valeur des actions de Sidmar. — Conséquences de la vente envisagée. — Risque pour l'emploi futur	"		C 60		18
Restructuration d'entreprises déficitaires dans les secteurs nationaux. — Obligation de rachat. — Opportunité du maintien des participations. — Pas de transfert de capital d'entreprises belges aux concurrents ou à des groupes étrangers.....	Maystadt, Min.		"		19
Rejet du principe des actions sans droit de vote dans de grandes entreprises. — Philosophie libérale du capital à risque dans le secteur privé	De Batselier		"		"
Caractère volontaire du rachat accéléré	De Roo		"		20
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68		51			1498
M. Diegenant.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur les conditions d'admissibilité des jeunes diplômés aux allocations de chômage					
Demande d'interpellation	Diegenant	25			657
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique) — Présidence de M. M. Olivier.					
Discussion : Admissibilité des jeunes diplômés aux allocations de chômage. — Détenteurs de diplômes étrangers. — Discrimination.....	"		C 28		10, 11
Admissibilité des jeunes belges diplômés à l'étranger aux allocations de chômage.....	Hansenne, Min.		"		11

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Dierickx.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre des Relations extérieures sur le Sommet européen de Luxembourg des 2 et 3 décembre 1985.					
Demande d'interpellation	Dierickx	5			82
Cette interpellation est renvoyée à la Commission des Relations extérieures (réunion publique) — Présidence de M. De-fraigne .....	.....	»			»
Discussion :					
Discussion de l'interpellation en commission publique (remarques). — Intégration européenne. — Sommet européen de Luxembourg des 2 et 3 décembre (attitude du Gouvernement belge, résultats). — Parlement européen. — Démocratisation des institutions européennes. — Nécessité de la dimension européenne	»		C 1		1, 11
Communauté européenne (but). — Réalisation du marché interne (questions). — Unanimité (problème). — Coopération politique. — Parlement européen	Van Miert		»		3
Evaluation du sommet européen à Luxembourg (attitude du Gouvernement belge). — Mécanisme de décision	Beysen		»		4
Intégration européenne. — Union économique et monétaire. — Coopération politique. — Parlement européen. — Union européenne	Van Wambeke		»		»
Résultats du sommet de Luxembourg. — Intégration européenne	Baert		»		5
Résultats du sommet de Luxembourg. — Règle du vote à la majorité qualifiée. — Coopération politique	Urbain		»		»
Résultats du sommet européen des 2 et 3 décembre à Luxembourg. — Union européenne (coopération politique). — Marché interne. — Système monétaire européen. — Union économique et monétaire. — Parlement européen (compétences). — Eureka (technologie européenne). — Système de vote à majorité qualifiée	Tindemans, Min.		»		6, 11
Déclaration avant le vote :	Dierickx	12			319
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 107 voix contre 79 et 1 abstention .....	.....	»			320
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles (N.) sur le contrôle du financement de l'assurance maladie-invalidité.					
Demande d'interpellation	»	13			344
Discussion :					
Contrôle sur les mutuelles. — Résultats financiers des mutuelles (problème du contrôle, rapport du Commissaire du Gouvernement, Comité de gestion de l'I.N.A.M.I.)	»	»			352, 356
	Dehaene, Min.	»			354
Interpellation adressée au Gouvernement sur les relations entre les Etats membres des Communautés européennes et les Etats-Unis d'Amérique et sur l'intervention militaire des Etats-Unis contre la Libye.					
Demande d'interpellation	Dierickx	30			852
Discussion de cette interpellation et des interpellations jointes de MM. Simonet, Urbain et Tobback :					
Raid américain sur la Libye. — Terrorisme. — Décision des ministres de la C.E.E. — « Flexible response ». — Traité de l'O.T.A.N. — Stratégie militaire des U.S.A. — Causes du terrorisme. — Volonté de la population européenne	»	31			884
Terrorisme international d'origine islamique. — Causes. — Raid américain. — Réponse européenne. — Relations avec les Etats-Unis. — Isolationisme européen	Simonet	»			886
Raid américain. — « Courcircuitage » de la Communauté. — Information. — Attitude de Kadhafi. — Caractère excessif du raid américain. — Impression d'impuissance des pays européens. — Réactions des pays africains. — Terrorisme	Urbain	»			888
Communiqué du Ministère des Relations extérieures. — Terrorisme. — Causes. — Camps de réfugiés. — Livraison de mines à la Libye. — Participation dans des centrales nucléaires libyennes. — Attitude des gouvernements européens. — Méconnaissance de la Communauté	Tobback	»			890

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Dierickx (suite).					
Débat sur le raid américain. — Terrorisme. — Admiration pour l'audace de Kadhafi. — Méconnaissance de la prise de position des Douze. — Conséquences du raid. — Réaction des pays arabes. — Problème palestinien	Maes (M ^{me})	31			891
Commissions publiques. — Opportunité des représailles. — Retombée de l'action militaire. — Danger de l'escalade. — « Légitime défense ». — Attitude de l'U.R.S.S. — Relations entre les Etats-Unis, les pays arabes et l'Europe. — Conséquence positive du raid	Van Wambeke	»			892
Terrorisme international. — Attitude des européens	le Hardy de Beaulieu ...	»			894
Attitude des Douze. — Réunion de La Haye. — Attitude des Etats-Unis. — Coopération politique européenne. — Problèmes situés hors de la zone O.T.A.N. — Divergences de vue entre l'Europe et les U.S.A. (moyens pour faire face aux terrorismes). — Alternative de la Communauté. — Attitude de l'U.R.S.S. — Situation au Moyen-Orient. — Concertation au sein de l'Alliance atlantique	Tindemans, Min.	»			»
Respect pour le point de vue européen	Dierickx	»			897
Coopération politique européenne	Tindemans, Min.	»			»
Prise de conscience des européens (situation au Moyen-Orient)	Simonet	»			898
Relations entre les Etats-Unis et l'Europe	Tindemans, Min.	»			»
	Simonet	»			»
Emploi d'armes nucléaires. — Divergence de vue entre l'Europe et les U.S.A. — Politique extérieure de la Communauté	Tindemans, Min.	»			»
Politique européenne	Dierickx	»			899
Dépôt de motions :		»			»
Possibilité d'amender les motions	Tobback	»			»
Déclaration avant le vote	Dierickx	34			977
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 47 et 18 abstentions		»			»
Motif d'abstention	Maes (M ^{me})	»			»
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre ainsi qu'à M. le Secrétaire d'Etat à l'Energie et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur l'accident survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl et sur la politique de l'énergie et les mesures de sécurité dans le secteur nucléaire en Belgique.					
Demande d'interpellation	Dierickx	31			912
Motion d'ordre :					
Mise à l'ordre du jour de l'interpellation	»	»			860
	Président	»			»
	Van den Brande	»			»
	Maes (M ^{me})	»			»
Discussion :					
Catastrophe de Kiev. — Information. — Plan de secours américain. — Zones d'urgence. — Délimitation. — Plans de secours belges. — Distribution d'iode. — Contrats d'assurances	Dierickx	»			874
Accidents nucléaires. — Doel IV. — Danger pour Anvers. — Plans de secours. — Doel V	Maes (M ^{me})	»			876
Risques du nucléaire. — Conséquences de la catastrophe en Belgique. — Sécurité des installations belges	Desaeyere	»			»
Sécurité du secteur nucléaire. — Plans de secours belges. — Information. — Doel V	De Batselier	»			877
Catastrophe de Kiev. — Responsabilité de l'Union soviétique. — Information. — Contrôle	Beysen	»			878
Risques de contamination radio-active transfrontalière. — Contrôle international. — Sécurité des centrales en Belgique	Diegenant	»			»
Risques d'un incendie nucléaire	Desaeyere	»			879
Information internationale automatique	Diegenant	»			»
Inquiétudes des gens vivant à proximité des centrales. — Contrôle scientifique des installations nucléaires. — Information. — Plans d'évacuation. — Contrôle public des installations nucléaires	Tomas	»			»
Contrôles	Diegenant	»			880
Lobby nucléaire	Tomas	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Dierickx (suite).					
Information venant du Gouvernement soviétique. — Attitude de la Belgique. — Dommages et intérêts. — Obligation internationale d'information. — Obligation nationale d'information. — Sécurité des centrales belges. — Plans de secours. — Assurance des centrales nucléaires. — Matériel de prévention et de détection. — Information de la population.....	Nothomb, Min.	31			880
Risques des centrales nucléaires. — Mesures de sécurité. — Plans de secours.....	Vogels (M ^{me}).....	»			882
Sécurité des centrales	Desaeyere	»			»
Intervention auprès du Gouvernement soviétique	Diegenant	»			»
	Tindemans, Min.	»			»
Contrôle des activités nucléaires	Tomas	»			»
Couverture des dommages. — Formes alternatives d'énergie.....	Dierickx	»			883
Déclarations avant le vote	»	34			976
	De Batselier	»			»
	Maes (M ^{me}).....	»			»
	Tomas	»			»
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 102 voix contre 62 et 6 abstentions.....	.....	»			»
M. Eerdekens.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation et à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail, sur 1. les nouvelles cartes d'identité; 2. les cartes de sécurité sociale.					
Demande d'interpellation	Eerdekens	7			101
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. De Weirdt :					
Création des nouvelles cartes d'identité et des cartes de sécurité sociale (confection : création de la S.A. Idoc, questions). — Coût pour la population des mesures envisagées. — Inconvénients pour les administrations communales. (personnel complémentaire).....	»		C 5		11
Instauration des nouvelles cartes d'identité. — Format. — Protection de la vie privée. — Problème de la falsification. — Coût de l'opération. — Problèmes du personnel pour les communes	De Weirdt		»		13, 17
Instauration des nouvelles cartes d'identité. — Problème de sécurité. — Coût. — Cartes de sécurité sociale. — Affectation de C.M.T. aux services communaux. — Confection des cartes par la S.A. Idoc. — Format des cartes d'identité. — Protection de la vie privée. — Falsification des cartes d'identité. — Coût.....	Nothomb, Min.		»		14, 17
Problème de la falsification des cartes d'identité. — Mentions à inscrire sur les cartes d'identité. — Coût	Cools		»		17
Délivrance des cartes d'identité par les communes	De Loor		»		»
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation et à M. le Ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles (N.) concernant l'impact sur les finances communales de la circulaire du 13 novembre 1985 de l'Office national de Sécurité sociale des Administrations provinciales et locales modifiant le régime des allocations familiales des agents des administrations locales et provinciales à dater du 1 ^{er} janvier 1986.					
Demande d'interpellation	Eerdekens	10			248
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Eerdekens (suite).					
Discussion :					
Perception des cotisations de sécurité sociale pour le personnel communal ou provincial. — Cotisations pour le secteur des allocations familiales (modification du système, augmentation des cotisations, charges financières pour les pouvoirs locaux)	Eerdekens		C 6		19, 22
	De Loor		"		20
	Desseyn		"		"
	Nothomb, Min.		"		21
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur le caractère légal des activités de certains détectives privés.					
Demande d'interpellation	Eerdekens	21			531
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Activités illégales d'un détective privé bruxellois. — Réglementation de la profession	"		C 29		3, 4
Réglementation de la profession	Président		"		4
« S.A. New Security Bureau ». — Statut du détective privé. — (réponse donnée par M. L. Olivier, Min.)	Gol, Min.		"		"
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures sur la présence en Belgique de l'ancien ministre des Finances et de l'Economie du dictateur haïtien, Monsieur Duvalier.					
Demande d'interpellation	Eerdekens	"			531
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Présence en Belgique d'un ancien ministre du dictateur Duvalier	"		"		4
(Réponse donnée par M. L. Olivier, Min.)	Gol, Min.		"		5
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'absence d'invest dans la province de Namur.					
Demande d'interpellation	Eerdekens	24			627
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Origine des invests. — Absence d'invest dans la province de Namur. — Zone de développement. — Zones de reconversion. — Situation économique de la province de Namur. — Evolution de la notion de l'invest. — Proposition de M. Dalem	"		C 27		7, 9
Zones de développement. — Instruments de stimulation des investissements. — Création d'un invest dans la province de Namur. — Historique de la création des invests. — Proposition de M. Dalem	Maystadt, Min.		"		8
Investissement dans la région namuroise	Gendebien		"		10
Interpellation adressée au Gouvernement sur la création d'une allocation de substitution au bénéfice des enfants lorsque le conjoint divorcé ne paie pas la pension alimentaire : allocation payable par le C.P.A.S.					
Demande d'interpellation	Eerdekens	27			695
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique) — Présidence de M. De Groot.					
Discussion :					
Inconvénients du système envisagé par le Gouvernement. — Garanties actuelles en droit civil et pénal. — Objections juridiques contre le rôle proposé pour les C.P.A.S. — Incidence sur la situation financière des C.P.A.S. — Contre-propositions (via l'ONAFIS ou le Ministère de la Justice)	"		C 35		2
Données statistiques sur le problème. — Situation sociale de la femme isolée avec enfants. — Situation dans d'autres pays (caractère de droit public de la pension alimentaire)	Caudron		"		4
Désavantages de la mise en circuit des C.P.A.S. (compétence territoriale e.a.). — Précisions sur sa proposition de loi	Hanquet (M ^{re})		"		5

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Eerdekens (suite).					
Etat d'avancement du projet de loi concernant les créances alimentaires. — Solutions dans d'autres pays (le Danemark, la Norvège, la Suède, l'Autriche, le Luxembourg, la France). — Solution préconisée dans le projet de loi. — Difficultés au niveau de la répartition des compétences entre l'Etat et les Communautés. — Aspects budgétaires. — Droit d'information du C.P.A.S. auprès d'autres instances. — Droits actuels de la femme isolée avec enfants (minimum de moyens d'existence). — Comparaison avec « l'allocation socio-pédagogique ». — Image du C.P.A.S.	Smet (M ^{re}) S.Et.....		C 35		5
Objections juridiques contre le rôle proposé pour des C.P.A.S.	Eerdekens.....		"		7, 8
Droits actuels de la femme isolée avec enfants (minimum de moyens d'existence). — Comparaison avec « l'allocation socio-pédagogique »	Smet (M ^{re}), S.Et.....		"		8
Définition de l'état de besoin	Hanquet (M ^{re}).....		C 35		"
Situation du mari abandonné	De Groot.....		"		9
Problème du droit de visite et de l'obligation de visite	Smet (M ^{re}) S.Et.....		"		"
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur de curieuses agences matrimoniales qui pratiqueraient la « traite des noires ».					
Demande d'interpellation	Eerdekens.....	27			695
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Pratiques inadmissibles constatées dans la région namuroise dans le chef d'une agence matrimoniale. — Nécessité de réglementation des bureaux matrimoniaux	"		C 39		17
Aspect pénal des annonces publicitaires en cause. — Rejet de l'idée de réglementation des agences matrimoniales. — Problème du séjour des étrangers. — Aspect de l'acquisition de la nationalité belge par le mariage	Gof, Min.....		"		18
Interpellation adressée au Gouvernement sur la présence de manifestants musulmans intégristes à la manifestation anti-américaine de Bruxelles le dimanche 20 avril 1986.					
Demande d'interpellation	Eerdekens.....	31			911
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion de cette interpellation et des interpellations jointes de MM. Nols et Hendrick :					
Nécessité de sanctionner le comportement abusif constaté lors de la manifestation anti-américaine. — Extension des mesures prises par la Belgique contre la Libye à la Syrie et à l'Iran. — Fermeture d'un centre islamique à Bruxelles. — Application éventuelle de l'article 114 du Code Pénal. — Contrôle de l'arrivée de certains religieux musulmans. — Révision de la loi sur le Pacte scolaire (système de dérogation de la condition de nationalité belge). — Nécessité d'expulser les meneurs de la manifestation du 20 avril 1986. — Compatibilité avec les conventions internationales (Traité de Rome et la Convention sur les droits de l'homme)	"		C 42		14
Critique sur l'autorisation de manifester. — Compatibilité avec les conventions internationales (Traité de Rome et Convention sur les droits de l'homme). — Conduite passive des forces de l'ordre. — Criminalité plus grande chez les immigrés. — Ecllosion du mouvement islamique intégriste. — Nécessité d'arrêter l'immigration	Nols.....		"		15
Evolution du mouvement islamique intégriste. — Critique sur le comportement du Ministre de la Justice. — Démantèlement des organisations musulmanes extrémistes. — Arrestation des meneurs. — Nécessité d'expulser les meneurs de la manifestation du 20 avril 1986	Hendrick.....		"		17

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Eerdekens (suite).					
Chronologie des faits et réaction des autorités. — Absence de procès-verbal dans le cadre de l'application de la loi du 30 juillet 1981 (racisme et xenophobie). — Possibilités légales d'éloigner des étrangers. — Examen de conscience dans la communauté islamique. — Conditions plus strictes pour les futures autorisations de manifester. — Expulsion de personnel diplomatique libyen. — Problème de l'enseignement de la religion islamique.....	Nothomb, Min.		C 42		18
Nécessité de sanctionner le comportement abusif constaté lors de la manifestation anti-américaine. — Révision de la loi sur le Pacte scolaire (système de dérogation de la condition de nationalité belge)	Eerdekens		»		20
Problème des radios libres arabes.....	Nols		»		»
Interpellation adressée au Gouvernement sur la consommation de la drogue dans les écoles.					
Demande d'interpellation	Eerdekens	47			1367
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters.					
Discussion :					
Résultats d'une étude de l'U.C.L. sur la période 1983-1984. — Résultats positifs des mesures de prévention.....	»		C 71		22, 23
Compétence de la Communauté. — Ne pas dramatiser	Damseaux, Min.		»		23
Distinction entre drogue douce et drogue forte. — Nécessité d'une campagne d'information sérieuse	Piot		»		»
M. Féaux.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise et à M. le Ministre des Affaires économiques sur certains aspects particuliers du dossier d'acquisition des munitions de 155 mm à la firme américaine GDC, pour un montant dépassant les 6 milliards de francs belges.					
Demande d'interpellation	Féaux	27			695
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion :					
Achat des obus 155 mm. — Procédure. — Aspect financier de ce dossier	»		C 34		16
Acquisition des munitions 155 mm. — Enquête au Comité supérieur de contrôle	de Donnéea, Min.		»		17
Achat de munitions. — Comité supérieur de contrôle	Tobback		»		18
	Sauwens		»		»
Interpellation adressée à M. le Ministre de la Défense nationale sur les raisons avancées pour justifier l'allongement du temps de service alors que la nécessité de cet allongement n'est pas démontrée.					
Demande d'interpellation	Féaux	31			912
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion :					
Nombre et définition d'une « fonction troupe ». — Abandon du plan de professionnalisation. — Diminution du nombre de volontaires de carrière. — Raisons du ralentissement de la procédure de recrutement. — Equilibre linguistique. — Conséquences du remplacement des volontaires par des miliciens sur des frais de fonctionnement. — Calcul du coefficient de disponibilité. — Répartition linguistique actuelle des volontaires de carrière et des miliciens. — Limitation des exemptions. — Revalorisation du service militaire	»		C 55		14
Les jeunes comme des travailleurs à bon marché. — Incidence sur les statistiques officielles en matière de chômage.....	Van Steenkiste, R.		»		16
Fin de la professionnalisation de l'armée. — Affectation de jeunes comme auxiliaires de police, de gendarmerie ou de la protection civile	du Monceau de Bergendal		»		»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Féaux (suite).					
Contenu du plan de revalorisation de l'armée. — Incidence budgétaire. — Limitation du nombre d'exemptions. — Mesures de rationalisation en matière de la présence des forces armées dans la République fédérale	Tobback		C 55		16
Répercussion de l'allongement du service militaire sur la position des jeunes et sur l'emploi des jeunes. — Prise en considération du temps de milice pour la période d'attente en matière de chômage	Pepermans		"		17
Nécessité de législation. — Rejet d'une armée professionnelle. — Incidence des mesures sur les statistiques du chômage	Van Wambeke		"		"
Problème de l'évolution démographique. — Les besoins en hommes. — Problèmes d'engagement de volontaires de carrière. — Réduction du nombre des volontaires et rallongement du service militaire. — Comparaison avec d'autres pays européens. — Problème de la motivation des miliciens et des cadres d'active. — Incidence budgétaire du plan de revalorisation. — Augmentation des activités d'entraînement dans les différentes forces. — Augmentation du nombre de sous-officiers et officiers de réserve. — Recrutement de 200 miliciens, licenciés et régents en éducation physique. — Répartition entre le personnel civil et militaire. — Réexamen fondamental des missions de l'armée. — Répartition linguistique des volontaires de carrière. — Modification de la loi sur la milice. — Question des coefficients de conversion	de Donnée, Min.		"		18
Diminution du nombre de volontaires de carrière	Féaux		"		21
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé		47			1364
M. Gabriels.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur la prestation de serment du président de l'Exécutif wallon.					
Demande d'interpellation	Gabriels	10			276
Discussion : voir interpellation de M. Tobback.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur les déclarations du Ministre Maystadt concernant les charbonnages de Campine et sur la question de savoir si le Premier Ministre et le Gouvernement approuvent lesdites déclarations.					
Demande d'interpellation	"	13			344
Discussion :					
Situation des K.S. (historique). — Fermeture (conséquences sociales et financières, influence sur le budget de l'Etat). — Transfert complet des compétences et des moyens à la Région flamande. — Nécessité de nouvelles initiatives (construction d'une fosse d'air, d'une centrale au charbon, etc ...). — Plan du Front du charbon de Beringen. — Attitude et déclaration du Ministre des Affaires économiques	"	14			367, 373
Avenir des mines du Limbourg (déclarations contradictoires de certains ministres). — Constitution de groupes de travail (propositions sur l'exploitation et le financement dans l'avenir). — Surcoût du charbon (subsidiation indirecte)	Tomas	"			369, 375
Déclarations de ministres sur l'avenir des K.S. — Fusion des mines de Waterschei et Winterslag. — Non-respect des accords légaux (indexation de l'enveloppe, construction d'une fosse d'air, etc ...). — Financement dans l'avenir. — Déclarations du Ministre des Affaires économiques. — Causes des pertes des K.S. — Fermeture des K.S. (conséquences). — Plan d'assainissement. — Problèmes du Limbourg	Vanvelthoven	"			370
Déclarations du Ministre des Affaires économiques sur les K.S. (contenu des déclarations faites à la presse). — Politique gouvernementale envers les K.S. — Concertation entre l'Exécutif flamand, la direction des K.S., les syndicats et le Gouvernement. — Constitution de groupes de travail (mission). — Construction d'une centrale à lit fluidisé (implantation)	Martens, Min.	"			371

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Gabriels (suite).					
Situation énergétique internationale (influence du dollar et du prix du pétrole sur la perte des K.S.). — Constitution de groupes de travail. — Fusion entre Winterslag et Waterschei	Dhoore.....	14			374
Déclarations avant le vote	Gabriels.....	17			445
	De Batselier	"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 66 et 4 abstentions		"			"
Interpellation adressée à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur la politique du Ministre en ce qui concerne les transports publics et la structure de la S.N.C.B.					
Demande d'interpellation	Gabriels.....	14			381
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. W. Burgeon :					
Actualisation du réseau Intercity. — Situation de la S.N.C.B. — Fermeture des ateliers en Flandre. — Investissements. — Problème du T.G.V. — Augmentations de tarifs	"	25			664, 670
Subsidiation des transports publics	Beysen	"			665
Réductions. — Transport par bus. — Fédéralisation de la S.N.C.B. et de la S.N.C.V.	Gabriels.....	"			"
Limitation des arrêts des transports en frontière. — Gare d'Erquelinnes	Burgeon, W.....	"			666, 670
Investissements. — Prix des transports. — Transports publics. — T.G.V.	Van Elewyck	"			667
Plan Intercity-Interrégions. — Répartition des investissements. — Ateliers de Courtrai. — T.G.V. — Tarifs des transports publics. — Augmentations					
Analyse des coûts et profits	De Croo, Min.	"			"
Réductions (familles nombreuses). — Réorganisation du trafic des marchandises. — Installations d'Erquelinnes	Van Elewyck	"			669
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 100 voix contre 70 et 4 abstentions	De Croo, Min.	"			670
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur les déclarations de M. le Secrétaire d'Etat Aerts concernant le financement des charbonnages de Campine par le Gouvernement national.		29			752
Demande d'interpellation	Gabriels				
Ordre des travaux	Président	25			658
	Van den Brande	"			"
	Claes.....	"			659
	Gabriels.....	"			"
	Président	"			"
	Van den Brande	"			"
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Claes :					
Problème des K.S. — Déclarations de Ministres et Secrétares d'Etat à ce sujet (manque de cohésion au sein du Gouvernement). — Création de groupes de travail. — Utilisation de charbon pour la production d'électricité. — Aide européenne	Gabriels.....	27			711, 716
Financement des K.S. (déclaration du Secrétaire d'Etat à l'Energie). — Construction de centrales au charbon. — Restructuration des K.S. — Plan pour le Limbourg. — Rôle du secteur du charbon dans l'avenir	Claes.....	"			712, 716
Problèmes des K.S. — Loi du 5 mars 1984. — Evolution du prix des combustibles. — Analyse coût/bénéfice	Dhoore.....	"			714
K.S. (déclarations de certains membres du Gouvernement). — Exécution de la loi du 5 mars 1984. — Constitution de groupes de travail. — Restructuration des K.S. (diminution du déficit d'exploitation)					
Déclarations avant le vote	Martens, Min.	"			715
	Claes.....	30			833
	Gabriels.....	"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 105 voix contre 73 et 5 abstentions		"			"
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur la politique en matière d'exploitation souterraine des charbonnages de Campine de 1963 à 1985 et sur l'exécution silencieuse et dissimulée d'un plan de fusion dont M. Dhoore avait révélé la teneur dans « Het Belang van Limburg » du 18 mai 1983.					
Demande d'interpellation	"	30			852

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Gabriels (suite).					
Discussion : voir son interpellation concernant les travaux des cinq groupes de travail concernant les K.S. et sur les intentions réelles du Gouvernement en la matière.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur les travaux des cinq groupes de travail concernant les K.S. et sur les intentions réelles du Gouvernement en la matière.					
Demande d'interpellation	Gabriels.....	30			852
Discussion de cette interpellation et de son interpellation jointe concernant la politique en matière d'exploitation souterraine des charbonnages de Campine de 1963 à 1985 et sur l'exécution silencieuse et dissimulée d'un plan de fusion dont M. Dhoore avait révélé la teneur dans « Het Belang van Limburg » du 18 mai 1983 :					
Charbonnages campinois. — Grève. — Groupes de travail chargés d'étudier les problèmes charbonniers. — Reconversion. — Fonds publics accordés (comparaison avec le secteur de l'acier). — Exploitation minière entre 1963 et 1985. — Etudes confiées aux universités. — Livraisons au K.S. — Fermeture du puit de Houthalen. — Fusion Winterslag-Waterschei. — Plan Dhoore. — Jonction Waterschei-Eisden. — Plan de restructuration. — Point de vue de la V.U. ....	.....	31			899
Avenir des K.S. — Planning	Dhoore.....	»			903
Problème des mines limbourgeoises. — Licenciements	Vanvelthoven	»			904
Licenciements	Martens, Min.	»			»
Problème de financement. — Absence de prise de position du Gouvernement. — Licenciements	Vanvelthoven	»			»
Regroupement des charbonnages. — Jonction entre les exploitations. — Travaux des groupes de travail. — Reconversion. — Volet social. — Inquiétudes des mineurs. — Maintien de l'exploitation. — Décision du 18 avril 1986. — Restructuration. — Conséquences sociales. — Déficit d'exploitation. — Dialogue avec les syndicats	Martens, Min.	»			905
Déclarations avant le vote	Gabriels.....	34			977
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 105 voix contre 61 et 7 abstentions.....	Claes.....	»			978
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur la commande de 3.000 téléimprimeurs aux A.C.E.C.		»			»
Demande d'interpellation	Gabriels.....	30			852
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Répartition de la commande de télex pour la R.T.T. entre Siemens-Lanklaar et A.C.E.C. (octobre 1983). — Commande supplémentaire de gré à gré de 3.000 appareils chez A.C.E.C. (novembre 1985). — Nouveau monopole pour A.C.E.C. dû aux décisions gouvernementales. — Manque de mise au travail compensatoire chez A.C.E.C. — Préjudice des entreprises flamandes. — Lieu de production des appareils A.C.E.C. ....	.....		C 45		2
Répartition de la commande en trois lots (appareils normaux, appareils sophistiqués sans écran et un type avancé). — Commande supplémentaire de gré à gré de 3.000 appareils chez A.C.E.C. (novembre 1985). — Absence du troisième appareil chez Siemens. — Philosophie de la décision gouvernementale en 1983. — Exposé relatif aux décisions récentes du Conseil des Ministres. — Démonopolisation éventuelle en matière de télex. — Renseignements sur l'assemblage des appareils A.C.E.C. — Effets sur l'emploi chez Siemens et A.C.E.C.	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....		»		4
Lieu de production des appareils A.C.E.C. — Préjudice des entreprises flamandes.....	Gabriels.....		»		5
Déclaration avant le vote :					
Perturbation du compromis atteint .....	.....	44			1253
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 110 voix contre 69 et 5 abstentions.....		»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Gabriels (suite).					
Interpellation adressée à M. le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés et à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'extension de la limite des eaux territoriales à 12 milles et sur la mise en œuvre des moyens effectifs de contrôle de la mer du Nord.					
Demande d'interpellation	Gabriels.....	33			962
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique) — Présidence de M. De Groot.					
Discussion :					
Lutte contre la pollution de la mer du Nord par la Belgique. — Dispersion de compétences. — Accord de Bonn de 1969 sur la collaboration dans la lutte contre la pollution de la mer du Nord par le pétrole. — Convention Marpol de 1973-1978. — Contrôle dans les eaux territoriales. — Problème des décharges pendant la nuit. — Comportement laxiste de la Belgique en matière de prévention de la pollution. — Rôle passif en matière de ratification de conventions internationales. — Moyens limités (absence de contrôle aérien permanent). — Système préventif en matière de pollution pétrolière par le système « SLAR »	"		C 58		3
Qualité de l'eau de la mer. — Accident avec le Mont-Louis. — Prescriptions en matière de signalisation et d'arrimage de la charge. — Problème des décharges en mer. — Interdiction concernant la décharge de la dioxyde de titane. — Examen par le nouveau navire océanographique, le Belgica. — Raisons de l'absence d'un contrôle aérien permanent. — Contrôle de la pollution des eaux territoriales. — La lutte contre la pollution en pleine mer. — Pas de nécessité pour un système de contrôle permanent de la pollution pétrolière. — Contrôle périodique des installations des navires. — Examen pour une meilleure coordination. — Position en matière du système « SLAR »	Smet (M ^{me}), S. Et.....		"		5
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur la portée et l'exécution du programme nucléaire civil et militaire de la Belgique.					
Demande d'interpellation	Gabriels.....	34			997
Discussion :					
« Het Gevaar » (Jos Vandelooy). — Tchernobyl. — Lobby nucléaire. — Argument du prix de revient : discutable (frais de démantèlement). — Indépendance prétendue de la production d'énergie (influence des holdings multinationaux). — Caractère totalitaire de la technique nucléaire. — Favorable à l'environnement? — Utilisations militaires. — Surrégénérateur de Kalkar. — Surrégénérateur de Tricastin (Eurodif). — Réacteur Superphenix. — Choix d'un système. — Exigences de la V.U.	"	44			1264
Tchernobyl. — Suppression du crédit pour Superphénix. — Dotation supplémentaire au Centre d'Etudes nucléaires. — Surrégénérateur de Kalkar (aucune dépense supplémentaire pour l'Etat belge)	Maystadt, Min.....	"			1266
Réponse incomplète à des questions fondamentales	Gabriels.....	"			"
Déclaration avant le vote :					
Commentaires auprès de la motion motivée.....	"	47			1363
L'ordre du jour motivé est rejeté par 104 voix contre 12 et 3 abstentions.....	"	"			1364
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur le cadre et les orientations politiques des travaux concernant les charbonnages de Campine et sur la désignation d'un manager chargé de la mise en œuvre de la politique prévue.					
Demande d'interpellation	"	49			1429
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Financement des K.S. — Structure et effectifs du personnel. — Le nouveau manager.....	"		C 70		3

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMÉROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Gabriels (suite).					
Maintien d'une activité minière au Limbourg. — Désignation du nouveau manager. — Objectif général de restructuration. — Financement	Maystadt, Min.		C 70		5
Réplique	Gabriels		"		6
Motion d'ordre	Tomas		"		"
	Président		"		"
	Dupré		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 105 voix contre 67		59			1768
Interpellation adressée à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur, sur les projets d'aménagement d'une voie rapide pour le T.G.V., la situation en ce qui concerne la prise de décision en ce domaine, la participation de l'industrie belge et l'opposition de la population au projet.					
Demande d'interpellation	Gabriels	63			1965
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les implications de l'arrêt du Conseil d'Etat concernant M. Happart et sur la responsabilité politique de la nomination de M. Happart en tant que bourgmestre de la commune flamande de Fourons.					
Demande d'interpellation	"	"			"
Ajournement de l'interpellation. (V. rubrique : Ordre des travaux)		"			"
Discussion : voir Session 1986-1987.					
M. Galle.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le fait que le Conseil de l'agglomération bruxelloise n'est plus compétent pour prendre des décisions juridiquement valables.					
Demande d'interpellation	Galle	56			1675
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Ajournement des élections pour le Conseil de l'agglomération. — Charges de la dette. — Situation du personnel	"		C 76		2
Non-renouvellement du Conseil de l'agglomération. — Raisons du retard. — Application de l'article 107 ^{quater}					
Argument de la continuité de la gestion. — Nouveau statut pour Bruxelles	Clerfayt		"		"
Conseil régional de Bruxelles. — Elections	De Beul		"		3
Rôle de Bruxelles comme capitale	Klein		"		4
Réponse aux différentes remarques. — Accord de gouvernement du 24 novembre 1985	Suykerbuyk		"		"
Répliques	Nothomb, Min.		"		5
	Galle		"		6
	De Beul		"		"
M. Hancké.					
Interpellation adressée à M. le Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sur l'impact de l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983 sur le redressement des finances publiques.					
Demande d'interpellation	Hancké	30			852
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique). — Présidence de M. De Groot.					
Discussion :					
Problème de l'enregistrement du nombre d'ayants-droit au minimum vital. — Résultats de l'enquête faite par la Centrale Culturelle de la C.G.S.P. — Rendement restreint de la récupération d'aides financières. — Surmenage administratif par l'enquête sociale individualisée requise. — Risque que le coût de la récupération dépasse le rendement. — Idée de la solidarité sociale contre celle de la solidarité familiale. — Incidence sur la position de la femme	"		C 46		14

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Hancké (suite).					
Causes de l'absence des données statistiques récentes. — Automatisation du Service du minimum vital. — Premiers résultats d'un sondage effectué par le secrétariat d'Etat sur le rendement de l'arrêté royal n° 244. — Réexamen éventuel de l'opportunité de l'arrêté royal n° 244. — Consultation du Conseil Supérieur du Bien-être social.....	Smet (M ^{me}) S.Et.....		C 46		16
Commission d'enquête parlementaire sur le problème de la pauvreté	Hancké.....		"		17
M. M. Harmegnies.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les conséquences, pour les villes et communes, faisant l'objet d'un plan d'assainissement, de la diminution du Fonds des communes, en application des accords de Val-Duchesse.					
Demande d'interpellation	Harmegnies, M.	40			1172
Discussion : voir Budget des Voies et Moyens pour 1986.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les conséquences pour les objecteurs de conscience de l'augmentation de la durée du service militaire, et l'application des accords de Val-Duchesse.					
Demande d'interpellation	"	"			"
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique). — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Durée du service civil. — Problème de la rémunération de l'objecteur. — Affectation des objecteurs dans des organismes. — Composition du Comité d'avis. — Refus de l'agrément de certains organismes.....	"		C 61		26
Objecteurs de conscience comme citoyens de second rang. — Incidence de la prolongation sur les chances de mise au travail. — Exclusion d'organisations socio-culturelles. — Choix arbitraire et même illégal.....	Van Steenkiste, R.		"		28
Critère d'exclusion d'organismes socio-culturels. — Concertation avec les Exécutifs flamand et wallon	Vogels (M ^{re}).....		"		29
Principe d'un coefficient multiplicateur. — Aspects idéologiques.....	Daras.....		"		"
Réduction du nombre d'institutions. — Situation des maisons de jeunes et du voisinage. — Incidence sur la politique culturelle flamande.....	De Beul.....		"		30
Problème de la durée du service civil. — Discriminations. — Caractère politique des critères d'exclusion d'organismes. — Délais d'attente pour la reconnaissance et l'affectation des objecteurs de conscience.....	Temmerman.....		"		"
Incidence du service civil sur la carrière future.....	Galle.....		"		31
Position vis-à-vis de la durée du service. — Conditions matérielles des objecteurs. — Agréation d'organismes. — Pouvoir d'appréciation du Conseil des Ministres. — Rôle du Comité d'avis. — Classement des organismes du point de vue de leur utilité publique. — Maintien provisoire des organismes ayant un objecteur en service avant août 1984. — Agréation officielle de 544 organismes par le Gouvernement précédent. — Raccourcissement des délais dans la procédure. — Circulaire de 1983 relative aux conditions de travail des objecteurs	Nothomb, Min.		"		32
Logement et séjour dans les casernes (objecteurs de conscience). — Etat actuel de la composition de la liste des organismes	Temmerman.....		"		35
Exclusion définitive de 23 organismes	Nothomb, Min.		"		36
Preuve que le Gouvernement utilise des critères subjectifs	De Beul.....		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 104 voix contre 68 et 1 abstention		51			1496

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. M. Harmegnies (suite).					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur les conséquences des exigences contradictoires du Gouvernement et de la suppression de subsides de l'Etat pour les investissements de la Régie des Voies aériennes.					
Demande d'interpellation	Harmegnies, M.	40			1172
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique). — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Suppression de subsides. — Politique de privatisation. — Langues. — Aéroports régionaux			C 64		3
Modernisation de la Régie des Voies aériennes. — Extension de l'aéroport de Bruxelles National. — Activités terrestres de l'aéroport. — Aéroports régionaux. — Fouille. — Langues	De Croo, Min.		"		5
Réplique	Harmegnies, M.		"		7
Interpellation adressée à M. le Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur les conditions d'octroi du minimum de moyens d'existence aux ressortissants non belges de la C.E.E., et aux étrangers apatrides qui résident en Belgique.					
Demande d'interpellation	"	54			1601
M. Hendrick.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.), sur le rôle de la sûreté de l'Etat dans la prévention du terrorisme.					
Demande d'interpellation	Hendrick	10			248
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Sûreté de l'Etat (mission, rôle). — Attentats terroristes (rôle et carence de la Sûreté de l'Etat). — Cas Carette (C.C.C.)	"		C 7		2, 5
Soi-disant carence de la Sûreté de l'Etat. — Lutte contre les C.C.C. — Cas Carette. — Police judiciaire à compétence nationale	Gol, Min.		"		4
Problématique de l'insécurité suite aux attentats des C.C.C. — Respect pour la liberté de la personne. — Rôle de la presse. — Coordination entre les forces de l'ordre	Bourgeois		"		6
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur l'avis du Bureau International du Travail concernant la représentativité des organisations de travailleurs indépendantes des trois syndicats politisés, rendu suite à la plainte de l'Union nationale des Syndicats indépendants.					
Demande d'interpellation	Hendrick	13			344
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique) — Présidence de M. Olivier, M.		"			"
Discussion :					
Reconnaissance de la représentativité de l'Union nationale des syndicats indépendants (avis du B.I.T.). — Attitude du Ministre de l'Emploi et du Travail. — Participation de l'UNSI au Conseil national du Travail. — Traitement discriminatoire	"		C 9		11, 13
Représentation des organisations syndicales au sein du Conseil national du Travail (condition de représentativité). — Cas UNSI. — Avis du B.I.T. — Distinction entre le secteur public et le secteur privé	Hansenne, Min.		"		12, 13, 14
Représentation des organisations syndicales au sein du C.N.T. (conditions, représentation des syndicats politiques)	Coveliers		"		13
Notion « organisation représentative » (notion légale)	Leclercq		"		14
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur les risques de voir les communautés musulmanes de Belgique noyautées par des fanatiques de la Djihad islamique, dont l'objectif serait de constituer chez nous des foyers subversifs capables de servir de relais au terrorisme international, et sur les mesures de prévention à mettre en œuvre pour éviter le développement d'une telle situation.					
Demande d'interpellation	Hendrick	"			344

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Hendrick (suite).					
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux		13			344
Discussion :					
Risque de pénétration des communautés musulmanes par des fanatiques de la Djihad islamique (conséquences, dangers, mesures à prendre)	Hendrick		C 13		12, 16
Djihad islamique (définition)	Coveliers		"		14
« Djihad » (définition). — Activité politique développée par les milieux extrémistes au sein des communautés musul- manes. — Rôle de la Sûreté de l'Etat. — Fermeture de l'immeuble occupé par le Centre culturel iranien dans la commune de Saint-Gilles. — Problème de l'organisation du culte islamique	Gol, Min.		"		"
Problème de l'organisation du culte islamique	Président		"		16
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le régime discriminatoire qui résulte de la non-participa- tion de certaines organisations syndicales du secteur public au Conseil national du travail.					
Demande d'interpellation	Hendrick	17			419
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique). — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Reconnaissance de l'Union nationale des syndicats indépen- dants comme syndicat représentatif dans le secteur public. — Conditions de représentativité. — Recommandations du B.I.T.					
Syndicats					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur l'inefficacité de la loi Gol, pour protéger les enfants issus de mariages mixtes.					
Demande d'interpellation	Hendrick	"			419
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique). — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M ^{me} Maes :					
Lutte contre le « legal kidnapping ». — Octroi de la nationa- lité. — Recherche d'accords bilatéraux	"		C 18		8, 14
Rôle des instances judiciaires (divorce et droit de garde). — Portée des conventions internationales. — Négociations bilatérales avec le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et la France					
Rôle des ambassades	Maes (M ^{me})		"		9
Problèmes pratiques en matière de l'obtention d'un exequatur dans les pays du Maghreb	Detiège (M ^{me})		"		10, 14
Problème du droit de garde de l'enfant. — Obtention d'un exequatur (création d'un fonds d'aide)	Bourgeois		"		11
Problème de l'intégration des étrangers	Derycke		"		"
Données statistiques. — Compétences des instances judi- ciaires. — Convention de La Haye. — Etat d'avancement des négociations bilatérales. — Exception de l'ordre public international dans les pays islamiques. — Code de la nationalité belge. — Problème de la double nationalité — (réponse donnée par M. Mundeeler, S. Et.)	Président		"		12
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur le manque de résultats des travaux de la « Commission d'études de l'immig- ration », instituée par l'article 12 de la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers, et instituant le Code de la nationalité belge.	Gol, Min.		"		12, 14
Demande d'interpellation	Hendrick		"		419
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique). — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Résultats de la Commission d'études de l'immigration. — Problème de l'intégration dans la Région bruxelloise. — Non-introduction du rapport	"		"		15, 16
Travaux de la Commission d'études de l'immigration	Président		"		15

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Hendrick (suite).					
Aperçu des travaux de la Commission. — Compétences des Communautés — (réponse donnée par M. Mundeleer, S.Et.)	Gol, Min.		C 18		15, 16
Demande de réunion de la Commission de la Justice	Eerdekens		"		16
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur l'afflux de demandes d'étrangers en vue de leur inscription dans la commune de Bruxelles.					
Demande d'interpellation	Hendrick	21			531
Retrait de l'interpellation		29			739
Interpellation adressée à M. le Ministre des Finances sur les effets économiques et politiques désastreux consécutifs aux amalgames élaborés à partir de certaines enquêtes sur la fraude fiscale, et à propos de la politique menée en matière de répression de la fraude fiscale.					
Demande d'interpellation	"	27			695
Discussion : voir interpellation de M. W. Burgeon.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur l'intervention, sur ordre du bourgmestre, de la police communale de Jodoigne, le 26 mars 1986, dans le déroulement de l'Assemblée Générale de l'A.S.B.L. du Syndicat d'Initiative de la commune, et sur la saisie de documents sous prétexte d'irrégularités du scrutin.					
Demande d'interpellation	"	30			852
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le caractère raciste et xénophobe de la manifestation anti-américaine du 20 avril à Bruxelles, et des mesures qu'il y a lieu de prendre pour lutter contre le fanatisme et la violence que veulent développer chez nous les mouvements intégristes musulmans.					
Demande d'interpellation	"	31			911
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion : voir interpellation de M. Eerdekens.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Travaux publics sur la mise à disposition de la « Société Foncière du Carrefour de l'Europe », pour la construction de deux hôtels tours, des terrains dénommés « La Putterie », appartenant à l'Etat et situés face à la Gare centrale.					
Demande d'interpellation	"	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Clauses du bail emphytéotique. — Absence d'un plan d'aménagement. — Permis de bâtir. — Présomptions de négligence coupable et de combinaison douteuse	"		C 63		8
Incompétence matérielle du département des Travaux publics, compétence du Ministre des Finances	Olivier, L. Min.		"		10
Interpellation adressée à M. le Ministre des Finances sur la mise à disposition de la « Société Foncière du Carrefour de l'Europe », pour la construction de deux hôtels tours, des terrains dénommés « La Putterie », appartenant à l'Etat et situés face à la gare centrale.					
Demande d'interpellation	Hendrick	49			1429
M. Kubla.					
Interpellation adressée au Premier Ministre sur les déclarations de M. Aerts relatives au financement par l'Etat national des mines de Campine.					
Demande d'interpellation	Kubla	17			419
Retrait de l'interpellation		"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Laridon.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la circulaire du 26 juillet relative à l'arrêt du Conseil d'Etat — cours de morale non confessionnelle.					
Demande d'interpellation	Laridon	4			33
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters.					
Discussion :					
Cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement de l'Etat. — Arrêt du Conseil d'Etat du 14 mai 1985. — Circulaire du ministre. — Traité européen sur les Droits de l'Homme (articles 9 et 10). — Article 6 de la loi sur le Pacte scolaire	"		C 3		9, 14
Cours de morale non confessionnelle (problèmes)	Moors		"		11
Cours de morale non confessionnelle (définition, but). — Circulaire du ministre (conséquences)	Ramaekers		"		12
Cours de morale non confessionnelle. — Article 8 de la loi sur le Pacte scolaire. — Arrêt du Conseil d'Etat. — Résolution de la Commission du Pacte scolaire de 1963. — Circulaire du 26 juillet	Coens, Min.		"		"
Cours de morale non confessionnelle (définition)	Ramaekers		"		14
	Coens, Min.		"		"
Vote (séance plénière) :					
Déclaration avant le vote	Ramaekers	15			402
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 106 voix contre 75 et 3 abstentions		"			"
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur sa décision de transférer la « Rijksmidschool III » de Kortrijk-Wevelgem dans les bâtiments du « Koninklijk Technisch Atheneum » de Heule.					
Demande d'interpellation	Laridon	13			344
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters		"			"
Discussion :					
Transfert de la « Rijksmidschool III » de Kortrijk-Wevelgem dans les bâtiments du « Koninklijk Technisch Atheneum » de Heule (décision irrationnelle, conséquences, problèmes)	"		C 10		2, 3
Transfert de la « Rijksmidschool III » de Kortrijk-Wevelgem dans les bâtiments du « Koninklijk Technisch Atheneum » de Heule	Coens, Min.		"		3, 4
Procédure parlementaire :					
Objet de l'interpellation	Président		"		4
	Laridon		"		"
	Baldewijns		"		"
	Coens, Min.		"		5
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 100 voix contre 66 et 4 abstentions		17			447
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur le cours de morale non confessionnelle et l'homologation des diplômes de l'enseignement secondaire.					
Demande d'interpellation	Laridon	31			912
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters.					
Discussion :					
Prise en considération par la Commission d'homologation des exemptions pour les cours de religion/morale, caractère légal	"		C 66		21
Arrêt du Conseil d'Etat. — Dispositions coercitives du Traité européen. — Régime provisoire	Coens, Min.		"		22
Répliques	Laridon		"		"
	Coens, Min.		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68		51			1498

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Leclercq.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail et à M. le Ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles (N.) sur l'opération 5-3-3 et ses résultats.					
Demande d'interpellation	Leclercq	13			344
Discussion :					
Opération 5-3-3 (résultats, prolongation). — Fonds pour l'Em- ploi	"	"			362, 365
Evaluation de l'opération 5-3-3 (résultats pour les années 1983 et 1984). — Inefficacité de la politique gouvernementale en matière d'emploi	Perdieu	"			363
Evaluation de l'opération 5-3-3 pour 1983 et 1984. — Fonds pour l'emploi	Dehaene, Min.	"			364
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 67 et 4 abstentions .....	.....	17			444
Interpellation adressée à M. le Ministre des Travaux publics sur le manque d'initiative du Gouvernement en ce qui concerne la lutte contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre.					
Demande d'interpellation	Leclercq	14			381
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Phénomène des pourvoyeurs de main-d'œuvre (conséquences pour les finances de l'Etat, falsification de la concurrence, diminution de la protection sociale des travailleurs). — Lutte contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre (manque d'initiatives)	"		C 16		2, 5
Action des pourvoyeurs de main-d'œuvre (effets sur le plan fiscal et sur le plan social). — Lutte contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre. — Article 18 de la loi de redressement contenant des dispositions sociales. — Mesures prises par le département des Travaux publics					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur et à M. le Ministre des Travaux publics sur l'établissement d'une voie de communication perma- nente entre les côtes de la France et de la Grande-Bretagne (« Chunnel ») et sur l'incidence de cette réalisation en ce qui concerne les chemins de fer belges et l'infrastructure routi- ère entre la Belgique et Calais.	Olivier, L., Min.		"		3
Demande d'interpellation	Leclercq	14			381
Discussion :					
Liaison entre les côtes de Grande-Bretagne et le continent européen. — Incidence sur les liaisons internationales traversant le pays. — Conséquences pour l'infrastructure routière. — Conséquences pour les ports côtiers	"	25			659, 663
Infrastructure routière. — E 40. — Ports maritimes belges	Olivier, L., Min.	"			660
Liaisons côtières entre la Grande-Bretagne et le continent. — Impact sur la liaison. — Rail. — Régie du Transport maritime. — Ligne Adinkerke-La Panne	De Croo, Min.	"			661
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 100 voix contre 69 et 4 abstentions .....	.....	29			751
Interpellation adressée à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur la restructuration de la société « Matériel ferroviaire et construction métalliques B.N. ».					
Demande d'interpellation	Leclercq	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique). — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Situation actuelle de l'entreprise B.N. — Causes. — Perspec- tives d'avenir. — Questions .....	.....		C 64		8
Siège de Nivelles. — Bombardier. — Commandes publiques	Féaux		"		9
Emploi. — Bombardier. — Plan de restructuration	Desutter		"		"
Conventions, commandes et contacts divers. — Subsidés. — Bombardier. — Crédits d'Etat à Etat. — Personnel des secteurs nationaux	De Croo, Min.		"		10
Réplique	Leclercq		"		12
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68 .....	.....	51			1498

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M^{me} Lefebver.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Travaux publics sur la réalisation du projet de liaison routière portuaire (Beren-drecht-Zandvliet) sur le territoire d'Anvers et de Stabroek.	Lefebver (M ^{me})	21			531
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique). — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Réalisation du projet de liaison routière portuaire (Beren-drecht-Zandvliet) sur le territoire d'Anvers et de Stabroek.					
— Enquête impact-environnement. — Aménagement d'une ligne ferroviaire. — Modifications apportées au tracé (consultation de la population)	"		C 16		8, 11
Trafic dans la région anversoise. — Tracé du « Havenweg » (fonctions, nécessité). — Rapport impact-environnement.....	Olivier, L., Min.		"		10
« Havenweg » (consultation de la population). — Modification du tracé. — Rapport impact environnement	Vogels (M ^{me})		"		11
M. Lenaerts.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'organisation, le fonctionnement et les récentes nominations à l'O.B.C.E.	Lenaerts	27			694
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission des Relations extérieures (réunion publique). — Présidence de M. Petitjean.					
Discussion :					
Nominations à l'O.B.C.E. (présence de Néerlandophones). — Calvaire des demandes introduites auprès du Fonds pour le Commerce extérieur. — Manque de personnel dans la plupart des bureaux régionaux de l'O.B.C.E. — Coopération avec les administrations régionales, les sociétés de développement régional et des managers du secteur privé. — Equipement technologique des bureaux régionaux de l'O.B.C.E. — Statut des prospecteurs commerciaux (situation pécuniaire). — P.M.E. : trop peu concernées par le commerce extérieur. — Modification dans la structure de gestion de l'O.B.C.E. — Indication précise des économies dans le commerce extérieur					
Qualité du personnel d'ambassade	"		C 49		2
Comparaisons communautaires. — Accès des P.M.E. au commerce extérieur. — Régionalisation de l'O.B.C.E.	Peeters, R.		"		4
Point de vue en matière de la régionalisation de l'O.B.C.E. — P.M.E. (mesures administratives, simplification). — Missions sous la présidence du prince Albert et du Ministre du Commerce extérieur	Burgeon, W.		"		"
Caractéristiques du commerce extérieur belge. — Part des P.M.E. — Justification des nominations récentes. — Missions à l'étranger. — Structure nationale et efficace du commerce extérieur. — Scission de l'O.B.C.E. — Rapport entre l'aide aux pays en voie de développement et le commerce extérieur. — Représentation des P.M.E. dans les missions à l'étranger. — Mission de la diplomatie en matière de commerce extérieur. — Coopération avec le monde des affaires. — Bureaux régionaux de l'O.B.C.E. — Procédure des prêts d'Etat à Etat	le Hardy de Beaulieu ...		"		5
Privatisation de l'O.B.C.E.	De Croo, Min.		"		"
« Clubs d'exportateurs ». — Relations avec l'O.B.C.E.	Burgeon, W.		"		8
L'O.B.C.E. à la disposition des « clubs d'exportateurs »	Président		"		9
Interpellation adressée à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur le plan de globalisation en matière de compensations pour six programmes d'achats prévus dans le cadre du plan décennal (1982-1991) — Achat d'hélicoptères.	De Croo, Min.		"		"
Demande d'interpellation	Lenaerts	33			962
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique). — Présidence de M. Poswick.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Lenaerts (suite).					
Discussion : Répartition régionale des compensations. — Position préjudi- cielle de la Flandre. — Option du commandement de l'armée en matière d'hélicoptères. — Planning de l'achat.....	Lenaerts		C 55		22
Dessous politiques et portée du problème. — Confirmation et précision de la globalisation initiale	Belmans		"		"
Achat des nouveaux F 16 en 1982. — Non-respect de la globalisation. — Déséquilibre communautaire flagrant. — Compensation en matière du contrat des jeeps et des camions. — Mode de comptabilisation. — Incidence du plan de Val-Duchesse. — Rapports entre les forces	Tobback		"		23
Qualifications des entreprises concernées.....	le Hardy de Beaulieu ...		"		24
Besoins opérationnels de l'armée. — Répartitions régionales des compensations. — Incidence des décisions du conclave de Val-Duchesse sur le budget de l'armée. — Nouveau plan décennal en matière d'équipement et d'investissement	de Donnée, Min.		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé		47			1364
M. Léonard.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur les constructions scolaires communales.					
Demande d'interpellation	Léonard.....	30			852
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifi- que et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. Peeters.					
Discussion : Limitation des dotations pour les Fonds des bâtiments scoli- naires. — Exemple de la commune de Ferrières. — Effets des accords de principe préalablement octroyés. — De- mandes de principe de subvention en 1986 et en 1987. — Critères d'examen par l'administration du Fonds des bâti- ments scolaires provinciaux et communaux. — Nomencla- ture des postes subventionnables. — Modules de psycho- motricité. — Concertation avec les Communautés. — Eva- luation pédagogique des écoles construites depuis 1975.	"		C 48		15
Effets du blocage du Fonds des bâtiments des écoles commu- nales. — Possibilité de transfert de locaux entre les diffé- rents pouvoirs organisateurs	Baldewijns		"		16
Recommandations de l'O.C.D.E. relative à la norme budgé- taire en matière d'enseignement. — Politique socialiste en France. — Augmentation de la capacité d'emprunt du Fonds national de garantie. — Déséquilibre pour l'enseigne- ment de l'Etat et de l'enseignement communal et provincial. — Fusion des fonds des constructions scolaires. — Achat d'une piscine communale à Jodoigne. — Contrats d'hono- raires conclus par le prédécesseur. — Coût de l'étude McKinsey-Van Dijk.....	Ylieff		"		17
Mesures d'économies décidées dans le secteur des construc- tions scolaires. — Limite de 23 à 24.000 francs le mètre carré. — Priorité à la restauration des bâtiments et à des travaux de sécurité. — Procédure d'établissement des nou- velles normes. — Liberté pédagogique des communes. — Nomenclature des postes subventionnables actuellement en réexamen. — Concertation entre les différents niveaux de pouvoir. — Evaluation pédagogique des écoles construites depuis 1975.....	Damseaux, Min.		"		18
Critère des 24.000 francs le m ² . — Priorité pour la restauration. — Fixation des nouvelles normes	Baldewijns		"		19
Recommandations de l'O.C.D.E. relative à la norme budgé- taire en matière d'enseignement	Ylieff		"		"
Subventions des internats de l'enseignement libre. — Prix de 24.000 francs comme chiffre moyen. — Problème des frais d'honoraires	Damseaux, Min.		"		20
Réserve suffisante pour la construction d'écoles communales et provinciales. — Problématique du transfert de propriétés	Coens, Min.		"		"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Léonard (suite).					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'électrification en double voie de la ligne de chemin de fer n° 35 Liège-Hamoir-Marloie.					
Demande d'interpellation	Léonard.....	35			1005
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Conclusions de la réunion du Conseil d'administration de la S.N.C.B. du 8 avril 1986. — Résultats d'une étude réalisée par la Société provinciale d'industrialisation. — Raisons de la demande de modernisation et de l'électrification de la ligne n° 35	"		C 50		2
Décision du maintien et de la modernisation de la ligne n° 35. — Ligne de faible fréquentation. — Augmentation considérable de la vitesse. — Décision du Conseil des Ministres en ce qui concerne les tracés à électrifier. — Comparaison avec la ligne Spa-Pepinster-Spa. — Aspect de la sécurité des électrifications des voies uniques. — Avantages pour la région de la décision prise. — Nécessité de limiter les investissements.....					
Portée du plan de restructuration 1988. — Suppression d'arrêts dont le nombre de voyageurs ne dépasse pas les 200	De Croo, Min.		"		"
Critères utilisés lors du plan IC-IR. — Aucune connaissance de diminutions importantes de points d'arrêts.....	Léonard.....		"		3
	De Croo, Min.		"		4
M^{me} Maes.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures sur les aspects humanitaires et politiques de la condamnation et de l'incarcération d'un citoyen belge au Zaïre.					
Demande d'interpellation	Maes (M ^{me}).....	13			345
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur la situation catastrophique de l'emploi et de la structure économique dans la région de Lokeren.					
Demande d'interpellation	"	17			419
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion : voir interpellation de M. Willockx.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures et M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur l'enlèvement d'enfants dont la garde avait été confiée à l'un des parents résidant en Belgique.					
Demande d'interpellation	"	"			420
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion : voir interpellation de M. Hendrick.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur les menaces qui pèsent sur l'avenir de la construction navale et sur les implications de cette situation sur l'emploi au chantier naval Boel à Tamise.					
Demande d'interpellation	"	20			499
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique).					
Discussion : voir interpellation de M. Willockx.					
Interpellation adressée au Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur le déversement de déchets gypseux dans l'Escaut.					
Demande d'interpellation	"	21			531
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique)		"			"
Discussion : voir interpellation de M ^{me} Vogels.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'absence de mesures concernant la construction maritime.					
Demande d'interpellation	"	30			852
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion : voir interpellation de M. Willockx.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M^{me} Maes (suite).					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Travaux publics sur le raccordement du tunnel de Liefkenshoek au réseau autoroutier européen et, en particulier, sur le tracé de la grande ceinture entre l'autoroute E3 et la route nationale 117, qui est inadmissible pour le Pays de Waas.					
Demande d'interpellation	Maes (M ^{me})	31			911
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique). — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Etat d'avancement des études sur le raccordement du tunnel avec le réseau routier. — Solutions alternatives. — Incidence du financement privé du tunnel (péages). — Durée du système de péage envisagé. — Conséquence de la solution Grande Ceinture sur l'environnement	"		C 45		9
Principe des péages. — Résultat de l'examen des solutions alternatives proposées dans le Pays de Waas. — Données récentes de l'intensité routière aux environs d'Anvers. — Renseignement sur le début et la fin des travaux. — Problème du bruit	Olivier, L., Min.		"		11
Rapport entre le mode de gestion du Liefkenshoektunnel et les travaux à la Grande Ceinture. — Opposition unanime de toutes les formations politiques du Pays de Waas contre les investissements	Willockx		"		12
Déclarations avant le vote :					
Liaison par l'aménagement des voies existantes. — Mode de financement	Maes (M ^{me})	44			1254
Privatisation coûteuse de l'infrastructure. — Ne pas procéder à cet investissement	Willockx	"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 110 voix contre 74 et 1 abstention	"	"			1255
Interpellation adressée à M. le Secrétaire d'Etat à l'Energie sur l'évolution du coût de l'énergie et sur les conclusions qu'il convient de tirer de cette évolution en ce qui concerne le projet de construction d'une huitième centrale nucléaire.					
Demande d'interpellation	Maes (M ^{me})	31			912
Discussion :					
Permis de bâtir pour Doel V. — Avis favorable. — Réponse insuffisante du Secrétaire d'Etat aux questions du 6 février 1986. — Catastrophe de Tchernobyl. — Incidents mineurs à Doel et à Hamm. — Attirer l'attention sur les risques et semer la panique sont des choses différentes. — Questions au sujet de la centrale nucléaire supplémentaire (N 8). — Production d'électricité sur base de combustibles fossiles (possibilités). — Prix de revient de l'énergie nucléaire (influence sur le prix de revient de l'électricité en Belgique, comparaison à l'étranger). — Bénéfices des sociétés d'électricité belges. — Doel V (problèmes de sécurité). — Plan des calamités (impossibilité d'évacuation des grands centres). — Point de vue du Gouvernement concernant les centrales nucléaires supplémentaires	"	41			1179
Aspects économiques du problème. — N 8. — Plan d'équipement des électriciens 1985-1995. — Bilan du nucléaire en termes économiques (coûts d'investissements, durée de vie des réacteurs). — Incertitudes (retraitement des combustibles irradiés, coût de démantèlement)	Daras	"			1182
Catastrophe de Tchernobyl. — Referendum en Autriche (centrale nucléaire de Zwentendorf). — Mesures en Allemagne (légumes). — Armes chimiques	Dierickx	"			1183
Intentions des producteurs d'électricité. — Permis de bâtir. — « Telerad ». — N 8. — Plan d'équipement. — Elément économique. — Evolution du prix du fuel. — Autriche	Aerts, S. Et.	"			"
Report au sujet du N8	Dhoore	"			1185
Compétences en matière de programme nucléaire. — Système de surveillance. — Tihange. — Doel. — Capacité. — Prix de revient	Maes (M ^{me})	"			"
Eparpillement en matière de compétences. — Implantation d'une nouvelle centrale nucléaire. — Débat consacré aux problèmes énergétiques	Denys	"			"
Proposition de loi concernant la construction de centrales nucléaires	Dierickx	"			1186
Tchernobyl. — « Telerad ». — Mesures de protection	Aerts, S. Et.	"			"
La motion pure et simple est adoptée par assis et levé	"	47			1363

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M^{me} Maes (suite).					
Interpellation adressée à MM. les Ministres de l'Education nationale et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan sur les mesures récentes qui devraient permettre d'équilibrer les économies prévues dans l'enseignement.					
Demande d'interpellation	Maes (M ^{me})	57			1709
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur les conséquences sociales, pédagogiques et budgétaires des mesures prises récemment en matière d'enseignement, notamment de celles concernant la mise en disponibilité, la réaffectation et le rappel à l'activité.					
Demande d'interpellation	"	63			1965
M^{me} Merckx.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les inondations et leur prévention dans diverses communes situées entre Bruxelles et la région de Louvain qui ont subi à plusieurs reprises les effets de violents orages.					
Demande d'interpellation	Merckx (M ^{me})	49			1429
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Inondation dans la région de Bruxelles et de Louvain. — Commission de coordination pour l'étude des problèmes concernant l'eau. — Reconnaissance de la région comme zone de calamité	"		C 67		5
Situation dans la Vallée de la Woluwe. — Création d'un bassin d'orage	Désir		"		"
Considérations. — Reconnaissance comme zone de calamité	Vanhorenbeek		"		6
Qualification comme calamité naturelle. — Effet négatif des remaniements parcellaires	Tobback		"		"
Situation dans la région de la Senne (Soignies)	Jérôme		"		7
Reconnaissance comme zone de calamité. — Travaux d'infrastructure	Neyts (M ^{me})		"		"
Réponse aux différentes remarques	Nothomb, Min.		"		8
Répliques	Merckx (M ^{me})		"		9
	Tobback		"		"
	Vanhorenbeek		"		10
	Désir		"		"
M. Mottard.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur la pratique du Haut commissariat pour les réfugiés refusant de motiver ses décisions sur les demandes de reconnaissance et les conséquences qu'en tirent les cours et tribunaux.					
Demande d'interpellation	Mottard	18			454
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique). — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Demande de reconnaissance de réfugiés politiques. — Décision du Haut commissariat pour les réfugiés. — Motivation. — Expulsions. — Illégalité	"		C 29		8, 9, 10
Motivation de la décision du Haut commissariat pour les réfugiés	Eerdekens		"		9
Décision du Haut commissariat pour les réfugiés. — Motivation. — Reprise par le Gouvernement belge des attributions du Haut commissariat. — (réponse donnée par M. L. Olivier, Min.)	Gol, Min.		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 106 voix contre 76 et 3 abstentions		30			837

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Mottard (suite).					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur l'article 27, § 7 (refus d'inscription d'étudiants à l'université et leur droit d'appel), de la loi du 27 juillet 1971, inséré par la loi du 21 juin 1985.	Mottard	30			852
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique). — Présidence de M. R. Peeters.					
Discussion :					
Refus d'inscription à l'université — base légale. — Absence d'obligation pour le ministre de statuer. — Nombre de cas dans lesquels le ministre de l'Education nationale a statué sur le droit d'appel. — Droit à l'information	»		C 48		21
Contenu du texte de notification du refus rectoral adressé à l'étudiant. — Interprétation de l'art. 27 de la loi du 27 juillet 1971 (procédure d'appel)	Damseaux, Min.		»		22
Incidence du droit européen (libre parcours de personnes). — Autonomie des institutions universitaires	Coens, Min.		»		»
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur la situation faite au C.P.A.S. de Blégny mis dans l'impossibilité d'apporter une aide aux plus démunis de la commune parce que les demandes justifiées de renouvellement du cadre spécial temporaire sont restées sans réponse satisfaisante.					
Demande d'interpellation	Mottard	31			912
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique). — Présidence de M. Marc Olivier.					
Discussion :					
Bienveillance excessive du Ministre vis-à-vis de l'A.S.B.L. « Service et Solidarité » en matière d'octroi de travailleurs (C.S.T., etc...). — Comparaison avec la situation du C.P.A.S. de la commune de Blégny. — Octroi de 60 T.C.T. à l'A.S.B.L. « Service et Solidarité »	»		C 44		30
Aperçu des décisions ministérielles prises à l'égard du C.P.A.S. de Blégny. — Avis négatif du Ministre du Budget. — Blocage général des approbations T.C.T. en attendant les débats budgétaires. — Chômeurs mis au travail. — Compétence régionale. — Différence dans le statut des T.C.T. accordés à l'A.S.B.L. « Service et Solidarité ». — Confirmation du nombre de 60 T.C.T. pour l'A.S.B.L. précitée					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur les conséquences à retirer du sondage de l'enquête INUSOP réalisée à la demande du secteur culturel de la C.S.C. et dont il résulte qu'en Wallonie et à Bruxelles 77 % des personnes interrogées estiment que la RTBF devrait comme RTL bénéficier de la publicité commerciale.	Hansenne, Min.		»		31
Demande d'interpellation	Mottard	41			1202
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique). — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Résultats du sondage réalisé par l'INUSOP. — Opinion du public concernant la publicité commerciale. — Chiffre publicitaire réalisé par R.T.B.F. en 1984-1985. — Autorisation pour la R.T.B.F. à faire de la publicité commerciale. — Importance du problème de l'audio-visuel. — Cadre juridique en Belgique (partage des compétences). — Transfert de la compétence complète en matière de publicité commerciale aux Communautés. — Situation dans la Communauté européenne. — Problème des redevances. — Création d'une commission d'enquête parlementaire	»		C 59		8
Autonomie des Communautés en matière de publicité par les ondes. — Situation financière de la presse écrite. — Revenu des redevances radio et T.V.	Sauwens		»		11
Portée de l'article 12 du projet de loi relatif aux réseaux de la radiodistribution et de la télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision. — Fonction du service public. — Répartition des compétences. — Financement de l'audiovisuel	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....		»		12
Principes de la législation en voie d'élaboration. — Remplacement du système d'interdiction par celui de l'autorisation. — Problème pour la presse écrite	Martens, Min.		»		13
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 103 voix contre 68		51			1497

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Mottard (suite).					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur l'absence totale de base légale pour la perception du minerval à la rentrée académique de septembre 1986.	Mottard	49			1429
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters.					
Discussion :					
Base légale pour la perception du minerval. — Historique. —					
Abrogation tacite de la loi du 21 juin 1985	"		C 71		20
Loi du 21 juin 1985 : base légale	Damseaux, Min.		"		21
Réplique	Mottard		"		"
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur l'arriéré judiciaire. — Expertises en matière de roulage.					
Demande d'interpellation	"	63			1965
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur le déséquilibre linguistique des employés militaires du personnel du Greffe des Conseils de guerre.					
Demande d'interpellation	"	"			"
M. Moureaux.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la passivité du Gouvernement à réaliser les quelques points de la déclaration gouvernementale qui étaient sensés être favorables à Bruxelles.					
Demande d'interpellation	Moureaux	27			695
Discussion de cette interpellation et des interpellations jointes de MM. Clerfayt et Tomas :					
Problématique bruxelloise (objectifs du Gouvernement). — Travaux du Comité de concertation (association des représentants de l'Exécutif bruxellois). — Congrès des flamands de Bruxelles (prises de position). — Institutions bicommunautaires et biculturelles. — Problème de l'agglomération bruxelloise. — Produit des droits de succession dus à la Région bruxelloise. — Problèmes des communes bruxelloises (plans d'assainissement, exemple de la commune de Schaerbeek)	"	30			837, 846
Avenir de la Région bruxelloise. — Congrès des flamands de Bruxelles. — Limites de la Région. — Sort réservé aux diverses institutions bruxelloises (communes, agglomération, etc ...). — Dégraissage des communes et de l'agglomération. — Tutelle sur le secteur bicommunautaire. — Région bruxelloise (application de l'article 107 ^{quater} de la Constitution)	Clerfayt	"			840, 847
Remboursement des emprunts octroyés pour le rétablissement des finances communales dans la Région bruxelloise (emprunts Hatry I et II). — Problèmes financiers des communes bruxelloises. — Part de la Région bruxelloise dans le Fonds des communes. — Octroi des droits de succession dus à la Région bruxelloise	Tomas	"			841, 847
Droits de succession dus à la Région bruxelloise. — Avenir de Bruxelles	Simonet	"			842
Problème bruxellois. — Comité de concertation (présence d'un membre de l'Exécutif bruxellois). — Finances communales. — Droits de succession dus à la Région bruxelloise. — Plans d'assainissement des communes bruxelloises. — Accès au Fonds Nothomb. — Restructuration des communes bruxelloises. — Fusion de communes. — Soi-disant dégraissage des communes. — Problèmes de l'agglomération de Bruxelles. — Avenir institutionnel de Bruxelles (réalisation de l'article 107 ^{quater} de la Constitution)	de Donnée, Min.	"			843
Déclarations avant le vote	Anciaux	31			872
	Tobback	"			873
	Moureaux	"			"
	Clerfayt	"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 95 voix contre 45 et 22 abstentions		"			"
Déclaration après le vote	Tobback	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Nols.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la manifestation qui s'est déroulée à Bruxelles, le dimanche 20 avril 1986.					
Demande d'interpellation	Nols	31			911
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion : voir interpellation de M. Eerdekens.					
M. P. Peeters.					
Interpellation adressée à M ^{me} le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sur la circulaire 19 et visant à trouver une solution humaine et acceptable pour les facteurs et autres agents occupés dans l'agglomération bruxelloise qui n'ont pas encore réussi l'examen de connaissance de la seconde langue imposée par la loi.					
Demande d'interpellation	Peeters, P.	18			454
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Inquiétude causée par la circulaire. — Proposition pour un régime transitoire	"		C 25		5
Manque de personnel bilingue dans la Région bruxelloise. — Affectation provisoire d'unilingues. — Suspension provisoire de la mise au choix des services. — Illégalité d'une régularisation unilingue. — Possibilités d'instruction	D'Hondt (M ^{me}), S. Et....		"		6
M. R. Peeters.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur le projet de liaison ferroviaire à grande vitesse (TGV) Paris-Bruxelles-Cologne-Amsterdam.					
Demande d'interpellation	Peeters, R.	46			1328
Discussion : voir interpellation de M. Belmans.					
M. Pepermans.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les problèmes concernant la milice et les objecteurs de conscience.					
Demande d'interpellation	Pepermans	13			344
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique. (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman		"			"
Discussion :					
Service militaire et service civil. — Résolutions du Parlement européen et du Conseil de l'Europe (égalité entre service militaire et service civil, respect pour l'opinion de l'objecteur de conscience). — Prolongation du service militaire (durée du service civil). — Affectation d'objecteurs de conscience à des institutions. — Statut pécuniaire des objecteurs de conscience	"		C 8		7
	Nothomb, Min.		"		8
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur les problèmes relatifs à la coopération entre la Belgique et les Etats-Unis sur le plan de la lutte contre le terrorisme.					
Demande d'interpellation	Pepermans	—			—
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Coopération anti-terroriste entre les Etats-Unis et la Belgique. — Précédents. — Autonomie de la Belgique	"		C 18		17, 18
Problème de la drogue. — Infiltrations	Van den Bossche		"		18
Absence d'une unité anti-terroriste américaine en Belgique. — Promesse d'information supplémentaire de la part du Ministre de la Justice concernant le problème de la drogue. — (réponse donnée par M. Mundeleer, S. Et.)	Gol, Min.		"		"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Pepermans (suite).					
Promesse d'information supplémentaire de la part du Ministre de la Justice concernant le problème de la drogue	Président		C 18		18
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 100 voix contre 69 et 4 abstentions.....	.....	29			754
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur les problèmes de la loi du 1 ^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude ainsi que les anomalies constatées à la prison de Merksplas à l'occasion de la grève de la faim pratiquée par un interné.					
Demande d'interpellation	Pepermans	21			531
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Application de la loi du 1 ^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude. — Expertises psychiatriques. — Commissions psychiatriques. — Absence de thérapie. — Libération conditionnelle. — Statut juridique des internés et incarcérés	"		C 29		5, 8
Internement. — Conditions de libération. — Expertise. — Traitement thérapeutique	Van den Bossche		"		7, 8
Problème de l'internement. — Assistance médicale. — Commission de défense sociale. — (réponse donnée par M. L. Olivier, Min.)	Gol, Min.		"		7
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les faits auxquels ont donné lieu le maintien de l'ordre ainsi que la garde de la base de Florennes le samedi 15 mars 1986.					
Demande d'interpellation	Pepermans	27			695
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence M. Temmerman.					
Discussion :					
Evacuation brutale par la gendarmerie. — Emprisonnement dans des locaux non-chauffés. — Base légale de l'interdiction de rassemblement. — Application abusive de la procédure de l'arrestation administrative	"		C 37		2, 4
Interdiction de rassemblement. — Evacuation au local de garde « La Clairière ». — Portée de l'arrestation administrative. — Circonstances d'emprisonnement. — Dénonciation d'un certain nombre de faits cités par l'interpellateur. — Réponse à des questions écrites posées par l'interpellateur.....	Nothomb, Min.		"		3
Interpellation adressée à M. le Ministre de la Défense nationale et Ministre de la Région bruxelloise sur l'image qui est donnée des objecteurs de conscience dans une publication officielle du ministère de la Défense nationale et sur les implications de la mentalité qu'elle dénote, en ce qui concerne les initiatives éducatives prévues à l'intention des miliciens.					
Demande d'interpellation	Pepermans	31			911
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick					
Discussion :					
Langage offensant dans une brochure émanant du Ministère de la Défense nationale. — Cours d'instruction civile pour miliciens	"		C 55		12
Respect pour le statut des objecteurs de conscience. — Risque d'un certain pacifisme naïf. — Renouveau de la brochure « Bienvenue aux miliciens ». — Directives en matière des cours d'éducation civile.....	de Donnée, Min.	47	"		13 1364
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé.....					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures sur la position que la Belgique adoptera à l'Assemblée générale des Nations unies de septembre 1986, au sujet de la deuxième conférence sur la révision du traité de 1972 relatif aux armes biologiques et toxiques.					
Demande d'interpellation	Pepermans	44			1276
Renvoi à la Commission des Relations extérieures (réunion publique) — Présidence de M. Beysen.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Pepermans (suite).					
Discussion : Applications des conventions internationales sur les armes chimiques, biologiques et toxiques. — Production d'armes chimiques par les Etats-Unis. — Préparation de la Confé- rence de contrôle. — Propositions de M. Gorbatchev. — Contrôle de la production de toxiques. — Position belge	Pepermans		C 62		37
Mode de communication de la position du Gouvernement belge. — Proposition du bloc de l'Est de créer une zone sans armes chimiques en Europe	Chevalier		"		38
Renvoi à la discussion de la Commission de la Défense nationale	le Hardy de Beaulieu ...		"		"
Critique sur la méthode de travail en commission publique. — Différence entre une Conférence de révision et une Confé- rence de contrôle. — Incidence des évolutions technologi- ques et scientifiques. — Problème du contrôle sur les armes biologiques et chimiques. — Position de la délégation belge à la Conférence de désarmement à Genève. — Utilisation de moyens bactériologiques, de méthodes biologiques et de toxiques pour des objectifs pacifiques. — Rapport avec la politique de l'O.T.A.N. — Situation du côté du pacte de Varsovie. — Problème de la zone sans armes chimiques	Tindemans, Min.		"		39
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68		51			1498
Interpellation adressée à M. le Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur l'aménagement d'un bassin de retenue à Notmeir-Rumst/Duffel.					
Demande d'interpellation	Pepermans	49			1429
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion : Décision judiciaire ordonnant l'arrêt des travaux. — Politique caduque en matière d'environnement. — Nécessité d'une politique au niveau européen. — Tarifs de faveur pour l'industrie. — Inepties administratives	"		C 72		24
Compétence de l'Exécutif flamand en matière de politique de l'eau. — Réponse aux différentes remarques	Smet (M ^{me}), S.Et.....		"		26
Réplique	Pepermans		"		27
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures et à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la visite du sous-marin nucléaire SSBN 622 James Monroe.					
Demande d'interpellation	"	57			1709
Discussion : voir interpellation de M. Chevalier.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les dispositions relatives aux objecteurs de conscience.					
Demande d'interpellation	"	63			1965
M. Preumont.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de la Justice sur les conditions particulières de détention de Chantal Paternostre et mesures spéciales d'isolement.					
Demande d'interpellation	Preumont	56			1675
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion : Condamnation du terrorisme. — Conditions de détention de Chantal Paternostre	"		C 73		7
Historique. — Explications et justification	Gol, Min.		"		"
Répliques	Preumont		"		9
	Président		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 111 voix contre 65 et 3 abstentions		62			1953
M. Sauwens.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Travaux publics sur le contournement ouest de Borgloon.					
Demande d'interpellation	Sauwens	27			695

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Sauwens (suite).					
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Contournement ouest de Borgloon	Sauwens		C 33		12, 13
	Olivier, L., Min.		"		"
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le fait qu'il ne prend aucune mesure à l'encontre d'un bourgmestre qui est soumis à sa tutelle, qui viole manifeste- ment la loi, qui en méprise et en contrarie l'application et qui la tourne même en dérision.					
Demande d'interpellation	Sauwens	30			852
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Comportement illégal du bourgmestre de Fourons. — Déchire- ment des bulletins de vote. — Répartition des subventions communales. — Annulation d'un nombre important de décisions du conseil communal par les instances de tutelle. — Discrimination de la population flamande. — Défense de sortir le drapeau flamand. — Demande de révocation sur base de l'article 56 de la loi communale (inconduite no- toire)	"		C 42		8
Avis du Conseil d'Etat concernant sa proposition de loi (doc. n° 73/1). — Demande de l'urgence	Galle		"		9
Manque de fondement des accusations	Happart		"		10
Demande de jugement accéléré par le Conseil d'Etat dans l'affaire Happart. — Traitement privilégié du bourgmestre de Fourons	Suykerbuyk		"		"
Priorité de la procédure judiciaire sur la procédure disciplinaire (art. 56 de la loi communale). — Absence de plainte officielle sur le comportement du bourgmestre de Fourons vis-à-vis de la Commission du Pacte culturel et de la province de Limbourg. — Principe de la démocratie communale	Nothomb, Min.		"		"
Rôle du bourgmestre vis-à-vis de la population flamande	Sauwens		"		"
Renvoi des Fourons à la Communauté française	Happart		"		11
Position du Gouvernement et du Conseil d'Etat dans l'affaire Happart	De Beul		"		"
Dépôt d'ordres du jour			"		"
Motion d'ordre :					
Demande de la Commission au président de la Chambre pour qu'il insiste auprès du Conseil d'Etat afin d'obtenir une décision rapide dans l'affaire Happart	Président		"		"
Déclarations avant le vote	Sauwens	34			978
	Happart	"			979
	Président	"			"
	Happart	"			"
Utilisation d'un terme non parlementaire (retrait)					
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 106 voix contre 34 et 30 abstentions		"			980
M. Schiltz.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur les déclarations du Ministre Maystadt concernant le contrat de la R.T.T. et les commandes de l'armée et sur la question de savoir si lesdites déclarations sont conformes à la déclaration gouver- nementale et au point de vue du Premier Ministre.					
Demande d'interpellation	Schiltz	13			345
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Tobback :					
Déclarations du Ministre des Affaires économiques sur le contrat de la R.T.T. et les commandes de l'armée (réparti- tion régionale, compensations)	"	14			375, 380
Accord de globalisation par les achats de l'armée (répartition régionale, compensations économiques). — Contrat de la R.T.T. (liaison avec les achats de matériel pour l'armée)	Tobback	"			377, 380
	Martens, Min.	"			378

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Schiltz (suite).					
Déclarations avant le vote	Tobback	17			446
	Beysen	"			"
	Van den Brande	"			"
	Schiltz	"			"
	Clerfayt	"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 103 voix contre 66 et 6 abstentions.....		"			447
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur la contradiction entre les déclarations faites, d'une part, par le Ministre des Affaires économiques à la presse écrite et à la R.T.B.F. et, d'autre part, par le Premier Ministre à la Chambre des Représentants, en ce qui concerne le maintien de l'accord conclu au cours de la précédente législature au sujet des compensations relatives aux commandes militaires et sur les conclusions qu'il faut tirer de cette contradiction.					
Demande d'interpellation	Schiltz	20			499
Renvoi aux Commissions réunies de la Défense nationale et de l'Economie (réunion publique).					
Discussion : voir interpellation de M. Tobback.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget sur les déclarations contradictoires concernant la période au cours de laquelle le budget des Voies et Moyens pour 1986 sera déposé, sur le parallélisme entre le dépôt de ce budget et l'utilisation des pouvoirs spéciaux et sur l'atteinte inadmissible qui est ainsi portée aux prérogatives budgétaires du Parlement.					
Demande d'interpellation	"	27			694
Discussion : voir interpellation de M. Tobback.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur les infractions à l'obligation d'information du Parlement par le pouvoir exécutif, résultant du refus répété du Premier Ministre de répondre de manière correcte et complète aux diverses questions relatives au coût des communications gouvernementales télévisées.					
Demande d'interpellation	"	63			1965
M. Simonet.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures sur l'ensemble du problème impliqué dans les événements récents qui se sont produits en Libye.					
Demande d'interpellation	Simonet	30			852
Discussion : voir interpellation de M. Dierickx.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures sur la politique zairoise de la Belgique.					
Demande d'interpellation	"	33			962
Discussion : voir interpellation de M. Vanvelthoven.					
M. Sleenckx.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail et à M. le Ministre des Affaires sociales et des Réformes Institutionnelles sur les discriminations entre les chômeurs âgés.					
Demande d'interpellation	Sleenckx	30			852
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique) — Présidence de M. Marc Olivier.					
Discussion :					
Discrimination entre les chômeurs âgés et les personnes prépensionnées (CCT n° 17). — Problème du licenciement avant l'âge de la prépension et de la fermeture d'entreprises. — Discrimination entre le chômeur isolé et la veuve d'un chômeur décédé. — Explication sur sa proposition de loi. — Maintien des indemnités de chômage à 60 % du traitement plafonné	"		C 44		27
Problème des moyens budgétaires nécessaires pour améliorer la situation actuelle. — Améliorations récentes (non-application du forfait et exemption du pointage)	Hansenne, Min.		"		28
Incidence budgétaire : 700 à 800 millions	Sleenckx		"		29
Déclaration avant le vote	"	34			980
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 57 et 6 abstentions.....		"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
Spaak (M^{me}).					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les services bruxellois relevant du secteur bicommunautaire (matières personnalisables).					
Demande d'interpellation	Spaak (M ^{me})	30			852
Discussion :					
Secteurs des matières bicommunautaires sociales (tutelle, problèmes). — Secteur biculturel bruxellois. — (<i>Intervention développée par M. Clerfayt</i>)	»	32			921, 924
Secteur bicommunautaire personnalisable à Bruxelles, (tutelle, problèmes)	Simonet	»			922, 925
	Moureaux	»			»
Gestion du secteur bicommunautaire à Bruxelles. — Distinction entre les matières culturelles et les matières personnalisables	Martens, Min.	»			923
M. Steverlynck.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques et à M. le Secrétaire d'Etat à la Justice et aux Classes moyennes sur le retard dans l'application des lois d'expansion économique en faveur du secteur textile.					
Demande d'interpellation	Steverlynck	30			851
Discussion :					
Importance du secteur textile. — Accord multifibres. — Application des lois sur l'expansion économique. — Rachat des actions sans droit de vote (destination du résultat, K.S.)	»	33			956, 960
Financement des dossiers du secteur textile. — Recyclage des actions sans droit de vote (K.S.). — Application de la législation sur l'expansion économique	Denys	»			957, 960
Plan textile (financement). — Rachat des actions sans droit de vote (K.S.)	Bossuyt	»			958
Prorogation de l'accord multifibres. — Examen des dossiers introduits par les entreprises du textile (financement). — Application de la législation sur l'expansion économique	Mundeleer, S.Et.	»			959
Application de la législation sur l'expansion économique sur les P.M.E. dans le secteur textile	De Roo	»			960
	Mundeleer, S.Et.	»			961
M. Tant.					
Interpellation adressée à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur la crise grave qui frappe actuellement les producteurs d'œufs.					
Demande d'interpellation	Tant	46			1329
Renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes (réunion publique) — Présidence de M. Leclercq.					
Discussion :					
Ecrroulement du prix des œufs (causes et problèmes connexes)	»		C 68		2
Réponse aux différentes remarques	De Keersmaecker, S.Et.		»		3
	Tant		»		4
	Denys		»		5
	Verberckmoes		»		»
	De Keersmaecker, S.Et.		»		»
M. Tobback.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur les conditions discutables dans lesquelles a eu lieu la prestation de serment du président de l'Exécutif régional wallon.					
Demande d'interpellation	Tobback	10			248

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Tobback (suite).					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Gabriels :					
Prestation de serment du président de l'Exécutif wallon (ratification par le Roi, responsabilité du Gouvernement). — Composition du Conseil régional wallon (nombre de membres, quorum)	Tobback	12			328, 335
Illégalité de l'exclusion de M. Van Overstraeten du Conseil régional wallon. — Attitude du P.S.C. et du P.R.L. — Prestation de serment du président de l'Exécutif wallon (ratification par le Roi, responsabilité du Premier Ministre, interprétation de la loi spéciale du 8 août 1980). — Problème du quorum	Gabriels	"			329, 336
Validation des pouvoirs (autonomie de l'Assemblée). — Fixation du quorum au sein d'une assemblée. — Problème de l'appareillement. — Election de l'Exécutif wallon (art. 60 de la loi du 8 août 1980). — Prestation de serment du président de l'Exécutif wallon (ratification par le Roi, avis du Conseil d'Etat)	Wauthy	"			330
Fixation du nombre de membres d'une assemblée (problème de la majorité, fixation du quorum). — Prestation de serment du président de l'Exécutif wallon (ratification par le Roi, responsabilité du Premier Ministre)	Van der Biest	"			331, 337
Pseudo-majorité P.S.C.-P.R.L. au Conseil régional wallon. — Problème du quorum	Ylief	"			332
Interprétation de la loi spéciale du 8 août 1980 (composition des Conseils régionaux et des Communautés). — Election de l'Exécutif et désignation du président (système prévu par la loi du 8 août 1980, rôle et responsabilité du président du Conseil). — Ratification par le Roi de la désignation du président de l'Exécutif (signification, exposé des motifs de la loi du 8 août 1980, avis du Conseil d'Etat). — Déclaration de M. Moureaux	Martens, Min.	"			333, 335
Déclaration de M. Moureaux	Busquin	"			335
Déclaration avant le vote	Gabriels	15			400
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 107 voix contre 78 et 2 abstentions		"			"
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur les déclarations de M. Maystadt concernant le contrat de la R.T.T. et la globalisation des commandes de l'armée.					
Demande d'interpellation	Tobback	15			345
Discussion : voir interpellation de M. Schiltz.					
Interpellation à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur le financement et sur la prétendue participation des Etats-Unis au financement de l'Aléscuse-fraiseuse Pégard.					
Demande d'interpellation	"	17			419
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de Poswick.					
Discussion :					
Achat de l'Aléscuse-fraiseuse Pégard par l'armée (coût). — Intervention financière des Etats-Unis. — Attitude de l'ancien ministre de la Défense nationale	"		C 14		2-7
Achat de l'Aléscuse-fraiseuse Pégard par l'armée (coût). — Intervention financière des Etats-Unis	de Donnée, Min.	"			3-7
Déclaration avant le vote	Tobback	24			653
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 112 voix contre 78		"			"
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques et à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise, sur l'état d'exécution du programme dit de « globalisation », les déclarations qu'ils ont faites à ce sujet et la liaison inadmissible qu'ils établissent avec le contrat R.T.T.					
Demande d'interpellation	"	17			420
Renvoi aux Commissions réunies de la Défense nationale et de l'Economie (réunion publique) — Présidence de MM. Poswick et Vankeirsbilck.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commissi- ons		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Tobbac (suite).					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation de M. Schiltz			C 22		5
Préjudice de la Flandre au niveau des achats militaires. — Nouvelles négociations de la clé de répartition. — Déclarations du Premier Ministre. — Révision du programme de globalisation. — Suppression de travaux publics dans la Région wallonne. — Nature des compensations pour la Flandre	Tobbac		"		3, 13
Manque d'information correcte du Parlement. — Déclarations contradictoires de ministres. — Incidence sur la politique industrielle du Gouvernement flamand	Schiltz		"		5
Etat d'exécution du programme de globalisation et des compensations. — Pourcentage réel de 30 % (au lieu de 55 % promis)	Van Rompuy		"		7
Contrat d'achat de 44 avions type F-16	Denison		"		"
Maintien de la clé de répartition convenue. — Considération sur la technique des compensations	Dupré		"		8
	Denys		"		9
Données relatives aux compensations directes et indirectes. — Avis négatifs de la « V.E.V. » concernant les compensations de haute technologie. — Contrôle de la Cour des comptes. — Précisions des déclarations ministérielles devant la presse	Maystadt, Min		"		"
Données relatives aux compensations directes et indirectes	"		"		11
Précision des déclarations du Ministre au congrès P.R.L. — Incidences des économies sur le budget de la Défense nationale	de Donnée, Min.		"		12
Déclarations contradictoires de ministres	Schiltz		"		14
Maintien de la clé de répartition convenue	Dupré		"		14, 15
Incidence des économies sur le budget de la Défense nationale	de Donnée, Min.		"		15
Déclarations avant le vote	Denison	29			756
	De Weirldt	"			"
	Gabriels	"			"
	Van den Brande	"			"
	Deleuze	"			"
	Tobbac	"			"
	Schiltz	"			757
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 106 voix contre 44 et 30 abstentions		"			"
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures et à M. le Ministre de la Défense nationale sur leurs déclarations au sujet de la participation éventuelle de la Belgique à l'I.D.E. (Initiative de Défense Européenne) et à l'I.D.S. (Initiative de Défense Stratégique).					
Demande d'interpellation	Tobbac	25			657
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur le fait que le budget des Voies et Moyens pour 1986 n'a toujours pas été déposé.					
Demande d'interpellation	"	27			694
Discussion de cette interpellation et des interpellations jointes de MM. Van der Biest, Schiltz et Clerfayt :					
Absence du Premier Ministre. — Dépôt tardif du Budget des Voies et Moyens. — Nouveaux crédits provisoires en juillet 1986. — Moment et procédure de promulgation des arrêtés de pouvoirs spéciaux. — Position du groupe C.V.P. — Critique de la politique gouvernementale. — Affaiblissement du système parlementaire	"	29			762
Absence du Premier Ministre	Willockx	"			763
Question préjudicielle :					
Motion déposée par MM. Baert et Willockx requérant la présence du Premier Ministre :					
Application de la Constitution (art. 88, 3 ^e alinéa)	Baert	"			764
Représentation du Gouvernement devant le Parlement. — Principe de la collégialité	Kubla	"			765
	Van den Brande	"			"
Prise de position différente de membres du Gouvernement en matière du Budget des Voies et Moyens	Willockx	"			"
Demande de vote nominatif		"			"
La demande est appuyée		"			"
La notion est repoussée par 45 voix contre 41		"			766

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Tobback (suite).					
Reprise de la discussion :					
Absence du Premier Ministre. — Dépôt tardif du Budget des Voies et Moyens	Van der Biest	29			766
Dépôt tardif du Budget des Voies et Moyens. — Causes du dépôt tardif. — Raisons politiques. — Risque d'une modification du régime	Schiltz	"			767
Position du groupe C.V.P. en matière du Budget des Voies et Moyens et de la promulgation des arrêtés de pouvoirs spéciaux	Van den Brande	"			769
Nuance dans le point de vue du C.V.P. après la réunion en commission	Schiltz	"			"
Point de vue du C.V.P. en commission	Tobback	"			"
Référence au rapport de la Commission	Van den Brande	"			"
Incapacité du Gouvernement à définir une politique. — Attitude du Gouvernement vis-à-vis de la baisse de la facture pétrolière. — Dépôt tardif du Budget des Voies et Moyens. — Risque d'une modification du régime. — Nuance dans le point de vue du C.V.P. après la réunion en commission	Clerfayt	"			770
Aperçu des activités gouvernementales en matière budgétaire. — Nouvelle communication du Gouvernement. — Introduction de l'Exposé général après cette déclaration (délai). — Raisons du retard en matière du dépôt du Budget des Voies et Moyens. — Intérêt et importance de l'opération d'assainissement. — Nécessité d'un budget réaliste. — Mesures conservatoires relatives aux dépenses en cours. — Prévisions de trésorerie pour janvier et février 1986. — Montant du solde net à financer 1986 (624 milliards). — Absence de déraillement supplémentaire des finances publiques à la suite du non-dépôt du budget	Verhofstadt, Min.	"			771
Absence de la majorité des parlementaires dans ce débat. — Discussion sur le rapport de la Commission des Finances de la Chambre	Tobback	"			774
Fait personnel :					
Accusation de falsification du rapport de la Commission (projet de loi concernant les crédits provisoires)	Van den Brande	"			775
	Tobback	"			"
	Président	"			"
	Schiltz	"			"
Déclarations avant le vote	Tobback	30			835
	Van der Biest	"			"
	Schiltz	"			"
	Clerfayt	"			"
		"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 74 et 3 abstentions					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures sur la situation dans la région méditerranéenne et sur l'attitude de la Belgique et de l'Europe à cet égard.					
Demande d'interpellation	Tobback	31			912
Discussion : voir interpellation de M. Dierickx.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur l'incapacité du Gouvernement de déposer le budget des Voies et Moyens pour 1986 au Parlement.					
Demande d'interpellation	"	33			962
Discussion :					
Dépôt du budget des Voies et Moyens. — Communication du Gouvernement. — Rôle du Parlement. — Absence de décision du Gouvernement	"	34			983
Absence de décision du Gouvernement. — Problème des K.S. — Dépôt du budget des Voies et Moyens	Gabriels	"			984
Dépôt du budget des Voies et Moyens. — Rôle du Parlement. — Assainissement budgétaire. — Conclave de Val-Duchesse	Van der Biest	"			985
Mesures d'assainissement (communication du Gouvernement). — Dépôt du budget des Voies et Moyens (causes du retard). — Concertation avec les partenaires sociaux	Martens, Min.	"			987
Conclave de Val-Duchesse (rapport de synthèse du 5 mai 1986)	Tobback	"			989
Conclave de Val-Duchesse (fuites) ...	Van der Biest	"			990
Affaire Kirschen	Tobback	"			991

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Tobback (suite).					
Fait personnel :					
Propos de M. Tobback concernant l'affaire Kirschen	Gol, Min.	34			991
Affaire Kirschen	Tobback	"			"
Reprise de la discussion :					
Politique du Gouvernement (résultats). — Rôle du Parle- ment	Schiltz	"			992
K.S. — Conclave de Val-Duchesse (publication d'un document de travail)	Martens, Min.	"			994
K.S.	Claes	"			"
Politique injuste envers Bruxelles	Clerfayt	"			995
Interpellation adressée à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la suite qu'il entend réserver à l'ordre du jour que la Chambre a adopté au sujet des armes chimiques.					
Demande d'interpellation	Tobback	44			1276
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion :					
Conséquences de la motion votée à la Chambre en matière d'armes chimiques sur la position du Gouvernement	"		C 57		2
Prépondérance conventionnelle et nucléaire de l'Union soviéti- que. — Protection insuffisante des troupes de l'O.T.A.N. — Notion « temps de crise ». — Portée de l'article 68 de la Constitution. — Action du Ministre des Affaires étrangères auprès de la Conférence N.U. à Genève	Van Wambeke		"		3
Aspects constitutionnels du problème. — Prérogatives de l'Exécutif en matière de la sécurité extérieure du pays. — Incidence des traités internationaux. — Protocole de Ge- nève de 1925. — Réactions des partenaires de l'O.T.A.N. sur les intentions américaines de modernisation des armes chimiques. — Caractéristiques de la notion du 4 juin 1986. — Portée de l'arrêté ministériel du 20 juin 1984 imposant une autorisation d'exportation pour certains biens. — Initi- atives belges tendant à une interdiction mondiale d'armes chimiques. — Travaux de la Conférence sur le désarmement à Genève	Martens, Min.		"		4
Notion « en temps de crise ». — Pas de modification de la position gouvernementale. — Point de vue du Ministre américain Perle. — Equipement d'armes chimiques de troupes américaines sur le territoire européen. — Nécessité d'une solution légale. — Arrangements secrets	Tobback		"		6
Modalités de communication aux alliés	Uyttendaele		"		8
Concordance entre les points de vue du Gouvernement et de la majorité parlementaire. — Surarmement des pays du Pacte de Varsovie	De Decker		"		"
Déclarations avant le vote	Tobback	51			1495
	Uyttendaele	"			"
	Anciaux	"			"
	Tobback	"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 65	Tobback	"			1496
Raison d'abstention					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur le fait que le budget des Voies et Moyens pour 1986 n'est toujours pas déposé.					
Demande d'interpellation	"	46			1328
Interpellation adressée au Gouvernement sur les conclusions politi- ques qu'il tirera des arrêts rendus par le Conseil d'Etat dans les affaires Happart, Thiery et de Grunne.					
Demande d'interpellation	"	63			1965
Ajournement de l'interpellation. (V. rubrique : Ordre des tra- vaux)		"			"
Discussion : voir Session 1986-1987.					
M. Tomas.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur le remboursement des emprunts octroyés pour la rétablissement des finances communales.					
Demande d'interpellation	Tomas	27			695
Discussion : voir interpellation de M. Moureaux.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Tomas (suite).					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre, Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan sur le retard de la Belgique en matière de recherche scientifique appliquée et fondamentale, et les moyens d'y remédier.					
Demande d'interpellation	Tomas	34			997
Discussion :					
Budget de la Recherche scientifique. (conclave de Val-Duchesse). — Unanimité des critiques. — Recherche scientifique en Belgique : manque de continuité, manque de moyens. — Plans d'expansion de la recherche remis en question. Retard par rapport à tous nos concurrents industriels. — La privatisation de la recherche sur autre ligne : une fausse solution (incitants fiscaux peu efficaces). — Statut du chercheur. — Superphénix. — Questions. — Après les promesses : le démantèlement.....	»	44			1269
Critiques à relativiser. — Importance d'investir dans la recherche-développement. — Plus d'injection systématique et graduelle d'argent public. — Argent de l'Etat employé de façon sélective. — Lignes de force. — Augmentation des moyens du F.N.R.S. — Création de pôles d'attraction universitaires en technologie de pointe. — Incitants (déductibilité fiscale). — Superphénix. — Budget en croissance	Verhofstadt, Min.	»			1271
Président du Conseil d'administration de l'U.L.B.	Tomas	»			1273
Dépôt de motions :					
Recevabilité de l'ordre du jour pur et simple	Harmegnies, M.	»			1274
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé .....	.....	47			1364
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur la fermeture de l'usine Michelin à Saint-Pieters-Lecuw.					
Demande d'interpellation	Tomas	60			1788
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique) — Présidence de M. M. Olivier.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Bosmans :					
Non-respect des dispositions légales et sociales. — Raisons économiques pour la fermeture. — Volet social. — Viabilité du secteur du pneumatique. — Aspect multinational (« code de bonne conduite » élaboré au sein de l'O.C.D.E.)	Tomas		C 75		2
Sous-capitalisation du siège belge. — Continuation de l'activité industrielle de Michelin et suspension de la fermeture envisagée	Bosmans		»		3
Remarques et questions	Anciaux		»		4
	Van Miert		»		5
	Cortois		»		6
	Hansenne, Min.		»		7
	Tomas		»		8
	Bosmans		»		»
Réponse aux différentes remarques. — Considérations	Van Miert		»		9
Répliques	Président		»		»
	Anciaux		»		»
Dépôt de deux motions :					
Fusion des deux motions .....	.....	62			1954
L'ordre du jour motivé est adopté par 182 voix					
M. Urbain.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures sur l'attitude de la Belgique dans le conflit américano-lybien.					
Demande d'interpellation	Urbain	30			852
Discussion : voir interpellation de M. Dierickx.					
M. Van den Bossche.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, sur la surveillance du supermarché Delhaize d'Alost le samedi 9 novembre 1985.					
Demande d'interpellation	Van den Bossche	3			26
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique). — Présidence de M. Temmerman.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Van den Bossche (suite).					
Discussion : Événements d'Alost du 9 novembre 1985 (attaque par la bande de Nivelles). — Coordination entre la gendarmerie et la police (mesures prises par le Gouvernement). — Accord entre la gendarmerie et la police d'Alost.....	Van den Bossche		C 5		2, 5-7
Lutte contre le terrorisme et le banditisme (coordination entre la gendarmerie, la police judiciaire et la police communale. — Accord entre la police communale d'Alost et la gendarmerie (surveillance des grandes surfaces). — Événements d'Alost du 9 novembre 1985 (attaque par la bande de Nivelles)	Nothomb, Min.		"		4, 5-7
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur le fondement juridique de la décision prise par le Gouvernement de mettre en œuvre des unités de l'armée.	Van den Bossche	3			26
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion : Missions de surveillance (mise en œuvre des unités de l'armée). — Base juridique	"		"		7, 10
Missions de surveillance exécutées par des militaires (compétences).....	Suykerbuyk		"		9
Missions de surveillance (mise en œuvre de militaires, nécessité, base légale). — Compétence des militaires mis à la disposition de la gendarmerie.....	Nothomb, Min.		"		"
Vote (séance plénière) : L'ordre du jour pur et simple est adopté par 103 voix contre 73 et 3 abstentions.....		15			403
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles et à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise, sur les implications des mesures prises par le Gouvernement en vue d'accroître la sécurité, en ce qui concerne le rassemblement et le traitement de données par les services de police.	Van den Bossche	25			657
Demande d'interpellation					
Discussion de cette interpellation : voir interpellation de M. Van den Bossche « sur la politique du Gouvernement en ce qui concerne la sécurité du citoyen et la structure des services de police ».					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles et à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la politique du Gouvernement en ce qui concerne la sécurité du citoyen et la structure des services de police.					
Demande d'interpellation	"	"			"
Discussion de cette interpellation et de son interpellation jointe « sur les implications des mesures prises par le Gouvernement en vue d'accroître la sécurité, en ce qui concerne le rassemblement et le traitement de données par les services de police » :					
Privatisation de la fonction policière. — Modalités de remboursement d'un certain nombre de prestations de la gendarmerie. — Déséquilibre entre les grands corps de police et centralisation de la politique policière (effectifs, investissements et dépenses budgétaires). — Incorporation de militaires dans la gendarmerie. — Financement des mesures annoncées et économies en découlant. — Existence d'ordinateurs illégaux au sein de la gendarmerie. — Automatisation de la Sûreté de l'Etat. — Problème du double emploi. — Incidence des mesures gouvernementales sur l'audit des services policiers. — Nécessité d'un seul ordinateur judiciaire sous le contrôle du Ministre de la Justice	"	29			776, 782

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Van den Bossche (suite).					
Absence de compétences policières pour les services privés de sûreté. — Portée du projet gouvernemental portant diverses mesures visant à renforcer la sécurité des citoyens. — Justification du remboursement de certaines prestations de la gendarmerie. — Efforts gouvernementaux en faveur de la police communale. — Chômeurs mis à la disposition pour les tâches administratives. — Incidence des mesures gouvernementales sur le budget de la gendarmerie. — Données relatives à l'emploi de militaires à la gendarmerie. — Modalités de financement des dépenses supplémentaires. — Suppression des éventuels doubles emplois entre l'informatique « justice » et « gendarmerie ». — Résultats du Comité de coordination de l'utilisation de l'informatique policière (C.C.U.I.P.). — Création d'un comité mixte de communication. — Achat d'appareils de cryptophonie pour la police judiciaire. — Liste des éléments contenus dans les banques de données. — Résultats de l'étude ordonnée par le Commandant de la gendarmerie sur le phénomène des micro-ordinateurs « sauvages ». — Etablissement d'un plan bureautique pour la gendarmerie (1987). — Motifs pour l'audit commandé par le Gouvernement	Nothomb, Min.	29			779
Déclaration avant le vote	Van den Bossche	30			836
L'ordre du jour motivé est repoussé par 107 voix contre 77 et 3 abstentions.....	.....	"			"
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur le fondement juridique des arrêtés de réquisition des travailleurs du port d'Anvers.					
Demande d'interpellation	"	44			1276
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Portée de l'article 3 de la loi du 22 janvier 1945. — Arrêté de réquisition illégal. — Interdiction de grève dans le secteur public. — Absence d'un état d'urgence.....	"		C 60		14
Fondement juridique de l'arrêté de réquisition. — Exposé des faits. — Rôle essentiel du port d'Anvers pour l'approvisionnement du pays.....	Maystadt, Min.		"		15
Pas de réquisition sélective de services. — Violation de la liberté syndicale	Van de Bossche		"		17
Comportement des services du port et du patronat. — « Prise d'otage de navires ». — Maintien du droit de grève dans les services publics	Hancké		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68 .....	.....	51			1498
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur les déclarations qu'il a faites au sujet du scandale des fraudes et sur l'attitude du Gouvernement.					
Demande d'interpellation	Van den Bossche	27			695
Discussion : voir interpellation de M. W. Burgeon.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le fonctionnement déficient de l'alerte nationale de police au cours de la nuit du 13 au 14 juillet 1986, lors des faits qui se sont produits à l'échangeur de Zwijnaarde et qui ont coûté la vie à un gendarme.					
Demande d'interpellation	"	54			1601
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation de M. Chevalier :					
Questions concernant les faits	"		C 73		3
Se joint à l'interpellation de M. Van den Bossche. — Considérations générales	Chevalier		"		4
Description de l'état d'alerte de police. — Evaluation. — Application dans l'affaire du meurtre d'un gendarme à Zwijnaarde. — Emploi des patrouilles renforcées	Gol, Min.		"		"
Répliques	Van den Bossche		"		6
	Chevalier		"		"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Van den Brande.					
Interpellation adressée à M. le Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur sur la politique du commerce extérieur.					
Demande d'interpellation	Van den Brande	25			658
Renvoi à la Commission des Relations extérieures (réunion publique) — Présidence de M. Steverlynck.					
Discussion :					
Composition déséquilibrée d'une délégation belge en mission à l'étranger. — Qualité de membre du cabinet du Secrétaire d'Etat d'un membre du personnel d'A.C.E.C. — Composition et activités de la mission vers la Côte d'Ivoire et le Cameroun. — Manque de coopération avec les Régions et les Communautés	"		C 38		9
Critique de la dimension communautaire attachée à une mission économique. — Participation de parlementaires à une mission gouvernementale. — Part des entreprises flamandes dans les subsides à l'exportation. — Recrutement de membres d'un cabinet	Kubla		"		11
Composition du cabinet. — Composition des délégations vers l'Inde et vers la Côte d'Ivoire et le Cameroun. — Aspect de l'importation dans la politique du commerce extérieur. — Evolution de l'exportation de marchandises	Colla		"		12
Ordre des travaux :					
Demande d'un débat général sur la politique en matière de commerce extérieur. — Conséquences des réajustements monétaires sur la politique du commerce extérieur	Urbain		"		13
Reprise de la discussion :					
Situation désastreuse de notre commerce extérieur	Burgeon, W.		"		"
Diminution inquiétante des crédits-export. — Effets monétaires sur les marchés importants	Knoops, S. Et.		"		"
Nécessité de reconquérir le marché allemand	Urbain		"		14
Motion d'ordre :					
Demande de réponse sur les questions posées lors de l'interpellation	Van den Brande		"		"
	Président		"		"
Droit de l'Exécutif pour fixer l'ordre de réponse à un interpellateur et à des interpellateurs adjoints	Knoops, S. Et.		"		"
Référence à l'application stricte du règlement	Président		"		"
Reprise de la discussion :					
Principe de la composition de missions économiques à l'étranger. — Préparation de la mission en Inde. — Répartition des firmes représentées. — Rôle de l'O.B.C.E. et de Fabrime-tal. — Données relatives au déplacement à la Côte d'Ivoire et au Cameroun. — But de la mission Côte d'Ivoire (contact avec la Banque africaine de développement). — Répartition des entreprises représentées. — Aperçu des contacts au Cameroun. — Recours au sein du cabinet ministériel à des personnes du secteur privé	Knoops, S. Et.		"		"
Qualité de membre du cabinet du Secrétaire d'Etat d'un membre du personnel d'A.C.E.C. — Composition et activités de la mission vers la Côte d'Ivoire et le Cameroun	Van den Brande		"		16
Recours au sein du cabinet ministériel à des personnes du secteur privé	Knoops, S. Et.		"		17
M. Vandenbroucke.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur la décision de la Commission européenne de ne plus reconnaître la région dite « Noord-Hageland » comme zone de développement.					
Demande d'interpellation	Vandenbroucke	5			82
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Vanhorenbeek :					
Ordre des travaux :					
Temps de parole	Président		C 4		2
Discussion :					
Non-prorogation du statut de zone de développement dont bénéficiait le « Noord-Hageland » (décision de la Commission européenne, conséquences pour la région en question)	Vandenbroucke		"		"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Vandenbroucke (suite).					
Non-prorogation du statut de zone de développement dont bénéficiait le « Noord-Hageland » (décision de la Commission européenne, conséquences pour la région en question). — Répartition de l'aide du Fonds européen pour le développement régional (discrimination de la Flandre)	Vanhorenbeek		C 4		3
Non-prorogation du statut de zone de développement dont bénéficiait le « Noord-Hageland » (décision de la Commission européenne, conséquences pour la région en question). — Causes de la décision de la Commission européenne (diminution du taux de chômage, etc...)	Maystadt, Min.....		"		4
Attitude du Ministre des Affaires économiques. — Chômage dans le « Noord-Hageland »	Vandenbroucke		"		5
Rôle du Gouvernement	Vanhorenbeek		"		6
Zones de développement en Wallonie	Coëme		"		"
Zones de développement (fixation de la circonscription géographique). — Zones d'emploi	Dupré		"		"
Vote (séance plénière) : L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 77 et 3 abstentions		15			402
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan, sur l'approbation des projets de C.S.T. et T.C.T. depuis la formation du nouveau Gouvernement.	Vandenbroucke	18			454
Demande d'interpellation					
Discussion : voir interpellation de M. Van Hecke.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Finances sur le report probable de l'emprunt de l'Etat à septembre 1986.	"	46			1328
Demande d'interpellation					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur la manière dont a été réglé le dossier « De Demer n.v. », et notamment la constitution des sociétés Bellnorma, CAT et ICP à Aarschot, la faillite de Bellnorma et les perspectives pour CAT n.v. et ICP n.v.	"	—			—
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion : Faillite de l'entreprise de confection « De Demer ». — Transactions frauduleuses. — Participation du secteur public dans Bellnorma, ICP et CAT. — Situations sociales intolérables	"		C 77		2
Paiement de l'allocation de fermeture	Dupré		"		4
Réponse aux différentes remarques	Maystadt, Min.....		"		"
Répliques	Vandenbroucke		"		5
	Dupré		"		6
	Maystadt, Min.....		"		"
Vote sur l'ordre du jour pur et simple : V. Session 1986-1987.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Finances sur le rééchelonnement de la Dette publique, les déclarations qui ont été faites à ce sujet et l'évolution des taux d'intérêts sur le marché des capitaux.					
Demande d'interpellation	Vandenbroucke	63			1965
M. Van der Biest.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre des Finances sur l'absence de dépôt du Budget des Voies et Moyens.					
Demande d'interpellation	Van der Biest	27			694
Discussion : voir interpellation de M. Tobback.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur les conséquences suite à l'arrêt de la quatrième chambre flamande du Conseil d'Etat rendu à propos de M. José Happart, bourgmestre de Fourons.					
Demande d'interpellation	"	63			1965
Ajournement de l'interpellation. (V. rubrique : Ordre des travaux)		"			"
Discussion : voir Session 1986-1987.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Van Durme.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Travaux publics sur la route de liaison qu'il est prévu d'aménager entre Ypres et Roulers sur l'ancien tracé de la ligne ferroviaire désaffectée.					
Demande d'interpellation	Van Durme	18			454
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Aménagement d'un liaison routière entre Ypres et Roulers sur le tracé de la ligne ferroviaire désaffectée (inutilité). — Aspect écologique	"		C 16		6, 8
Importance économique de la route préconisée. — Analyse coûts-profits. — Aspect écologique	Breyne		"		7
Aménagement d'une route Roulers-Ypres (nécessité, impact sur l'environnement)	Olivier, L., Min.		"		"
Aménagement de la liaison Roulers-Ypres (inutilité, attitude de la population)	Pillaert		"		8
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques et au Secrétaire d'Etat à l'Energie, sur l'étude du sol à Ostende-Middelkerke.					
Demande d'interpellation	Van Durme	30			852
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Caractère mystérieux des sondages du sol à Ostende-Middelkerke. — Caractère rural de la région. — Intervention d'Electrobel (centrales nucléaires). — Manque d'information de la population locale	"		C 41		3
Aperçu des précédents. — Position du Ministère des Affaires économiques. — Conformité avec le plan de secteur. — Installation éventuelle d'un stockage de déchets nucléaires	Desseyn		"		4
Caractère mystérieux des sondages du sol à Ostende-Middelkerke. — But des sondages du sol	Laridon		"		"
Rôle du Ministère des Affaires économiques. — Procédure d'implantation d'une centrale nucléaire. — Compétence des administrations communales. — Communication préalable des sondages aux communes concernées. — Etat de la situation en matière de la huitième centrale nucléaire. — Contrôle des centrales nucléaires. — Système du « Telerad »	Aerts, S.Et.		"		5
Intervention d'Electrobel (centrales nucléaires)	Van Durme		"		6
Compétences des administrations communales	Desseyn		"		"
Manque d'information de la population locale	Laridon		"		7
Contrôle des centrales nucléaires. — Système du « Telerad »	Aerts, S.Et.		"		"
Interpellation adressée à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur l'érosion du sol en Belgique.					
Demande d'interpellation	Van Durme	31			911
Renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes (réunion publique) — Présidence de M. Decoster.					
Discussion :					
Importance des causes et effets de l'érosion du sol. — Solutions possibles : la méthode « no-till »	"		C 40		2
Responsabilité de l'agriculteur. — Etudes scientifiques (subventionnement par l'IRSIA). — Conséquences négatives de la méthode « no-till ». — Incidence des décisions européennes. — Responsabilité des Régions	Baldewijns		"		3
Aspects économiques généraux du problème	De Keersmacker, S.Et.		"		"
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur les conséquences du plan de Val-Duchesse dans le domaine de l'enseignement.	Dierickx		"		4
Demande d'interpellation	Van Durme	63			1965

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Van Elewycck.					
Interpellation adressée au Gouvernement sur l'attitude du Gouver- nement belge au sujet des traités Escaut-Meuse, sur l'évolu- tion des négociations avec les Pays-Bas et sur la sauvegarde de la liberté de la navigation sur l'Escaut.					
Demande d'interpellation	Van Elewycck	35			1005
Discussion :					
Traités Escaut-Meuse (négociations, impasse, erreurs). — Coude de Bath. — Canal de Baalhoek. — Approfondisse- ment de l'Escaut occidental. — Fourniture d'eau de la Meuse. — Qualité de l'eau de l'Escaut. — Stations d'épura- tion des eaux. — Liste des priorités du Gouvernement	"	41			1193
Investissements portuaires. — Traités Escaut-Meuse. — Traité de Londres. — Promesses aux Pays-Bas. — Qualité et quantité de l'eau. — Système institutionnel	Schiltz	"			1194
Traités Escaut-Meuse. — Situation à Anvers. — Contentieux belgo-néerlandais en la matière. — Déclaration d'intention du 7 octobre 1985. — Programme d'approfondissement de l'Escaut occidental	Beysen	"			1195
Intérêt pour les problèmes. — Confiance au Gouvernement	Van den Brande	"			1196
Non-signature du projet-traité de 1975. — Commission por- tuaire nationale. — Chooz. — Barrage de la Houille. — Liberté de la navigation. — Statut de l'Escaut. — Conflit juridique. — Programme d'approfondissement de l'Escaut occidental. — Renégociation des Traités Escaut-Meuse. — Aspect technique de l'eau de la Meuse. — Programme d'assainissement des eaux de l'Escaut et de la Meuse. — Résolution concernant les Traités Escaut-Meuse. — Concertation avec les Pays-Bas et la France	Tindemans, Min.	"			1196
Chooz. — Barrage de la Houille. — Stations d'épuration des eaux. — Concertation avec la Région wallonne. — Problé- matique communautaire. — Région de la Rive gauche de l'Escaut. — Plan d'austérité. — Réalisation de la phase 2 de l'avant-port de Zeebrugge	Van Elewycck	"			1199
Négociations avec les Pays-Bas	Schiltz	"			1200
Déclaration avant le vote	Gabriels	47			1363
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé	"	"			"
Interpellation adressée au Gouvernement sur les importations d'armes de guerre de fabrication soviétique et les exporta- tions de munitions de guerre.					
Demande d'interpellation	Van Elewycck	49			1429
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Exposé des faits (des canons et des munitions importés comme pièces de machines). — Problème de la licence d'importa- tion. — Considérations	"		C 70		7
Exposé des faits. — Réponses aux considérations	Maystadt, Min.		"		8
Répliques	Van Elewycck		"		8-10
	Maystadt, Min.		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 105 voix contre 66	"	59			1769
M. Van Hecke.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan sur le blocage de crédits pour l'approbation de nouveaux projets C.S.T. et T.C.T.					
Demande d'interpellation	Van Hecke	17			420
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Vandenbroucke :					
Politique de l'emploi. — Projets C.S.T. et C.T.C. — Approba- tion. — « Responsabilisation » financière des promoteurs. — Uniformisation. — Système des chômeurs mis au tra- vail	"	26			679, 684, 685
Programmes de résorption du chômage. — C.S.T. et T.C.T. — Politisation. — Moyens financiers. — Approbation des nouveaux projets. — Financement. — Promoteurs	Vandenbroucke	"			680, 684, 685
Politique de l'emploi. — Circuits alternatifs	Sauwens	"			682
Plans de résorption du chômage. — Politique du Gouverne- ment. — Blocage des projets. — Financement des pro- grammes. — T.C.T.	Féaux	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Van Hecke (suite).					
Projets T.C.T. et C.S.T. — Crédits. — Chômeurs mis au travail. — Harmonisation.....	Verhofstadt, Min.	26			683
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 103 voix contre 71 et 4 abstentions .....	.....	29			753
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le fait que le secrétaire permanent au recrutement n'a pas encore été nommé.					
Demande d'interpellation	Van Hecke	34			997
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Colla :					
Raison pour laquelle le titulaire actuel n'est pas nommé. — Difficultés relatives à l'arrêté royal du 25 septembre 1984. — Signification de la décision du Conseil des Ministres du 1 ^{er} août 1983. — Liaison avec la répartition des compétences en matière des institutions biculturelles et bicommunautaires. — Nominations politiques auprès de la Communauté française et de la Région wallonne. — Autonomie du Secrétaire permanent au recrutement	»		C 52		11
Situation actuelle au sommet du S.P.R. — Blocage du dossier par le Ministre de la Fonction publique. — Incidence négative sur l'image du S.P.R. — Problèmes juridiques en matière de délégation de pouvoirs. — Raisons éventuelles pour l'absence de nomination. — Mérites du secrétaire permanent au recrutement actuel. — Dépolitisation et revalorisation de la fonction publique	Colla		»		12
Le S.P.R. comme instrument de dépolitisation. — Rapport entre l'absence de nomination et les négociations de Stuyvenberg	De Beul		»		13
Comparaison avec la nomination d'un gouverneur de province en Flandre orientale. — Veto des jeunes C.V.P. contre le retour de M. Nothomb au département de l'Intérieur	De Loor		»		14
Retrait de la compétence en matière du S.P.R. au Ministre de la Fonction publique (arrêté royal du 25 septembre 1984). — Caractère partial de la campagne de presse néerlandophone. — Pas de liaison de dossiers.....	Nothomb, Min. Galle		» »		» 15
Remise en cause du Premier Ministre.....					
Pas d'attaque contre le Premier Ministre. — Problèmes de déontologie. — Exposé du problème. — Point de vue sur un statut légal. — Autonomie du S.P.R.	Nothomb, Min.		»		16
Dépôt de motions.....	.....		»		»
Reprise de la discussion :					
Caractère personnel de la réponse. — Solution récente pour le problème de la répartition des compétences. — Comparaison avec la nomination du secrétaire permanent adjoint. — Demande de précision sur le problème déontologique	Van Hecke		»		17
Controverse fondamentale entre le Premier Ministre et le Vice-Premier Ministre.....	Colla		»		»
Condition de co-signature de l'arrêté royal par le Ministre de la Fonction publique	Nothomb, Min.		»		18
Problème des adjoints.....	Colla		»		»
Arrêté royal du 25 septembre 1984 comme prétexte.....	De Beul		»		»
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé		47			1364
M. Vanhorenbeek.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur la non-prorogation du statut de zone de développement dont bénéficiait le Hageland.					
Demande d'interpellation	Vanhorenbeek	12			303
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion : voir interpellation de M. Vandenbroucke.					
Interpellation : à M. le Premier Ministre sur l'application, depuis plusieurs années, de l'heure d'été.					
Demande d'interpellation	»	29			739

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Van Miert.					
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur l'administration de l'enseignement de l'Etat.					
Demande d'interpellation	Van Miert	10			248
Interpellation adressée à M. le Ministre de la Défense nationale sur la désignation d'un chargé de cours de sociologie à l'Ecole Royale Militaire.					
Demande d'interpellation	"	51			1502
Renvoi à la Commission de la Défense nationale (réunion publique) — Présidence de M. Poswick.					
Discussion :					
Les faits. — Fortes objections de la part du commandement militaire. — Egalité de chances pour les femmes	"		C 74		2
Remise d'une motion au Ministre	Detiège (M ^{re})		"		3
Appui à l'interpellateur	Vanhorenbeek		"		"
	Pepermans		"		"
Réponse aux observations	de Donnée, Min.		"		"
Répliques	Van Miert		"		4
	Detiège (M ^{re})		"		"
	Vanhorenbeek		"		"
Déclaration avant le vote	Tobback	62			1953
L'ordre du jour pur est simple est adopté par 110 voix contre 69 et 1 abstention	"	"			1954
M. Van Parys.					
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la discrimination qui résulte pour certains services de police communale de la fusion des systèmes d'appel 901 et 906.					
Demande d'interpellation	Van Parys	30			852
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion :					
Situation dans la zone Gand-Eeklo (communes sans service de garde permanent). — Elimination de fait des petits corps de police communale	"		C 42		12
Problèmes identiques dans la province d'Anvers	Suykerbuyk		"		"
Modalités d'exécution de l'intégration des systèmes d'appel. — Possibilité de collaboration pour les petites communes (art. 128 de la loi communale). — Promesse d'évaluer le nouveau système après six mois d'application	Nothomb, Min.		"		"
M. Van Rompaey.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur la vétusté inadmissible du matériel sur la ligne de chemin fer Anvers-Neerpelt et la nécessité de procéder d'urgence à la modernisation complète de cette ligne.					
Demande d'interpellation	Van Rompaey	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Aspects divers de la modernisation nécessaire. — T.G.V. — Groupe de travail interministériel	"		C 64		13
	De Croo, Min.		"		"
M. Vanvelthoven.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures sur l'arrestation, la condamnation et la détention de Ronald Van Den Bogaert au Zaïre.					
Demande d'interpellation	Vanvelthoven	13			344

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Vanvelthoven (suite).					
Interpellation à M. le Ministre des Relations extérieures sur l'arrestation et l'emprisonnement de M ^{me} Passtoors en Afrique du Sud.					
Demande d'interpellation	Vanvelthoven	18			454
Renvoi à la Commission des Relations extérieures (réunion publique) — Présidence de M. Defraigne.					
Discussion :					
Circonstances de l'emprisonnement de M ^{me} Passtoors. — Comportement de la diplomatie belge. — Point de vue de la Belgique vis-à-vis de la politique de l'apartheid	"		C 17		3
Problème de la détention préventive en Afrique du Sud. — Retrait du personnel diplomatique	Van Wambeke		"		5
Résumé des interventions diplomatiques. — Amélioration de la situation de M ^{me} Passtoors. — Comportement en matière de l'« apartheid »	Tindemans, Min.		"		"
Interventions humanitaires (résultats)	Vanvelthoven		"		7
Procédure de cautionnement	Tindemans, Min.		"		8
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 104 voix contre 71 et 4 abstentions		29			753
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures et à M. le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement sur les relations entre la Belgique et le Zaïre.					
Demande d'interpellation	Vanvelthoven	31			912
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Simonet :					
Relations entre la Belgique et le Zaïre (difficultés). — Conférence de Bruxelles sur la relance du Zaïre. — Situation socio-économique au Zaïre. — Attitude du S.P.	"	33			943, 955
Relations belgo-zaïroises. — Etablissement de relations particulières entre la Belgique et le Zaïre (Commonwealth). — Rôle de la Belgique en Afrique	Simonet	"			945
Relations belgo-zaïroises. — Création d'un Commonwealth	Beysen	"			947
Relations belgo-zaïroises (causes de la crise). — Aide à la population (priorité). — Aide militaire au Zaïre	Van Hecke	"			948
Aide militaire au Zaïre	Vanvelthoven	"			"
Création d'un Commonwealth	Van Hecke	"			"
Politique zaïroise. — Politique agricole. — Néo-colonialisme	Maes (M ^{me})	"			949
Voyage au Zaïre (but). — Avenir de la coopération au développement au Zaïre. — Présence des P.M.E. belges. — Problèmes de la navigation aérienne	Kempinaire, S. Et.	"			950
Conférence de Bruxelles sur la relance du Zaïre (résultats). — Causes de la crise dans les relations belgo-zaïroises. — Navigation aérienne. — Création d'une cellule zaïroise au département des Relations extérieures. — Création d'un Commonwealth. — Article publié dans un journal contre le chef d'état zaïrois	Tindemans, Min.	"			951
Article publié dans un journal contre le chef d'état zaïrois	Tobback	"			954
Droits de l'homme. — Coopération au développement	Tindemans, Min.	"			955
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé		44			1262
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures sur la politique de la Belgique à l'égard de l'Afrique du Sud.					
Demande d'interpellation	"	46			1328
Renvoi à la Commission des Relations extérieures (réunion publique) — Présidence de M. Beysen.					
Discussion :					
Principe de la politique belge vis-à-vis de l'Afrique du Sud. — Evolutions sociologiques fondamentales en Afrique du Sud. — Nécessités de sanctions sévères. — Interdiction d'emprunts et d'investissements. — Violation de l'embargo sur les armes. — Les quatre piliers d'une politique nouvelle. — La Belgique en tant qu'importateur important de l'Afrique du Sud. — Volonté belge pour des sanctions unilatérales	"		C 62		41
Défaites des actions de boycottage précédentes. — Importance stratégique de l'Afrique du Sud. — Modification dans la position britannique. — Conditions pour une mission éventuelle de la C.E.E. — Critique sur l'apartheid et toute forme de violence. — Pas de sanctions unilatérales de la Belgique	Beysen		"		43

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Vanvelthoven (suite).					
Position gouvernementale en matière de sanctions économiques. — Résultats d'une rencontre officieuse à Rome de parlementaires de 14 pays de l'Europe de l'Ouest. — Problème de l'importation de charbon sud-africain. — Rôle de la Belgique en tant que membre du Conseil de l'O.N.U. pour la Namibie.....	Dhoore.....		C 62		44
Rejet de l'état d'urgence. — Solution pacifique. — Libération de Nelson Mandela. — Suppression de l'interdiction de l'A.N.C. — Conséquences du boycottage en matière d'armes, des produits pétroliers et du sport. — Nécessité d'une attitude européenne unanime. — Les sanctions économiques comme mesure ultime. — Existence décente de la population noire. — Problème de la population blanche.....	Van Wambeke		"		45
Augmentation de la pression économique.....	Pepermans		"		46
Condamnation de l'apartheid. — Citations d'une interview avec le président de la Côte d'Ivoire, Houphouët-Boigny. — Indépendance de la Namibie. — Problème de la présence d'Européens en Afrique du Sud. — Position vis-à-vis de la suppression des vols sur l'Afrique du Sud. — Incidence des sanctions économiques sur les Etats frontaliers. — Conclusions d'une note confidentielle sur la situation actuelle en Afrique du Sud. — Mission éventuelle du Ministre britannique des Affaires étrangères. — Détournement des mesures économiques. — Nécessité d'une position unanime de l'Europe en matière de sanctions économiques. — Problème de l'importation de charbon sud-africain. — Liste des sanctions actuelles prises par la C.E.E.....	Tindemans, Min.		"		"
Inefficacité de sanctions économiques. — Nécessité d'une négociation euro-africaine.....	du Monceau de Bergendal		"		49
Confrontation inévitable.....	Tobback		"		51
Déclaration avant le vote.....	Vanvelthoven	51			1498
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 95 voix contre 58 et 1 abstention.....			"		1499
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures, à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise et à M. le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement sur les propositions visant à : 1° augmenter de 100 millions les crédits destinés à la coopération militaire avec le Zaïre; 2° conclure une alliance euro-africaine dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale; 3° augmenter d'un demi-milliard l'aide au développement en faveur du Zaïre.					
Demande d'interpellation	"	49			1429
Discussion :					
Point de vue du S.P. concernant la politique à l'égard du Zaïre. — Espoir d'une fin réelle de l'époque post-coloniale. — Travaux de la grande commission mixte belgo-zaïroise. — Proposition de création d'une grande alliance eurafricaine. — Augmentation de l'aide militaire au Zaïre. — Conclusions	"	52			1514
La politique à l'égard du Zaïre : politique d'un style raboteux, qui se situe toujours dans la même ligne. — Réduction de certains crédits, augmentation d'autres montants. — Assistance technique militaire. — Questions	Maes (M ^{re}).....	"			1517
Assistance technique militaire justifiée au Zaïre et au Rwanda qui est surtout d'ordre social et humanitaire. — Vigilance requise en la matière. — Alliance eurafricaine. — Commission mixte belgo-zaïroise. — Grand nombre de visites ministérielles au Zaïre.....	Van Hecke	"			1518
Refus d'un entretien entre le président du S.P. et le ministre zaïrois des Affaires étrangères. — Déclaration du ministre de Donnée. — Montant des crédits. — Nombre de coopérants militaires.....	Tobback	"			1519
Nombre de coopérants militaires.....	de Donnée, Min.	"			1520
Aide militaire belge au Zaïre : aide technique et humanitaire. — Alliance eurafricaine. — Relance de l'U.E.O. — Unanimité au Gouvernement.....	De Decker	"			1521

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Vanvelthoven (suite).					
Grandes lignes de la politique africaine (résolution adoptée par la Chambre). — Commission mixte belgo-zairoise (travaux concrets). — Convention entre la R.T.T. et l'O.N.P.T.Z. — Office du Ducroire. — Crédits nouveaux (500 millions). — Nouvelles possibilités en matière de politique de développement. — Alliance eurafricaine pour la sécurité. — U.E.O. — Pas de « querelle ». — Mécanismes de prévention de malentendus éventuels. — Cellule pour le Zaïre. — Aucune contradiction entre « diversification » et « relations privilégiées »	Tindemans, Min.	52			1521
Un demi-milliard de plus d'aide au développement au Zaïre. — Projets retirés. — P.M.E.	Kempinaire, S.Et.	»			1525
Sens de la coopération militaire belge au Zaïre. — Nombre de coopérants. — Chiffres budgétaires. — Création d'une école supérieure d'état-major au Zaïre. — U.E.O.	de Donnée, Min.	»			1526
Questions qui subsistent après les réponses.	Tobback	»			1527
Visite au Zaïre. — Rapports d'Amnesty International. — Mobutu. — Attribution de responsabilités extra-territoriales à l'O.T.A.N. — Contradictions entre les ministres. — Questions	Vanvelthoven	»			1527-1529
L'Europe dans le monde	Tindemans, Min.	»			1528
Réponses	de Donnée, Min.	»			1529
« Querelle ». — Signification de notre aide militaire. — Retour à l'authenticité.	Maes (M ^{re})	»			»
Déclaration avant le vote	Vanvelthoven	59			1771
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 102 voix contre 63 et l'abstention .....	.....	»			»
M. Van Wambeke.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Relations extérieures sur la situation de l'Union européenne après le rejet de l'accord de Luxembourg par le parlement danois.					
Demande d'interpellation	Van Wambeke	17			419
Retrait de l'interpellation .....	.....	25			658
M. Verberckmoes.					
Interpellation adressée à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur les quotas laitiers, le prix du lait et les excédents de la production du houblon en Belgique.					
Demande d'interpellation	Verberckmoes	52			1530
Retrait de l'interpellation .....	.....	54			1601
M. Vermeiren.					
Interpellation adressée au Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, sur la R.T.T. et les nouvelles techniques de communication.					
Demande d'interpellation	Vermeiren	43			1236
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Ignorance et négligence de la R.T.T., exemples. — Absence de management	»		C 63		2
Digitalisation. — Comparaison avec les pays voisins. — Recrutement d'ingénieurs. — Position de monopole. — Autonomie financière de la R.T.T. — Pas de retard technologique de la R.T.T.	D'Hondt (M ^{re}) S.Et.		»		3
Position de monopole. — Fonctionnement imparfait de la R.T.T.	Vermeiren		»		5, 6
Tutelle trop lourde	D'Hondt (M ^{re}), S.Et.		»		6
Motion d'ordre	Van Elewyck		»		»
Déclarations avant le vote	Tobback	51			1499
	Harmegnies, M.	»			»
	Vermeiren	»			»
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 61 .....	.....	»			1500

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M^{me} Vogels.					
Interpellation adressée à M ^{me} le Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur les autorisations de déverser des déchets gypseux dans l'Escaut.					
Demande d'interpellation	Vogels (M ^{me})	18			454
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique) — Présidence de M. De Groot.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M ^{me} Maes :					
Cadre légal des autorisations de déversement. — Avis de la Société flamande d'épuration des eaux. — Qualité des examens officiels. — Examen de la sédimentation dans la tourbe. — Incidence sur la santé publique	Maes (M ^{me})		C 19 "		19, 20, 23 20, 21, 23
Exposé du système légal en matière de déversements. — Délimitation des compétences. — Nécessité d'une politique d'émission et d'inmission. — Proposition d'un programme plus rigoureux. — Problème du déversement par BAFS de déchets gypseux (absences de conséquences écologiques à court et à moyen terme, projet d'arrêté royal portant adaptation des conditions sectorielles, examen supplémentaire de la radioactivité du milieu de l'Escaut)	Sinet (M ^{me}), S. Et.		"		21-24
Interpellation adressée à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le comportement inadmissible de la gendarmerie dans le Limbourg.					
Demande d'interpellation	Vogels (M ^{me})	35			1005
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Tennumerman.					
Discussion :					
Maintien de l'ordre lors de la grève des mineurs au Limbourg. — Comportement provocateur, d'intimidation, arbitraire et raciste : exemples. — Demande d'un examen par le Ministre	"		C 52		19
Autorité ayant demandé l'intervention de la gendarmerie. — Signification du moment du déploiement de force. — Abus de pouvoir réfléchi. — Systématique dans l'agression. — Usage abusif de menottes. — Contre-action de la gendarmerie comme déclaration calomnieuse. — Consommation d'alcool au cours du service. — Légion mobile d'Anvers : mesures d'examen. — Lettre du groupe S.P. au président de la Commission (interrogation des officiers)	Van den Bossche		"		20
Protection insuffisante des non-grévistes. — Abus importants par la gendarmerie et la police. — Deuxième groupe mobile à Anvers : gendarmes trop jeunes pour des conflits sociaux. — Escalade dans la semaine du 12 au 16 mai. — Formation des jeunes gendarmes	De Beul		"		21
Dépôt de motions .....	.....		"		"
Reprise du débat :					
Lecture de la lettre remise par MM. Vanvelthoven et Vandembroucke. — Concertation avec le président de la Chambre. — Lettre de la Ligue des droits de l'homme adressée au Ministre de l'Intérieur : conséquences	Président		"		"
Aucun ordre particulier de la part du Ministre de l'Intérieur. — Comportement répressif de la gendarmerie à l'égard des étrangers. — Rapport de l'inspecteur général De Vos. — Nouvel examen. — Réquisition de la gendarmerie par la police de Genk. — Enquête sur les actions de la légion mobile d'Anvers. — Absence de comportement excessivement répressif ou raciste. — Nombre d'arrestations administratives et judiciaires. — Comportement de la gendarmerie dans la soirée du 14 mai au café « Mijnzicht »	Nothomb, Min. Vogels (M ^{me})		" "		" 22
Réponse incomplète du Ministre					
Réponse insuffisante. — La chasse aux étrangers. — Réaction de panique au sein de la gendarmerie	Van den Bossche		"		"
Demande d'un examen sérieux	De Beul		"		23
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé .....	.....	47			1364

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M^{me} Vogels (suite).					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur et à M. le Ministre des Affaires économiques sur les perspectives d'avenir de la construction navale en Belgique.					
Demande d'interpellation	Vogels (M ^{me})	35			1005
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Difficultés dans la construction navale en Belgique. — Attitude des actionnaires privés. — Comportement du Gouvernement. — Développement des voiliers commerciaux	"		C 54		6
Caractère « self-supporting » du Fonds pour la construction navale. — Limitation des autorisations d'investissement. — Incidence des nouvelles directives européennes. — Dégraissage des s.a. Boelwerven	Willockx		"		8
Crises catastrophiques au sein des armateurs. — Négociations prochaines dans le cadre du G.A.T.T. — Absence de commandes. — Mesures prises par le Gouvernement français. — Problème de la flotte grecque	De Croo, Min.		"		"
Importance des difficultés de remboursement	Willockx		"		9
Situation financière du Fonds pour la construction navale. — Commande d'un nouveau navire par Flamar. — Pas d'encouragement de la technique des voiliers pour la marine marchande	De Croo, Min.		"		"
Crédit naval pour le financement de deux bateaux-citernes. — Perspectives favorables dans ce domaine. — Démantèlement de l'emploi chez Boelwerf. — Réduction structurelle de la capacité de 40 %	Maystadt, Min.		"		"
Accompagnement social de la réduction structurelle en cause	Willockx		"		10
Chances d'avenir de la construction navale en Belgique. — Nécessité de mesures sur le plan européen	De Croo, Min.		"		"
Développement des voiliers commerciaux	Vogels (M ^{me})		"		11
L'ordre du jour pur et simple est adopté par assis et levé		47			1364
M. Willockx.					
Interpellation adressée à M ^{me} le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sur la situation chaotique que peuvent engendrer dans le monde des radios libres, les récentes décisions d'acquittement rendues par un tribunal anversois, aux termes desquelles les pouvoirs publics sont accusés de mener une politique incohérente en cette matière.					
Demande d'interpellation	Willockx	13			344
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson		"			"
Discussion :					
Politique incohérente concernant les radios libres. — Politique nationale concernant les radios libres (contrôle insuffisant sur l'application de la législation, modification concernant la bande de fréquence, lenteur de la R.T.T.). — Signification et but des radios libres	"		C 11		2
Politique en matière de radios libres. — Législation en matière des radios libres (aspect institutionnel, répartition des compétences entre les Communautés et le Gouvernement national). — Reconnaissance des radios libres (procédure). — Publicité. — Délivrance de fréquences	D'Hondt (M ^{me}) S. Et.		"		4
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur la situation économique et sociale dans le canton de Lokeren à la suite de l'hémorragie d'emplois provoquée par une série de faillites, de fermetures d'entreprises et de licenciements et les initiatives politiques qui s'imposent à cet égard.					
Demar.de d'interpellation	Willockx	17			419
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Willockx (suite).					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M ^{me} Maes : Situation socio-économique dans le canton de Lokeren (fermetures d'entreprises, diminution de l'emploi). — Reconnaissance comme zone de développement. — Situation dans l'arrondissement de Sint-Niklaas. — Problèmes du secteur textile. — Nécessité d'initiatives politiques.....	Willockx		C 12	6	
Définition des zones de développement en Belgique (discrimination de la Flandre). — Problèmes du secteur textile. — Problèmes socio-économiques du canton de Lokeren	Maes (M ^{me})		"	7, 11	
Problèmes socio-économiques du canton de Lokeren. — Zones de développement (critères de reconnaissance)	Lenaerts		"	9	
Problème de la délimitation des zones de développement (attitude de la C.E.E.). — Problèmes socio-économiques du canton de Lokeren. — Zones d'emploi. — Problèmes du textile.....	Maystadt, Min.....		"	"	
Interpellation adressée au Secrétaire d'Etat aux P.T.T. sur le retard injustifié de la mise en œuvre des mesures de sécurité à la Régie des Postes depuis 1981 et plus particulièrement sur la suppression, fin 1985, d'un crédit de 350 millions destinés à la réalisation du plan d'urgence.					
Demande d'interpellation	Willockx	17		419	
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion : Historique de la protection de la Poste. — Demande d'augmentation des investissements de sécurité dans le budget 1986.....	"		C 25	2	
Exécution de la décision de principe pour la sécurité des voitures postales. — Protection des guichets de poste. — Accord du Ministre du Budget pour l'utilisation en 1986 des crédits d'investissement bloqués. — Transport d'argent par les facteurs	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....		"	2, 4	
Nécessité de la procédure de gré à gré. — Risque de la privatisation de paiements postaux	Willockx		"	4	
Dépôt de motions	"		"	4-5	
	Van Elewycx		"	"	
	Président		"	"	
	Cauwenberghs		"	"	
Déclaration avant le vote	Willockx	30		832	
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 103 voix contre 79 et 3 abstentions.....		"		"	
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur les attermoissements en ce qui concerne le contrat de la R.T.T. et sur les répercussions de cette situation sur la position des pouvoirs publics sur le plan des négociations.					
Demande d'interpellation	"	18		454	
Discussion : Livraison de matériel à la R.T.T. — Procédure pour l'acquisition. — Méconnaissance des intérêts de la R.T.T. — Matériel I.S.D.N. — Désavantages. — Privatisation. — Solution proposée. — Globalisation au sein de la R.T.T. (protocole). — Durée du contrat. — Rythme de la digitalisation. — Financement.....	"	26		673, 677	
Contrat de la R.T.T.	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....	"		676	
Politique du Gouvernement.....	Willockx	"		"	
Commandes pour la R.T.T. — Procédure. — Investissements. — Financement	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....	"		"	
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 71 et 4 abstentions.....		29		752	
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques et à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'évolution récente enregistrée dans le secteur de la construction navale en général, et au sein de la n.v. Boelwerf en particulier, et la manière dont le gouvernement envisage de réagir face à cette situation.					
Demande d'interpellation	Willockx	18		454	
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Willockx (suite).					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M ^{me} Maes :					
Problème de la construction navale. — Aspects subrégionaux, nationaux et internationaux. — Politique des armateurs. — Problème de la réduction du niveau d'emploi aux chantiers Boel. — Etat d'avancement des travaux gouvernementaux. — Répartition du travail disponible. — Demande d'une conférence de la table ronde. — Commande de bateaux pour la R.T.M. — Achat par l'armateur Exmar d'un bateau-citerne L.N.G. construit à l'étranger.....	Willockx		C 23		18
Responsabilité des armateurs. — Perte d'emplois. — Point de vue du Gouvernement belge. — Demande d'assouplissement des procédures. — Comparaison avec les mesures sociales pour la sidérurgie wallonne. — Problèmes de financement.....	Maes (M ^{me}).....		»		20
Exposé du système des interventions de l'Etat dans le secteur naval. — Exécution d'un plan d'alarme. — Renouvellement de la flotte belge. — Incidence du coût salarial belge. — Manque de commandes de construction. — Position concurrentielle vis-à-vis de la Corée. — Extension éventuelle de la flotte de la R.T.M.	De Croo, Min.		»		21
Possibilités légales actuelles. — Intervention plus directe en cas de perspectives réelles de commandes. — Rôle du secteur privé. — Enveloppe sociale à charge du budget national	Maystadt, Min.....		»		24
Déclarations avant le vote	Willockx	29	»		757
	Maes (M ^{me}).....	»	»		»
	.....	»	»		758
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 107 voix contre 68 et 4 abstentions.....					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques et à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur, sur les attermoiements en ce qui concerne le traitement du dossier de la construction navale et les menaces qui pèsent sur l'existence de la S.A. Boelwerven.					
Demande d'interpellation	Willockx	30			852
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M ^{me} Maes :					
Nombre de dossiers approuvés par le Comité technique pour la Construction navale. — Extension de la flotte de la R.T.M. — Fixation de l'enveloppe sociale. — Résultats de la concertation avec les armateurs. — Prévisions en matière de la conférence de la table ronde promise. — Etat d'avancement pour deux bateaux-citernes commandés	»		C 36		10
Question de maintien de la construction navale lourde. — Prévisions en matière de la conférence de la table ronde promise. — Etat d'avancement pour deux bateaux-citernes commandés	Maes (M ^{me}).....		»		11
Incidence des directives européennes. — Solution dans un contexte européen. — Affaires de la commande égyptienne	Lenaerts		»		12
Relèvement des crédits navals. — Résultats. — Position concurrentielle des chantiers belges vis-à-vis de l'étranger (la Corée c.a.). — Explication sur la nature et la situation du Fonds des crédits navals. — Explication relative aux déclarations sur la R.T.M. — Incidence de l'accord conclu avec Townsend Thoresen. — Etat d'avancement des dossiers en suspens (le Pacific, les bateaux-citernes). — Evolution sur l'échelle mondiale. — Perspectives d'avenir. — Problème de la réparation de bateaux. — Incertitude relative aux crédits budgétaires pour 1986-1987	De Croo, Min.		»		13
Extension de la flotte de la R.T.M. — Résultats de la concertation avec les armateurs. — Etat d'avancement pour deux bateaux-citernes commandés	Willockx		»		16
Responsabilité des actionnaires privés	De Croo, Min.		»		17

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Willockx (suite).					
Déclarations avant le vote	Willockx	31			872
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 93 voix contre 58 et 9 abstentions.....	Maes (M ^{me}).....	"			"
Interpellation adressée à M. le Ministre des Affaires économiques sur la signification de la filialisation de la s.a. Boelwerven et la comparaison avec Tubemeuse en ce qui concerne l'enveloppe sociale.	.....	"			"
Demande d'interpellation	Willockx	52			1530
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Boelwerf : passage des activités de construction navale à celles de l'armement maritime. — Précédent de Nobels-Peel-man	"		C 70		10
Conversion de la construction navale. — Accompagnement social.....	Maes (M ^{me}).....		"		11
Aide des pouvoirs publics.....	De Batselier		"		12
Réponse aux différentes remarques. — Reconversion. — Compétence régionale. — Développements au niveau de la Communauté européenne	Maystadt, Min.....		"		"
Répliques	Willockx		"		13
	Maystadt, Min.....		"		"
	Maes (M ^{me}).....		"		"
	De Batselier		"		14
	Lenaerts		"		"
Filialisation. — Problème de la réparation navale					
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 105 voix contre 66		59			1771
M. Winkel.					
Interpellation adressée à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur la politique des transports en commun à Bruxelles.					
Demande d'interpellation	Winkel	18			454
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Extension éventuelle du métro lourd. — Accord gouvernemental. — Echancier budgétaire. — Analyse coûts-bénéfices. — Concertation avec les responsables bruxellois.....	"		C 20		25
Prolongement de la ligne métro n° 1 de Veeweide à Bizet (timing). — Prolongement vers l'hôpital Erasme. — Portée de l'option du métro léger	Tomas		"		26, 32
Considérations historiques et sociologiques sur l'évolution des transports en commun. — Modernisation du transport urbain. — Problème de la « Petite ceinture ». — Rentabilisation des investissements souterrains. — Idée du métro léger. — Rapport Sobemap. — Travaux dans la rue d'Angleterre. — Avenue Louise. — Projection pour Schaerbeek. — Idée des parkings périphériques. — Hôpitaux académiques de Jette et Erasme. — Fusion du Ministère des Communications avec celui des Travaux publics	De Croo, Min.		"		26-33
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 104 voix contre 71 et 4 abstentions		29			754
Interpellation adressée à M. le Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale concernant la lettre circulaire du 26 mars sur l'aide aux étrangers en situation irrégulière.					
Demande d'interpellation	Winkel	49			1429
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique) — Présidence de M. De Groot.					
Discussion :					
Contenu et incidences de la circulaire	"		C 69		2
Nécessité et aspects positifs de la circulaire. — Difficultés avec les candidats réfugiés politiques.....	Smet (M ^{me}), S. Et.....		"		2, 4
Répliques	Winkel		"		3, 4

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
INTERPELLATIONS (suite).					
M. Ylieff.					
Interpellation adressée à M. le Ministre de l'Education natinale (F.) sur sa politique à l'égard de l'Université de Liège, et plus particulièrement sur la suite réservée aux recours introduits par le délégué du ministre du Budget et le commissaire du gouvernement auprès de l'Université de Liège contre des décisions du conseil d'administration de cette dernière relatives aux personnels académique, administratif et ouvrier, et à la sauvegarde de leurs statuts administratif et pécuniaire.					
Demande d'interpellation	Ylieff	18			454
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters.					
Discussion :					
Eléments ayant justifié les recours. — Validité juridique. — Procédure prévue par l'arrêté royal n° 82 du 31 juillet 1982. — Versement des cotisations O.N.S.S. — Passage sous un régime statutaire du personnel du patrimoine. — Créance vis-à-vis du C.P.A.S. de Liège	"		C 21		38-40, 42
Justification de la décision ministérielle. — Non-respect du plan d'assainissement. — Incertitude du remboursement O.N.S.S. et de la créance sur le C.P.A.S. — Impossibilité d'exécution forcée entre pouvoirs publics. — Retard dans la préparation du budget 1986	Damseaux, Min.		"		40-42
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 104 voix contre 70 et 4 abstentions		29			755
Interpellation adressée à M. le Premier Ministre sur les stupéfiantes déclarations de M. André Damseaux, ministre de l'Education nationale, selon lesquelles plusieurs centaines d'enseignants seront recrutés dès septembre prochain malgré le maintien des 21 milliards de restrictions budgétaires imposés à l'enseignement par le conclave de Val-Duchesse.					
Demande d'interpellation	Ylieff	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Education, de la Politique scientifique et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters.					
Discussion :					
Impact des mesures de Val-Duchesse sur l'emploi des enseignants. — Discordance des chiffres. — Ecoles rurales. — Communautarisation de l'enseignement	"		C 71		15
Nombre de charges perdues. — Avis de l'Inspection des Finances. — Estimation de la population scolaire	Damseaux, Min.		"		17
Répliques	Ylieff		"		18
	Moors		"		18, 19
	Damseaux, Min.		"		"
	Neven		"		19
	Klein		"		"
	Neyts (M ^{me})		"		"
	Gehlen		"		"
Déclarations avant le vote	Ylieff	59			1769
	Baldewijns	"			1770
	Maes (M ^{me})	"			"
		"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 106 voix contre 68					
LOIS ELECTORALES.					
Projet de loi modifiant les articles 117, 123 et 171 du Code électoral. (Doc. n° 291/I.) (Farde).					
Proposition de loi modifiant l'article 117 du Code électoral. (Doc. n° 16/I.)					
Rapport	Pivin	18			453
Réunion de la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 29 janvier 1986.					
Analyse du rapport :					
But de la proposition de loi. — Candidats suppléants pour éviter une élection partielle	Petitjean			291/2	2
Préférence au projet de loi	Vankeirsbilck			"	"
Quorum d'une assemblée	Henry			"	"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
LOIS ELECTORALES (suite).					
Préférence au projet. — Egalement modification de l'arti- cle 128, deuxième alinéa	Tant.....			291/2	2
Acte rectificatif ou complémentaire	Temmerman			»	»
Maîtrise par chaque assemblée de sa composition et de ses travaux. — L'article 128, deuxième alinéa, tombera en désuétude. — Possibilité de coordination technique	Nothomb, Min.			»	»
Votes :					
Proposition retirée	Petitjean			»	3
Les articles et l'ensemble du projet sont adoptés à l'unani- mité				»	»
Ajournement de la discussion générale	Tant.....	21			532
	Président	»			»
Pas de discussion générale.					
Adoption des articles		27			698
L'ensemble du projet est adopté par 174 voix		29			751
Le projet est soumis à la sanction royale		»			»
Proposition de loi modifiant le Code électoral, la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales et la loi du 15 mai 1949 organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les Conseils provinciaux. (Doc. n° 282/1.)	Flamant				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		21			529
Proposition de loi complétant le Code électoral afin d'établir une incompatibilité entre l'exercice d'un mandat parlementaire et une fonction au sein du Gouvernement. (Doc. n° 466/1.)....	Michel, L.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		44			1276
Proposition de loi modifiant l'article 17 du Code électoral (Doc. n° 538/1.)	Delhaye				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		51			1480
Projet de loi modifiant les articles 115bis, § 1 ^{er} , 116 et 118 du Code électoral (Doc. n° 578/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique	Gouvernement	57			1681
Projet de loi modifiant l'article 147bis du Code électoral. (Doc. n° 591/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique	»	63			1959
Elections communales.					
Proposition de loi visant à sanctionner des manœuvres post- électorales et à compléter en conséquence la loi électorale communale coordonnée par arrêté royal du 4 août 1932 et la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale. (Doc. n° 12/1.)	Désir				
Prise en considération en renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		12			312
Proposition de loi complétant l'article 128 du Code électoral et l'article 30 de la loi électorale communale. (Doc. n° 289/ 1.)	De Beul				
Prise en considération en renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		21			530
Proposition de loi modifiant l'article 56 de la loi électorale commu- nale. (Doc. n° 290/1.)	»				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		»			»
Proposition de loi accordant aux étrangers qui résident en Belgique depuis plus de 5 ans le droit de vote aux élections commu- nales ainsi qu'aux élections des conseils d'agglomération et de fédération. (Doc. n° 262/1.)	Sleeckx				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		»			»
Avis du Conseil d'Etat (Doc. n° 262/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		44			1275
Proposition de loi modifiant la loi électorale communale. (Doc. n° 321/1.)	Peeters, P.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		29			748

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
LOIS ELECTORALES (suite).					
Elections européennes.					
Projet de loi portant approbation de l'Acte unique européen, fait à Luxembourg le 17 février 1986, et à La Haye le 28 février 1986.					
Discussion générale	Lenaerts	48			1387
	Tindemans, Min.	"			1389
Elections législatives.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	du Monceau de Bergendal	6			98, 99
	Tobback	"			99
	Martens, Min.	"			"
	Happart	7			126
	Martens, Min.	9			185
	Yliefé	"			200
	Schiltz	"			201
	Hancké	"			203
	Onkelinx	"			216
	Tobback	"			223
Proposition de loi modifiant l'article 117 du Code électoral (Doc. n° 16/I.)	Petitjean				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		12			312
Rapport :	Pivin	18			453
Retrait de la proposition	Petitjean			291/2	3
Proposition de loi réorganisant l'arrondissement électoral de Bruxelles en cantons électoraux unilingues flamands dans l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde et en cantons bilingues dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. (Doc. n° 65/I.)	Vanderheyden				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		12			315
Proposition de loi modifiant la législation électorale en ce qui concerne le groupement de listes dans la province de Brabant. (Doc. n° 97/I.)	Diegenant				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		15			397
Proposition de loi supprimant la possibilité de grouper entre elles des listes présentées dans les arrondissements électoraux de Nivelles et de Louvain. (Doc. n° 103/I.)	Féaux et cs.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		"			398
Proposition de loi interdisant de se porter candidat en même temps aux élections législatives et aux élections provinciales. (Doc. n° 108/I.)	Tant				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		"			"
Rapport :	De Loor	45			1284
Justification de sa proposition de loi	Tant			108/3	1
Les résultats des élections peuvent être faussés et l'électeur peut être leurré même lorsque les élections législatives et provinciales ne sont pas organisées le même jour. — Influence de l'incertitude au moment de l'introduction de la candidature	De Loor			"	2
Approbation de la proposition au nom de la démocratie provinciale	du Monceau de Bergendal			"	"
Situation d'un candidat qui se trouve à une place de combat ou qui n'est pas placé en ordre utile sur la liste pour les élections législatives	De Beul			"	"
Distinction entre candidat effectif et candidat suppléant	Temmerman			"	"
Interdiction de double candidature (article 118 du Code électoral)	Tant			"	"
Risque de limitation de la liberté de candidature	Neyts (M ^{me})			"	3
Nécessité d'une réforme plus large et plus complète du système électoral	Galle			"	"
	Harmegnies, M.			"	3, 4

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
LOIS ELECTORALES (suite).					
Elections législatives (suite).					
Utilité de la double candidature aux petits partis.....	Daras.....			108/3	3
Candidature simultanée aux élections communales et provin- ciales.....	Galle.....			"	4
Principe de la liberté de candidature. — Caractère limitatif des exceptions. — Incidence du système d'incompatibilités en vigueur. — Chiffres concernant les doubles candidatures aux élections législatives et provinciales simultanées dans l'arrondissement de Bruxelles.....	Nothomb, Min.			"	"
Votes : L'amendement n° 1 de M. Tant (Doc. n° 108/2) est rejeté par 7 voix contre 5. L'article unique de la proposition de loi est ensuite rejeté par 8 voix contre 4 et une abstention				"	5
Proposition de loi tendant à supprimer l'apparementement. (Doc. n° 109/1.).....	Tant				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....		15			398
Proposition de loi visant à supprimer l'apparementement dans la province de Brabant. (Doc. n° 297/1.).....	du Monceau de Bergendal				
Prise en considération en renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....		29			746
Proposition de loi modifiant le système de répartition des sièges à la Chambre et au Sénat. (Doc. n° 386/1.).....	Klein et cs				
Prise en considération en renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....		30			851
Proposition de loi modifiant le Code électoral et les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966. (Doc. n° 443/1.).....	Daras & Dutry				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....		34			997
Elections provinciales.					
Proposition de loi interdisant de se porter candidat aux élections législatives et aux élections provinciales. (Doc. n° 108/1.).....	Tant				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.....		15			398
Rapport :	De Loor.....	45			1284
Justification de sa proposition de loi.....	Tant.....			"	1
Les résultats des élections peuvent être faussés et l'électeur peut être leurré même lorsque les élections législatives et provinciales ne sont pas organisées le même jour. — Influence de l'incertitude au moment de l'introduction de la candidature	De Loor.....			"	2
Approbation de la proposition au nom de la démocratie provinciale	du Monceau de Bergendal			"	"
Situation d'un candidat qui se trouve à une place de combat ou qui n'est pas placé en ordre utile sur la liste pour les élections législatives.....	De Beul.....			"	"
Distinction entre candidat effectif et candidat suppléant	Temmerman			"	"
Interdiction de double candidature (article 118 du Code électo- ral).....	Tant.....			"	"
Risque de limitation de la liberté de candidature.....	Neyts (M ^{re})			"	3
Nécessité d'une réforme plus large et plus complète du système électoral.....	"			"	"
	Galle.....			"	"
	Harmegnies, M.			"	3, 4
	Daras			"	3
Utilité de la double candidature aux petits partis.....	Galle.....			"	4
Candidature simultanée aux élections communales et provin- ciales.....					
Principe de la liberté de candidature. — Caractère limitatif des exceptions. — Incidence du système d'incompatibilités en vigueur. — Chiffres concernant les doubles candidatures aux élections législatives et provinciales simultanées dans l'arrondissement de Bruxelles.....	Nothomb, Min.			"	"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
LOIS ELECTORALES (suite).					
Elections provinciales (suite).					
Votes : L'amendement n° 1 de M. Tant (Doc. n° 108/2) est rejeté par 7 voix contre 5. L'article unique de la proposition de loi est ensuite rejeté par 8 voix contre 4 et une abstention				108/3	5
Proposition de loi modifiant l'article 27 de la loi organique des élections provinciales. (Doc. n° 417/1.)	Suykerbuyk				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		31			913
Propagande électorale.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Vanvelthoven	9			196
	Dhoore	"			198
MINISTRES.					
Transmission de la copie de trois arrêtés royaux du 28 novembre 1985 portant démission et nomination des membres du Gouvernement (<i>Moniteur belge</i> du 30 novembre 1985)		3			26
Déclaration gouvernementale : Discussion	Van den Brande	4			41
	Van Miert	5			47
	Gabriels	"			57
	Moureaux	6			86
	Vanvelthoven	9			196
	Dillen	"			208
	Mottard	"			213
	Schiltz	"			218
Question de M. Van Miert à M. le Premier Ministre sur la présence dans des cabinets ministériels de personnes rémunérées par des entreprises privées	Van Miert	24			629
Réponse	Martens, Min.	"			"
Interpellation de MM. W. Burgeon, Hendrick et Van den Bossche sur le problème de la fraude fiscale (industrie diamantaire). Discussion	Burgeon, W.	28			719, 730
	Van den Bossche	"			722, 731
	Moureaux	"			725
	Martens, Min.	"			728
	Tobback	"			"
	Van den Bossche	"			730
Question de M. Deleuze à M. le Ministre des Relations extérieures sur les déclarations faites par le ministre concernant les pacifistes et le parti nazi	Deleuze	29			740, 741
Réponse	Tindemans, Min.	"			741
Interpellation de M. Van den Brande sur la politique du commerce extérieur. Discussion	Van den Brande		C 38		9
	Kubla		"		11
	Knoops, S.Et.		"		14
	Van den Brande		"		16
	Knoops, S.Et.		"		17
Question de M. Désir à M. le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sur le versement du solde de la dotation 1985 du Fonds spécial de l'aide sociale aux C.P.A.S. bruxellois. Ministres compétents	Président	31			867
	Désir	"			"
Question de M. Tobback à M. le Premier Ministre sur la présence de M. Gol aux Etats généraux des médecins et pharmaciens	Tobback	44			1242
Réponse	Gol, Min.	"			1243
Question de M ^{me} Vogels à M. le Premier Ministre sur les déclarations du Premier Ministre à l'hebdomadaire « Vrij Nederland »		51			1476
Réponse	Martens, Min.	"			1477
Transmission de la copie de l'arrêté royal du 11 août 1986, complétant l'arrêté royal du 28 novembre 1985 relatif à la nomination des membres du Gouvernement		63			1960

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
NATURALISATIONS.					
Commission des Naturalisations.					
Rapport sur les demandes de naturalisation. (Doc. n° 67/1.)	Liénard	10			249
Proposition d'acte de naturalisations présentée par la Commission des Naturalisations. (Doc. n° 67/2.)					
Scrutin pour la prise en considération des demandes de naturalisation		12			316
Résultat du scrutin		"			319
Vote nominatif sur les propositions d'actes de naturalisations		"			327
Les projets d'actes de naturalisations sont transmis au Sénat		"			"
Rapport sur les demandes de naturalisation. (Doc. n° 294/1.)	De Loore (M ^{me})	18			453
Proposition d'acte de naturalisations présentée par la Commission des Naturalisations. (Doc. n° 294/2.) (+ Errata).					
Erratum		29			750
Désignation des secrétaires en vue du dépouillement		"			"
Scrutin		"			"
Résultat du scrutin		"			758
Vote nominatif sur la proposition d'acte de naturalisations					
La proposition est adoptée par 181 voix		"			"
La proposition est transmise au Sénat		"			"
Rapport sur les demandes de naturalisation. (Doc. n° 507/1.)	"	45			1284
Proposition d'acte de naturalisations présentée par la Commission des Naturalisations. (Doc. n° 507/2.)					
Les demandes de naturalisation sont prises en considération		47			1345
Les projets sont adoptés		"			1362
Les projets sont transmis au Sénat		"			"
ORGANISATION JUDICIAIRE.					
Barreau.					
Proposition de loi supprimant le port obligatoire de la toge pour les magistrats, les greffiers et les avocats dans l'exercice de leurs fonctions. (Doc. n° 328/1.)	Van den Bossche				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		29			748
Cours et tribunaux.					
Interpellation de M. Coveliers à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur l'application de la loi du 25 juillet 1985 concernant les chambres à juge unique.					
Demande d'interpellation	Coveliers	17			419
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Application de la loi du 25 juillet 1985 concernant les chambres à juge unique (critiques). — Recyclage des magistrats. — Nominations politiques.	"		C 13		19, 24
Application de la loi du 25 juillet 1985 concernant les chambres à juge unique. — Nomination de magistrats.	Van den Bossche		"		21
Loi concernant les chambres à juge unique (application)	Chevalier		"		22
	Mottard		"		"
	Brisart		"		"
Nominations politiques					
Efficacité du système de chambres à juge unique. — Problème de recrutement à la magistrature.	Bourgeois		"		"
Propos de M. Van den Bossche à l'égard du professeur Storme	Van Parys		"		23
Application de la loi du 25 juillet 1985. — Formation et recrutement des magistrats. — Introduction de l'informatique	Gol, Min.		"		"
Tribunaux de première instance.					
Proposition de loi modifiant l'article 195 du Code judiciaire. (Doc. n° 361/1.)	Coveliers				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		30			850

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ORGANISATION JUDICIAIRE (suite).					
Cours et tribunaux(suite).					
<i>Tribunaux du travail.</i>					
Proposition de loi attribuant compétence pénale aux juridictions du travail en matière d'infractions aux lois réglant le droit du travail et le droit à la sécurité sociale. (Doc. n° 139/1.)	Baudson				
Avis du Conseil d'Etat — Doc. n° 254/2 (1981-1982).					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale.		17			437
Renvoi à la Commission de la Justice		24			627
Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le tribunal du travail de Bruges, la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail. (Doc. n° 462/1.)	Bourgeois				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		44			1275
Projet de loi modifiant l'article 764, 12°, du Code judiciaire. (Doc. n° 541/1) — Farde.					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission de la Justice		48			1373
Huissiers de justice.					
Proposition de loi modifiant l'article 510 du Code judiciaire. (Doc. n° 45/1.)	Suykerbuyk				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		12			314
Juges et magistrats.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Coveliers	7			122
Proposition de loi modifiant et complétant les articles 191 et 194 du Code judiciaire et l'article 1° de la loi du 8 avril 1971 organisant un stage judiciaire. (Doc. n° 66/1.)	Taelman				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		12			315
Projet de loi interprétant et complétant la loi du 17 juillet 1984 portant certaines mesures de nature à réduire l'arriéré judiciaire. (Doc. n° 192/1.) — (Farde).	Van Parys	13			345
<i>Rapport :</i>					
Réunion de la Commission de la Justice du 8 janvier 1986.					
Arriéré judiciaire. — Les magistrats du siège, admis à la retraite, peuvent continuer à exercer leurs fonctions durant un an. — Application aux juges de paix et aux juges au tribunal de police. — L'article 12 est superflu selon le Conseil d'Etat	Mundeleer, S. Et. Bourgeois			192/2 "	1 3
Les articles et l'ensemble du projet de loi sont adoptés à l'unanimité				"	"
<i>Annales :</i>					
Discussion générale :					
But du projet (interprétation de certaines dispositions de la loi du 17 juillet 1984)	Van Parijs	"			350
Adoption des articles		"			351
L'ensemble du projet est adopté par 184 voix		15			404
Le projet est soumis à la sanction royale		"			"
Proposition de loi supprimant le port obligatoire de la toge pour les magistrats, les greffiers et les avocats dans l'exercice de leurs fonctions. (Doc. n° 328/1.)	Van den Bossche				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		29			748
Proposition de loi modifiant la colonne « Juges » au tableau figurant à l'article 1° de la loi du 15 juillet 1970 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de commerce et modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire. (Doc. n° 475/1.)	Derycke				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		47			1366

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
ORGANISATION JUDICIAIRE (suite).					
Juges et magistrats (suite).					
Proposition de loi modifiant les articles 187 et 191 du Code judiciaire concernant les conditions de nomination des membres de l'ordre judiciaire. (Doc. n° 557/I.)	Bourgeois	59			1772
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Personnel.					
Proposition de loi complétant les articles 9 et 29 des dispositions transitoires de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire. (Doc. n° 48/I.)	Suykerbuyk	12			314
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, en ce qui concerne la cour du travail de Liège, le tribunal du travail de Liège et les tribunaux du travail de Namur-Dinant. (Doc. n° 137/I.)	Mottard	17			437
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Proposition de loi remplaçant l'article 285, alinéa 2, du Code judiciaire, concernant les conditions de recrutement d'attachés auprès de la Cour de cassation. (Doc. n° 150/I.)	Hanquet (M ^{re})	"			438
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Proposition de loi modifiant dans le tableau figurant à l'article 1 ^{er} de la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance, la colonne intitulée « Gref-fier-chef de service ». (Doc. n° 429/I.)	Michel, J.	34			996
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Proposition de loi modifiant le cadre du personnel du tribunal de commerce de Courtrai. (Doc. n° 482/I.)	Bourgeois	47			1366
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Ressorts judiciaires.					
Projet de loi modifiant l'Annexe au Code judiciaire. (Doc. n° 484/I.)					
Dépôt et renvoi à la Commission de la Justice	Gouvernement	42			1204
Proposition de loi complétant l'article 3 de l'annexe au Code judiciaire concernant les limites territoriales et le siège des cours et tribunaux. (Doc. n° 511/I.)	Belmans	51			1480
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT.					
Déclaration gouvernementale :					
Crise économique. — Résultats de la politique du Gouvernement précédent (compétitivité, balance des paiements, équilibre de la sécurité sociale, chômage, etc ...). — Continuation de la politique de redressement. — Politique fiscale (diminution et harmonisation de la fiscalité). — Rénovation de l'économie. — Assainissement des finances publiques. — Pouvoirs spéciaux. — Sécurité sociale. — Chômage. — Politique économique. — Qualité de la vie. — Objectivité de l'information. — Transparence de la gestion du service public. — Protection de la vie privée et de la liberté. — Sécurité des citoyens. — Politique de l'enseignement. — Politique de la famille. — Exécution des lois de réformes institutionnelles (Centre d'étude pour la réforme de l'Etat, problématique bruxelloise, communautarisation de l'enseignement). — Politique envers les provinces et les communes. — Politique étrangère. — O.T.A.N. (déploiement des missiles de croisière). — Coopération au développement	Martens, Min.	3			28

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Discussion :					
Contenu du programme gouvernemental. — Déficit des finances publiques. — Solde net à financer (évolution entre 1981 et 1985, objectifs du Gouvernement, budget de 1986). — Démantèlement de la sécurité sociale. — Concertation sociale. — Harmonisation des pensions. — Prévisions de retraite. — Réforme de l'assurance-chômage. — Chômage des jeunes. — Politique de l'emploi (partage du temps de travail, programmes de résorption du chômage). — Investissements publics. — Secteur de la construction. — Commandes publiques (tensions communautaires). — Privatisation des entreprises publiques. — Enseignement (économies). — Constructions scolaires. — Commission du Pacte scolaire. — Communautarisation de l'enseignement. — Traitement équitable des réseaux d'enseignement. — Problèmes de la sécurité (terrorisme et grand banditisme). — Problèmes communautaires (Comité de concertation, problème des Fourons, Centre d'Etude de la Réforme de l'Etat, discrimination des francophones en général). — Problème de Bruxelles. — Pouvoirs spéciaux (justification).....	Van der Biest	4			34
Accord gouvernemental. — Politique de redressement socio-économique. — Limitation du nombre de cabinets ministériels. — Problème du cumul entre le mandat de ministre et celui de parlementaire. — Politique familiale. — Amélioration de la situation économique. — Assainissement des finances publiques (attitude du C.V.P., nécessité d'une orthodoxie budgétaire). — Démocratisation de la vie économique. — Politique énergétique. — Emploi au Limbourg. — Construction d'une centrale à lit fluidisé. — Secteurs économiques nationaux (restructuration des K.S.). — Pouvoirs spéciaux (danger pour la crédibilité du système parlementaire, attitude du C.V.P.). — Réforme du travail parlementaire (problème du système du bicaméralisme). — Service militaire. — Enseignement (constructions scolaires, diminution du nombre d'enseignants). — Financement des écoles (nécessité d'objectivité). — Communautarisation de l'enseignement. — Politique fiscale (diminution de la pression fiscale pour les familles, les plus démunis etc ...). — Fraudes fiscale et sociale. — Problème de la sécurité (coordination des services de police, vente d'armes). — Protection de la vie privée. — Politique de défense. — Coopération au développement. — Commerce extérieur.....	Van den Brande	"			41
Tensions au sein de la majorité. — Augmentation de la pression fiscale. — Sécurité sociale (économies). — Inspiration néo-libérale de l'accord gouvernemental. — Problèmes des jeunes (chômage, service militaire, objecteurs de conscience). — Nouvelle pauvreté. — Nombre des ministres et secrétaires d'état. — Pouvoirs spéciaux (démantèlement de la démocratie et de la déontologie politique). — Problème des médias. — Enseignement (économies, emploi).....	Van Miert	5			47
Emploi dans l'enseignement	Van den Brande	"			51
Diminution du nombre d'enseignants.....	Van Miert	"			"
	Van den Brande	"			"
Pacte scolaire. — Réorganisation de la gestion de l'enseignement de l'Etat. — Communautarisation de l'enseignement. — Continuation de la réforme de l'Etat. — Sécurité (causes de la criminalité et du terrorisme). — Forces de l'ordre (coordination et contrôle, commission d'enquête parlementaire). — Politique étrangère. — Négociations de Genève. — Installation des missiles. — S.D.I. — Zaire (problème Van Den Bogaert).....	Van Miert	"			52
Programme gouvernemental (priorité à la politique de redressement socio-économique). — Assainissement des finances publiques. — Pouvoirs spéciaux. — Attitude des socialistes. — Résultat des élections. — Sécurité (renforcement des forces de l'ordre). — Diminution des impôts. — P.M.E. — Sécurité sociale. — Maintien de la compétitivité. — Encouragement de l'épargne à des fins économiques et sociales. — Système des pensions extra-légales de groupe. — Secteurs économiques nationaux	Kubla.....	"			54

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Nombre des ministres et secrétaires d'état. — Contenu de l'accord gouvernemental. — Résultats de la politique du Gouvernement précédent. — Problème des secteurs économiques nationaux (K.S., Cockerill-Sambre). — Programme gouvernemental anti-flamand. — Réforme de l'Etat. — Problème Happart. — Pouvoirs spéciaux (démantèlement du Parlement)	Gabriels.....	5			57
Priorités de l'accord gouvernemental. — Renforcement de l'intégration européenne. — Assainissement des finances publiques. — Pouvoirs spéciaux. — Fiscalité (diminution de la pression fiscale). — Enseignement (gestion de l'enseignement de l'Etat, numerus clausus). — Service militaire. — Amélioration de la réforme de l'Etat. — Politique en faveur des handicapés (compétence des Communautés)	Beysen	"			60
Politique en faveur des handicapés (compétence des Communautés)	Martens, Min.	"			62
Pouvoirs spéciaux. — Prolongation du service militaire (but : manipulation des statistiques du chômage). — Chômage des jeunes. — Politique envers les étrangers. — Politique sociale. — Emploi. — Modération salariale. — Politique énergétique. — Ecoutes téléphoniques. — Politique de défense	Deleuze	"			"
Résultat des élections. — Poursuite de la politique du Gouvernement précédent. — Compétitivité des entreprises. — Assainissement budgétaire. — Pression fiscale. — Politique familiale. — Emploi. — P.M.E. — Enseignement (communitarisation). — Pouvoirs spéciaux. — O.T.A.N. — Région bruxelloise	le Hardy de Beaulieu ...	"			63
Problèmes communautaires. — Evasion des capitaux. — Politique de modération. — Consommation privée. — Compétitivité des entreprises. — Politique industrielle. — Dette publique. — Assainissement des finances publiques (déficit budgétaire, contribution des banques). — Taux d'intérêt sur les carnets de dépôt. — Politique fiscale (pression fiscale, suppression de la réduction d'impôts pour les pensions et prépensions). — Simplification de la fiscalité (audit) — Charte des contribuables. — Mesures concernant les services publics (motivation des agents, dépolitisation, flamanisation)	Coëme	"			65
Politique de redressement socio-économique. — Sécurité sociale (réforme, économies, intervention de l'Etat). — Financement de la sécurité sociale. — Dépenses sociales (sélectivité). — Assurance maladie-invalidité. — Lits d'hôpitaux. — Harmonisation des pensions. — Moins-favorisés. — Handicapés. — Politique de l'emploi (chômage, mesures en faveur des jeunes chômeurs). — Concertation sociale	Olivier, M.	"			69
Sécurité du citoyen. — Politique de sécurité. — Importance de la police communale (formation, nécessité de moyens financiers supplémentaires). — Gendarmerie (augmentation des effectifs). — Services d'incendie. — Renforcement de l'autonomie et de la responsabilité financière des provinces et communes. — C.P.A.S.	Ramaekers	"			71
Réforme de l'Etat. — Exécution intégrale des lois de 1980. — Extension de la compétence des Communautés et des Régions (transfert de moyens, dotations et ristournes). — Centre d'étude pour la réforme de l'Etat (importance). — Provinces. — Région bruxelloise (problèmes financiers des communes bruxelloises)	Suykerbuyk	"			73
K.S. (plan de réorganisation de la direction : diminution de la production et de l'emploi). — Aspects négatifs du programme gouvernemental (financement régional, moyens financiers insuffisants, manque d'aide indirecte, nouvelle fosse d'air, indexation de l'enveloppe). — Construction d'une centrale au charbon. — Problème de la reconversion au Limbourg	Desaeyere	"			74
Problèmes des jeunes (emploi, chômage, service militaire)	Vogels, (M ^{me})	"			76

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Signature conservatrice du programme gouvernemental. — Politique de l'emploi. — Diminution de la consommation des revenus modérés. — Expérimentation Hansenne. — Chômage. — Chômage des jeunes. — Répartition de l'emploi. — Réforme du système d'allocation de chômage. — Exclusion de chômeurs (art. 143). — Programmes d'emploi. — Modération salariale. — Accords 5-3-3. — Fonds pour l'emploi. — Pourvoyeurs de main-d'œuvre. — Démocratie dans l'entreprise. — Sécurité sociale (modération linéaire, financement, intervention de l'Etat, équilibre financier, réforme). — Privatisation des secteurs de la maladie-invalidité et des pensions	Leclercq	5			78
Sécurité sociale. — Economies dans le secteur des soins de santé et de l'invalidité. — Augmentation des minima de sécurité d'existence. — Hôpitaux. — Statut du médecin hospitalier	Tilquin	6			86
Maintien du Ministre de l'Intérieur au Gouvernement. — Rôle du Secrétaire d'Etat à la Justice. — Sécurité du citoyen. — Réorganisation de la sécurité publique et de la police. — Création d'une inspection générale de la gendarmerie civile. — Modification du pouvoir de tutelle sur la gendarmerie. — Renforcement des polices communales. — Problèmes de Bruxelles (nécessité d'un dialogue entre francophones et flamands). — Manque d'une déclaration de l'Exécutif bruxellois. — Composition de l'Exécutif bruxellois. — Compensation financière pour Bruxelles. — Comité de concertation (participation du Ministre de la Région bruxelloise). — Problèmes de l'agglomération bruxelloise. — Modification des limites des communes. — Centre d'étude pour la réforme de l'Etat. — Problème de l'emploi à Bruxelles. — Autonomie communale. — Gestion des institutions bicommunautaires	Mouraux	"			"
Phénomène de la bipolarisation entre la Gauche et la Droite. — Pouvoirs spéciaux (nécessité, dangers). — Maîtrise de l'Etat et de ses dépenses. — Problème de Bruxelles (problème financier des communes, immigration). — Rôle historique à jouer par le Premier Ministre	Simonet	"			90
Résultats de la politique économique et budgétaire du Gouvernement précédent (chemin parcouru, déclaration de M. Leysen). — Politique budgétaire (diminution du solde net à financer, objectifs). — Déficit du budget de 1985. — Difficultés budgétaires pour 1986. — Economies dans les secteurs du chômage et des soins de santé. — Fiscalité (augmentation de la pression fiscale). — Différence entre la fiscalité sur le travail et celle sur le patrimoine. — Fraude fiscale. — Politique de l'emploi (chômage, manipulation des statistiques, chômage des jeunes). — Politisation des programmes de résorption. — Politique économique (prévisions pour 1986). — Bureau du Plan (rôle). — Fonds de rénovation industrielle (tâches, fiscalisation des moyens). — Législation sur l'expansion économique. — Entreprises publiques (privatisation). — Diminution des investissements publics. — Problématique de la structure industrielle. — Maintien de la compétitivité (influence du coût salarial, importance des autres coûts). — Politique monétaire (position du franc belge). — Financement des K.S. — Construction de centrales au charbon	Claes	"			93
Réforme de l'Etat (avenir du Brabant wallon, suppression de l'appareillement entre les arrondissements de Communautés différentes au sein de la Province de Brabant)	du Monceau de Bergendal	"			98
Appareillement entre les arrondissements de Louvain et de Nivelles (suppression)	Tobback	"			99
	du Monceau de Bergendal	"			"
	Martens, Min.	"			"
Sécurité du citoyen (renforcement des effectifs et des moyens de la gendarmerie, aide des paracommandos). — Service militaire	du Monceau de Bergendal	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Coopération au développement. — Enseignement (économies en Flandre). — Fédéralisation de l'enseignement (attitude du P.S.C.). — Traitement équitable des réseaux d'enseignement. — Problèmes de l'enseignement de l'Etat. — Conseil autonome pour l'enseignement de l'Etat. — Qualité de l'enseignement. — Enseignement secondaire (types I et II). — Enseignement fondamental. — Constructions scolaires. — Fonctionnement de la Commission du Pacte scolaire. — Coût de l'enseignement francophone. — Politique familiale. — Problèmes des femmes (discrimination, nécessité d'une politique d'émancipation)	Maes (M ^{me})	7			101
Continuation de la politique socio-économique du gouvernement précédent. — Compétitivité des entreprises. — Diminution de la part belge dans l'exportation mondiale (influence sur l'emploi). — Nécessité d'une politique de stimulation fiscale. — Commandes publiques. — Commission Conform. — Limitation de la pression fiscale et parafiscale. — Diminution des impôts. — Redressement des finances publiques. — Problème de Bruxelles. — Privatisation des entreprises publiques. — Problèmes de l'enseignement de l'Etat	Cortois	"			104
Caractère de la déclaration gouvernementale. — Compétitivité des entreprises. — Equilibre financier de la sécurité sociale (diminution des subventions de l'Etat). — Privatisation de la sécurité sociale. — Assainissement des finances des pouvoirs locaux. — Loi Monory-De Clercq. — Assainissement des finances publiques. — Dette publique. — Chômage (exclusions de chômeurs sur base de l'article 143). — Chute du pouvoir d'achat. — Blocage de la fiscalité. — Lutte contre la fraude fiscale. — Traitement fiscal des revenus du capital et des revenus du travail (discrimination). — Simplification de la fiscalité. — Privatisation des services publics. — Problèmes économiques de la Wallonie (discrimination, sidérurgie). — Problèmes communautaires. — P.M.E. — Propositions du P.S. (relance sélective, secteur de la construction)	Burgeon, W.	"			107
Absence de femmes francophones au sein du Gouvernement. — Elimination de la discrimination à l'égard des femmes. — Sécurité sociale (problèmes financiers, réforme, problème des femmes)	Hanquet (M ^{lle})	"			110
Citation de passages du livre du Premier Ministre (« extrémistes verts »). — Contenu de l'accord gouvernemental sur le plan économique. — Problème de la pollution de la nature. — Chômage. — Nouvelles technologies. — Secteur de l'informatique. — Fossé entre la nouvelle génération et les forces traditionnelles. — Concertation sociale. — Missiles nucléaires (organisation d'un référendum). — Problème de la sécurité et du terrorisme. — Suppression de la peine de mort. — Economies dans le secteur de l'enseignement. — Enseignement supérieur (numerus clausus, indexation du minerval). — Politique des médias. — Institutions publiques de crédit. — K.S.	Dierickx	"			111
Rénovation et restructuration de l'appareil de production. — Remplacement des subventions par des stimulants fiscaux. — Création de nouvelles initiatives industrielles (suggestions). — Assainissement des finances publiques. — Budget par programme. — Secrétariat d'Etat à la modernisation. — Dépolitisation de l'administration. — Réforme du statut des fonctionnaires généraux. — Congé politique dans la fonction publique. — Qualité de l'enseignement. — Prolongation du service militaire. — Problème des jeunes. — Harmonisation et simplification de la fiscalité. — Emploi. — Problème de l'endettement international. — Pouvoirs spéciaux	Lestienne	"			115

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Maintien de la compétitivité des entreprises. — Normes de compétitivité (influence du coût salarial, flexibilité, importance d'autres coûts de production). — Politique industrielle (création d'un meilleur climat fiscal). — Législation sur l'expansion économique. — Nécessité d'une évaluation des contrats de reconversion, des zones d'emploi, etc — Rôle des holdings. — Investissements publics. — Politique énergétique (construction d'une huitième centrale nucléaire, nécessité d'une centrale au charbon). — K.S. (plan de restructuration). — Régionalisation des secteurs économiques nationaux. — Recherche scientifique dans le secteur énergétique. — Politique scientifique (répartition des crédits entre la Flandre et la Wallonie). — Démocratisation de la vie économique (concertation sociale dans les entreprises). — Démantèlement du Bureau du Plan. — Politique néo-libérale	De Batselier	7			117
Contenu du programme gouvernemental. — Sécurité du citoyen. — Problèmes économiques des Cantons de l'Est (taux de la T.V.A., concurrence du Grand-Duché et des Pays-Bas). — Agriculture (quota laitier). — Résolutions du Deutsche Rat (problème des enrôlés de force dans l'armée allemande durant la seconde guerre mondiale, problème de l'enseignement)	Gehlen	"			121
Sécurité des citoyens. — Gendarmerie (structure militaire). — Collaboration entre les polices communales et la gendarmerie. — Recherche scientifique sur la criminalité. — Manque de connaissance du néerlandais par les ministres francophones. — Magistrature (nominations politiques). — Problème de l'amnistic	Coveliers	"			122
Sort réservé aux femmes par les partis francophones (attitude du Ministre de la Justice). — Réforme de l'Etat. — Problème de la Région bruxelloise (main-morte, répartition du fonds des communes, redevance pour radio et télévision, etc...). — Simplification des institutions bruxelloises (suppression de l'agglomération). — Accès au Fonds d'aide pour les communes bruxelloises. — Diminution du nombre de communes bruxelloises. — Institutions bicommunautaires à Bruxelles	Spaak (M ^{re})	"			124
Difficultés du secteur de l'agriculture (régionalisation, quotas laitiers). — Problèmes communautaires (problème des Fournons, apparemment dans le Brabant, lenteur du Conseil d'Etat)	Happart	"			126
Problèmes des jeunes. — Nécessité d'une action gouvernementale sociale, démocrate et humaniste. — Terrorisme intellectuel. — Nécessité d'un accord sur la responsabilité, les droits de l'homme, l'égalité et la solidarité. — Sauvegarde du régime démocratique. — Problèmes institutionnels et communautaires. — Statut de Bruxelles. — Europe des régions	Gendebien	"			127
Complexité de la législation fiscale (nécessité d'une simplification et d'une harmonisation). — Augmentation de la pression fiscale (exemples). — Répartition fiscale à rebours (prépensionnés, travailleurs, etc...). — Dépenses fiscales. — Participation des travailleurs dans les profits des entreprises. — Lutte contre la fraude fiscale (historique, limitation des moyens des parquets et de l'administration des contributions)	Willockx	"			129
Fraude fiscale (sécurité juridique)	Van den Brande	"			132
Lutte contre la fraude fiscale (procédure prévue par l'accord gouvernemental)	Willockx	"			"
	Van den Brande	"			"
Priorités du Gouvernement (redressement économique et social du pays). — Limitation des dépenses de l'Etat. — Insuffisance des mesures fiscales. — Sécurité sociale. — Assurance maladie-invalidité (rôle des mutuelles). — Chômage (paiement des allocations de chômage par des syndicats). — Rôle des groupes de pression (danger pour le fonctionnement de la démocratie). — Communes bruxelloises (part dans le Fonds des communes, problèmes financiers, immigration)	Hendrick	"			133

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Collaboration et coordination des services de police (prévention, formation, équipement). — Problèmes des polices communales (manque de personnel). — Problème des polices dans la région bruxelloise (problèmes financiers, recrutement, épreuves linguistiques, tâches administratives).....	Degroeve	7		135	
Agriculture. — Révision de la loi sur le bail à ferme. — Enseignement. — Communautarisation de l'enseignement (attitude du P.S.C.). — Traitement équitable des réseaux d'enseignement (compétence de la Commission du Pacte scolaire). — Conseil autonome de l'enseignement de l'Etat (attitude du S.P.). — Fonctionnement de la Commission du Pacte scolaire. — Financement des écoles. — Economies dans l'enseignement. — Universités (numerus clausus). — Influence de la diminution du nombre d'élèves sur l'emploi. — Enseignement secondaire (augmentation des normes, danger pour l'enseignement secondaire rénové). — Capital-périodes (discrimination). — Rationalisation et assainissement de l'enseignement supérieur. — Constructions scolaires (économies, répartition communautaire). — Prolongation de la scolarité. — Cours de morale non confessionnelle (arrêt du Conseil d'Etat).....	Baldewijns	"		136	
Déséquilibre linguistique au détriment des francophones dans les services publics. — Assainissement des finances publiques. — Région bruxelloise (problèmes de l'agglomération, main-morte, Centre d'Etude pour la réforme de l'Etat). — Discrimination de Bruxelles et de la périphérie. — Nécessité d'une réforme fédérale profonde	Clerfayt	"		140	
Sécurité des citoyens. — Causes réelles du terrorisme et du grand banditisme (attitude du pouvoir public, crise socio-économique).....	Pepermans	"		141	
Causes du terrorisme en Allemagne et en Italie	Gol, Min.	"		142	
Nécessité d'une réaction sociale et politique. — Coordination entre les services de police. — Nécessité d'une loi générale sur la police. — Gendarmerie (séparation de la Défense nationale). — Augmentation de l'autonomie de l'inspecteur général de la Gendarmerie. — Utilisation de militaires pour le maintien de l'ordre. — Inutilité d'une augmentation des effectifs des forces de l'ordre. — Police judiciaire. — Légitime défense. — Formation de la police. — Objecteurs de conscience (discrimination)	Pepermans	"		"	
Chômage des jeunes. — Enseignement (économies, comparaison avec l'étranger). — Amélioration de la qualité de l'enseignement. — Pertes d'emploi dans l'enseignement. — Enseignement secondaire rénové. — Rationalisation de l'enseignement de promotion sociale	Henry	"		144	
Enseignement de promotion sociale (abus).....	Michel, L.	"		145	
Enseignement secondaire rénové (économies, pertes d'emplois en Wallonie). — Enseignement primaire (cours de langues). — Traitement équitable des réseaux d'enseignement. — Injustices commises envers l'enseignement officiel (capital-périodes, internats). — Application de la loi sur le révisorat des entreprises dans les écoles libres. — Problèmes des jeunes	Henry	"		"	
Sécurité du citoyen. — C.C.C. — Bande de Nivelles. — Panique collective. — Historique des déclarations gouvernementales au sujet de la sécurité. — Répartition des tâches des forces de l'ordre. — Augmentation des moyens et de personnel. — Nécessité d'un dialogue entre la majorité et l'opposition. — Mauvaise organisation des forces de l'ordre. — Coordination. — Concurrence. — Autonomie communale sur le plan de la police. — Police judiciaire. — B.S.R. — Favorisation de la gendarmerie. — Modification de la structure de gestion des forces de l'ordre. — G.I.A. (rôle)	Van den Bossche	"		147	
G.I.A. (rôle).....	Gol, Min.	"		150	
G.I.A. (compétences). — Révision de la répartition des compétences entre les forces de l'ordre	Van den Bossche	"		"	
Nécessité d'une police nationale pour la lutte contre la grande criminalité, le terrorisme et la drogue. — Collaboration entre la police judiciaire et la gendarmerie. — G.I.A.	Gol, Min.	"		151	

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Sûreté de l'Etat. — Légitime défense. — Centralisation des databases. — Contrôle parlementaire. — Ecoutes télépho- niques	Van den Bossche	7			151
	Gol, Min.	"			152
Problèmes des jeunes (intentions du Gouvernement). — Dis- crimination des jeunes. — Politique de l'enseignement. — Chômage des jeunes. — Recherche scientifique. — Service militaire	Albert	"			153
P.M.E. — Indépendants (diminution des revenus). — Fonds de participation (moyens financiers). — Plan plus-un. — For- malités administratives (Commission Comform). — Pour- voyeurs de main-d'œuvre. — Pension des indépendants. — Financement du statut social des indépendants	Peuskens	"			155
Caractère flou de la déclaration gouvernementale. — Harmoni- sation des pensions. — Spécificité du régime des pensions du secteur public. — Danger d'une uniformisation au détriment des agents des services publics. — Pensions complémen- taires et extra-légales. — Egalisation de l'âge de la retraite pour les femmes et les hommes. — Préension de retraite. — Equilibre financier de la sécurité sociale. — Secteur des soins de santé	Perdieu	"			157
V.I.P.O. — Chômage. — Handicapés	Sleeckx	"			159
Handicapés (effort fait par la Communauté flamande)	Van den Brande	"			160
Indexation des barèmes fiscaux	Sleeckx	"			"
Indexation des barèmes fiscaux. — Augmentation des minima d'existence	Van den Brande	"			"
Augmentation des prix des produits de base. — Pression fiscale et parafiscale	Sleeckx	"			"
Pression fiscale et parafiscale (comparaison avec l'étranger)	Van den Brande	"			"
Diminution du pouvoir d'achat. — Nouvelle pauvreté (exem- ples). — Chômage (manipulation des statistiques (exclu- sions). — Chômage des jeunes (temps d'attente). — Fusion du conseil d'entreprise et du comité de sécurité et de salubrité. — Harmonisation du régime fiscal des prépen- sions et des pensions	Sleeckx	"			161
Absence de femmes francophones au Gouvernement	Burgeon, C. (M ^{re})	"			162
	Gol, Min.	"			"
Problèmes des femmes (nécessité d'une promotion de l'emploi en leur faveur). — Chômage (exclusions). — Allocations familiales. — Interruption de grossesse	Burgeon, C. (M ^{re})	"			"
Absence de ministres féminins. — Emancipation des femmes (secrétaire d'Etat pour l'émancipation). — Conférence mondiale de l'O.N.U. — Discrimination des femmes. — Directive de la C.E.E. sur le traitement équitable des hommes et des femmes dans la sécurité sociale. — Discrimi- nations indirectes (allocation de chômage, etc...). — Politi- que familiale. — Interruption de grossesse	Detière (M ^{re})	8			166
Politique en matière de soins de santé. — Accord médico- mutualiste (augmentation des honoraires des médecins). — Mesures envers les mutuelles. — Statut des V.I.P.O. — Lits d'hôpitaux. — Hôpitaux pour personnes âgées. — Ense- ignement. — Sécurité du citoyen (gendarmerie, sûreté de l'Etat, police communale). — Concertation sociale	Collart	"			167
Finances communales (tâches administratives effectuées pour le compte de l'Etat, arriérés dans le transfert d'impôts par l'Etat). — Service militaire (prolongation). — Objecteurs de conscience (discrimination). — Temps d'attente pour les demandeurs d'emploi. — Service militaire pour les femmes. — Exemptions de service pour raison familiale (limita- tion)	Temmerman	"			169
Pouvoirs spéciaux. — Revalorisation du travail parlementaire. — Situation financière des villes et des communes. — Nouvelles cartes d'identité. — Problèmes de sécurité. — Police (amélioration de la formation et de l'équipement, tâches administratives)	Eerdekens	"			172
Police communale (équipement)	Nothomb, Min.	"			173

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Armement de la police. — Fréquence nationale d'alerte pour les services de police. — Collaboration entre le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Justice. — Programme énergétique. — Energie nucléaire (avantages, implantation de nouvelles centrales nucléaires en Wallonie). — Construction de centrales au charbon (coût).....	Eerdekens.....	8		173	
Problématique de la fonction publique (modération salariale, emploi, cotisation de solidarité). — Harmonisation des pensions. — Mesures budgétaires envers la fonction publique. — Services sociaux. — Fonctionnaires-managers. — Politisation de la fonction publique. — Jour de carence. — Prime de rattrapage pour les pensionnés. — Prépension de retraite. — Assurance de groupe et fonds de pension dans les entreprises. — Pensions complémentaires. — Protection des pensions légales. — Privatisation des entreprises publiques.....	Derycke.....	"		175	
Pouvoirs spéciaux. — Politique familiale (problème démographique). — Allocations familiales. — Chômage des jeunes. — Temps d'attente pour les demandeurs d'emploi. — Politique de l'enseignement.....	Walry.....	"		178	
Ordre des travaux : Durée du débat. — Temps de parole et nombre d'orateurs par groupe politique. — Décision de la conférence des présidents.....	Van den Brande Claes..... Wauthy Gabriels..... Van der Biest..... Beysen Burgeon, W.....	9 " " " " " "		182 " " " " 183 "	
Reprise de la discussion : Problème du chômage des jeunes (conséquences psychosociales). — Programme de résorption du chômage. — Pouvoirs spéciaux. — Rôle du Parlement. — Nécessité d'une réelle fédéralisation.....	Sauwens.....	"		"	
Portée des élections du 13 octobre (majorité dans les trois Régions). — Poursuite et parachèvement de la politique de redressement. — Saut de l'index en 1986. — Situation de l'économie en 1981 (progrès entre 1981 et 1985). — Compétitivité. — Amélioration de la situation des entreprises. — Balance des paiements. — Exportation de capitaux. — Position du franc belge. — Taux d'inflation. — Chômage. — Finances publiques (diminution du déficit).....	Martens, Min..... Claes.....	" "		185 188	
Solde net à financer Financement du déficit budgétaire. — Contenu du budget de l'Etat. — Assainissement des finances publiques. — Sécurité sociale (impact de l'évolution démographique, sélectivité). — Assurances de groupe. — Revenus de remplacement. — Harmonisation du régime fiscal des prépensions et des pensions. — Lutte contre la fraude fiscale. — Harmonisation et simplification de la fiscalité (Commissaire royal). — Secteurs nationaux. — Politique énergétique (construction de centrales nucléaires et de centrales au charbon). — Importance de la concertation sociale. — Emploi. — Chômage des jeunes (diminution). — Pouvoirs spéciaux (rôle du Parlement). — Amélioration des méthodes de travail du Parlement. — Importance des six premiers mois du Gouvernement. — Interview de M. Simonet dans le <i>Standaard</i> du 18 avril 1985.....	Martens, Min.....	"		"	
Rappel au règlement : Rappel au règlement (prétexte).....	Van der Biest.....	"		193	
Retrait de la parole.....	Président.....	"		"	
Discussion sur la déclaration gouvernementale (réponse du Premier Ministre aux orateurs qui sont déjà intervenus).....	Van der Biest..... Président.....	" "		194 "	
Ordre des travaux : Ordre des travaux. — Réponse du Premier Ministre pendant le débat. — Nombre d'orateurs inscrits. — Décision de la conférence des présidents.....	Tobback..... Van den Brande.....	" "		" "	

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Reprise de la discussion :					
Contenu et ton de la déclaration gouvernementale. — Politique de défense. — S.D.I. — Investissements de l'armée (achat de missiles Patriot et d'hélicoptères, répartition communautaire). — Politique du personnel. — Missions des forces armées au profit de la gendarmerie. — Augmentation du temps de service militaire.....	Denison.....	9			195
K.S. — Situation au Limbourg (nécessité d'une reconversion économique). — Cabinets ministériels (composition, coût). — Financement des dépenses électorales.....	Vanvelthoven.....	"			196
Financement des dépenses électorales.....	Dhoore.....	"			198
Politique énergétique. — Utilisation rationnelle de l'énergie. — Parc de production électrique. — Eurochemic. — Coût de l'électricité et du gaz. — Information et publicité en matière d'énergie. — Politique scientifique. — Crédits réservés pour la Région bruxelloise.....	Tomas.....	"			"
Nécessité de la poursuite de l'œuvre de redressement du précédent gouvernement. — Privatisation d'entreprises publiques. — Problèmes de la sécurité sociale. — Concentration d'immigrés dans la Région bruxelloise. — Sécurité des citoyens (problèmes des polices communales de Bruxelles). — Aspect institutionnel de la problématique bruxelloise. — Fonds d'aide pour le redressement financier des communes. — Fusions de communes à Bruxelles. — Répartition du Fonds des communes.....	Nols.....	"			199
Attentat à la bombe à Liège. — Nécessité d'une lutte efficace contre le terrorisme. — Majorité dont dispose le Gouvernement dans le pays (majorité socialiste en Wallonie).....	Ylieff.....	"			200
Perte de voix de la majorité en Flandre.....	Schiltz.....	"			201
Enseignement (impact budgétaire). — Discrimination de l'enseignement francophone (constructions scolaires). — Mesures discriminatoires vis-à-vis de l'enseignement officiel. — Commission du Pacte scolaire.....	Ylieff.....	"			202
Interprétation des résultats des élections d'octobre (perte de voix de la majorité). — Problèmes financiers du secteur des soins de santé (économies, influence des libéraux, attitude de Caritas Catholica et du Ministre des Affaires sociales). — Attitude du S.P. (économies, problèmes des V.I.P.O., franchise, maisons de repos privées, diminution du nombre de lits d'hôpitaux, hôpitaux publics, numerus clausus, hôpital universitaire de Gand, convention médico-mutualiste, système des enveloppes pour les hôpitaux). — Mortalité infantile.....	Hancké.....	"			203
Sécurité sociale (rôle, financement, démantèlement). — Pensions (prépensionnés). — V.I.P.O. — Allocations familiales. — Chômage (harmonisation des délais d'attente). — Problèmes des invalides de guerre. — Institut national des Invalides de Geurre.....	Gondry.....	"			206
Continuation de la politique de redressement du précédent gouvernement. — Nombre de cabinets ministériels. — Emancipation de l'homme. — Gouvernement unitariste et anti-flamand. — Indépendance flamande. — Sécurité étrangère (missiles nucléaires). — Politique vis-à-vis de l'Afrique du Sud. — Sécurité des citoyens (lutte contre le terrorisme, la grande criminalité et les drogues). — Politique familiale (crise démographique). — Problème de l'immigration. — Amnistie.....	Dillen.....	"			208
Explosion au Palais de Justice à Liège. — Instauration du Conseil régional wallon (incidents). — Pouvoirs spéciaux. — Absence de femmes francophones au Gouvernement.....	Mottard.....	"			212
Représentation féminine francophone au sein du Gouvernement.....	Gol, Min.....	"			213
Composition du Gouvernement (monopole de la Communauté flamande pour la représentation extérieure du pays). — Problématique bruxelloise. — Concertation sociale. — Politique fiscale (fraude fiscale). — Audio-visuel. — Publicité commerciale à la R.T.B.F. (attitude du P.S.C.). — Nécessité d'une communautarisation de la publicité commerciale. — Jurisprudence de la Cour européenne en matière de publicité commerciale. — Efficacité de la justice. — Problème des Fourons (attitude du P.S.C. et du P.R.L.).....	Mottard.....	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Résultat des élections d'octobre (majorité en Wallonie). — Chômage (statistiques, situation en Wallonie). — Problèmes des prépensionnés (problèmes financiers, nouvelles dispositions fiscales). — Régression économique (responsabilité de la haute finance). — Cockerill-Sambre (nouvelle diminution du nombre du personnel). — Problèmes du Limbourg (K.S.).....	Onkelinx.....	9			216
Travaux parlementaires. — Nombre de membres du Gouvernement. — Politique socio-économique (impossibilité de réaliser en même temps une stabilisation de la pression fiscale, une diminution du déficit budgétaire, le maintien du pouvoir d'achat et une amélioration du sort des moins favorisés). — Situation des finances publiques (problème du système de la liberté subsidiée, influence des groupes de pression). — Réforme de l'Etat (nécessité d'une fédéralisation des revenus et de la responsabilité financière). — Politique de défédéralisation du Gouvernement précédent (exemples). — K.S. (financement). — Fédéralisation de l'enseignement. — Traités Escaut-Meuse. — Achats de la R.T.T. — Problèmes communautaires (Fourons, périphérie bruxelloise, etc...). — Système de dotations (discrimination de la Flandre). — Respect pour la Communauté flamande....	Schiltz	"			218
Portée des résultats des élections d'octobre. — Contenu flou de l'accord gouvernemental. — Communautarisation de l'enseignement. — Accord entre le C.V.P. et le P.V.V. sur l'enseignement. — Service militaire. — Budget de 1986. — Fiscalité. — Cockerill-Sambre et K.S. — Globalisation des achats de l'armée. — Politique étrangère. — S.D.I. — Missiles nucléaires. — Pouvoirs spéciaux. — Problème des Fourons. — Représentativité des Régions à l'étranger. — Nomination d'auditeurs militaires francophones en Allemagne. — Politique anti-fédéraliste. — Politique de redressement (chemin parcouru). — Chômage. — Dette publique. — Pression fiscale. — Pouvoir d'achat. — Déficit budgétaire. — Relance sélective. — Répartition de l'emploi. — « Déclin » des socialistes.....	Tobback	"			223
Saut de l'index en 1986. — Réforme de l'Etat. — Comité de concertation (fonctionnement). — Centre d'Etude pour la Réforme de l'Etat. — Problèmes concernant Bruxelles (problème financier, droits de succession, présence de l'Exécutif aux travaux du Comité de concertation, etc...).....	Martens, Min.	"			230
Présence du Ministre de la Région bruxelloise au Comité de Concertation.....	Schiltz	"			231
	Martens, Min.	"			"
	Moureaux	"			"
Fusions de communes à Bruxelles. — Institutions bicommunautaires. — Enseignement. — Conseil autonome pour l'enseignement de l'Etat	Martens, Min.	"			231
Conseil autonome pour l'enseignement de l'Etat (concertation, discussion en Commission du Pacte scolaire)	Van Miert	"			232
Commission administrative provisoire pour l'enseignement flamand de l'Etat (compétences).....	Martens, Min.	"			"
	Maes (M ^{me})	"			"
Commission du Pacte scolaire. — Universités (numerus clausus). — Enseignement secondaire de l'Etat. — Enseignement secondaire rénové. — Constructions scolaires. — Sécurité. — Renforcement des services de police. — Gendarmerie. — Police judiciaire. — Police communale. — Réquisition d'unités de l'armée pour assister la gendarmerie (mesure temporaire). — Création d'un corps de police judiciaire à compétence nationale. — Police générale du royaume. — Politique étrangère. — Sommet européen de Luxembourg (résultat). — Relations Est-Ouest. — O.T.A.N. — Déploiement des missiles. — Tâches nucléaires des partenaires de l'O.T.A.N. — Politique de défense nationale (service militaire). — Victimes de la guerre. — Enrôlés de force. — Pouvoirs spéciaux. — Réforme de l'Etat. — Continuation de la politique de redressement	Martens, Min.	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Assainissement des finances publiques. — Politique des média (attaques contre la R.T.B.F.). — K.S. — Problème des Fourons. — Concertation sociale. — Usurpation de la majorité en Wallonie. — Comité de concertation. — Secteurs économiques nationaux. — Pouvoirs spéciaux. — Enseignement. — Commission du Pacte scolaire. — Evasion fiscale. — Fraude fiscale. — Politique en faveur des grands revenus. — Politique familiale. — Chômage. — Indépendants	Coëme	9		234	
Contradictions au sein de la majorité. — Manque de politique d'emploi. — Enseignement (fédéralisation, Conseil autonome pour l'enseignement de l'Etat). — Programme d'urgence flamand. — Problématique bruxelloise. — Achats de la R.T.T. — Assainissement des finances publiques (échec). — « La Belgique à deux vitesses »	Anciaux	"		236	
Maintien de l'ordre. — Poursuite aveugle de la rigueur économique. — Problèmes de l'énergie. — Missiles nucléaires (référéndum). — S.D.I.	Deleuze	"		238	
L'ordre du jour de confiance est adopté par 114 voix contre 93		"		239	
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Discussion des articles	Burgeon, W.	10		274	
Projet de loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi. (Doc. n° 128/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi attribuant des pouvoirs spéciaux au Roi	Gouvernement	13		344	
Rapport (+ Annexes)	le Hardy de Beaulieu & Vermeiren	18		452	
Discussion générale :					
Accès des communes bruxelloises et de l'agglomération bruxelloise au Fonds d'aide au redressement financier des communes. — Fondement juridique du pouvoir réglementaire du Roi (Constitution). — Caractéristiques aux lois de pouvoirs spéciaux. — Avis du Conseil d'Etat. — Justification, durée et but des pouvoirs spéciaux. — Objet des pouvoirs spéciaux (art. 1 ^{er} , 1 ^{er} à 7 ^{er}). — Maintien de la compétitivité. — Concertation sociale. — Assainissement des finances publiques. — Equilibre financier de la sécurité sociale. — Fonctionnement efficace et rationnel des hôpitaux, des laboratoires de biologie clinique et des services médico-techniques. — Statut du médecin hospitalier. — Politique de l'emploi. — Restructuration des entreprises appartenant aux secteurs économiques nationaux. — Modalités de l'habilitation spéciale du Roi. — Procédure de la « confirmation »	Martens, Min.			128/17	2-14
Problème de la constitutionnalité des pouvoirs spéciaux. — Etendue des pouvoirs normatifs du Gouvernement. — Avis du Conseil d'Etat. — Utilisation des pouvoirs spéciaux résultant des lois du 2 février 1982 et du 6 juillet 1983. — Respect de la réforme de l'Etat. — Confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux (problème de l'incertitude juridique). — Perspectives d'une révision de la Constitution vers un système français	Van der Biest			"	14-20
Position du groupe C.V.P. — Problème de la constitutionnalité des pouvoirs spéciaux. — Avis du Conseil d'Etat. — Durée de l'habilitation conférée au Gouvernement. — Contrôle parlementaire. — Circonscription des buts (compétitivité, flexibilité, assainissement des finances publiques, etc...). — Réforme de l'activité parlementaire	Van den Brande			"	20-22
Portée du projet. — Objectifs (assainissement des finances publiques, compétitivité, etc...). — Méthodes de travail du Parlement. — Dépôt tardif du projet. — Dépôt du budget 1986. — Echec de la politique du Gouvernement précédent. — Conditions auxquelles les pouvoirs spéciaux doivent répondre (durée limitée, « matières » limitées). — Rôle du Parlement après l'attribution de pouvoirs spéciaux. — Rôle du Conseil d'Etat	Tobback			"	22-26
Rôle du Conseil d'Etat	Martens, Min.			"	26

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Conditions pour que des pouvoirs spéciaux puissent être accordés (situation de crise, nécessité d'une réaction rapide et énergique). — Assainissement des finances publiques. — Chômage. — Travaux parlementaires. — Désinformation croissante du Parlement par le pouvoir exécutif	Schiltz			128/17	27-29
Aspects constitutionnels du projet de loi de pouvoirs spéciaux. — Déclin de l'initiative parlementaire. — Délégation du pouvoir législatif. — Historique des pouvoirs spéciaux (période entre 1945 et 1978). — Fondement juridique des pouvoirs spéciaux. — Avis du Conseil d'Etat. — Durée des pouvoirs attribués au Roi. — Définition des matières à concéder. — Limites de l'habilitation. — Fonctionnement de notre système démocratique (dualité Parlement-Gouvernement). — Institutionnalisation de la délégation du pouvoir législatif dans certains Etats voisins. — Glissement du pouvoir législatif sensu stricto vers le pouvoir exécutif (causes). — Complexité du travail parlementaire. — Système anglais. — Portée des pouvoirs spéciaux. — Redressement économique et financier. — Compétitivité des entreprises. — Flexibilité du marché du travail. — Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer. — Promotion de l'emploi. — Relance de la construction. — Sécurité sociale. — Maîtrise rigoureuse des dépenses. — Problème des mutuelles	Kubla			»	29-42
Système des pouvoirs spéciaux (précédents). — Fondement constitutionnel. — Amélioration sur le plan du contrôle parlementaire. — Conditions pour l'octroi de pouvoirs spéciaux (circonstances de crise). — Révision des attributions des pouvoirs législatif et exécutif. — Revalorisation de l'institution parlementaire	Beysen			»	42-46
Régime constitutionnel (séparation des pouvoirs). — Fondement juridique des pouvoirs spéciaux (avis du Conseil d'Etat, doctrine). — Délimitation précise des pouvoirs spéciaux (nécessité). — Imprécision des dispositions reprises à l'article 1 ^{er} , 2 ^e . — Procédure parlementaire traditionnelle (lenteur). — Durée des pouvoirs spéciaux. — Contrôle parlementaire relatif aux arrêtés de pouvoirs spéciaux	Van den Bossche			»	47-54
Attribution de pouvoirs spéciaux (limitations). — Situation de crise. — Respect de la norme de compétitivité. — Echec de la politique industrielle. — Finances publiques. — Politique de relance sélective. — Mesures « Monory-De Clercq ». — Dette publique. — Fiscalité	Burgeon, W.			»	55-57
Nécessité de prendre rapidement les mesures énergiques qu'exige la situation de crise exceptionnelle. — Résultats de la politique du Gouvernement précédent. — Nécessité de pouvoirs spéciaux. — Durée des pouvoirs spéciaux. — Délimitation des domaines (nécessité d'une délimitation plus précise). — Système français des pouvoirs spéciaux. — Sauvegarde du pouvoir d'achat des moins favorisés	Wauthy			»	57-60
Solde net à financer (calcul)	Busquin			»	60
	Martens, Min.			»	»
Secteur du logement (reprise des charges du passé par le pouvoir national)	»			»	61
	Busquin			»	»
	Schiltz			»	»
Financement des Régions et des Communautés (controverse sur les ristournes)	Martens, Min.			»	»
	Busquin			»	»
	»			»	»
Problème des secteurs nationaux					
Manque de fondement constitutionnel des pouvoirs spéciaux (avis du Conseil d'Etat : art. 78 de la Constitution). — Conditions pour l'attribution des pouvoirs spéciaux	Uyttendaele			»	63
Utilisation de la technique des pouvoirs spéciaux par le Gouvernement précédent (but, conséquences). — Redressement économique (résultats de la politique du Gouvernement précédent). — Comparaison entre l'évolution économique de la Communauté européenne et celle de la Belgique. — Amélioration de la balance commerciale. — Déficit public. — Economies à réaliser (déclarations divergentes). — Incidence éventuelle des pouvoirs spéciaux dans le domaine de l'emploi (résultats de la politique du Gouvernement précédent)	Vandenbroucke			»	64-70

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Opération « 5-3-3 »	Martens, Min.			128/17	71
Opération « 5-3-3 ». — Evolution de la population active et du chômage des jeunes	Vandenbroucke			»	71-73
Dégradation de notre démocratie (exemples). — Contenu des pouvoirs spéciaux. — Norme de compétitivité	Dierickx			»	73-74
Technique des pouvoirs spéciaux du point de vue juridique. — Conditions de constitutionnalité. — « Circonstances exceptionnelles ». — Délai des pouvoirs spéciaux. — Formulation des lois des pouvoirs spéciaux. — Matières qui ne peuvent faire l'objet d'une habilitation (fiscalité et parafiscalité). — Atteinte à la protection de la minorité linguistique (art. 38bis de la Constitution). — But des pouvoirs spéciaux (balance des paiements, finances publiques, promotion de l'emploi). — Compétitivité (coûts salariaux). — Nécessité d'un nouveau consensus social. — Poursuite de la réforme de l'Etat	Clerfayt			»	74-77
Résultats de la politique du Gouvernement précédent. — Pouvoirs spéciaux (nécessité). — Durée. — Danger de « surréglementation » (inflation d'insécurité juridique dans le droit économique). — Maintien de la compétitivité (problème du coût salarial). — Liberté de la formation des salaires au niveau des entreprises. — Sauvegarde du pouvoir d'achat des moins favorisés. — Participation aux bénéfices dans les entreprises. — Négociations sociales. — Modernisation de l'appareil étatique et ses structures	Denys			»	77-81
Evolution de la compétitivité. — Balance commerciale. — Imprécision des dispositions du projet (compétences régionales et communautaires)	Urbain			»	81-82
Utilisation de pouvoirs spéciaux. — Emploi. — Problème du chômage des jeunes. — Problème de la pauvreté. — Redistribution du travail disponible	Beckers			»	82-84
Pouvoirs spéciaux. — Fondement constitutionnel. — Imprécision du projet. — Avis du Conseil d'Etat. — « Circonstances exceptionnelles ». — Durée. — Article 1 ^{er} , 2 ^e (imprécision du texte). — Conséquences pour les communes et les centres publics d'aide sociale. — Impôts perçus par l'Etat au profit des communes (retard). — Problème de dépassement de compétences (loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980). — Fonds des communes. — Fonds spécial d'Aide Sociale. — Fonds des provinces. — Problème des C.P.A.S. — Aggravation de la pauvreté (charges supplémentaires pour les C.P.A.S.). — Dépenses afférentes au minimum de moyens d'existence (augmentation). — Part de l'Etat	De Weirdt			»	84-89
Justification juridique des pouvoirs spéciaux. — Problème de la constitutionnalité. — Conditions (situation de crise, durée, description des matières). — Avis du Conseil d'Etat	Tant			»	89-91
Bilan social de la législature précédente. — Pauvreté. — Baisse du pouvoir d'achat des revenus du travail. — Sécurité sociale (économies). — Régime préférentiel des VIPO. — Prépensionnés. — Financement de la sécurité sociale (subvention de l'Etat, loi Dhoore). — Emploi. — Opération « 5-3-3 » (résultat). — Comparaison entre les dispositions relatives à la sécurité sociale du projet actuel et des précédentes lois de pouvoirs spéciaux. — Concertation sociale. — Notion de « personnes les moins favorisées » (article 1 ^{er} , 3 ^e). — Groupe de travail interdépartemental pour la réforme de la sécurité sociale	Leclercq			»	91-96
Perspectives financières en matière de sécurité sociale. — Chômage. — Compétitivité. — Accord interprofessionnel. — Diminution du coût du travail. — Réformes dans le secteur public. — Sécurité sociale (subside de l'Etat). — Glissement de la sécurité sociale vers l'assistance sociale. — Problème des hôpitaux (art. 1, 4 ^e). — Art. 1 ^{er} , 5 ^e . — Problème de l'emploi (art. 1 ^{er} , 6 ^e). — Encouragement de recrutements. — Mobilité des enseignants	Perdieu			»	96-100
Concertation sociale. — Maintien de la compétitivité. — Coût du travail. — Promotion de l'emploi. — Opération « 5-3-3 ». — Chiffres du chômage (évolution). — Flexibilité du marché du travail. — Sécurité sociale. — Subsidés destinés à la sécurité sociale. — Maintien du pouvoir d'achat des moins favorisés	Bossuyt			»	100-103

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT <i>(suite)</i> .					
Fonctionnement du Parlement (révision). — Renforcement du rôle du Parlement (suppression du bicaméralisme, réforme des méthodes du travail, limitation des cumuls, etc...). — Pouvoirs spéciaux. — Nécessité d'une définition claire (art. 1 ^{er}). — Avis du Conseil d'Etat. — Durée des pouvoirs spéciaux. — Politique économique du Gouvernement précédent (résultats, déficit extérieur, absence de sélectivité sur le plan intérieur, diminution du pouvoir d'achat, pertes d'emploi, etc...). — Définition d'un nouveau mode de développement. — Réforme fondamentale du mode de financement de la sécurité sociale. — Subsidés aux entreprises. — Innovation technologique. — Amélioration qualitative des services publics.....	Dutry			128/17	103-108
Article 1 ^{er} , 1 ^o du projet (intervention dans la répartition des revenus). — Maintien de la compétitivité. — Productivité macro-économique (évolution). — « Blocage fiscal ». — Distribution du produit de l'accroissement de la productivité parmi les travailleurs. — Dépenses publiques (économies). — Augmentations des tarifs des postes, téléphone, transports en commun, etc.....	Desaeyere			»	108-114
Problème de la constitutionnalité des pouvoirs spéciaux. — Portée initiale de l'article 78 de la Constitution. — Conditions de constitutionnalité. — Accès des communes bruxelloises au Fonds d'Aide.....	Defosset			»	114-116
Procédé des pouvoirs spéciaux (conditions d'acceptabilité : état de crise, durée limitée, etc...). — Opinion de la doctrine	le Hardy de Beaulieu ...			»	116-119
Attribution des pouvoirs spéciaux (conditions, avis du Conseil d'Etat). — Bilan de quatre années de politique de redressement. — Diminution des revenus salariés. — Revenus de la propriété. — Augmentation de la pression fiscale. — Création d'une banque de données fiscales. — Finances publiques (solde net à financer). — Situation du franc belge. — Situation des plus démunis. — Problème des femmes séparées sans revenus et ayant des enfants à charge. — Programme de lutte contre la pauvreté. — Problème des coupures de gaz et d'électricité. — Rendement des mesures d'austérité.....	Coëme			»	119-123
Article 1 ^{er} , 2 ^e (institutions publiques). — Portée de l'article	Van Elewycx			»	123
Problème des finances publiques. — Article 1 ^{er} , 2 ^e (avis négatif du Conseil d'Etat). — Assainissement des finances publiques (échec de la politique du Gouvernement précédent). — Politique déflationniste. — Budget de 1985 (causes de la moins-value des recettes et du supplément de dépenses). — Economies préconisées pour 1986 et 1987 (conséquences sur le plan social). — Divergences de vues au sein du Gouvernement en ce qui concerne l'assainissement des finances publiques. — Méthode d'assainissement (attitude du S.P.)	Willockx			»	124-129
Fondement constitutionnel des pouvoirs spéciaux (attitude du Conseil d'Etat, jurisprudence et doctrine). — Impact des pouvoirs spéciaux sur la réforme de l'Etat (loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980). — Importance de la procédure de confirmation. — Insécurité juridique. — Comparaison entre le mécanisme des pouvoirs spéciaux en Belgique et le système français. — Amendements déposés par les chefs de groupe de la majorité (instauration d'un troisième délai de confirmation, obligation de faire rapport sur l'usage fait des pouvoirs spéciaux). — Accès des communes bruxelloises au Fonds d'Aide au redressement financier des Communes. — Politique sociale-économique du Gouvernement (résultats obtenus). — Diminution du déficit des finances publiques. — Emploi et chômage. — Croissance économique (chiffres de la C.E.E.). — Inflation (diminution). — Emploi, chômage et population active (évolution, statistiques de la B.N.B.). — Equilibre externe. — Balance des paiements (surplus). — Evolution de la compétitivité selon la norme légale. — Finances publiques (résultats). — Solde net à financer de l'ensemble du secteur public. — But des pouvoirs spéciaux actuels (assainissement des finances publiques, promotion de l'emploi, chômage). — Accord interprofessionnel, accord médico-mutualiste. — Eléments qui influencent la compétitivité. — Participation des travailleurs aux résultats de l'entreprise. — Concertation sociale. — Personnes les moins favorisées (définition). — Réduction et simplification des formalités administratives.....	Martens, Min.			»	129-147

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Assainissement des finances publiques (conditions pour l'utili- sation de pouvoirs spéciaux : situation de crise sur le plan budgétaire, description précise de l'objectif, durée, moyens). — Evolution du solde net à financer. — Evolution de la dette publique. — Accroissement de la dette. — Evolution des charges d'intérêt.....	Verhofstadt, Min. Vandenbroucke			128/17 "	147-151 151
Solde net à financer de 8 % du P.N.B. (objectif, techniques).....					
Réduction du solde net à financer à 8 % en 1987 (montants). — Elaboration des budgets de 1986 et 1987. — Modification des règles relatives à la comptabilité de l'Etat et au contrôle et à la gestion de certains organismes d'intérêt public. — Subventions à charge de l'Etat. — Rationalisation et redéfi- nition des missions des institutions publiques. — Modifica- tion des dispositions légales entraînant des dépenses à charge de l'Etat. — Protocoles de gestion entre l'Etat et les entreprises publiques. — Article 1 ^{er} , 2 ^e (utilisation du mot « notamment »). — Evolution budgétaire des dernières années.....	Verhofstadt, Min. Willockx Verhofstadt, Min.			" " "	152-157 157 "
Dérapage du budget de 1985					
Mesures techniques en vue de maîtriser la situation budgétaire. — Prévisions de la dette publique pour les trois premiers mois de 1986. — Etablissement d'une procédure budgétaire stricte	"			"	157-159
Proposition :					
Reprise de l'accord de Gouvernement dans le rapport.....	Tobback			"	159-161
	Van der Biest			"	"
	Schiltz			"	"
	Martens, Min.			"	"
Reprise de l'accord de Gouvernement dans le rapport (compé- tence du président de la Chambre)	Suykerbuyk (Président)			"	"
Intention de sa motion.....	Tobback			"	"
Double rôle de l'accord de Gouvernement en la matière.....	Schiltz			"	"
	Van der Biest			"	"
Article 1 ^{er} , 2 ^e (utilisation du terme « notamment »)	Van den Bossche			"	"
	Verhofstadt, Min.			"	"
Article 1 ^{er} , 2 ^e (utilisation du terme « notamment »). — Limita- tion des objectifs de l'article 1, 2 ^e , par le point « g » de l'accord de Gouvernement en matière de sécurité sociale.....	Bossuyt			"	"
	Martens, Min.			"	"
Discordance entre les versions néerlandaise et française de l'exposé des motifs (article 1, 2 ^e)	Vandenbroucke			"	"
	Clerfayt			"	"
	Van den Brande			"	"
	Tant			"	"
	Beysen			"	"
Vote :					
La proposition est rejetée.....				"	161
Reprise de la discussion générale :					
Technique des pouvoirs spéciaux. — Situation des personnes démunies. — Modernisation de notre industrie et de nos technologies.....	Vogels (M ^{me})			"	162
Etat de nécessité budgétaire (causes). — Effets pervers de l'utilisation de pouvoirs spéciaux. — Texte vague des pouvoirs spéciaux.....	Van der Biest			"	163
Fondement constitutionnel des pouvoirs spéciaux (interpréta- tion de l'article 78 de la Constitution). — Caractère répétitif et successif des différentes périodes de pouvoirs spéciaux. — Utilisation des lois-cadres. — Situation de crise (nécessité d'une action rapide). — Rédaction du texte de l'article 1 ^{er} , 2 ^e (observations du Conseil d'Etat). — Adverbe « notam- ment ».....	Van den Bossche			"	164-166
Rôle du Parlement (organisme qui accorde une investiture à la demande). — Situation de crise spécifique. — Problèmes budgétaires.....	Schiltz			"	166
Prolifération des pouvoirs spéciaux. — Importance quantitative des économies à réaliser. — Prévisions en matière de croissance économique. — Inflation pour 1986. — Chiffres de chômage. — Qualité des emplois. — Compétitivité. — Balance des paiements. — Finances publiques	Burgeon, W.			"	167-169

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Fétichisme des chiffres et des formules. — Emploi (statistiques de la Banque Nationale). — Croissance économique (chiffres). — Compétitivité. — Chômage des jeunes (objectifs du Gouvernement). — Charges d'intérêts	Vandenbroucke			128/1	169-172
Discussion et vote des articles :					
Intitulé :					
Amendements n° 66 à 69 et 77. — Problème de la terminologie utilisée.....	Van der Biest			»	172-174
	Van den Bossche			»	»
	Schiltz			»	»
	Martens, Min.			»	»
Article 1 ^{er} , liminaire :					
Imprécision des objectifs poursuivis par le Gouvernement	Clerfayt			»	174
Suppression du liminaire (amendement n° 78)	Burgeon, W.			»	175
Maintien du système de la sécurité sociale	Bossuyt			»	»
Objectifs du projet de loi.....	Desaeyere			»	176
Défense de son amendement (insertion du terme « ainsi que »)	Van den Brande			»	»
Compétitivité (défense de son amendement)	Dierickx			»	»
Promotion de l'emploi. — Suppression des mots « le redressement économique et financier »	Dutry			»	»
« Promotion » de l'emploi. — Norme de compétitivité	Martens, Min.			»	177
Octroi d'aides publiques et encouragement des entreprises (réglementation européenne).....	Dierickx			»	»
Octroi d'aides publiques et encouragement des entreprises (réglementation européenne). — Insertion des termes « ainsi que »					
Insertion des termes « ainsi que »	Martens, Min.			»	»
Pouvoir d'achat des ménages.....	Tobback			»	»
	Clerfayt			»	»
Article 1 ^{er} , 1 ^{er} :					
Accord interprofessionnel. — Maintien de la compétitivité (norme de compétitivité, coût salarial). — Promotion de l'emploi. — Flexibilité du marché du travail. — Formation des revenus. — Pouvoir d'achat. — Comparaison avec la moyenne des principaux partenaires commerciaux. — Entreprises en difficulté. — P.M.E. — Opération 5-3-3. — Concertation sociale	Schiltz			»	179-203
	Martens, Min.			»	»
	De Roo			»	»
	De Batselier			»	»
	Tobback			»	»
	Burgeon, W.			»	»
	Bossuyt			»	»
	Onkelinx			»	»
	Dierickx			»	»
	Clerfayt			»	»
	Desaeyere			»	»
	Leclercq			»	»
	Tant			»	»
Article 1 ^{er} , 2 ^o :					
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer. — Ecart entre le résultat de la Belgique et celui des autres pays industrialisés. — Effort des économies à réaliser. — Contrôle budgétaire. — Dette publique. — Réforme des méthodes budgétaires. — Cour des comptes. — Gestion des finances publiques. — Précompte mobilier. — Rentabilité des investissements. — Taux d'intérêt. — Consommation des ménages. — Part des revenus du travail et des indépendants dans le produit national brut. — Revenus du patrimoine. — Revenus mobiliers. — Index boursier. — Croissance économique. — Epargne des ménages. — Réforme de la fiscalité. — Emission d'un emprunt spécial	Henry			»	205-220
	Olivier, M.			»	»
	Schiltz			»	»
	Willockx			»	»
	Eyskens, Min.			»	»
	Diegenant			»	»
	Vandenbroucke			»	»
Détermination des matières (imprécision, avis du Conseil d'Etat).....	Baert			»	221

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Réduction du solde net à financer. — Mesures dans le domaine de la Fonction publique. — « Recettes non fiscales ». — Déficit des finances publiques (diminution par le biais d'une fédéralisation progressive). — Nécessité budgétaire des pouvoirs spéciaux. — Volume des économies. — Orthodoxie budgétaire. — Baisse des taux d'intérêt. — Contrôle périodique du budget	Derycke..... Vandenbroucke..... Desaeyere..... Verhofstadt, Min.			128/17 " " " " " "	222-227 " " " " " "
Enseignement. — Avis du Conseil d'Etat. — Réduction de la masse salariale (perte d'emplois pour la Communauté française). — Traitement équitable pour tous les réseaux. — Enseignement de l'Etat. — Enseignement d'une seconde langue dans l'enseignement primaire. — Enseignement pluraliste. — Commission du Pacte scolaire. — Enseignement spécial (transport gratuit). — Constructions scolaires (économies, conséquences pour le secteur de la construction). — Fusion des quatre fonds de bâtiments scolaires. — Enseignement de promotion sociale. — Enseignement universitaire	Delizée			"	227-231
Enseignement (utilisation de pouvoirs spéciaux, avis du Conseil d'Etat). — Paix scolaire. — Egalité de traitement entre tous les réseaux. — Adaptation de l'encadrement du personnel à l'évolution de la population scolaire. — Augmentation des normes dans l'enseignement secondaire. — Rationalisation des hôpitaux universitaires. — Rationalisation de l'enseignement supérieur. — Rationalisation de l'enseignement de promotion sociale. — Transport scolaire. — Enseignement universitaire. — Numerus clausus. — Financement des écoles. — Problème des Fonds des bâtiments scolaires. — Défense de ses amendements	Baldewijns			"	231-238
Enseignement. — Equilibre entre les réseaux. — Diminution de l'emploi. — Enseignement maternel. — Secteur des universités. — Commission permanente du Pacte Scolaire. — Equilibre communautaire	Maes (M ^{me}).....			"	238-239
Enseignement. — Mauvais rapport qualité/prix (causes). — Réduction du personnel	Neven			"	239-240
Secteur de l'enseignement. — Données démographiques. — Statut de l'enseignement de l'Etat. — Enseignement de la deuxième langue nationale à l'école primaire. — Transport scolaire. — Constructions scolaires. — Enseignement secondaire rénové. — Numerus clausus. — Commission du Pacte scolaire	Damseaux, Min.			"	240-241
Démocratisation de l'enseignement. — Qualité de l'enseignement. — Evolution de la population scolaire. — Rationalisations. — Universités. — Numerus clausus. — Trop grand nombre d'établissements d'enseignement pédagogique. — Statut du personnel de l'enseignement de l'Etat. — Structure de l'enseignement secondaire. — Commission du Pacte scolaire (rôle)	Coens, Min. Maes (M ^{me}).....			" "	241-243 244
Ecoles normales	Collart.....			"	"
Intervention de réviseurs d'entreprise dans l'enseignement libre. — Egalité de traitement entre les réseaux	Baldewijns			"	"
Déclarations contradictoires des Ministres	Coens, Min.			"	"
Enseignement subventionné (contrôle). — Egalité des réseaux d'enseignement	Van den Bossche			"	"
Enseignement libre (contrôle)					
Possibilité d'une modification de la loi ordinaire du 9 août 1980. — Adaptation de la loi du 16 mars 1954 (contrôle des institutions publiques). — Mécanismes de financement des Communautés et des Régions. — Indemnités et subventions. — Privatisation des entreprises publiques	Van Elewycx			"	244-246
Sécurité sociale. — Fonds spécial pour l'équilibre financier de la sécurité sociale	Derycke.....			"	246
Comptabilité de l'Etat. — Dépenses non prévues au budget. — Dépenses dépassant la limite des crédits budgétaires. — Techniques de débudgetisation. — Privatisation d'un certain nombre de services publics. — R. T. T. (achat de matériel)	Willockx			"	247-248

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Administrations subordonnées. — Problèmes structurels des communes. — Paiement tardif par le Ministre des Finances des montants perçus pour le compte des communes. — Dotations du Fonds des provinces. — C.P.A.S.	De Weirdt			128/17	248
Article 1 ^{er} , 2 ^e , d	Baert			"	249
Remplacement des mots « onder meer » et « notamment »	Lenaerts			"	250
	Van den Bossche			"	"
	Baert			"	"
Loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles. — Notion des « recettes non fiscales ». — Loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. — Entreprises publiques. — Article 1 ^{er} , 2 ^e . b (termes « dépenses d'autre nature »). — Subsidés aux entreprises privées. — Sécurité sociale. — Compatibilité de l'Etat. — Pensions de l'Etat. — Dotations aux pouvoirs subordonnés. — Formation des policiers. — Sécurité. — Lutte contre le terrorisme et le banditisme. — C.P.A.S. — Transfert de ressources aux Communautés et Régions	Verhofstadt, Min.			"	250-251
Organismes créés par les Communautés ou les Régions	Baert			"	251
	Verhofstadt, Min.			"	"
Régimes des pensions. — Protocole de gestion pour les entreprises publiques	Van Elewycq			"	"
Article 1 ^{er} , 3 ^e :					
Sécurité sociale. — Evolution du financement. — Chômage (subventions de l'Etat). — Loi Dhooce. — Sauvegarde intégrale du pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées	Leclercq			"	253-255
Sécurité sociale. — Financement. — Réforme. — Rapport intérimaire de la commission royale de la sécurité sociale. — Politique familiale. — Assurance maladie-invalidité	Gondry			"	255-258
Sécurité sociale. — Vieillesse de la population. — Pauvreté. — Impôt négatif sur les revenus	Vermeiren			"	258-261
Sécurité sociale (subventions de l'Etat)	Tobback			"	261
Principes de base de la sécurité sociale. — Excès de réglementation	Vermeiren			"	"
Problème de la pauvreté	Bossuyt			"	"
Chômage des jeunes. — Chômage des cadres. — Minimum de moyens d'existence. — Fraude sociale.	Vermeiren			"	261-262
Situation financière de la sécurité sociale. — Réforme de la sécurité sociale. — Accord de Gouvernement. — Causes de la pauvreté. — Pension privée	Bossuyt			"	263
Constitution de pensions complémentaires individuelles	Vermeiren			"	264
Interventions successives du Gouvernement dans la sécurité sociale (augmentation de la pauvreté). — Intervention de l'Etat dans le coût du chômage	Bossuyt			"	"
Financement de la sécurité sociale	Schiltz			"	"
	Dehaene, Min.			"	"
Financement de la sécurité sociale. — Allocations familiales. — Gratuité des soins de santé pour les VIPO	Bossuyt			"	265
Gratuité des soins de santé pour les VIPO	Dehaene, Min.			"	"
Epargne-pension	Bossuyt			"	"
	Dehaene, Min.			"	"
	Tobback			"	"
Réforme de la sécurité sociale. — Equilibre financier. — Intervention de l'Etat	Santkin			"	266
Epargne-pension. — Privatisation de la sécurité sociale. — Amendements	Burgeon, W.			"	267
Chèques-repas. — Politique sociale des communes. — C.P.A.S.	Walry				268
Réforme de la sécurité sociale. — Principe de l'assurance. — Rétablissement de l'équilibre financier. — Programme en vue de lutter contre la pauvreté. — Maintien du pouvoir d'achat des personnes moins favorisées. — Chômage des jeunes. — Subsidés de l'Etat	De Roo			"	269-272
Accidents du travail et maladies professionnelles (avis du Conseil d'Etat)	Anciaux			"	272
Equilibre financier de la sécurité sociale. — Subsidés de l'Etat. — Mutualités. — Accroissement de la parafiscalité. — Stage d'attente au chômage des jeunes	Dehaene, Min.			"	272-273
Chômage des jeunes	Gabriels			"	274
Convention médico-mutualiste. — Hôpitaux	Dierickx			"	"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Egalité de l'homme et de la femme en matière de sécurité sociale (directive européenne).....	Spaak (M ^{re}).....			128/17	274
Revenus de remplacement. — Sécurité sociale	Eerdekens			"	275
Sauvegarde de la sécurité sociale. — Equilibre de la sécurité sociale. — Subsidés de l'Etat. — Pouvoir d'achat des plus démunis. — Réformes. — Pauvreté. — Simplification du système. — Epargne-pension. — Chèques-repas. — Stage des jeunes. — Egalité de traitement sans discrimination des sexes. — Financement de la sécurité sociale.....	Dehaene, Min.			"	276-278
Utilisation des pouvoirs spéciaux en matière sociale	Bossuyt			"	278
Assainissement de la sécurité sociale.....	Vogels (M ^{re}).....			"	"
Rétablissement de l'équilibre de la sécurité sociale au détriment des plus humbles.....	Gondry.....			"	279
But des pouvoirs spéciaux en matière de sécurité sociale. — Stage des jeunes.....	Anciaux.....			"	"
Pauvreté. — Epargne-pension.....	Eerdekens			"	"
Sécurité sociale	Leclercq			"	280
Article 1 ^{er} , 4 ^e :					
Modification de la loi sur les hôpitaux (application aux hôpitaux militaires). — Amendements.....	Degroeve			"	281-283
Diminution du nombre de lits hospitaliers. — Statut du médecin hospitalier. — Hôpitaux publics. — Statut des hôpitaux universitaires	Bondroit			"	283-284
Qualité juridique du texte de l'article 1, 4 ^e . — Statut du médecin hospitalier. — Politique de santé (délimitation des compétences du pouvoir national et celles des Communautés)	Schiltz			"	284
Politique de santé (délimitation des compétences du pouvoir national et celles des Communautés)	Dehaene, Min.			"	285
Gestion des hôpitaux. — Statut du médecin hospitalier. — Programmation des lits d'hôpitaux	Diegenant			"	285-289
Gestion des hôpitaux. — Statut du médecin hospitalier	De Groot			"	289
Programmation des lits d'hôpitaux (concertation avec les Communautés). — Assainissement des hôpitaux publics. — Gestion financière des hôpitaux. — Statut du médecin hospitalier. — Hôpitaux militaires.....	Dehaene, Min.			"	289-291
Loi sur les hôpitaux.....	Tobback			"	291
Convention médico-mutualiste (indexation des honoraires)	"			"	"
	Vanderbroucke			"	"
	Dehaene, Min.			"	"
Numerus clausus dans les facultés de médecine. — Répartition des lits d'hôpitaux entre le secteur privé et le secteur public.....	Tobback			"	291-292
Retrait des amendements n ^{os} 172 et 170	Degroeve			"	292
Répartition des lits d'hôpitaux entre le secteur privé et le secteur public.....	Diegenant			"	"
Répartition des lits d'hôpitaux entre le secteur privé et le secteur public. — Contrôle du nombre d'étudiants inscrits dans les facultés de médecine	Dehaene, Min.			"	"
Programmation en matière de lits d'hôpitaux	Gabriels.....			"	"
Concertation avec les Exécutifs communautaires	Schiltz			"	293
	Dehaene, Min.			"	"
Article 1 ^{er} , 5 ^e :					
Accord entre les médecins et mutuelles. — Indexation des honoraires. — Contrôle sur les mutualités.....	Burgeon, C. (M ^{re}).....			"	294
Accord médico-mutualiste.....	Dehaene, Min.			"	295
Article 1 ^{er} , 6 ^e :					
Programmes pour l'emploi. — Redistribution du travail	Vandenbroucke			"	"
	Hansenne, Min.			"	296
	Tobback			"	"
	Olivier, M.			"	"
Politique de l'emploi du Gouvernement précédent. — Opération 5-3-3. — Fonds pour l'emploi. — Chômage des jeunes. — Défense de ses amendements	Vandenbroucke			"	297-299
Distinction juridique entre un accord interprofessionnel et une convention collective de travail. — Priorité au travail des jeunes. — Programmes d'emploi. — Mise au travail des chômeurs (problèmes de compétence)	Féaux.....			"	300-302

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Problème du chômage. — Causes du chômage. — Chômage des jeunes. — Stage d'attente des jeunes. — Discriminations qui touchent les miliciens. — Redistribution du travail. — Opération « 5-3-3 ». — Interruption de carrière. — Lutte contre le travail au noir. — Evolution des coûts salariaux. — « Flexibilité » du marché du travail. — Harmonisation des statuts des programmes pour l'emploi. — Participation des travailleurs aux résultats de l'entreprise	Ansoms			128/17	302-306
Répartition des cotisations patronales de sécurité sociale. — Mesures spécifiques pour les jeunes et les enseignants. — Prolongation du service militaire. — Programmes d'emploi	Walry			"	306-308
Prolongation de la période de stage des jeunes. — Programmes de résorption du chômage	Vogels (M ^{me})			"	308
Harmonisation des programmes de mise au travail (problèmes supplémentaires aux communes). — Application de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles	Tant			"	309
Emploi. — Coût du travail. — Diminution de la durée du travail. — Portée de l'article 1, 6°. — Mesures spécifiques pour les enseignants. — Programmes de résorption du chômage	Schiltz			"	310-311
Résorption du chômage. — Problème des personnes les moins qualifiées sur le marché de l'emploi. — Situation juridique des chômeurs mis au travail. — Cadre spécial temporaire	Beckers			"	311-313
Politique du Gouvernement précédent (résultats). — Chômage. — Politique de l'emploi. — Programmes d'emploi	Cortois			"	313-314
	Beckers			"	314
	Vandenbroucke			"	"
	Vermeiren			"	"
	Hansenne, Min.			"	"
Chômage des jeunes (manque d'adéquation de l'enseignement)	Cortois			"	315
Cotisations patronales de sécurité sociale	Desaeyere			"	316
	Hansenne, Min.			"	"
Statut du personnel de l'enseignement de l'Etat (avis du Conseil d'Etat)	Laridon			"	"
Nécessité d'un enseignement adéquat. — Cotisations patronales de sécurité sociale. — Chômage des jeunes. — Collaboration entre les autorités nationales, régionales et communautaires concernant la formation professionnelle et le placement. — Enseignants. — Programmes d'emploi	Hansenne, Min.			"	316-319
Projets C.S.T. (prorogation)	Vogels (M ^{me})			"	320
Procédure d'approbation de programmes d'absorption	Vandenbroucke			"	"
	Hansenne, Min.			"	"
	Vandenbroucke			"	"
	Hansenne, Min.			"	321
Blocage des projets					
Redistribution des cotisations patronales. — Chômage des jeunes. — Secteur de l'enseignement. — Programmes de résorption du chômage	Féaux			"	"
Enseignants	Laridon			"	"
	Hansenne, Min.			"	"
Diminution des cotisations de sécurité sociale	Leclercq			"	322
	Hansenne, Min.			"	"
Avantages pour les Régions en matière d'emplois parallèles	Tant			"	"
	Hansenne, Min.			"	"
Qualité de l'enseignement	Walry			"	323
Article 1 ^{er} , 7 ^o :					
Problématique des charbonnages campinois (K.S.). — Emploi. — Maintien des mines (arguments socio-économiques). — Diversification. — Loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux	Gabriels			"	324-326
Loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux	Van den Brande			"	326
Rationalisation des K.S. — Programme du « Kolenfront van Beringen ». — Attitude du Ministre des Affaires économiques. — Centrale au charbon. — Questions sur l'avenir des K.S.	Gabriels			"	326-330

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
« Régionalisation de fait » des cinq secteurs nationaux. — Investissements dans les secteurs nationaux dans l'avenir. — Restructuration des cinq secteurs nationaux. — Sidérurgie. — Invests. — Secteur textile. — K.S. (financement). — Puits d'aération de Waterschei	De Batselier			128/17	330-333
Revenu minimum mensuel garanti. — Rythme de l'inflation (influence). — Politique de la concurrence	Tasset			"	333-334
Plan Gandois relatif à la restructuration de Cockerill-Sambre. — Problème du prix de l'électricité	Harmegnies, M.			"	334-336
Financement des secteurs économiques nationaux. — « Kempensteenkolenmijnen ». — Restructuration	Moors			"	336-337
Restructuration des secteurs nationaux (mesures d'accompagnement social). — Secteur textile	De Roo			"	337
Restructuration des secteurs nationaux. — K.S. — Secteur textile. — Application de la loi du 5 mars 1984. — Cockerill-Sambre	Denys			"	"
Budget 1986	Willockx			"	339
	Maystadt, Min.			"	"
	Tobback			"	"
Problème de la construction navale. — Cadre international. — Situation de la construction navale en Belgique. — Conclusion relative à la politique menée. — Situation spécifique des chantiers Boel. — Attribution du crédit naval	Willockx			"	339-344
Notion de « secteurs nationaux ». — Discrimination de la Flandre. — Fédéralisation des compétences et des moyens financiers en ce qui concerne les secteurs nationaux	Schiltz			"	345-346
Problématique des mines. — Indexation des enveloppes. — Problèmes des chantiers navals. — Chantiers navals Boel	Tomas			"	346-347
Avenir des charbonnages campinois. — Politique en matière de charbon sur le plan européen. — Augmentation du prix	Desaeyere			"	347-348
Charbonnages campinois. — Chantiers navals. — Ressources financières en vue de la construction d'un nouveau complexe industriel	Baudson			"	348
Secteurs nationaux. — Loi du 5 mars 1984. — Financement des secteurs nationaux. — Charges du passé. — Enveloppes imputables régionalement. — Secteur textile	Maystadt, Min.			"	348-352
Secteur textile	De Batselier			"	352
	Maystadt, Min.			"	"
	Denys			"	"
Loi du 5 mars 1984	Schiltz			"	"
	Maystadt, Min.			"	"
Obligations convertibles participantes conditionnelles	De Batselier			"	"
	Maystadt, Min.			"	"
	Desaeyere			"	"
Soldes et charges du passé	Schiltz			"	"
Obligations conditionnelles participantes convertibles	Denys			"	"
	Maystadt, Min.			"	"
Invests	"			"	353
Boel-Invest	Urbain			"	"
	Maystadt, Min.			"	"
Secteur du charbon. — Financement des K.S. dans l'avenir. — Prix du charbon campinois. — Secteur de la construction navale. — Secteur de l'acier (enveloppe sociale)	Maystadt, Min.			"	353-354
Secteur de l'acier (enveloppe sociale). — Mesures de restructuration complémentaires. — Diminution du prix de l'électricité destinée à l'industrie métallurgique	Harmegnies, M.			"	354
	Maystadt, Min.			"	"
Surcoût du charbon campinois. — Exploitation des terrils en région wallonne	Urbain			"	355
Secteurs nationaux (moyens supplémentaires)	Willockx			"	"
Prix des charbons campinois	Desaeyere			"	"
Plan textile (volet financier)	Denys			"	"
Transfert de compétences relatives aux secteurs nationaux aux Régions	Schiltz			"	356
Transfert de compétences relatives aux secteurs nationaux aux Régions. — Surprix des charbonnages campinois. — Application du volet financier du plan textile	Maystadt, Min.			"	"
Article 2 :					
Fonds d'aide pour le redressement financier des communes (accès au profit des communes bruxelloises). — Produit des droits de succession pour la Région bruxelloise	Tant			"	"
Suppression de l'article	Galle			"	357

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Problème du délai de remboursement des taxes perçues par l'Etat pour le compte des communes. — Centimes communaux additionnels au précompte immobilier. — Taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques.....	Temmerman			128/17	357-364
Accès des communes bruxelloises au Fonds d'aide au redressement financier. — Difficultés financières des communes bruxelloises	Defosset			"	364
Vocation européenne et nationale de la ville de Bruxelles	Gabriels			"	365
Accès des communes bruxelloises au Fonds d'aide au redressement financier. — Problèmes financiers des communes bruxelloises. — Nouvelles élections au Conseil de l'agglomération bruxelloise	De Donnée, Min.			"	365-366
Droit de succession pour Bruxelles	Martens, Min.			"	366
	Tant			"	367
Interventions du Fonds d'aide. — Recouvrement par l'Etat d'impôts communaux (arriéré). — Ressources financières supplémentaires pour Bruxelles	Martens, Min.			"	"
Recouvrement par l'Etat d'impôts communaux (arriéré)	Temmerman			"	"
Article 2 (projet de loi distinct)	Tobback			"	368
Egalité de droits des Flamands à Bruxelles. — Application des lois linguistiques à Bruxelles	Gabriels			"	369
Accélération de transfert des deniers fiscaux que l'Etat perçoit pour les communes	Temmerman			"	"
Fonds d'aide (accès)	Tant			"	"
Problèmes de Bruxelles. — Vocation internationale de Bruxelles	De Decker			"	"
Accès au fonds au redressement financier des communes	Tobback			"	"
	De Decker			"	"
	Martens, Min.			"	"
Application de la loi sur l'emploi des langues. — Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques	Martens, Min.			"	370
Article 2bis (nouveau) : L'article est rejeté				"	"
Article 3 : Amendement. — Respect des procédures prévues par la loi du 8 août 1980	Desaeyere			"	"
	Maystadt, Min.			"	371
Suppression de la notion « Premier Ministre ». — Communication aux Chambres législatives	Van den Bossche			"	"
	Desaeyere			"	"
Amendement (§ 3)	Clerfayt			"	"
Irrecevabilité de l'amendement (art. 38bis de la Constitution)	Suykerbuyk (Président)			"	372
	Dehaene, Min.			"	"
	Van den Bossche			"	"
	Schiltz			"	"
	De Decker			"	"
	Van den Bossche			"	"
Article 3, § 4 (sanctions pénales, administratives et autres)				"	"
Article 4 : Limitation de la durée des pouvoirs spéciaux	"			"	373
	Desaeyere			"	"
	Dehaene, Min.			"	"
	Van de Bossche			"	"
Problème de l'effet rétroactif	Tant			"	374
	Dehaene, Min.			"	"
Article 5 : Adoption de l'article				"	"
Article 6 : But de l'article (maintien du contrôle démocratique). — Nécessité d'un rapport sur l'utilisation des pouvoirs spéciaux	Schiltz			"	"
	Tobback			"	375
	Van den Brande			"	"
	Martens, Min.			"	"
L'amendement (n° 205) de MM. Van den Brande, De Decker, Wauthy et Vermeiren est adopté par 13 voix et 7 abstentions				"	376

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 128/16, 128/23, 128/24).					
Annales :					
Ordre des travaux :					
Temps de parole	Président	18		454	
Amendements (consultation du Conseil d'Etat).....	Tobback	»		455	
	Président	»		»	
	Van der Biest	»		»	
Discussion générale :					
Fondement juridique des pouvoirs spéciaux (article 78 de la Constitution). — Avis du Conseil d'Etat. — Contrôle du Parlement. — Conditions d'octroi de la délégation de pouvoirs. — Amendements	le Hardy de Beaulieu ...	»		»	
Discussion en commission. — Modifications apportées au texte original. — Compétitivité des entreprises. — Accord inter-professionnel. — Participation des travailleurs dans les résultats de l'entreprise. — Déficit budgétaire. — Taux d'intérêt. — Economies dans l'enseignement. — Fonctionnement des services publics. — Epargne-pension. — Sécurité sociale. — Moins-favorisés. — Modification de la législation sur les hôpitaux. — Statut du médecin hospitalier. — Emploi et chômage (chômage des jeunes). — Problèmes des secteurs nationaux. — Redressement financier des communes. — Procédure de ratification.....	Vermeiren.....	»		456	
Discussion du projet en commission publique. — Problème de la constitutionnalité des pouvoirs spéciaux. — Renforcement de l'Exécutif au détriment du Législatif. — Différence entre Martens V et Martens VI.....	Van der Biest	»		458	
Constitutionnalité des pouvoirs spéciaux. — Conditions d'octroi. — Durée. — Procédure de ratification. — Délimitation des matières. — Assainissement des finances publiques. — Compétitivité des entreprises. — Concertation sociale. — Contrôle budgétaire (compétence du Parlement). — Sécurité sociale. — Moins-favorisés. — Emploi. — Problématique des secteurs nationaux. — Article 2 (accès des communes bruxelloises au Fonds d'aide de redressement financier des communes).....	Van den Brande	»		462	
Création d'une coutume de pouvoirs spéciaux. — Reprise du système des pouvoirs spéciaux dans la Constitution. — Projet de loi sur la sécurité. — Fondement juridique des pouvoirs spéciaux (art. 78 de la Constitution (avis du Conseil d'Etat). — Nécessité de clarté du texte. — Article 1, 2° (modification du texte). — Délai des pouvoirs spéciaux. — Ratification.....	Van den Bossche			465	
Publicité des commissions. — Conditions d'octroi des pouvoirs spéciaux. — Réforme du travail parlementaire. — Répartition des tâches entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. — Déficit des finances publiques. — Sécurité sociale. — K.S. — Compensations des commandes militaires.....	Kubla	»		469	
Conditions d'octroi des pouvoirs spéciaux. — Problèmes socio-économiques (comparaison avec les pays avoisinants). — Situation des finances publiques. — Lenteur du Parlement. — Avis du Conseil d'Etat. — Compétitivité des entreprises. — Chômage. — Nécessité d'une vraie fédéralisation	Schiltz	»		472	
Demande d'avis du Conseil d'Etat :					
La demande est appuyée par 89 membres.....		»		476	
Reprise de la discussion générale :					
Attitude de certains membres du Gouvernement vis-à-vis du Parlement. — Nécessité et limites des pouvoirs spéciaux. — Assainissement des finances publiques (orthodoxie budgétaire). — Politique de l'emploi. — Relation entre l'école et l'entreprise. — Durée du temps de travail. — Réforme de la sécurité sociale	Beysen	»		»	
Réforme de la répartition des compétences entre les pouvoirs législatif et exécutif. — Attitude de la majorité vis-à-vis des pouvoirs spéciaux. — Revalorisation du rôle du Parlement	Dutry	»		478	
Situation économique du pays. — Taux d'inflation	Burgeon, W.	19		482	
Taux d'inflation	Martens, Min.	»		483	

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances comis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Déclaration gouvernementale (suite).					
Politique gouvernementale injuste (appauvrissement de la population). — Dette publique. — Chômage. — Problématique de la régionalisation. — Fraude fiscale. — Laxisme fiscal en Flandre (secteur du diamant). — Chômage des jeunes. — Conditions d'une relance économique (proposition du P.S.)	Burgeon, W.	19			483
Nécessité des pouvoirs spéciaux (situation économique, financière et sociale). — Assainissement des finances publiques (résultats de la politique du gouvernement précédent). — Rôle du Parlement. — Limites des pouvoirs spéciaux (pouvoir d'achat des plus démunis, sécurité sociale, protection du pouvoir communal)	Wauthy	"			486
Commissions publiques (manque d'intérêt de la presse). — Absence de la B.R.T. — Technique des pouvoirs spéciaux (atteinte à la démocratie). — Commission médico-mutualiste. — Cumuls des parlementaires. — Intercommunales. — Financement des partis politiques. — Chômage. — Introduction des nouvelles technologies (conséquences pour la démocratie et pour l'emploi)	Dierickx	"			490
Abus des pouvoirs spéciaux (dérapage institutionnel et anti-parlementaire). — Article 1, 2° (imprécision, avis du Conseil d'Etat). — Situation des finances publiques. — Politique déflationniste du Gouvernement. — Chômage. — Allègement de la modération salariale. — Sécurité sociale. — Dette publique. — Réforme de l'administration. — Approfondissement de la réforme institutionnelle	Clerfayt	"			493
Pouvoirs spéciaux (caractère anti-démocratique et inconstitutionnel). — Conditions d'octroi de pouvoirs spéciaux. — Finances publiques. — Chômage. — K.S. — Revalorisation du Parlement	Gabriels	20			499
Pratique détestable des pouvoirs spéciaux. — Défense des revenus du travail et du pouvoir d'achat. — Réforme de la fiscalité	Hendrick	"			501
Soi-disant lenteur du Parlement. — Dépôt du budget (lenteur du Gouvernement). — Achat de matériel pour l'armée (déclarations contradictoires de membres du Gouvernement). — Prolongation du service militaire. — Fonction de contrôle du Parlement (affaire Pégard). — Emploi	Tobback	"			502
Calendrier du projet de loi sur les pouvoirs spéciaux. — Constitutionnalité des pouvoirs spéciaux (comparaison avec l'étranger)	Martens, Min.	"			505
Constitutionnalité des pouvoirs spéciaux (comparaison avec l'étranger)	Van den Bossche	"			506
Fondement constitutionnel des pouvoirs spéciaux (avis du Conseil d'Etat). — Ratification des arrêtés par le Parlement. — Accord interprofessionnel. — Redressement de l'équilibre externe (balance des paiements, exportation de capitaux, etc...). — Inflation. — Compétitivité des entreprises. — Emploi et chômage. — Programmes d'emploi. — Diminution du solde net à financer. — Augmentation de l'autonomie des Régions. — Dette publique. — Relance sélective. — Assainissement des finances publiques. — Rôle des nouvelles technologies (amélioration de la qualité de la vie). — Concertation sociale. — Modernisation de la Régie des Postes. — Problèmes des K.S. — Secteur de la construction. — Sécurité des citoyens	Martens, Min.	"			"
Dépôt du budget des Voies et Moyens	Tobback	"			512
Fondement constitutionnel et durée des pouvoirs spéciaux	Martens, Min.	"			"
Durée des pouvoirs spéciaux	Van der Biest	"			"
Interprétation de l'article 78 de la Constitution. — Avis du Conseil d'Etat. — Article 1, 2° (caractère flou et inconstitutionnel). — Problème de la sécurité. — Contrôle du Premier Ministre sur le Gouvernement (difficultés)	Martens, Min.	"			513
Travaux de la Chambre. — Système des pouvoirs spéciaux. — Maîtrise des finances publiques (nécessité d'une réelle fédéralisation). — Trésorerie propre des Communautés et des Régions. — Rénovation industrielle. — Secteurs économiques nationaux. — Politique de l'emploi	Van den Bossche	"			514
	Schiltz	"			518

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Concertation sociale. — Problème des nouvelles technologies (influence sur le chômage).....	Dierickx	20			519
Déflation. — Inflation. — Réduction du solde net à financer. — Réforme institutionnelle	Clerfayt	"			520
Discussion des articles : L'intitulé du projet et les amendements sont réservés.....	.....	21			532
Article 1, liminaire : Durée des pouvoirs spéciaux. — Article 1, 2°, (texte imprécis). — Avis du Conseil d'Etat. — Pouvoirs extraordinaires.....	Van den Bossche	"			534
Objectifs poursuivis par le Gouvernement (emploi, finances publiques, etc...). — Texte imprécis	Clerfayt	"			535, 537
Lutte contre le chômage (rapport de la Banque Nationale). — Programmes d'emploi. — Partage du travail	Dutry	"			536
Titre du projet. — Amélioration de la rédaction de la phrase liminaire. — Objectifs du Gouvernement	Martens, Min.	"			"
La phrase liminaire et les amendements sont réservés .....	.....	"			537
Article 1, 1° : Accord interprofessionnel. — Maintien de la compétitivité. — Promotion de l'emploi. — Coût salarial	Coëme	"			539
Compétitivité des entreprises. — Continuation de la politique de redressement. — Emploi. — Concertation sociale. — Norme de compétitivité (coût salarial). — Accord interprofessionnel (priorités)	De Roo	"			540
Concertation interprofessionnelle. — Travailleurs protégés. — P.M.E. — Flexibilité de l'emploi. — Norme de compétitivité. — Opération 5-3-3	Bossuyt	"			541
Notion de « circonstances exceptionnelles ». — Imprécision du texte. — Redressement économique et financier. — Norme de compétitivité. — Promotion de l'emploi. — Maîtrise des dépenses publiques (modification des règles sur la comptabilité de l'Etat). — Economies dans l'enseignement	Lestienne	"			542
Problème de la répartition de l'accroissement de la productivité. — Répartition des revenus. — Concertation sociale. — Compétitivité des entreprises (influence du coût salarial et d'autres coûts).....	Desaeyere	21			543
Norme de compétitivité (composition). — Problème du partage correct des fruits de l'activité économique. — Accord interprofessionnel	Clerfayt	"			545
Compétitivité des entreprises. — Accord interprofessionnel. — Concertation sociale. — Norme de compétitivité. — Problèmes budgétaires	Martens, Min.	"			546
L'article 1, 1°, et les amendements sont réservés .....	.....	"			548
Article 1, 2° : Assainissement des finances publiques. — Déficit du pouvoir central. — Dette publique. — Diminution du prix du pétrole (conséquences). — Etude CEPESS	Willockx	22			551
Etude CEPESS	Van Rompuy	"			552
Budget de 1987. — Modification de la loi sur la comptabilité de l'Etat. — Services publics. — Enseignement	Willockx	"			553, 562
Déficit budgétaire. — Assistance technique de la Cour des comptes pour la Chambre. — Anomalies du système budgétaire actuel	Olivier, M.	"			553
Texte imprécis. — Déficit budgétaire. — Fonction publique. — Révision de la loi sur les organismes d'intérêt public. — Privatisation de services publics	Albert	"			554
Enseignement (traitement équitable des réseaux, économies, rapport qualité-prix). — Modification du statut de l'enseignement de l'Etat. — Enseignement technique et professionnel	Neven	"			555
Problématique de l'enseignement. — Economies. — Enseignement supérieur. — Enseignement secondaire rénové. — Problèmes de l'enseignement de l'Etat. — Libre-choix des parents. — Examen de maturité. — Fédéralisation de l'enseignement	Maes (M ^{me})	"			556
Assainissement des dépenses de l'Etat. — Enseignement (attitude du P.V.V.). — Politique du gouvernement précédent. — Politique financière et budgétaire	Cortois	"			558
Article monstrueux du point de vue juridique. — Assainissement des finances publiques (effet déflatoire). — Amendements	Clerfayt	"			559

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Article 1 ^{er} , 2 ^e (conformité aux exigences de la jurisprudence et de la doctrine). — Politique budgétaire du passé (résultats). — Objectif budgétaire pour 1987. — Développements économiques sur le plan international. — Economies dans l'enseignement. — Soi-disant conséquences asociales de l'assainissement des finances publiques	Verhofstadt, Min.	22			560
L'article 1 ^{er} , 2 ^e , et les amendements sont réservés .....	.....	"			562
Article 1 ^{er} , 3 ^e :					
Sécurité sociale. — Loi Dhoore. — Chômage des jeunes. — Pauvreté	Gondry.....	"			563
Sécurité sociale. — Equilibre financier. — Réforme (attitude du C.V.P.)	De Roo	"			564
Sécurité sociale (équilibre financier, intervention financière de l'Etat). — Loi Dhoore. — Portée des pouvoirs spéciaux. — Moins-favorisés. — Réforme de la sécurité sociale	Leclercq	"			565
Problématique de la sécurité sociale (attitude du P.R.L., équilibre financier, privatisation)	Petitjean	"			566
Equilibre financier de la sécurité sociale. — Moins-favorisés. — Revenu minimum. — Subsidés de l'Etat. — Fiscalisation de la sécurité sociale. — Délai d'attente des jeunes	Anciaux	"			567
Respect de la directive de la C.E.E. sur l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière de sécurité sociale. — Chômage féminin (rapport de la Fédération belge des Entreprises)	Spaak (M ^{me}).....	"			568
Sécurité sociale (équilibre financier, privatisation, fiscalisation). — Minimum d'existence	Dehaene, Min.	"			569
L'article 1 ^{er} , 3 ^e , et les amendements sont réservés .....	.....	"			570
Article 1 ^{er} , 4 ^e :					
Législation sur les hôpitaux. — Statut du médecin hospitalier. — Motivation des pouvoirs spéciaux (article 78 de la Constitution, conditions d'octroi). — Problème des compétences des Régions et des Communautés. — Concertation sociale	Defosset	"			"
Gestion des hôpitaux. — Statut du médecin hospitalier	Diegenant	"			572
Statut du médecin hospitalier (réglementation par des pouvoirs spéciaux, avis du Conseil d'Etat, compétences des Communautés). — Facultés de médecine (numerus clausus)	Hancké.....	"			"
Assainissement des hôpitaux. — Statut du médecin hospitalier. — Système du tiers payant. — Coût des médicaments. — Numerus clausus	De Groot	"			573
Statut du médecin hospitalier. — Politique de santé (compétences des Communautés). — Programmation des lits hospitaliers. — Numerus clausus. — Problème de la surconsommation. — Irrégularités au laboratoire du C.P.A.S. d'Alost	Caudron	"			574
Problématique des hôpitaux. — Statut du médecin hospitalier. — Coût des médicaments. — Problème du numerus clausus	Dehaene, Min.	"			575
L'article 1 ^{er} , 4 ^e , et les amendements sont réservés .....	.....	"			576
Article 1 ^{er} , 5 ^e :					
Pratique des conventions médico-mutualistes. — Déficit de l'assurance maladie. — Mesures concernant les V.I.P.O.	Hancké.....	"			577
Rôle des mutuelles. — Gestion de l'assurance maladie-invalidité. — Convention médico-mutualiste. — Indexation des honoraires de médecins. — Présence de collaborateurs des mutuelles et des hôpitaux dans le cabinet du ministre. — Problématique des scanners	Anciaux	"			578
Convention médico-mutualiste. — Indexation des honoraires des médecins. — Problématique des scanners	Dehaene, Min.	"			579
L'article 1 ^{er} , 5 ^e , et les amendements sont réservés .....	.....	"			580
Article 1 ^{er} , 6 ^e :					
Imprécision de l'article. — Cotisations patronales de sécurité sociale. — Mesures relatives aux jeunes (allongement du stage d'attente, prolongation du service militaire). — Chômage des jeunes. — Mesures envers les enseignants. — Respect des compétences régionales et communautaires. — Programmes d'emploi (augmentation des charges des communes)	Féaux.....	"			581
Chômage. — Politique de l'emploi (attitude du C.V.P., cotisation patronale de sécurité sociale, chômage des jeunes, programmes d'emploi)	Ansoms	"			582

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Politique de l'emploi. — Fonds de l'emploi. — Accords 5-3-3. — Chômage des jeunes. — Diminution du temps de travail. — Programmes de l'emploi.....	Vandenbroucke	22			583
Promotion de l'emploi. — Flexibilité des conditions de travail. — Partage du temps de travail. — Nécessité d'une simplifi- cation de la réglementation.....	Pivin	»			584
Emploi. — Chômage des jeunes. — Programmes d'emploi	Gabriels.....	»			585
Chômage des jeunes. — Pauvreté. — Egalité de traitement entre les hommes et les femmes	Vogels (M ^{me}).....	»			586
Respect des compétences des Régions en matière d'emploi. — Promotion de l'emploi. — Chômage des jeunes. — Prolon- gation du service militaire. — Enseignants (mise à la disposition de l'armée)	Clerfayt	»			»
Cotisations de sécurité sociale des employeurs. — Stage d'attente des jeunes. — Compétence des Régions. — Chômage des jeunes. — Programmes d'emploi	Hansenne, Min.....	»			587
Attitude du Ministre	Willockx	»			588
L'article 1 ^{er} , 6 ^e , et les amendements sont réservés.....	Président	»			589
Article 1 ^{er} , 7 ^e :					
Déficit budgétaire. — Sécurité du citoyen. — Dette publique. — Secteurs économiques nationaux (financement et restruc- turation). — Rapport Matthys. — Restructuration des K.S.	Moors	»			590
Secteurs économiques nationaux. — Loi du 5 mars 1984	Willockx	»			591
	Van den Brande	»			»
Secteurs du textile et de la construction navale. — Rôle des Invests.....	Willockx	»			»
Secteurs économiques nationaux (compétences des Commu- nautés et des Régions).....	Gabriels.....	»			592
	Van den Brande	»			»
Problèmes des K.S. — Construction d'une centrale d'électricité au charbon	Gabriels.....	»			»
Secteurs économiques nationaux (loi du 5 mars 1984). — Avis du Conseil d'Etat. — K.S. — Construction d'une centrale d'électricité à lit fluidisé. — Financement de la sidérurgie wallonne et des K.S. — Prix de l'électricité (influence du coût du charbon campinois).....	Busquin	»			593
Secteurs économiques nationaux.....	Maystadt, Min.....	»			595
Verlipack	Busquin	»			»
Verlipack. — Secteur du textile (enveloppe sociale). — Vente des actions sans droit de vote. — Secteur de la construction navale. — K.S. — Rapport Matthys	Maystadt, Min.....	»			»
Problème des charbonnages (problème européen, attitude de la C.E.E.)	Busquin	»			596
	Gabriels.....	»			»
Restructuration des K.S. — Application de la loi du 5 mars 1984. — Prix du charbon campinois (influence sur le prix de l'électricité)	Maystadt, Min.....	»			»
Prix du charbon campinois (influence sur le prix de l'électri- cité.....	Busquin	»			597
Plan d'équipement des électriciens (construction de centrales d'électricité au charbon)	Maystadt, Min.....	»			»
L'article 1 ^{er} , 7 ^e , et les amendements sont réservés.....		»			598
Article 2 :					
Accès des communes bruxelloises au Fonds d'aide de redresse- ment financier des communes. — Part de Bruxelles dans le Fonds des communes. — Attribution d'un pouvoir régional à la Région bruxelloise	Defosset	»			»
Accès des communes bruxelloises au Fonds d'aide de redresse- ment financier des communes (avis du Conseil d'Etat)	Tant.....	»			599
Accès des communes bruxelloises au Fonds d'aide de redresse- ment financier des communes (exclusion des autres communes, discrimination). — Problème de l'aggloméra- tion de Bruxelles	Galle.....	»			600
Accès des communes bruxelloises au Fonds d'aide de redresse- ment financier des communes. — Situation financière des communes bruxelloises. — Situation des Bruxellois fla- mands	Anciaux	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Accès des communes bruxelloises au Fonds d'aide de redressement financier des communes. — Répartition du Fonds des communes (discrimination des communes bruxelloises). — Coût de l'immigration. — Ristourne des droits de succession.....	Désir.....	22			601
Accès des communes bruxelloises au Fonds d'aide de redressement financier des communes. — Exclusion des autres communes du royaume.....	Nothomb, Min.	"			602
Equilibre budgétaire des communes. — Fonds des communes.....	Galle.....	"			603
Equilibre budgétaire des communes. — Régionalisation du Fonds des communes (conséquences négatives pour Bruxelles).....	Nothomb, Min.	"			"
L'article 2 et les amendements sont réservés.....		"			"
Article 2bis (nouveau) : Perception des taxes communales par l'Etat (retards)	Temmerman..... Nothomb, Min.	23 "			609, 610 610 611
L'article 2bis (nouveau) est réservé.....		"			
Article 3 : Communication du texte des arrêtés numérotés aux présidents des Chambres avant la publication au Moniteur. — Consultation du Conseil d'Etat.....	Mottard.....	"			612, 617
Communication du texte des arrêtés numérotés aux présidents des Chambres avant la publication au Moniteur. — Instauration de sanctions pénales et administratives (création de nouvelles peines, dangers).....	Van den Bossche Baert	" "			614, 617 "
Irrecevabilité de l'amendement n° 45 (article 38bis de la Constitution).....	Président..... Spaak (M ^{me}).....	" "			615 "
Création d'une Commission spéciale chargée de faire rapport aux Chambres sur l'exercice par le Gouvernement des pouvoirs spéciaux.....	Dutry.....	"			"
Application de l'article 38bis de la Constitution au projets d'arrêtés royaux. — Transmission des arrêtés de pouvoirs spéciaux aux Chambres législatives avant la publication au Moniteur. — Consultation du Conseil d'Etat. — Dispositions pénales.....	Martens, Min.	"			616
L'article 3 et les amendements sont réservés.....		"			618
Article 4 : Limitation de la durée des pouvoirs spéciaux (avis du Conseil d'Etat). — Etendue des pouvoirs spéciaux. — Problème de la rétroactivité.....	Anselme..... Van den Bossche	" "			" 619
Durée des pouvoirs spéciaux. — Rétroactivité.....					
Durée des pouvoirs spéciaux. — Contrôle parlementaire. — Rétroactivité.....	Baert	"			620, 621
Durée des pouvoirs spéciaux. — Rôle des Chambres législatives. — Rétroactivité.....	Martens, Min.	"			621
L'article 4 et les amendements sont réservés.....		"			622
L'article 5 est adopté.....		"			"
Article 6 : Confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux. — Régime de pension des enseignants (annulation d'un arrêté royal de pouvoirs spéciaux par le Conseil d'Etat).....	Baudson..... Van den Bossche	" "			623 "
Confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux (signification)					
Confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux (amendements).....	Spaak (M ^{me}).....	"			624
Pensions des professeurs d'université (annulation d'un arrêté de pouvoirs spéciaux par le Conseil d'Etat). — Confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux. — Revalorisation du travail parlementaire (réforme du Parlement).....	Martens, Min.	"			"
L'article 6 et les amendements sont réservés.....		"			"
Article 7 : Entrée en vigueur de la loi.....	Van den Bossche Martens, Min.	" "			625 "
L'article 7 est réservé.....		"			"
Votes des articles réservés.....		24			632-650
Déclarations avant le vote sur l'ensemble du projet.....	Van der Biest..... Tobback..... Gabriels..... Vogels (M ^{me})..... Spaak (M ^{me})..... Hendrick.....	" " " " " "			651-652 " " " " "

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
L'ensemble du projet est adopté par 112 voix contre 78 et 3 abstentions.....		24			652
Déclaration après le vote.....	Hanquet (M ^{re}).....	"			653
Le projet est transmis au Sénat		"			"
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois d'avril, mai et juin.					
Discussion générale	Van den Brande			346/4	11, 21
	Simonet			"	21
	Tobback			"	"
	Schiltz			"	"
	Denys			"	"
Interpellation de M. Tobback sur le fait que le budget des Voies et Moyens pour 1986 n'a toujours pas été déposé.					
Discussion	Tobback	29			762
	Van der Biest	"			766
	Schiltz	"			767
	Van den Brande	"			769
	Clerfayt	"			770
	Verhofstadt, Min.	"			771
Question de M. Beysen à M. le Premier Ministre sur la fuite inacceptable de documents confidentiels.....	Beysen	30			793
Réponse.....	Martens, Min.	"			"
Question de M. Brisart à M. le Premier Ministre sur l'opportunité et le coût de la déclaration gouvernementale du 6 avril 1986 à la R.T.B.F. et à la B.R.T.					
Réponse.....	Brisart	"			"
	Martens, Min.	"			"
Transmission, en exécution de l'article 3, § 3, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, de douze arrêtés royaux et des documents y annexés, datés les 18 et 25 avril 1986 et numérotés de 401 à 412		31			859
Transmission, en exécution de l'article 3, § 3, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, de l'arrêté royal n° 413 et des documents y annexés, daté du 29 avril 1986		32			919
Communication du Gouvernement :					
Finances publiques. — Assainissement (nécessité et importance). — Estimations budgétaires pour 1986 et 1987. — Mesures d'assainissement. — Charges de la dette (diminution, collaboration du monde financier). — Mesures prévues dans le plan d'assainissement (éducation nationale, hôpitaux, etc.)	Martens, Min.	35			1001
Ordre des travaux	Tobback	"			1003
	Van der Biest	"			1004
	Président	"			"
Discussion :					
Temps de parole	Président	36			1008
Résultats de la politique du gouvernement précédent. — Assainissement des finances publiques. — Plan d'économie (critique du CEPESS). — Pression fiscale et parafiscale. — Emploi des jeunes. — Mesures prises dans le secteur public (S.N.C.B., enseignement). — Effet négatif sur l'emploi.....	Van der Biest	"			"
Considérations générales concernant le mandat donné par les électeurs. — La déclaration gouvernementale : un bilan social assorti de propositions radicales d'amélioration fondamentale. — Commentaires de certains de ces éléments. — Prolongation de deux mois du service militaire. — Charbonnages de Campine. — Postes et R.T.T. — Cellule sociale. — Enseignement. — Régions et Communautés. — Secteur de la construction. — Remarques	Van den Brande	"			1012
Héritage du gouvernement précédent. — Obsession budgétaire. — Gouvernement ayant uniquement un plan d'assainissement. — Dogmes libéraux. — 120 questions pertinentes. — Plan de Val-Duchesse. — Secteur de l'enseignement. — Jeunes sans emploi. — Femmes. — Augmentations directes et indirectes des impôts. — Communautés et Régions	Van Miert	"			1017
Austérité mais pas de sacrifices inutiles. — Considérations diverses. — Pouvoirs spéciaux	Kubla	"			1022

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Problème de l'assainissement des finances publiques. — Plan de Val-Duchesse.....	Beysen	36			1025
Aspects divers du plan du Gouvernement. — Enseignement. — Budgets, réforme de la gestion publique	Wauthy	"			1027
Considérations et questions fondamentales concernant le plan d'assainissement du Gouvernement. — Cloisonnement idéologique. — Réforme de l'Etat. — Economies. — Enseignement. — Chômage et politique de l'emploi	Gabriels	"			1032
Mesures soumises au Parlement : bric-à-brac. — Effort budgétaire. — Absence de perspectives d'avenir. — Commentaire des différents chapitres du plan	Dutry	"			1037
Examen des divers chapitres du plan. — Commentaires	Clerfayt	"			1039
Fiscalité. — Finances communales. — Réforme de l'administration	Coëme	"			1042
Discrimination des femmes. — Politique d'émancipation	Detiège (M ^{me})	"			1045
Enseignement. — Suppression de l'enseignement secondaire rénové : une mesure teintée d'idéologie politique	Vanhorenbeck	"			1046
Secteur de l'enseignement. — Enseignement secondaire rénové : liquidation brutale au profit du Trésor. — Centres P.M.S.	Van Durme	"			1047
Centres de thermalisme social. — Enseignement	Ylieff	"			1049
Secteur de l'enseignement. — Suppression de l'enseignement secondaire rénové : un choix politique. — Universités	Baldewijns	"			1051-1055
Enseignement. — Projet de loi sur l'audio-visuel. — Le nouveau projet du Gouvernement : anti-social	Mottard	37			1058
Absence d'économies : 1) structurales 2) en Wallonie 3) par des mesures fédéralisantes.....	Desaeyere	"			1059
Enseignement (spécialement le rénové).....	Henry	"			1062
Enseignement. — Problème des femmes.....	Spaak (M ^{me})	"			1063
Femmes, familles. — Pensions	Maes (M ^{me})	"			1065, 1067
Pensions.....	Van den Broucke	"			1066
Jeunes. — Emploi. — Réforme du service militaire. — Recherche scientifique. — Modernisation des services publics	Antoine	"			1067
Services publics. — Postes. — R.T.T.	Baudson	"			1069
Enseignement secondaire (notamment crédit d'heures, enseignement rénové).....	Neven	"			1070
Doutes sur l'efficacité du Gouvernement. — Régionalisation et communautarisation. — Enseignement. — Cockerill-Sambre. — Secteurs nationaux. — Régions et Communautés.....	Busquin	38			1073
Considérations générales. — Problèmes de l'économie belge. — Législation d'expansion économique et politique fiscale. — Secteurs nationaux. — Sécurité sociale. — Banques	Claes.....	"			1078
Programme ambitieux et ingénieux. — Considérations diverses.....	Simonet	"			1083
Appréciation positive mais pas de cris de victoire. — Considérations diverses.....	Neyts (M ^{me})	"			1085
Plan d'économie : réédition de la déclaration gouvernementale de décembre 1981. — Commentaire des 200 milliards d'économies annoncées. — S.N.C.B. — Communautés et Régions. — Finances publiques. — Promotion industrielle. — Considérations générales	Schiltz	"			1086
Considérations sur les objectifs du plan d'économie (S.N.C.B., nouvelle pauvreté, redistribution du travail en style rétro). — Conséquences pour les femmes et les jeunes. — Politique économique	Vogels (M ^{me})	"			1092
Le plan d'économies d'un point de vue budgétaire général. — Appréciation négative du plan de Val-Duchesse. — Charte du contribuable. — Les réactions contre la politique menée	Willockx	"			1094
La Wallonie et les grèves. — Grande majorité de mesures frappant les personnes directement ou indirectement. — Fraude fiscale. — Construction	Burgeon, W.	"			1098
Barème des institutrices maternelles. — Politique de santé. — Chômage	Collart.....	"			1100
Considérations générales. — Cellule sociale. — Invalides de guerre	Gondry.....	"			1102
Pas de différences entre les discours de Martens V et Martens-VI. — Problèmes divers relevant du département de la Défense nationale	Denison	"			1104

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Politique familiale. — Situation démographique. — Enseigne- ment. — Communes	Walry	38		1105	
Enseignement. — Statuts précaires	Daras	"		1107	
Service militaire et lois sur la milice	Belmans	"		1108	
Droits de succession à attribuer à la Région bruxelloise. — Problème des finances communales. — Enseignement	Désir	"		1109	
Volet social (spécialement concernant les femmes et les jeunes)	Burgeon, (M ^{re})	"		1111	
S.N.C.B. — Emploi	Féaux	"		1112	
Enseignement	Albert	"		1114	
Economies dans le domaine de la coopération au développe- ment	Caudron	"		1116	
Considérations générales. — Référendum. — Pouvoirs spé- ciaux. — Enseignement. — Communautés et Régions. — Fonds des communes. — Plans d'assainissement des finan- ces communales	Defosset	"		1117	
Enseignement universitaire et recherche scientifique	Degroeve	"		1121	
Communes (Fonds des communes, occupation de travailleurs dans les municipalités). — C.P.A.S. — Hôpitaux	Eerdekens	"		1122	
Son attitude en tant que nationaliste flamand. — Considéra- tions complémentaires. — Pas d'attitude oppositionnelle négative	Dillen	39		1129	
Considérations générales. — Secteurs nationaux (principale- ment les charbonnages)	Dhoore	"		1130	
Enseignement	Klein	"		1131	
Principes de la V.U. — Critique globale de la politique du Gouvernement. — Politique néo-unitaire	Anciaux	"		1132	
Secteur de l'agriculture. — Fourons : réseau souterrain de câbles téléphoniques. — Thermalisme	Happart	"		1134	
Pression fiscale. — Enseignement. — Pensionnés. — Chemi- nots. — Budget des cultes	Delhayé	"		1135	
Emploi et politique sociale. — Finances publiques. — Coopé- ration au développement. — Industrie cinématographique. — Régions et Communautés	Biefnot	"		1137	
Jeunes (emploi, chômage, service militaire)	Y. Harmegnies	"		1139	
Enseignement. — Communications (postes, S.N.C.B.) spécia- lement dans la province de Luxembourg	Santkin	"		1141	
Considérations générales. — Enseignement. — Chèques-repas. — Secteur de la construction. — Dette publique	Hendrick	40		1143	
Ordre des travaux	Van der Biest	"		1146	
Reprise de la discussion :					
Envergure de l'opération d'assainissement. — Effort d'assainis- sement : suffisant pour atteindre les objectifs intermé- diaires. — Justification d'une série de mesures d'assainisse- ment (notamment concernant l'enseignement, le secteur hospitalier et la S.N.C.B.). — Réponse à différentes criti- ques. — Contribution de l'opération d'assainissement à la solution de la crise économique dans notre pays. — Garan- ties pour atteindre l'objectif	Verhofstadt, Min.	"		1146-1153	
Secteur du commerce extérieur	Peeters, P.	"		1153	
Désire ne pas intervenir dans un semblant de discussion	M. Harmegnies	"		"	
Considérations sur le déroulement du débat	Anselme	"		1154	
	Perdieu	"		1155	
Portée du plan du Gouvernement. — Cellule sociale (notam- ment les indemnités de chômage, le régime de pensions, l'assurance-maladie). — Communes. — Communautés et Régions. — Enseignement. — Construction. — Entreprises publiques. — Emploi. — Conclusions	Martens, Min.	"		1155-1160	
Dépôt d'un ordre du jour de confiance par MM. Van den Brande, Beysen, Kubla et Wauthy		"		1160	
Reprise de la discussion.					
Changement dans la tonalité de la majorité. — Emploi. — Enseignement. — Régions et Communautés. — Réaction de la population. — Conclusions	Mourcaux	"		"	
Considérations diverses. — Plans d'économie et saignées. — Transfert de charges aux communes et aux provinces. — Arrêté Monory-De Clercq. — Privatisation. — Budget des voies et moyens. — Conclusions	Tobback	"		1162	
Répliques aux réponses du Gouvernement	Gabriels	"		1165	
	Daras	"		1167	
	Clerfayt	"		"	
	Wauthy	"		1168	
		"		1169	
Demande de suspension de séance					
La séance est suspendue					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT (suite).					
Reprise de la séance .....	.....	40			1169
Enseignement. — Question	Wauthy	»			»
Réactions à l'intervention de M. Wauthy	L. Michel	»			»
	Van der Biest	»			»
Réponse à la question de M. Wauthy	Martens, Min.	»			»
Déclarations avant le vote	Tobback	»			»
	Hanquet (M ^{lle})	»			1170
	Hendrick	»			»
	Maes (M ^{me})	»			»
	Dillen	»			»
L'ordre du jour de confiance est adopté par 112 voix contre 92 et 2 abstentions .....	.....	»			»
Transmission, en exécution de l'article 3, § 3, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, de l'arrêté royal n° 414 du 13 juin 1986 et des documents y annexés .....	.....	45			1285
Transmission, en exécution de l'article 3, § 3, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, des arrêtés royaux n° 415, 416, 417, 418 et 419 et des documents y annexés .....	.....	53			1536
Transmission, en exécution de l'article 3, § 3, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, des arrêtés royaux n° 420 et 421 et des documents y annexés .....	.....	57			1682
Transmission, en exécution de l'article 3, § 3, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, des arrêtés royaux n° 422 et 423 et des documents y annexés .....	.....	62			1837
Transmission, en exécution de l'article 3, § 3, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, des arrêtés royaux n° 424 à 467 et des documents y annexés .....	.....	63			1960
Transmission du premier rapport sur les mesures prises en exécution de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi. (Doc. n° 128/26)	Gouvernement	»			»
PROCEDURE JUDICIAIRE.					
Appel.					
Proposition de loi tendant à uniformiser les délais d'opposition et d'appel tant en matière civile que répressive et introduisant la signification des jugements contradictoirement rendus en cette matière. (Doc. n° 317/I.)	Eerdekens	29			747
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....				
Assistance judiciaire.					
Proposition de loi modifiant l'article 91 du Code judiciaire. (Doc. n° 363/I.)	Coveliers	30			850
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....				
Casier judiciaire.					
Proposition de loi relative aux casiers judiciaires et remplaçant le chapitre premier du titre VII du livre II du Code d'instruction criminelle. (Doc. n° 113/I.)	Grafé	15			398
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....				
Proposition de loi insérant un article 602bis dans le Code d'instruction criminelle. (Doc. n° 459/I.)	Coveliers	44			1275
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice .....	.....				
Demande.					
Proposition de loi complétant l'article 18 du Code judiciaire. (Doc. n° 84/I.)	Dierickx	15			396
Demande d'avis du Conseil d'Etat .....	.....				

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
PROCEDURE JUDICIAIRE (suite).					
Demande (suite).					
Proposition de loi reconnaissant aux organisations de consommateurs et aux associations de défense de l'environnement le droit d'agir en justice pour la protection de leurs intérêts collectifs. (Doc. n° 159/I.)	Coëme	17			439
Demande d'avis du Conseil d'Etat					
Proposition de loi sur la protection collective de l'environnement. (Doc. n° 354/I.)	Vanvelthoven et cs.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		30			849
Proposition de loi modifiant le 12° de l'article 764 du Code judiciaire. (Doc. n° 400/I.)	Eerdekens				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		31			912
Proposition de loi insérant un nouvel alinéa dans l'article 764 du Code judiciaire. (Doc. n° 404/I.)	Eerdekens				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		"			913
Détention préventive.					
Proposition de loi modifiant la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive. (Doc. n° 7/I.)	Dierickx & Daras	12			312
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Instruction criminelle.					
Question de M. Hendrick à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur l'état d'avancement de la procédure au sujet de la plainte déposée auprès du procureur du Roi de Bruxelles contre les mutuelles par la Fédération belge des Chambres syndicales des Médecins en novembre 1983	Hendrick	15			388
Réponse	Gol, Min.	"			"
Interpellations de MM. W. Burgeon, Hendrick et Van den Bossche sur le problème de la fraude fiscale (industrie diamantaire).					
Discussion	Van den Bossche	28			722, 731
	De Decker	"			724
	Moureaux	"			725
	Beysen	"			726
	Coveliers	"			"
	Martens, Min.	"			728
Inventaire.					
Projet de loi modifiant l'article 1161 du Code judiciaire. (Doc. n° 403/I.)					
Dépôt et renvoi à la Commission de la Justice	Gouvernement	30			789
Rapport :	Bourgeois	48			1372
Exposé	Gol, Min.			403/2	1
Remarque	Van Parys			"	2
Le projet est adopté				"	"
Annales :					
Pas de discussion générale.					
Lecture de l'article unique		49			1421
Le projet de loi est adopté par 185 voix et transmis au Sénat		51			1493
Libération conditionnelle.					
Proposition de loi révisant la loi sur la libération conditionnelle. (Doc. n° 47/I.)	Suykerhuyk				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		12			314
Peines.					
Projet de loi sur la motivation des peines, modifiant l'article 195 du Code d'Instruction criminelle et l'article 207 du Code de Procédure pour l'Armée de Terre. (Doc. n° 668/3 — S. 1984-1985.)					
Rapport	Van den Bossche	2			23

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
PROCEDURE JUDICIAIRE (suite).					
Peines (suite).					
Projet de loi modifiant l'article 25 du Code pénal. (Doc. n° 513/1) — Farde.					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission de la Justice		45			1285
Projet de loi sur la motivation des peines, modifiant l'article 195 du Code d'instruction criminelle et l'article 207 du Code de procédure pour l'Armée de terre. (Doc. n° 508/1.) — Farde.					
Rapport complémentaire :	Van den Brande	60			1777
I. Exposé	Gol, Min.			508/3	1
II. Discussion.					
Remarques	Coveliers			»	2
Réponse.....	Defosset			»	»
Le projet de loi est adopté sous le titre suivant : « Projet de loi sur la motivation des peines, modifiant les articles 163 et 195 du Code d'instruction criminelle et l'article 207 du Code de procédure pour l'Armée de terre. »	Gol, Min.			»	»
					4
Saisies.					
Proposition de loi complétant l'article 1386 du Code judiciaire et modifiant l'article 1408 du Code judiciaire. (Doc. n° 316/1.)	Eerdekens				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		29			747
QUESTIONS ET REPONSES ORALES.					
Retrait d'une question orale (M. Van Rompuy).....		31			868
M. Albert.					
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur la politisation de l'enseignement de l'Etat	Albert	44			1241
Réponse.....	Dunseaux, Min.	»			»
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur l'apprentissage des langues étrangères dans l'enseignement libre.....		59			1751
Réponse.....	»	»			»
M. Anciaux.					
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur les arrêtés de pouvoirs spéciaux qui entraînent des économies dans l'enseignement.....	Anciaux	31			865
Réponse.....	Coens, Min.	»			»
M. Anselme.					
Question à M. le Ministre de la Justice sur l'absence de parallélisme entre la modération des loyers et la modération salariale	Anselme	15			389
Réponse.....	Gol, Min.	»			»
M. Ansoms.					
Question à M. le Ministre des Travaux publics sur le raccordement de l'autoroute Baudouin à la petite ceinture d'Anvers.....	Ansoms	59			1745
Réponse.....	Olivier, L., Min.	»			»
M. Baldewijns.					
Question à M. le Ministre de l'Education nationale sur la modification des types d'enseignement dans le secondaire	Baldewijns	34			973
Réponse.....	Coens, Min.	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
QUESTIONS ET REPONSES ORALES (suite).					
M. Baldewijns (suite).					
Question à M. le Premier Ministre sur les économies dans l'en- seignement	Baldewijns	59			1743
Réponse	Coens, Min.	"			1744
M. Beysen.					
Question à M. le Ministre des Communications et à M. le Ministre des Travaux publics concernant la fermeture de la Gare Centrale d'Anvers	Beysen	12			306
Réponses	De Croo, Min.	"			"
	Olivier, L., Min.	"			307
Question à M. le Premier Ministre sur la fuite inacceptable de documents confidentiels	Beysen	30			793
Réponse	Martens, Min.	"			"
Question à M. le Ministre des Relations extérieures sur le dragage de l'Escaut occidental	Beysen	31			863
Réponse	Olivier, L., Min.	"			"
M ^{me} Boeraeve.					
Question à M ^{me} le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés sur la création de l'Institut d'Expertise Vétérinaire	Boeraeve (M ^{me})	15			395
Réponse	Demeester (M ^{me}), S.Et.	"			"
M. Bossuyt.					
Question à M. le Premier Ministre sur l'affectation du produit des actions sans droit de vote	Bossuyt	34			969
Réponse	Maystadt, Min.	"			"
M. Breyne.					
Question à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur le « Fonds social européen » et le champ d'application des programmes prioritaires	Breyne	30			795
Réponse	Hansenne, Min.	"			"
M. Brisart.					
Question à M. le Premier Ministre sur l'opportunité et le coût de la déclaration gouvernementale du 6 avril 1986 à la R.T.B.F. et à la B.R.T.	Brisart	"			793
Réponse	Martens, Min.	"			"
M. Busquin.					
Question à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'octroi par la S.N.C.I. d'une ligne de crédit de 2,5 milliards à la société K.S.	Busquin	31			866
Réponse	Maystadt, Min.	"			867
Rappel au règlement : Dépôt de questions orales et d'interpellations sur le même sujet	Gabriels	"			"
	Président	"			"
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur l'utilisation des subventions de fonctionnement par les chefs d'établissements de l'enseignement de l'Etat auprès d'orga- nismes bancaires de crédit	Busquin	47			1339
Réponse	Damseaux, Min.	"			"
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur la suspension des subventions de traitement et de fonctionne- ment dans les établissements de l'enseignement subven- tionné. (Posée par M. Ylief)	Ylief	59			1750
Réponse	Damseaux, Min.	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
QUESTIONS ET REPONSES ORALES (suite).					
M. Coëme.					
Question à M. le Ministre des Affaires économiques sur le contrat pétrolier et les conditions d'obtention de réductions	Coëme	17			430, 431
Réponse.....	Aerts, S.Et.	"			430
M. Colla.					
Question à M. le Ministre des Finances sur la composition du nouveau conseil d'administration de l'I.N.C.A.	Colla	"			427, 428
Réponse	Eyskens, Min.	"			428
Question à M. le Premier Ministre sur la nomination du secrétaire permanent au recrutement	Colla	29			740
Réponse (donnée par M. Nothomb, Min.)	Nothomb, Min.	"			"
M. Coppens.					
Question à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur l'application de la réglementation en matière de chômage.....	Coppens	"			744
Réponse.....	Hansenne, Min.	"			"
M. Cornet d'Elzjus.					
Question à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur le contrôle d'utilisation d'hormones dans l'engraissement animal	Cornet d'Elzjus	15			394
Réponse.....	De Keersmaecker, S.Et.	"			"
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur l'importation de maisons préfabriquées des Etats-Unis à Florennes	Cornet d'Elzjus	30			794
Réponse.....	de Donnée, Min.	"			"
M. Cortois.					
Question à M ^{me} le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sur l'autorisation d'émission pour les radios privées.....	Cortois	17			432
Réponse.....	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....	"			"
Question à M. le Ministre des Finances sur la déduction d'impôts sur les allocations de chômage	Cortois	29			743
Réponse.....	Eyskens, Min.	"			"
Question à M. le Premier Ministre sur les grèves dans le secteur public.....	Cortois	34			971
Réponse.....	Nothomb, Min.	"			"
Question au Secrétaire d'Etat aux P.T.T. sur l'octroi d'une autorisation d'émission accordée à l'a.s.b.l. Radio Contact à Bruxelles	Cortois	51			1476
Réponse.....	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....	"			"
M. Coveliers.					
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur l'émission « Service-Telefoon » du 16 avril 1986 à la B.R.T. 2. — Présence d'écopiers lors de visites de chefs d'Etat	Coveliers	30			792
Réponse.....	Coens, Min.	"			"
Question à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes Institutionnelles (F.) sur les techniques d'infiltration dans la lutte contre le crime organisé	Coveliers	"			793
Réponse.....	Gol, Min.	"			794
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur l'enseignement de l'allemand dans les cantons de l'Est	Coveliers	59			1750
Réponse.....	Damseaux, Min.	"			"
M. De Batselier.					
Question à M. le Premier Ministre sur le projet Kalkar.....	De Batselier	34			967, 968
Réponse.....	Maystadt, Min.	"			968

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
QUESTIONS ET REPONSES ORALES (suite).					
M. De Decker.					
Question à M. le Ministre des Travaux publics sur l'état déplorable des tunnels de l'avenue Louise à Bruxelles	De Decker	59			1745
Réponse.....	Olivier, L., Min.	"			"
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la dégradation de l'hôtel Errera à Bruxelles.....	De Decker	"			1747
Réponse.....	Coens, Min.....	"			"
M. Degroeve.					
Question à M. le Ministre des Relations extérieures sur l'installation d'un couvent de carmélites à Auschwitz et la position et le rôle du Gouvernement belge à ce sujet	Degroeve	51			1477
Réponse.....	Tindemans, Min.				"
M. Deleuze.					
Question à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur la surveillance des députés et sénateurs écologistes par la Sûreté de l'Etat	Deleuze	12			308
Réponse.....	Gol, Min.	"			"
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les expropriations de terres agricoles à Florennes pour la construction des habitations pour les militaires américains	Deleuze	15			393
Réponse.....	de Donnée, Min.	"			"
Question à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur la prise forcée des empreintes de manifestants à Bruxelles le 31 janvier dernier	Deleuze	17			427
Réponse.....	Gol, Min.	"			"
Question adressée à M. le Ministre des Relations extérieures sur les déclarations faites par le ministre concernant les pacifistes et le parti nazi.....	Deleuze	29			740, 741
Réponse.....	Tindemans, Min.	"			741
M. Denison.					
Question à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan sur le versement de la dernière tranche de l'intervention de l'Etat à la S.N.C.V.	Denison	17			431
Réponse.....	Verhofstadt, Min.	"			"
M. Denys.					
Question à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'ouverture de grandes surfaces et de magasins le dimanche 15 décembre 1985 et la réaction des syndicats.....	Denys	12			310
Réponse.....	Maystadt, Min.	"			"
Question à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'organisation amateuriste de la participation de la Belgique à l'Exposition 1986 de Vancouver.....	Denys	51			1473
Réponse.....	Maystadt, Min.	"			"
M. Depré.					
Question à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'approvisionnement défectueux en charbon approprié pour la culture du raisin	Depré	15			391
Réponse.....	Maystadt, Min.	"			"
Question à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur les inondations dans le Brabant flamand	Depré	47			1335
Réponse.....	Nothomb, Min.	"			1336
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur l'accident du Fuga-Magister à Overijse	Depré	59			1749
Réponse.....	de Donnée, Min.	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
QUESTIONS ET REPONSES ORALES (suite).					
M. De Roo.					
Question à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur le mandat de la Commission de la C.E. et la position belge concernant un nouvel accord multifibres.	De Roo	29			742
Réponse	De Croo, Min.	»			»
M. Derycke.					
Question à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur l'élimination de personnes ne disposant pas d'un certificat de bonnes vie et mœurs du programme de formation professionnelle du service du Placement.	Derycke	»			744
Réponse : Formation professionnelle (compétence des Commu- nautés)	Hansenne, Min.	»			»
M. Desaeeyere.					
Question à M. le Ministre des Finances concernant la réaction du franc belge à la diminution des taux d'intérêt	Desaeeyere	12			305
Réponse	Eyskens, Min.	»			»
M. Désir.					
Question à M. le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sur le versement du solde de la dotation 1985 du Fonds spécial de l'aide sociale aux C.P.A.S. bruxellois. Ministres compétents	Président	31			867
Question	Désir	»			»
Réponse	Coens, Min.	»			871
M. Devolder.					
Question à M ^{me} le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sur la disparition du réseau belge de l'« Inde- pendant Television Services »	Devolder	17			433
Réponse	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....	»			»
M. Dhoore.					
Question à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail concernant les programmes de résorption du chômage, notamment le C.S.T. et le T.C.T.	Dhoore	15			388
Réponse	Hansenne, Min.	»			389
M. Dierickx.					
Question à M. le Ministre des Relations extérieures sur l'intérêt du Parlement belge pour la problématique européenne	Dierickx	»			386
Réponse	Tindemans, Min.	»			387
Question à MM. les Ministres de l'Education nationale sur la nomination de membres au Conseil de l'enseignement pluraliste	Dierickx	34			972
Réponses	Coens, Min.	»			»
	Damseaux, Min.	»			»
Question à M. le Ministre des Finances sur la déclaration du monde bancaire sur la diminution de la dette publique	Dierickx	47			1337
Réponse	Eyskens, Min.	»			»
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur le document officiel américain relatif au matériel de guerre nucléaire stocké en Europe, et notam- ment à Kleine-Brogel	Dierickx	51			1475
Réponse	de Donnée, Min.	»			»
Question à M. le Secrétaire d'Etat à l'Energie sur la situation en rapport avec la réouverture éventuelle de Belgoprocess	Dierickx	59			1748
Réponse	Aerts, S.Et.	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
QUESTIONS ET REPONSES ORALES (suite).					
M. Dutry.					
Question à M. le Ministre des Affaires économiques sur la participation belge au surrégénérateur de Kalkar	Dutry	59			1749
Réponse	Maystadt, Min.	"			"
M. Gabriels.					
Question à M. le Ministre des Finances concernant la T.V.A. sur la publicité des radios libres	Gabriels	15			388
Réponse	Eyskens, Min.	"			"
Question à M. le Ministre des Affaires économiques sur la recherche dans le secteur charbonnier par l'INIEX et sur l'aide européenne en question	Gabriels	24			630
Réponse	Maystadt, Min.	"			"
Question à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur le paiement des allocations de chômage aux allocataires par les syndicats	Gabriels	29			743
Réponse	Hansenne, Min.	"			"
Question à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur la restructuration de la S.N.C.B. au niveau régional	Gabriels	31			865
Réponse	De Croo, Min.	"			"
Question à M. le Ministre des Relations extérieures sur le projet Kalkar	Gabriels	34			968
Réponse	Maystadt, Min.	"			"
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur les économies dans l'enseignement	Gabriels	44			1244
Réponse	Coens, Min.	"			"
Question à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'absence de consigne à l'aéroport de Bruxelles-National	Gabriels	47			1339
Réponse	De Croo, Min.	"			"
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les projets américains visant à construire un silo nucléaire à la base de la force aérienne de Kleine-Brogel	Gabriels	51			1475
Réponse	de Donnéa, Min.	"			"
M. Gehlen.					
Question à M. le Ministre des Travaux publics sur la modernisation de la section route N° 435 à Amel-Büllingen	Gehlen	30			792
Réponse	Olivier, L. Min.	"			"
Question à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur les quotas laitiers	Gehlen	"			797
Réponse	De Keersmacker, S.Et.	"			"
Question à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur la prime octroyée par la C.E.E. aux régions défavorisées	Gehlen	51			1474
Réponse	De Keersmacker, S.Et.	"			"
M. Happart.					
Question à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur le sort des fermes en Fagnes	Happart	24			631
Réponse	De Keersmacker, S.Et.	"			"
Question à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la renaissance du Vlaamse Militanten Orde	Happart	30			795
Réponse	Nothomb, Min.	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		

QUESTIONS ET REPONSES ORALES (suite).					
M. Hendrick.					
Question à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur l'état d'avancement de la procédure au sujet de la plainte déposée auprès du procureur du Roi de Bruxelles contre les mutuelles par la Fédération belge des Chambres syndicales des Médecins en novembre 1983	Hendrick	15			388
Réponse	Gol, Min.	"			"
Question à M. le Ministre des Affaires économiques sur les conséquences de la chute des prix de l'essence pour les pompistes revendeurs	Hendrick	24			630
Réponse	Maystadt, Min.	"			"
Question à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la mention « incapable » sur les nouvelles cartes d'identité	Hendrick	44			1240
Réponse	Nothomb, Min.	"			1241
M. Klein.					
Question à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la suite donnée aux conclusions de la commission d'enquête sur les événements du Heysel	Klein	59			1747
Réponse	Nothomb, Min.	"			"
M ^{me} Lefebver.					
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur le fait que l'on porte atteinte aux facilités de congés pour les miliciens moniteurs de jeunes	Lefebver	47			1340
Réponse	de Donnée, Min.	"			"
M. Léonard.					
Question à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le renouvellement des cartes d'identité — Forces belges en Allemagne	Léonard	31			861
Réponse	Nothomb, Min.	"			"
M. Lestienne.					
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (F.) sur les problèmes des fraudes dans l'enseignement	Lestienne	34			973
Réponse	Damseaux, Min.	"			"
M ^{me} Maes.					
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la composition du comité de gestion provisoire pour l'enseignement de l'Etat	Maes (M ^{me})	12			308
Réponse	Coens, Min.	"			309
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) concernant les prélèvements sur les traitements de professeurs qui exercent la fonction de bourgmestre, échevin ou président d'un C.P.A.S.	Maes (M ^{me})	15			390
Réponse	Coens, Min.	"			"
Question à M. le Secrétaire d'Etat à l'Energie concernant la cinquième centrale nucléaire à Doel	Maes (M ^{me})	17			433
Réponse	Aerts, S.Et.	"			434
Question à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur les tarifs de la S.N.C.V. pour la commune fusionnée de Saint-Nicolas	Maes (M ^{me})	29			741
Réponse	De Croo, Min.	"			"
Question à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur les amendes que la S.N.C.V. inflige aux voyageurs	Maes (M ^{me})	31			864
Réponse	De Croo, Min.	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
QUESTIONS ET REPONSES ORALES (suite).					
M ^{me} Maes (suite).					
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur l'enseignement et la connaissance des langues en Flandre	Maes (M ^{me}).....	44			1243
Réponse.....	Coens, Min.....	"			"
Question à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'emploi au chantier naval Boel à Tamise	Maes (M ^{me}).....	47			1339
Réponse.....	De Croo, Min.	"			1340
Question à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur les dangers que présentent pour le bétail des ballons volant à basse altitude	Maes (M ^{me}).....	51			1479
Réponse.....	De Croo, Min.	"			1480
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) concernant les économies dans l'enseignement.....	Maes (M ^{me}).....	59			1743
Réponse.....	Coens, Min.....	"			1744
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur l'installation de nouvelles armes nucléaires en Europe	Maes (M ^{me}).....	62			1839
Réponse.....	de Donnée, Min.	"			1840
M. Mottard.					
Question à M. le Ministre des Relations extérieures sur les élections présidentielles en Autriche	Mottard	44			1245
Réponse.....	Tindemans, Min.	"			"
M. Pepermans.					
Question à M. le Ministre des Relations extérieures concernant les déclarations du général soviétique Tsjernov sur le retrait de missiles SS.20.....	Pepermans	24			628
Réponse.....	Tindemans, Min.	"			"
Question à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la commission consultative d'agrégation des organismes susceptibles d'occuper des objecteurs de conscience.....	Pepermans	29			739, 740
Réponse.....	Nothomb, Min.	"			740
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur l'installation de nouvelles armes nucléaires en Europe	Pepermans	62			1840
Réponse.....	de Donnée, Min.	"			"
M. Perdieu.					
Question au Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sur les aménagements de certains services de Bruxelles X à l'aéroport de Zaventem.....	Perdieu.....	29			746
Réponse.....	D'Hondt (M ^{me}), S.Et....	"			"
M. Petitjean.					
Question à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'inexistence d'échoppes de produits nationaux et régionaux à l'aéroport de Zaventem	Petitjean	15			389
Réponse.....	De Croo, Min.	"			390
M. Peuskens.					
Question à M. le Ministre des Classes moyennes sur la Commission Conform	Peuskens.....	47			1341
Réponse.....	Buchmann, Min.....	"			"
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur la base de la force aérienne de Kleine-Brogel	Peuskens.....	51			1475
Réponse.....	de Donnée, Min.	"			"

RUBRIEKEN EN BEHANDELDE ZAKEN	AUTEURS of SPREKERS	NUMMERS			BLADZIJDE der HANDE- LINGEN of der STUKKEN
		Handelingen		Verslagen	
		plenaire vergad.	vergad. com- missies		
QUESTIONS ET REPONSES ORALES (suite).					
M. Pillaert.					
Question à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'arrêté royal fixant les conditions de remise d'autorisation de transport rémunéré de personnes	Pillaert	59			1746
Réponse (donnée par M. Buchmann, Min.)	Buchmann, Min.	"			"
M. Pivin.					
Question à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur la grève des agents de la S.N.C.B.	Pivin	34			971
Réponse	De Croo, Min.	"			"
M. Preumont.					
Question à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur la protection des centrales nucléaires	Preumont	47			1336
Réponse	Nothomb, Min.	"			"
M. Santkin.					
Question à M. le Ministre des Affaires économiques sur le « holding Investsud »	Santkin	29			744
Réponse	Maystadt, Min.	"			745
Question au Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Télé- phones concernant le travail des étudiants à la Régie des Postes	Santkin	47			1341
Réponse	D'Hondt (M ^{me}), S. Et.	"			1342
M. Sauwens.					
Question à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur les circuits de travail de substitution	Sauwens	17			427
Réponse	Hansenne, Min.	"			"
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur « le champ de tir militaire à Helchteren »	Sauwens	34			974
Réponse	de Donnée, Min.	"			"
Question à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur le jardin zoologique de Zwartberg	Sauwens	44			1242
Réponse	De Keersmaecker, S. Et.	"			"
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les dégâts causés par les récents transports de troupes de Bourg-Léopold à Elsenborn	Sauwens	44			1242, 1256
Réponse	de Donnée, Min.	"			1256
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les congés d'urgence des moniteurs de jeunesse brevetés	Sauwens	47			1340
Réponse	de Donnée, Min.	"			"
M. Schiltz.					
Question à M. le Premier Ministre sur les déclarations fallacieuses du Premier Ministre concernant les compensations pour les achats de l'armée	Schiltz	17			429
Réponse	Martens, Min.	"			"
Procédure du « question time » au Parlement anglais	Tobback	"			"
	Président	"			"
M. Sleenckx.					
Question à M. le Secrétaire d'Etat à l'Energie sur les négociations avec la Finlande en vue d'amener en Belgique du combusti- ble irradié — Belgoproces	Sleenckx	44			1240
Réponse	Aerts, S. Et.	"			"
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur l'enseignement de la deuxième chance	Sleenckx	59			1746
Réponse	Coens, Min.	"			1747

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
QUESTIONS ET REPONSES ORALES (suite).					
M ^{me} Spaak.					
Question à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan sur la convocation urgente des ministres du Budget de la C.E.E.	Spaak (M ^{me})	30			791
Réponse	Verhofstadt, Min.	"			"
M. Suykerbuyk.					
Question à M. le Ministre des Communications et à M. le Ministre des Travaux publics concernant la fermeture de la Gare Centrale d'Anvers	Suykerbuyk	12			306
Réponse	De Croo, Min.	"			"
	Olivier, L., Min.	"			307
Question au Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Télé- phones sur les problèmes récents dans le secteur des Postes	Suykerbuyk	29			745
Réponse	D'Illondt (M ^{me}), S. Et.	"			"
M. Tant.					
Question à M. le Ministre des Travaux publics sur les conséquences des décisions françaises sur les débits de la Lys et de l'Escaut	Tant	31			862
Réponse	Olivier, L., Min.	"			863
Question à M. le Ministre des Finances sur l'augmentation de la T.V.A. dans la construction de 6 à 17 %	Tant	47			1337
Réponse	Eyskens, Min.	"			1338
M. Temmerman.					
Question à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur la commercialisation de viande porcine congelée	Temmerman	15			394
Réponse	De Keersmacker, S. Et.	"			"
M. Tobback.					
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les difficultés à l'OCASC	Tobback	17			431, 432
Réponse	de Donnée, Min.	"			432
Question à M. le Premier Ministre sur le dépôt du budget des Voies et Moyens	Tobback	31			862
Réponse	Verhofstadt, Min.	"			"
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur l'attitude de la Belgique lors de la concerta- tion des ambassadeurs de l'O.T.A.N. à propos des armes chimiques	Tobback	"			883, 884
Réponse	de Donnée, Min.	"			"
Question à M. le Premier Ministre sur la présence de M. Gol aux Etats généraux des médecins et pharmaciens	Tobback	44			1242
Réponse	Gol, Min.	"			1243
M. Tomas.					
Question à M. le Ministre des Affaires économiques sur le sort d'Eurochemic	Tomas	15			392
Réponse	Maystadt, Min.	"			"
Question à M. le Ministre des Affaires économiques sur les informations parues dans la presse quant à l'inscription d'un crédit nouveau de 250 millions aux Affaires économiques pour le surgénérateur Phénix	Tomas	34			969
Réponse	Maystadt, Min.	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
QUESTIONS ET REPONSES ORALES (suite).					
M. Van den Brande.					
Question à M. le Ministre des Affaires économiques et à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur la problématique de la région de Willebroek	Van den Brande	17			426
Réponses	Maystadt, Min.	"			"
	Hansenne, Min.	"			"
M. Vandenbroucke.					
Question à M. le Ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles (N.) sur le système de paiement forfaitaire appliqué par des sociétés bruxelloises de taxis	Vandenbroucke	24			630
Réponse	Dehaene, Min.	"			631
M. Van der Biest.					
Question à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur la fermeture de certains aéroports régionaux, et notamment celui de Liège/Grâce-Hollogne	Van der Biest	30			796
Réponse	De Croo, Min.	"			"
M. Van Elewyck.					
Question à M. le Ministre des Communications et à M. le Ministre des Travaux publics concernant la fermeture de la Gare Centrale d'Anvers	Van Elewyck	12			306
Réponses	De Croo, Min.	"			"
	Olivier, L., Min.	"			307
Question à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur les conséquences de l'interdiction d'atterrissage au Zaïre pour la Sabena	Van Elewyck	30			796
Réponse	De Croo, Min.	"			"
Question à M. le Ministre des Travaux publics sur le fonctionnement des comités régionaux du logement	Van Elewyck	47			1338
Réponse	Olivier, L., Min.	"			"
M. Vangronsveld.					
Question à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur les plans du Gouvernement néerlandais relatifs à une nouvelle aire de décollage, d'est en ouest, à l'aéroport de Maastricht	Vangronsveld	59			1745
Réponse (donnée par M. Buchmann, Min.)	Buchmann, Min.	"			1746
M. Van Miert.					
Question à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la gestion de l'enseignement de l'Etat	Van Miert	12			308
Réponse	Coens, Min.	"			309
Question à M. le Premier Ministre sur la présence dans des cabinets ministériels de personnes rémunérées par des entreprises privées	Van Miert	24			629
Réponse	Martens, Min.	"			"
M. Van Rompuy.					
Question à M. le Ministre des Affaires économiques sur les exportations vers l'Allemagne fédérale	Van Rompuy	17			430
Réponse	Maystadt, Min.	"			"
Question à M. le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sur l'octroi de droits de succession à la Région bruxelloise	Van Rompuy	34			974
Réponse	Bascour, S. Et.	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
QUESTIONS ET REPONSES ORALES (suite).					
M. R. Van Steenkiste.					
Question à M. le Ministre des Relations extérieures sur l'arrestation du père Gérard Vandesompele en Afrique du Sud	Van Steenkiste, R.	51			1479
Réponse.....	Tindemans, Min.	"			"
M. Vanvelthoven.					
Question à M. le Ministre des Relations extérieures sur la détention d'une citoyenne belge dans une prison à l'étranger (M ^{me} Passtoors).	Vanvelthoven	15			387
Réponse.....	Tindemans, Min.	"			"
Question à M. le Premier Ministre sur l'accord de principe entre le Gouvernement, la direction des K.S. et les syndicats	Vanvelthoven	17			428
Réponse.....	Martens, Min.	"			"
Ouestion à M. le Ministre des Affaires économiques sur la situation financière des charbonnages de Campine	Vanvelthoven	51			1474
Réponse.....	Maystadt, Min.	"			"
M. Van Wambeke.					
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur l'application de l'article 87 des lois sur la milice et l'exemption de service pour les moniteurs	Van Wambeke	30			794
Réponse.....	de Donnée, Min.	"			"
M. Verheyden.					
Question à M ^{me} le Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur la fourniture de gaz moutarde à l'Irak.....	Verheyden	24			628
Réponse.....	Smet (M ^{me}), S. Et.....	"			"
M. Vermeiren.					
Question à M ^{me} le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sur l'installation de vitres pare-balles dans les bureaux de poste.....	Vermeiren	15			393
Réponse.....	D'Hondt (M ^{me}), S. Et....	"			"
M ^{me} Vogels.					
Question à M. le Ministre des Travaux publics sur l'aménagement d'un canal de poussage dans la région d'Anvers	Vogels (M ^{me}).....	17			425
Réponse.....	Olivier, Min.	"			"
Question à M. le Premier Ministre sur les déclarations du Premier Ministre à l'hebdomadaire <i>Vrij Nederland</i>	Vogels (M ^{me}).....	51			1446
Réponse.....	Martens, Min.	"			1477
M. Wauthy.					
Question à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les expropriations de terres agricoles à Florennes pour la construction des habitations pour les militaires américains	Wauthy	15			392
Réponse.....	de Donnée, Min.	"			393
Question à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail concernant l'admission des travailleurs saisonniers du secteur Horeca.....	Wauthy	34			970
Réponse.....	Hansenne, Min.	"			"
M. Willockx.					
Question à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'applica- tion du volet social du plan textile.					
Question (posée par M. Bossuyt)	Bossuyt	15			391
Réponse.....	Maystadt, Min.	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
QUESTIONS ET REPONSES ORALES (suite).					
M. Ylieff.					
Question à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le régime des congés aux agents des services publics à la suite des mouvements de grève.....	Ylieff	34			970
Réponse.....	Nothomb, Min.	"			"
Question à M. le Ministre des Relations extérieures sur l'accueil d'une délégation officielle de la Région wallonne par l'ambassade belge à Kinshasa.					
Ordre des travaux :					
Ajournement de la question.....	Ylieff	47			1342
	Président	"			"
Question	Ylieff	51			1477
Réponse.....	Tindemans, Min.	"			1478
RESOLUTIONS.					
Proposition de résolution visant à faire reconnaître la République populaire démocratique de Corée. (Doc. n° 9/I.).....	Burgeon, W.				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		12			312
Proposition de résolution concernant la participation de la Belgique au programme « S.D.I. » proposé par les Etats-Unis. (Doc. n° 19/I.).....	Pepermans & Deleuze				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		"			"
Proposition de résolution relative à l'immersion de déchets radioactifs en mer. (Doc. n° 44/I.)	Dutry & Vogels (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie....		"			314
Proposition de résolution sur la lutte contre le phénomène de pollution atmosphérique dénommé « pluies acides ». (Doc. n° 83/I.).....	Winkel & Van Durme				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		15			396
Proposition de résolution relative à l'attitude de la Belgique vis-à-vis de la militarisation de l'espace et de l'Europe de la technologie et de la recherche. (Doc. n° 116/I.).....	Van der Biest				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		"			399
Proposition de résolution demandant la révision de la décision relative à la prorogation du statut de zone de développement du Hageland. (Doc. n° 157/I.)	Vanhorenberck				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie....		17			439
Proposition de résolution relative à la création d'une commission pour l'adaptation du Code pénal. (Doc. n° 165/I.)	Coveliers				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		"			"
Proposition de résolution relative à la situation du Guatemala. (Doc. n° 186/I.).....	Dejardin				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		"			440
Proposition de résolution condamnant les innombrables violations des droits de l'homme et les exécutions sommaires de détenus pour délits d'opinion en Turquie et chargeant le Gouvernement belge de réclamer un débat au sein de l'O.T.A.N. sur le respect des droits de l'homme par chacun des pays associés à la défense du monde libre. (Doc. n° 215/I.)	Ylieff				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		"			442
Proposition de résolution relative au plan d'équipement du secteur de l'électricité pour les années 1985-1995. (Doc. n° 251/I.).....	De Batselier				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie....		21			527
Proposition de résolution relative à l'arrêt des importations de charbon sud-africain. (Doc. n° 252/I.).....					
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		"			"
Proposition de résolution relative à l'embargo commercial décrété par les Etats-Unis contre le Nicaragua. (Doc. n° 254/I.).....	Sleeckx				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		"			528

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
RESOLUTIONS (suite).					
Proposition de résolution relative à la protection internationale du journaliste dans l'exercice de son devoir d'information. (Doc. n° 260/1.)	Coëme				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		21			528
Proposition de résolution sur la lutte contre la pollution atmosphérique et en particulier contre les pluies acides. (Doc. n° 293/1.)	Lefebver (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		"			530
Proposition de résolution relative à la libération d'Andreï Sakharov. (Doc. n° 407/1.)	Vanvelthoven et cs				
Demande de mise à l'ordre du jour	"	30			799
La demande est adoptée		"			"
Déclaration avant le vote	Coveliers	"			831
La proposition de résolution est adoptée		"			"
Proposition de résolution relative à la libération de Nelson Mandela. (Doc. n° 408/1.)	Vanvelthoven				
Demande de mise à l'ordre du jour	"	"			799
La demande est adoptée		"			"
Déclaration avant le vote	Coveliers	"			831
La proposition de résolution est adoptée		"			"
Proposition de résolution visant à accorder la priorité au Limbourg. (Doc. n° 357/1.)	Gabriels				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie		"			850
Proposition de résolution relative à l'élimination de toute discrimination fondée sur le sexe. (Doc. n° 360/1.)	Burgeon, C. (M ^{me}) et cs				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		"			"
Proposition de résolution demandant de procéder à un examen de la situation sociale des personnes et groupes défavorisés, ainsi que des mesures à prendre en vue de leur émancipation. (Doc. n° 414/1.)	Ansoms				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		31			913
Proposition de résolution concernant l'implantation des Euromissiles en Belgique. (Doc. n° 385/1.)	Preumont				
Proposition de résolution initialement déposée par M. Deleuze.					
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		34			996
Proposition de résolution relative à l'Acte unique européen et au soutien au projet d'Union européenne. (Doc. n° 428/1.)	Dierickx				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		"			"
Discussion générale : voir Projet de loi portant approbation de l'Acte unique européen, fait à Luxembourg le 17 février 1986, et à La Haye le 28 février 1986. (doc. n° 550/1.)					
Proposition de résolution concernant la position des jeunes au sujet de la prolongation éventuelle du stage qui leur est imposé dans le cadre de la réglementation sur le chômage, lorsqu'ils quittent l'école. (Doc. n° 430/1.)	Vogels (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		"			"
Proposition de résolution concernant la position des jeunes au sujet de la prolongation éventuelle de la durée du service militaire. (Doc. n° 431/1.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Défense nationale		"			"
Proposition de résolution visant à empêcher le passage de la presqu'île de l'Isal (commune de Visé) en territoire néerlandais. (Doc. n° 435/1.)	Daras				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		"			997
Proposition de résolution sur la nécessité d'améliorer la position des pays européens au sein de la Banque interaméricaine de développement ainsi que sur la structure et l'utilisation des ressources financières de cette banque. (Doc. n° 479/1.)	Van den Bossche				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		47			1366

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
RESOLUTIONS (suite).					
Proposition de résolution recommandant au Gouvernement belge d'œuvrer efficacement en faveur de l'indépendance de la Namibie, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'O.N.U., et de la protection des ressources naturelles du territoire. (Doc. n° 494/I.)	Van der Biest				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		47			1367
Proposition de résolution visant à différer l'exécution du plan national d'équipement en moyens de production et de grand transport d'énergie électrique 1985-1995. (Doc. n° 495/I.)	Denys				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie		"			"
Proposition de résolution visant à imposer un moratoire en ce qui concerne la construction de centrales nucléaires. (Doc. n° 503/I.)	De Batselier				
Prise en considération et renvoi à la Commission spéciale chargée de l'examen des problèmes posés par l'énergie nucléaire		51			1480
Proposition de résolution sur la prévention des conséquences socialement néfastes du tabac. (Doc. n° 510/I.)	Winkel				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		"			"
Proposition de résolution relative aux récentes arrestations en Pologne. (Doc. n° 517/I.)	Lenacrts				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		"			"
Proposition de résolution relative à la cessation immédiate de la vente de pièces d'or sud-africaines. (Doc. n° 555/I.)	Vanvelthoven				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Relations extérieures		59			1772
ROI ET FAMILLE ROYALE.					
Vœux adressés par la Chambre des Représentants à Leurs Majestés le Roi et la Reine à l'occasion de leur 25 ^e anniversaire de mariage		11			277
Naissance du Prince Amedeo	Président	21			525
TRANSPORTS.					
Autobus.					
Question de M. Pillaert à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'arrêté royal fixant les conditions de remise d'autorisation de transport rémunéré de personnes		59			1746
Réponse (donnée par M. Buchmann, Min.)	De Croo, Min.	"			"
Chemins de fer.					
Transmission, en exécution de l'article 19 de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de Fer belges : 1. du bilan et du compte des résultats de ladite société au 31 décembre 1984, 2. d'une copie du procès-verbal de cette assemblée ainsi que d'un exemplaire du rapport du conseil d'administration et du collège des commissaires		2			22
Société nationale des Chemins de Fer belges.					
Candidatures au mandat de commissaire		10			248
Candidatures		12			311
Scrutin		"			"
Résultat du scrutin		"			319
Questions de MM. Beysen, Suykerbuyk et Van Elewyck à MM. les Ministres des Communications et des Travaux publics concernant la fermeture de la Gare centrale d'Anvers	Beysen	"			306
	Suykerbuyk	"			"
	Van Elewyck	"			"
	De Croo, Min.	"			"
Réponses	Olivier, L., Min.	"			307

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
TRANSPORTS (suite).					
Chemins de fer (suite).					
Interpellation de M. Gabriels à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur la politique du Ministre en ce qui concerne les transports publics et la structure de la S.N.C.B.					
Demande d'interpellation	Gabriels.....	14			381
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. W. Burgeon :					
Actualisation du réseau Intercity. — Situation de la S.N.C.B. — Fermeture des ateliers en Flandre. — Investissements. — Problème du T.G.V. — Augmentations de tarifs	»	25			664, 670 665
Subsidiation des transports publics	Beysen	»			»
Réduction. — Transport par bus. — Fédéralisation de la S.N.C.B. et de la S.N.C.V.	Gabriels.....	»			»
Limitation des arrêts des transports en frontière. — Gare d'Erquelinnes.....	Burgeon, W.....	»			666, 670
Investissements. — Prix des transports. — Transports publics. — T.G.V.	Van Elewyck	»			667
Plan Intercity-Interrégions. — Répartition des investissements. — Ateliers de Courtrai. — T.G.V. — Tarifs des transports publics. — Augmentations	De Croo, Min.	»			»
Analyse des coûts et profits	Van Elewyck	»			669
Réduction (familles nombreuses). — Réorganisation du trafic des marchandises. — Installations d'Erquelinnes.....	De Croo, Min.	»			670
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 100 voix contre 70 et 4 abstentions.....	.....	29			752
Interpellation de M. W. Burgeon à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur le Plan général de Transport de la S.N.C.B.	Burgeon, W.....	17			420
Demande d'interpellation					
Discussion : voir interpellation de M. Gabriels.					
Interpellation de M. Albert à M. le Ministre des Communications sur le démantèlement de la ligne de chemin de fer n° 43 Liège-Marloie.	Albert	21			531
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Ligne de chemin de fer n° 43 Liège-Marloie — Démantèlement	»		C 33		14, 16 15
Chemins de fer. — Modernisation de la ligne n° 43	De Croo, Min.		»		
Question de M. Gabriels à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur la restructuration de la S.N.C.B. au niveau régional	Gabriels.....	31			865
Réponse.....	De Croo, Min.	»			»
Question de M. Pivin à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur la grève des agents de la S.N.C.B.....	.....	34			971
Réponse.....	»	»			»
Interpellation de M. Léonard à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'électrification en double voie de la ligne de chemin de fer n° 35 Liège-Hamoir-Marloie.	Léonard.....	35			1005
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Conclusions de la réunion du Conseil d'administration de la S.N.C.B. du 8 avril 1986. — Résultats d'une étude réalisée par la Société provinciale d'industrialisation. — Raisons de la demande de modernisation et de l'électrification de la ligne n° 35	»		C 50		2
Décision du maintien et de la modernisation de la ligne n° 35. — Ligne de faible fréquentation. — Augmentation considérable de la vitesse. — Décision du Conseil des Ministres en ce qui concerne les tracés à électrifier. — Comparaison avec la ligne Spa-Pepinster-Spa. — Aspect de la sécurité des électrifications des voies uniques. — Avantages pour la région de la décision prise. — Nécessité de limiter les investissements.....	De Croo, Min.		»		»
Portée du plan de restructuration 1988. — Suppression d'arrêts dont le nombre de voyageurs ne dépasse pas les 200	Léonard.....		»		3
Critères utilisés lors du plan IC-IR. — Aucune connaissance de diminutions importantes de points d'arrêts	De Croo, Min.		»		4

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
TRANSPORTS (suite).					
Chemins de fer (suite).					
Interpellation de M. Belmans à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur le projet de T.G.V., ses avantages et ses inconvénients pour la Région flamande et la menace qu'il fait peser sur la Campine anversoise.					
Demande d'interpellation	Belmans	40		1172	
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. R. Peeters :					
Projet T.G.V. : projet de prestige français. — Injustifiable et non réalisable dans un pays à forte densité de population. — Détérioration de l'environnement. — Participation. — La Campine ne veut pas du T.G.V. — Questions	»	46		1311	
Historique. — Importance d'un réseau ferroviaire moderne et fonctionnant bien. — Opposition non limitée localement. — Tracé inacceptable. — Effets secondaires (espaces ouverts, climat de l'habitat). — Problème spécifiquement écologique. — Questions	Peeters, R.	»		1312	
Campine : ravage qui serait causé au paysage par le projet en question. — Projet de prestige coûteux. — Mauvaise affaire pour la Belgique. — Modernisation de l'infrastructure existante	Sleecx	»		1314	
Appréciation de la gestion du Ministre. — Questions pressantes. — Rationalisation et modernisation de l'infrastructure existante	Taelman	»		1315	
Rejet du T.G.V. dans son ensemble. — Démantèlement des transports publics. — Le T.G.V. : dévoreur d'espaces. — Prise de décision	Van Durme	»		»	
Déclarations quasi unanimes des membres de la Chambre. — Questions. — Plateforme du « Bond Beter Leefmilieu »	Vanvelthoven	»		1316	
Réduction des espaces ouverts et de l'agriculture. — Inquiétudes suite à l'information déficiente et au manque de participation. (arrondissement de Louvain, Hageland). — Questions	Merckx (M ^{me})	»		1317	
Impossibilité de la réalisation d'un T.G.V. à travers la Campine. — Interpellation sur l'infrastructure ferroviaire de la Campine	Van Rompacy	»		»	
Information donnée chaque fois dans la mesure du possible. — Analyse macro-économique. — Plus grande mobilité des personnes et des biens. — T.G.V. et L.G.V. — Liaison ferroviaire Trans-Manche (historique). — Rapport de la C.E. sur les liaisons ferroviaires européennes à grande vitesse. — Intérêt d'avenir. — Avantages du T.G.V. — (points de liaison sans dommages pour les bâtiments, économie en matière de terrains, utilisation d'énergie modérée). — Impact du tunnel sous la Manche. — Fuites. — Comité supérieur de Contrôle. — Alternatives. — Aucune objection contre l'étude des effets sur l'environnement. — Réflexe de peur	De Croo, Min.	»		1318	
Foi dans la fonction des chemins de fer. — Le trajet du T.G.V. : inacceptable	Peeters, R.	»		1321	
Compensations	De Croo, Min.	»		1322	
Questions. — Arrêts. — Rentabilité. — Expropriations. — Consultation des Régions. — Effets secondaires. — Plans	Peeters, R.	»		»	
Vol de plans	Van Elewycx	»		1322, 1324	
Déclarations avant le vote	De Croo, Min.	»		1324	
	Van den Brande	51		1494	
	Gabriels	»		»	
	Beckers	»		»	
	Van der Biest	»		»	
	Dierickx	»		»	
		»		»	
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 99 voix contre 69					
Interpellation de M. R. Peeters à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur le projet de liaison ferroviaire à grande vitesse (TGV) Paris-Bruxelles-Cologne-Amsterdam.					
Demande d'interpellation	Peeters, R.	46		1328	
Discussion : voir interpellation de M. Belmans.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
TRANSPORTS (suite).					
Chemins de fer (suite).					
Interpellation de M. Van Rompaey à M. le Ministre des Communi- cations et du Commerce extérieur sur la vétusté inadmissible du matériel sur la ligne de chemin de fer Anvers-Neerpelt et la nécessité de procéder d'urgence à la modernisation complète de cette ligne.	Van Rompaey	46			1328
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion : Aspects divers de la modernisation nécessaire. — T.G.V. — Groupe de travail interministériel					
Question de M. Gabriels à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'absence de consigne à l'aéro- port de Bruxelles-National	De Croo, Min.		C 64 "		13 "
Réponse	"	47	"		1339 "
Proposition de loi interdisant la construction d'une ligne de chemin de fer à grande vitesse selon un tracé entièrement ou partiellement nouveau. (Doc. n° 483/1.)	Dillen				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Infrastruc- ture		"			1366
Proposition de loi modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de fer belges et l'arrêté royal du 7 août 1926 établissant les statuts de cette société. (Doc. n° 236/1.)	Anselme				
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 236/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Infrastruc- ture		51			1480
Transmission du bilan et du compte des résultats de la Société nationale des chemins de fer belges au 31 décembre 1985, approuvés par l'assemblée générale du 30 mai 1986; d'une copie du procès-verbal de cette assemblée ainsi que d'un exemplaire du rapport du conseil d'administration et du collège des commissaires		63			1960
Chemins de fer vicinaux.					
Transmission, en exécution de la prescription inscrite à l'article 14 de la loi du 24 juin 1985 sur les Chemins de fer vicinaux, du rapport présenté par le conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer vicinaux à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires sur les opérations de cette société pendant l'année 1984		2			22
Question de M. Denison à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan sur le versement de la dernière tranche de l'intervention de l'Etat à la S.N.C.V.	Denison	17			431
Réponse	Verhofstadt, Min.	"			"
Question de M ^{me} Maes à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur les tarifs de la S.N.C.V. pour la commune fusionnée de Saint-Nicolas	Maes (M ^{me})	29			741
Réponse	De Croo, Min.	"			"
Question de M ^{me} Maes à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur les amendes que la S.N.C.V. inflige aux voyageurs	Maes (M ^{me})	31			864
Réponse	De Croo, Min.	"			"
Projet de loi ajustant le budget du Ministère des Communications de l'année budgétaire 1985.					
Discussion générale	Colla			5-XIV/2	1
Transmission du rapport présenté par le conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer vicinaux à l'assem- blée générale ordinaire des actionnaires sur les opérations de cette société pendant l'année 1985		63			1960
Navigation aérienne.					
Question de M. Petitjean à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'existence d'échoppes de produits nationaux et régionaux à l'aéroport de Zaventem	Petitjean	15			389
Réponse	De Croo, Min.	"			390

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
TRANSPORTS (suite).					
Navigation aérienne (suite).					
Question de M. Van der Biest à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur la fermeture de certains aéroports régionaux, et notamment celui de Liège/Grâce-Hollogne.....	Van der Biest	30			796
Réponse.....	De Croo, Min.	"			"
Question de M. Van Elewyck à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur les conséquences de l'interdiction d'atterrissage au Zaïre pour la Sabena	Van Elewyck	"			"
Réponse.....	De Croo, Min.	"			"
Interpellation de M. Harmegnies à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur les conséquences des exigences contradictoires du Gouvernement et de la suppression de subside de l'Etat pour les investissements de la Régie des Voies aériennes.					
Demande d'interpellation	Harmegnies, M.	40			1172
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Suppression de subsides. — Politique de privatisation. — Langues. — Aéroports régionaux	"		C 64		3
Modernisation de la Régie des Voies aériennes. — Extension de l'aéroport de Bruxelles National. — Activités terrestres de l'aéroport. — Aéroports régionaux. — Fouille. — Langues	De Croo, Min.		"		5
Réplique	Harmegnies, M.		"		7
Question de M. Gabriels à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur l'absence de consigne à l'aéroport de Bruxelles-National		47			1339
Réponse.....	De Croo, Min.	"			"
Question de M ^{me} Maes à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur les dangers que présentent pour le bétail des ballons volant à basse altitude		51			1479
Réponse.....	"	"			1480
Question de M. Vangronsveld à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur les plans du Gouvernement néerlandais relatifs à une nouvelle aire de décollage, d'est en ouest, à l'aéroport de Maastricht.....		59			1745
Réponse (donnée par M. Buchmann, Min.).....	"	"			1746
Politique des transports.					
Proposition de loi accordant aux familles nombreuses établies en Belgique, aux pensionnés et aux chômeurs une réduction effective de 50 % sur les tarifs des transports publics. (Doc. n° 411/1.).....	Gabriels				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Infrastructure.....		31			913
Roulage.					
Permis de conduire.					
Proposition de loi modifiant l'article 16, § 1 ^{er} , de l'arrêté royal du 1 ^{er} février 1977 relatif au permis de conduire. (Doc. n° 111/1.)	Grafé				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Infrastructure.....		15			398
Sécurité routière.					
Proposition de loi visant à assurer la sécurité des enfants dans les voitures automobiles. (Doc. n° 151/1.)	Hanquet (M. ^{re})				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		17			438
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 151/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Infrastructure.....		51			1480

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
TRANSPORTS (suite).					
Roulage (suite).					
Sécurité routière (suite).					
Proposition de loi réglementant les patrouilles scolaires. (Doc. n° 359/1.).....	Ansoms				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Infrastruc- ture.....		30			850
Proposition de loi tendant à promouvoir la sécurité routière et la qualité de l'environnement routier. (Doc. n° 421/1.).....	Ansoms				
Avis du Conseil d'Etat (Doc. n° 421/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commision de l'Infrastruc- ture.....		51			1480
Taxis.					
Question de M. Vandembroucke à M. le Ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles (N.) sur le système de paiement forfaitaire appliqué par des sociétés bruxel- loises de taxis	Vandembroucke	24			630
Réponse.....	Dehaene, Min.	"			631
Transports en commun urbains.					
Transmission, en exécution de l'article 13 de la loi du 17 juin 1953 portant organisation des transports en commun de la région bruxelloise et de l'article 17 de la loi du 22 février 1961 relative à la création de sociétés en transports en commun urbains, des rapports du conseil d'administration des so- ciétés de transports intercommunaux de Bruxelles, Anvers, Gand, Liège, Charleroi et Verviers, ainsi que du bilan et du compte de profits et pertes desdites sociétés, arrêtés au 31 décembre 1984		2			22
Interpellation de M. Winkel à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur la politique des transports en commun à Bruxelles.					
Demande d'interpellation	Winkel	18			454
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Extension éventuelle du métro lourd. — Accord gouvernemen- tal. — Echéancier budgétaire. — Analyse coûts-bénéfices. — Concertation avec les responsables bruxellois.....	"		C 20		25
Prolongement de la ligne métro n° 1 de Veeweide à Bizet (timing). — Prolongement vers l'hôpital Erasme. — Portée de l'option du métro léger	Tomas		"		26, 32
Considérations historiques et sociologiques sur l'évolution des transports en commun. — Modernisation du transport urbain. — Problème de la « Petite ceinture ». — Rentabili- sation des investissements souterrains. — Idée du métro léger. — Rapport Sobemap. — Travaux dans la rue d'Angleterre. — Avenue Louise. — Projection pour Schaer- beek. — Idée des parkings périphériques. — Hôpitaux académiques de Jette et Erasme. — Fusion du Ministère des Communications avec celui des Travaux publics	De Croo, Min.		"		26-33
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 104 voix contre 71 et 4 abstentions.....		29			754
Projet de loi ajustant le budget du Ministère des Communications de l'année budgétaire 1985.					
Discussion générale	Colla			5-XIV/2	1
	De Croo, Min.			"	2
Transmission des rapports du conseil d'administration des sociétés de transports intercommunaux de Bruxelles, Anvers, Gand, Liège, Charleroi et Verviers, ainsi que du bilan et du compte de profits et pertes desdites sociétés, arrêtés au 31 décembre 1985.....		63			1960

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
TRAVAIL.					
Conflits sociaux.					
Proposition de loi sur le referendum dans l'entreprise et dans le secteur public. (Doc. n° 302/1.)	Michel, L. & Beysen				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		29			747
Proposition de loi sur le référendum dans l'entreprise et dans le secteur public. (Doc. n° 390/1.)	Vermeiren et cs.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		30			851
Retrait de la proposition de loi		31			859
Question de M. Cortois à M. le Premier Ministre sur les grèves dans le secteur public		34			971
Réponse	Nothomb, Min.	"			"
Question de M. Pivin à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur sur la grève des agents de la S.N.C.B.		"			"
Réponse	De Croo, Min.	"			"
Question de M. Ylieff à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur le régime des congés aux agents des services publics à la suite des mouvements de grève		"			970
Réponse	Nothomb, Min.	"			"
Interpellation de M. Van den Bossche à M. le Ministre des Affaires économiques sur le fondement juridique des arrêtés de réquisition des travailleurs du port d'Anvers.	Van den Bossche	44			1276
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Economie (réunion publique) — Présidence de M. Vankeirsbilck.					
Discussion :					
Portée de l'article 3 de la loi du 22 janvier 1945. — Arrêté de réquisition illégal. — Interdiction de grève dans le secteur public. — Absence d'un état d'urgence	"		C 60		14
Fondement juridique de l'arrêté de réquisition. — Exposé des faits. — Rôle essentiel du port d'Anvers pour l'approvisionnement du pays.	Maystadt, Min.		"		15
Pas de réquisition sélective de services. — Violation de la liberté syndicale	Van den Bossche		"		17
Comportement des services du port et du patronat. — « Prise d'otage de navires ». — Maintien du droit de grève dans les services publics	Hancké		"		"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68		51			1498
Congés.					
Proposition de loi instaurant et uniformisant le congé parental. (Doc. n° 515/1.)	Gabriels				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		"			1480
Contrats de travail.					
Proposition de loi modifiant l'article 1 ^{er} de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. (Doc. n° 227/1.)	Ylieff				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		21			526
Proposition de loi sur la réintégration des travailleurs licenciés abusivement. (Doc. n° 307/1.)	Albert				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		29			747
Durée du travail.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Leclercq	5			78
Proposition de loi instaurant une nouvelle organisation du travail. (Doc. n° 107/1.)	Dhoore				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		15			398
Retrait de la demande d'avis du Conseil d'Etat.					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		17			444

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
TRAVAIL (suite).					
Durée du travail (suite).					
Proposition de loi abrogeant la loi du 22 juin 1960 instaurant le repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce et la loi du 24 juillet 1973 instaurant la fermeture obligatoire du soir dans le commerce, l'artisanat et les services. (Doc. n° 202/1.)	Nols				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes		17			441
Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail. (Doc. n° 249/1.)	De Batselier				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		21			527
Projet de loi relatif à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises. (Doc. n° 590/1.)					
Dépôt et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale	Gouvernement	63			1959
Emploi et chômage.					
Declaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Discussion	Van der Biest	4			34.
	Deleuze	5			62
	le Hardy de Beaulieu	"			63
	Olivier, M.	"			69
	Leclercq	"			78
	Claes	6			93
	Burgeon, W.	7			107
	Dierickx	"			111
	Lestienne	"			115
	Hendrick	"			133
	Sleeckx	"			159, 161
	Burgeon, C. (M ^{lle})	"			162
	Temmerman	8			169
	Walry	"			178
	Sauwens	9			183
	Martens, Min.	"			185, 188
	Gondry	"			206
	Onkelinx	"			216
	Tobback	"			223
	Coëme	"			234
	Anciaux	"			236
Interpellation de M. Eerdekens à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation et à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail, sur 1. les nouvelles cartes d'identité; 2. les cartes de sécurité sociale.					
Demande d'interpellation	Eerdekens	7			101
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. De Weirdt :					
Création des nouvelles cartes d'identité et des cartes de sécurité sociale (confection : création de la S.A. Idoc, questions). — Coût pour la population des mesures envisagées. — Inconvénients pour les administrations communales (personnel complémentaire).	"		C 5		11
Installation des nouvelles cartes d'identité. — Format. — Protection de la vie privée. — Problème de la falsification. — Coût de l'opération. — Problèmes du personnel pour les communes	De Weirdt		"		13, 17
Installation des nouvelles cartes d'identité. — Problème de sécurité. — Coût. — Cartes de sécurité sociale. — Affectation de C.M.T. aux services communaux. — Confection des cartes par la S.A. Idoc. — Format des cartes d'identité. — Protection de la vie privée. — Falsification des cartes d'identité. — Coût.	Nothomb, Min.		"		14, 17
Problème de la falsification des cartes d'identité. — Mentions à inscrire sur les cartes d'identité. — Coût	Cools		"		17
Délivrance des cartes d'identité par les communes	De Loor		"		"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
TRAVAIL (suite).					
Emploi et chômage (suite).					
Projet de loi fixant pour l'année 1986 le contingent de l'armée. Discussion générale	Van Wambeke de Donnée, Min.	11 "			291 296
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation des certaines mesures temporaires. <i>Rapport :</i> Discussion générale Discussion des articles	Burgeon, W. Leclercq Verhofstadt, Min.			68/4 " "	15 29 30
<i>Annales :</i> Discussion des articles	Leclercq Verhofstadt, Min.	" "			280 282
Interpellation de M. Leclercq à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail et à M. le Ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles (N.) sur l'opération 5-3-3 et ses résultats. Demande d'interpellation Discussion : Opération 5-3-3 (résultats, prolongation). — Fonds pour l'Em- ploi Evaluation de l'opération 5-3-3 (résultats pour les années 1983 et 1984). — Inefficacité de la politique gouvernementale en matière d'emploi Evaluation de l'opération 5-3-3 pour 1983 et 1984. — Fonds pour l'Emploi L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 67 et 4 abstentions Proposition de loi adaptant la réglementation relative à l'emploi et au chômage à l'évolution de la situation économique depuis l'entrée en vigueur de cette réglementation, par l'abrogation de l'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage. (Doc. n° 72/1.)	Leclercq " " Perdieu Dehaene, Min. " " Vogels (M ^{me}) & Dutry " Lestienne " " Sleeckx " Ansoms " Vogels (M ^{me}) & Brisart " " Leclercq et cs. " " Leclercq	13 " " " " 17 " 15 " " " " 17 21 " "			344 362, 365 363 364 444 395 397 399 437 526 239 527 "

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
TRAVAIL (suite).					
Emploi et chômage (suite).					
Proposition de loi abrogeant les articles 153 et 195 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage. (Doc. n° 118/1.)	Sleeckx				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale.		21			529
Avis du Conseil d'Etat (Doc. n° 118/2.)					
Interpellation de M. Diegenant à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur les conditions d'admissibilité des jeunes diplômés aux allocations de chômage.	Diegenant	25			657
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique) — Présidence de M. M. Olivier.					
Discussion :					
Admissibilité des jeunes diplômés aux allocations de chômage. — Détenteurs de diplômes étrangers. — Discrimination.	"		C 28		10, 11
Admissibilité des jeunes belges diplômés à l'étranger aux allocations de chômage.	Hansenne, Min.		"		11
Interpellation de M ^{re} C. Burgeon à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise et à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur les prolongements du stage d'attente et du service militaire.	Burgeon, C., (M ^{re})	27			695
Demande d'interpellation					
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique) — Présidence de M. M. Olivier.					
Discussion :					
Allongement du stage des jeunes chômeurs. — Allongement du service militaire	"		C 32		3
Inquiétude des jeunes	Sauwens		"		"
Service militaire. — Stage d'attente	Hansenne, Min.		"		4
Jeunes demandeurs d'emploi	Burgeon, C., (M ^{re})		"		"
Stage d'attente. — Service militaire. — Discriminations	Ansoms		"		"
Discriminations. — Service civil. — Stage d'attente	Vogels, (M ^{re})		"		5
T.C.T. — C.S.T.	Walry		"		"
Chômage. — Stage d'attente. — Service militaire	Antoine		"		"
Allongement du stage d'attente. — Politique de l'emploi	Hansenne, Min.		"		"
Question de M. Cortois à M. le Ministre des Finances sur la déduction d'impôts sur les allocations de chômage	Cortois	29			743
Réponse	Eyskens, Min.	"			"
Question de M. Gabriels à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur le paiement des allocations de chômage aux allocataires par les syndicats	Gabriels	"			"
Réponse	Hansenne, Min.	"			"
Question de M. Coppens à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur l'application de la réglementation en matière de chômage	Coppens	"			744
Réponse	Hansenne, Min.	"			"
Question de M. Derycke à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur l'élimination de personnes ne disposant pas d'un certificat de bonnes vie et mœurs du programme de formation professionnelle du service du Placement	Derycke	"			"
Réponse : Formation professionnelle (compétence des Communautés)	Hansenne, Min.	"			"
Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 25 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. (Doc. n° 310/1.)	Flamant				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale.		"			747
Proposition de loi garantissant le revenu des travailleurs âgés sans emploi. (Doc. n° 337/1.)	Sleeckx				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale.		"			749
Interpellation de M. Sleeckx à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail et à M. le Ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles sur les discriminations entre les chômeurs âgés.					
Demande d'interpellation	"	30			852
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique) — Présidence de M. Olivier.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		Rapports	PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales			
		séances plénières	séances commis- sions		
TRAVAIL. (suite).					
Emploi et chômage (suite).					
Discussion :					
Discrimination entre les chômeurs âgés et les personnes prépensionnées (CCT n° 17). — Problème de licenciement avant l'âge de la prépension et de la fermeture d'entreprises. — Discrimination entre le chômeur isolé et la veuve d'un chômeur décédé. — Explication sur sa proposition de loi. — Maintien des indemnités de chômage à 60 % du traitement plafonné	Sleeckx		C 44		27
Problème des moyens budgétaires nécessaires pour améliorer la situation actuelle. — Améliorations récentes (non-appli- cation du forfait et exemption du pointage)	Hansenne, Min.		"		28
Incidence budgétaire : 700 à 800 millions	Sleeckx		"		29
Déclaration avant le vote	"	34			980
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 101 voix contre 57 et 6 abstentions		"			"
Proposition de résolution concernant la position des jeunes au sujet de la prolongation éventuelle du stage qui leur est imposé dans la cadre de la réglementation sur le chômage lorsqu'ils quittent l'école (Doc. n° 430/1.)	Vogels (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		"			996
Interpellation de M. Colla sur les problèmes économiques et sociaux du secteur du diamant et les compétences natio- nales.	Colla		C 53		3
Discussion					
Proposition de loi assouplissant les conditions d'octroi de l'interven- tion en faveur des chômeurs complets indemnisés désireux de s'établir comme indépendants ou de créer une entreprise. (Doc. n° 534/1.)	Denys				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		51			1480
Hygiène et sécurité du travail.					
Proposition de loi modifiant l'article 21, §§ 2, 5, 6, et 7 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et l'article 1 ^{bis} , §§ 2, 5, 6 et 7 de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail. (Doc. n° 223/1.)	Vanderheyden				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		21			526
Proposition de loi modifiant l'article 21, § 2, de la loi du 20 septem- bre 1948 portant organisation de l'économie et l'article 1 ^{bis} , § 2 de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, tels qu'ils ont été modifiés par l'arrêté royal n° 4 du 11 octobre 1978. (Doc. n° 253/1.)	Sleeckx				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		"			527
Proposition de loi modifiant l'article 21, § 2, de la loi du 20 septem- bre 1948 portant organisation de l'économie et l'arti- cle 1 ^{bis} , § 2, de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail. (Doc. n° 504/1.)	Breyne				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		51			1480
Pourvoyeurs de main-d'œuvre.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Leclercq	5			78
	Peuskens	7			155
Interpellation de M. Leclercq à M. le Ministre des Travaux publics sur le manque d'initiative du Gouvernement en ce qui concerne la lutte contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre. Demande d'interpellation	Leclercq	14			381
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
TRAVAIL (suite).					
Pourvoyeurs de main-d'œuvre (suite).					
Discussion : Phénomène des pourvoyeurs de main-d'œuvre (conséquences pour les finances de l'Etat, falsification de la concurrence, diminution de la protection sociale des travailleurs). — Lutte contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre (manque d'initiatives).....	Leclercq		C 16		2, 5
Action des pourvoyeurs de main-d'œuvre (effets sur le plan fiscal et sur le plan social). — Lutte contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre. — Article 18 de la loi de redressement contenant des dispositions sociales. — Mesures prises par le département des travaux publics	Olivier, L., Min.		"		3
Programmes d'emploi.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Leclercq	5			78
	Claes.....	6			93
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Discussion des articles	Leclercq			68/4	29
Question de M. Dhoore à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail concernant les programmes de résorption du chômage, notamment le C.S.T. et le T.C.T.	Dhoore.....	15			388
Réponse.....	Hansenne, Min.....	"			389
Proposition de loi créant un cadre extérieur temporaire. (Doc. n° 1/ I.)	Lestienne				
Avis du Conseil d'Etat, doc. n° 973/2, 1984, 1985.					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		15			397
Interpellation de M. Van Hecke à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan sur le blocage de crédits pour l'approbation de nouveaux projets C.S.T. et T.C.T.					
Demande d'interpellation	Van Hecke	17			420
Discussion de cette interpellation et de l'interpellation jointe de M. Vandembroucke : Politique de l'emploi. — Projets C.S.T. et T.C.T. — Approba- tion. — « Responsabilisation » financière des promoteurs. — Uniformisation. — Système des chômeurs mis au tra- vail	"	26			679, 684, 685
Programmes de résorption du chômage. — C.S.T. et T.C.T. — Politisation. — Moyens financiers. — Approbation des nouveaux projets. — Financement. — Promoteurs	Vandembroucke	"			680, 684, 685
Politique de l'emploi. — Circuits alternatifs	Sauwens	"			682
Plans de résorption du chômage. — Politique du Gouverne- ment. — Blocage des projets. — Financement des pro- grammes. — T.C.T.	Féaux	"			"
Projets T.C.T. et C.S.T. — Crédits. — Chômeurs mis au travail. — Harmonisation	Verhofstadt, Min.	"			683
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 103 voix contre 71 et 4 abstentions		29			753
Question de M. Sauwens à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur les circuits de travail de substitution	Sauwens	17			427
Réponse.....	Hansenne, Min.....	"			"
Proposition de loi modifiant l'article 2 de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand. (Doc. n° 141/1.).....	Ansoms				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		"			437
Interpellation de M. Vandembroucke à M. le Vice-Premier Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan sur l'approbation des projets de C.S.T. et T.C.T. depuis la formation du nouveau Gouvernement.					
Demande d'interpellation	Vandembroucke	18			454
Discussion : voir interpellation de M. Van Hecke.					
Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978. (Doc. n° 292/1.).....	Flamant				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		21			530

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
TRAVAIL (suite).					
Programmes d'emploi (suite).					
Interpellation de M ^{le} C. Burgeon sur les prolongements du stage d'attente et du service militaire.					
Discussion	Walry		C 32		5
Interpellation de M. Mottard sur la situation au C.P.A.S. de Blégny.					
Discussion	Mottard		C 44		30
	Hansenne, Min.		"		31
Salaires.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Deleuze	5			62
	Leclercq	"			78
	Burgeon, W.	7			107
	Sleecckx	"			161
	Tobback	9			223
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Rapport :					
Discussion générale	Vandenbroucke			68/4	27
Annales :					
Discussion des articles	Eyskens, Min.	11			284
	Willockx	"			285
Question de M. Anselme à M. le Ministre de la Justice sur l'absence de parallélisme entre la modération des loyers et la modération salariale	Anselme	15			389
Réponse	Gol, Min.	"			"
Proposition de loi visant à protéger le pouvoir d'achat et à réduire la modération salariale compte tenu de la modération de l'inflation. (Doc. n° 325/1.)	Clerfayt				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		29			748
Syndicats et partenaires sociaux.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Olivier, M.	5			69
	Dierickx	7			111
	De Batselier	"			117
	Collart	8			167
	Martens, Min.	9			188
	Mottard	"			213
	Coëme	"			234
Question de M. Denys à M. le Ministre des Affaires économiques sur l'ouverture de grandes surfaces et de magasins le dimanche 15 décembre 1985 et la réaction des syndicats	Denys	12			310
Réponse	Maystadt, Min.	"			"
Interpellation de M. Hendrick à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur l'avis du Bureau International du Travail concernant la représentativité des organisations de travailleurs indépendantes des trois syndicats politisés, rendu suite à la plainte de l'Union nationale des Syndicats indépendants.					
Demande d'interpellation	Hendrick	13			344
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique) — Présidence de M. Olivier, M.		"			"
Discussion :					
Reconnaissance de la représentativité de l'Union nationale des syndicats indépendants (avis du B.I.T.). — Attitude du Ministre de l'Emploi et du Travail. — Participation de l'UNSI au Conseil national du Travail. — Traitement discriminatoire	"		C 9		11, 13
Représentation des organisations syndicales au sein du Conseil national du Travail (condition de représentativité). — Cas UNSI. — Avis du B.I.T. — Distinction entre le secteur public et le secteur privé	Hansenne, Min.		"		12, 13, 14
Représentation des organisations syndicales au sein du C.N.T. (conditions, représentation des syndicats politiques)	Coveliers		"		13
Notion « organisation représentative » (notion légale)	Leclercq		"		14

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
TRAVAIL (suite).					
Syndicats et partenaires sociaux (suite).					
Question de M. Derycke à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur l'élimination de personnes ne disposant pas d'un certificat de bonnes vie et mœurs du programme de formation professionnelle du service du Placement	Derycke.....	29			744
Réponse : Formation professionnelle (compétence des Communautés)	Hansenne, Min.....	»			»
Proposition de loi relative au « closed shop » et autres atteintes aux libertés de se syndiquer ou de ne pas se syndiquer. (Doc. n° 303/1.)	Michel, L. & Sprockeels	»			747
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice	Dillen	47			1366
Proposition de loi relative à l'octroi de la personnalité civile aux organisations syndicales. (Doc. n° 480/1.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice					
Travail de la femme.					
Proposition de résolution relative à l'élimination de toute discrimination fondée sur le sexe. (Doc. n° 360/1.)	Burgeon, C. (M ^{lle}) et cs.				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		30			850
TRAVAUX PUBLICS.					
Canaux et rivières.					
Question de M ^{me} Vogels à M. le Ministre des Travaux publics sur l'aménagement d'un canal de poussage dans la région d'Anvers	Vogels (M ^{me})	17			425
Réponse	Olivier, L., Min.				»
Question de M. Tant à M. le Ministre des Travaux publics sur les conséquences des décisions françaises sur les débits de la Lys et de l'Escaut	Tant	31			862
Réponse	Olivier, L., Min.	»			863
Projet de loi relatif à la construction et à l'utilisation de quais de chargement et de déchargement le long des voies navigables du Royaume. (Doc. n° 584/1.)					
Projet transmis par le Sénat et renvoyé à la Commission de l'Infrastructure		60			1776
Dragages.					
Interpellation de M. Colla sur les crédits destinés aux investissements portuaires et, plus particulièrement, sur la réduction radicale de ces crédits et la privatisation du financement. Discussion	Colla		C 33		6, 10
Question de M. Beysen à M. le Ministre des Relations extérieures sur le dragage de l'Escaut occidental	Beysen	31			863
Réponse	Olivier, L., Min.	»			»
Entrepreneurs.					
Proposition de loi instaurant l'obligation pour les entrepreneurs non enregistrés d'en faire la mention sur toutes leurs offres de prix et factures. (Doc. n° 320/1.)	Peeters, P.	29			748
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Economie					
Proposition de loi modifiant l'article 229bis du Code des impôts sur les revenus et l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, en ce qui concerne l'enregistrement des entrepreneurs. (Doc. n° 343/1.)	Steverlynck	»			749
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
TRAVAUX PUBLICS (suite).					
Politique des travaux publics.					
Proposition de loi tendant à indemniser les commerçants ayant subi une diminution importante de leurs bénéfices en raison de travaux d'utilité publique entrepris aux abords de leur entreprise ou commerce. (Doc. n° 226/1.)	Petitjean				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes		21			526
Ports.					
Interpellation de M. Leclercq concernant le « Chunnel ».					
Discussion	Leclercq	25			659
	Olivier, L., Min.	»			660
Interpellation de M. Colla à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan sur les crédits destinés aux investissements portuaires et, plus particulièrement, sur la réduction radicale de ces crédits et la privatisation du financement.					
Demande d'interpellation	Colla	27			694
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Financement des investissements portuaires. — Financement alternatif. — Port d'Anvers. — Objections. — Crédits d'investissement primaires. — Rendement pour l'Etat. — Signification économique pour le port d'Anvers. — Terminal pour containers. — Travaux de dragage. — Berendrechtshuis	»		C 33		6, 10
Compétence du Ministre du Budget. — Problématique des investissements publics. — Terminal pour containers. — Mode de financement. — Financements privés. — Volume des investissements. — Problématique des finances publiques	Verhofstadt, Min.		»		9
Interpellation de M. Van Elewycck sur l'attitude du Gouvernement belge au sujet des traités Escaut-Meuse, sur l'évolution des négociations avec les Pays-Bas et sur la sauvegarde de la liberté de la navigation sur l'Escaut.					
Discussion	Schiltz	41			1194
	Tindemans, Min.	»			1196
	Van Elewycck	»			1199
Interpellation de M. Colla à M. le Ministre des Travaux publics sur la politique portuaire et, en particulier, sur l'incidence du plan de Val-Duchesse sur cette politique.					
Demande d'interpellation	Colla	46			1328
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Crédits d'investissement pour le secteur portuaire. — Position concurrentielle des ports belges. — Plan de Val-Duchesse (conséquences). — Port d'Anvers	»		C 63		11
Priorités pour le port de Gand	Flamant		»		12
Financement. — Traitement des ports sur pied d'égalité	Suykerbuyk		»		13
Port de Gand. — Discriminations	Van Hecke		»		»
Port de Gand. — Nouvelle écluse à Terneuzen	De Weirdt		»		14
Contrat « Sealand »	Van Elewycck		»		15
Port de Zeebrugge	Desutter		»		»
Aperçu des restrictions budgétaires. — Réforme de la politique de subventionnement. — Participation des entreprises privées dans les investissements portuaires. — Problèmes des différents ports	Olivier, L., Min.		»		»
Répliques	Colla		»		18
	Van Elewycck		»		19
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 108 voix contre 68		51			1498
Routes.					
Interpellation de M. Van Durme à M. le Ministre des Travaux publics sur la route de liaison qu'il est prévu d'aménager entre Ypres et Roulers sur l'ancien tracé de la ligne ferroviaire désaffectée.					
Demande d'interpellation	Van Durme	18			454

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
TRAVAUX PUBLICS (suite).					
Routes (suite).					
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Aménagement d'une liaison routière entre Ypres et Roulers sur le tracé de la ligne ferroviaire désaffectée (inutilité). — Aspect écologique.....	Van Durme		C 16		6, 8
Importance économique de la route préconisée. — Analyse coûts-profits. — Aspect écologique	Breyne		»		7
Aménagement d'une route Roulers-Ypres (nécessité, impact sur l'environnement)	Olivier, L., Min.		»		»
Aménagement de la liaison Roulers-Ypres (inutilité, attitude de la population)	Pillaert		»		8
Interpellation de M ^{me} Lefebver à M. le Ministre des Travaux publics sur la réalisation du projet de liaison routière portuaire (Berendrecht-Zandvliet) sur le territoire d'Anvers et de Stabroek.					
Demande d'interpellation	Lefebver (M ^{me})	21			531
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Réalisation du projet de liaison routière portuaire (Beren- drecht-Zandvliet) sur le territoire d'Anvers et de Stabroek. — Enquête impact-environnement. — Aménagement d'une ligne ferroviaire. — Modifications apportées au tracé (consultation de la population)	Lefebver (M ^{me})		»		8, 11
Trafic dans la région anversoise. — Tracé du « Havenweg » (fonctions, nécessité). — Rapport impact-environnement.....	Olivier, L., Min.		»		10
« Havenweg » (consultation de la population). — Modification du tracé. — Rapport impact-environnement	Vogels (M ^{me})		»		11
Interpellation de M. Sauwens à M. le Ministre des Travaux publics sur le contournement ouest de Borgloon.					
Demande d'interpellation	Sauwens	27			695
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion :					
Contournement ouest de Borgloon	Olivier, L., Min.		C 33		12, 13
Question de M. Gehlen à M. le Ministre des Travaux publics sur la modernisation de la section route n° 435 à Amel-Büllin- gen	Gehlen	30			792
Réponse	Olivier, L., Min.	»			»
Proposition de loi portant obligation de procéder à une étude détaillée préalablement à la construction d'autoroutes, de routes pour automobiles ou de rocadés ainsi que des ouvrages d'art annexes tels que les ponts, etc ... (Doc. n° 398/I.)	Gabriels				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Infrastruc- ture		31			912
Question de M. Sauwens à M. le Ministre de la Défense nationale et de la Région bruxelloise sur les dégâts causés par les récents transports de troupes de Bourg-Léopold à Elsenhorn	Sauwens	44			1242, 1256
Réponse	de Donnée, Min.	»			1256
Question de M. Ansoms à M. le Ministre des Travaux publics sur le raccordement de l'autoroute Baudouin à la petite ceinture d'Anvers		59			1745
Réponse	Olivier, L., Min.	»			»
Pistes cyclables.					
Proposition de loi relative à l'aménagement de pistes cyclables le long des routes de l'Etat, des autoroutes et des routes pour automobiles. (Doc. n° 401/I.)	Gabriels				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Infrastruc- ture		31			912
Ponts, tunnels et viaducs.					
Interpellation de M. Leclercq à M. le Ministre des Communications et du Commerce extérieur et à M. le Ministre des Travaux publics sur l'établissement d'une voie de communication permanente entre les côtes de la France et de la Grande- Bretagne (« Chunnel ») et sur l'incidence de cette réalisa- tion en ce qui concerne les chemins de fer belges et l'infrastructure routière entre la Belgique et Calais.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
TRAVAUX PUBLICS (suite).					
Routes (suite).					
Fonds, tunnels et viaducs (suite).					
Demande d'interpellation	Leclercq	14			381
Discussion : Liaison entre les côtes de Grande-Bretagne et le continent européen. — Incidence sur les liaisons internationales traversant le pays. — Conséquences pour l'infrastructure routière. — Conséquences pour les ports côtiers.....	"	25			659, 663 660
Infrastructure routière. — E40. — Ports maritimes belges.....	Olivier, L., Min.	"			
Liaisons côtières entre la Grande-Bretagne et le continent. — Impact sur la liaison. — Rail. — Régie du Transport maritime. — Ligne Adinkerke-La Panne	De Croo, Min.	"			661
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 100 voix contre 69 et 4 abstentions .....	.....	29			751
Interpellation de M. Caudron à M. le Ministre des Relations extérieures et à M. le Ministre des Travaux publics sur la carence du Gouvernement au sujet d'une infraction aux règles de concurrence de la C.E.E. (construction du Pont- Canal à La Louvière).					
Demande d'interpellation	Caudron	—			—
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion : Position protectionniste et raciste wallonne vis-à-vis d'entre- prises de construction flamandes constatée lors d'adjudica- tions publiques importantes (viaduc de l'Eau Rouge et le pont-canal à La Louvière). — Argument des aspects esthéli- ques. — Non-respect des directives C.E.E. en matière de concurrence. — Réponse insatisfaisante du Gouvernement belge à la Commission européenne	"		C 45		6
Chronologie des faits en matière du dossier d'adjudication des travaux sur le Canal du Centre (pont-canal à La Louvière). — Problème de la compétence régionale en matière d'amé- nagement du territoire.....	Olivier, L., Min.		"		8
Non-respect des directives C.E.E. en matière de concurrence. — Argument des aspects esthétiques	Caudron		"		"
Déclaration avant le vote : Ordre du jour pur et simple : approbation d'une politique de compensations qui absorbe des milliards.....	"	44			1253
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 107 voix contre 76 et 2 abstentions .....	.....	"			1254
Interpellation de M ^{me} Maes à M. le Ministre des Travaux publics sur le raccordement du tunnel de Liefkenshoek au réseau autoroutier européen et, en particulier, sur le tracé de la grande ceinture entre l'autoroute E3 et la route nationale 117, qui est inadmissible pour le Pays de Waas.					
Demande d'interpellation	Maes (M ^{me}).....	31			911
Renvoi à la Commission de l'Infrastructure (réunion publique) — Présidence de M. Baudson.					
Discussion : Etat d'avancement des études sur le raccordement du tunnel avec le réseau routier. — Solutions alternatives. — Inci- dence du financement privé du tunnel (péages). — Durée du système de péage envisagé. — Conséquence de la solution Grande Ceinture sur l'environnement.....	"		"		9
Principe des péages. — Résultat de l'examen des solutions alternatives proposées dans le Pays de Waas. — Données récentes de l'intensité routière aux environs d'Anvers. — Renseignements sur le début et la fin des travaux. — Problème du bruit	Olivier, L., Min.		"		11
Rapport entre le mode de gestion du Liefkenshoektunnel et les travaux à la Grande Ceinture. — Opposition unanime de toutes les formations politiques du Pays de Waas contre les investissements.....	Willockx		"		12
Déclarations avant le vote : Liaison par l'aménagement des voies existantes. — Mode de financement.....	Maes (M ^{me}).....	44			1254
Privatisation coûteuse de l'infrastructure. — Ne pas procéder à cet investissement	Willockx	"			"
L'ordre du jour pur et simple est adopté par 110 voix contre 74 et 1 abstention .....	.....	"			1255

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
TRAVAUX PUBLICS (suite).					
Routes (suite).					
Fonds, tunnels et viaducs (suite).					
Question de M. De Decker à M. le Ministre des Travaux publics sur l'état déplorable des tunnels de l'avenue Louise à Bruxelles		59			1745
Réponse	Olivier, L., Min.	"			"
VIE SOCIALE.					
Condition socio-économique.					
Bien-être social.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Olivier, M.	5			69
Interpellation de M. Hancké à M. le Secrétaire d'Etat à l'Environ- nement et à l'Emancipation sur l'impact de l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983 sur le redressement des finances publiques.					
Demande d'interpellation	Hancké	30			852
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique) — Présidence de M. De Groot.					
Discussion :					
Problème de l'enseignement du nombre d'ayants-droit au minimum vital. — Résultats de l'enquête faite par la Centrale Culturelle de la C.G.S.P. — Rendement restreint de la récupération d'aides financières. — Surmenage admini- stratif par l'enquête sociale individualisée requise. — Risque que le coût de la récupération dépasse le rendement. — Idée de la solidarité sociale contre celle de la solidarité familiale. — Incidence sur la position de la femme	"		C 46		14
Causes de l'absence des données statistiques récentes. — Automatisation du Service du minimum vital. — Premiers résultats d'un sondage effectué par le secrétariat d'Etat sur le rendement de l'arrêté royal n° 244. — Réexamen éventuel de l'opportunité de l'arrêté royal n° 244. — Consultation du Conseil Supérieur du Bien-être social	Smet (M ^{me}). S. Et.		"		16
Commission d'enquête parlementaire sur le problème de la pauvreté	Hancké		"		17
Chauffage (allocation de).					
Proposition de loi instaurant une aide en moyens de chauffage. (Doc. n° 235/1.)	Anselme				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		21			530
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 235/2.)					
Prise en considération en renvoi aux Commissions réunies de l'Emploi et de la Politique sociale et de la Justice		31			912
Proposition de loi instaurant une allocation de chauffage (Doc. n° 339/1.)	Olivier, M. et cs.				
Prise en considération et renvoi aux Commissions réunies de l'Emploi et de la Politique sociale et de la Justice		29			749
Avis du Conseil d'Etat (Doc. n° 339/2.)					
Proposition de loi accordant une allocation de chauffage aux bénéficiaires du revenu garanti aux personnes âgées ou du minimum de moyens d'existence (Doc. n° 413/1.)	Delhayé				
Prise en considération et renvoi aux Commissions réunies de l'Emploi et de la Politique sociale et de la Justice		31			913

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Condition socio-économique (suite).					
<i>Pauvreté.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van Miert	5			47
	Sleeckx	7			161
Proposition de loi visant à prévenir et à combattre la pauvreté. (Doc. n° 406/1.)	Busquin				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		31			868
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 406/2.)					
Proposition de résolution demandant de procéder à un examen de la situation sociale des personnes et groupes défavorisés, ainsi que des mesures à prendre en vue de leur émancipation. (Doc. n° 414/1.)	Ansoms				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		"			913
Proposition visant à instituer une commission d'enquête chargée d'étudier les causes et les conséquences de la pauvreté en Belgique ainsi que les moyens de la combattre. (Doc. n° 420/1.)	Hancké				
Prise en considération et renvoi aux Commissions réunies de l'Emploi et de la Politique sociale et de la Justice		34			996
<i>Qualité de la vie.</i>					
Déclaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Famille.					
<i>Politique familiale.</i>					
Déclaration gouvernementale	"	"			"
Discussion	Van den Brande	4			41
	le Hardy de Beaulieu ...	5			63
	Maes (M ^{me})	7			101
	Detière (M ^{me})	8			166
	Walry	"			178
	Dillen	9			208
	Coëme	"			234
Jeunesse.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van der Biest	4			34
	Van Miert	5			47
	Deleuze	"			62
	Vogels (M ^{me})	"			76
	Leclercq	"			78
	Claes	6			93
	Lestienne	7			115
	Gendebien	"			127
	Henry	"			144, 145
	Albert	"			153
	Sleeckx	"			161
	Walry	8			178
	Sauwens	9			183
	Martens, Min.	"			188
Proposition de loi réglementant la vente et la location de films cinématographiques ou de films enregistrés sur support magnétique. (Doc. n° 563/1.)	De Roo & Merckx (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		59			1772
Pensions.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Van der Biest	4			34
	Olivier, M.	5			69
	Leclercq	"			78
	Perdieu	7			157
	Sleeckx	"			161
	Derycke	8			175

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Pensions (suite).					
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Discussion générale	Willockx			68/4	10
	Burgeon, W.			"	15
	Eyskens, Min.			"	18
	Leclercq			"	29
Discussion des articles	Verhofstadt, Min.	11			282
Pensions civiles.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Perdieu	7			157
	Derycke	8			175
Proposition de loi concernant le régime des pensions des agents temporaires et le complément de l'ancienne administration d'Afrique. (Doc. n° 105/1.)	le Hardy de Beaulieu				
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances		15			398
Proposition de loi modifiant les articles 4 et 16bis de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 22 janvier 1981. (Doc. n° 505/1.)	Bosmans				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		51			1480
Rapport :	Van Hecke				
Remarques	Bosmans			505/3	1
	Perdieu			"	2
	Dhoore			"	"
	Mainil, S.Et.			"	"
Réponses				"	"
La proposition de loi est adoptée					
Annales :					
Discussion générale :					
Discussion en commission	Van Hecke	58			1740
Les articles 1 et 2 sont adoptés		"			1741
L'ensemble de la proposition est adopté par 161 voix et transmis au Sénat		59			1767
Pensions extra-légales.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Kubla	5			54
	Perdieu	7			157
	Derycke	8			175
	Martens, Min.	9			188
Pensions de guerre.					
Projet de loi modifiant l'article 51 des lois sur les pensions de réparation coordonnées le 5 octobre 1948. (Doc. n° 218/1.) — (Farde)					
Rapport :	Denys	13			345
Discussion générale en la réunion publique de la Commission des Finances :					
Pensions de réparation (extension aux étrangers et apatrides reconnus comme prisonniers politiques, conditions)	Mainil, S.Et.			218/2	1
Champ d'application du projet	Defosset			"	2
	Mainil, S.Et.			"	"
Condition de nationalité (date)	Defosset			"	"
	Mainil, S.Et.			"	3
Annales :					
Adoption des articles		13			350
L'ensemble du projet est adopté par 184 voix		15			404
Le projet est soumis à la sanction royale		"			"
Proposition de loi modifiant l'article 34, § 1 ^{er} , E. 2 ^e , de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés. (Doc. n° 170/1.)	Perdieu				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		17			439
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 170/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		29			750

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Pensions (suite).					
Interpellation de M. Coëme sur le sort réservé aux anciens prisonniers de guerre.					
Discussion	Coëme		C 56		2
	Mundeleer, S. Et.		"		5
<i>Pensions de guerre. — Pensions de réparation.</i>					
Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. (Doc. n° 1296/1 — S. 1984-1985).					
Affaire sans rapport.					
Pas de discussion générale.					
Adoption des articles		27			698
Déclaration avant le vote	Coveliers	29			751
L'ensemble du projet est adopté par 174 voix		"			"
Le projet est soumis à la sanction royale		"			"
<i>Prépension.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Perdieu	7			157
	Sleeckx	"			161
	Derycke	8			175
	Martens, Min.	9			188
	Gondry	"			206
	Onkelinx	"			216
Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1986 et portant prorogation de certaines mesures temporaires.					
Rapport :					
Discussion générale	Verhofdstadt, Min.			68/4	3
Discussion des articles	Burgeon, W.			"	31
	Eyskens, Min.			"	"
	Leclercq			"	33
	Burgeon, W.			"	"
Annales :					
Discussion des articles :	Burgeon, W.	10			274
	Leclercq	11			280
<i>Secteur privé.</i>					
Proposition de loi complétant l'article 15 de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. (Doc. n° 257/1.)	Verhaegen				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes		21			528
Rapport	Desutter	45			1284
Exposé de l'auteur :					
Cotisations de pension d'indépendants prescrites. — Insécurité juridique. — Rectifications	Verhaegen			257/2	1
Discussion générale :					
Le pouvoir du Roi devrait être défini de façon plus précise	Cornet d'Elzius			"	2
Possibilité nouvelle permettant aux indépendants de sauvegarder leurs droits à la pension	Verberckmoes			"	"
Majoration de ces cotisations	Coppens			"	"
Exceptions équitables	Verhaegen			"	"
Votes :					
L'article unique est adopté à l'unanimité				"	"
Annales :					
Pas de discussion générale.					
Adoption de l'article unique		"			1287
La proposition de loi est adoptée par 108 voix		47			1360
Le projet est transmis au Sénat		"			"
Proposition de loi modifiant l'article 52bis de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et l'arrêté royal du 23 juillet 1981 portant exécution de l'article 52bis, § 2, de l'arrêté royal n° 72 précité. (Doc. n° 399/1.)	"				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes		31			912
Proposition de loi relative à la l'âge de la retraite. (Doc. n° 540/1.)	Detiège (M ^{re})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		51			1480

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Professions.					
<i>Agences matrimoniales.</i>					
Interpellation de M. Eerdekens à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles et à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation sur de curieuses agences matrimoniales qui pratiqueraient la « traite des noires ».					
Demande d'interpellation	Eerdekens	27			695
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Pratiques inadmissibles constatées dans la région namuroise dans le chef d'une agence matrimoniale. — Nécessité de réglementation des bureaux matrimoniaux	"		C 39		17
Aspect pénal des annonces publicitaires en cause. — Rejet de l'idée de réglementation des agences matrimoniales. — Problème du séjour des étrangers. — Aspect de l'acquisition de la nationalité belge par le mariage	Gol, Min.		"		18
<i>Conseil fiscal.</i>					
Proposition de loi organisant la profession de conseil fiscal. (Doc. n° 222/1.)	Wauthy				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		21			530
<i>Détective privé.</i>					
Interpellation de M. Eerdekens à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur le caractère légal des activités de certains détectives privés.					
Demande d'interpellation	Eerdekens	"			531
Renvoi à la Commission de la Justice (réunion publique) — Présidence de M. Moureaux.					
Discussion :					
Activités illégales d'un détective privé bruxellois. — Réglementation de la profession			C 29		3, 4
Réglementation de la profession	Président		"		4
« S.A. New Security Bureau ». — Statut du détective privé. — (réponse donnée par M. L. Olivier, Min.)	Gol, Min.		"		"
<i>Psychologues.</i>					
Projet de loi protégeant le titre de psychologue. (Doc. n° 256/1) — Farde.					
Rapport :	Lenaerts	57			1681
I. Exposé introductif	Buchmann, Min.			256/6	1
II. Organisation des travaux et questions préjudicielles	Cornet d'Elzjus			"	2
	Antoine			"	"
	Desutter			"	"
	Buchmann, Min.			"	"
	Leclercq			"	"
III. Discussion (générale et par article).					
Remarques, amendements, réponses	Buchmann, Min.			"	4, 5, 9
	Coppens			"	4
	Antoine			"	4, 5, 9-13
	Tomas			"	4, 5, 9-12
	Maes, (M ^{me})			"	4, 5, 9
	Lenaerts			"	4, 5, 9-12
	Peeters, R.			"	4, 5
	Leclercq			"	4-6, 11
	Deleuze			"	5
	Denys			"	6
	Baldewijns			"	8, 10, 11
	Pillaert			"	9, 10
	Wauthy			"	9-13
	Happart			"	10, 11
	Harmegnies, Y.			"	10
	Gondry			"	"
	Beerden			"	"
	Peuskens			"	11

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Professions (suite).					
<i>Psychologues (suite).</i>					
Le projet de loi amendé est adopté				256/6	13
<i>Annales :</i>					
Discussion générale :					
Rapport sur la discussion en commission	Lenaerts	57			1705
Différentes catégories de personnes désireuses de porter le titre de psychologue. — Modes de formation. — Commission des Psychologues	Baldewijns	»			»
Projet utile et nécessaire mais assez injuste	Clerfayt	»			1706
Remarques	Buchmann, Min	»			»
Les articles 1 à 14 sont adoptés	Antoine	59			1707
Déclarations avant le vote	Tomas	»			1767
Le projet de loi est adopté par 123 voix et 52 abstentions et transmis au Sénat		»			1768
<i>Réviseurs d'entreprises.</i>					
Proposition de loi étendant à l'enseignement subsidié les disposi- tions de la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du revisorat d'entreprise. (Doc. n° 216/1.)	Ylief				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Éducation de la Politique scientifique et de la Culture		17			442
Santé publique.					
<i>Alcoolisme et drogues.</i>					
Interpellation de M. Pepermans sur les problèmes relatifs à la coopération entre la Belgique et les Etats-Unis sur le plan de la lutte contre le terrorisme.					
Discussion	Van den Bossche		C 18		18
Interpellation de M. Eerdekens au Gouvernement sur la consom- mation de la drogue dans les écoles.					
Demande d'interpellation	Eerdekens	47			1367
Renvoi à la Commission de l'Éducation, de la politique scientifi- que et de la Culture (réunion publique) — Présidence de M. R. Peeters.					
Discussion :					
Résultats d'une étude de l'U.C.L. sur la période 1983-1984. — Résultats positifs des mesures de prévention	- »		C 71		22, 23
Compétence de la Communauté. — Ne pas dramatiser	Damseaux, Min.		»		23
Distinction entre drogue douce et drogue forte. — Nécessité d'une campagne d'information sérieuse	Piot		»		»
<i>Art de guérir.</i>					
Proposition de loi rendant obligatoire la constitution du dossier médical. (Doc. n° 179/1.)	Hancké				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		17			440
Proposition de loi concernant le droit du patient de prendre connaissance des dossiers médicaux constitués à son sujet. (Doc. n° 180/1.)	»				»
Prise en considération et renvoi la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		»			»
Proposition de loi visant à créer un comité consultatif national d'éthique. (Doc. n° 551/1.)	du Monceau de Bergendal				
Prise en considération et renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		51			1480
<i>Art de guérir — Euthanasie.</i>					
Proposition de loi relative au droit à la dignité thérapeutique du patient incurable (Doc. n° 389/1.)	Klein				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		30			851

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Santé publique (suite).					
<i>Art de guérir — Médecins.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Tilquin	6			86
Proposition de loi relative à l'Ordre des Médecins. (Doc. n° 197/1.)	Hancké et es.				
Prise en considération et renvoi la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement .....	.....	17			441
<i>Art de guérir — Organes (prélèvements et transplantations)</i>					
Projet de loi sur le prélèvement et la transplantation d'organes. (Doc. n° 220/1.) — Farde.					
Rapport :	Merckx (M ^{re})	41			1174
Exposé :					
Importance du projet. — Historique du projet. — Problèmes de stérilité et de procréation. — Indemnité accordée au donneur vivant. — Protection du mineur. — Opposition au prélèvement d'organes et de tissus. — Droit d'opposition des proches parents. — Urgence du projet	Demeester (M ^{re}) S. Et.			220/9	3
Discussion générale :					
Questions d'ordre éthique et de société	Mottard			"	"
	Albert			"	"
	Hancké			"	"
	Moureaux			"	6
Opting out	Hancké			"	"
	Mottard			"	"
	Winkel			"	"
	Anciaux			"	"
	Van de Velde			"	"
Solidarité	Bourgeois			"	"
	Moureaux			"	"
	Albert			"	"
	Diegenant			"	"
	Hanquet (M ^{re})			"	"
	Hancké			"	"
Problème crucial en matière de dialyse rénale	Anciaux			"	"
Arguments plaçant pour une généralisation de la transplantation	Hanquet (M ^{re})			"	6, 7
	Winkel			"	6
Médecine préventive	Anciaux			"	"
Imposition d'une solidarité négative. — Développement d'une solidarité consciente	Winkel			"	"
	Hancké			"	7
Consentement, soit du donneur, soit de la proche famille. — Système de l'opting in et expérience des pays anglo-saxons	Hancké			"	8
Projet contradictoire par rapport aux conditions strictes de l'incinération	Van de Velde			"	9
Large campagne d'information et de publicité grâce aux médias et aux écoles	Winkel			"	"
	Hancké			"	"
	Mottard			"	"
	Anciaux			"	"
Analogies avec les campagnes de don de sang	Mottard			"	10
Carte médicale	Winkel			"	"
	Demeester (M ^{re}). S. Et.			"	"
	Hanquet (M ^{re})			"	"
Mention sur la carte d'identité européenne	Van de Velde			"	"
	Demeester (M ^{re}). S. Et.			"	"
Meilleure organisation des hôpitaux. — Donneurs potentiels. — Prise de conscience insuffisante du public. — Coordinateurs en matière de transplantations	Hancké			"	"
Soutien au système de l'opting out	Bourgeois			"	"
	Moureaux			"	12

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Santé publique (suite).					
<i>Art de guérir — Organes (prélèvements et transplantations) (suite).</i>					
Le don d'organes est une pratique très récente. — Les mentalités doivent encore évoluer. — Comparaison entre les frais d'une dialyse rénale et ceux d'une transplantation des reins.....	Albert			220/9	13
Réaction favorable des jeunes. — Fins thérapeutiques. — Comité consultatif d'éthique	Hanquet (M ^{re}).....			»	14
Assurer la sécurité juridique et l'ordre social. — Problème d'ordre éthique.....	Diegenant			»	»
Consensus sur l'objectif poursuivi. — Campagnes d'information intensives et coordination. — Aspect éthique. — Système de consentement tacite. — Prévention. — Pas de résultats positifs à l'étranger du système de l'opting in. — Nombre de donneurs en augmentation dans les pays ayant le système de l'opting out	Demeester (M ^{re}), S.Et.			»	15
Le système de l'opting out ne permet en aucun pays de répondre à la demande	Hancké.....			»	16
Institution de coordinateurs	Demeester (M ^{re}), S.Et.			»	»
	Hancké.....			»	»
Garanties juridiques des personnes vivantes	Verhaegen			»	»
	Diegenant			»	17
Contenu des arrêtés royaux concernant l'expression de l'opposition au prélèvement	Bourgeois			»	»
	Diegenant			»	»
	Demeester (M ^{re}), S.Et.			»	»
Commercialisation d'organes et de tissus	Diegenant			»	»
	Verhaegen			»	18
Charges des communes.....	Moureaux			»	»
	Demeester (M ^{re}), S.Et.			»	»
Campagnes d'information	Hanquet (M ^{re}).....			»	»
	Demeester (M ^{re}), S.Et.			»	»
	Hancké.....			»	»
	Bourgeois			»	»
Que devient le corps après la mort	De Groot			»	»
	Hancké.....			»	»
Les droits de l'individu sur son corps. — Détermination du moment de la mort	Van den Bussche			»	19
	Bourgeois			»	»
Avis émis par le Conseil national de l'ordre des médecins	De Groot			»	20
Note juridique. — Commission des problèmes éthiques	Gol, Min.....			»	21
Colloque sur les problèmes éthiques. — Double garantie en ce qui concerne la détermination de la mort	Demeester (M ^{re}), S.Et.			»	»
Questions de procédure :					
Avis de personnes extra-parlementaires.....	Hancké.....			»	»
	Demeester (M ^{re}), S.Et.			»	»
	Diegenant			»	»
	Mottard			»	»
	Beckers			»	»
	Mottard			»	»
	Hancké.....			»	»
Discussion publique					
Discussion et votes des articles :					
Article 1 :					
Correction de forme.....	Anciaux			»	22
	Moureaux			»	»
	Demeester (M ^{re}), S.Et.			»	»
Article 2 :					
Extension du champ d'application à la préparation de moyens thérapeutiques	Bourgeois			»	»
	Diegenant			»	»
	Merckx (M ^{re}).....			»	»
	Demeester (M ^{re}), S.Et.			»	»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Santé publique (suite).					
<i>Art de guérir — Organes (prélèvements et transplantations) (suite).</i>					
Le terme « bereiding »	Temmerman			220/9	23
	Hanquet (M ^{re})			»	»
	Demeester (M ^{me}), S.Et.			»	»
	De Groot			»	»
Article 3 : Distinction entre prélèvement et transplantation	Diegenant			»	»
	Demeester (M ^{me}), S.Et.			»	»
Article 4 : Cessions d'organes et de tissus sans but lucratif	Temmerman			»	»
	De Groot			»	»
	Merckx (M ^{me})			»	»
	Gol, Min.			»	»
	Demeester (M ^{me}), S.Et.			»	»
	Hancké			»	»
Dédommagement du donneur vivant	Winkel			»	24
	Demeester (M ^{me}), S.Et.			»	»
Article 6 : Graves conséquences du prélèvement pour le donneur par le fait qu'il porte sur des organes qui ne se régénèrent pas	Hancké			»	25
	Beckers			»	»
	Hanquet (M ^{re})			»	»
	Diegenant			»	»
	De Groot			»	»
	Demeester (M ^{me}), S.Et.			»	»
	Hancké			»	»
De Groot	De Groot			»	»
Demeester (M ^{me}), S.Et.	Demeester (M ^{me}), S.Et.			»	»
Hancké	Hancké			»	»
De Groot	De Groot			»	»
Van den Bossche	Van den Bossche			»	»
Hermans	Hermans			»	»
Demeester (M ^{me}), S.Et.	Demeester (M ^{me}), S.Et.			»	»
Gol, Min.	Gol, Min.			»	»
Winkel	Winkel			»	»
Moureaux	Moureaux			»	»
Van den Bossche	Van den Bossche			»	»
Hancké	Hancké			»	»
Coveliers	Coveliers			»	»
Demeester (M ^{me}), S.Et.	Demeester (M ^{me}), S.Et.			»	»
Gol, Min.	Gol, Min.			»	»
Moureaux	Moureaux			»	»
Van den Bossche	Van den Bossche			»	»
Hermans	Hermans			»	»
Coveliers	Coveliers			»	»
Demeester (M ^{me}), S.Et.	Demeester (M ^{me}), S.Et.			»	»
Hancké	Hancké			»	»
Van den Bossche	Van den Bossche			»	»
Coveliers	Coveliers			»	»
Merckx (M ^{me})	Merckx (M ^{me})			»	»
Verhaegen	Verhaegen			»	»
Demeester (M ^{me}), S.Et.	Demeester (M ^{me}), S.Et.			»	»
Gol, Min.	Gol, Min.			»	»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMÉROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Santé publique (suite).					
<i>Art de guérir — Organes (prélèvements et transplantations) (suite).</i>					
Accord ou refus du receveur	Van de Velde			220/9	29
	Diegenant			»	»
	De Groot			»	»
	Hancké			»	»
	Van den Bossche			»	»
	Caudron			»	»
	Demeester (M ^{me}), S. Et.			»	»
	Gol, Min.			»	»
Article 7 :					
Erreur matérielle	Demeester (M ^{me}), S. Et.			»	30
	Beckers			»	»
	Diegenant			»	»
	Hancké			»	»
	Moureaux			»	»
Age lors d'une transplantation sur un frère ou une sœur	Hancké			»	31
	Hanquet (M ^{re})			»	»
	Demeester (M ^{me}), S. Et.			»	»
	De Groot			»	»
	Van den Bossche			»	»
Article 8 :					
Moment de la révocation	Hancké			»	32
	Van den Bossche			»	»
	De Groot			»	»
	Demeester (M ^{me}), S. Et.			»	»
Preuve du retrait du consentement	Van den Bossche			»	»
	Gol, Min.			»	»
	Caudron			»	»
	De Groot			»	»
	Demeester (M ^{me}), S. Et.			»	»
Effets de la révocation	De Groot			»	33
	Gol, Min.			»	»
Consentement donné devant un témoin majeur	Hancké			»	34
	Demeester (M ^{me}), S. Et.			»	»
Article 9 :					
Le premier alinéa de l'article 9 est superflu	Van den Bossche			»	»
Eléments moraux	Hancké			»	»
	Gol, Min.			»	»
Informations concernant les conséquences physiques, psychi- ques, familiales et sociales du prélèvement	Winkel			»	»
	Gol, Min.			»	»
	Hancké			»	»
	Demeester (M ^{me}), S. Et.			»	»
Preuve de l'octroi de l'information	De Groot			»	35
	Hancké			»	»
	Van den Bossche			»	»
	Demeester (M ^{me}), S. Et.			»	»
Sanctions en cas d'absence d'information ou d'insuffisance d'information	Van den Bossche			»	36
	Gol, Min.			»	»
	De Groot			»	»
	Merckx (M ^{me})			»	»
Obligation pour le médecin de constater que la décision avait été prise avec discernement	Van den Bossche			»	»
	De Groot			»	»
	Demeester (M ^{me}), S. Et.			»	»
	Gol, Min.			»	»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Santé publique (suite).					
<i>Art de guérir — Organes (prélèvements et transplantations) (suite).</i>					
Termes « dans un but incontestablement altruiste »	Hanquet (M ^{re})			220/9	37
	Merckx (M ^{re})			»	»
	Van den Bossche			»	»
	De Groot			»	»
	Demeester (M ^{re}),				
	S. Et			»	»
	Gol, Min.			»	»
Article 10 :					
Opting out et opposition des proches	Hermans			»	38
	Demeester (M ^{re}),				
	S. Et			»	»
	Winkel			»	»
	Hancké			»	»
	Bourgeois			»	»
	Moureaux			»	»
Motion des centres belges de transplantation	De Groot			»	41
	Hancké			»	»
	Demeester (M ^{re}),				
	S. Et			»	»
	Anciaux			»	»
Est-ce que la présomption des consentement ne vise que les Belges et non les étrangers?	Mottard			»	42
	Moureaux			»	»
	Eerdekens			»	»
	Gol, Min.			»	»
	Hancké			»	»
Les droits sur le corps font partie du statut personnel qui est régé par le droit national	Mottard			»	43
	Demeester (M ^{re}),				
	S. Et			»	»
	Hancké			»	»
	Coveliers			»	»
	Eerdekens			»	»
	Van den Bossche			»	»
	Gol, Min.			»	»
Accord exprès demandé aux personnes n'ayant pas la nationa- lité belge	Temmerman			»	45
	Demeester (M ^{re}),				
	S. Et			»	»
	Merckx (M ^{re})			»	»
Limite d'âge de la personne qui exprime son opposition	Hancké			»	»
	Demeester (M ^{re}),				
	S. Et			»	»
Mode d'expression de l'opposition	Temmerman			»	»
	Demeester (M ^{re}),				
	S. Et			»	»
Campagne d'information	Winkel			»	46
La faculté d'exprimer sa volonté expresse peut être combinée avec le système de l'« opting out »	Bourgeois			»	»
	Hancké			»	»
	Demeester (M ^{re}),				
	S. Et			»	»
	Coveliers			»	»
Article 11 :					
Définition de la mort	Mottard			»	47
	Moureaux			»	»
	Hanquet (M ^{re})			»	»
	Demeester (M ^{re}),				
	S. Et			»	»
	Gol, Min.			»	»
Article 13 :					
Trois types de mort	Degroeve			»	48
Article 14 :					
Divulgarion de l'identité	Winkel			»	»
	Merckx (M ^{re})			»	»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Santé publique (suite).					
<i>Art de guérir — Organes (prélèvements et transplantations) (suite).</i>					
Article 14bis (nouveau) : Coordinateurs de transplantations.....	Hancké..... Hanquet (M ^{re})..... Demeester (M ^{me}). S.Et.....			220/9 » » »	48 » » »
L'amendement est rejeté par 22 voix contre 5 et une abstention.....				»	49
Article 17 : Infractions punissables	Mottard..... Gol. Min..... Moureaux			» » »	» » »
Article 20 (nouveau) : Dispositions destinées à permettre aux hôpitaux de vérifier si le prélèvement après le décès n'a fait l'objet d'aucune opposi- tion.....	Winkel..... Demeester (M ^{me}). S.Et.....			» » »	50 » »
L'amendement est rejeté par 23 voix contre 4 et une abstention.....				»	»
Votes : Le projet de loi est adopté par 23 voix contre 4 et une abstention				»	»
Annales : Discussion générale : Solidarité humaine. — Progrès des techniques chirurgicales. — Offre et demande d'organes disponibles. — Equilibre entre deux buts importants. — Historique. — Régime de l'« opt- ing out » (régime du consentement tacite). — Formation des médecins. — Information. — Champ d'application de la loi. — Prélèvement et transplantation uniquement en milieu hospitalier. — Interdiction de tout but de lucre. — Prélève- ment d'organes et de tissus chez des vivants (conditions, droit de consentement). — Obligations du médecin (notam- ment : information). — Prélèvement après décès. — Article 10 (concrétisation du principe du « opting out »). — Discrimi- nation entre étrangers et belges. — Objections d'ordre religieux et juridique. — Constat de décès. — Cas de mort violente ou de mort suspecte. — Secret de l'identité du donneur. — Dispositions finales (modalités du consente- ment, de l'approbation et de l'objection). — Dispositions pénales. — Période de transition.....	Merckx (M ^{me}).....	42			1204
Bicaméralisme. — Evolution de la médecine et de la biologie (assimilation par la société). — Manque de fondement. — Le véritable déficit : la recherche d'un nouveau raisonne- ment, de nouvelles définitions. — Lacunes juridiques (mort clinique, date du décès). — Mauvaise rédaction du texte. — Atteinte à la liberté personnelle.....	Van den Bossche	»			1208
Importance du projet. — Choix difficile. — Efficacité de la formule de l'« opting out ». — Solidarité positive	D'hondt	»			1209
Don d'organes : nouveau maillon nécessaire de la solidarité humaine. — Transplantation rénale (Eurotransplant). — Attitude positive de l'Eglise catholique (Pape Pie XII). — Information à donner au public. — Constat de décès. — Cadre juridique approprié (protection du donneur, finalité thérapeutique, absence de tout esprit de lucre). — Dialogue famille-médecin. — Système de l'« opting out ». — Initi- atives prises par le P.S.C. (questions éthiques, information, conditions d'agrégation des centres de réanimation). — Abus de médicaments en vente libre.....	Hanquet (M ^{re}).....	»			1210
Problématique de la vie et de la mort. — Mort cérébrale. — Responsabilité. — Erreurs dans le domaine juridique. — Commission des problèmes éthiques. — Invitation à émettre un vote positif du groupe V.U.	Coveliers	»			1211
Problèmes éthiques (Europe). — Limites d'âge	Dhoore.....	»			1212
Commission éthique européenne. — Conceptions différentes en matière d'éthique des différents peuples	Coveliers	»			»
Projet mal rédigé.....	Président	»			»
Dispositions pénales	Coveliers	»			1213
Intérêt. — Historique. — Insuffisance actuelle de dons d'or- ganes. — Réticences à vaincre. — Texte à modifier ultérieu- rement (proposition de loi Mottard)	Albert	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Santé publique (suite).					
<i>Art de guérir — Organes (prélèvements et transplantations) (suite).</i>					
Opposition des écologistes. — Pratique médicale de pointe hautement technique. — Spécialisation à outrance, acharnement thérapeutique et surconsommation médicale. — Prévention des maladies rénales. — Abus de chimiothérapie. — Conception parcellaire de la médecine. — Campagne d'information. — Article 10.....	Winkel	42			1213
Point de vue personnel. — Article 10 (prélèvement après le décès). — Transplantation rénale. — Solidarité négative. — Point de vue éthique. — Information et sensibilisation. — Organisation spécifique des hôpitaux (y compris au niveau européen). — Phénomènes de rejet. — Questions métaphysiques. — Mauvaise voie.....	Anciaux.....	"			1214
Importance du problème. — Problèmes éthiques. — Dialyse rénale. — Transplantation de rein. — « Opting out ». — Information. — Mort cérébrale. — Transplantation entre vivants.....	De Groot	"			1216
Préoccupations de la population germanophone. — Importance du projet de loi. — Malades rénaux. — Objections d'ordre sentimental. — Nécessité d'une intervention du législateur	Gehlen	43			1219
Pas d'objections contre les transplantations. — Nécessité d'une législation précise en la matière. — Mouvement pour les droits des malades (principe du consentement). — Article 10. — Eurotransplant. — Catégories d'âge. — Principes déontologiques sans sanctions. — Information. — Formule hypocrite. — Amendement	Hancké..... Bourgeois	" "			1220 1221
Opposition à régler par arrêté royal ou arrêté ministériel.....					
Condition de consentement. — L'« opting out » dans d'autres pays. — Coordinateurs de transplantation. — Ethique d'adultes. — Information. — Récit d'Antigone. — Opposition au projet de loi	Hancké.....	"			"
Nécessité d'amender le projet. — Complexité de la matière. — Changement dans le choix des valeurs. — Texte d'ordre bio-éthique. — Unanimité quant à l'utilité des transplantations. — Prélèvement d'organes chez des personnes décédées. — Solidarité active. — « Opting out ». — Présomption de consentement du donneur. — Valeur éthique fondamentale de la vie. — Abus de médicaments. — Information. — Nécessité urgente dans un secteur seulement	Bourgeois	"			1222
Premier projet de loi en matière bio-éthique. — Obscurités ou incohérences. — Nécessité de légiférer. — Présomption de solidarité. — Vote positif mais résigné. — Article 10	Mottard	"			1225
Historique. — Prélèvement d'organes après le décès (résolution du Parlement européen). — Eléments fondamentaux. — Problèmes bio-éthiques (Commission éthique nationale, colloque, examen interdisciplinaire). — Définition de la mort. — Analyses rénales. — Information. — Bicaméralisme. — Limites d'âge. — Elargissement du champ d'application du consentement présumé aux étrangers. — Prévention (maladie rénale causée par l'abus de médicaments). — Article 10. — Consentement libre. — Solidarité active. — Régime de l'« opting out ». — Problèmes concernant l'acte médical, sens et valeur éthique de celui-ci. — Haute valeur éthique de la transplantation d'organes	Demeester (M ^{me}), S. Et.	" "			1226
Discussion des articles :					
Article 1 ^{er} :					
Capacité d'agir. — Emploi du terme « hypocrite ». — Coordinateurs des transplantations. — Article 10. — Bicaméralisme	Hancké.....	"			1229
Les articles 1 à 3 sont adoptés .....	.....	"			1230
L'article 4 et l'amendement sont réservés .....	.....	"			"
L'article 5 est adopté .....	.....	"			"
L'article 6 et l'amendement sont réservés .....	.....	"			1231
Les articles 7 et 8 sont adoptés .....	.....	"			"
L'article 9 et l'amendement sont réservés .....	.....	"			"
L'article 10 et les amendements sont réservés .....	.....	"			1233
Les articles 11 à 14 sont adoptés .....	.....	"			"
L'article 14 ^{bis} (nouveau) (amendement) est réservé .....	.....	"			1234
Les articles 15 à 19 sont adoptés .....	.....	"			"

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Santé publique (suite).					
<i>Art de guérir — Organes (prélèvements et transplantations) (suite).</i>					
L'article 20 (nouveau) (amendement) est réservé		43			1235
Votes sur les amendements et les articles réservés		44			1246
Déclarations avant le vote sur les amendements à l'article 10 :					
Vote libre au groupe	Tobback	"			1247
Retrait de l'amendement (raisons, conditions)	Mottard	"			1248
L'article 10 et les autres articles réservés sont adoptés		"			1246, 1251
Déclaration après le vote de l'article 10 :					
Raison d'abstention	Président	"			1251
Déclarations avant le vote sur l'ensemble du projet :					
Vote positif du groupe socialiste. — Campagne d'informa- tion	Moureaux	"			"
Approbation par le groupe V.U. à l'exception de certains membres. — Motifs d'abstention personnelle	Anciaux	"			1252
Motifs d'abstention personnelle (raisons humanitaires)	Van de Velde	"			"
L'ensemble du projet est adopté par 145 voix contre 31 et 14 abstentions		"			"
Le projet est soumis à la sanction royale		"			"
<i>Education physique et sports.</i>					
Interpellation de M. Caudron à M. le Ministre de l'Education nationale (N.) sur la décision d'instaurer, dans certaines écoles, des cours d'informatique au détriment des cours d'éducation physique.					
Discussion	Caudron		C 3		2, 8
	Baldewijns		"		3
	Diegenant		"		"
	Maes (M ^{me})		"		4
	Van Rompacy		"		5
	Beysen		"		"
	Coens, Min.		"		"
<i>Hôpitaux.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Tilquin	6			86
	Hancké	9			203
Proposition de loi remplaçant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux. (Doc. n° 182/1.)	"				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		17			440
Proposition de loi sur les hôpitaux sur lesquels l'autorité nationale a pouvoir de décision. (Doc. n° 183/1.)	"				
Avis du Conseil d'Etat, doc. n° 910/2 — S. 1983-1984.					
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		"			"
<i>Hôpitaux — Lits de soins.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Olivier, M.	5			69
	Collart	8			167
Projet de loi ajustant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1985.					
Discussion générale	Harmegnies, M.			5-XX1/2	1
	Dehaene, Min.			"	2
	Desaeyere			"	"
<i>Politique de la santé.</i>					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Hancké	9			203
Proposition de loi portant création d'un Conseil supérieur de l'éthique et de la déontologie des soins de santé. (Doc. n° 185/1.)	"				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		17			440

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Santé publique (suite).					
<i>Produits pharmaceutique.</i>					
Proposition de loi modifiant la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments. (Doc. n° 181/1.)	Hancké				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		17			440
Interpellation de M. Devolder à M. le Ministre des Affaires sociales sur les problèmes relatifs à la publicité concernant les spécialités pharmaceutiques et plus particulièrement le nouveau médicament générique Amoxi (Journal télévisé du 2 mars 1986).					
Demande d'interpellation	Devolder	25			658
Renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement (réunion publique) — Présidence de M. Degroeve.					
Discussion :					
Spécialités pharmaceutiques. — Publicité (émission de télévision). — Produits génériques. — « Amoxi ». — Ticket modérateur.	»		C 31		15, 16
Spécialités pharmaceutique. — Produits génériques. — Publicité. — Emission télévisée. — Préparation magistrale	Dehaene, Min.		»		16, 17
Projet de loi sur le prélèvement et la transplantation d'organes.					
Discussion générale	Hanquet (M ^{re})	42			1210
	Winkel	»			1213
	Bourgeois	43			1222
	Demeester (M ^{re}), S.Et.	»			1226
<i>Services d'ambulance.</i>					
Proposition de loi modifiant la loi du 1 ^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres. (Doc. n° 391/1.)	Denison				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		30			851
<i>Soins à domicile.</i>					
Projet de loi ajustant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1985.					
Discussion générale	Petitjean			5-XXI/2	2
	Dehaene, Min.			»	3
<i>Tabac.</i>					
Proposition de résolution sur la prévention des conséquences socialement néfastes du tabac. (Doc. n° 510/1.)	Winkel				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		51			1480
<i>Viande.</i>					
Proposition de loi autorisant l'accélération du phénomène de maturation des viandes par injection de citrate d'ammonium. (Doc. n° 23/1.)	Petitjean				
Prise en considération et renvoi à la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		12			312
Question de M. Cornet d'Elzies à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur le contrôle d'utilisation d'hormones dans l'engraissement animal	Cornet d'Elzies	15			394
Réponse	De Keersmaecker, S.Et.	»			»
Question de M. Temmerman à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur la commercialisation de viande porcine congelée.	Temmerman	»			»
Réponse	De Keersmaecker, S.Et.	»			»
Question de M ^{re} Boeraeve à M ^{re} le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés sur la création de l'Institut d'Expertise Vétérinaire	Boeraeve (M ^{re})	»			395
Réponse	Demeester (M ^{re}), S.Et.	»			»

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Santé publique (suite).					
<i>Viande (suite).</i>					
Proposition de loi modifiant l'article 36 de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire. (Doc. n° 529/I.)	De Groot & Denys				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		51			1480
Sécurité sociale.					
Commission royale chargée de préparer la codification, l'harmonisation et la simplification de la législation relative à la sécurité sociale.					
Transmission du rapport final des travaux de la commission		2			21
Proposition de loi modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. (Doc. n° 20/I.)	Vogels (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		12			312
Proposition de loi abrogeant l'article 106 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976. (Doc. n° 32/I.)	Dierickx				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		"			313
Interpellation de M. Dierickx à M. le Ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles (N.) sur le contrôle du financement de l'assurance maladie-invalidité.					
Demande d'interpellation	"	13			344
Discussion :					
Contrôle sur les mutuelles. — Résultats financiers des mutuelles (problème du contrôle, rapport du Commissaire du Gouvernement, Comité de gestion de l'I.N.A.M.I.)	"	"			352, 356
	Dehaene, Min.	"			354
Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 22 du 23 mars 1982 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. (Doc. n° 99/I.)	Diegenant				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		15			397
Proposition de loi modifiant l'article 7, § 1 ^{er} , i. de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et l'article 7 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et abrogeant l'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage. (Doc. n° 119/I.)	Sleeckx				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		"			399
Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le paiement forfaitaire des soins de santé primaires, la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. (Doc. n° 184/I.)	Hancké				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		17			440
Proposition de loi abrogeant l'arrêté royal n° 283 du 31 mars 1984 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. (Doc. n° 198/I.)	"				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		"			441
Proposition de loi modifiant en matière de sécurité sociale, des prestations sociales garanties et d'allocations sociales non contributives, le point de départ du délai d'appel et d'autres délais de recours prévus par le Code Judiciaire. (Doc. n° 259/I.)	Coëme				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		21			528
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois d'avril, mai et juin.					
Discussion générale	Simonet			346/4	8

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Sécurité sociale (suite).					
Proposition de loi modifiant l'article 299bis du Code des impôts sur les revenus et l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, en ce qui concerne l'enregistrement des entrepreneurs. (Doc. n° 343/I.)	Steverlynck	29			749
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances					
Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants. (Doc. n° 345/I.)	Verhaegen				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes		"			"
Rapport :	Desutter	48			1372
Exposé	Verhaegen			345/3	1
Remarques	Peuskens			"	2
	Verhaegen			"	2, 3
	Boeraeve (M ^{re})			"	2
	Buchmann, Min.			"	3
	Verbeekmoes			"	"
	Leclercq			"	"
				"	"
Le projet est adopté					
Annales :					
Pas de discussion générale.					
Lecture de l'article unique		49			1395
La proposition de loi est adoptée par 185 voix. Transmis au Sénat		51			1493
Proposition de loi modifiant l'article 4, § 1 ^{er} , de la loi du 28 juin 1960 relative à la sécurité sociale des personnes ayant effectué des services temporaires à l'armée. (Doc. n° 368/I.)	Vermeiren				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Défense nationale		30			850
Proposition de loi octroyant un crédit d'années aux femmes exerçant une activité professionnelle pour la détermination de l'âge de la pension. (Doc. n° 497/I.)	Gabriels, Anciaux, Schiltz & Maes (M ^{re})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		47			1367
Demande d'urgence	Gabriels	"			1343
L'urgence est rejetée		"			"
Proposition de loi complétant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. (Doc. n° 437/I.)	Leclercq				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		51			1480
Proposition de loi portant octroi d'un supplément d'indemnité pendant la période de repos d'accouchement. (Doc. n° 506/I.)	Maes (M ^{re})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		"			"
Allocations familiales.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Burgeon, C. (M ^{re})	7			162
	Walry	8			178
	Gondry	9			206
Interpellation de M. Eerdekens à M. le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation et à M. le Ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles (N.) concernant l'impact sur les finances communales de la circulaire du 13 novembre 1985 de l'Office national de Sécurité sociale des Administrations provinciales et locales modifiant le régime des allocations familiales des agents des administrations locales et provinciales à dater du 1 ^{er} janvier 1986.					
Demande d'interpellation	Eerdekens	10			248
Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (réunion publique) — Présidence de M. Temmerman.					

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS		PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS	
		Annales			Rapports
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Sécurité sociale (suite).					
<i>Allocations familiales (suite).</i>					
Discussion :					
Perception des cotisations de sécurité sociale pour le personnel communal ou provincial. — Cotisations pour le secteur des allocations familiales (modification du système, augmentation des cotisations, charges financières pour les pouvoirs locaux)	Eerdekens		C 6	19, 22	
	De Loor		"	20	
	Desseyn		"	"	
	Nothomb, Min.		"	21	
Proposition de loi tendant à garantir le bénéfice d'allocations familiales à tous les enfants par l'instauration d'une caisse d'allocations d'attente. (Doc. n° 90/1.)	Lestienne, Van den Brande & Wauthy				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		15		397	
Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales. (Doc. n° 92/1.)	Lestienne				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		"		"	
Proposition de loi abrogeant l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982 modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, et rétablissant le régime des allocations familiales en vigueur jusqu'au 31 mars 1983. (Doc. n° 145/1.)	Delhaye				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		17		438	
Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties. (Doc. n° 148/1.)	Hanquet (M ^{re})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		"		"	
Proposition de loi modifiant les lois coordonnées du 19 décembre 1939 relative aux allocations familiales pour travailleurs salariés. (Doc. n° 238/1.)	Leclercq				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		21		527	
Proposition de loi modifiant la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants. (Doc. n° 324/1.)	Boeraeve (M ^{me})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		29		748	
Renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes		47		1335	
Handicapés.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Beysen	5		60	
	Martens, Min.	"		"	
	Olivier, M.	"		69	
	Sleeckx	7		159	
	Van den Brande	"		160	
Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés. (Doc. n° 340/1.)	Wauthy & Wathclet				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		29		749	
Rapport (voir doc. n° 448/4)	Boeraeve (M ^{me})	48		1372	
Proposition de loi remplaçant le mot néerlandais « minder-validen » par l'expression « gehandicapte mensen ». (Doc. n° 349/1.)	Van Durme				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		30		798	
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 349/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		59		1772	
Proposition de loi individualisant la construction et le remplacement des fauteuils roulants pour handicapés. (Doc. n° 382/1.)	"				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		30		851	

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Sécurité sociale (suite).					
<i>Handicapés (suite).</i>					
Projet de loi relatif aux allocations aux handicapés. (Doc. n° 448/I.) Dépôt et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale	Gouvernement	32			918
Projet de loi modifiant la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés. (Doc. n° 552/I.) Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés. (Doc. n° 340/I.)					
<i>Rapport :</i>	Boeraeve (M ^{me})	48			1372
I. Exposé introductif	Demeester (M ^{me}). S.Et.....			448/4	2
II. Discussion générale : Portée du projet	Gondry..... Demeester (M ^{me}). S.Et.....			»	4, 5, 7 4, 6-8
	Sleeckx.....			»	4
	Flamant.....			»	5, 8
	Santkin.....			»	6, 8
	Leclercq.....			»	6
	Antoine.....			»	7
Montant de l'allocation et influence des moyens d'existence	Sleeckx..... Demeester (M ^{me}). S.Et.....			»	9-12 »
	Vogels (M ^{me}).....			»	9
	Marchand.....			»	10
	Tilquin.....			»	»
	Leclercq.....			»	11
Limites d'âge.....	Flamant..... Demeester (M ^{me}). S.Et.....			»	12, 13 »
	Vogels (M ^{me}).....			»	13
	Sleeckx.....			»	»
Incidence budgétaire.....	» Demeester (M ^{me}). S.Et.....			»	14 »
III. Discussion des articles	Sleeckx..... Demeester (M ^{me}). S.Et..... Vogels (M ^{me}).....			»	16-26, 30, 31 16-30 16-19, 22-25, 29
	Santkin.....			»	16-31
	Antoine.....			»	17-28
	Flamant.....			»	19, 21, 23-27
	Tilquin.....			»	20
	Spaak (M ^{me}).....			»	20, 23-25, 28, 29
	Vanderheyden.....			»	24
	Leclercq.....			»	»
	Gehlen.....			»	28, 29 31
Le projet de loi n° 448 est adopté				»	
<i>Annales :</i>					
Discussion générale :					
Allocation existante remplacée par une allocation de remplace- ment de revenus et une allocation d'intégration. — Régime de transition. — Genèse. — Loi-cadre. — Simplification. — Enquête sur les revenus. — Age minimum. — Incidence financière. — Commentaire des articles.....	Boeraeve (M ^{me})	49			1401
Projet de loi à améliorer. — Simplification. — Loi-cadre : caractère négatif. — Critiques	Gondry.....	»			1403
Système actuel : labyrinthe administratif et juridique. — Le projet : un pas dans la bonne direction. — Problématique des handicapés. — Loi-cadre	Flamant.....	»			1404
Les allocations aux handicapés : pour 100.000 ménages seule source de revenus ou complément indispensable des moyens d'existence. — Méfiance. — Plan de Val-Duchesse. — Importance budgétaire de ce secteur. — Simplification. — Observations. — Lettre de la « K. V. G. »	Sleeckx.....	»			1405
Paiement de l'allocation (âge; institution). — Coordination. — Aspects divers de la problématique des handicapés	Depré.....	»			1407

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Sécurité sociale (suite).					
Handicapés (suite).					
Nombreuses améliorations. — Critique. — Loi-cadre. — Incertitudes en ce qui concerne de nombreuses définitions et notions. — Dispersion. — Traitement trop fragmentaire du problème des handicapés. — Commission Dillemans.....	Vansteenkiste, F.....	49			1408
Améliorations notoires. — Sujets d'inquiétude (suspension du tiers d'allocation d'intégration en cas de placement en institution). — Loi-cadre. — Manque d'information. — Retards dans l'examen des dossiers	Antoine	"			1410
Aide aux handicapés : aide de la communauté. — Manque de cohésion et de justice. — Historique. — Pas d'économies. — Loi-cadre, avantage : grande flexibilité. — Effort maximum. — Notification de la décision. — Arrêtés d'exécution. — Aveugles ayant des revenus de leur travail. — Suspension du paiement d'un tiers de l'allocation en cas de placement dans une institution. — Incitants au travail. — Lettre de la « K.V.G. ». — Création d'un dossier de base pour les handicapés	Demeester, (M ^{me}). S. Et.....	"			"
Discussion des articles :					
Article 1 ^{er} :					
Tickets modérateurs. — Allocation de remplacement de revenus. — Allocation pour frais supplémentaires. — Simplification. — Améliorations. — Principes de base du S.P. en la matière. — Amendement.....	Sleeckx	"			1413, 1414
Les articles 1 ^{er} à 3 et les amendements sont réservés.....	.....	"			1414
Les articles 4 et 5 sont adoptés .....	.....	"			1415
Les articles 6 et 7 et les amendements sont réservés .....	.....	"			1416
Les articles 8 à 11 sont adoptés .....	.....	"			1417
L'article 12 et l'amendement sont réservés .....	.....	"			"
L'article 13 et adopté.....	.....	"			1418
L'article 14 et l'amendement sont réservés .....	.....	"			"
Les articles 15 à 27 sont adoptés .....	.....	"			"
L'article 28 et l'amendement ainsi que l'article 28bis (nouveau) (amendement) sont réservés .....	.....	"			1420
Les articles 29 et 30 sont adoptés .....	.....	"			1421
Les articles réservés à l'exception de l'article 28bis (nouveau) (amendement) sont adoptés.....	.....	51			1484
Déclarations avant le vote	"	"			1487
	Vogels (M ^{me})	"			1488
	Vansteenkiste, F.	"			"
	Gondry	"			"
	Spaak (M ^{me})	"			1489
Le projet de loi est adopté par 106 voix contre 66 et 14 abstentions et transmis au Sénat .....	.....	"			"
Projet de loi ajustant le budget du Ministère de la Prévoyance sociale de l'année budgétaire 1985.					
Discussion générale	Denys			5-XVIII/2	1
	Dehaene, Min.			"	"
Projet de loi modifiant la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés. (Doc. n° 552/I.) — Farde.					
Rapport (voir doc. n° 448/4).....	Boeraeve (M ^{me})	48			1372
Maladies professionnelles.					
Proposition de loi modifiant l'article 79 de l'arrêté royal du 3 juin 1970 portant coordination des dispositions légales relatives aux maladies professionnelles. (Doc. n° 153/I.).....	Hanquet (M ^{re})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale .....	.....	17			438
Minimum socio-vital.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Tilquin	6			86
	Van den Brande	7			160

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE. (suite).					
Sécurité sociale (suite).					
<i>Politique sociale.</i>					
Déclaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Discussion	Van der Biest	4			34
	Van Miert	5			47
	Kubla	"			54
	Deleuze	"			62
	Olivier, M.	"			69
	Leclercq	"			78
	Tilquin	6			86
	Claes	"			93
	Burgeon, W.	7			107
	Hanquet (M ^{re})	"			110
	Hendrick	"			133
	Perdieu	"			157
	Sleeckx	"			159
	Detiège (M ^{re})	8			166
	Collart	"			167
	Martens, Min.	9			188
	Nols	"			199
	Hancké	"			203
	Gondry	"			206
Service social.					
<i>C.P.A.S.</i>					
Déclaration gouvernementale					
Discussion	Ramackers	5			71
Proposition de loi visant à sanctionner des manœuvres post-électorales et à compléter en conséquence la loi électorale communale coordonnée par arrêté royal du 4 août 1932 et la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale. (Doc. n° 12/1.)	Désir				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique		12			312
Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale. (Doc. n° 24/1.)	Petitjean				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		"			313
Proposition de loi modifiant l'article 11, § 1 ^{er} , de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale. (Doc. n° 114/1.)	Féaux				
Prise en considération et renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale		15			398
Proposition de loi modifiant l'article 70 de la loi du 8 juillet 1976, organique des centres publics d'aide sociale. (Doc. n° 149/1.)	Hanquet (M ^{re})				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		17			438
Proposition de loi modifiant la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique. (Doc. n° 187/1.)	Hancké				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		"			441
Proposition de loi complétant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale. (Doc. n° 195/1.)	Galle				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		"			"
Proposition de loi visant à assurer la protection sociale due par les centres publics d'aide sociale aux personnes attributaires du minimum de moyens d'existence. (Doc. n° 207/1.)	Clerfayt				
Prise en considération et renvoi aux Commissions réunies de l'Emploi et de la Politique sociale et de la Justice		"			442
Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Aide Sociale. (Doc. n° 295/1.)	De Beul & Suykerhuyk				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement		21			530

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Service sociale (suite).					
C.P.A.S. (suite).					
Interpellation de M. Eerdekens sur la création d'une allocation de substitution au bénéfice des enfants lorsque le conjoint divorcé ne paie pas la pension alimentaire : allocation payable par le C.P.A.S.	Eerdekens		C 35		2, 7, 8
Discussion	Hanquet (M ^{lle})		"		5
	Smet (M ^{me}), S.Et.		"		"
Question de M. Désir à M. le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sur le versement du solde de la dotation 1985 du Fonds spécial de l'aide sociale aux C.P.A.S. bruxellois.					
Ministres compétents	Président	31			867
	Désir	"			"
	"	"			871
Question	Coens, Min.	"			"
Réponse					
Interpellation de M. Mottard à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur la situation faite au C.P.A.S. de Blégny mis dans l'impossibilité d'apporter une aide aux plus démunis de la commune parce que les demandes justifiées de renouvellement du cadre spécial temporaire sont restées sans réponse satisfaisante.					
Demande d'interpellation	Mottard	"			912
Renvoi à la Commission de l'Emploi et de la Politique sociale (réunion publique) — Présidence de M. Olivier.					
Discussion :					
Bienveillance excessive du Ministre vis-à-vis de l'A.S.B.L. « Service et Solidarité » en matière d'octroi de travailleurs (C.S.T., etc...). — Comparaison avec la situation du C.P.A.S. de la commune de Blégny. — Octroi de 60 T.C.T. à l'A.S.B.L. « Service et Solidarité »	"		C 44		30
Aperçu des décisions ministérielles prises à l'égard du C.P.A.S. de Blégny. — Avis négatif du Ministre du Budget. — Blocage général des approbations T.C.T. en attendant les débats budgétaires. — Chômeurs mis au travail. — Compétence régionale. — Différence dans le statut des T.C.T. accordés à l'A.S.B.L. « Service et Solidarité ». — Confirmation du nombre de 60 T.C.T. pour l'A.S.B.L. précitée					
Proposition de loi abrogeant les articles 8, 10, 11, relatifs au recouvrement des frais de l'aide sociale auprès des débiteurs d'aliments, de l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983. (Doc. n° 415/1.)	Hansenne, Min.		"		31
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Santé publique, de la Famille et de l'Environnement	Winkel				
		"			913
Secours et subsides.					
Proposition de loi réglementant les appels à la générosité de la population. (Doc. n° 123/1.)	Jérôme				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		15			399
Proposition de loi portant immunisation fiscale de la valeur des stocks de marchandises ayant fait l'objet d'un don aux populations de régions sinistrées ou de pays du tiers monde. (Doc. n° 322/1.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission des Finances	Peeters, P.	29			748
Statut de la femme.					
Déclaration gouvernementale.					
Discussion	Maes (M ^{me})	7			101
	Hanquet (M ^{lle})	"			110
	Spaak (M ^{me})	"			124
	Burgeon, C (M ^{lle})	"			162
	Gol, Min.	"			"
	Detière (M ^{me})	8			166
	Mottard	9			212
	Gol, Min.	"			213

RUBRIQUES ET OBJETS EN DISCUSSION	AUTEURS ORATEURS	NUMEROS			PAGES des ANNALES ou des DOCUMENTS
		Annales		Rapports	
		séances plénières	séances commis- sions		
VIE SOCIALE (suite).					
Troisième âge.					
Déclaration gouvernementale. Discussion	Collart.....	8			167
Vie privée (protection de la).					
Déclaration gouvernementale	Martens, Min.	3			28
Discussion	Van den Brande	4			41
	Deleuze	5			62
	Van den Bossche	7			151
	Gol, Min.	»			152
Interpellations de MM. Eerdekens et De Weirdt à M. le Vice- Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation et à M. le Ministre de l'Emploi et du Travail sur 1. les nouvelles cartes d'identité; 2. les cartes de sécurité sociale.					
Discussion	De Weirdt		C 5		13
	Nothomb, Min.		»		14, 17
Proposition de loi relative à la protection de la vie des inculpés. (Doc. n° 81/1.)	Suykerbuyk				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		15			396
Proposition de loi tendant à restaurer la sécurité administrative du citoyen. (Doc. n° 86/1.)	Lestienne				
Demande d'avis du Conseil d'Etat		»			»
Avis du Conseil d'Etat. (Doc. n° 86/2.)					
Prise en considération et renvoi à la Commission spéciale chargée de l'examen des propositions de loi traitant des relations entre les citoyens et l'administration		31			912
Décision de renvoi à une commission spéciale		32			919
Composition de la Commission spéciale		34			967
Proposition de loi réprimant les discriminations fondées sur le sexe, le comportement et les tendances sexuels et relationnels, l'état civil et la situation familiale. (Doc. n° 276/1.)	Van den Bossche				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		21			529
Proposition de loi modifiant la loi du 13 octobre 1930 coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la telegra- phie et le téléphone avec fil. (Doc. n° 362/1.)	Coveliers				
Prise en considération et renvoi à la Commission de la Justice		30			850